

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
ET
INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS

TROIS MOUVEMENTS INTELLECTUELS QUÉBÉCOIS ET LEURS RELATIONS
FRANÇAISES : L'ACTION FRANÇAISE, « LA RELÈVE » ET « LA NATION »
(1917-1939)

THÈSE
PRÉSENTÉE EN COTUTELLE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN HISTOIRE

TOME I

PAR
CHARLES-PHILIPPE COURTOIS

MARS 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Institut d'Études Politiques de Paris
ÉCOLE DOCTORALE DE SCIENCES-PO
Centre d'Histoire de Sciences-Po

Université du Québec à Montréal
DÉPARTEMENT D'HISTOIRE

TROIS MOUVEMENTS INTELLECTUELS
QUÉBÉCOIS ET LEURS RELATIONS

FRANÇAISES :

*L'Action française, « La Relève » et « La Nation »
(1917 – 1939)*

TOME I

Thèse présentée en cotutelle comme exigence partielle du doctorat en histoire

Charles-Philippe COURTOIS

*Thèse dirigée par M. le professeur Jean-François SIRINELLI,
directeur du Centre d'histoire (IEP-Paris)*

*Et par Mme le professeur Fernande ROY,
directrice des Études avancées du département d'histoire (UQÀM)*

Soutenue le 27 octobre 2007

Jury :

M. le professeur Michel LEYMARIE
M. le professeur Jacques PRÉVOTAT
M. le professeur Jean-Claude ROBERT
Mme le professeur Fernande ROY
M. le professeur Jean-François SIRINELLI

À ma mère
Louise Archambault Courtois (1949-1987)

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier ma directrice Mme Fernande Roy ; mon directeur M. Jean-François Sirinelli ; la Fondation nationale des Sciences politiques et la Chaire Hector-Fabre (UQÀM) pour leur soutien financier ; le Centre de recherches Lionel-Groulx et son personnel. Et aussi, à exprimer ma gratitude envers ma famille : mes parents, mes frères et mon épouse ainsi que feu mes grands-parents.

Enfin, je voudrais dire un mot pour l'UQAM et son département d'histoire et l'IEP et son centre d'histoire, ainsi que pour Réjeanne Cloutier du Bureau de l'enseignement et des programmes de l'UQAM dont l'encouragement fut très apprécié. Merci.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	xiii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	xiv
RÉSUMÉ.....	xvii
INTRODUCTION.....	1
1. INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
1.1 Notre sujet de recherche et ses limites.....	1
1.2 État de la question.....	7
1.3 Objectifs de la thèse.....	11
1.4 Sens de la comparaison.....	13
1.5 Méthode.....	14
1.6 Plan de la thèse.....	20
2. POINTS DE REPÈRE : DÉFINITIONS.....	23
2.1 L' « intellectuel » situé dans l'espace, le temps et l'historiographie ..	24
2.2 L' « intellectuel » du XX ^e siècle : une espèce grégaire et engagée.....	33
2.3 Définition du « mouvement intellectuel ».....	38
3. TAXINOMIE DES MOUVEMENTS INTELLECTUELS.....	41
3.1 Du « collectif » à la « ligue », du manifeste au mouvement.....	43
3.2 La revue d'intellectuels : étendard, laboratoire, mouvement.....	46
3.3 La revue d'intellectuels au Québec.....	54
3.4 Hebdomadaires de combat et journaux d'intellectuels.....	57
Conclusion.....	59
PREMIÈRE PARTIE.....	65
AUX ORIGINES DE L'ACTION FRANÇAISE : NATIONALISMES ET INTELLECTUELS QUÉBÉCOIS VERS 1910.....	65

CHAPITRE PREMIER.....	67
HISTORIOGRAPHIE DES « INTELLECTUELS » QUÉBÉCOIS ET DE L'ACTION FRANÇAISE.....	67
1.1 LES INTELLECTUELS AU QUÉBEC.....	67
1.1.1 Quel intellectuel québécois ?	68
1.1.1.1 Yvan Lamonde	69
1.1.1.2 Fernande Roy	74
1.1.2 Andrée Fortin	78
1.1.3 Gérard Bouchard	84
1.1.4 Catherine Pomeyrols	92
1.1.5 De la trajectoire d'André Laurendeau	99
1.2 HISTORIOGRAPHIE DE L'ACTION FRANÇAISE DE MONTRÉAL	100
1.2.1 Susan Mann.....	101
1.2.1.1 La question de l'influence de l'Action française.....	105
1.2.2 Pierre Trépanier.....	107
1.2.3 Yvan Lamonde.....	113
1.2.4 Pascale Ryan et les nouveaux lieux de militantisme.....	117
CONCLUSION	124
CHAPITRE II.....	131
NAISSANCE DE L'ACTION FRANÇAISE DE MONTRÉAL : IDÉOLOGIES ET MOUVEMENTS INTELLECTUELS.....	131
2.1 LES NATIONALISMES	131
2.1.1 Origine historique démocratique et diversité des nationalismes.....	131
2.1.2 Nationalisme conservateur en France.....	137
2.1.2.1 Innovations fin-de-siècle.....	137
2.1.2.2 Nationalisme autoritaire et Ligue de la Patrie française	139
2.1.2.3 Contre-Révolution et Ligue d'Action Française	142
2.1.3 Les nationalismes au Québec au début du XX ^e siècle.....	147
2.1.3.1 Diversité des nationalismes, nationalisme libéral.....	147
2.1.3.2 Nationalisme conservateur	150
2.1.3.3 Nationalisme conservateur du Québec et cas français.....	152
2.1.3.4 Conclusion : situation de l'Action française	153

2.2 LES MOUVEMENTS INTELLECTUELS	155
2.2.1 Les mouvements intellectuels à la naissance de l'Action française...	155
2.2.2 La Ligue nationaliste et Henri Bourassa.....	157
2.2.2.1 Divergences entre Asselin et Bourassa	163
2.2.2.2 Henri Bourassa domestique <i>Le Nationaliste</i> et fonde <i>Le Devoir</i>	168
2.2.3 La Ligue des Droits du français	172
2.2.3.1 La Ligue des Droits du français et <i>Le Devoir</i>	172
2.2.3.2 Lionel Groulx et <i>Le Devoir</i>	176
2.2.3.3 L'Action française et <i>Le Devoir</i>	177
CONCLUSION	180
DEUXIÈME PARTIE.....	183
ACTION FRANÇAISE : UNE COMPARAISON	183
CHAPITRE III	185
UN PROGRAMME D'ACTION NATIONALE	185
3.1 UN MODÈLE DE MOUVEMENT INTELLECTUEL.....	186
3.1.1 L'Action Française de Paris : repères.....	187
3.1.2 Son originalité : une « stratégie gramscienne »	192
3.1.3 Éléments de convergence idéologique	199
3.2 LES TRACES D'UNE INSPIRATION ?	205
3.2.1 Structures comparées des deux Actions françaises	205
3.2.2 Homonymie : hasard ou inspiration ?.....	213
3.2.3 L'Étude du modèle par Héroux et Groulx	222
3.2.4 Distances avec le maurrassisme	228
3.3 LIAISONS ENTRE LES DEUX ACTIONS FRANÇAISES.....	235
3.3.1 Liens directs et fréquentations	235
3.3.2 La liaison renforcée 1922-1924	238
3.3.3 Persistances après la Condamnation de 1926	247
3.1.4 Éclipse de l'Action française de Montréal.....	254
Conclusion.....	256

CHAPITRE IV	259
L'ACTION FRANÇAISE DE GROULX.....	259
4.1 L'ACTION FRANÇAISE SOUS LA DIRECTION DE GROULX	259
4.1.1 Description de la revue sous la direction de Groulx (1921-1927)	259
4.1.2 Les principaux collaborateurs	265
4.1.3 Vie de l'Action française de Groulx : l'exemple de 1924	273
4.1.3.1 « La vie de l'Action française »	275
4.1.3.2 La « Vie des livres » et les références maurrassiennes	279
4.2 IDÉOLOGIE DE L'ACTION FRANÇAISE	285
4.2.1 Idéologie et positions de l'Action française groulxiste	285
4.2.1.1 Traditionalisme, francité catholique et régionalisme.....	286
4.2.1.2 Régimes politiques.....	289
4.2.1.3 L'État français : indépendance ou confédération ?	295
4.2.1.3.1 Statuts des cercles locaux d'Action française.....	305
4.2.1.4 Le redressement national : éducation et économie.....	307
4.2.2 Étendue des références maurrassiennes dans la revue de Groulx	310
4.2.2.1 Réserves des intellectuels catholiques	310
4.2.2.2 Références maurrassiennes dans les articles de la revue	315
4.2.2.3 Une imprégnation dévoilée par les expressions maurrassiennes	319
4.2.2.4 Publicité et vente d'ouvrages maurrassiens par la librairie.....	321
4.2.3 Bilan comparatif des idéologies des deux Actions françaises	325
CONCLUSION	329
ÉPILOGUE : L'Action nationale des années 1930	334

TOME II

SOMMAIRE, TOME II	iii
 TROISIÈME PARTIE	341
LES ANNÉES 1930 : NON-CONFORMISME ET MODÈLES DE MOUVEMENT INTELLECTUEL	341
 INTRODUCTION À LA TROISIÈME PARTIE : LES ANNÉES 1930	343
1. LES NON-CONFORMISTES FRANÇAIS	344
1.1 Massis et la Jeune-Droite	347
1.2 Maritain et les personalistes	351
2. "LA RELÈVE" ET "LA NATION" : HISTORIOGRAPHIE	357
2.1 André-J. Bélanger	357
2.2 Études de « La Nation »	363
2.3 Études de « La Relève »	365
 CHAPITRE V	371
« LA RELÈVE »	371
5.1 « LA RELÈVE » ET « ESPRIT »	372
5.1.1 « D'où sort "La Relève" ? »	374
5.1.2 Comparaison des mouvements « La Relève » et « Esprit »	378
5.1.2.1 Deux jeunes générations spécifiques, même constat	378
5.1.2.2 Objectifs et mouvements comparés	379
5.1.2.3 Facture de la revue	385
5.1.3 Prises de position politiques et crises internationales	387
5.1.3.1 Catholicisme, nationalisme et fédéralisme	389
5.1.3.2 Politique personaliste et régimes des années 1930	394
5.1.3.3 Les crises d'Éthiopie et d'Espagne	400
5.1.3.4 Munich et la Guerre	405
5.1.4 Contributions d'intellectuels européens à <i>La Relève</i>	409

5.2 « LA RELÈVE » ET LES MOUVEMENTS QUÉBÉCOIS	415
5.2.1 Rapports étroits entre <i>La Relève</i> , les Jeune-Canada et l'Action nationale	416
5.2.1.1 André Laurendeau	416
5.2.1.2 Jeune-Canada.....	423
5.2.1.3 L'Action nationale	427
5.2.2 <i>La Relève</i> et Lionel Groulx.....	433
5.2.3 Débats de « La Relève » avec des mouvements intellectuels québécois	438
CONCLUSION	443
CHAPITRE VI	447
« LA NATION »	447
6.1 « LA NATION » : PRÉSENTATION ET COMPARAISON.....	447
6.1.1 Présentation de <i>Gringoire</i> , sa forme, sa politique.....	448
6.1.2 Présentation de <i>La Nation</i> , formule et rédaction.....	451
6.1.3 Formes comparées de <i>Gringoire</i> et <i>La Nation</i>	459
6.1.4 Autres relations intellectuelles françaises.....	468
6.1.5 Objectifs du mouvement <i>La Nation</i>	472
6.2 « LA NATION » : POSITIONS POLITIQUES	474
6.2.1 Fascisme ? Idéologies et régimes politiques promus	474
6.2.1.1 Corporatisme fasciste.....	474
6.2.1.2 Non-conformisme	485
6.2.1.3 Face au racisme et au nazisme	492
6.2.1.4 Coopératisme et Crédit social.....	500
6.2.2 Séparatisme et engagement politique	502
6.2.2.1 La promotion de la doctrine séparatiste	502
6.2.2.2 La politique autonomiste et son évolution	507
6.2.2.3 L'action politique directe	519
6.2.3 Les crises internationales	529
6.2.3.1 Éthiopie et Espagne	529
6.2.3.2 Munich et la guerre.....	533

6.3 RELATIONS AVEC LES AUTRES MOUVEMENTS INTELLECTUELS	543
6.3.1 Relations avec Lionel Groulx	543
6.3.2 Les mouvements intellectuels québécois	551
6.3.3 Mouvements et journaux d'extrême droite français	560
CONCLUSION	563
CONCLUSION GÉNÉRALE	571
BIBLIOGRAPHIE	587
1. SOURCES	587
1.1 Sources manuscrites	587
1.1.1 Fonds Lionel Groulx	587
1.1.2 Bibliothèque de Lionel Groulx (CRLG) :	588
1.2 Périodiques dépouillés	589
1.2.1 Canada-Québec :	589
1.2.2 France :	590
1.3 Sources imprimées	591
1.3.1. Québec	591
1.3.2 Témoignages	598
1.3.3 France	599
2. ÉTUDES	603
2.1 Contexte québécois	603
2.2 Contexte français	614
2.3 Histoire des intellectuels	618
2.3.1 Les intellectuels avant « l'intellectuel »	621
2.4 Idéologies et contexte international	622
2.4.1 Nationalismes	624
ANNEXES	627
Annexe I : présentation du <i>Devoir</i>	627
Annexe II : Constitution des groupes d'Action française	628
Annexe III : plan de doctrine des Jeune-Canada	630
Annexe IV : programme-manifeste de la Ligue des droits du français	631

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	page
3.1 : Fondements des deux Action française : stratégie	209
3.2 : Structures comparées des deux « ligues d'action française »	212
4.1 : Onze principales signatures, <i>L'Action française</i> (1920-1927)	268
4.2 : Onze signatures les plus fréquentes, <i>L'Action française</i> , toutes catégories (1917-1920)	268
4.3 : Dix plus fréquents intervenants toutes catégories, <i>L'Action française</i> (1917-1927)	269
4.4 Classement des articles, <i>L'Action française</i> , (juil.-déc. 1924)	275
4.5 : Divergences de valeurs entre Actions françaises	329
5.1 : Contributions directes d'Européens à <i>La Relève</i> (1934-1940)	413
5.2 : Présence d'intellectuels européens dans <i>La Relève</i>	414

LISTE DES ABRÉVIATIONS

I, 1	Série, volume ou tome I, numéro ou cahier 1
Acad. fr.	Académie française (notes infrapaginales)
AC	Action catholique
ACF	Action canadienne-française
ACJC	Action catholique de la jeunesse canadienne-française
ACJF	Action catholique de la jeunesse française
A.f.	Action française de Montréal
AF, A.F.	Action française de Paris
ALN	Action libérale nationale (parti politique québécois)
A.N.	Action nationale (Montréal)
<i>BHP</i>	Bulletin d'histoire politique (Montréal)
BPC	Bloc populaire canadien (parti politique québécois)
Corr.	Correspondance (notes infrapaginales)
CRLG	Centre de recherches Lionel-Groulx (Montréal)
ESP	École sociale populaire (Jésuites, Montréal)
FNSJB	Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste
JC	Jeune-Canada
JD	Jeune-Droite (France)
JL	Jeunesses laurentiennes

JP	Jeunesses patriotes (Québec)
JEC	Jeunesse étudiante catholique
JIC	Jeunesse indépendante catholique
JOC	Jeunesse ouvrière catholique
<i>JSP</i>	<i>Je suis partout</i> (France)
<i>L'A.f.</i>	revue <i>L'Action française</i> (Montréal)
L.A.F.	Ligue d'Action française de France
L.A.N.	Ligue d'Action nationale (Montréal)
LDF	Ligue des Droits du français (Montréal)
LDH	Ligue des Droits de l'Homme (France)
L.N.	Ligue nationaliste (Montréal)
<i>LN</i>	<i>La Nation</i> (notes en bas de page)
LPF	Ligue de la Patrie française (France)
<i>LR</i>	La Relève (notes infrapaginales)
<i>MM</i>	<i>Mes Mémoires</i> , de Lionel Groulx (notes infrapaginales)
M.	Montréal (édition)
NLN	Nouvelle Librairie Nationale (A.F. de Paris)
NRF	Nouvelle revue française (France)
O.F.M.	Ordre des frères mineurs (Franciscain)
O.M.I.	Oblat
O.N.	<i>Ordre nouveau</i> (France)
O.P.	Dominicain
P.	Paris (édition)

P.S.S.	Sulpicien
PUF	Presses universitaires de France, Paris
PUL	Presses de l'Université Laval, Québec
PUM	Presses de l'Université de Montréal, Montréal
PUQ	Presses de l'Université du Québec, Montréal
R.H.A.F.	Revue d'histoire de l'Amérique française (Montréal)
R.H.I.A.F.	Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française (<i>Mens</i> , Québec)
SDN	Société des nations
SSJB	Société Saint-Jean-Baptiste
S.J.	Jésuite
S.S.	Sans signature
UCC	Union catholique des cultivateurs (Québec)
U.N.	Union nationale (Québec)

RÉSUMÉ

La question des rapports entre l'Action française de Montréal (1917-1927), devenue l'Action nationale (1933-), et l'Action française de Paris (1899-1944) a généralement été posée en termes idéologiques. L'apparente dichotomie entre d'une part, l'intérêt du mouvement québécois pour son homonyme français dont il adopte le nom, et de l'autre, l'indépendance et la dissemblance de leurs idéologies, demeurait un « mystère » dans l'historiographie.

La présente thèse part de la volonté d'élucider cette question. Elle propose d'examiner cette question sous un autre angle, celui de l'histoire des intellectuels, c'est-à-dire de leurs pratiques socioculturelles, qui éclaire la question du rapport entre les deux Actions françaises.

L'Action française, *La Relève* (1934-1940) et *La Nation* (1936-1939), et leurs relations françaises, sont examinés dans une perspective comparative. L'étude met en valeur les structures développées par les mouvements intellectuels au début du XXe siècle, innovations déterminantes pour l'action intellectuelle du siècle. L'examen des relations entre ces mouvements s'augmente de l'étude de leurs relations françaises, qui jouent un rôle important. L'étude se fonde sur un dépouillement des périodiques, la correspondance, l'analyse des structures, et sur une comparaison des prises de position des mouvements. Cette mise en situation dans le contexte des débats intellectuels et aux autres mouvements de leur époque permet une meilleure caractérisation de chacun des mouvements.

Après avoir défini « intellectuel » et « mouvement intellectuel », l'auteur propose une première taxinomie des types de mouvements intellectuels. Les mouvements intellectuels caractérisent les nouvelles pratiques des « intellectuels » du XXe s., dans le contexte des médias et des modes d'intervention spécifiquement intellectuels qui apparaissent vers 1900. La « ligue d'intellectuels » ressort comme le type le plus ambitieux, celui par lequel un collectif tente de poursuivre une ambition d'hégémonie culturelle (définie en termes gramsciens). Plus communs, se démarquent le mouvement axé sur une revue, exploratrice d'idéologies d'avant-garde, et le mouvement axé sur un hebdomadaire de combat, serrant de près l'actualité et la politique. L'hebdomadaire de combat et surtout la revue intellectuelle sont deux exemples de périodiques spécifiquement intellectuels qui se développent à côté des journaux de masse et d'information.

La première partie, après une revue de l'historiographie, retrace le contexte intellectuel de la naissance de l'Action française de Montréal. Outre la présentation des nationalismes alors en jeu, il s'agit de situer l'Action française parmi les mouvements existant au moment de sa conception. L'originalité de la Ligue d'Action française et l'ambition intellectuelle « gramscienne » de ses fondateurs sont ainsi mises en relief.

La seconde partie analyse l'Action française et fouille la question de ses rapports avec l'Action Française de Paris. Au-delà d'un certain décalage entre les

idéologies de l'Action française de Montréal et de Paris, la ligue française apparaît comme un modèle de mouvement intellectuel, un modèle d'organisation et de stratégie, étudié et adapté par les éminences de la ligue québécoise. La ligue française offre un véritable canevas pour édifier un mouvement dont l'ambition d'hégémonie idéologique à long terme est à la fois comparable et exceptionnelle. La ligue québécoise s'édifie selon un plan remarquablement analogue. Ce plan, étayé par un « programme d'action nationale » fonde une action à déploiement multiple sur une « doctrine de nationalisme intégral ». Dans les deux cas, une « ligue d'action française » déploie l'action intellectuelle en application de ce programme. Le contenu de ce programme comme de la doctrine sont propres à l'Action française de Montréal, mais la démarche, assez unique, est analogue à celle de l'Action française de Paris, qui lui sert de modèle stratégique. L'auteur fonde son hypothèse sur la comparaison des structures des deux ligues, la reprise de ces concepts-clés, et la confirme par l'étude de la correspondance de Lionel Groulx et Omer Héroux, ainsi que les notes de lecture de Groulx. Groulx et Héroux ont mené la transformation de la Ligue des droits du français (1913) en Ligue d'Action française (1921), en commençant par le lancement de la revue *L'Action française* (1917).

La caractérisation de l'Action française repose sur le dépouillement de la revue, où est rapporté l'ensemble des activités de la Ligue. Cette étude fait ressortir un temps fort des rapports entre les deux Actions françaises, vers 1922-1924. Ce rapprochement a été favorisé par le renforcement du parti des catholiques ralliés ou compagnons de l'Action française, en particulier le Parti de l'intelligence mené par Henri Massis et Jacques Maritain. L'analyse idéologique comparative fait ressortir des différences entre les nationalismes pourtant traditionalistes des deux mouvements : l'Action française de Groulx, catholique, rejette le « politique d'abord » de Maurras, ne focalise pas sur les formes de gouvernement, n'est pas révolutionnaire et n'a pas de parti pris en faveur de la dictature, mais accepte le libéralisme constitutionnel. Elle est modérée, éloignée de la violence politique et réformiste. Il faut dire que la tradition à laquelle elle se réfère est politiquement distincte de celle que cultive l'Action Française de Paris. Par contre sa compatibilité idéologique est plus grande avec les catholiques d'Action Française de France.

Suite à la Condamnation de l'Action Française de Paris par le Pape en 1926-1927, l'Action française de Montréal changea de nom et se rallia à la position de « primauté du spirituel » défendue par Maritain. Le mouvement connaît des difficultés, puis renaît en 1933 sous le nom d'Action nationale. L'auteur examine la continuité du modèle de la « ligue d'intellectuels » qu'avait incarné l'Action française chez l'Action nationale, dont les proportions ne sont plus les mêmes.

La troisième partie analyse *La Relève* et *La Nation*. La Condamnation de l'Action française de Maurras a eu d'autres retombées, indirectes, dans la vie intellectuelle québécoise, qu'illustrent ces deux mouvements. Du Parti de l'intelligence, scindé par ses réactions divergentes à la Condamnation, découlent deux courants de non-conformistes des années 1930, la Jeune-Droite et les personnalistes. Ces deux courants sont déterminants pour *La Nation* et *La Relève* respectivement.

La Relève est en effet un mouvement « ami d'*Esprit* », du mouvement personnaliste de Mounier, fortement influencé à sa naissance par Maritain. L'examen comparatif des deux mouvements dévoile, outre une proximité formelle entre le modèle de revue adopté par les deux mouvements, un léger écart. *La Relève*, davantage centrée sur la revue, et entièrement catholique, demeura plus proche de Maritain qu'*Esprit*. Ainsi, les prises de position de *La Relève* devant les crises des années 1930 rejoignent celles de *Sept*, où s'engagent Maritain et Daniel-Rops, davantage que celles d'*Esprit*. Cet écart léger entre personnalismes est confirmé par une plus grande présence de Maritain et Daniel-Rops que de Mounier dans la revue.

La Nation est lancée par une équipe en partie issue de la revue non-conformiste *Vivre*. Pour établir un hebdomadaire, et poursuivre une ambition d'agir plus près de la politique que de l'exploration idéologique, *La Nation* adapte une formule à succès qui lui plaît, celle de *Gringoire*. Entre les trois hebdomadaires français d'extrême droite principaux, *Candide*, *Je suis partout* et *Gringoire*, c'est la formule de *Gringoire*, satirique, politique et littéraire, mais aussi plus populaire, que *La Nation* avoue préférer. Elle adapte la formule et est influencée idéologiquement par *Gringoire* et *Je suis partout*. *La Nation* est fortement imprégnée de l'idéologie des maurrassiens dissidents, en particulier de la Jeune-Droite. Elle prend comme eux position pour le fascisme en y voyant une façon moderne de parvenir au régime d'ordre préconisé par Maurras. Elle adhère au « politique d'abord » comme ne le fit point l'Action française de Groulx - ni l'Action nationale. *La Nation* vise en outre à s'impliquer directement dans la politique, se rapprochant en cela davantage de *Je suis partout* que de *Gringoire*.

Cependant *La Nation* entend développer une ligne entièrement autonome, conséquence de son nationalisme. L'axe principal de son action est de promouvoir le séparatisme et le corporatisme fasciste comme solution politique conjointe. Or son évolution, mise en situation de la politique, se distingue de celle de *Gringoire* et *Je suis partout*. Ces mouvements français se radicalisent en effet toujours davantage vers le totalitarisme, un fascisme européen, qui n'était pas leur position initiale. Au contraire d'eux, *La Nation* condamne les accords de Munich. Elle maintient son nationalisme autoritaire et même en atténue le fascisme et l'autoritarisme. Délaissant le modèle italien, elle s'intéresse aux expériences américaines, notamment au créditisme en Alberta. Son programme se modère toujours davantage, abandonnant graduellement le séparatisme pour l'autonomie. L'autonomie elle-même passe de revendicative à défensive. *La Nation* tente de s'allier à des formations politiques nettement plus modérées et « met de l'eau dans son vin ». Il ressort de cet examen que *La Nation* se démarque de la jeune-Droite parce qu'elle place le nationalisme au-dessus du fascisme dans sa hiérarchie de valeurs. Son engagement nationaliste l'attire d'ailleurs vers davantage de modération afin de s'associer à des ensembles plus nombreux.

Outre le contexte de la *realpolitik* interne, Lionel Groulx, avec l'ensemble des nationalistes indépendants dont elle cherche à se rapprocher, paraît avoir exercé une influence modératrice sur *La Nation*. Il émane comme un « maître » de la génération intellectuelle des années 1930, du moins dans les trois mouvements étudiés. Des débats et échanges entre *La Relève*, *La Nation* et *L'Action nationale*,

il ressort que *L'Action nationale* et *La Relève* ont davantage de points communs et s'opposent aux positions de *La Nation*. Elles rejettent le « politique d'abord » et le fascisme, reconnaissant une primauté du spirituel qui doit baliser leurs nationalismes respectifs. Les liens interpersonnels entre *La Relève* et *L'Action nationale* se révèlent fournis, notamment à travers l'organisation des Jeune-Canada. Ces jeunes intellectuels peuvent être qualifiés de « non-conformistes » québécois.

La thèse éclaircit le mystère des rapports entre les deux Actions françaises, et révèle l'importance particulière du Parti de l'intelligence et du non-conformisme dans les relations intellectuelles franco-québécoises de l'entre-deux-guerres. L'enquête dévoile l'originalité de *La Nation* à l'extrême droite et la proximité entre *La Relève* et *L'Action nationale* à travers la jonction du nationalisme et du personnalisme. Il ressort de cette attention mise sur l'évolution des pratiques que l'action intellectuelle du XXe siècle se démarque par l'importance de l'action collective, le foisonnement de nouvelles structures d'engagement que nous appelons « mouvements intellectuels » et l'innovation en ces matières d'organisation. Différentes organisations répondent à différentes stratégies et diverses ambitions. L'étude de trois cas de mouvement intellectuel et de relations intellectuelles franco-québécoises espère ainsi apporter une contribution utile au chercheur en histoire intellectuelle.

Mots-clés : intellectuel ; nationalisme ; conservatisme ; traditionalisme ; personnalisme ; fascisme ; non-conformistes ; transferts culturels ; idéologies ; vie intellectuelle (Québec) ; vie intellectuelle (France).

Ligue des droits du français ; Action française (Montréal), Action canadienne-française, Action nationale ; Jeune-Canada ; *La Relève* ; *Vivre* ; *La Nation* ; Action française (Paris) ; *Esprit* ; *Sept* ; *Gringoire* ; *Je suis partout* ; *Front latin*.

Joseph-Papin Archambault, Lionel Groulx, Omer Héroux ; Paul Beaulieu, Paul Bouchard, Robert Charbonneau, Jean-Louis Gagnon, Marcel Hamel, André Laurendeau ; Jacques Maritain, Henri Massis, Charles Maurras ; Daniel-Rops, Paul Doncœur, Emmanuel Mounier.

INTRODUCTION

1. INTRODUCTION GÉNÉRALE

1.1 Notre sujet de recherche et ses limites

L'origine de cette enquête découle de la volonté de cerner à la fois quelle fut la nature du mouvement intellectuel d'Action française de Montréal (1917-1927), une fois retombée la poussière des polémiques à son sujet, et quelle avait été, en fait, sa relation avec le mouvement français du même nom, relation qui semblait mystérieuse ou contradictoire, en tout cas matière à débat. L'Action française (A.f.) changea de nom, pour adopter brièvement celui d'Action canadienne-française en 1928. Le mouvement est mis en veilleuse en 1929. Il renaît de ses cendres en 1932 sous la nouvelle appellation de la Ligue d'Action nationale (A.N.) : sa revue reparait dès janvier 1933 sous le titre *L'Action nationale*, devenue l'appellation définitive. La numérotation des volumes recommence à zéro, toutefois la revue considère elle-même être la continuité de *L'Action française*. Afin de mieux qualifier ce mouvement intellectuel relativement à son époque et à son milieu, nous avons voulu le comparer avec deux autres mouvements intellectuels, *La Relève* (1934-1940) et *La Nation* (1936-1939). Deux périodiques respectivement à la gauche et à la droite de *L'Action française*, suivant la tradition historiographique. Plutôt que de nous fixer sur ces qualificatifs, discutables peut-être, retenons-en leur intérêt comparatif, qui permet de situer l'Action française-Action nationale dans les débats et l'action intellectuelle de son époque. La comparaison des positions respectives de ces trois mouvements, mesurées ainsi en situation dans les débats de leur temps, procurera un meilleur éclairage. Ces mouvements étaient en relation de débat ou interpersonnelles avec l'Action française-Action nationale et avec l'intellectuel le

plus important de ce mouvement, Lionel Groulx. L'Action française de Montréal (A.f.) a souvent été étudiée comme un mouvement dont l'idéologie se confondrait avec « le » nationalisme québécois. Par conséquent, un quelconque lien entre ce mouvement québécois et le mouvement maurassien, monarchiste, xénophobe et antidémocratique qui portait le même nom, pouvait attirer des polémistes. La question est plus sérieuse lorsque nous constatons que, pour des raisons différentes, des historiens tels Susan Mann, Catherine Pomeyrols ou Pierre Trépanier semblent eux aussi confondre l'idéologie d'un mouvement, l'Action française (A.f.), avec « le » nationalisme ou « le » nationalisme québécois.

Notre intention première est de quitter non seulement les pièges de la polémique mais un anachronisme qui empêche de saisir l'originalité d'un mouvement intellectuel qui a voulu développer une pensée nationaliste. Cette pensée, malgré les prétentions hégémoniques typiques des mouvements intellectuels, est une création originale et non pas le précipité qui nous révélerait l'essence « du » nationalisme, l'essence du nationalisme québécois, encore moins l'essence d'une unique idéologie québécoise d'avant 1960. Au contraire, *L'Action française* espère modifier les mentalités. Ces simplifications d'une époque riche en débats idéologiques en empêchent l'entendement, mais jalonnent pourtant l'historiographie qui traite de l'Action française, de Groulx et du groulxisme. Or le nationalisme défendu par l'Action française-Action nationale n'est pas « le » nationalisme de toujours ni même de son époque, mais un nationalisme qui cherche à imposer ses doctrines par l'argumentation. Il se distingue, dès sa naissance, des courants de patriotisme républicain puis, bientôt, du nationalisme canadien-français mais aussi pancanadien de Henri Bourassa. Très explicitement, ses propositions ont suscité la controverse. C'est pourquoi il importe de réinsérer l'apparition et l'évolution de l'Action française dans la trame des débats entre solutions politiques, idéologies et nationalismes rivaux de son époque, la première moitié du XX^e siècle. L'étude de deux autres mouvements intellectuels, *La Relève* et *La Nation*, participe de cette restitution du contexte et de la trame des débats.

Mais l'idéologie n'est pas tout, il y a les moyens d'action pour la faire triompher. Dans son histoire sur le printemps de l'Amérique française, Louis-Georges Harvey a rétabli plus que la clarté et la cohérence du patriotisme républicain comme idéologie importante dans le Québec du XIXe siècle. Il a fait ressortir comment les Patriotes du Bas-Canada, partisans du régime républicain et de l'indépendance de leur colonie, se sont penchés sur les méthodes d'activisme et de militantisme des *Patriots* de la Révolution américaine, qu'ils ont appliquées¹. Au tournant du XXe siècle, les mouvements intellectuels sont nés comme autant de nouveaux lieux de militantisme et là aussi, se construit une méthode de diffusion, de persuasion et d'activisme. Ces mouvements intellectuels sont un phénomène qui s'impose à l'actualité politique, médiatique et culturelle québécoise au cours de la première moitié du XXe siècle. L'A.f., mais aussi *La Relève* et *La Nation*, jouèrent un rôle dans ce processus.

Or il n'y a pas que le mouvement d'Action française qui ait entretenu des relations ou une curiosité pour un mouvement intellectuel français. Nous allons étudier trois mouvements intellectuels québécois comme autant de lieux particuliers de militantisme, à la lumière de leurs relations particulières avec un mouvement intellectuel français, constituant un modèle de militantisme français bien distinct. Si l'Action française-Action nationale est scrutée à la lumière de la comparaison avec la Ligue d'Action française de Paris (L.A.F., 1899-1944), la revue *La Relève* le sera à la lumière de sa relation avec *Esprit* (1932-) et l'analyse de l'hebdomadaire *La Nation* sera éclairée par la comparaison avec *Gringoire* (1928-1944). Ne se pourrait-il pas que les trois mouvements étudiés, A.f.-Action nationale, *La Relève* et *La Nation* aient tiré quelque chose de leur relation avec un vis-à-vis français, mouvement mis en valeur dans leurs organes périodiques respectifs ? Tiré quelque chose d'autre qu'une idéologie : une idée pratique, une ambition, une envie d'émulation, une formule ou une stratégie, par exemple. Nous nous demanderons s'ils se sont penchés sur l'exemple de cette contrepartie pour

¹ L.-G. Harvey, *Le Printemps de l'Amérique française. Américanité, anticolonialisme et républicanisme dans le discours politique québécois, 1805-1837*, Montréal, Boréal, 2005.

trouver l'inspiration d'une forme particulière, originale, « moderne » de militantisme, de mouvement intellectuel.

La période d'étude est limitée à l'entre-deux-guerres. Très précisément, elle va du lancement de la revue *L'Action française* (1917) jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. C'est la période du décollage puis du premier foisonnement de revues intellectuelles et de mouvements intellectuels québécois. Cette période a une cohérence propre, comme le possèdent l'après-guerre et la Révolution tranquille en histoire des intellectuels québécois. C'est une période de l'histoire des intellectuels du Québec où domine la figure de Lionel Groulx. Le début est fixé par la création de l'Action française. Les années 1910 sont aussi la période où naissent véritablement les revues d'intellectuels au Québec.

La recherche nous a dévoilé combien les intellectuels de *La Relève* et de *La Nation* appartenaient à la sociabilité groulxiste, plus encore qu'on ne le comprenait au départ : ces deux mouvements sont en relations directes, non seulement avec Groulx, mais avec les Jeune-Canada et l'équipe de jeunes qui prend la relève dans la Ligue d'Action nationale. Les « Jeune-Canada », groupe de jeunes intellectuels nationalistes des années 1930, étaient en relations étroites avec Groulx en même temps qu'avec d'autres lieux de militantisme. *La Relève* et *La Nation* appartiennent donc à la sociabilité groulxiste comme nombre de mouvements, outre les jeunes intellectuels qui succèdent à l'équipe directement dirigée par Groulx à la barre de *L'Action nationale*. Avec des degrés de proximités différents selon les cas : *L'Action nationale*, normalement, s'inscrit le plus directement dans son sillage. Or, en parlant de sociabilité groulxiste, nous n'entendons pas seulement de véritables disciples de Groulx mais un large éventail de jeunes intellectuels aux opinions diverses qui se soucient de maintenir de bonnes relations avec une figure marquante du paysage intellectuel du moment. Ces jeunes intellectuels peuvent entretenir cette relation pour percer dans la carrière des intellectuels ou par affinité avec une partie du nationalisme catholique de Groulx ou pour ces deux raisons à la fois. Cette sociabilité riche définit un espace de débats et d'échanges fournis qu'il ne faut néanmoins pas confondre

avec la totalité du paysage intellectuel ni nationaliste de l'époque, habité d'autres sociabilités, adverses ou entièrement détachées de Groulx et de ses collègues.

Cet élargissement à des sociabilités d'intellectuels permet en outre d'insérer carrément notre enquête dans le champ de l'histoire des intellectuels, selon notre intention, plutôt qu'une histoire des idéologies ou une histoire de la presse. Il ne s'agit pas de ne point tenir compte des idéologies, la question est fondamentale pour traiter de cet objet d'histoire à la fois sociale, culturelle et politique que sont les intellectuels. Car il n'y a guère d'intellectuels sans idéologies. Néanmoins la présente enquête vise à élargir l'objectif pour englober, outre les idéologies développées, les pratiques et comportements des intellectuels, dans l'espoir d'apporter une contribution à la question de l'émergence et de l'essor des intellectuels au Québec, à cette époque. Le comportement des intellectuels évolue dans le temps et l'étudier c'est scruter l'évolution des pratiques culturelles et politiques des sociétés contemporaines. L'angle d'approche sera celui de l'histoire des intellectuels, comme un élément d'histoire socioculturelle. Nous choisissons cet angle pour aborder non pas seulement un groupe, non pas seulement trois mouvements, mais à travers leurs exemples, éclairer un phénomène important dans l'histoire des intellectuels au Québec au XXe siècle : l'apparition des mouvements intellectuels, puis leur profusion. L'angle choisi, trois mouvements d'une sociabilité groulxiste au sens le plus large, donne un aperçu significatif du phénomène, parce que le groulxisme et les intellectuels en relation avec Groulx sont des éléments déterminants de la période. L'Action française serait, dans notre hypothèse, un exemple déterminant, un modèle fondateur, de mouvement intellectuel au Québec, au-delà des divers camps idéologiques en présence. Par exemple, la protestation des intellectuels en 1898, à la suite du célèbre *J'accuse*, devint un modèle d'action intellectuelle immédiatement utilisée par les adversaires des dreyfusards pour leur répliquer par un contre-manifeste, illustrant bien qu'une action intellectuelle peut imposer son modèle stratégique au-delà des idéologies en cause.

Autre élément qui les rapproche et les démarque, au-delà des différences idéologiques entre eux, ils ont tous trois entretenu des liaisons françaises significatives sur le plan intellectuel. Sans prétendre brosser un portrait d'ensemble des intellectuels québécois et de leur comportement dans la première moitié du XX^e siècle, en étudiant trois mouvements intellectuels et leurs relations françaises, nous espérons apporter une contribution à la fois à la connaissance de l'essor des mouvements intellectuels au Québec qui marque l'époque. Nous espérons aussi contribuer à l'histoire comparée des intellectuels, où la notion des échanges, spécialement de transferts culturels, joue un grand rôle selon Christophe Charle: « [les intellectuels] sont eux-mêmes les agents les plus actifs des transferts culturels et politiques entre cultures nationales.² » L'analyse du mouvement intellectuel comme pratique nouvelle, nous le verrons, peut être un concept utile pour l'ensemble de l'histoire des intellectuels du XX^e siècle.

Le cadre plus vaste de cette sociabilité d'intellectuels diversement liés à Groulx, permet une étude de cas des mouvements intellectuels québécois à leurs débuts, offrant un échantillon de leur diversité. Diversité qui se décline en types. Dans le cas de notre objet d'étude, en trois modèles d'engagement : ce sont trois modèles de mouvement intellectuel. Certes, ce ne sont rien que trois cas modèles parmi une gamme de mouvements bien plus vaste, y compris au sein de la sociabilité groulxiste largement définie. Ils forment trois mouvements originaux de l'entre-deux-guerres, souvent significatifs. En analysant trois mouvements intellectuels et leurs relations françaises nous pourrions éclairer la lanterne des chercheurs quant à la fréquentation de mouvements intellectuels français par les intellectuels québécois de cette période et quant aux transferts culturels entre France et Québec. En effet leur variété, de forme et de fond, permet d'élargir la question du particulier au général, à celle de la constitution des mouvements intellectuels lors de leur essor initial. Comprendre le processus de leur création renseigne sur les commencements au Québec de ce phénomène typique du XX^e siècle, l'activité intellectuelle par le biais des mouvements intellectuels. En

² Christophe Charle, *Les intellectuels en Europe au XIX^e siècle*, Paris, Seuil, 2001, p.28.

particulier, vu que chacun relève non seulement d'un genre spécifique mais développe une relation particulière avec un vis-à-vis français, l'étude des trois permettra de déterminer une variété d'usages des liaisons françaises à cette époque : comme modèles de mouvement intellectuel ou comme modèles idéologiques. En l'occurrence, nous estimons qu'une certaine adaptation originale de modèles d'action intellectuelle français eut lieu au démarrage de plusieurs des premiers mouvements intellectuels québécois. Sur ces deux plans, le modèle de mouvement ou l'inspiration idéologique, il importe de prendre garde aux nuances des adaptations sélectives qui sont probables : c'est-à-dire que l'usage d'un modèle intellectuel français par un mouvement québécois pourrait avoir existé en choisissant des éléments sur l'un de ces plans, davantage que l'autre ou encore sur les deux. Il se peut très bien que le mouvement québécois étudié ne fasse son miel que de ce qui lui convient dans l'exemple de militantisme intellectuel français qui retient son attention, et qu'il néglige, rejette ou s'oppose à d'autres éléments, idéologiques ou structurels. Cette adaptation sélective, n'est-ce pas justement le cas des manifestes anti-dreyfusards en réponse au manifeste dreyfusard ?

1.2 État de la question

Les débats historiographiques, l'histoire des idéologies au Québec, les débats sur la nature des mouvements intellectuels et la pensée des intellectuels québécois du premier XX^e siècle, sont facilement polémiques. Répétons ici les propos de Jean-François Sirinelli :

...l'histoire des clercs est, par essence, une histoire à forte teneur idéologique ; de surcroît, s'y lit en filigrane un récit des grandes passions françaises. Aussi le chercheur, s'il baisse sa garde dans l'exercice de son métier, risque-t-il, consciemment ou inconsciemment, de céder la place au moraliste. Dans ce cas, que d'empoignades en perspective [!]³

³ Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1996, p.27.

C'est tout aussi vrai des passions québécoises. Voilà ce qui arriva autour de figures de Groulx et de l'Action française notamment, avec *Le Devoir* (hormis son directeur Bourassa faudrait-il noter), confondus tous les trois, à la fois avec le nationalisme québécois comme s'il était d'essence unique, et avec l'extrême droite des années 1930. Il y a là un effet rétrospectif qui risque de mener à des jugements moraux voilés par l'anachronisme. L'extrême droite entache, rétrospectivement, les pensées conservatrices de l'époque. Les courants de droite sont alors accablés par leur manque (fréquent, mais pas spécifiquement québécois) de défiance ou leur défiance mitigée à l'égard du fascisme, voire de l'antisémitisme. Antisémitisme coutumier, il faut bien le dire, de plusieurs courants de catholicisme français et d'extrême droite française, dès avant les années trente, en fait pendant toute la durée de l'existence de la Ligue d'Action Française (L.A.F.) de France. L'antisémitisme et le racisme ne singulariseraient ni la France en Europe, ni le Québec en Amérique du Nord, s'il ne s'agissait que d'en retrouver des traces, banalité dans le monde chrétien (pour l'antijudaïsme) et l'Occident colonialiste (pour les préjugés racistes). Seulement l'antisémitisme distingue et caractérise certains mouvements et certaines idéologies quand ils en font un principe fondamental, un article de doctrine, un système de pensée politique, ce qui fut effectivement le cas de plusieurs mouvements en France à partir de la fin du XIX^e siècle. Songeons à la Ligue antisémite, des groupes publiant les journaux *La Croix*, *La Libre parole* (jusqu'au changement de propriétaires au début du XX^e s.) ainsi que *L'Action française* de Paris. Il serait difficile de démontrer qu'il en fut de même une pierre d'assise du système pour les directeurs de *L'Action française* ou du *Devoir* au Québec.

Il sera donc utile de restituer l'individualité de l'action et du nationalisme de l'Action française dans le paysage intellectuel québécois à l'époque de sa naissance. Cela permettra de mieux dégager sa personnalité autant sur le terrain de l'engagement que parmi les différents nationalismes et idéologies en jeu. Il sera intéressant de surcroît de comparer les trois mouvements étudiés ici, la Ligue d'Action française-Action nationale, *La Relève* et *La Nation*, non seulement sur la

question nationale mais aussi sur l'attitude face au fascisme et à l'antisémitisme. Il ne s'agit donc pas d'éviter ces questions de fond, mais de concentrer l'analyse sur les modes d'engagement dans une optique d'histoire des intellectuels, dite socioculturelle. Il s'agit ici, d'une part, de proposer un changement de lunette, ne focalisant pas notre étude sur l'idéologie uniquement mais sur l'histoire des intellectuels ; d'autre part, d'une volonté de restituer les nuances des débats idéologiques de l'époque avec plus de précision. Tout en saluant l'apport de Zeev Sternhell à l'historiographie de cette époque, nous ne pouvons accepter sa caractérisation des courants de pensée, qui fait de toutes les pensées critiques du libéralisme et du capitalisme qui ne sont pas marxistes, des fascismes ou des crypto-fascismes⁴. La critique du libéralisme parlementaire et du capitalisme, de gauche comme de droite au-delà du marxisme, est à la fois antérieure et postérieure au fascisme, bien entendu. La critique des systèmes parlementaires et de la corruption politique qui accompagne les élections, par exemple, ne peut pas être réduite à un penchant universel pour les formules fascistes. Non plus que la critique du capitalisme des oligopoles en faveur de la petite propriété : Roosevelt qui démantèle les trusts et domestique les « *Robber barons* » n'instaure ni un système totalitaire ni un système davantage raciste que celui qui existait avant son élection. Il faut bien saisir les particularités du fascisme et du nazisme respectivement, et des totalitarismes, distincts de l'autoritarisme, à une époque où la critique du capitalisme industriel était courante, sans toujours se ramener à du communisme ou à du fascisme. Diverses propositions de réformes étaient en jeu et ne se résumaient pas toutes à une soif de totalitarisme. Pourtant au moment d'entamer cette thèse, l'analyse de l'A.f. de Groulx et de ses rapports avec la L.A.F. de Maurras semblait enserrée dans une telle approche réductrice.

Nous allons situer la naissance de l'Action française de Montréal dans son contexte du point de vue des nationalismes et des intellectuels afin de mieux identifier son originalité, nous éloignant, de ce chef, d'une identification trop

⁴ Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Complexe, (1983) 2003. Cf. Philippe Burrin, « Le fascisme français », *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, P., Seuil, 2000, p. 247-266.

simple entre nationalisme en général et traditionalisme, fût-il d'influence ou de convergence maurrassienne. Il convient de restituer les pensées de Tardivel, Barrès et Maurras dans leurs spécificités, et surtout l'innovation que représentait la récupération efficace du nationalisme par des courants conservateurs (en France en particulier, le Québec la devançant quelque peu à ce chapitre) : tout au long du XIX^e siècle, le nationalisme avait servi de fondement aux printemps des peuples et à l'autodétermination républicaine ou libérale, et le conservatisme à s'y opposer. Parurent cependant deux nouvelles études, plus proches de notre démarche, qui vise à approfondir notre connaissance des intellectuels québécois dans leur sillage. La thèse de Pascale Ryan, en premier lieu, qui établissait la Ligue d'Action nationale comme la genèse d'un nouveau type de lieux de militantisme au Québec. À cette œuvre parue de fraîche date s'ajoute le travail de synthèse d'Yvan Lamonde, qui dégage pour l'histoire intellectuelle de la période qui nous concerne, l'émergence de nouveaux termes, « l'action intellectuelle » et la « doctrine », qui animent les intellectuels de cette époque. Yvan Lamonde abonde dans notre sens en suggérant qu'il y eut sans doute plus qu'une simple convergence entre deux « action française ». Nous allons faire avancer ces deux questions en nous penchant sur l'usage de trois exemples français de lieux de militantisme dans l'analyse de trois mouvements intellectuels au Québec, donnant une étude détaillée de trois modèles d'action intellectuelle.⁵

Notre hypothèse de départ était que, sans adhérer au maurrassisme mais ouverts à la production et à l'exemple de la L.A.F., les fondateurs de l'Action française de Montréal en avaient tiré quelque chose, quelque chose d'autre qu'une allégeance idéologique et strictement parlant une école de pensée, mais quoi ? Sans être de « l'obédience », de l'adhésion au maurrassisme ou au mouvement français, s'agissait-il d'influences sélectives ? Car il était clair que les animateurs de l'Action française de Montréal s'étaient intéressés à la production de la L.A.F. de Paris. Il s'agit donc de plus qu'une circulation du maurrassisme et du

⁵ P. Ryan (2002), *Penser la nation. La Ligue d'Action nationale*, M., Leméac, 2006 ; Y. Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, vol. II, M., Fides, 2004. Cf. Chap. I.

personnalisme : en histoire des intellectuels, il y a fréquemment des transferts culturels, des adaptations de pratiques socioculturelles, qui peuvent dépasser les simples transpositions. Or, non seulement la France littéraire et intellectuelle était-elle fréquentée de près par les intellectuels québécois, mais elle accueillit une avant-garde sur le plan de l'action intellectuelle, développant la première certains modèles d'engagement, ensuite généralisés. Inventions développées là d'abord étant données les particularités de la vie intellectuelle en France, à cause de certaines conditions particulières de développement culturel et politique au tournant du XX^e siècle. Émettons l'hypothèse que ces modèles d'engagement furent aisément digérés et adaptés par le monde des intellectuels québécois. La question des mouvements intellectuels est ainsi posée.

1.3 Objectifs de la thèse

Nous voulons analyser trois mouvements intellectuels québécois afin de mieux les caractériser et, pour ce faire, éclairer notre compréhension du processus de lancement de mouvements intellectuels et de ces mouvements en nous interrogeant sur l'apport éventuel d'un modèle de mouvement intellectuel pour chacun d'entre eux. Ce modèle peut avoir une influence, servir d'inspiration sur le plan idéologique et/ou structurel. La problématique qui forme l'axe de cette enquête consiste à demander si dans chaque cas, au-delà des particularités idéologiques, il n'y aurait pas eu un échange d'importance, dans un tout autre domaine, celui des modèles d'engagement. Nous devons donc vérifier si le partenaire français attribué, respectivement L.A.F. de Paris, *Esprit* et *Gringoire*, est effectivement mis en valeur dans les pages de l'organe périodique de chacun des trois mouvements québécois. Nous devons vérifier quel est au juste le degré de proximité idéologique entre les deux. Nous allons donc nous pencher sur les mouvements intellectuels comme autant de modèles d'action intellectuelle pour répondre, à l'aide de trois cas, à la question suivante : lorsque naissent puis se développent à profusion les mouvements intellectuels québécois, est-ce que les intellectuels qui les ont créés, avaient tiré des leçons d'organisation des exemples

français en la matière ? Peut-on parler de modèles d'engagement et en cerner l'inspiration ?

Au terme de cette enquête, nous devrions pouvoir caractériser dans sa complexité la nature des trois mouvements intellectuels de l'Action française-Action nationale, de *La Relève* et de *La Nation*. Cette nature sera définie en premier lieu comme un type de mouvement intellectuel, un mode d'engagement. Elle sera définie ensuite par le contenu de leur action intellectuelle, l'idéologie promue par chacun des trois groupes. Nous allons les comparer entre eux, en mesurant le type de mouvement intellectuel, les positions politiques et idéologiques, et en décortiquant le réseau d'interrelations entre eux, avec et autour de Lionel Groulx. Enfin, nous analyserons la nature de leur relation française : degré de proximité, sur le plan des relations interpersonnelles et sur le plan idéologique, degré de ressemblance en tant que type de mouvement intellectuel, puis répondre à la question quelle fut l'apport de l'exemple français dans la conception de leur propre mouvement, de leur propre structure d'action intellectuelle, de leur propre stratégie de propagande.

En somme, les objectifs peuvent se regrouper en trois séries de questions. *Primo*, quel est le type de mouvement intellectuel, respectivement, de la ligue d'Action française-Action nationale, de *La Relève* et de *La Nation* ? Est-il comparable au type du partenaire français retenu, un peu, beaucoup, profondément ? Quelle est la relation du mouvement québécois avec son vis-à-vis français, sur le plan des échanges, sur le plan de la présentation qu'il en fait et même de l'usage de la production du mouvement français, sur le plan de la proximité idéologique ? *Secundo*, comment caractériser l'idéologie défendue par le mouvement québécois, à travers ses articles de fond, son discours, ses prises de position à saveur politique ? *Tertio*, quels sont les rapports de ce mouvement québécois avec les deux autres et avec Groulx ?

1.4 Sens de la comparaison

Quel sens donner à la comparaison effectuée ici entre la France et le Québec? Pour citer Christophe Charle, « la comparaison a pour vertu de relativiser ce qui, au sein d'un seul espace national, paraît trop aller de soi.⁶ » L'exercice permet ici de mettre en relief un lieu d'engagement, caractéristique des intellectuels du XXe siècle, qui sinon paraîtrait trop aller de soi. Nous pouvons en faire un objet d'étude à l'époque de sa formation et de son déploiement, plutôt qu'un élément pris pour acquis. La comparaison permettra sans doute aussi de relativiser des originalités comme celle de l'essor d'un traditionalisme renouvelé au Québec, d'en faire surgir de nouvelles, telles, du côté français, une portée différente du nationalisme et d'éléments comme la francité, le catholicisme ou le nationalisme, ou encore la force et l'originalité de mouvements intellectuels comme l'Action Française et la spécificité des évolutions idéologiques dans le contexte houleux de l'entre-deux-guerres. L'action intellectuelle n'a pas les mêmes possibilités selon l'aire culturelle dans laquelle l'intellectuel se meut et, en même temps, l'intellectuel définit son action non seulement en politique nationale mais par rapport aux aspects internationaux des débats et à la politique internationale. Christophe Charle retient des intellectuels qu'ils sont les acteurs d'une culture à plusieurs dimensions spatiales. Notre thèse veut ajouter cette dimension à la connaissance de trois mouvements, en tenant compte de leur position relative, relative entre eux et au milieu des débats québécois de l'époque.

Le piège serait de simplement plaquer les catégories idéologiques françaises et *a priori* français sur les acteurs québécois, lunettes déformant l'analyse. Or, la présente démarche part des mouvements québécois et de leur intérêt pour un mouvement français, dans l'espoir de clarifier cette relation et du même chef leur compréhension. Démarche qui souhaite ainsi aboutir à un approfondissement de l'étude des transferts culturels, dans une dimension particulière des relations culturelles France-Québec, ajoutant une dimension à la connaissance des

⁶ Christophe Charle, *Les intellectuels en Europe au XIXe siècle*, p.30.

mouvements intellectuels français, en étudiant ces trois mouvements québécois. Transferts qui impliquent des échanges et des adaptations, dimension significative de la vie intellectuelle du temps, plutôt qu'une simple école. C'est en demeurant bien arrimés dans une trame historique québécoise que nous éviterons le piège du plaquage pour comprendre un procès de la vie intellectuelle du Québec de l'entre-deux-guerres, qui passa aussi par des francophilies diverses, adverses, actives et fécondes. Beaucoup plus diverses qu'on ne les présente en général dans l'historiographie où on semble confondre la francophilie soit avec les valeurs d'ancien régime, soit avec le républicanisme, alors que ces deux courants existaient à côté d'autres francophilies plus artistiques et au total une vaste gamme d'opinions et d'intérêts. La fréquentation de la production intellectuelle française occupait une place de choix dans l'activité et la réflexion des intellectuels québécois durant l'entre-deux-guerres. L'exemple des actions intellectuelles françaises dépassait les frontières. Comprendre comment de pareils exemples étaient intégrés au Québec implique un travail nuancé qui fasse ressortir l'originalité du mouvement québécois concerné, originalité dont la diversité des sources fait partie : l'exemple et la production français sont intégrés dans une trame québécoise qui a sa logique propre, où ils servent de matériau et non d'unique fondement. Du même coup, nous espérons contribuer à explorer une dimension importante de l'histoire des intellectuels, celle des échanges internationaux et de leur portée, en apportant une nouvelle perspective, celle des modèles d'engagement, d'organisation de l'action intellectuelle, dans ces processus d'échanges.

1.5 Méthode

L'ouvrage de Jean-Louis Loubet del Bayle sur les non-conformistes des années 1930 est un modèle pertinent d'analyse des positions d'un essaim de revues et de mouvements, spécialement pour la présente thèse, appelée à analyser un autre essaim de mouvements de la même époque. Pour dégager ce que Del Bayle appelle « l'esprit de 1930 », et en caractériser les mouvements, il s'est

concentré sur les articles de fond des revues de jeunes qu'il a retenues, publiés de 1930 à 1934, tout en restituant l'évolution ultérieure de chacun des groupes étudiés⁷. C'est semblable à l'analyse de fond que nous faisons ici : l'analyse se concentre sur le contenu des articles, pour définir leur nature idéologique, tout en veillant à restituer leur évolution dans le temps.

Nous ajoutons toutefois un élément supplémentaire à cette analyse de type idéologique qui permet à Loubet del Bayle de dégager un esprit non-conformiste des années 1930 au-delà des oppositions au sein de la pléiade de mouvements étudiée. Nous posons la question des types de mouvement intellectuel en présence, en développement, et leur propagation au cours de la période. Nous allons ainsi, dans un premier temps, répondre à la question de l'usage d'un modèle d'engagement, savoir s'il est inspiré ou non, en tout ou en partie, d'un mouvement intellectuel français. Certes, le rapport avec le mouvement français que nous attribuons à chacun des trois mouvements québécois en comparaison, peut être mis en évidence à la naissance ou dans les premières années du mouvement québécois, sur le plan structurel et formel. Sur le fond, nous devons poser la question après une étude du contenu idéologique et de son évolution. Contrairement à Loubet del Bayle, il n'y avait pas dans notre cas une date qui imposât une limite uniforme, autre que le début de la Deuxième Guerre mondiale. Nous avons étudié chacun des mouvements dans l'intégrité de leur durée de vie. L'analyse des relations françaises repose aussi, le cas échéant, sur leurs correspondances, de même que l'analyse des relations de chacun des trois mouvements avec Groulx, correspondance qui éclaire parfois les intentions des fondateurs, tant idéologiques que stratégiques. Au-delà, pour caractériser les mouvements québécois, notre analyse repose donc sur le dépouillement des articles de fond sur l'ensemble de durée de vie de leur publication phare, analyse à laquelle la comparaison avec un vis-à-vis français et avec les deux autres mouvements québécois devrait apporter un éclairage supplémentaire. Le

⁷ Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée française*, Paris, Seuil, 2001, p.39.

dépouillement des articles de fond et des textes officiels de la rédaction nous permet de définir une voix propre à chaque mouvement mais aussi le poids des relations et correspondances françaises en son sein. Pour décrire les trois paires de mouvements que nous avons constituées, nous pouvons parler de tandem ou de binôme et qualifier le mouvement français comparé au québécois dans chacun de ces binômes, de parangon.

Pour connaître le parangon français de chacun des trois tandems, nous pouvons nous appuyer sur une historiographie solide. *L'Action française* d'Eugen Weber nous servira de référence la plus usuelle pour l'AF de Maurras en tant que mouvement, comme la somme de Jacques Prévotat, en particulier pour la situer par rapport au catholicisme français du premier XX^e siècle, à quoi s'ajoute sa très belle synthèse⁸. Pour mettre le mouvement en contexte, *Le siècle des intellectuels* de Michel Winock, avec le *Dictionnaire des intellectuels français*, ainsi que l'histoire des droites de Jean-François Sirinelli et Pascal Ory⁹. Pour *Esprit*, la thèse de M. Winock nous servira de référence, ainsi que *Les non-conformistes des années 1930* de Jean-Louis Loubet del Bayle et spécifiquement pour le renouveau de l'extrême droite des années 1930, l'*Histoire politique de la Jeune-Droite (1929-1942)* de Nicolas Kessler¹⁰. Pour les hebdomadaires d'extrême droite comme *Gringoire* et *Je suis partout*, au-delà de l'apport de la Jeune-Droite qui les influence, nous avons recours au *Dictionnaire des intellectuels français* comme référence. Aussi, *Intellectuels et passions françaises*¹¹, de J.-F. Sirinelli, est une référence en histoire des intellectuels dont nous userons notamment pour saisir les prises de position des mouvements dont il sera question et qui par conséquent nous a aidé à échafauder notre propre bilan des positions prises par l'Action française-Action nationale, *La Relève* et *La Nation*.

⁸ E. Weber, *L'Action française*, P., Fayard, 1985 ; J. Prévotat, *Les catholiques et l'Action française : histoire d'une condamnation 1899-1939*, P. Fayard, 2001 et *L'Action française*, PUF-Que-sais-je ?, 2004.

⁹ M. Winock, *Le siècle des intellectuels*, P., Seuil, 1997 ; J.-F. Sirinelli et P. Ory (dir.), *Histoire des droites en France*, P., Gallimard, 1992.

¹⁰ M. Winock, « *Esprit* », *Des intellectuels dans la cité 1930-1950*, Paris, Seuil, 1996 ; Nicolas Kessler, *Histoire politique de la Jeune Droite (1929-1942). Une révolution conservatrice à la française*, préf. de Loubet del Bayle, P., L'Harmattan, 2001.

¹¹ J.-F. Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*, Paris, Gallimard, 1996.

Le dépouillement intensif et exhaustif se décline comme suit : pour *L'Action française* (1917-1927), la période où Lionel Groulx est le directeur en chef, le doctrinaire officiel de la revue, soit 1921-1927. Les allocutions et articles de présentation de la doctrine sont produits autour de 1921 puis confirmés par la suite. Dans le cas de *La Relève* (1934-1940), le dépouillement intensif décortique la première mouture de la revue, avant *La Nouvelle-Relève* (1941-1948). Et dans le cas de *La Nation* (1936-1939), le dépouillement porte sur les trois années de publication afin de bien prendre la mesure de l'évolution de ce mouvement. Ces dépouillements intensifs permettent une analyse, parfois quantifiant les apports français, au total évaluant la pertinence de la comparaison des deux mouvements en tandem. S'agit-il du même type de mouvement intellectuel de part et d'autre de l'Atlantique, du point de vue structurel et idéologique ? Est-ce que le parangon français servit de référence explicite ou décelable de ce type de mouvement pour les intellectuels québécois qui élaborent et lancent leur propre mouvement ? Pour analyser l'importance de la relation française, nous avons comptabilisé dans *La Relève* la présence directe dans la revue de différents courants. Courants définis en fonction d'auteurs, catholiques ou personnalistes influents, regroupés en mouvances. Nous avons compté les interventions directes de ces auteurs, les études consacrées par la revue à ces courants et mouvements catholiques, ainsi que les références françaises utilisées dans les articles publiés, les articles qui n'étaient pas œuvre d'Européens s'entend. Dans le cas de *La Nation*, nous analysons le contenu du discours relatif à la Jeune-Droite française, surtout aux hebdomadaires qui lui sont liés, et davantage la proximité idéologique. Dans ces deux derniers cas, nous recensons au passage les références à Groulx et à l'A.f. - A.N., références qui illustrent leur relation avec ce mouvement.

Pour *La Relève*, la relation avec *Esprit* est donc mise en comparaison avec d'autres mouvements catholiques « non-conformistes », personnalistes ou dits « de gauche » comme les organes des Dominicains *Sept* puis *Temps présent*. Pour *La Nation*, nous avons dépouillé l'hebdomadaire, sur les trois années (1936-1939). Nous voulons établir sa relation avec *Gringoire* et avec les mouvements

européens de la Jeune-Droite, notamment si *Gringoire* a pu servir d'inspiration quelconque ou d'influence et puis, outre d'éventuelles proximités ou distances idéologiques et politiques avec *Gringoire*, la portée des valeurs fascistes défendues. Nous allons non seulement comparer les mouvements québécois avec leur vis-à-vis français mais entre eux. Les positions prises en politique internationale seront un bon indicateur pour situer *L'Action nationale*, *La Relève* et *La Nation*, non seulement par rapport au mouvement français de leur tandem, dans la proximité, l'influence ou la divergence, mais les uns par rapport aux autres. Pour *L'Action française* de Montréal, nous ne nous priverons pas de textes antérieurs à 1921 pertinents en termes doctrinaux. Le dépouillement extensif nous permet de recenser les contributeurs significatifs ou invités depuis d'autres mouvements. En particulier, Lionel Groulx et André Laurendeau occupent des positions privilégiées de liaison entre les mouvements. Le Fonds du Centre de recherche Lionel-Groulx a été notre ressource pour accéder aux correspondances entre fondateurs de l'Action française, entre Groulx et intellectuels de la L.A.F. de France, entre Groulx et les membres des trois mouvements et en particulier avec Laurendeau.

Pour l'analyse des valeurs et des positions de chaque mouvement, nous dépouillons les textes officiels de la rédaction : articles des directeurs et éditoriaux, énoncés de doctrine, chroniques régulières, chroniques officielles de la vie du mouvement. Dans le cas de l'A.f., cela prend la forme de déclarations de doctrine, de conférences et d'articles des directeurs officiels, mais aussi d'enquêtes annuelles. Ces enquêtes font appel à un plus grand cercle que les ligueurs, mais sont néanmoins présentées comme doctrine officielle. Nous nous sommes penché tout particulièrement sur celles de 1922 et 1927, présentées par les directeurs les plus importantes. Ces deux enquêtes-là sont d'ailleurs des productions davantage internes que les autres enquêtes, qui firent davantage appel à des travaux d'experts externes. Elles sont fondamentales pour analyser le travail intellectuel de l'A.f., ainsi que pour la comparer à celles de *La Relève* et *La Nation* ensuite.

Nous allons situer les trois mouvements québécois par rapport à des questions : question nationale québécoise (laurentienne ou canadienne-française selon leurs termes), nommément l'État français ; critique de l'ordre établi libéral, et du capitalisme, appréciation du fascisme, de l'autoritarisme, de la démocratie parlementaire, du christianisme. Ces questions fourniront aussi des éléments de comparaison au sein du tandem français. Nous les situerons surtout à l'aide des positions adoptées dans une série de crises politiques des années 1930, prises comme autant de « moments »¹² : guerre d'Éthiopie, guerre d'Espagne, Munich, déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. Cela illustrera au mieux leurs positions respectives, tant vis-à-vis de leur collègue français que de leurs deux collègues québécois. Le cas échéant, les élections en 1935 et 1936, marquées par Paul Gouin et Maurice Duplessis, un « moment » révélateur, compléteront cette évaluation face à la politique intérieure. Ainsi, du côté politique nationale, les moments de comparaison seront les élections de 1935-36 et du côté politique internationale, les quatre points critiques nommés ci-dessus, de la guerre d'Éthiopie à la Deuxième Guerre mondiale. Ces éléments nous aideront à mieux identifier les engagements de chacun des mouvements et à mieux les comparer, approfondissant l'analyse idéologique de leurs valeurs.

Dans le cas de l'A.f., il faut ajouter au contenu des articles de fond du périodique phare, les rubriques, les publications officielles et les conférences. Cela, sans oublier la correspondance de ses directeurs avec Groulx et de Groulx avec des membres de la L.A.F. de Paris, pour éclaircir diverses questions : quant à la création du mouvement, ses relations françaises, et aux opinions face à la Condamnation de la L.A.F. en 1926. La question des références faites à d'autres mouvements, voire de la promotion de revues, de livres et de prises de position élaborées et diffusées par des mouvements français, ne se limitera pas au contenu d'article à saveur éditoriale ou doctrinaire, mais impose de tenir compte des chroniques de librairies et autres nouvelles littéraires. Dans le cas de l'A.f., la

¹² Cf. J. Julliard & M. Winock (dir.) : *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnes, les lieux, les moments*, P., Seuil, 2002.

question des références sera éclairée par la présentation officielle de livres européens et la promotion de livres d'A.F. à la Librairie d'A.f., telle que dévoilée dans les pages de la revue. Assurément, la sélection d'ouvrages dans une telle institution n'est pas sans importance, non plus que les œuvres et les revues dont chacun des mouvements aime faire la promotion.

Ce qui nous ramène à la question des structures. Toutes les pages éditoriales et produites par la rédaction, nous servent non seulement à déterminer les positions officielles, et le cas échéant les relations déclarées avec un mouvement français ou avec Groulx, mais aussi la vie du mouvement intellectuel. Tout particulièrement pour l'A.f., cela nous guide pour décrire la nature et l'activité des organes, des associations, des entreprises et des actions de la Ligue d'A.f.. Nous allons tenter de comparer la structure polyvalente de l'A.f. à celle de l'A.F. toutes deux exceptionnelles. Nous espérons alors dégager le degré, limité ou non, d'inspiration tirée du modèle français au sein de chaque tandem, sur le plan du fond après avoir décortiqué le parallèle sur le plan des objectifs, de la forme et de la structure de mouvement, et le cas échéant analysé les rapports interpersonnels directs, pour, au final, confirmer ou infirmer l'hypothèse de l'adaptation d'un modèle d'engagement intellectuel. Les mouvements français seraient alors plus qu'une référence et une source de pensée, des exemples pratiques d'engagement, avec des conséquences sur la stratégie, le format et la structure, au-delà des valeurs, parfois partagées d'avance, et dont nous évaluerons les convergences, les divergences et parfois les influences. Voilà pour notre démarche ; présentons le plan général de la thèse.

1.6 Plan de la thèse

Nous allons commencer par le mouvement le plus complexe et le plus imposant, l'Action française, objet de la première partie pour ensuite analyser *La Relève* et *La Nation* dans la seconde. Auparavant, les sections suivantes de l'introduction poseront les points de repère cardinaux de notre analyse, autour de

l'objet « mouvement intellectuel » qui est au cœur de notre étude. Pour dégager de possibles transferts culturels, il faut définir les objets de ce commerce. La seconde section de l'introduction traite d'historiographie des intellectuels et définit les termes « intellectuel » et « mouvement intellectuel », posant les assises de notre enquête. Il faut aussi établir comme préalable à l'analyse, l'émergence et la diversité de formes de ces nouveaux lieux de militantisme que sont les mouvements intellectuels. La troisième section de l'introduction achève cette analyse théorique par une présentation des différents types de mouvements intellectuels, ébauche de taxinomie de ceux-ci, qui nous aidera à mieux saisir le caractère des mouvements étudiés dans la présente thèse.

Ensuite, notre analyse avance chronologiquement. Le premier mouvement analysé en comparaison est l'Action française. Il conviendra de situer la naissance de ce mouvement dans le contexte de l'action intellectuelle de l'époque et des nationalismes en présence. Il faut d'abord passer en revue l'historiographie des intellectuels au Québec et celle de l'Action française pour dégager l'originalité de la présente thèse. La 1^{re} partie sera donc consacrée à l'historiographie, d'abord l'historiographie des intellectuels au Québec, ensuite l'historiographie de l'Action française, et à la présentation du contexte d'activité intellectuelle dans lequel est née l'Action française groulxiste. Il s'agit d'examiner quels étaient les mouvements intellectuels existants au début du XX^e siècle pour mieux dégager quelle était son originalité. En seconde partie, nous étudierons l'Action française de Montréal en nous interrogeant sur ce qu'elle aurait pu puiser dans l'exemple de la Ligue française, quoi et comment. Cette enquête implique une comparaison pratique et une comparaison idéologique des deux mouvements, en passant par l'imprimé et la correspondance pour la diffusion idéologique autant que les relations entre les deux « Action française » de part et d'autre de l'Atlantique. Le chapitre troisième présentera un tableau comparatif des deux ligues d'Action française en tant que mouvements intellectuels d'exception, modèles d'un genre particulier, protéiforme, du point de vue structurel et stratégique donc. Était-ce le fruit du hasard ou d'une étude préalable au lancement du mouvement québécois ?

Ce chapitre troisième tâchera de dépasser l'horizon spéculatif en examinant ce que les animateurs de l'A.f. connaissaient de la L.A.F. française, pour savoir s'ils s'étaient penchés sur son exemple en tant que structure d'action intellectuelle (en tant que mouvement intellectuel) en s'appuyant sur leurs articles, leurs conférences, leur correspondance. S'y effectuera l'analyse du modèle de mouvement intellectuel, la comparaison des structures et l'étude des relations directes entre les deux mouvements. L'impact de la Condamnation de l'AF est à prendre en compte sur le mouvement Action française-Action nationale. Mais il y a plus que cette influence directe de la Condamnation de 1926, nous le verrons en 3^e partie, où nous prendrons en compte son influence indirecte. Suivra d'abord, au chapitre quatrième, l'analyse idéologique de l'Action française groulxiste, y compris l'examen approfondi de l'usage des références à la L.A.F. et à sa production intellectuelle dans les pages de la revue *L'Action française* de Montréal. L'analyse de l'idéologie de l'A.f. permettra la comparaison avec celle de la L.A.F. Il se penche enfin sur l'évolution du modèle de mouvement intellectuel avec *L'Action nationale* des années 1930. Ainsi se clôt la 2^{de} partie.

La 3^e partie est consacrée à l'étude des années 1930 et à la génération intellectuelle suivante. Cette partie s'ouvre par une présentation des suites de la Condamnation de l'AF maurrassienne, en particulier de l'espace qu'elle dégage pour les mouvements intellectuels non-conformistes. La Condamnation de l'Action française aura, en Europe, libéré le ciel intellectuel permettant à d'autres rameaux de catholicisme de s'exposer au soleil pour une floraison de mouvements subséquente. En particulier, l'équipe de pensée catholique alliée à l'AF, dont Massis et Maritain formaient le noyau, était sans doute la mieux placée pour exercer une influence ou un attrait au Québec. Elle se retrouve éclatée en deux courants après cette Condamnation. Les générations montantes d'intellectuels, quand elles s'agrègent autour de l'un ou de l'autre, le font en mouvements distincts et rivaux. Elles forment des cohortes de « non-conformistes » mais plus précisément, des mouvances de personnalisme dans le sillage de Jacques Maritain et des mouvements de la Jeune-Droite dans le sillage de Henri Massis. Ces deux

courants auront à leur tour une répercussion et un écho au Québec, ce dont *La Relève* et *La Nation* donneront respectivement une illustration. En examinant chacun des deux, nous nous demanderons où se situe l'Action nationale, par rapport à ces deux mouvements et par rapport à ces deux courants, de personnalisme et de Jeune-Droite. Le chapitre sixième procède à l'analyse du mouvement *La Relève*, son originalité, sa relation avec *Esprit* et le personnalisme européen. Enfin, le septième et dernier chapitre analyse *La Nation*, son originalité, en relation avec *Gringoire* et les autres hebdomadaires liés à la Jeune-Droite. Dans ces deux cas nous examinons leur idéologie, mais aussi leurs prises de position selon les moments que nous avons relevés. À chaque fois, nous posons la question de la comparaison avec le mouvement français sur le plan des structures, avant de démêler les convergences, divergences, adaptations et distinctions idéologiques entre eux. L'étude de l'organisation de ces engagements n'éludera pas la question des idéologies défendues en pratique face aux vicissitudes politiques. La conclusion tirera de cet ensemble un bilan sur le plan des modèles de mouvements intellectuels, des transferts culturels et de l'animation des mouvements intellectuels au Québec.

2. POINTS DE REPÈRE : DÉFINITIONS

Précisons dans le détail nos définitions. L'intellectuel d'abord, ensuite et surtout le concept de « mouvement intellectuel », qui est au centre de notre enquête, axée sur l'évolution des structures d'action intellectuelle et leur acclimatation ou génération au Québec. Nous allons du même chef nous situer par rapport à l'historiographie des intellectuels, notamment française, puis à l'historiographie québécoise des intellectuels. L'historiographie propre à chacun des mouvements sera abordée de façon plus spécifique dans le chapitre I et en introduction à la 3^e partie. Dans l'ordre, nous allons aborder l'intellectuel comme objet d'étude, dont la définition dans le temps et l'espace est matière à discussion.

Ensuite, il sera question des définitions présentées et utilisées en histoire des intellectuels. Nous allons présenter la nôtre après avoir souligné pourquoi ces définitions nous semblent incomplètes : elles sont adéquates pour identifier un intellectuel à l'époque étudiée mais moins pour distinguer l'époque où surgit le substantif. Époque où se répand son usage autant que la médiatisation du personnage. Or il est pertinent de définir les changements de comportement des différentes figures de clerc, chronologiquement, pour relever les évolutions des pratiques socioculturelles : nous proposons de mettre davantage en relief ce qui distingue l'intellectuel « vingtième siècle » de ses aïeux. S'ensuit la définition du mouvement intellectuel, élément qui démarque le « siècle des intellectuels ».

2.1 L' « intellectuel » situé dans l'espace, le temps et l'historiographie

La présente thèse avance dans le sillage d'une histoire des intellectuels qui a connu un développement florissant depuis une vingtaine d'années. L'historiographie française a, la première, défriché ce champ. L'apparition du champ de recherche « histoire des intellectuels » en France allait de pair avec un retour du politique après le succès du modèle de l'histoire des Annales ; retour qui ne se fit pas contre cette « nouvelle histoire », bien au contraire, puisque cette histoire des intellectuels est sociale. La nouvelle histoire avait en outre défriché le champ de l'histoire des mentalités. L'histoire des intellectuels n'est pas tant une histoire des idées que proprement un nouveau champ de labour pour les historiens, à la fois social, culturel et politique. Les instruments aratoires sont largement hérités de l'histoire sociale dite « nouvelle histoire », en plus des autres champs connexes, l'histoire politique et l'histoire des idées, outre la sociologie. Sans doute faut-il la rattacher à un ensemble plus vaste dit d'histoire culturelle. L'intellectuel est une figure culturelle et politique de l'histoire contemporaine. Pour effectuer cette histoire, il fallait proposer une définition du personnage par sa fonction, au-delà du premier groupe revendiquant ce nom, en 1898, dans les querelles de l'Affaire Dreyfus.

En étudiant des groupes d'intellectuels, leurs actes publics et leurs écrits, il s'agit bien de faire une histoire des pratiques culturelles et politiques d'une époque. Il s'agit de l'histoire de pratiques propre à un type de société, la société contemporaine, industrielle, libérale, de faire l'histoire d'une classe sociale dite *intelligentsia*, lettrée et diplômée, qui prospère en son sein en profitant de nouvelles possibilités politiques et culturelles. Au-delà de l'évolution quantitative de la classe « intelligentsia », nouvelle mouture de clergie, il y a sa création ou sa prise de possession de nouveaux lieux de militantisme dirigés par les intellectuels, dirigés vers l'intelligentsia et au-delà : il y a autonomisation accrue de la classe, de son pouvoir d'influence, qui lui permet d'agir sur les idéologies en concurrence sans être un simple élément parmi les partis ou les ordres de la société. Ce phénomène concerne l'ensemble de l'Occident¹³. Selon Christophe Charle, il s'agit « d'une façon nouvelle de lire l'histoire sociale de l'Europe contemporaine »¹⁴ - phrase que nous transposons en élargissant d'Europe à Occident. En ce qui nous concerne, l'Occident comme espace culturel de langues maternelles communes dépasse les frontières de l'Europe et il est bien sûr particulièrement pertinent d'aborder les échanges intellectuels transatlantiques et nord-atlantiques dans cette perspective.

Si l'histoire française des intellectuels a joué un rôle pionnier dans ce jeune champ de recherche, c'est sans doute en raison de la place particulièrement en vue que les intellectuels ont occupé en France tout au long du XX^e siècle. En même temps, comme la fonction du « clerc engagé » dans les sociétés occidentales contemporaines n'est bien sûr pas une caractéristique culturelle contemporaine exclusive à la France, il fallait éviter le piège d'une définition trop étroitement liée aux circonstances politiques d'un moment, d'une conjoncture,

¹³ Cette limite n'est pas exclusive, elle peut sans doute concerner des pays industrialisés comme le Japon, des pays lettrés comme la Chine, etc. suivant la diffusion de médias et d'idées « modernes » et l'état des libertés dans des pays où le clerc occupe une place importante, le comportement de « clerc engagé », d'« intellectuel » a pu se répandre parmi les clercs et les étudiants. Et cette limite s'est déplacée de plus en plus loin. Nous restons ici à l'intérieur d'un périmètre culturel immédiat pour les intellectuels, le monde de langue maternelle occidentale, européen ou de fondation européenne, à l'intérieur duquel la vie intellectuelle québécoise était particulièrement ouverte aux productions des intellectuels francophones et des clercs catholiques.

¹⁴ Ch. Charle, *Les intellectuels en Europe au XIX^e siècle*, Seuil, 2001, p.24.

d'une seule culture nationale, pour embrasser du regard les structures socioculturelles occidentales de l'époque contemporaine. Le mot a été diffusé au moment de l'Affaire Dreyfus, bien entendu. L'Affaire Dreyfus fut longtemps comprise comme l'événement fondateur, le moment de la « naissance des intellectuels ». Il est désormais admis que la France n'a pas été le seul théâtre de sa genèse, ni le dreyfusard, même là et à ce moment précis, *hic et nunc*, son unique incarnation. L'histoire des intellectuels connaît donc un essor depuis deux décennies, qui n'est point limité à l'Europe. Essor où la comparaison avec la France et l'étude des liaisons françaises a cependant participé significativement à initier l'internationalisation du champ d'étude¹⁵. L'internationalisation implique de dépasser le modèle dreyfusard. Citons Pascale Ryan : « l'identité des intellectuels n'est en effet ni statique ni unidimensionnelle. »¹⁶ Seulement cet élargissement exige que nous clarifions les critères délimitant pour notre étude l'intellectuel et le mouvement intellectuel, critères permettant justement de saisir l'évolution dans le temps du clerc sous ses différentes incarnations¹⁷. La dévalorisation du dreyfusard comme valeur-étalon de l'intellectuel ne doit pas faire illusion : il y a un changement dans les modes d'engagement, à l'aube du XXe siècle, qui produit des formes utilisées et obviées ensuite pendant des décennies, voire tout un siècle. Retenons ici que l'intellectuel est le clerc « vingtième siècle », dont l'identité est liée à certains comportements, à de nouvelles (vers 1900) pratiques socioculturelles.

L'expression « intellectuel » pourrait dorénavant sembler assez vide de sens historique si elle n'est plus qu'une version moderne du terme « clerc », puisqu'on n'hésite pas, depuis longtemps, à parler des *Intellectuels du Moyen Âge*¹⁸. Au-

¹⁵ Cf. pour la comparaison internationale, Michel Trebitsch (dir., et al.) : *Pour une histoire comparée des intellectuels*, Bruxelles, Complexe, 1998 et M. Leymarie et J.-F. Sirinelli (dir.), *L'histoire des intellectuels aujourd'hui*, PUF, 2003 ; pour les échanges internationaux avec la France, par ex. : *Intelectuais : sociedade e politica, Brasil-França*, E.R. Bastos, M. Ridenti, D. Rolland (dir.), Sao Paulo, Cortez, 2003.

¹⁶ Pascale Ryan : *Des intellectuels dans la Cité*, p.39.

¹⁷ Cf. chap. « L'intellectuel, généalogie historique et sociale », section « la Galerie des ancêtres » dans Christophe Charle : *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, Paris, Minuit, 1990, p.20-37.

¹⁸ Jacques Le Goff, P. Seuil, 1985, nouv. éd. des *Intellectuels au Moyen Âge*, 1957.

delà, n'est-ce rien qu'une question de vocabulaire, limitant l'historien à noter que le mot se diffuse à la Belle Époque ? Dans le dictionnaire *Le Petit Robert*, l'adjectif est indiqué comme étant tiré du bas latin *intellectualis*, adjectif du XIII^e s. Voire, s'il ne s'agissait que d'opposer intellectuel à manuel, pour différencier les individus selon le type de métier et de travail qu'ils exercent, le tournant du XX^e siècle n'aurait rien d'une naissance¹⁹, et ne correspondrait qu'à une phase d'expansion de l'intelligentsia (la classe instruite), de l'alphabétisation et des diplômés. Nous ne nous en tenons pas à cette signification, non plus que l'historiographie des intellectuels depuis les travaux de Sirinelli, Ory, Winock et Charle. Se posèrent une question chronologique et une question géographique quant à l'extension du terme. Nous plaçons ici non pas pour effacer les limites chronologiques, qui sont utiles pour étudier l'évolution des clercs et des intellectuels, qui n'est pas statique, et que l'évolution des substantifs accompagne, mais plutôt pour mieux détacher cette limite chronologique des idéologies défendues par les clercs dits intellectuels, dans nos critères de définition. L'extension géographique - le fait qu'il existe aussi hors de France - est acquise depuis au moins les travaux de Charle pour l'Europe ou de Trebitsch au-delà. Elle est acquise pour le Québec où la discussion a porté sur les dates de son apparition. Nous recherchons ici une connivence entre pratiques culturelles d'intellectuels français et québécois dans les premières décennies de cette pratique. Pour l'étudier, il faut bien saisir ce qui a caractérisé cette nouveauté dans l'engagement des clercs, renouvelant leurs pratiques culturelles et politiques, mutation qui a imposé un nouveau substantif, un rôle et un comportement particuliers jusqu'aux années 1980 au moins.

En effet, s'il ne s'agissait que de grands penseurs et de grands auteurs s'engageant dans la vie de la Cité, donnant une résonance politique à leur notoriété et à leur jugement critique, on pourrait remonter non seulement à Voltaire mais même bien au-delà, jusqu'à Socrate et Platon. Ces exemples

¹⁹ Christophe Charle : *La Naissance des « intellectuels », 1880-1900*, Paris, Minuit, (1990) 1998.

illustrent combien même l'idéologie du libre-examen, l'idéal de la tolérance, et l'intervention publique d'un lettré en sa faveur, caractéristique du clerc ou intellectuel à travers l'histoire occidentale, dépasse de loin la Belle Époque, bien que certains associent une idéologie simplement gauchiste ou contestataire avec l'« intellectuel », dreyfusard dans son essence. Cela mérite développement parce que la confusion entre les pratiques d'une époque et une couleur idéologique demeure. Les intellectuels et les clercs intervenaient politiquement tant en faveur de l'autorité que du libre-examen. Ce n'est pas la confrontation de ces deux grandes tendances qui explique l'irruption du terme « intellectuel » vers 1900. La notion d'*intellectuel* demande ainsi à être bien définie, pour son époque, c'est-à-dire dessiner les contours de l'intellectuel du XX^e siècle, critère nécessaire et préalable à toute analyse de son comportement. La définition la plus largement admise en rapport avec l'optique de notre champ de recherche, aux fins de l'histoire, (qui n'est pas celle qu'utilise toujours la sociologie qui se penche volontiers sur la classe de l'intelligentsia), est la définition adoptée par Pascal Ory et Jean-François Sirinelli²⁰. *Intellectuel : homme du culturel mis en situation du politique*. Notons que cette définition ne délimite pas une époque ni ne met en relief la distinction entre l'« intellectuel » du XX^e siècle et le « philosophe » du XVIII^e. C'est pourquoi Pascale Ryan étend cette définition de la fin du XVIII^e siècle au présent : dans un cadre où la presse et les débats politiques libéraux existent, l'homme du culturel mis en situation du politique est commun. Le publiciste est ainsi un homme (plus rarement une femme) instruit qui s'occupe de politique, personnage commun au Québec depuis Fleury Mesplet.

Il s'agit là du « clerc engagé », qui dépasse historiquement le seul XX^e siècle. Le publiciste ou l'écrivain s'engageait pour (ou contre) la société libérale, l'intellectuel se meut dans une société libérale, avancée sur le plan des libertés, du savoir, de l'université, de la presse. L'engagement est courant depuis l'instauration des régimes libéraux et le processus précédant l'avènement de cette

²⁰ J.-F. Sirinelli et Pascal Ory, *Les intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, A. Colin, 1986, 2002.

nouvelle ère. N'y a-t-il donc rien qui distingue les pratiques de l'intellectuel en 1900 de celles du publiciste, un siècle plus tôt ? Sirinelli ajoute effectivement un élément de définition dans son étude des manifestes et des pétitions : « la défense du capitaine Dreyfus a bien été, d'une certaine façon, le point de départ de l'aventure des intellectuels dans le XX^e siècle »²¹ Ce point de départ permet de proposer une définition de la spécificité de l'action des clercs durant cette époque, celle de l'« intellectuel » au sens historique strict. Ce qui distingue l'intellectuel du XX^e siècle du « clerc engagé » des époques précédentes appartient aux formes d'engagement nouvelles qui marquent la vie culturelle de son temps : notre définition du mouvement intellectuel y correspond, nous le verrons. Ces formes nouvelles sont le corollaire d'une croissance et d'une autonomisation considérables de la classe instruite. Pascale Ryan les a appelées les nouveaux lieux de militantisme²². Le mouvement intellectuel est la forme la plus achevée de ce nouveau phénomène. Approfondissons cette compréhension des spécificités de l'engagement qui prennent forme à la fin du XIX^e siècle et animent le XX^e siècle, en examinant combien elle fait implicitement partie des définitions.

La définition usuelle au champ de l'histoire des intellectuels n'est pas celle qui se trouve dans les dictionnaires Larousse et Robert, définition qui distingue travail intellectuel et travail manuel, mais plutôt celle déjà citée d'Ory et Sirinelli, déterminée par l'engagement. C'est aussi celle du *Dictionnaire des intellectuels français* de Julliard et Winock. Dans leur introduction, Julliard et Winock associent d'abord l'intellectuel au lettré français des Lumières, son aïeul, puis, par une filiation idéologique du « Philosophe », aux partis pris dreyfusards. L'intellectuel défend des valeurs, il utilise un prestige, celui de sa formation, pour s'autoriser le droit d'examen les questions d'ordre général qui concernent la société en exerçant un magistère moral et politique. Les partis pris dreyfusards, c'est-à-dire ceux de valeurs universelles du type des droits de la personne, revenus en force depuis la fin du XX^e siècle, auraient même été trahis tout au long du

²¹ J.-F. Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*, P., Gallimard, 1996, p.29.

²² Pascale Ryan : *Des intellectuels dans la Cité*, UQAM, 2002 : p.46 sq.

siècle dernier. Cette première chronologie retient donc davantage un critère idéologique qu'un critère comportemental, socioculturel. S'en tenir à une définition idéologique pourrait susciter des surprises. Les intellectuels du XX^e siècle, proches des partis politiques, auraient de ce fait graduellement trahi leur magistère. Sartre ne serait plus le dernier grand intellectuel du siècle (comme le présentait la discussion sur « la fin des intellectuels » des années 1980-1990), mais leur fils indigne, puisqu'il a remisé cette position de gardien d'idéaux abstraits, au profit de l'engagement communiste compromis par les crimes des États, au sacrifice parfois des principes des droits de l'Homme au profit d'autres principes, ceux d'une confusion du bien-être du peuple avec l'URSS. L'intellectuel serait dans ce cas intimement lié à l'idéal exprimé par Julien Benda dans *La Trahison des clercs* et cet idéal serait retenu comme critère absolu de distinction entre « personne du culturel » et « intellectuel ». Pourtant se mettre en situation *du* politique n'est pas définir l'engagement en fonction d'un seul parti pris idéologique et politique. En rester là serait handicaper l'analyse par une définition trop étroitement liée à une des nombreuses idéologies qui animent les débats d'intellectuels. Ne faut-il pas retenir le critère de l'engagement avant de trier les idéaux engagés dans les débats de la Cité par divers intellectuels ? Est-ce que cette concurrence d'idéologies n'est pas précisément le propre des intellectuels, ce qui anime leur action ? Comment accepter de s'en tenir alors à une seule position idéologique, un seul type d'idéal, pour définir les personnes, les revues, les ligues, les mouvements « intellectuels », au lieu de retenir toutes les personnes du culturel et leurs regroupements, tout ce qui s'appelait la clergie, qui choisissent l'engagement ? Cette définition ne doit pas se limiter à *une* position politique ou idéologique mais à l'engagement dans le politique au sens large, l'engagement civique qui prétend orienter les choix de société, dans une société occidentale démocratique où ces choix sont potentiellement débattus, où l'opinion, les médias et le système politique sont formés pour recevoir le débat. L'objet d'étude devient alors l'engagement, ce qui permet d'étudier plus franchement le comment et son évolution dans le temps.

Cependant, les auteurs du *Dictionnaire des intellectuels* ne s'en tiennent pas eux non plus, après tout, à cet aspect idéologique. Il y a certes à chaque fois un flou qui semble faire hésiter la plupart des « définisseurs » de l'historiographie entre deux critères : soit un critère idéologique, moulé d'après l'idéal-type du dreyfusard Belle Époque ; soit un critère de comportement, c'est-à-dire l'engagement civique des clercs et ses formes nouvelles. Le second correspond mieux à une démarche d'histoire sociale et culturelle. Le classement des idéologies viendra ensuite, au-delà d'un seul stéréotype. Car retenir le fait de se mettre « en situation du politique » comme critère n'implique pas de confondre ce critère avec celui des positions défendues !

C'est en justifiant les limites chronologiques dudit *Dictionnaire* que les auteurs précisent les limites du terme dans son acceptation historiographique usuelle. Les intellectuels ne sont pas tous les lettrés et savants, mais bien ceux qui s'engagent dans la Cité, et si aujourd'hui d'autres classes de célébrités s'engagent à l'instar des intellectuels, il faut continuer d'en limiter la définition aux classes dont la notoriété émane du savoir – lettres, sciences et arts. Néanmoins le point de départ retenu, pour ce *Dictionnaire des intellectuels*, demeure l'époque de l'Affaire Dreyfus. Force est d'admettre qu'il faut parler des deux camps d'intellectuels en présence, puisque les deux camps font dans l'action intellectuelle engagée, non pas seulement des partisans des droits de l'homme. Citons la description du comportement de l'intellectuel moderne, cette nouvelle action intellectuelle :

Il est bien vrai que le tournant du [XX^e] siècle a vu l'apparition de l'intellectuel moderne, avec une place particulière faite à l'Université et à la science ; et qu'il est aussi le moment de mise en œuvre de nouveaux moyens d'expression qui vont du manifeste collectif à la constitution de ligues militantes, en passant par un usage intensif des médias modernes.²³

Or ces comportements innovateurs des clercs, recours à de nouveaux moyens collectifs, développement de nouveaux lieux de militantisme, ne sont pas

²³ Julliard et Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels*, 2^e éd. 2002, p. 14.

le fait d'un seul camp idéologique. Ils appartiennent déjà aux deux camps principaux durant les péripéties des Affaires Dreyfus, Zola, etc. Ils ont même commencé petit à petit, auparavant, selon l'exemple des pétitions retenu par Sirinelli, par des protestations plus neutres sur le plan politique des années 1880 et 1890²⁴. Ce n'est pas seulement le critère de l'engagement qui compte, mais une forme particulière d'engagement qui détermine « l'intellectuel vingtième siècle ». Car c'est bien l'action collective qui compte : celle des pétitions, des manifestes, des ligues, des revues. Certes, la figure du « clerc engagé » n'a pas attendu le tournant du XX^e siècle. Il y a pourtant un élément qui reflète le développement de l'intelligentsia et de l'engagement civique dans une démocratie moderne, élément qui permet de parler d'intellectuel sans anachronisme, en le différenciant de ses ancêtres « clerc », « homme de lettres », « philosophe », « publiciste », « savant » et autres « grand écrivain », autant d'intellectuels avant la lettre, un élément qui définit « l'intellectuel » du XX^e siècle. C'est la forme nouvelle ou plutôt les formes nouvelles que revêtent alors et pour environ un siècle ensuite, les engagements de clercs, autant dire l'action intellectuelle, qui coïncident avec la généralisation du vocable « intellectuel » et caractérisent ainsi une époque, sa vie culturelle et politique. Au-delà du terme « intellectuel », désormais utilisé indistinctement comme synonyme de « clerc » et donc appliqué aux pratiques culturelles d'autres époques, relevons la spécificité des pratiques du « siècle des intellectuels », le XX^e s. Pour notre part, nous proposons et retenons l'acceptation suivante :

Est appelée intellectuelle une personne reconnue pour ses réalisations ou qualifications dans le domaine du savoir – sciences, lettres, arts, culture – qui met cette qualité et cette notoriété au service d'un engagement civique, en général exprimé à l'aide d'un collectif, s'appuyant sur ces compétences pour asseoir une autorité dans le champ social.

L'intellectuel du XX^e siècle se caractérise par le développement de nouveaux moyens collectifs d'engagement dégageant à l'intelligentsia un espace autonome d'influence dans la société. Cette définition seule, privée du

²⁴ J.-F. Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*, ch. 1^{er}, p.29-51.

« collectivement » permet de commettre ce qu'Yvan Lamonde appelle l'anachronisme de trouver des intellectuels avant 1898²⁵ ; il faut ajouter l'expression collective de l'engagement civique pour définir les « intellectuels » du XX^e siècle, l'apparition du terme et du phénomène à la fin du XIX^e siècle et le comportement de cette classe socioculturelle au cours du siècle suivant. Yvan Lamonde note qu'il fallait une autonomisation de la fonction intellectuelle de l'individu – auteur, publiciste, professeur – au cours du XIX^e siècle, afin que ces individus puissent se rassembler dans des actions intellectuelles. Et de définir les différentes séries de sociabilités actives – protestations, publications, manifestations, etc. – leur permettant d'agir une fois les conditions matérielles de leur autonomie individuelle et de la presse mises en place. Cet engagement au service de certains idéaux, de diverses idéologies pour influencer sur la société et le pouvoir politique, mobilise le prestige et l'autorité tirés d'une formation qui donnerait du poids à ces personnes qui prétendent faire connaître leur jugement et leur opinion et influencer l'opinion générale ou l'opinion des élites. Or, soulignons-le, c'est la façon de le faire qui caractérise le « siècle des intellectuels » : c'est l'époque des mouvements intellectuels, qu'il nous faut à présent définir.

2.2 L'« intellectuel » du XX^e siècle : une espèce grégaire et engagée

C'est un grand problème de s'expliquer pourquoi de jeunes bacheliers français, ayant pour tout lien [...] des ardeurs [...] en arrivent à concevoir qu'ils doivent fonder un journal.²⁶

La différence qui caractérise les intellectuels à partir du tournant du XX^e siècle relève ainsi du comportement social, des pratiques culturelles et politiques. L'engagement civique de cette classe devient davantage « autonomisé » et collectif, l'un permettant l'autre. Des conditions nouvelles de la vie culturelle et

²⁵ Yvan Lamonde, « Les « intellectuels » francophones au Québec au XIX^e siècle : questions préalables », *R.H.A.F.*, vol. 48, no 2, aut. 1994, p. 153-180.

²⁶ Maurice Barrès, *Les Déracinés*, in *Romans et voyages*, t. I, Laffont-Bouquins, p.623.

de la vie politique ont permis l'émergence de ce que Christophe Charle appelle une autonomie des intellectuels, une forme de pouvoir ou d'influence qui a gagné en autonomie face à l'État, au parti, aux médias, grâce au développement du savoir, de l'enseignement, de la liberté politique²⁷. Les travaux de Charle ont contribué à l'extension géographique du terme, quelque peu extirpée de la norme française dreyfusarde, nous l'avons mentionné. Avec *Les intellectuels en Europe au XIXe siècle*, l'émergence de la figure de l'intellectuel a été élargie à l'ensemble de l'Europe, Russie y compris, prenant en compte les spécificités des différentes cultures nationales et étatiques. Depuis, l'étude comparative s'est étendue aux Amériques, souvent dans la perspective de différenciation entre « intellectuel organique » et « intellectuel critique »²⁸. Prenant cette démarche pour acquise, qui consiste à extraire « l'intellectuel moderne » du XX^e siècle des conjonctures françaises de 1890-1900, nous le situons plus aisément comme un phénomène de développement culturel des démocraties industrielles occidentales, en ce qui concerne la comparaison France-Québec.

Retenons du travail de Christophe Charle que la figure de l'intellectuel n'est ni exclusive à la France ni limitée aux dreyfusards, tandis que la France a exercé une influence forte et a été une référence en la matière pour les cultures occidentales au début du XX^e siècle. La démocratie contemporaine accompagne une ère de culture de masse, agitée de partis politiques, par la presse de masse, etc. Les intellectuels se définissent en prenant une place autonome dans ce cadre politique et culturel, vers 1900, par des engagements collectifs (ligues, pétitions) : parmi l'intelligentsia, se regroupent alors, phénomène nouveau, des masses de diplômés en tant que clercs, autour d'engagements civiques de clercs, inspirés par l'engagement individuel mais célèbre des plus notoires « clercs engagés » d'antan comme du présent. C'est un nouveau pouvoir sur l'opinion qui s'organise, un nouvel acteur de la démocratie contemporaine qui s'impose. Au-delà du prestige

²⁷ Cf. Ch. Charle : *Les intellectuels en Europe au XIXe siècle*, p.26-27, p.300 sq., p.351-352.

²⁸ Cf. Pascale Ryan, « Des intellectuels en Europe et en Amérique. Un état de la question », *Mens, R.H.I.A.F.*, vol. IV no 1, aut. 2003, p.9-38. Cf. M. Leymarie et J.-F. Sirinelli (dir.), *L'histoire des intellectuels aujourd'hui*.

utilisé par une célébrité du monde du savoir ou de la culture en faveur d'une cause, qui n'est pas nouveau, il y a la tentative d'exercer une influence par le nombre des intellectuels associés, en faveur d'un idéal, d'un parti pris, d'une critique, d'une revendication. Contrairement à l'action des grands comme Voltaire ou Hugo, c'est le nombre et l'association qui permet à ces nouveaux venus, les intellectuels, bien éloignés de la réputation des Zola et Barrès, comparativement anonymes, de dépasser cet anonymat et de réclamer un pouvoir d'action fondé sur un statut à la fois citoyen, lettré et politique.

Il faut retenir le collectif et le médiatique comme dessinant les contours d'une époque identifiée comme « siècle des intellectuels » et du militantisme qui y a cours. Michel Leymarie affirme que l'intellectuel est un défenseur de valeurs mais aussi un médiateur et un diffuseur. Résumant des propos de Régis Debray, il précise : plutôt que celui qui pense le monde, l'intellectuel est celui qui « transmet aux autres hommes ce qu'il pense du monde ». Le tout est d'identifier comment il le fait, recrutant de nouveaux outils de propagande, à travers le temps, ajoutons-nous. Historiquement, Régis Debray découpe dans *Le Pouvoir intellectuel en France*, trois époques, soit sa théorie des trois âges : universitaire (1880-1930), éditorial (1920-1960) (au sens des revues) ; ces deux premiers âges sont fondés sur l'imprimé, alors que depuis les années 1960 nous sommes entrés dans l'âge médiatique (le médium principal n'est plus l'imprimé)²⁹. Le premier média moderne de masse, le quotidien, est déterminant dans la première phase tandis que dans la dernière, l'imprimé n'est plus roi. Cette description du premier âge concorde avec la définition de « l'intellectuel moderne » dans le Julliard et Winock³⁰. Les nouveaux modes d'expression sont déterminants dans cette qualification. Pour prendre le comportement des intellectuels français de la fin du XIX^e siècle, ce qui nous intéresse comme phénomène social nouveau, c'est moins l'action individuelle du type de la lettre *J'accuse!* de Zola, que le *Manifeste des intellectuels*, la pétition signée le surlendemain par des intellectuels, désignés ainsi

²⁹ Michel Leymarie, *Les intellectuels et la politique en France*, P., PUF, 2001, p.11, p.16.

³⁰ i.e., *Dictionnaire des intellectuels français*, « Introduction ».

dans la présentation de Clemenceau, puis par leurs adversaires qui publient aussi un manifeste de protestation. Autant l'un que l'autre des deux groupes s'organise en « ligue ». Il y a même eu un « Appel à l'union » lancé par un groupe d'intellectuels qui voulaient exprimer une certaine neutralité dans le débat et qui eux aussi ont recours au même moyen pour interpeller l'opinion, se compter pour s'adresser à l'opinion en tant qu'intellectuels appuyant une idée, soit un engagement, ainsi « même ceux qui refusent l'affrontement peuvent être classés.³¹ »

Le comportement de Zola, engagement civique individuel et critique publique à caractère ou conséquence politique, peut être comparé à celui de Victor Hugo, Chateaubriand, Voltaire... La véritable innovation est ailleurs. Nous avons mentionné les innovations de l'ère dite médiatique où entrent en scène de nouveaux acteurs. Dans l'intervalle, l'« intellectuel » tente d'agir sur l'opinion par le collectif, mettant notamment à profit les nouveaux médias imprimés, quotidien de masse comme revue. Donc, tout aussi important que le journal et la revue, relevons que le moyen d'élargir ce pouvoir au plus grand nombre est de se liguier. Constatons la différence entre l'écrivain engagé dont Michel Winock résume le parcours au XIX^e siècle et *Le siècle des intellectuels* : les lieux existaient bien sûr au XIX^e s. mais ils se multiplient et deviennent des personnages déterminants au XX^e s., et spécifiques aux intellectuels, comme jamais au XIX^e. Les périodiques font l'objet de chapitres au XX^e et non au XIX^e siècle, dans ces deux synthèses de Winock³². Bien sûr au XX^e siècle, Winock peut dégager des figures d'intellectuels dominants, nouveaux « princes des lettres ». Ils exercent leur hégémonie à travers leur empire moral ou direct sur des instruments collectifs des intellectuels. Notons bien, aux fins d'analyses à venir, notamment lorsqu'il sera question de l'influence de Groulx, que dire d'un intellectuel qu'il est le « prince des lettres » d'une époque ne signifie en rien qu'on en fasse le

³¹ Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels », 1880-1900*, p.141 ; Cf. J.-F. Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*, Chap. I^{er} et Jean-Pierre Rioux, *Nationalisme et conservatisme, la Ligue de la Patrie française 1899-1904*, P., Beauchesne, 1977, Chap. I^{er}.

³² P. Seuil, 1997 et *Les Voix de la liberté. Les écrivains engagés au XIX^e siècle*, Seuil, 2001.

principal définitif de la société de son temps. Son ascendant plus fort que d'autres s'exerce d'abord sur le monde des intellectuels, qui font souvent un passage obligé d'hommage au maître de l'heure, sésame d'une bonne portion de la confrérie. Le « prince des lettres » se définit par cet attrait exercé au-delà des cercles immédiatement en affinité avec son idéologie, bien que cet attrait ne soit pas non plus sans opposition de son vivant, bien entendu ! Ainsi de Lionel Groulx dans les années 1920 à 1940. Ainsi des « princes des lettres » identifiés comme intellectuels dominants successifs par Winock : Barrès, Gide et Sartre. Qui prétendra que leur influence, réelle, alla jusqu'à définir la France de leur temps ? Dans le cas de Sartre, par exemple, le marxisme domine évidemment les intellectuels durant quelques décennies, mais c'est une vague qui porte Sartre également et qu'il illustre davantage qu'il ne crée à lui tout seul.

Si le prince des lettres existe encore au XX^e siècle, l'innovation, nous l'avons exprimé, se trouve dans quelques pratiques nées au tournant du siècle et liées aux instruments d'expression collective des intellectuels en tant que tels. Michel Léymarie rappelle combien l'accent a été mis sur l'intellectuel médiatique comme une individualité, contrairement à l'intellectuel du XX^e siècle, qui agit (ou agissait) collectivement. L'« intellectuel » du XX^e siècle est donc nettement distingué chronologiquement, en amont comme en aval, par ses modes d'action collective typiques. Il faut cerner les innovations découlant de l'impact culturel et politique des journaux de masse. L'innovation qui permet de parler d'« intellectuels », à la toute fin du XIX^e siècle, dépend largement de ce médium et des spécialisations de l'imprimé périodique qui accompagnent son apparition. Elle permet à des collectifs de l'intelligentsia, qui ont commencé à se regrouper en ligues et en revues, d'interpeller l'opinion, surtout via les journaux et les périodiques, un peu à la manière de partis en dehors de la politique électorale. Leur pouvoir d'influence dépend de cette action collective : pouvoir d'influence sur une opinion lettrée dans le cas des revues, sur la société plus large par le biais des ligues militantes, des manifestes collectifs et des pétitions dans les journaux.

2.3 Définition du « mouvement intellectuel »

Élément déterminant, « l'intellectuel moderne » apparaît dans son action et ses expressions collectives, à la fin du XIX^e siècle, soit avec le mouvement intellectuel : les deux premières incarnations explicites de mouvement intellectuel sont ces deux ligues adverses, Ligue des droits de l'homme et Ligue de la patrie française. Le terrain a été préparé par les pétitions et par les écoles rassemblées et défendues par les revues littéraires. La revue littéraire fut l'amorce du regroupement collectif des intellectuels, regroupement qui évolua et prit cette forme nouvelle, le mouvement intellectuel, typique du comportement intellectuel du XX^e siècle, sous différentes variantes. L'action collective y mène bientôt, si elle n'y aboutit pas toujours, il n'empêche que le mouvement intellectuel en incarne la forme achevée et la plus caractéristique du comportement de l'intellectuel du XX^e siècle, de ce qui le démarque en amont comme en aval dans le temps. Le mouvement intellectuel est cette espèce de parti dans le monde des idées que constituent ces intellectuels qui se regroupent en revues et en ligues. L'association en question est formée et dirigée par des clercs qui fondent sur ce statut un certain pouvoir autonome, distinct par conséquent d'un mouvement politique ou d'un mouvement religieux.

Pour nous l'intellectuel « vingtième siècle » est donc un acteur du politique qui agit collectivement sur l'opinion générale ou lettrée avec pour but d'influer l'évolution de la société selon ses valeurs. C'est cette innovation de « l'intellectuel », cette caractéristique de l'époque, que nous voulons étudier à travers trois cas de mouvements intellectuels. Le mouvement intellectuel est la forme la plus achevée de cette action collective et, manifestement, les intellectuels québécois se sont tenus au courant de cette vitalité intellectuelle française, comme bien d'autres Occidentaux, ayant de surcroît une relation particulièrement proche avec la vie intellectuelle de langue française. Les trois cas retenus ici et leurs relations françaises peuvent nous renseigner sur le phénomène des transferts culturels si bien identifié par Christophe Charle. Les nouvelles formes d'engagement qui s'installent au Québec, tel que dégagé par Pascale Ryan, ne

sont sans doute pas étrangères à cette vitalité de l'activité des intellectuels en France. Notre enquête espère ainsi éclairer un pan de la vie intellectuelle et des échanges France-Québec.

Récapitulons : l'étude de ces comportements collectifs est le propre de l'histoire des intellectuels, un très bon exemple, fondateur, étant *Intellectuels et passions françaises*, qui retrace les pétitions d'intellectuels. Les pétitions existaient depuis longtemps mais étaient le fait de citoyens soumettant une demande aux autorités. Les pétitions d'intellectuels sont des manifestes adressés non seulement au pouvoir exécutif mais à l'opinion. Ces mouvements intellectuels sont plus ou moins organisés, plus ou moins éphémères. Le groupe peut ne durer que le temps d'une pétition, on ne parlera généralement que de « collectif ». Sinon l'engagement peut se structurer, pour développer une organisation moins éphémère, de promotion d'une idéologie, voire de propagande, c'est alors qu'on parlera de mouvement. Ces organisations, les mouvements intellectuels, sont partie intégrante de l'histoire des intellectuels dans sa spécificité du XXe siècle, de 1880/1900 à 1980/2000 plus précisément. Retirer les mouvements intellectuels de l'équation, c'est en rester à l'ère des écrivains philosophes et des publicistes. Les mouvements achevés ont pris une grande variété de formes, autant de stratégies de propagande, d'influence. Ces formes méritent d'être identifiées, départagées, analysées. Nous avons montré à quel point, comme dans la définition du Julliard et Winock, les modes d'expression et d'action collectifs sont inséparables de l'« intellectuel moderne », celui qui caractérise le XXe siècle, proprement le premier à être appelé intellectuel. Or dans les phénomènes sociaux étudiés par l'historien des intellectuels, il y a la sociabilité des réseaux, des pétitions, des générations, des périodiques et des revues. L'intellectuel, défini par son engagement, demeure un objet d'étude quelque peu distinct des phénomènes sociaux analysés par une sociographie axée sur la classe de l'intelligentsia, indépendamment de l'engagement. Mais il y a matière à étudier le mouvement intellectuel en tant que phénomène d'ensemble, qui rassemble à la fois les structures et les expressions qui regroupent les intellectuels, dûment engagés.

C'est le phénomène principal de l'histoire de « l'intellectuel ». Précisons notre définition de « mouvement intellectuel » :

C'est un regroupement d'intellectuels dans une organisation permanente, parallèle, dans les luttes idéologiques, des partis, mouvements et groupes de pression politiques, développant des structures d'association, de mobilisation, de formation et des organes de production idéologique et de diffusion. Regroupement de tendance militante animé au premier chef par des intellectuels, mais pouvant recruter au-delà, et exprimant dans son autonomie d'action et de jugement leur pouvoir d'influence par un militantisme intellectuel, dont le but est de faire triompher une idéologie, une doctrine et qui s'incarne le plus souvent dans une publication-phare.

C'est-à-dire que ce lieu de militantisme permet à un collectif d'intellectuels d'espérer opérer la conversion idéologique de l'opinion ou d'une élite, au point de remodeler les institutions de la société à l'image de son idéal, plutôt que par la force d'un coup d'État ou qu'à travers l'exercice du pouvoir exécutif grâce à la victoire d'un parti. Le mouvement intellectuel donne les moyens d'un militantisme politique en dehors de la politique. Davantage que l'expression d'une opinion, il y a la tentative d'influer l'opinion publique ou l'opinion des élites, établies ou à venir, afin de structurer la société, dans un avenir plus ou moins rapproché selon les cas, en accord avec ces valeurs. Cette idéologie peut être perçue comme ayant des implications larges – la Ligue des droits de l'homme, la révolution spirituelle d'*Esprit*, l'existentialisme – ou ciblées – la Ligue des droits du français, rassemblements pour l'antifascisme, l'anticolonialisme ou « la Défense de l'Occident », etc. L'organisation de la propagande, à l'instar des Encyclopédistes naguère, revêt alors de nouvelles formes qui animent l'histoire politique et culturelle du XX^e siècle et qui sont celles des nouveaux mouvements intellectuels. Manifestes, pétitions, ligues, et revues : autant de modes et de lieux d'engagement d'intellectuels qui apparaissent à la fin du XIX^e siècle et se combinent dans de nouvelles entités pour former ces mouvements intellectuels qui incarnent la nouvelle action intellectuelle, celle du XX^e siècle. Autre caractéristique importante : le mouvement intellectuel est différent d'un parti en ce qu'il ne veut pas prendre directement le pouvoir, en général, mais exercer à terme une influence déterminante sur l'idéologie dominante d'une société.

L'idéologie qui motivera les élites et façonnera les institutions de cette société, ne serait-ce qu'en faisant triompher certains principes qui lui sont chers, pouvant aller jusqu'à redéfinir entièrement la vie de la Cité. Elle se manifeste en pratique par le rassemblement autour de certaines idées et la défense, réflexion ou développement, illustration et propagande de celles-ci, au moyen de l'action groupée, de manifestes, de périodiques, d'imprimés et de conférences.

Comme nous l'avons relevé, ce n'est pas tant l'action du type de la lettre de Zola qui est le phénomène marquant, novateur, et typique du XX^e siècle, mais la pétition de professeurs, diplômés et littéraires qui la suit, dite « Manifeste des intellectuels », présentée sous le titre « Une protestation ». Sans cette action collective, la plupart des signataires n'aurait pas eu la notoriété nécessaire à la diffusion de son jugement critique de l'exécutif, du judiciaire et du militaire dans cette Affaire. Son engagement aurait pu rejoindre l'engagement de citoyens comme dans une pétition ordinaire. Cette question des mouvements intellectuels mérite donc d'être approfondie, appelant une forme de taxinomie et de chronologie. Le comportement des intellectuels a évolué, l'apparition ou la diffusion du terme atteste même de ces nouveaux comportements. Notons bien que les antidreyfusards, qui contestent la posture des intellectuels ou leur prétention de juger les autorités qu'ils veulent défendre – l'armée – répliquent en usant des mêmes armes. Eux-mêmes ont des autorités à critiquer, le pouvoir républicain lorsqu'il porte selon eux atteinte à l'Église, à l'armée, etc. et ils procèdent désormais de la même manière. Au-delà des pétitions, ces collectifs déploient une action intellectuelle durable à travers de nouvelles organisations qui appellent une taxinomie.

3. TAXINOMIE DES MOUVEMENTS INTELLECTUELS

Il sied donc de définir l'intellectuel par le comportement, l'engagement, à la fois collectif et plus autonome par rapport à d'autres classes, pouvoirs et médias,

engagement pratiqué sous diverses formes qui sont datées dans leurs genèse et usage. C'est-à-dire une action intellectuelle collective où les intellectuels parlent en leur nom propre et jouent un rôle spécifique, au-delà des positions idéologiques de droite ou de gauche. Cette spécificité se dénote tout particulièrement dans le développement de tribunes périodiques propres aux intellectuels à côté d'une presse de masse et d'information. Alors que le « publiciste » du XIXe siècle œuvre dans un journal destiné aux citoyens cultivés et contribue à des pétitions civiques, « l'intellectuel » du XXe siècle se distingue par des revues intellectuelles engagées (différentes des revues scientifiques), voire des pétitions spécifiques aux « intellectuels ». Bien sûr, « l'intellectuel » continue de participer à des actions mobilisant le citoyen cultivé, comme il continue de participer à des journaux destinés au plus grand public. Néanmoins, une autonomisation s'est affirmée, qui développe de nouvelles possibilités, de nouvelles pratiques coutumières au clerc engagé du XXe siècle. Nous allons tenter de déterminer les principales variantes de mouvement intellectuel qui apparaissent alors.

Cette innovation culturelle a évolué et pris quelques formes selon les objectifs et les stratégies de chaque mouvement intellectuel. Les formes d'engagement « vingtième siècle » paraissent se classer ainsi, du plus simple au plus élaboré : les regroupements pour pétitions et manifestes ponctuels en faveur d'une cause précise, d'une idée précise, d'un appel en faveur de certains principes, à court terme ; les regroupements autour d'un hebdomadaire exprimant le point de vue critique d'un groupe d'intellectuels, moyen d'action souvent à court et moyen terme sur la politique ; le regroupement axé sur la revue qui manifeste leur existence comme mouvement, lieu de recherche idéologique approfondie et d'action sur la politique à plus long terme ; enfin la ligue qui organise l'action du mouvement en de multiples canaux pour élargir l'influence sur les esprits de demain et répondre à un programme idéologique des plus ambitieux, de changement des mentalités à long terme. La ligue utilise les canaux d'association sous de multiples formes d'encadrement, et la mobilisation qui s'ensuit, canaux de production par l'édition et la revue, de diffusion et publicité par la presse

périodique, la librairie, la conférence, l'événement, canaux de formation par cours, réunions et conférences.

Notre taxinomie des mouvements n'est qu'une ébauche puisque notre thèse n'a pas la prétention de faire un portrait d'ensemble des intellectuels québécois de l'entre-deux-guerres. Elle permettra de situer les mouvements étudiés parmi un ensemble de modèles d'engagement. Ceux-ci seront ordonnés en lieux de militantisme intellectuel, dont nous retraçons ici l'émergence et le déploiement au début de notre période, après quoi, ils sont des outils d'engagement établis, repris, diffusés, multipliés, généralisés de manière tout à fait internationale. C'est pourquoi notre taxinomie s'appuie sur les cas français et québécois. En outre, l'actualité intellectuelle de France est dans l'ensemble accessible et connue des intellectuels québécois.

3.1 Du « collectif » à la « ligue », du manifeste au mouvement

Dans leurs organes et leurs mouvements, les intellectuels parlent en leur nom propre ou jouent un rôle spécifique de direction, voulant fonder l'action, à court terme ou celle des élites de demain, sur leur réflexion. Quelles sont ces formes « modernes » d'engagement ? La revue, la ligue, le manifeste, les pétitions, les réseaux sont déjà objets d'étude. Jamais encore on ne les a présentés comme un tout, qui exigerait sa taxinomie. Ces formes se sont en grande partie illustrées d'abord en France, depuis les pétitions jusqu'aux mouvements intellectuels les plus gigantesques. D'autres phénomènes socioculturels étudiés par l'historiographie des intellectuels comme la génération et les réseaux ne sont point spécifiques à la France – pensons à la génération de 1898 en Espagne. L'évolution est assez simultanée à l'Occident même si elle prend un éclat particulier en France grâce à la combinaison des moyens, à la fois médiatiques, éducatifs et politiques offerts par le développement de la III^e République, et à la forte concentration d'intellectuels français et européens à Paris à la Belle Époque.

La première forme de regroupement engagé d'intellectuels, permettant une action militante, est la plus élémentaire. Elle regroupe de façon ponctuelle un nombre d'intellectuels pour exprimer une protestation, un manifeste, et prend la forme d'une pétition accompagnée d'une lettre exprimant les revendications qu'on voudrait défendre. On ne parlera alors que de « collectif », à moins que, dans la foulée, le regroupement ne développe une structure permanente : on pourra alors parler de mouvement intellectuel proprement dit. Le mouvement intellectuel protéiforme qui tend à englober et à structurer dans une même organisation l'ensemble des lieux de militantisme intellectuel est par excellence une ligue. Donnons-lui provisoirement ce nom dans notre taxinomie même s'il n'est pas exclusif aux mouvements qui ont choisi le nom de « Ligue ». La « ligue » d'intellectuels apparaît à la toute fin du XIX^e siècle, elle est intellectuelle et politique. Elle permet une action des intellectuels sur le politique en dehors des structures politiques établies, voulant souvent les juger depuis une position supérieure. La liberté politique des démocraties contemporaines avait permis l'apparition de ligues de citoyens animés par une même idéologie. Les premières ligues françaises n'étaient pas intellectuelles mais des organes d'action violente et même de préparation de coup d'État : la Ligue des Patriotes, la Ligue antisémite. Les deux ligues intellectuelles d'origine les plus connues sont la Ligue de la patrie française (LPF) et la Ligue des droits de l'homme (LDH)³³. Un exemple beaucoup plus récent de mouvement protéiforme, cas de figure qui a perduré, serait le mouvement G.R.E.C.E., doté d'un périodique (*Éléments*), de sa maison d'édition, de ses événements associatifs, etc.³⁴ Un tel mouvement s'étoffe au-delà de la seule revue en créant des cercles, des associations, en animant des conférences, des rassemblements d'intellectuels, en se dotant d'une maison d'édition ou d'une librairie.

³³ Jean-Pierre Rioux : *Nationalisme et conservatisme. La Ligue de la Patrie française 1899-1904*, P., Beauchesne, 1977.

³⁴ Cf. *Dictionnaire des intellectuels français*, « Groupement de recherches et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) ».

Ce sont donc les LDH et LPF qui forment les premières moutures de ce mouvement plus structuré, multiforme et englobant que la revue. Elles dessinent le premier patron général de structure de mouvement intellectuel qui sera la mode ensuite au milieu du XX^e siècle. Par exemple, au sein du mouvement *Esprit*, il y eut dispute entre Mounier, qui voulait essentiellement un mouvement-revue, et d'autres fondateurs qui voulaient un mouvement qui soit en même temps structure associative, du type de ces ligues (sans le nom)³⁵. Ce volet, surnommé « parti » par ses défenseurs, vit le jour sous une forme édulcorée : Mounier en ramena les dimensions à de simples cercles d'étude devant alimenter la revue. Il y avait bien là, pour *Esprit*, une tension entre le modèle de mouvement intellectuel de type « ligue » et celui qui s'engage dans une action plus strictement sur le plan des idées, mettant les structures au service de la revue. À la même époque que la LPF et la LDH s'anima aussi le Sillon³⁶. Seulement il serait caractérisé par un certain manque de structure³⁷ : il ne correspond peut-être pas tout à fait à un mouvement intellectuel de type « ligue », en tout cas à un mouvement dans la définition large qui entoure les revues d'intellectuels tel *Esprit*. Le Sillon est bel et bien un mouvement intellectuel puisqu'il est l'œuvre de diplômés indépendants de l'Église, agissant en dehors de l'Église, qui ont bien sûr appris des cercles de jeunesse catholiques, et centré sur une revue intellectuelle. Les mouvements de jeunesse catholiques sont un autre phénomène marquant de l'époque d'efflorescence des mouvements intellectuels, mais ne sont pas précisément des mouvements intellectuels : ce ne sont pas des structures dirigées de façon autonome par des intellectuels mais des structures d'encadrement de la jeunesse par l'Église.

Certains mouvements intellectuels de type « ligue » sont allés encore plus loin que les deux premières, au cours du XX^e siècle, pour regrouper plusieurs de ces outils et développer des structures encore plus vastes. Le meilleur exemple en

³⁵ Cf. les organigrammes de la LPF et de la LDH dans J.P. Rioux, *op.cit.*, p.105-106. Cf. Winock, *Esprit*, p.59-60.

³⁶ 1894 pour la revue fondée par un condisciple normalien de Sangnier, 1899 pour le mouvement fondé par Sangnier, condamnation pontificale 1910.

³⁷ Cf. *Dictionnaire des intellectuels* : art. « Marc Sangnier ».

est peut-être la Ligue d'Action française (L.A.F.), avec ses associations, ses ligues, ses cercles, ses revues spécialisées, ses autres périodiques de masse, sa maison d'édition, ses manifestations et regroupements annuels, son Institut. La Ligue d'Action française fut l'une sinon la plus importante du premier XX^e siècle, sur les plans de l'influence et de la durée, mais aussi l'une des plus remarquables en complexité par la multiplicité des formes de son action intellectuelle comme autant de stratégies de propagande idéologique. Le mouvement intellectuel peut ainsi devenir une immense organisation de propagande et de diffusion, exerçant une influence politique toujours plus massive, qui dépasse en rayonnement le mouvement centré sur un seul canal de propagande idéologique, celui de la revue, et bien sûr l'action ponctuelle d'un manifeste. D'ailleurs graduellement ce fut le cas de la LDH qui développa considérablement son organisation associative et publia un bulletin, restant tout de même en deçà de la multiplicité des formes d'action intellectuelle de la L.A.F. Dans l'ensemble cela constitue l'innovation typique de l'action intellectuelle du XX^e siècle sous sa forme la plus achevée ou la plus complexe. Plus nombreuses sont les tentatives sous une forme partiellement inachevée : ainsi le mouvement Clarté, qui publia la revue *Clarté* (1919), présentée comme l'organe de la « Ligue internationale des esprits », qui devait réseauter des « groupes Clarté » de façon internationale. L'autonomie du mouvement devient, après 1926-1927, absorbée par la ligne de parti communiste et le périodique change de nom pour *La Lutte des classes*.³⁸ Un groupe de même affinité communiste prit justement ce nom au Québec durant l'entre-deux-guerres, publiant un périodique homonyme³⁹, signe de quelques succès de réseautage.

3.2 La revue d'intellectuels : étendard, laboratoire, mouvement

Entre ces deux formes de mouvement intellectuel, la plus élémentaire et la plus complexe, se trouvent les mouvements essentiellement définis par une seule publication périodique. Publications que le *Dictionnaire des intellectuels* nomme

³⁸ Cf. *Dictionnaire des intellectuels français*, « Clarté ».

³⁹ *Clarté : journal d'opinion et d'action populaire*, 14 janv. 1935-4 oct. 1939, bimensuel.

« lieux de production et de diffusion ». La forme la plus répandue de mouvement intellectuel est demeurée plus petite que le type « ligue », c'est celle qui repose avant tout sur une revue. Il s'agit donc d'une forme de mouvement généralement centrée sur un périodique et qui, un peu à l'instar de ces deux grandes ligues (LDH et LAF), mais de façon plus modeste, ambitionne de se développer davantage dans une diversité de formes d'action et de rassemblement sans englober autant de structures ni de publics. Ce n'est pas le cas de tous les regroupements d'intellectuels qui se manifestent par une revue : certains sont heureux que leur micro-mouvement s'en tienne à cette seule sphère d'action, plus purement intellectuelle. Mais nombreux sont ceux qui aspirent à agréger un mouvement de mobilisation, d'association plus ample autour de la revue, même si l'objectif d'association est plus limité que dans le cas des ligues. Cette forme de mouvement qui n'ambitionne pas de se faire « ligue », demeure généralement en retrait des publics massifs des structures associatives des « ligues », parce que centré sur l'intelligentsia, le plus souvent volontairement. L'engagement intellectuel y est conçu comme un travail d'éditoriaux plutôt que d'action concrète, (manifestations, agitations de type Camelots du roi ou autres mobilisations) ; la politique des intellectuels demeure dans la sphère des intellectuels, malgré les structures associatives éventuelles, développées pour regrouper parmi la classe instruite plutôt qu'au-delà, comme le font les « ligues ». En fait le mouvement constitué autour d'une revue peut rejoindre, lors de certaines mobilisations, ces autres actions politiques qui regroupent ou sont l'initiative de publics plus massifs.

La revue manifeste l'existence d'un groupe d'intellectuels. Souvent, elle associe de jeunes amis qui se font ainsi une place. Elle est un vecteur d'échange avec ses lecteurs, ce qui permet d'animer et d'engager une sociabilité plus grande. Parfois, dans le domaine des revues notamment, le mouvement est esthétique et son domaine d'action reste principalement ou exclusivement parmi l'intelligentsia, la classe instruite. Cette action esthétique n'est pas sans effet politique au sens large, social ou général, via l'idéologie – pensons aux courants

comme le dadaïsme, le surréalisme, en Europe et l'automatisme au Québec, ainsi qu'aux écoles de leurs adversaires néo-classiques, aux querelles antérieures entre exotistes et régionalistes, etc. Comme le remarque Jean-François Sirinelli observant les passions intellectuelles françaises : « Avant peu, il faudra être pour ou contre Rodin comme il a fallu être pour ou contre Esterhazy », écrit *Le Temps* en 1898, ce qui reflète bien cette politisation des esthétiques⁴⁰. L'art ne se dissocie pas des enjeux de pouvoir et d'idéologie. Ajoutons l'exemple donné par Michel Winock⁴¹ à propos de Barrès et du nationalisme : Barrès relance ce terme dans le cadre d'une polémique esthétique où il oppose cosmopolites et nationalistes comme deux partis en littérature. Il l'élargira bientôt lui-même avec d'autres intellectuels d'affinités semblables, à un parti idéologique directement politique. Esthétique et politique, esthétique et engagement n'étaient pas séparés.

La revue créa un espace médiatique destiné à une élite lettrée, aux « clercs » et, comme voix d'une école littéraire, elle se saisit de ce public pour se manifester comme groupe et propager les choix esthétiques et les opinions idéologiques de ce collectif. Car après une première étape, qui voyait s'ajouter à la revue culturelle qui passe en revue une actualité culturelle et savante, la revue-tribune, tribune de réflexions plus approfondies que les gazettes, la revue-école, rassemblement d'une école esthétique, s'établit bientôt la revue intellectuelle, manifestation et rassemblement d'une école d'intellectuels. C'est presque une ligue ou un parti miniature d'intellectuels regroupés autour de la promotion de quelques principes idéologiques, civiques, communs. La revue diffuse leur réflexion et leurs idées en même temps qu'elle manifeste au monde des clercs, parfois à un plus grand public, l'existence du groupe. On peut parler de la revue comme d'un mode d'insertion dans la vie intellectuelle : affiliation ou sociabilité, souvent de jeunes, qui se créent un espace d'expérimentation ; légitimation ou reconnaissance par les

⁴⁰ J.-F. Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*, p.35.

⁴¹ M. Winock, *Le siècle des intellectuels*, p.37.

pairs dans la revue scientifique et consécration de l'opinion dans la revue grand public⁴².

Tout aussi souvent au XX^e siècle, avec les revues, les ligues et les mouvements divers, ce pouvoir des intellectuels ainsi organisé, cette influence, cible non seulement l'esthétique mais directement le politique. La revue littéraire avait été une place publique littéraire, un espace ouvert d'abord que l'étendard d'un groupe, mais petit à petit émerge cette revue-étendard d'une école. *La Nouvelle Revue, politique, littéraire et artistique* (1879) amorce une transition, du premier type de revue culturelle, place publique des lettres, façon *Revue des deux mondes*, vers le type le plus « moderne » ou « vingtième siècle », l'étendard d'un regroupement⁴³. Une série de publications au départ de type revue-tribune devinrent bientôt la voix d'une tendance, l'incarnation d'un groupe aux positions arrêtées et défendues. *La Nouvelle Revue* devint ainsi, plus qu'une tribune des lettres, une voix républicaine puis antidreyfusarde. C'est ainsi que la revue littéraire devint peu à peu, de façon plus tranchée, l'étendard d'une école, d'un microcosme du monde des lettres, étendard d'une esthétique ; esthétique qui ne se distinguait guère d'une prise de position politique ou à prétention politique, par la récupération de postures politiques critiques ou contestataires et par les liens entre esthétique et idéologie et entre idéologie et pouvoir⁴⁴. Le *Mercure de France* (1889-), parisien, *La Revue blanche* (1889-1903), belge puis française, en sont de bons exemples. Ce sont des revues exprimant et rassemblant une école esthétique des années 1890, dite d'avant-garde et symboliste, qui se mêlent bientôt de questions intellectuelles plus variées – de sciences universitaires et de politique – tout en lançant leurs propres maisons d'édition. *La Revue blanche* une fois démenagée à Paris est un organe exprimant autant les positions esthétiques que politiques d'un collectif, qui s'est transformé en mouvement.

⁴² Cf. Michel Leymarie (dir. et al.), *La Belle époque des revues (1880-1914)*, IMEC, 2002.

⁴³ Cf. « La Nouvelle Revue », *Dictionnaire des intellectuels français*.

⁴⁴ Cf. Charle, *Naissance des intellectuels*, p.99-133.

La *Nouvelle revue française* (1909-1914, 1919-) est un exemple ultérieur, noyau des éditions Gallimard (1911-), de revue littéraire et intellectuelle (plutôt que revue culturelle), mais graduellement édulcoré sur le plan de l'engagement intellectuel. Étant l'œuvre d'un cercle de littéraires qui choisissent de faire place « aux avant-gardes », plutôt qu'à un courant (le symbolisme ou le dadaïsme par exemple), elle passe graduellement du non-conformisme à la fuite de l'engagement pour revenir à l'art pour l'art. Ce critère *des* avant-gardes littéraires l'éloigne quelque peu du modèle mixte de *La Revue blanche* qui est un lieu d'intellectuels « mis en situation du politique ». La *NRF* s'éloigne du politique, ce qui lui permet de traverser la Deuxième Guerre sans les interruptions coutumières des revues intellectuelles (soit pendant, soit à la Libération, selon la tournure des engagements). Elle s'éloigne désormais de l'engagement et réintègre l'édition littéraire. Elle amorce une évolution en sens inverse parce qu'elle est moins la voix d'un regroupement d'intellectuels que l'organe d'une maison d'édition (une fois que les éditions Gallimard prennent leur essor), ce qui implique une finalité bien différente et donc un comportement différent. Les revues littéraires s'inscrivaient dans la stratégie des éditeurs, comme une prestigieuse carte de visite, un vivier et un réseau de sociabilité⁴⁵. L'émergence ou les premières semailles remontent dans leurs premières tentatives, aux années 1830 tandis que l'efflorescence débute à la Belle Époque⁴⁶.

Autre axe de spécialisation, la revue passe de la revue culturelle du XIX^e siècle, qui était une tribune de diffusion de la pensée travaillée ailleurs (livres, conférences, instituts et universités), à l'organe d'élaboration et de manifestation de la pensée d'un groupe d'intellectuels : le laboratoire idéologique. Souvent, ce type de revue porte le nom de cahier. Le regroupement d'intellectuels est généralement le pendant dans ce champ intellectuel de pensée politique, de l'école

⁴⁵ Cf. *Dictionnaire des intellectuels français*, « Nouvelle revue française ».

⁴⁶ Cf. J.-Y. Mollier, « La revue dans le système éditorial » in M. Leymarie, *La Belle époque des revues*, 2002.

littéraire engagée. La revue de la L.A.F., *L'Action française*⁴⁷, en est une des plus importantes incarnations initiales. C'est en son sein que Maurras élabore sa doctrine et y fait la conversion de ses collègues. Là aussi, la transition s'est faite par étapes, depuis la revue, tribune généraliste de diffusion, qu'incarnaient *La Revue des deux mondes* et *Le Journal des débats*, (comme plus tard *Critique* (1945)), à la revue intellectuelle et universitaire engagée. La *Revue bleue*, revue politique et littéraire et la *Revue rose*, revue scientifique sont des témoins de cette transition, passant du premier modèle de revue lors de leur fondation en 1863, à un modèle plus mixte après leur reparution sous de nouveaux titres (colorés), après la guerre franco-prussienne, profitant des libertés républicaines. La diffusion de l'actualité intellectuelle se maintient dans la *Revue bleue* sur les plans de la critique littéraire et de la philosophie, mais la revue ne s'y limite pas. L'engagement républicain se manifeste et se poursuit sous la forme dreyfusarde avant de s'effacer après l'engagement patriotique de la Première Guerre⁴⁸. La revue d'*Action française* qui se développe comme bulletin mensuel puis bimensuel avant le lancement d'un quotidien en 1908 est quant à elle une revue purement intellectuelle, en ce sens qu'elle incarne parfaitement une volonté d'engagement à portée politique mais à long terme d'intellectuels qui parlent d'une voix proprement intellectuelle. Elle est l'expression et le rassemblement d'intellectuels voulant exercer une action dans le champ du politique, auquel les questions esthétiques sont inféodées, malgré l'importance que la L.A.F. leur accorde. Contrairement à la *Revue bleue*, la revue d'action française ne passe pas en revue une actualité du savoir mais est l'étendard d'un mouvement, diffuse les principes d'un groupe, élabore la doctrine de la ligue. Elle est un « laboratoire idéologique » à la recherche d'un nouveau nationalisme traditionaliste.

Les *Temps modernes* (1945) sont un exemple ultérieur majeur de pareil laboratoire idéologique, voix non pas d'une école littéraire mais d'une école

⁴⁷ *L'Action française*, bulletin bimensuel (déc. 1899-déc. 1900), revue bimensuelle (1901-mars 1908), revue mensuelle (avr. 1908-1909), *L'Action française mensuelle* (1910-juil. 1914). Directeur : Henri Vaugeois.

⁴⁸ Cf. « La Revue bleue », *Dictionnaire des intellectuels français*.

intellectuelle, la revue culturelle et intellectuelle des existentialistes. Il y en a beaucoup d'autres. Proposons à titre indicatif, quelques autres exemples de « laboratoires de doctrine » : *Le Sillon* (1894-1910), *La Revue universelle* (1920-1945, 1974-), *Esprit* (1932), *Combat* de la Jeune-Droite (1936-1939) à distinguer du *Combat* de la Résistance (1941-)⁴⁹, *Ordre nouveau* (1933-38), *Nouvelle école* (1968)⁵⁰, *Commentaire* (1978)⁵¹, *Lignes* (1987)⁵². Cette sélection n'a rien d'exhaustif, elle ne vise qu'à illustrer la variété des revues comme organes de mouvements qui proposent l'élaboration d'une nouvelle doctrine ou d'une pensée libre permettant l'émergence d'une pensée politique actualisée et émancipée des partis, que ces mouvements sont de toutes les tendances et de tout un siècle. Le catholicisme occupe une part notable de revues de recherche idéologique : catholicisme et démocratie pour le *Sillon*, catholicisme et nationalisme intégral pour la *Revue universelle*, révolution spirituelle et personnaliste pour *Esprit* et *Ordre nouveau*. *Clarté* (1919) offre l'exemple d'une revue d'intellectuels, voulue comme l'embryon d'un mouvement intellectuel international, pour la défense du pacifisme et de la révolution bolchevique, que le compagnonnage du trotskisme officiel privera bientôt d'autonomie⁵³.

En somme la revue, après avoir simplement manifesté l'existence d'un groupe ou d'une école, (comme la *Revue blanche*), devient bientôt l'organe privilégié pour (à l'instar de *L'Action française*) se manifester en élaborant une pensée propre, une idéologie spécifique à un microcosme. Nationalisme intégral, personnalisme, existentialisme, autant de doctrines qui sont plus des idéologies d'intellectuels, agissant dans le monde des intellectuels et des étudiants, que des idéologies directement politiques, agissant de plain-pied sur le terrain de la politique – comme le sont le communisme, le fascisme, le pacifisme, l'anticolonialisme, le nationalisme, le républicanisme, etc. Ces idéologies

⁴⁹ Organe du mouvement « Combat » de la Résistance devenu plus journal que « laboratoire », plus confus après le départ de Camus en 1947.

⁵⁰ Proche du GRECE.

⁵¹ Aronienne, libérale et néo-libérale.

⁵² Pour une pensée de gauche libre et distincte des partis de gauche et de leurs « gâchis ».

⁵³ Cf. *Dictionnaire des intellectuels français*, « Clarté ».

politiques qui étaient aux XVIII^e et XIX^e et qui sont toujours au XX^e siècle, défendues par des publicistes aux côtés et au sein des mouvements politiques et partis politiques. L'idéologie d'avant-garde est une des manières de définir la position d'autonomie des intellectuels qui, lorsque regroupés pour l'engagement, désirent interpeller l'opinion et le prince en maintenant une position d'indépendance critique, celle de juger de tout au nom de leur idéal proclamé, y compris l'action de pouvoirs et partis lorsqu'ils en encouragent. Cet idéal, ils se sont comptés et rassemblés pour le propager, comme dans un manifeste et une pétition, mais dans une démarche plus ambitieuse.

Les Cahiers de la quinzaine de Péguy sont un bon exemple de revue où les intellectuels expriment autant leur intérêt que leur autonomie face à ces grandes idéologies ou doctrines politiques. *Les Cahiers* sont une revue à caractère socialiste proclamé mais vague, dans l'indépendance qui est le propre des mouvements intellectuels : à l'inverse, la *Revue socialiste* est l'organe d'un parti tandis que les *Cahiers* recherchent une pensée autonome, ouverte au catholicisme, au socialisme, au dreyfusisme, et sont appuyés sur une librairie plutôt qu'une structure politique⁵⁴, voix d'intellectuels donc plutôt que d'un parti. Leur cas offre l'avantage d'illustrer une forme hybride entre le publiciste classique depuis le XIX^e siècle, affilié à un parti ou son équivalent, et le regroupement d'intellectuels, dont Péguy possède l'autonomie. Quelques périodiques intellectuels du XX^e siècle seront ainsi davantage l'œuvre d'un intellectuel et non pas la voix d'un groupe, d'un mouvement intellectuel. Au Québec, on pourrait citer comme tels exemples de revues, *Les Cahiers de Turc* de Victor Barbeau (1921) et *Les Pamphlets de Valdombre* de Grignon (1936). En revanche, malgré le poids de Péguy aux *Cahiers*, il convient de noter qu'il laissait la revue être la voix de différents collaborateurs sous la forme de numéros spéciaux qui donnaient une variété de points de vue qui ressemble davantage à la revue-tribune, tandis que les voix individuelles de Valdombre et de Barbeau sont une forme de pamphlet en

⁵⁴ Cf. Michel Winock, *Le Siècle des intellectuels*, p.81-89.

série. Ce sont là quelques exceptions qui confirment la règle de l'engagement collectif du siècle.

3.3 La revue d'intellectuels au Québec

Au Québec fleurissent aussi les revues. Dix ou vingt ans plus tard qu'*Action française*, paraissent deux notables illustrations de cette revue qui est en même temps une association et un mouvement. L'une est l'expression d'un rassemblement en faveur d'une école esthétique, les exotiques du *Nigog* (1919) ; il faut noter que *Le Nigog* est le pendant d'une autre école, la régionaliste, qui tente de publier *Le Terroir* (1909 ; 1918) avec même l'espoir initial de créer un mouvement intellectuel⁵⁵. *Le Nigog* crée et manifeste un regroupement par sa parution, tandis que le bulletin *Le Terroir* émane d'instances plus officielles qui sont des associations intellectuelles plus anciennes, telles que la Société des arts et lettres de Québec. La première mouture du *Terroir* était cependant la tribune de l'École littéraire de Montréal⁵⁶. L'autre illustration notable de cette revue intellectuelle est celle du mouvement de *L'Action française* (1917). Elle est purement intellectuelle au sens de « personnes issues du culturel » se mettant en « situation du politique » tout en dégageant une certaine autonomie vis-à-vis des pouvoirs établis. Elle est elle aussi un « laboratoire idéologique » et non une revue culturelle comme *La Revue moderne* (1919) (qui évolue même en sens inverse de la revue intellectuelle, troquant le rôle de passer en revue l'actualité culturelle pour celui de revue féminine de consommation). La revue culturelle était depuis longtemps établie par de nombreux prédécesseurs, tels que *La Revue canadienne* (1845 et 1864). Une revue incarnant une étape intermédiaire entre revue culturelle et revue intellectuelle, serait par exemple *Le Réveil, politique et littéraire* (1894) : cette revue culturelle est aussi une tribune dotée d'une orientation idéologique affirmée (libérale et progressiste)⁵⁷, trait de ressemblance avec ses contemporaines, les *Revue blanche* et *bleue*. Comme elles, *Le Réveil* n'est pas le

⁵⁵ D'après la recension de titres d'A. Fortin, *Passage de la modernité*, p.108.

⁵⁶ Cf. Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, vol. II, p.114-115.

⁵⁷ Cf. Andrée Fortin, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues*, p.88-89.

lieu d'élaboration d'une recherche idéologique ou doctrinale comme le seront les revues de mouvement intellectuel.

On peut s'interroger sur la portée de la classification, par Régis Debray, des âges intellectuels, que nous avons évoquée ci-dessus. Les deux qui nous concernent ici seraient l'âge universitaire (1880-1930) et l'âge éditorial (1920-1960). Or, une revue comme *L'Action française*, rassemblant diplômés et professeurs universitaires, semble offrir une combinaison des deux. Il ressort de la recension de revues par Andrée Fortin, dans ce qu'elle appelle les revues d'idées, une première efflorescence autour des années trente et une seconde, dans les années 1960-1970, avec une constante vitalité tout au long du siècle après le décollage des deux premières décennies du siècle. Il n'en va pas de même de l'hebdomadaire qui semble plus moribond après la Deuxième Guerre. Donnons un bref aperçu de ligne chronologique d'apparition des revues, question de bien situer *L'Action française* et *La Relève*. La première revue universitaire serait *Le Canada français* (1888)⁵⁸. La profusion de revues durant les années 1910 n'est pas facile à décortiquer dans le classement et l'analyse d'Andrée Fortin, qui ne mentionne pas, par exemple, la *Revue dominicaine* (1915-1961), action significative de l'Église sur le terrain des intellectuels. Elle aura des lecteurs parmi les jeunes intellectuels de sociabilité groulxiste, du moins ceux des Jeune-Canada, de *La Relève* et de *L'Action nationale* et agit comme « passeur » de productions et débats catholiques européens et notamment de la gauche catholique européenne.

Les années 1910 sont donc fécondes en lancement de revues d'idées – *Revue dominicaine*, *Pays laurentien*, *L'Action française*, *Le Terroir*, *Le Nigog*, *Revue moderne*, etc. Les revues intellectuelles se succèdent régulièrement après les premières des années 1910-1920, par exemple : *La Relève* (1934), *Vivre* (1934), *Clarté* (1935), *Les Idées* (1935), *Cité libre* (1950), *Tradition et Progrès* (1957), *Parti pris* (1963). L'explosion des années 1960-70 dépasse notre cadre. Qu'il suffise de retenir que les exemples de revues postérieures à 1930 ou à 1945

⁵⁸ A. Fortin, *op.cit.*, p.65.

pouvant être caractérisées comme des « laboratoires d'idées », abondent, ce qui implique la pérennité d'un genre. Nous avons analysé pour la présente thèse plusieurs pionnières de ce genre au Québec : outre *L'Action française*, *La Relève* mais aussi *Vivre*.

La Relève recherchait une révolution spirituelle, catholique et personnaliste ; *Vivre*, une révolution violente éclectique ; *Les Idées*, la coopération comme système et solution socio-économique. Enfin pour ne citer que quelques revues qui surgissent après 1945, *Cité libre* est la place d'un libéralisme critique empreint de personnalisme mais aussi d'opinions éclectiques ; *Tradition et progrès* recherche une continuité entre les deux termes de son titre ; *Parti pris* est en quête de révolution par le socialisme et l'indépendance du Québec. Parmi les premières revues d'idées, qui soient des revues intellectuelles, seule *L'Action française* nous paraît ressortir comme un laboratoire d'idées, *Le Nigog* comme un regroupement en faveur d'une esthétique d'avant-garde⁵⁹, *Le Terroir* comme un espoir de mouvement mais pourtant la voix d'un organisme établi, à en croire Andrée Fortin. *L'Action française* et *Le Nigog* sont donc les premières manifestations d'une pratique culturelle qui deviendra courante dans le siècle, celle où des intellectuels manifestent leur engagement en faveur de certaines positions par la publication d'une revue qui exprime leur autonomie de pensée et qui est l'étendard d'un mouvement intellectuel. Action engagée et pensée si bien autonomes que pareille revue d'intellectuels sera souvent l'espace de recherche d'une idéologie – esthétique, politique, sociale – à chaque fois manifestant un engagement dans la propension à se compter et se réunir autour d'un idéal. Idéal qui est généralement à la fois politique et socio-économique ou politique et esthétique.

⁵⁹ Regroupement mondain et voix de trois artistes autant que d'un salon, suscitant un débat à la fois idéologique et esthétique selon Michel Lacroix, « De Montesquiou à Montréal : *Le Nigog* et la mondanité », *Voix et images. Littérature québécoise*, no 85, aut. 2003, Montréal, UQAM ; Cf. <http://www.erudit.org/revue/vi/2003/v/n85/index.html> .

3.4 Hebdomadaires de combat et journaux d'intellectuels

Enfin, il nous faut aborder une variante particulière du mouvement intellectuel essentiellement caractérisé par son périodique-phare, le mouvement intellectuel axé sur un journal, hebdomadaire ou non. Quelle différence entre le journal hebdomadaire et la revue ? Tout d'abord, saute aux yeux la différence de format. La différence de format importe autant que celle de la périodicité, en ce qu'elles impliquent des articles de nature différente. L'hebdomadaire comme le journal est sur du papier plié, souvent meilleur marché, voire salissant. La revue a le format d'un livret ou d'un cahier, relié, broché, plus compact et volumineux. L'hebdomadaire ou le journal est un moyen d'action intellectuelle dont la portée est légèrement différente de la revue. L'article de revue peut être une analyse de fond. Par exemple, c'est la revue qui sera au XX^e siècle l'espace naturel du laboratoire idéologique, de la recherche en cette matière. Pour reprendre la nomenclature du *Dictionnaire des intellectuels français*, qui parle de « lieux de production et de diffusion » pour les périodiques, nous pouvons avancer que l'hebdomadaire se consacre davantage à la diffusion et moins à la production que la revue. Bien que les deux types de périodiques s'occupent des deux tâches, l'hebdomadaire d'intellectuels et cherche à obtenir une influence à plus court terme, quand la revue travaille davantage au moyen et au long terme, et plus souvent spécifiquement pour des cercles de l'élite. Nous avons vu les divers types de revues d'idées et de revues d'intellectuels. L'hebdomadaire d'intellectuels serre l'actualité de près, vise en revanche à interpeller directement l'opinion dans l'espoir d'infléchir le politique de façon plus immédiate. L'hebdomadaire d'intellectuels est aussi distinct en ce qu'il ne combine pas son travail à celui de la recherche doctrinale, mais plus directement à l'application et à la diffusion d'une doctrine. Il est particulièrement un hebdomadaire de combat. Il s'applique donc davantage à illustrer un programme qu'à l'innovation idéologique propre aux revues intellectuelles. Bref, l'hebdomadaire intellectuel, généralement hebdomadaire de combat, œuvre moins à la recherche d'une pensée pour

structurer demain qu'à l'application d'une grille idéologique pour juger et guider l'action présente.

Dégageons quelques exemples d'hebdomadaires significatifs de l'Hexagone : *Gringoire* (1928), *Candide* (1924), *Je suis partout* (JSP ; 1930), *Vendredi* (1936), *Temps présent* (1937, indépendant de l'Église). Au Québec : *La Vérité*, *Les Débats*, *Le Nationaliste*, *L'Action*, *L'Ordre-La Renaissance*, *La Nation*, *Le Jour*. En France, plusieurs hebdomadaires sont appuyés par une maison d'édition et quelques-uns, ceux de droite notamment, connaissent un fort succès de tirage (plusieurs centaines de milliers de copies). Ainsi *Candide*, maurassien, est publié par Fayard ; *JSP*, maurassien dissident, fasciste puis nazi, publié par Fayard puis Lesca. *Marianne* est brièvement publiée par Gallimard durant ces années, avec moins de succès. *Vendredi*, devant être une voix libre d'intellectuels des courants du Rassemblement populaire, ne survit pas aux divisions du Front populaire au pouvoir. Arrêtons-nous sur l'exemple de *Gringoire*, retenu dans la présente thèse. *Gringoire* est un journal d'opinion, organe pamphlétaire, qui offre au lecteur l'éclectisme des opinions, avec le ton du pamphlet pour unité. C'est à la fois un journal de la tradition satirique (bien illustrée au XIXe s. en France comme au Québec) avec la caricature, politique, et un journal à prétention littéraire. Son succès repose sur sa capacité à choquer et à distraire, et surtout à ne pas ennuyer le lecteur ! *Gringoire* changera plusieurs fois de ligne. Un bon révélateur à cet égard consiste à mesurer ses retournements face aux crises des années 1930. De l'expression d'un soutien à Poincaré, ils ont vite évolué vers une position d'opposition assez indépendante tout au long des années trente, jusqu'à la guerre⁶⁰. Il n'est pas, cependant, le lieu d'un « laboratoire idéologique ». Œuvre d'intellectuels, *Gringoire*, se résumant à sa publication, n'est pas un mouvement très structuré. Pourtant, ses retournements d'opinion eux-mêmes expriment le rôle spécifique d'intellectuels, qui prétendent juger l'actualité et guider l'opinion, qui la suivent peut-être mais ne suivent pas directement un parti.

⁶⁰ Cf. *Dictionnaire des intellectuels français*, « *Gringoire* ».

Les autres moutures d'hebdomadaire, à distinguer de celui des intellectuels, seraient d'une part le magazine de variétés et de consommation, d'autre part l'organe qui est la voix d'un parti politique plutôt que d'un mouvement intellectuel. Au Québec durant ces années 1930, nous pouvons donner en exemple du premier cas, *La revue moderne*. Dans le second cas, une foison d'hebdomadaires libéraux (tels *Le Cri de Québec* ; *En avant !*), liés aux partis libéraux fédéral ou provincial, *La Province* qui est la voix de l'Action libérale nationale, *Le Temps* qui est l'hebdomadaire de l'Union nationale. Ces hebdomadaires recrutent des intellectuels sans doute mais n'expriment pas le point de vue d'une troupe autonome d'intellectuels dans leur liberté critique ; ils y sont recrutés pour leur compétence de rédacteurs afin de mieux propager et de défendre les politiques du parti. Il nous faut donc bien distinguer ceux qui sont des organes d'intellectuels, tels *Le Nationaliste* et *La Nation*, qui sont la voix d'un mouvement ; peut-être *Le Jour* de J.-C. Harvey. L'indépendance de la presse est rare. L'hebdomadaire d'intellectuels est un média qui incarne et exprime l'autonomie d'un groupe d'intellectuels, malgré le compagnonnage éventuel de partis, compagnonnage fréquent, qui découle du désir de coller à la politique, du désir d'engagement politique plus immédiat que celui de l'idéologie discutée dans une revue. Le journal hebdomadaire permet au mouvement intellectuel un engagement plus proche de l'action par la politique et non pas seulement par le politique, mais toujours en tant que groupe d'intellectuels autonome. *Le Nationaliste* est d'importance pour l'étude des mouvements intellectuels du premier XX^e siècle au Québec, tout comme l'indépendance du *Devoir* : nous approfondirons cette question en Première Partie.

Conclusion

Après les pétitions et les manifestes qui, avec la revue d'école littéraire, sont les premières incarnations de regroupement d'intellectuels, les intellectuels constituent les premiers « mouvements intellectuels » en amplifiant la

permanence, les moyens et l'ambition de ces regroupements. L'organisation la plus complexe de mouvement intellectuel est de type « ligue ». Les premières organisations notables sont la LDH et la LPF. Un des exemples les plus achevés, peut-être le plus évolué et le plus complet des mouvements de type « ligue », serait la L.A.F. parisienne. Dans son chapitre sur « Les Trente glorieuses des intellectuels », Michel Leymarie écrit, attestant du succès de cette stratégie : « L'hégémonie marxiste devient comparable à celle de l'Action française dans les années 1920. »⁶¹ C'est là un succès remarquable pour un mouvement intellectuel, que de s'élever à une puissance sur les esprits un moment comparable aux deux organisations spirituelles ou idéologiques institutionnelles les plus influentes et les plus importantes des « Trente glorieuses des intellectuelles » (Leymarie) mais aussi du « Siècle des intellectuels » (Winock) : la famille catholique et la famille communiste, qui le sont davantage que les libéraux, les protestants, les juifs, les socialistes ou les radicaux. Le républicanisme au sens large en revanche domine via l'État mais justement, catholicisme et communisme, comme la L.A.F., se définissent par rapport à ce républicanisme qui incarne le nouveau pouvoir. À l'autre extrême, on retrouve le type de mouvement plus modeste – et plus commun – qui n'ambitionne que d'être une revue intellectuelle qui exerce une certaine influence auprès d'une certaine élite, de *happy few*. C'est le cas de plusieurs revues non-conformistes des années 1930, par exemple. Les protagonistes des diverses revues de la Jeune-Droite passent, après ces revues à petit tirage, à un autre mode d'action en fondant ou rejoignant des hebdomadaires (après le mitan de la décennie). Outre ces exemples, n'est-ce pas le programme que proclame un titre comme *Avant-garde* ? C'est sans doute aussi le cas d'une *Cité libre*. La plupart des mouvements centrés sur une revue sont tout de même moins confidentiels que les premiers groupes de Jeune-Droite, visant un public plus large et y greffant quelques moyens supplémentaires de diffusion.

Entre les deux donc, et plus fréquemment, le mouvement intellectuel aspire ou acquiert une influence plus large, éventuellement mêlée de structures

⁶¹ Michel Leymarie, *Les intellectuels et la politique en France*, chap. III, p.69.

d' enrôlement plus légères que celles des LDF et L.A.F. Distinguons donc des revues et périodiques à grand tirage ou à grand rayon d'influence : en France, *Candide*, *Combat* (1941), qui ne se dotent guère de structures directement dépendantes d'association, d'édition, de conférence. Distinguons-les de mouvements qui comme *Esprit* créent un réseau de cellules d'amis, réparties sur un vaste territoire, version allégée d'une organisation de type LDH ; *Les Temps modernes* sont un autre exemple de mouvement couronné d'un certain succès. Autour des *Temps modernes* se constitua même une tentative de parti. Distinguons, encore, les revues plus élitistes, laboratoires qui manifestent l'existence d'un mouvement-microcosme – les divers courants de la Jeune-Droite, du personnalisme, etc. Le cas de la revue *Action française* montre que la revue laboratoire appuyée sur une structure peut réussir à édifier un vaste mouvement.

Mais ce travail de classement, pour être achevé, exigerait une enquête qui dépasse le cadre de la présente thèse qui ne se propose que de bien décrire les types constitués par trois exemples, québécois, et leurs pendants français, comme autant de tandems aux genres spécifiques. Il nous semble que ce travail de classement serait une étape de plus à franchir dans l'historiographie des intellectuels. Il nous appartient ici de bien singulariser chacun des trois genres, en France et au Québec, d'établir la valeur ou les limites de la comparaison au sein de chaque tandem, autant sur le plan de la structure, donc du type de mouvement, que de son contenu idéologique, tout en scrutant le degré de relations directes (divers contacts), indirectes (lectures, influences) et de rapprochement idéologique (ou de distances). En résumé, la « ligue d'intellectuels » (L.A.F. et A.f.) est le type le plus ambitieux, celui par lequel un collectif tente effectivement d'organiser un changement de mentalités de la société par la multiplication des moyens et un plan d'ensemble. D'autres types plus courants sont le mouvement axé sur une revue (*Esprit*, *La Relève*, *Ordre nouveau*), dont la force est la recherche idéologique d'avant-garde et le mouvement axé sur un hebdomadaire (*Je suis partout*, *La Nation*), dont la force est de serrer l'actualité de près pour agir à court terme sur le terrain de la politique et non seulement du politique. D'autres encore,

moins novateurs, sont surtout des structures d'association et de mobilisation, axés sur la prise de parole publique en dehors de leurs propres médias (tel Jeune-Canada).

Nous avons défini notre objet d'étude, l'intellectuel dans sa spécificité de pratiques du XX^e siècle, particulièrement le mouvement intellectuel, en offrant une taxinomie qui servira notre analyse des mouvements en cause. Étant donné l'importance de la France dans le monde des lettres occidental, en particulier dans le monde des lettres québécois à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, quand les lettres, l'édition et l'enseignement supérieur n'étaient pas encore tout à fait arrivés à maturité au Québec, contrairement à la France de la III^e République, nous pouvons poser la question des transferts culturels en matière d'émergence des intellectuels et de l'évolution des comportements qui mène à l'essor des mouvements intellectuels dont le Québec ne fut pas privé au XX^e siècle. Les transferts culturels pourraient être pris, comme souvent, dans leur aspect idéologique avant tout. Mais l'approche sociale de l'histoire des intellectuels permet de poser la question autrement. L'engagement civique collectif qui définit les « intellectuels », en tant que nouvelle mouture des clercs, (et non pas l'intelligentsia), est apparu au tournant du XX^e siècle et s'est déployé tout au long du siècle sous différentes formes.

Les intellectuels québécois ont-ils trouvé dans le monde des lettres français, dans ses continents qui leur étaient chers ou familiers, des exemples d'organisation, de stratégie, des modèles d'engagement et d'action, de propagande, c'est-à-dire des modèles de mouvement intellectuel ? Les transferts culturels en question seraient l'adaptation de formes d'engagement collectif variées, soit les différents modèles de mouvements intellectuels qui voient le jour vers 1900, adaptés au Québec pour servir des fins de propagande propres à ces intellectuels québécois. Intellectuels québécois plus ou moins proches ou distincts de leurs contreparties françaises, qui leur serviraient ainsi d'exemple pratique, outre l'idéologie adaptée ou non, selon les cas. Voilà ce que nous allons tenter de déterminer pour chacun des trois exemples de mouvement intellectuel retenu,

espérant ainsi mieux les saisir et apporter un éclairage nouveau sur l'histoire des intellectuels au Québec à travers cette question et comparaison des mouvements intellectuels qui est d'intérêt pour l'histoire des intellectuels, en général.

PREMIÈRE PARTIE

**AUX ORIGINES DE L'ACTION FRANÇAISE : NATIONALISMES ET
INTELLECTUELS QUÉBÉCOIS VERS 1910**

CHAPITRE PREMIER

HISTORIOGRAPHIE DES « INTELLECTUELS » QUÉBÉCOIS ET DE L'ACTION FRANÇAISE

Dans ce chapitre, nous examinerons successivement l'historiographie des intellectuels au Québec, objet qui a suscité un débat historiographique, et de l'Action française de Montréal. L'historiographie traitée est moins celle des intellectuels québécois en général que de l'intellectuel québécois au début du XX^e siècle, dont l'A.f. est un cas d'espèce. Nous devons situer notre démarche elle-même par rapport à cette double historiographie. C'est en introduction à la troisième partie que sera abordée l'historiographie de *La Relève* et de *La Nation*.

1.1 LES INTELLECTUELS AU QUÉBEC

Nous avons établi la distinction opérante entre les clercs engagés à travers les époques et les « intellectuels », vocable retenu ici dans un sens historique pour mettre en relief l'évolution des modes d'action intellectuelle. L'intellectuel du XX^e siècle et le mouvement intellectuel vont de pair et apparaissent simultanément, illustrations de comportements nouveaux de ces clercs engagés. En guise d'introduction, arrêtons-nous sur des extraits révélateurs de la revue *Cité libre*, une des revues intellectuelles classiques du XX^e siècle au Québec, dans son premier éditorial : « Nous ne sommes pas un groupe qui prend la parole en son propre nom et le préambule n'est pas un manifeste. » Suit un énoncé de la prétention de la revue d'être une tribune libre, ouverte à toute une génération, lui permettant de briser le silence sans malaise ni retenue : « *Cité libre* veut être pour tous la maison de famille, celle où chacun peut se montrer au naturel parfait. » Or il n'en sera rien, les souverainistes seront exclus, et les paradigmes de

l'humanisme et du christianisme sont invoqués dans la suite de l'éditorial. La rédaction se contredit sur la revue comme groupe : « Une revue communautaire. Et plus qu'une revue, du moins dans nos rêves. Car la communauté de réflexion et de pensée commande une communauté d'action. *Cité libre* veut être le signe d'un rassemblement précis. » Volonté qui s'exprime plus clairement encore, en conclusion : « *Cité libre* se propose donc de grouper tous les adeptes de cette résistance nécessaire. *Cité libre* aura des groupes d'études, des sessions de travail; elle est au point de départ d'une action. »¹ Cette présentation paradoxale – qui montre que la revue est la voix d'un groupe et simultanément exprime son ambition d'universalité – est très similaire à celle de *La Relève* avant-guerre, tout comme son modèle « d'action », c'est-à-dire son modèle de mouvement intellectuel. Par les deux types de mouvement intellectuel évoqués dans cet éditorial de 1950, celui dont on prétend se dissocier, le manifeste d'une école, celui dont on rêve, avec des cercles d'études orientant l'action autour de certaines valeurs cardinales, *Cité libre* atteste que les modèles de mouvement intellectuel sont familiers et que le lien entre mouvement intellectuel plus vaste et revue d'intellectuels était devenu une ambition obvie. Demandons-nous par quelles actions intellectuelles passées, produites au Québec, tout cela était devenu une évidence en 1950.

1.1.1 Quel intellectuel québécois ?

Yvan Lamonde a apporté une vaste contribution à l'histoire intellectuelle du Québec, amplifiée récemment de son œuvre de synthèse, *Histoire sociale des idées au Québec*. Lamonde inscrit l'histoire des intellectuels dans l'histoire socioculturelle. Pour insérer l'évolution de cette histoire dans son contexte global, social et politique, on pourra aussi recourir à l'*Histoire des idéologies au Québec*

¹ *Cité libre*, no 1, 1950, cité dans A. Fortin, *Passage de la modernité*, p.148-149. Cette présentation est remarquablement similaire à celle du Premier cahier de *La Relève* (1934), que nous analyserons au chapitre V.

de Fernande Roy². Ces deux ouvrages de référence mettent en relief le lien entre intellectuels (au sens a-historique) et l'histoire de la presse au Québec depuis la Conquête. Un débat académique autour de l'usage du terme intellectuel fut initié par un article d'Yvan Lamonde, sur les « intellectuels » au XIX^e siècle³. Plusieurs chercheurs ont contesté l'interprétation du terme intellectuel adoptée par Lamonde qui accompagne son diagnostic sur le XIX^e siècle, où selon lui l'intellectuel n'était pas encore possible au Québec ou plus précisément au Canada français⁴. Pour présenter les vues contraires à la sienne sur ce point, nous allons examiner plus amplement la contribution de Fernande Roy.

1.1.1.1 Yvan Lamonde

L'historien Yvan Lamonde, spécialiste d'histoire culturelle, examine dans l'article en question les préalables socioculturels à l'évolution historique que représente l'émergence de l'intellectuel. La thèse exposée est la suivante : l'intellectuel n'existe pas au XIX^e siècle au Québec, au Canada français, parce que les conditions de développement social et culturel ne sont pas encore réunies. Lamonde se fonde sur des données sociales pour établir une analyse de l'évolution culturelle qui illustre la proportion limitée de lettrés. Cependant, c'est la définition d'intellectuel retenue qui fit débat. Résumons d'abord le propos de Lamonde avant d'examiner les autres tenants du débat.

Ledit article est fondé sur l'étude des recensements et des ouvrages d'hommes de lettres du XIX^e siècle attentifs à ce qu'ils appelaient le « mouvement intellectuel au Canada ». Lamonde retrace, dans l'évolution historiographique, l'émergence du champ socioculturel qui englobe l'histoire des intellectuels, en France puis rapidement au Québec. Lamonde identifie la crise post-sartrienne de l'intellectuel comme condition qui favorisa ce regard

² M., Boréal, 1993 et 2006.

³ Yvan Lamonde, « Les « intellectuels » francophones au Québec au XIX^e s. : questions préalables », *R.H.A.F.*, vol. 48 no 2, aut. 1994, p.153-185.

⁴ Cf. Manon Brunet et Pierre Lanthier (dir.), *L'inscription sociale de l'intellectuel*, PUL-L'Harmattan, 2000.

anatomique. Pour le Québec, Lamonde se livre à une prospection du lexique pour suivre l'évolution de la désignation du phénomène et une étude démographique, du bassin de population « culturelle », enfin une étude de l'évolution des « formes d'intervention » et de sociabilité des gens de lettres du XIX^e siècle. L'intellectuel est donc une espèce en voie d'apparition. La comparaison avec la France s'impose : le substantif est d'origine française et la France demeure la métropole culturelle pour les élites canadiennes-françaises à une époque où le développement culturel du Québec est encore celui d'une petite colonie.

L'intéressante histoire lexicale de l'épithète examine donc la France et le Québec avant 1898 : au départ, le terme est surtout associé à l'excès d'intellectualisme. Le Québec ne dispose pas d'un dépouillement aussi vaste pour étudier le lexique de l'adjectif intellectuel au XIX^e siècle, écrivait Lamonde, mais lui-même a décortiqué une douzaine de titres significatifs (de 1848 à 1901). D'autres dépouillements seraient à faire dans la presse, les correspondances et corpus d'auteurs, indique-t-il. Généralement, dans son échantillon, l'épithète est utilisée dans des études voulant retracer le progrès de la vie intellectuelle au Bas-Canada (Québec) ou au Canada français. Lamonde remarque que cette insistance sur la croissance marque en même temps un inachèvement. Par contre il est aussi question de la supériorité intellectuelle du Canada français, au sens que lui donna le réveil religieux du XIX^e siècle : une civilisation qui allie foi et raison et accorde la supériorité au spirituel et non au matériel comme les Anglo-Saxons.

Quant au substantif, Lamonde fait de Bourget et Barrès ses initiateurs dans le sens péjoratif susmentionné. Presque aussitôt cependant, Henry Bérenger l'applique de manière élogieuse : « Les intellectuels, c'est l'élite. [...] Maurice Barrès est un Intellectuel. » Dans les années précédant 1898 le substantif se répand parmi les journalistes et les écrivains. Bérenger propose une conception d'aristocratie intellectuelle⁵ axée sur la recherche des idéaux, relativement apolitique. Ainsi, lorsqu'éclate le fameux manifeste de 1898, le terme est marqué

⁵ Cf. Henry Bérenger, *L'Aristocratie intellectuelle*, P., A. Colin, 1895. On retrouve là un idéal de méritocratie porté par maints intellectuels depuis l'Âge classique au moins.

positivement, vers l'élitisme, et négativement, vers l'excès et l'anarchie. C'est l'Affaire Dreyfus qui le consacre, et Barrès empêche les dreyfusards de se l'approprier. Ceux-ci sont des intellectuels critiques et Lamonde leur oppose les intellectuels conformistes en précisant que la droite et la gauche inversent leurs rôles entre ces deux pôles selon le sort politique. Nous ajouterions que de chaque côté, simultanément, peuvent se côtoyer des intellectuels de gauche et de droite puisque, par exemple, la droite de Barrès et celle de Maurras sont des droites critiques et non pas conformistes, mais bel et bien critiques de la III^e République. De même les « non-conformistes » des années 1930, intellectuels critiques, peuvent-ils être de droite ou de gauche. Durant l'Affaire Dreyfus ce sont autant les intellectuels de droite que ceux de gauche qui sont critiques – et ceux de droite perdent.

Au Québec, le sociologue Léon Gérin semble être le premier à employer le substantif, dès 1901, inclinant du côté plus péjoratif, dilettante ou bel esprit dans son cas. Lamonde identifie trois traits de la situation française absents du Québec de la fin du XIX^e siècle : l'intellectualisme excessif, l'emprunt excessif aux idéalismes allemands, enfin une classe intellectuelle anarchiste. Ces traits ne nous paraissent toutefois guère liés au critère de l'engagement et à ses formes nouvelles. Il y a non coïncidence, nous indique Lamonde, et cela exige l'examen des différences et de leurs causes. Quelles furent les conditions socioculturelles de l'émergence des intellectuels en France et au Québec ?

Pour la France, Lamonde s'appuie sur Christophe Charle, que nous avons abordé en Introduction : précisément sur la *Naissance des « intellectuels »*, bien sûr, et non *Les intellectuels en Europe au XIX^e siècle*. De nombreuses transformations, libéralisme et progrès du savoir et de l'éducation, mènent à la promotion de la méritocratie sous la III^e République. La République opportuniste suscite bientôt les critiques des républicains radicaux, des socialistes, (sans oublier la droite, ajouterons-nous). Plus spécifique au champ social, le monde des clercs passerait schématiquement de la mort de l'homme de lettres avec le décès de Victor Hugo à une communauté plus vaste, plus large que les professions

libérales. La figure du Savant est solennisée, les artistes et les hommes de plume « s'autonomisent » grâce au développement du marché (après l'étape des droits d'auteur, etc.). Cette catégorie plus vaste est capable de contester le pouvoir social d'autres élites, les professions libérales, le système académique en place, en conjonction avec un élargissement du public concerné par leur autorité. Les transformations structurelles du milieu culturel sont importantes : urbanisation, centralisation, laïcité militante, instruction publique obligatoire qui accélère l'alphabétisation et multiplie la diplomation, tandis que l'État établit de nouveaux rapports avec le savoir dans une Université réformée. L'évolution de la presse permet la généralisation de ces processus. Les manifestes intellectuels et les mouvements dépendent beaucoup du développement de la revue et de la presse bon marché.

Le Québec connaît-il des évolutions et des crises semblables à la fin du XIX^e siècle ? L'urbanisation est peut-être moindre, mais la Métropole centralise également la croissance. Un décollage culturel depuis la mi-siècle se manifeste dans la production, les moyens, les institutions et s'accompagne de l'alphabétisation poussée par les politiques scolaires. Onze collèges avaient été remis et mis en place après la Conquête, avant 1850 ; neuf nouveaux sont fondés entre 1850 et 1900. Deux universités (francophones) sont fondées. L'Université Laval nationalise le baccalauréat en l'agréant à sa Faculté des Arts, fondée en 1865, avant que l'Université de Montréal ne le fasse également dans les années 1920. L'essor scolaire et universitaire suscite des crises – outre les querelles entre évêchés sur les universités notamment - entre Église et État. L'Université cléricale ne connaît pas encore les réformes ni les avant-gardes critiques de l'Université de la III^e République. La profession enseignante se « confessionnalise » et se féminise, à la suite des gains de l'Église sur les partisans de l'État en matière d'éducation. L'exemple de Jules Ferry sert d'épouvantail et les républicains et laïcs ne gagnent pas cette lutte. Mais l'État ne reste pas inactif pour autant. La presse libérale puis les syndicats réclament la gratuité et l'obligation scolaires. Elle critique aussi l'enseignement clérical et le collège classique. L'accès au

savoir demeure un terrain de lutte entre laïcs et cléricaux, comme l'illustre la querelle de la Bibliothèque publique qui aboutit à la création de deux institutions d'envergure, laïque et cléricale. Le développement du journalisme et de la littérature, avec la presse de masse et les feuilletons, établissent les conditions d'émergence des « intellectuels » nouveau genre : elle est matériellement possible. Lamonde rappelle la taxinomie balzacienne de la presse du XIX^e siècle pour décrire son développement au Québec. Les débats et polémiques sont animés, notamment les crises politiques de la Confédération suscitent un regain du nationalisme « français ».

Pour mesurer l'essor du bassin démographique culturel fin-de-siècle, Lamonde analyse les recensements et la terminologie courante dans son corpus. Les termes les plus fréquents pour désigner les clercs sont : écrivain (le plus courant), littérateur, lettré, homme de lettres, auteur, publiciste, journaliste. Dans les recensements n'apparaissent pas exactement les mêmes catégories qu'en France (notamment savants et professeurs). Lamonde dégage d'autres catégories pour dénombrer les professions libérales, les enseignants, etc. Le bassin démographique nécessaire à l'émergence des intellectuels est présent. Ajoutons que le bassin est sans doute plus large encore que cette lecture des recensements ne permet de le deviner : comme soulevé dans *L'Inscription sociale de l'intellectuel*, les intellectuels du XIX^e siècle exercent très souvent une autre profession pour gagner leur vie, profession que la plupart déclarera au recensement.

Quelles sont les formes d'intervention qui préfigurent l'irruption de « l'intellectuel » ? Les types d'intervention publique sont en voie de se formaliser et c'est surtout le polémiste publiciste qui préfigure l'intellectuel, selon Lamonde. Maintes pratiques sont déjà courantes dans la vie culturelle et politique : pétition, campagne de souscription, protestations publiques d'individus. Ces pratiques civiques, comme le manifeste politique, étaient des préalables aux actions des intellectuels analysés par Charle ou Sirinelli. Au XIX^e siècle les affaires demeurent judiciaires et les manifestes politiques, et les polémiques d'homme à

homme, sans que des pratiques soient « autonomisées » au niveau de l'intelligentsia. L'engagement demeure, pendant les trois premières décennies de la Confédération, dans la politique plus que le politique, avance Lamonde. À l'origine, l'intellectuel non laïcisé est-il possible ? s'interroge-t-il. Est-ce que le substantif peut être appliqué à des intellectuels catholiques conservateurs dans un pays catholique ?

Enfin, Lamonde récapitule les sociabilités intellectuelles : élément intéressant qui dégage diverses pistes de recherche socioculturelle, en histoire des intellectuels. Retenons la répercussion de l'affaire Dreyfus dans les périodiques québécois, l'influence de Barrès et Bourget, et l'étude de la poursuite de ce développement au XX^e siècle, direction où nous espérons apporter une contribution avec la présente thèse. Les lieux, les instances, les occasions de regroupement se déclinent ainsi : cercles, librairies⁶, écoles d'art ou de style, congrès. Mais aussi, notons-le, les fondations de journaux et de revues : la revue commence à prendre forme. Les associations et ligues se multiplient surtout au début du XX^e siècle, pouvons-nous également souligner. En conclusion, Lamonde détermine que ni le mot ni la réalité de l'intellectuel n'existent au XIX^e siècle. Les conditions sont réunies pour le rendre possible, sauf à travers l'Université et dans l'absence de professionnalisation de l'enseignement, où recule le laïc. Le débat politique et idéologique libéral-ultramontain monopolise les énergies et la « cléricisation » bloque une certaine possibilité de se poser individuellement en autorité morale au nom de la raison.

1.1.1.2 Fernande Roy

En contrepartie à l'article d'Yvan Lamonde, Fernande Roy, historienne spécialiste du XIX^e siècle et des mondes de la presse et du livre, a montré comment les « publicistes » de cette époque pouvaient être considérés comme des

⁶ À cet effet, consulter Fernande Roy, *Histoire de la librairie au Québec*, M., Leméac, 2000.

intellectuels, au sens de l'engagement⁷. En somme chacun ne traite pas exactement du même objet. La question relève partiellement de la définition utilisée : historique ou fonctionnaliste ? Les deux sont justifiables et nous avons recours à la définition historique ici pour faire ressortir avec clarté une évolution historique, un comportement daté⁸. Fernande Roy résume bien les critiques qui ont été adressées à la position défendue par Yvan Lamonde dans son article sur les intellectuels québécois au XIX^e siècle.

Pour Fernande Roy, l'intellectuel canadien-français typique du XIX^e siècle est le journaliste, c'est-à-dire le « publiciste ». C'est un homme du culturel mis en situation du politique. Ajoutons qu'ils correspondent même, en revendiquant la liberté (notamment de presse), à la définition moins fonctionnaliste que relève Charle dans les années 1890, celle du Parti des intellectuels, « parti » qui aborde le monde social en fonction de valeurs universelles contestant les valeurs établies⁹. Les intellectuels du XIX^e siècle, ainsi définis comme catégorie d'analyse, sont donc principalement les journalistes, lesquels ont œuvré, lutté même, depuis la fin du XVIII^e siècle pour instaurer un espace de débat civique. Après les gazettes de cette époque, notamment celle de Jautard et Mesplet, partisans des Lumières, qui subissent une prompte répression en fonction de leurs idéaux républicains, et du contexte des guerres avec les États-Unis en pleine révolution, c'est la parution du *Canadien* en 1805 qui inaugure le renouveau de la presse canadienne, plus tard dite canadienne-française. De 1800 à 1839, nous instruit F. Roy, il se fonde un peu plus de cent périodiques au Québec, dont 47 en français (et 6 bilingues). En 1839, une nouvelle vague de répression à la suite des Rébellions des Patriotes réduit à nouveau considérablement le nombre de périodiques, surtout de langue française. La presse de cette époque, quoique caractérisée par des attaches partisans, poursuit la défense de certains idéaux. Ce

⁷ « Les intellectuels canadiens-français du siècle dernier : les journalistes », *L'inscription sociale de l'intellectuel*, p.331-350.

⁸ C'est-à-dire que dans un cas il s'agit d'étudier le publiciste comme une figure d'intellectuel en son temps et dans le nôtre d'étudier la transition entre « publiciste » et « intellectuel » au même sens historique que « philosophe » pour le XVIII^e, comme autant d'étapes dans l'histoire socioculturelle du clerc, tel qu'exposé en Introduction.

⁹ Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels », 1880-1900*, P., Minuit, 1990.

sont les idéaux libéraux, de la liberté de presse principalement, et des libertés de conscience, du droit de vote et du gouvernement élu ou alors les idéologies contraires. Soit qu'elles sont celles de partisans de valeurs de l'Ancien régime, à l'instar de certains cléricaux de tendance réactionnaire, soit celles des organes du parti anglais qui souhaite défendre des privilèges contre le principe du gouvernement élu.

Malgré la défaite de 1838 et la répression qui s'ensuit, ce combat idéologique se poursuit tout au long du XIX^e s. Émerge à cette époque charnière, selon F. Roy, la figure d'Étienne Parent, publiciste libéral. Entre 1840 et 1879, un nouvel essor de la presse canadienne-française permet à cet espace de débat civique de devenir une réalité. La presse politique prend alors son envol véritable. Tous ces journaux sont rattachés de près ou de loin à un parti – rouge, libéral, conservateur, ultramontain – que ce soit à titre d'organe officiel ou sur la base d'une plus grande autonomie. Ces liens avec la politique n'empêchent point qu'il s'agisse bien souvent de débats relevant proprement du politique. Il s'agit de la lutte pour la démocratie. Remarquons que l'obtention du gouvernement responsable en 1848 représente une victoire pour ses partisans, laquelle favorise cet essor de la presse.

La répression gouvernementale s'estompe donc, et c'est désormais l'Église qui s'oppose ou tente de limiter la liberté de presse après le mitan du siècle. Fernande Roy réfute cependant les représentations de la vie intellectuelle de la seconde moitié du XIX^e s. qui accordent à l'Église un réel pouvoir de censure, une autorité trop absolue en la matière. Elle nous rappelle les limites bien concrètes de ce pouvoir. F. Roy rappelle notamment que les journaux condamnés par des évêques sont généralement plus marginaux, les évêques évitant de s'en prendre aux journaux trop bien établis qui ne sont plus autant à leur portée, et qu'au surplus ces journaux plus marginaux reparaissent très souvent dès le lendemain en changeant simplement de titre ! L'Église exerce donc une autorité qui tente de contraindre la liberté de la presse mais cette autorité connaît des limites importantes, de telle sorte qu'on peut effectivement parler d'une presse libre dans

la seconde moitié du siècle. En ce sens, l'autonomisation de l'intellectuel est donc une réalité dès cette époque.

Dans son *Histoire des idéologies au Québec*, Fernande Roy illustre déjà combien les journalistes furent les intellectuels québécois depuis la fin du XVIII^e s. et l'instauration d'une presse locale, en présentant la synthèse des idéologies en concurrence depuis cette époque jusqu'à nos jours. L'intellectuel est bien sûr défini implicitement comme un agent créateur, diffuseur et promoteur d'idéologies. La condition sociale nécessaire à son existence est ici davantage liée aux conditions d'existence d'une presse écrite : éducation, lois, conditions matérielles. L'idéologie est définie ainsi :

Les idéologies sont une composante normale de la vie en société. Elles représentent un moyen – limité mais incontournable – de fixer ou de modifier les règles du jeu social. Elles forment des ensembles coordonnés de valeurs [...] qui légitiment une situation donnée ou qui présentent un nouveau projet de société. [...] Facteurs d'intégration et de rassemblement, les idéologies mobilisent en vue de l'action.¹⁰

Les journalistes du XIX^e s. ont construit un espace de débat idéologique relativement libre. À la fin du siècle apparaît la presse de masse. Elle demeure liée de près au pouvoir politique, mais le journal n'est plus autant l'organe d'expression des intellectuels : « la presse s'oriente nettement vers l'information, mais elle demeure un moyen d'influence et elle fait encore une place aux débats de société¹¹ ». Les journalistes au XIX^e s., luttant pour établir un espace public de discussion, espace nécessaire au déploiement des engagements, ont donc, en ce sens, assumé la fonction d'intellectuel, c'est-à-dire l'engagement de clercs dans l'espace public au nom d'idéaux et d'idéologies.

¹⁰ F. Roy, *Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*, M., Boréal, 1993, p.9.

¹¹ F. Roy, « Les intellectuels canadiens-français du siècle dernier : les journalistes », *L'inscription sociale de l'intellectuel*, p.350.

1.1.2 Andrée Fortin

On ne comprendrait rien à l'évolution intellectuelle des Canadiens français si on n'étudiait d'abord l'histoire du journalisme chez eux.
Adélard Dugré, *L'Action française*¹²

Nous avons recours à l'ouvrage de référence sur la presse québécoise de Hamelin et Beaulieu pour identifier sommairement les périodiques étudiés ici, et leurs collaborateurs¹³. À quoi s'ajoute le volume de la sociologue Andrée Fortin sur l'histoire des revues d'intellectuels étudiant les clercs engagés au Québec depuis la Conquête¹⁴. L'intérêt de l'ouvrage d'Andrée Fortin pour les spécialistes des sciences sociales et des lettres intéressés par l'histoire intellectuelle québécoise est de brosser un portrait de l'évolution de l'engagement intellectuel qui englobe les principales publications périodiques animées par des intellectuels, au sens fonctionnaliste, depuis le début de l'imprimerie au Québec jusqu'à nos jours. Élément intéressant, Fortin a retenu de l'ensemble de cette masse énorme de publications, le premier éditorial, pour caractériser chacune des publications et surtout l'évolution du discours des intellectuels à propos de leur propre comportement. Il s'en dégage quelques constantes à la fois significatives et amusantes, tel le leitmotiv des nouvelles publications depuis le XIX^e s., qui prétendent combler un vide béant dans le paysage éditorial en permettant à une sensibilité de s'exprimer enfin. L'intérêt de l'ouvrage de Fortin pour le chercheur est donc de retrouver ainsi un compendium d'une quantité remarquable de périodiques et leur propre présentation inaugurale, sur une longue durée.

Le problème posé au chercheur par cet ouvrage relève quant à lui de définitions mal établies, voire concurrentes, qui emmêlent l'analyse. Quand l'intellectuel du XX^e s. est associé à certains comportements, il ne peut être limité à une idéologie. Lorsqu'il est défini comme « homme du culturel mis en situation

¹² « La défense de notre capital humain – ses ennemis moraux », *L'A. f.*, févr. 1926, p.70.

¹³ Jean Hamelin, André Beaulieu, *et al.*, (dir.), *La presse québécoise des origines à nos jours*, X t., PUL, 1973-1990.

¹⁴ Andrée Fortin, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues (1778-2004)*, 2^e édition, PUL, 2006.

du politique », à travers ses différentes incarnations historiques, son engagement ne peut pas davantage être limité à l'un des camps idéologiques dans l'arène, nous l'avons vu en introduction et réitéré à propos du débat sur le clerc engagé du XIX^e s. Or cette association trop limitative, entre idéologie dreyfusarde et intellectuelle, pose de nombreuses difficultés dans l'ouvrage de Fortin, dont l'axe principal semble être la « modernité » avant tout.

Autre difficulté de méthode, la définition de « revue » n'apparaît pas clairement. Une caractéristique de la revue, lieu culturel de l'époque contemporaine, est qu'elle apparaît après une longue évolution en spécialisation de la presse périodique : des gazettes d'origine se démarquent graduellement le journal, puis le grand quotidien d'information avec feuillets, l'hebdomadaire, le bulletin et puis la revue qui évolue vers l'approfondi quand le journal développe l'actualité. Elle s'en distingue par la dimension extensive de ses textes, plus analytiques que de nouvelles, dont elle constitue un recueil périodique à parution par conséquent plus espacée que la feuille qui s'arrime directement à l'actualité, journal ou hebdomadaire. Nous l'avons vu, la revue se distingue du journal, de l'hebdo et bien sûr du quotidien, par un format distinct et un contenu d'articles moins journalistique.

Or la revue apparaît, dans l'ouvrage d'Andrée Fortin, avec la presse périodique au Québec au XVIII^e s., avec la *Gazette* de Mesplet. Elle se confond donc avec le journal et toute forme de périodique avant le XX^e s., avec l'hebdomadaire au cours du XX^e s. Pourtant l'évolution de cette différenciation serait digne d'attention, en tout cas la clarté de l'examen du XX^e s. bénéficierait d'une identification claire de la revue. Le quotidien moderne, justement, émerge comme un média d'information de masse dans les dernières décennies du XIX^e s., ce qui le démarque nettement de la revue. La revue se définit peu à peu par une périodicité plus espacée pour livrer des textes de réflexion moins arrimés à l'actualité. Il serait loisible alors de mesurer avec précision l'évolution de cette distinction, accomplie au moment de l'émergence de « l'intellectuel moderne, du XX^e s. »

Fortin choisit de délaissier la classification de Julliard¹⁵ pour en proposer une pour le XX^e s. (revue d'idées, artistique, savante) à laquelle s'ajoute la « pré-moderne », fourre-tout. En mêlant ces quatre catégories, l'ouvrage de Fortin recense en fin de compte une foule de périodiques au long des XIX^e et XX^e s. qui ne sont pas des revues, et on s'étonne de voir que la distinction de la revue par son format et le caractère de ses articles ne soit pas un critère de tri. Il en résulte que de véritables revues sont omises et que le portrait d'ensemble de la revue au Québec est brouillé. En tout cas, nous estimons que cette distinction du médium revue est un préalable pour l'analyse du XX^e s. L'évolution de ces distinctions est un fait accompli pour le lecteur francophone au tournant du siècle, de telle sorte que lorsque les mouvements intellectuels se cristallisent, avec les premières ligues intellectuelles, la revue devient naturellement le moyen d'expression intellectuel par excellence. On devine à travers l'ouvrage de Fortin un foisonnement au milieu du XX^e s. Or il est malaisé d'y départir les revues intellectuelles des autres publications périodiques, ce qui fait que le traitement de chaque mouvement et revue intellectuels proprement dit, est trop bref.

Autre élément de définition qui pose problème : le substantif «modernité». Par convention, Andrée Fortin distingue «pré-modernité», «modernité» et «post-modernité»; or ce dernier terme est le seul à correspondre avec le nom donné à une époque précise en Occident. De la modernité de la revue on glisse à celle de la société ou de l'idéologie, ce qui brouille l'entendement, puisqu'en fait une pléthore de périodiques des XVIII^e et XIX^e s. sont modernes, partisans des Lumières, libéraux, etc. Fortin explique : «La catégorie pré-moderne est constituée sur une base chronologique et va du début du corpus jusqu'à l'avènement de la modernité.¹⁶ » Nous ne comprenons ni pourquoi la modernité « advient » en 1918 plutôt qu'avec l'arrivée de la presse et du combat pour la démocratie, à la fin du XVIII^e s., par exemple, ni pourquoi parmi les périodiques du XX^e s. le dépouillement ne fait pas le tri pour se concentrer sur la revue en

¹⁵ Jacques Julliard, « Le monde des revues au début du siècle », *Les revues dans la vie intellectuelle, 1885-1914*, no spécial des *Cahiers Georges Sorel*, no 5, 1987, p.3-9.

¹⁶ Andrée Fortin, *Passage de la modernité*, 2006, p.30.

divers genres. Ce semble être là une source de confusion dans l'ouvrage de Fortin entre l'époque tout entière et l'objet étudié, la revue et surtout l'idéologie qu'elle défend. La « modernité » devrait se limiter à la description du périodique et non se confondre avec l'époque, encore moins l'idéologie du périodique, puisque comme Fortin l'indique pourtant bien, cette pensée « moderne », typique des Lumières, domine pour ainsi dire les premiers périodiques de langue française du Québec. Ce n'est que plus tard que l'Église décide qu'elle doit se jeter dans la partie et occuper, elle aussi, ce terrain. Il est même permis d'avancer que c'est plus tard que l'idéologie cléricale catholique au sens large connaît son époque la plus faste, après 1850.

Il nous appert que la ligne de partage la plus pertinente devrait se trouver sa dans les revues et leur facture. Mais selon Fortin, « [l]e format n'est pas un critère : ce peut être celui du livre, du journal ou du magazine.¹⁷ » Dans cet énoncé, Fortin reconnaît pourtant trois types d'organes périodiques différents. Sans critère de format ou de contenu, il n'y a guère de revue. Or il semble que pour Andrée Fortin la définition des critères soit idéologique et que l'intellectuel se confonde avec *intelligentsia*, sans référence à l'engagement. Or, l'un n'implique pas l'autre. Si la définition sociologique, que nous identifions ici à *intelligentsia*, possède sa propre légitimité, à condition d'être clairement précisée, la définition idéologique, qui n'est pas clairement précisée, ne fait qu'embrouiller l'analyse. Fortin associe davantage l'intellectuel moderne avec un processus d'autonomisation par rapport au politique, en dehors du politique, qu'avec l'engagement civique. Le problème est l'association de cette autonomisation avec une seule idéologie, elle-même confondue avec une époque, un très court XX^e siècle. En effet Fortin prétend que la modernité se définit ainsi : « la science remplace la foi comme modèle d'explication du monde, et le politique détrône la tradition comme modèle d'intervention dans celui-ci. Le *credo* cède la place au *cogito*... » Elle ajoute : « [la société] marche vers la démocratie. En même temps

¹⁷ A. Fortin, *op.cit.* : p.28.

se développe l'individualisme.¹⁸ » La modernité ainsi définie n'est pas advenue en 1918 mais remonte à la Renaissance et aux Lumières, or le libéralisme règne au Québec au XIX^e s. Puisque Fortin retient comme intellectuel « celui ou celle qui contribue à la fondation d'une revue¹⁹ », définition qui entre en contradiction avec une application idéologique, et que la revue n'est pas identifiée comme facture spécifique de périodique, l'objet mesuré est moins intéressant, du moins pour le XX^e s. Cette définition de l'intellectuel par la fondation d'une revue se rapproche dans bien des cas (sauf peut-être la revue scientifique) de la définition fonctionnaliste par l'engagement, ce qui nous éloigne de la plus vaste intelligentsia.

Fortin parle « du moment inaugural de la modernité, qui correspond à l'année de fondation du *Nigog*.²⁰ » Dorénavant, trois types de revues se distinguaient : revue artistique, revue d'idées, revue savante. Pourtant, selon son propre classement des revues en annexe²¹, les premières revues d'idées sont fondées avant *Le Nigog* et la revue savante est bien établie depuis des décennies. La démonstration de l'avènement de la modernité, dont la deuxième moitié du corpus devrait selon Fortin nous convaincre²², est pourtant contredite par sa première partie où les périodiques « modernistes » sont foison. C'est ainsi que la confusion entre pratique des intellectuels et idéologie nuit à l'exposé. Pourquoi sinon retenir *Le Nigog*, dans la présentation de l'ouvrage, le découpage des chapitres et des époques, comme la première revue qui incarne la « modernité » au Québec ? C'est un mélange entre deux facteurs, une idéologie libérale et d'avant-garde, émancipée de l'Église, pourtant très présente dès le tout début de son histoire des périodiques, et une autonomisation. *L'Action française* ne correspondrait pas à ces deux critères (puisque *Le Nigog* lui est préféré), or c'est le contenu de *L'Action française* qui est retenu dans son chapitre sur la modernité des revues et non celui du *Nigog* ! Il apparaît que *L'Action française* pourrait

¹⁸ Fortin, *op.cit.*, p.3.

¹⁹ *Ibid.*, p.12.

²⁰ *Ibid.*, p.10.

²¹ *Ibid.*, Annexe : « Corpus par ordre chronologique et selon les genres », p.411.

²² Fortin, *op.cit.*, p.13.

encore plus symboliser la première revue « moderne », (ou une des premières) lorsqu'on s'attarde à la revue comme lieu culturel, d'engagement des intellectuels, avant leur idéologie. *L'Action française* est sans conteste une des premières revues d'intellectuels du Québec, quand on définit la revue d'intellectuels comme l'expression d'un collectif d'intellectuels rassemblés par des valeurs et une idéologie à défendre. *Le Nigog* en est un autre exemple, paru au même moment (exactement deux ans plus tard).

Fortin affirme aussi que la modernité de l'intellectuel se constitue lorsque celui-ci s'émancipe de la politique, comme de la religion, accomplissant une autonomisation de son champ d'activité, analyse qui se rapproche de la sorte de Christophe Charle et d'Yvan Lamonde. Or cette autonomie ne devrait être confondue ni avec la droite ou la gauche, ni avec l'apolitisme. Au XX^e s., même les écoles d'art sont politisées. Cette autonomie n'est pas l'expression d'une idéologie particulière – critique de la tradition et de la religion en l'occurrence, qui fait oublier à Fortin que le mouvement des Patriotes était libéral et républicain cent ans plus tôt, comme Mesplet d'ailleurs dès 1778. L'autonomie devrait plutôt être associée à la forme « moderne » de la revue et des mouvements qu'elles incarnent. L'évolution, qui sépare la presse de masse du périodique de réflexion, revue ou cahier, devenu la voix d'un groupe spécifiquement intellectuel à la distinction du journal de masse, correspond à une évolution de l'action intellectuelle. Celle-ci devient effectivement l'expression d'une sphère plus autonome grâce aux nouvelles structures et aux nouvelles tribunes que se créent ou s'accaparent les intellectuels du XX^e s., se liant pour exercer une influence.

L'idée de retenir le premier éditorial était intéressante et elle a permis de dresser une vue d'ensemble des périodiques québécois et de leur évolution. Mais dorénavant il faudrait faire avancer notre connaissance des intellectuels québécois du XX^e s. en mettant en contexte chacun des mouvements, en distinguant les types de périodiques et ceux des intellectuels. Citons enfin une remarque qui dégage une part de vérité : « ...l'émergence de certains discours à des moments précis ne relève ni de la cuisse de Jupiter, ni de la génération spontanée. Ainsi, en 1963,

Parti pris aurait-il été possible sans les cinq revues indépendantistes parues entre 1957 et 1959 ?²³ » Les intellectuels avancent souvent en s'appuyant sur leurs prédécesseurs immédiats, à la fois pour leur recherche idéologique et leurs pratiques militantes, leurs stratégies d'actions intellectuelles, comme notre citation de *Cité libre* en donnait un exemple.

1.1.3 Gérard Bouchard

Tentons de résumer le travail d'interprétation de la vie intellectuelle du Québec entre les Rébellions et la Révolution tranquille (1840-1960) élaboré par l'éminent historien et sociologue Gérard Bouchard dans une récente « trilogie » : *Raison et contradiction*, *Les Deux chanoines*, et *La Pensée impuissante*²⁴. *Raison et contradiction* présente la base théorique de cet exercice de méta-interprétation des sociétés à travers les productions de leurs intellectuels. Gérard Bouchard a analysé la production intellectuelle du Canada français d'après ses « mythes ». Le mythe vient au secours de la pensée, énonce le sous-titre du premier volume. De l'autre côté, chaque société nationale, chaque culture est définie par un imaginaire collectif lequel se transforme dans le temps, grâce à un nouveau mythe – dominant, faut-il comprendre. Lequel, ainsi associé à un imaginaire collectif dominant, devient un amalgame de toutes les productions culturelles d'une nation, ensemble que l'auteur va analyser d'après l'œuvre de quelques penseurs, représentatifs de l'idéologie qui définit ainsi une époque. Ce saut logique entre l'œuvre de quelques penseurs et un imaginaire collectif unique qui définirait tout d'un trait une civilisation, que Gérard Bouchard rassemble dans le terme « mythe », pose des défis à l'analyse qui ont soulevé la critique²⁵.

²³ A. Fortin, *op.cit.* : p.8.

²⁴ Gérard Bouchard, *Raison et contradiction. Le mythe au secours de la pensée*, Québec, Nota Bene, 2003, *Les deux chanoines. Contradiction et ambivalence dans la pensée de Lionel Groulx*, M., Boréal, 2003 ; *La Pensée impuissante. Échecs et mythes nationaux canadiens-français (1850-1960)*, Boréal, 2004.

²⁵ Fernande Roy, « L'émiettement de la pensée canadienne-française par Gérard Bouchard », *Études d'histoire religieuse*, vol. 71, 2005, p. 89-99. J.-Y. Thériault, « Les deux Groulx de Bouchard : un monstre de contradiction », *L'Action nationale*, oct. 2003, p.46-51.

Bouchard compare la production de mythes du Canada français avec la production intellectuelle de mythes nationaux chez d'autres peuples occidentaux, essentiellement des nouveaux mondes, piste comparative qu'il explora fructueusement auparavant. Bouchard soutient que les peuples réconcilient leurs contradictions internes en élaborant des mythes, fédérateurs et mobilisateurs, qui permettent à la fois d'assurer la cohésion nationale et de transcender les divisions, de progresser, avec une résilience collective. Les mythes permettent aux nations d'avancer en évitant guerre civile, effondrement ou délitescence. Ces grands mythes se diviseraient en trois catégories : mythes radicaux, organiques, équivoques.

La théorie avancée dans *Raison et contradiction* repose sur l'énoncé suivant : la raison seule ne pourrait résoudre les contradictions nationales, ni entre différentes valeurs défendues, que ce soit comme nation dans une constitution ou comme intellectuel dans une action. Le mythe, ruse de la raison, permet soit d'écarter ces contradictions, soit de pourvoir une dialectique réconciliant ou transcendant ces oppositions dans une dynamique créative. Bouchard présente ensuite des exemples de nations ayant éprouvé l'empire d'un des trois types de mythes. Le premier type de mythe, radical, permet la révolution : faire table rase du passé pour fonder une société meilleure. La France révolutionnaire en est un bon exemple – la France républicaine n'est bien sûr pas demeurée éternellement dans une position radicale de rupture. Remarquons en effet que la France de la III^e République et ses héritières, la V^e en particulier, sont sorties de la pensée radicale, forgeant une pensée organique fonctionnelle, dans une France officielle largement réconciliée avec son passé d'Ancien régime. Bref, le « mythe radical » ne peut qu'être utilisé ponctuellement. Bouchard écarte rapidement ce modèle radical parce qu'il ne peut qu'être d'usage épisodique. C'est le « mythe organique » qui intéresse l'auteur. Pourtant, c'est la Révolution tranquille, radicale, qui ressort au chapitre des solutions et des réussites québécoises après l'échec du Canada français.

Le « mythe organique » permettrait de réconcilier les contraires dans une dialectique offrant généralement une solution durable pour les sociétés. Le modèle de succès est donc principalement les États-Unis, qui auraient réussi grâce au mythe du rêve américain – notons au passage que l'indépendance des États-Unis est négligée comparativement à 1789, mais passons. Bref, Bouchard cite d'autres exemples, le mythe indigéniste mexicain et au Brésil notamment. Mais c'est avant tout le rêve américain qui illustre cette conciliation mythique que réussit le mythe organique, où l'effort individuel permet d'échapper à la misère, ce qui permet de résoudre la contradiction entre la promesse de liberté et d'égalité et l'inégalité extrême de la société et de l'économie états-uniennes. C'est bien un mythe, explique Bouchard, puisque l'examen rationnel ne démontre pas une grande égalité des chances. Le mythe organique est selon Bouchard le plus fonctionnel, c'est la clé de la réussite pour une nation.

Le « mythe équivoque » définirait quant à lui l'échec. Le mythe équivoque associe des contraires sans véritablement parvenir à les réconcilier. Il serait le lot des nations dominées, car ces formes sont plus courantes dans de petites nations, spécialement celles qui n'ont pas réussi l'indépendance, comme le Québec ou certaines nations d'Europe de l'Est. Bouchard développe l'exemple du Québec. Dans les deux autres ouvrages, Bouchard applique cette théorie du « mythe équivoque » au temps du Canada français. Les intellectuels de cette société ne seraient pas parvenus à trouver des clés, organiques ou radicales, capables de briser le nœud gordien de son sous-développement. Or, c'est par une ration de pensée radicale, que le Québec de la Révolution tranquille s'en est affranchi, en définitive. Bouchard n'attribue pourtant pas grand mérite de cet aboutissement aux penseurs précédant cette époque – tout à l'opposé donc d'un pendant des *Origines culturelles de la Révolution française*²⁶. Bien que ces contradictions reflètent les difficultés de la nation québécoise, Bouchard avance que les intellectuels en question auraient réussi s'ils étaient parvenus à trouver des

²⁶ Roger Chartier, P., Seuil, 1990. Relevons le contraste avec J.-Ph. Warren et E.-Martin Meunier, *Sortir de la grande noirceur* et Michael Gauvreau, *The Catholic Origins of Quebec's Quiet Revolution*. Cf. Bibliographie.

solutions opérationnelles de type organique ou radical - comme finalement en 1960. Certes, Bouchard impute la contradiction non pas à des penseurs individuels, mais à une époque, celle de la vie intellectuelle du « Canada français²⁷ » : de 1850 à 1960, le Québec aurait été coincé dans une situation politique et économique difficile qui se reflétait chez ses intellectuels, lesquels ne parvenaient pas à élaborer des voies de solution pour en extirper la nation. Bouchard hésite d'un côté à blâmer les intellectuels, quand cela découle des horizons bouchés de la société, des contradictions découlant des allégeances diverses, et en partie adverses, des élites du Québec, entre Londres, Rome, Paris et Washington. Il faudrait d'ailleurs ajouter Ottawa.

Pourtant, dans le corps de l'analyse, les intellectuels deviennent responsables du « mythe équivoque » qui caractériserait l'époque. Par conséquent, leur œuvre apparaît à la fois comme un échec retentissant et source des difficultés du Canada français, que Bouchard présente assez intégralement comme un échec. Bouchard recherche les occasions manquées des intellectuels retenus, et avance, implicitement, qu'ils auraient dû, et pu, régler la situation en élaborant un mythe organique efficace qui fût en même temps, semble-t-il, radical, puisqu'il aurait permis une rupture avec le colonialisme intellectuel. De fait, se rapprochant par ce glissement de l'ancienne École de Québec²⁸, Bouchard en vient donc à blâmer les penseurs et les élites canadiennes-françaises, davantage que les conditions résultant de la Conquête et de l'échec des Rébellions, pour les difficultés du Québec à travers l'époque du Canada français. Il s'empêche entièrement d'évaluer si leurs propositions intellectuelles étaient des apports utiles aux Canadiens français de l'époque, voire des pistes de solution, parfois mises en pratique, qui permettaient d'améliorer leur sort et de viser à une émancipation à long terme. Car

²⁷ Les guillemets renvoient aux changements de nom de la nation selon les époques et les statuts ou les variations de son cadre politique : canadienne, canadienne-française, québécoise. Le siècle qu'étudie Gérard Bouchard est celui du Canada français.

²⁸ Pour mémoire, l'École de Québec en historiographie, blâmait les Canadiens français pour leur infériorité économique et leur situation de dominés après la Conquête, présentée d'ailleurs comme un bienfait civilisateur par certains, tandis que l'École de Montréal imputait à la Conquête ladite infériorité des Canadiens français, résultante de leur situation de dominés et de leur développement national tronqué depuis lors.

Bouchard leur plaque implicitement l'exigence d'une solution immédiate, sans se demander si cela est réaliste ou simplement anachronique, sans non plus se demander si leurs propres conceptions possédaient une cohérence interne, quitte à être d'une autre conviction que la sienne, conservatrice par exemple. Il en résulte un diagnostic d'échec qui embrasse large et paraît difficilement recevable.

Bouchard se penche sur une série de cas exemplaires, selon lui, d'échecs chez des intellectuels. Il analyse selon cette logique un des plus importants intellectuels québécois de toute cette époque, Lionel Groulx, dans *Les deux chanoines*. Selon Bouchard, la pensée de Groulx serait marquée par une faiblesse, la contradiction : Groulx s'enliserait dans l'ambivalence. Puis il passe au crible les œuvres d'Arthur Buies, d'Edmond de Nevers, d'Édouard Montpetit et de Jean-Charles Harvey. Tous sont présentés comme des échecs parce que leur œuvre n'aurait pas échappé aux contradictions qui les hantaient, aucun ne put produire une œuvre déterminante qui fondât un mouvement libérateur et sa prise de pouvoir, aucun n'élabora la solution absolue du sous-développement québécois. Le choix des intellectuels retenus par Bouchard pour représenter l'époque a été critiqué. Toutefois, le cœur de la critique relève du point suivant : Bouchard les juge tous à l'aune d'une idéologie, celle qu'il pense qu'ils auraient dû prôner et faire advenir plus tôt, (un équivalent de la Révolution tranquille), et non à l'aune de leurs propres objectifs et travaux²⁹. Ainsi, les contradictions de chacun des penseurs deviennent rapidement moins des contradictions par rapport aux termes de leurs propres idéaux, de leurs œuvres respectives, mais de cet idéal spécifique que Bouchard érige en modèle-étalon implicite. Le discours glisse alors de l'analyse des intellectuels en question à l'exposé en négatif des idéaux de Bouchard, et notre compréhension de ces penseurs n'en est guère éclairée. Non seulement l'analyse de la pensée de ces intellectuels est-elle privée du contexte général de leur œuvre, mais elle est privée du contexte de l'époque. Ce double écueil est magnifié dans le cas de l'analyse de Lionel Groulx, *Les deux chanoines*.

²⁹ Cf. Fernande Roy, « L'émiettement de la pensée canadienne-française par Gérard Bouchard », *SCHEC-Études d'histoire religieuse*, vol. 71, 2005, p. 89-99.

La catégorie du mythe équivoque appliquée à Groulx en illustre tout l'arbitraire : est-ce que pour Bouchard la pensée politique conservatrice peut échapper à l'équivoque, c'est-à-dire être autre chose qu'absurde et vouée à l'échec ? Qu'on soit d'accord ou non avec une idéologie de droite ou de gauche, il est sans doute préférable en histoire intellectuelle d'aborder les idéologies libérales et conservatrices (etc.) comme des conceptions de bon aloi - qu'il relève de chacun ensuite de départager en fonction de ses préférences. Bouchard voit par exemple une contradiction chez Groulx parce qu'il revendique à la fois une identité nationale nouvelle et la francité. Or il n'y a là aucune contradiction. Pour Groulx, l'identité du Québec est « française » comme les États-Unis et l'Australie sont anglo-saxons : cela n'implique pas des nations identiques à l'Angleterre, ni l'identité parfaite entre une nation française du Nouveau-Monde et les nations française d'Europe (France, Wallonie). Il y a plusieurs nations arabes, hispanophones, etc. qui connaissent à la fois une spécificité nationale et des traits de civilisation communs. Le concept n'est pas aussi absurde que Bouchard le présente, loin s'en faut. Après tout, pour employer une expression promue par Groulx, le Québec est l'Amérique française. Cette dimension culturelle est fondamentale chez Groulx.

En somme, Gérard Bouchard s'interdit entièrement de saisir une quelconque cohérence dans les propos de Groulx – quitte à être d'accord ou en désaccord avec le chanoine, ce qui est une tout autre question. Le jeu des contradictions est fondé sur une juxtaposition d'extraits privés à la fois de leur contexte textuel (la trame entière du discours, en somme son sens) et social (l'auditoire, l'objectif, etc.) et de leur contexte historique (les pensées évoluent souvent dans le temps, entre autres face aux circonstances). Le lecteur lui-même aura bien du mal à inscrire ces citations dans leur texte, étant donné le mode singulier de disposition des citations, qui ne permet pas en définitive de rattacher un extrait à sa source. Les contradictions deviennent vite superficielles.

On peut donc reprocher à Bouchard de négliger la mise en contexte et d'attribuer un échec absolu à des vies d'intellectuels qui n'ont pas réussi en tout

mais ont néanmoins contribué au développement du Québec, développement qui rendit possible la Révolution tranquille. Pour Groulx en particulier, les contradictions selon les segments de son discours reflètent parfois des évolutions dans le temps ou, plus encore, des nuances et des subtilités auxquelles la formule, qui consiste à opposer de courtes citations, ne rend pas justice. Prenons le cas de l'indépendance ou de la Confédération comme choix politique. En fait, il s'agit d'une pensée complexe et nuancée. En ranimant l'idéal d'indépendance, Groulx n'en fait pas un programme immédiat : une première étape de développement est nécessaire au préalable, et c'est cette première étape qu'il encourage. Groulx est davantage réformiste que révolutionnaire, mais de telles conceptions de l'État québécois, qu'il défend avec bien d'autres, ont contribué à rendre possible les actions des gouvernements Lesage et Johnson de la Révolution tranquille. L'idée de l'action politique nationale au niveau québécois a porté fruit, à long terme, bien que ce fût en faveur d'une nation laïciste plutôt que catholique. Bien des intellectuels qui succèdent à Bouchette et son *Emparons-nous de l'industrie* s'interrogent sur les moyens à prendre pour développer le pouvoir économique, comme condition de redressement. Leur conviction qu'elle était un préalable à davantage d'autonomie réelle n'était peut-être pas fallacieuse.

Les ambitions de réforme des années 1930 marquèrent les années 1960 ; les meneurs de la Révolution tranquille avaient été formés à cette époque. On peut se demander en outre s'il faut vraiment reprocher à Groulx d'être demeuré conservateur plutôt que d'être devenu radical – dans la veine conservatrice la solution radicale glissait dans l'entre-deux-guerres vers la dictature ou le fascisme. Le réformisme de l'Action libérale nationale, comparé avec des idéologies radicalement contraires au libéralisme, fascisme et communisme, était modéré. Faudrait-il vraiment le reprocher aux intellectuels qui appuyèrent ce réformisme ? L'échec de ce mouvement à prendre le pouvoir incarne bien les frustrations des intellectuels de cette époque, Groulx le premier. Cependant il ne faut pas perdre de vue que les gouvernements de Duplessis et de Godbout

opérèrent des changements qui, tout en paraissant insuffisants, ne furent pas insignifiants, comme auparavant sous Gouin.

Les quatre intellectuels que Bouchard étudie dans *La raison impuissante* sont-ils exceptionnels dans leurs contradictions, au regard des Ernest Renan et Charles Péguy de leur temps, ou en comparaison avec la plupart des intellectuels ? Il est vrai que comme Bouchard l'indique, Groulx lui-même parle d'échec et juge sévèrement ses pairs. Leur échec dans ce cas serait de ne pas avoir implanté dès les années 1930 leur modèle de réforme politique dans le ton catholique. Mais leurs fondations agirent à terme, par exemple la conscience de l'État national, et ils espéraient justement un changement sur le très long terme : de ce côté ils n'ont pas entièrement échoué. Au contraire, plusieurs de leurs fondations ont aidé et permis ce redressement de la Révolution tranquille, pourrait-on arguer, bien que la nouvelle génération l'ait adapté à ses propres termes. Mentionnons seulement le « maîtres chez nous », du gouvernement de Jean Lesage, et l'idée de nationalisation de l'hydro-électricité, hérités du nationalisme de l'entre-deux-guerres. Aussi, Lionel Groulx a constitué plusieurs institutions fondatrices de la science historique moderne et il fut, à cet égard, un pionnier de la science historique universitaire au Québec, quoi qu'on en ait. De même, Édouard Montpetit à Montréal comme le père Lévesque à Québec, fondèrent des facultés de sciences sociales et économique, et à cet égard, on ne peut réduire leur contribution à l'avancement intellectuel du Québec à néant, non plus que Minville aux HEC. Peut-on imaginer la Révolution tranquille sans cet essor préalable des hautes études québécoises qui lui fournirent ses cadres ? Or pour évaluer tout cela, prendre en compte à la fois des échecs et des réussites, et aussi d'éventuels avatars pourvus de leur propre autonomie, il faut analyser l'œuvre de ces intellectuels dans leur contexte. Dans le contexte de l'infériorité du Canada français qui était le leur, leur travail de fondations et d'actions intellectuelles ne fut peut-être ni insensé ni infertile et ce, bien que leurs espoirs et leurs rêves aient été déçus. En conclusion, le concept de « mythe équivoque » ne

nous paraît guère éclairant pour l'analyse des mouvements intellectuels retenus dans la présente thèse.

1.1.4 Catherine Pomeyrols

La thèse de l'historienne Catherine Pomeyrols sur *Les intellectuels québécois*³⁰ vise à caractériser les intellectuels québécois des années 1930 en mettant en lumière l'importance de leur formation sur leur orientation intellectuelle, orientation illustrée par leurs engagements après le collège. Car Catherine Pomeyrols a bien mis en lumière l'importance du Collège classique, plutôt que l'université, comme matrice formatrice des intellectuels de l'époque et de leurs réseaux. Pomeyrols traite d'intellectuels relevant des mouvements suivants : Action nationale, Jeune-Canada, *Opinions*, *La Relève*, *Vivre*, *Les Idées*, *La Nation*. L'importance du collège et l'idée d'analyser une vingtaine d'intellectuels de la génération de l'entre-deux-guerres, de la formation jusqu'aux engagements³¹ étaient intéressantes. Pourtant, cette thèse présente de très nombreuses difficultés au chercheur. Tout est dans la manière d'analyser les individus et de généraliser ensuite à partir de ces cas, ce qui exige une mise en contexte.

« Le titre promet plus que l'ouvrage ne peut tenir », commente Pierre Trépanier³². Autant le principe de suivre les parcours de ces intellectuels, en tenant compte de l'importance des collèges en termes de formation et de réseaux, puis leur évolution à travers les liaisons françaises et internationales, était prometteur, autant l'analyse de leurs engagements fut décevante. Décevante parce

³⁰ Catherine Pomeyrols, *Les Intellectuels québécois : formation et engagements 1919-1939*, P., L'Harmattan, 1996.

³¹ Voici la liste de jeunes intellectuels étudiés : Angers, François-Albert ; Barbeau, Victor ; Bonenfant, Jean-Charles ; Bruchési, Jean ; Charbonneau, Robert ; Dansereau, Pierre ; Duhamel, Roger ; Élie, Robert ; Fillion, Gérard ; Gagnon, Jean-Louis ; Garneau, René ; Hertel, François, s.j. [pseudonyme] ; Lamarche, Gustave, c.s.v. ; Lapalme, Georges-Emile ; Laurendeau, André ; Lebel, Maurice ; Le Moyne, Jean ; Lévesque, Georges-Henri ; Minville, Esdras ; Pelletier, Albert ; Pouliot, Adrien ; Rousseau, Jacques ; Tessier, Albert, ptre.

³² Pierre Trépanier, « Les intellectuels québécois de l'entre-deux-guerres selon Catherine Pomeyrols : une analyse décevante », *Cahiers d'histoire du Québec au XXe siècle*, no 8, aut. 1997, p.225.

que réductrice, par une mise en contexte défailante, où l'analyse des sources est superficielle ou erronée, et par une méthode d'analyse des idéologies fort contestable. Ainsi, l'analyse des citations d'un intellectuel sert à caractériser sa position mais aussi celle d'un autre, quand en fait ce second diverge explicitement du premier : il résulte de cette lacune fondamentale de méthode, de profondes confusions. Pomeyrols étudie une vingtaine de profils : ce groupe peut-il vraiment définir toute la vie intellectuelle de l'entre-deux-guerres ? La généralisation peut paraître abusive, surtout quand l'étude des intellectuels individuels pâtit d'une analyse déficiente des spécificités de chacun, comme des idéologies en circulation.

Un défaut d'analyse est le manque de précision quant aux idéologies en place, qui débouche sur la confusion. Par exemple la latinité n'inclut pas les nations catholiques parlant des langues non-latines (comme l'Irlande et l'Autriche que Pomeyrols inclut dans l'ensemble), et n'est pas un concept raciste mais culturel (pensons au Brésilien ou au Mexicain). Pomeyrols confond négligemment les concepts culturels et le racisme... Selon Pomeyrols, les collèges classiques, établissements catholiques et par conséquent conservateurs de façon uniforme, auraient imprimé à tous les intellectuels qu'elle étudie un même « champ idéologique », avec les tendances xénophobes du nationalisme maurassien et une sympathie dominante pour cette idéologie politique – leur soi-disant « maurassisme latent ». Il y a confusion quand on associe toute forme de nationalisme ou même de conservatisme avec Maurras. Elle oublie que tous les enseignants et tous les étudiants n'étaient pas conservateurs, que le libéralisme, par exemple, (au pouvoir au Québec depuis quarante ans) était lui aussi largement partagé – une étude spécifique pourrait mesurer des proportions dans un collège ou une promotion, mais n'oublions pas que cette génération est celle de Jean-Charles Harvey autant que de Paul Bouchard qui ni l'un ni l'autre ne se confondent avec André Laurendeau. Cette diversité lui échappe. Ces deux jeunes intellectuels, fondateurs de périodiques des années 1930, ne font d'ailleurs pas partie du lot.

Le défaut de méthode profond est révélé quand Pomeyrols se fie aux jugements polémiques et rétrospectifs d'adversaires de Groulx pour qualifier l'idéologie de cette génération plutôt que d'analyser les textes de l'époque et de qualifier chacun de ces intellectuels selon ses propres textes. Certains mémorialistes parmi les intellectuels retenus pour son étude ont insisté sur le parallèle entre l'Action française de Groulx, Barrès, et la L.A.F.³³. Pomeyrols n'appuie pas son analyse sur les textes de Groulx, se fiant à ce qu'on en dit. Elle prétend le groulxisme réparti de façon générale et uniforme sur tout son échantillon. Or, il est fallacieux de considérer le groupe d'intellectuels étudié comme parfaitement unitaire, entre les personnalistes de *La Relève*, les nationalistes proches de Groulx, Laurendeau, l'Action nationale et l'Action libérale nationale, le gauchisme que rallie Gagnon, enfin le fascisme de *La Nation*. Pomeyrols nous étonne, en utilisant des propos de leurs confrères, propos condamnés par Laurendeau et les rédacteurs de *La Relève*, pour caractériser néanmoins la pensée de Laurendeau et des rédacteurs de *La Relève*, et ce, tout en citant leur désapprobation ! Ce n'est guère objectif. Pomeyrols utilise ainsi des citations de Gagnon ou de Lamarche ou de Duhamel pour qualifier la pensée de Laurendeau (et d'une nébuleuse groulxiste par la même occasion). Or ils sont tous à des degrés divers davantage séduits par des discours d'extrême droite que Laurendeau, qui prend position explicitement contre, mais Pomeyrols se sert de leurs discours pour prétendre démontrer son fonds maurrassien. Une minorité exprime des indulgences pour Hitler avant 1938, attitude que précisément *La Relève* et Laurendeau déplorent. Les articles contemporains de Laurendeau dans *L'Action nationale* où il rejette le fascisme³⁴ sont absents de l'analyse, ce qui mine sérieusement le fondement du verdict.

³³ Ex. Robert Charbonneau, *Chroniques d'un âge amer*, Montréal, Sablier, 1967 et J.-L. Gagnon, *Les Apostasies*, 2 t., M., La Presse, 1985-1988.

³⁴ Ex. Catherine Pomeyrols, *Les Intellectuels québécois : formation et engagements 1919-1939* : Gagnon et Laurendeau, p.332 ; Duhamel pour Laurendeau, p.381 ; Gagnon et Duhamel pour contredire Laurendeau et soi-disant révéler ce qu'il pense comme groulxiste : p.388-389 ; idées et citation de Lamarche pour incriminer Laurendeau de racisme, p.399.

Pomeyrols confond les mouvements personalistes et néo-maurrassiens ou fascisants de la Jeune-Droite, ne distinguant pas Thierry Maulnier, de *Combat*, Daniel-Rops, d'Ordre nouveau, ou les animateurs d'*Esprit* dans les préférences de Laurendeau³⁵. Elle n'accorde aucune portée aux phrases suivantes : « Mes sympathies vont à des groupements qui, comme *Ordre nouveau* et *Esprit* apportent du neuf³⁶ », écrit Laurendeau à Groulx ; il écrit aussi à ses parents que Daniel-Rops emporte son « adhésion personnelle³⁷ ». Négligent ces déclarations, Pomeyrols insiste sur l'appréciation de la Jeune-Droite par Laurendeau³⁸ : il la juge « trop dure³⁹ » et affirme lui préférer *Ordre nouveau*, mais salue la distance que *Combat* prend avec les compromissions de la droite politicienne. Est-ce bien là la preuve du « maurrassisme latent », du fascisme ? *Combat* se sauve du discrédit, aux yeux de Laurendeau, en demeurant contestataire. Cependant Laurendeau explique clairement que ce sont plutôt des mouvements comme *Sept* et *Esprit*, dits « catholique de gauche » ou *Ordre nouveau* qui obtiennent son adhésion. S'il subit des influences maurrassiennes, donc, elles n'étaient point absolues. Mais Pomeyrols inclut tout cela dans un même champ idéologique maurrassien, qui engloberait tous les nationalistes québécois de cette génération – malgré ses sources. Il y a donc défaut d'analyse : contradiction entre les intellectuels cités, contradiction entre les citations et leur interprétation, erreurs de mises en contexte, qui font équivaloir la révolution spirituelle des personalistes au racisme de Drumont.

L'analyse du nationalisme au Québec est particulièrement défailante. La Laurentie est perçue comme un projet « expansif et dominateur [*sic*] », sur la foi d'une citation d'Esdras Minville : « [l'indépendance] seule assurera la plénitude de notre vie nationale et de notre influence dans le monde.⁴⁰ » Nous sommes encore bien loin de l'analyse objective. Minville parle d'un régime politique

³⁵ Cf. Pomeyrols, *op.cit.*, p.325.

³⁶ Lettre de Laurendeau à Groulx, 11 oct. 1936 : Corr., P1/A, Fonds Lionel-Groulx, CRLG, cité en l'occurrence par Pomeyrols, *Les intellectuels québécois*, p.325.

³⁷ Pomeyrols, *op.cit.*, p.328.

³⁸ *Idem*, *op.cit.*, p.330.

³⁹ *Idem*, *op.cit.*, p.329.

⁴⁰ Pomeyrols, *op.cit.*, p.385-386.

garantissant la perpétuation du Canada français et son rayonnement, il n'y a pas de quoi le confondre avec un impérialisme dominateur, que celui-ci soit défini sur le modèle français, anglais ou fasciste italien : Minville ne parle ni d'expansion ni de domination, mais d'existence qui permettra au peuple canadien-français de jouer un rôle. Comment expliquer pareille confusion ? Il s'agit plutôt de s'émanciper de l'Empire britannique et d'un nationalisme davantage proche de l'isolationnisme américain.

Analysant ce rêve d'égalité ou indépendance, Pomeyrols cite des paroles modérées de Laurendeau, mais nie arbitrairement leur portée⁴¹. Quand les propos d'un intellectuel ne cadrent pas avec le schéma élu par Pomeyrols, elle écarte très facilement la difficulté en déclarant ces paroles mensongères, quitte à recourir aux paroles d'un autre clerc pour qualifier le premier malgré les preuves du contraire. La Laurentie incarne le rêve de l'indépendance nationale, et plusieurs mouvements l'assortissent de leur préférence de régime politique. Laurendeau explique qu'il n'est pas pressé, qu'il accepterait même une réforme, une « bonne Confédération ». Comment concilier ces citations avec une soi-disant soif de conquête et de domination ? Le but dans son cas, n'est pas une société fasciste (il s'y oppose explicitement) mais une société juste où la révolution spirituelle, définie contre le matérialisme, pourrait s'épanouir : un pays humaniste pour les Canadiens français. Comment tirer de cet énoncé de Laurendeau, modéré, catholique personnaliste, ouvert à l'amélioration de la Confédération, la démonstration que la Laurentie rejoindrait « l'aryanisme » dans ses conceptions et son idéal ? L'aryanisme de Hitler n'a jamais été confondu par les personnalistes avec leur projet ou leur idéal⁴². En fait l'aryanisme de la Laurentie ne se trouve pas dans la citation de Laurendeau employée pour illustrer ses prétendus « fondements raciaux »⁴³, ni ailleurs dans ses écrits, mais Pomeyrols l'établit sur ce sophisme : l'antisémite célèbre, Drumont, distinguait les « sémites » matérialistes et les « aryens », spiritualistes ; Laurendeau parle d'un pays

⁴¹ Pomeyrols, *op.cit.* : p.387-388.

⁴² Cf. M. Winock, *Esprit*, p.180-181 ; p.200-201, etc.

⁴³ Pomeyrols, *op.cit.*, « Les fondements raciaux », p.399.

spiritualiste qui sera un phare pour le monde, *ergo* il veut créer une race laurentienne « aryenne »... Outre ce syllogisme, le racisme de Laurendeau, que les citations de ses écrits retenus par Pomeyrols ne démontrent point, est extrait et fondé sur des citations d'autres intellectuels, ce qui est plus que contestable. La thèse abonde ainsi en accusations gratuites et non fondées et en erreurs fondamentales de lecture.

L'usage et la fréquentation des maurrassiens ne sont pas exclusifs des autres pans du monde intellectuel européen catholique, qui est promu par le clergé de préférence à une part majeure des lettres françaises. Un exemple que nous retrouverons parmi les intellectuels que Pomeyrols a choisi, est André Laurendeau qui est davantage une illustration d'influences multiples, que de maurrassisme latent, allant de Maurras à Mounier, que l'incarnation d'un disciple maurrassien comme il y en a dans les années 1930. Mais Pomeyrols, en le voyant défendre le nationalisme, même dans un cadre personnaliste, semble ne pas pouvoir différencier nationalismes, maurrassisme et nazisme. Selon nous, Pomeyrols s'est empêchée de saisir une trajectoire intellectuelle, et celle de Laurendeau mérite d'être précisée, comme nous tâcherons de le faire en troisième partie.

Il résulte de toutes ces faiblesses d'analyse d'autres confusions extrêmes, mal étayées, comme l'équivalence entre le groulxisme et le nazisme. Tout au contraire de Mann, Pomeyrols assigne dans sa thèse, à l'A.f., puis à l'Action nationale (A.N.), le rôle de disciples maurrassiens et elle retrouve le maurrassisme au centre des démarches des jeunes intellectuels des années 1930 qu'elle étudie. Entre identifier de jeunes admirateurs de Maurras et qualifier l'A.N. de maurrassienne, il y a un pas, saut de logique où se loge une profonde erreur. Car l'A.N. n'est pas étudiée mais qualifiée d'après Laurendeau, lui-même si mal étudié. Or c'est encore moins vrai de l'A.N. des années 1930 que de l'A.f., pour qui cela demeure matière à analyse. Être un mouvement maurrassien impliquerait une articulation idéologique parallèle, axée sur le « politique d'abord » révolutionnaire de la doctrine maurrassienne. Ce qu'il put y avoir d'influence maurrassienne auprès de l'Action française-Action nationale, est très mal démêlé

d'idées bien plus anciennes, de courants établis de nationalisme culturel et de catholicisme qu'il ne faut pas confondre avec le prétendu « maurrassisme latent » de cet échantillon d'intellectuels. Un contexte idéologique plus large, catholique, qu'elle nomme « droite », est trop facilement ramené à du maurrassisme, alors que le maurrassisme s'inscrit, le cas échéant, dans ce cadre catholique beaucoup plus vaste et ancien, mais ne peut s'assimiler le catholicisme tout entier. Pomeyrols le présente comme hiérarchisant, ordonnant toute la pensée de ces intellectuels. Il y a de plus une confusion opérée entre nationalisme et maurrassisme, via l'identification sans nuances entre nationalisme et groulxisme et groulxisme et maurrassisme, voire entre nationalisme et nazisme !

C'est même l'identité culturelle des Québécois que Pomeyrols n'accepte pas comme une réalité. C'est un peu étonnant dans le cadre d'une thèse qui insiste sur la culture transmise par les collèges classiques, institutions québécoises, et qui étudie des intellectuels... québécois ! L'objet d'étude, l'intellectuel québécois, est ainsi privé de son sens par l'auteur elle-même. C'est ainsi que des réalités politiques établies au sein d'États comme les Confédérations canadienne et suisse ou la Belgique, soit les divisions linguistiques et nationales, ne seraient que des « mythes ». C'est fort subjectif. Pomeyrols reproche même à Laurendeau de ne pas percevoir le Canada français comme « une hypostase »⁴⁴. Or c'est plutôt la réalité culturelle au sein de laquelle il évolue et a été formé. La réalité du statut de Canadien français avait des implications bien concrètes, dans la vie socioculturelle ou encore sur le plan de l'emploi et de la richesse et s'éprouvait assez aisément dans le rapport avec des représentants de la nationalité canadienne-anglaise, comme Laurendeau l'étudiera plus tard à la commission Laurendeau-Dunton.

On pourrait continuer de réfuter dans le détail cette thèse de Pomeyrols qui nous semble plus qu'insatisfaisante, méthodologiquement défailante, emmêlée par conséquent dans la confusion et de faux diagnostics, trop nombreux à

⁴⁴ Pomeyrols, *op.cit.*, p.379.

énumérer dans le détail. Référons à la recension de Pierre Trépanier⁴⁵. Retenons de cette critique que si la comparaison entre Groulx et Maurras ainsi qu'entre les deux Ligues conserve son intérêt, il faut éviter de plaquer de façon simplifiée la démarche de Maurras sur celle de Groulx et faire de l'idéologie de l'A.f. une simple adaptation de l'idéologie de la L.A.F. Nous avons aperçu combien la démarche de Groulx était enracinée dans une autre réalité et animée d'une dynamique différente, réformiste. Nous espérons illustrer la variété des mouvements des années 1930, même proches de Groulx, avec les trois que nous allons analyser.

1.1.5 De la trajectoire d'André Laurendeau

Nous avons exposé les raisons pour lesquelles nous ne retenons pas le diagnostic de Pomeyrols sur les intellectuels québécois, et en particulier en ce qui concerne André Laurendeau, un des intellectuels les plus importants après l'époque de gloire de Groulx. Précisons que, à la différence de Trépanier⁴⁶, nous nous inscrivons également en faux contre l'interprétation de la trajectoire de Laurendeau par Pomeyrols. Est-il demeuré conservateur ou s'est-il ouvert au personnalisme « de gauche » ? Nous allons tenter de répondre à cette question en prenant en compte le fait que l'historiographie concernant Laurendeau a généralement présenté son voyage en Europe comme un point tournant dans sa carrière intellectuelle, qui l'aurait émancipé du conservatisme catholique, pour développer une sensibilité davantage de gauche à travers le catholicisme de gauche des personnalistes et principalement d'*Esprit*⁴⁷. Trépanier inclinerait donc à penser que cette évolution advint surtout après 1945. Pomeyrols la nie dans l'étendue qu'elle étudie. Son biographe, Horton, voit dans la rencontre de

⁴⁵ Pierre Trépanier, « Les intellectuels québécois de l'entre-deux-guerres selon Catherine Pomeyrols : une analyse décevante », *Cahiers d'histoire du Québec au XXe siècle*, no 8, aut. 1997, p.225-231.

⁴⁶ P. Trépanier, *loc. cit.*, p.226-227.

⁴⁷ Cf. Denis Monière, *André Laurendeau et le destin d'un peuple*, Montréal, Québec-Amérique, 1983 ; Donald J. Horton, *André Laurendeau, la vie d'un nationaliste, 1912-1968*, M., Bellarmin, 1995 ; Alain-G. Gagnon, « La pensée politique de Laurendeau : communauté, égalité et liberté », *Cahiers d'histoire du XXe siècle*, no 10, hiv. 2000, dossier « André Laurendeau aujourd'hui », p.37-44.

Laurendeau avec la gauche du personnalisme d'*Esprit* et du Front populaire, résultat de ce séjour européen, la plus importante « catharsis » de sa vie intellectuelle⁴⁸. Horton y voit aussi une source de sa conversion du séparatisme à l'autonomisme. Une double question se pose donc à propos de Laurendeau : a-t-il effectivement évolué vers le personnalisme et une préoccupation pour la question sociale, influencé notamment par une gauche catholique personnaliste – disons pour l'heure proche d'*Esprit*, et si oui, cette évolution est-elle advenue lors de son séjour européen ? Nous tenterons donc, en troisième partie, d'éclaircir cette question dans le cadre de notre étude de *La Relève* et de *La Nation*, en particulier en traitant de leurs relations avec *L'Action nationale*.

1.2 HISTORIOGRAPHIE DE L'ACTION FRANÇAISE DE MONTRÉAL

Nous allons illustrer au terme de cette section l'originalité de notre démarche d'analyse de l'Action française. Auparavant, nous récapitulerons l'état du débat historiographique sur l'Action française qui orienta cette thèse, et quels apports nouveaux ont été publiés durant notre travail. Nous allons conclure par la thèse de Pascale Ryan, qui avance la recherche sur le terrain des intellectuels, tandis que la plupart des autres recherches se sont davantage concentrées sur l'idéologie. Nous n'aborderons pas la belle thèse de Michel Bock, qui ne se penche pas sur l'Action française dans la problématique des intellectuels, mais sur celle des rapports entre Lionel Groulx et la diaspora de l'Amérique française, spécialement canadienne-française⁴⁹. Nous n'allons pas récapituler les premières analyses de la pensée de Groulx et du mouvement d'A.f., mais nous limiter aux études (qui y renvoient déjà) de Susan Mann, Catherine Pomeyrols, Pierre Trépanier et Pascale Ryan, à quoi s'ajoutent la synthèse d'histoire culturelle d'Yvan Lamonde.

⁴⁸ André Laurendeau : *French Canadian Nationalist, 1912-1968*, Oxford, 1992, p.49.

⁴⁹ Michel Bock, *Quand la nation débordait les frontières. Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, M., Hurtubise HMH, 2004.

1.2.1 Susan Mann

L'historienne Susan Mann a consacré une étude pionnière à l'Action française, présentée comme la voix du nationalisme canadien-français des années 1920⁵⁰. Ce fut une contribution importante, la première monographie consacrée à la Ligue de Montréal. Cette étude vient d'être traduite en français⁵¹. Mann résume bien l'histoire du mouvement, depuis ses origines dans la Ligue des droits du français à la fin abrupte de l'hiver 1928-29. Elle nous procure un éclairage intéressant sur ses querelles intestines, puis ses déboires en gestion financière, qui le laissent en situation précaire devant la tourmente. La tourmente s'abat sur la Ligue d'Action française de Montréal après les condamnations pontificales de l'Action Française de France et de *La Sentinelle* en Nouvelle-Angleterre. Groulx et le père Archambault s'éloignent (ou sont forcés de s'éloigner?), sous le poids de diverses pressions du pouvoir épiscopal et politique. L'équipe de directeurs, de guerre lasse, met le mouvement en veilleuse jusqu'à la renaissance de la Ligue un lustre plus tard.

Mann fournit un chapitre important sur « la petite histoire » du mouvement, suivi de chapitres qui recensent ses moyens d'action et ses sujets de prédilection. Nous n'allons donc pas refaire l'histoire des péripéties de l'A.f. que Mann a très bien faite. Nous allons prendre ce récit pour acquis ainsi que l'analyse nette que Pierre Hébert a faite de l'action éditoriale de la Librairie d'Action française, détaillant les collections et les publications⁵². Hébert ne se penche guère toutefois sur le contenu européen qu'elle faisait aussi circuler, élément que nous allons traiter. Notons surtout que Mann juge l'influence de l'AF de Paris peu importante : c'est une caution intellectuelle prestigieuse, en cela à la fois utile, question de ne pas se sentir isolé, et sympathique, voilà tout. Elle parle de « la

⁵⁰ Susan Mann Trofimenkoff, *Action Française : French Canadian Nationalism in the 1920's*, Toronto, University of Toronto Press, 1975, 157 p.

⁵¹ Susan Mann, *Lionel Groulx et l'Action française. Le nationalisme canadien-français dans les années 1920*, Montréal, VLB éditeur, 2005, 193 p.

⁵² Pierre Hébert, « Quand éditer, c'était agir. La Bibliothèque de *L'Action française* » *R.H.A.F.*, XLVI, 2 (aut. 1992) : 218-244. Voir aussi Fernande Roy, « Le livre et la nation » dans *Histoire de la librairie au Québec*, Montréal, 2000, p.158-161.

cape rassurante de l'Action française de Paris⁵³ ». Mais l'A.f. aurait vu le jour et suivi un cours similaire sans l'AF.⁵⁴ Mann se penche sur la question depuis un angle idéologique particulier : le nationalisme français et catholique de la L.A.F. est confortant et digne d'intérêt sans influencer profondément celui de l'A.f.

Le rapport de l'A.f. de Montréal avec l'AF en est un d'affinité, selon Mann : « [a]vec la situation minoritaire des Canadiens français et du catholicisme, l'Action française de Montréal n'a aucun besoin d'une source externe d'inspiration. Néanmoins, une certaine affinité existe entre les deux groupes. » L'A.f. s'intéresse à l'AF, tisse des liens directs, bref est attirée. Mann en résume les causes : les directeurs de l'A.f. voient dans l'AF l'incarnation de la vraie France (reflet du traditionalisme qu'ils partagent). S'ajoute la caution de renouveau intellectuel, servie par une organisation prestigieuse : « Ainsi, sur certaines questions, l'Action française de Paris servira d'autorité inattaquable. » L'A.f. admire la vigueur et la discipline de l'AF. Son « intransigeance » et « son leadership intellectuel » apportent, selon Mann, « stabilité et réconfort » à l'A.f.⁵⁵ Mann conclut que l'adoption du même nom reflète une volonté de s'accaparer une partie de son prestige. Malgré tout, « [d]ans les faits, l'Action française a adopté la même attitude cavalière avec le groupe français qu'avec ses prédécesseurs canadiens : elle en a tiré tout ce qui lui plaisait et rejeté tout le reste. » Mann fait un rapprochement entre la revue montréalaise et la revue *Action française* qui précéda le lancement du quotidien maurrassien. « La présentation de *L'Action française* de Montréal ressemble étrangement à celle de la *Revue de l'Action française* de Paris. »

La défense de la langue et de l'identité, moteur et racine de l'engagement des ligueurs, gagnait plusieurs dimensions avec la mutation de la Ligue des droits du français en « Action française ». Si Mann évoque bien la profusion des moyens de propagande, elle se concentre sur le message pour retrouver les préoccupations

⁵³ Susan Mann, *Lionel Groulx et l'Action française*, p.169.

⁵⁴ Susan Mann, *op.cit.*, chap. II, p.41.

⁵⁵ S. Mann, *op.cit.*, p.36.

« du » nationalisme des années 1920. Elle expose les racines du mouvement dans le combat pour la langue, cheval de bataille d'Archambault, que Groulx a utilisé comme base pour élargir la mission de la Ligue à la direction morale et intellectuelle de la nation. À cet égard, Trépanier remarque que Mann n'a pas suffisamment approfondi la question du traditionalisme. Mann retrace bien les antécédents traditionalistes du groupe, quoiqu'elle n'utilise pas le terme : chez Tardivel qui inspire un idéal ultramontain, conservateur et indépendantiste (rare avant l'Action française du côté catholique conservateur) ; chez Mgr Pâquet, dont l'A.f. popularise un discours qui conforte son traditionalisme catholique ; chez H. Bourassa qui incarne dans un premier temps un chef national et catholique : le grand tribun national de leur génération est très catholique (et fédéraliste).

Mann n'analyse donc guère cette idéologie traditionaliste ni la diversité des points de vue exprimés dans la revue selon les intellectuels collaborateurs, ce qui expliquerait peut-être certaines des ambiguïtés qu'elle constate dans le discours économique, social, culturel et politique. Chant de cygne d'une élite qui veut se moderniser sans accepter de grands pans des mœurs modernes ? Mann identifie une ambiguïté face à la modernité, qui est caractéristique d'un traditionalisme du début du XXe s., qui cherche à s'ajuster au monde industriel tout en restaurant ou perpétuant d'anciennes valeurs, perspective idéologique qui possède sa cohérence. Mann apporte à cet égard l'éclairage intéressant d'une comparaison avec un discours canadien-anglais conservateur, voire anglo-américain, qui n'est pas toujours éloigné des appréhensions des directeurs et auteurs de la revue, quant au péril des mœurs urbaines, quant à l'émancipation féminine et à l'importance de l'agriculture pour la nation. Il est utile de rappeler que ce conservatisme n'est pas bien exceptionnel en Amérique du Nord. L'idéal de la petite propriété face au grand capitalisme (ou contre le socialisme) et sa variante parfois dite « jeffersonienne », plus rurale, est bien sûr bien répandu dans ses incarnations anglo-saxonnes à travers le continent. Mann rappelle que moult gazettes libérales s'inquiètent aussi de la même évolution des mœurs comme le fait *L'Action française*, question d'éviter l'anachronisme de les monter en épingle comme des

traits de réaction aggravée. Sans oublier par contre que le discours moral de l'Action française peut souvent s'en prendre aux États-Unis, source de cette corruption. Là non plus l'originalité n'est pas forte en regard de conservateurs canadiens-anglais.

À l'inverse, insistons sur le fait que Mann n'identifie pas la particularité du nationalisme de l'A.f. dont Groulx est le meneur parmi les intellectuels nationalistes du début du XX^e s., malgré la mention des querelles du mouvement avec Bourassa. Rappelons qu'elles recoupent des divisions plus anciennes dont les derniers états, au moment de lancer la Ligue des droits du français, étaient notamment une opposition entre Tardivel, et Bourassa, et entre Bourassa et ses alliés de la Ligue nationaliste, lesquels reflétaient une mouvance, plus libérale et même parfois républicaine, que l'A.f. Qu'il s'agisse d'Asselin ou de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste⁵⁶, les positions des différents nationalistes ne se confondaient pas avec celles du traditionalisme catholique de la majorité des membres directeurs de *L'Action française*. Le nationalisme laïque n'était pas seulement d'avenir, comme Mann semble croire, il faisait aussi partie du passé et du présent de l'A.f.. Cette présentation du nationalisme par Mann reflète simplement deux choses. D'une part, l'état d'avancement des connaissances en matière de nationalisme québécois a continué de progresser depuis son étude qui y apporta une notable contribution, ce qui fait que nous maîtrisons mieux aujourd'hui l'histoire du nationalisme québécois ou plutôt des nationalismes québécois dans leur diversité. D'autre part, cela reflète simplement le fait que, dans les années 1920, *L'Action française* est la nouvelle tribune nationaliste la plus significative, comme *Le Devoir* l'était dans les années 1910.

La contradiction potentielle entre catholicisme et nationalisme, et l'embarras d'avoir des prêtres à la tête d'une entreprise nationale, est bien signalée par Mann

⁵⁶ Mouvement « féministe », rassemblant des femmes patriotes canadiennes-françaises, où l'écrivaine Ève Circé, inspirée par le républicanisme de Papineau, est une figure importante. Cf. Y. Lamonde, « Doctrine et action féminines : la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (1907) », *Histoire sociale des idées au Québec*, t. II, p. 94-96, et les références des notes.

dans sa conclusion⁵⁷. Cela mérite d'être approfondi dans notre étude. Cette question apporte peut-être une importance accrue à la caution – c'est le mot de Mann – que représentait la L.A.F. pour l'A.f., soulignons-le. Précisément, la ligue française cautionnait, par son prestige en Europe catholique, un mariage entre catholicisme et nationalisme – du moins entre la condamnation du Sillon et celle de la L.A.F., elle put passer pour orthodoxe. Liaison française dont Mann mentionne la présence dans les relations interpersonnelles ou en librairie, sans chercher à en mesurer l'importance, puisque ce n'est pas l'essentiel dans son angle d'analyse, qui tentait de cerner, dans un premier temps, le discours tenu par *L'Action française*. De son point de vue, le lien est faible et les différences l'emportent sur les ressemblances. Toutes choses que nous allons tenter de mesurer.

1.2.1.1 La question de l'influence de l'Action française

« Pour rendre justice à l'Action française, il faut l'examiner dans le contexte de son époque. »⁵⁸ Nous abondons. Soulignons seulement que l'Action française (A.f.) dérangeait à son époque, tout comme l'Action Française de France (L.A.F.) : chacune est une tribune intellectuelle critique. À la différence de Mann, nous insisterons sur le fait que l'Action française de Montréal ne fait pas que refléter le nationalisme d'une époque, elle incarne un courant et une tentative de renouveau du nationalisme, du nationalisme traditionaliste surtout. Nous voulons dégager sa spécificité par rapport à d'autres courants de pensée québécois de l'époque et du temps de la formation des directeurs de l'A.f. : choisir Tardivel et Mgr Laflèche entre autres, à côté des de Nevers et Étienne Parent⁵⁹, n'était pas forcément représentatif des préférences des intellectuels patriotes ni des catholiques mais plutôt d'un groupe particulier. Il faudrait mesurer la part des figures traditionalistes en prenant en compte la présence de figures plus libérales. L'Action française n'a pas seulement reflété la conscience nationale de son temps,

⁵⁷ Susan Mann, *Lionel Groulx et l'Action française*, 2005, p.170.

⁵⁸ Susan Mann, *op.cit.*, p.171.

⁵⁹ Cf. Lionel Groulx, « Une action intellectuelle », *L'Action française*, févr. 1917, p.42.

elle a cherché à la réorienter, non pas vers le nationalisme du *Nationaliste* mais vers une conception singulière, renouvelée. Susan Mann se demande, lorsqu'elle cherche un bilan de l'influence de l'A.f. :

Quel effet tout cela a-t-il pu avoir sur la société canadienne-française des années 1920 ? Jusqu'à ce qu'on en sache plus sur les sources des idéologies et sur leur influence sur les gens ordinaires, jusqu'à ce que la décennie soit mieux étudiée, on ne peut que hasarder quelques hypothèses⁶⁰.

Voilà deux points importants, deux questions que notre étude doit fouiller : les sources idéologiques et les influences qu'exerce un mouvement. La source idéologique, dans le cas de l'Action française, fait appel à la tradition de penseurs traditionalistes et non à tout « le » nationalisme. Nous verrons quelle part de « source » la L.A.F. de Paris put représenter. Nous soulignons également qu'il nous paraît impératif, pour étudier l'influence de l'Action française de Groulx, d'en évaluer la portée au-delà des années 1920. Car il nous apparaît que Groulx exerça une influence sur quantité de jeunes bacheliers de l'entre-deux-guerres. Et nous estimons que l'influence d'un mouvement intellectuel se mesure souvent au-delà du court terme, plutôt à moyen et à long terme dans les idées directrices ou les idées reçues d'une société, du côté des professeurs, médias ou politiques⁶¹. « Nous travaillons pour le plus long avenir », écrivait Groulx au début de l'entreprise⁶². Une des influences que l'A.f. aurait exercées, selon Mann, se trouverait dans la rhétorique nationaliste des libéraux au pouvoir à Québec. Or elle influença peut-être davantage et surtout la politique des années 1930 et au-delà, jusqu'aux années 1960-70. Son influence est davantage à rechercher dans le développement d'une nouvelle conscience de l'État québécois et de la fondation d'un parti comme l'Union nationale, en plus des Action libérale nationale et Bloc populaire. Le nom d'Union nationale atteste d'une volonté de captation de la critique nationaliste du pouvoir établi libéral. Pour le meilleur et pour le pire. Duplessis fit bel usage de la combinaison du national et du catholique. De là à avancer que l'Union nationale est groulxiste il y a un grand pas que nous nous

⁶⁰ Susan Mann, *op.cit.*, p.167.

⁶¹ Cf. L. Groulx, « Le clou à enfoncer dans le cerveau des élites », *MM*, t. I, p. 310.

⁶² L. Groulx, « Une action intellectuelle », *L'Action française*, févr. 1917, p.37.

garderons de franchir. Il « lui manqu[ait] le feu sacré des convaincus », tranche Groulx en reprenant l'expression d'un article de *L'Action nationale* de 1933 (déjà !). « Est-ce possible que nous ayons tant travaillé, tant peiné depuis vingt ans, pour ce désolant résultat : mettre à la tête de la province un Maurice Duplessis ? » écrivit Groulx⁶³. Car si l'Union nationale récupère et puis dans l'élan réformateur de l'ALN, elle n'est pas identique, et maints intellectuels nationalistes demeureront très critiques à son égard jusqu'en 1960.

Il faudrait donc chercher l'influence exercée par l'Action française au-delà de la décennie 1920, à commencer par les idéologies des étudiants des années 1930, dans les actions militantes en faveur de la reconquête économique et culturelle du Québec, dans la recherche d'un redressement national par l'État québécois. Sans prétendre que l'A.f. en fut la seule source, elle y aura contribué. L'influence d'un mouvement intellectuel peut se trouver dans les mouvements de la génération suivante, et nous le verrons pour l'A.f. à travers les mouvements étudiés ici. Pour conclure, l'œuvre de Mann, contribution pionnière, demeure une référence pertinente qui nous laisse à approfondir la spécificité de l'Action française de l'abbé Groulx dans son idéologie et son action..

1.2.2 Pierre Trépanier

Le traditionalisme canadien-français doit au maurrassisme une plus claire conscience de lui-même ; il ne lui doit ni l'être, ni la durée.⁶⁴

Notre thèse, dans l'analyse de trois mouvements intellectuels, sans se résumer à l'évaluation d'influences idéologiques, doit bien sûr les prendre en compte et devrait illustrer une plus grande diversité des inspirations que le maurrassisme. Mais le maurrassisme est une idéologie importante par rapport à laquelle situer les autres, notamment d'autres veines de conservatisme ou de nationalisme. L'historien Pierre Trépanier est spécialiste de la droite intellectuelle

⁶³ L. Groulx, *Mes Mémoires*, III, p. 310 et p.315. Citation tirée de *** [abbé Albert Tessier], « Maurice Duplessis », *L'Action nationale*, nov. 1933, p.171-174.

⁶⁴ P. Trépanier, « Le maurrassisme au Canada français », *Cahiers des Dix*, no 53, 1999, p.232-233.

québécoise et de Lionel Groulx. Il s'efforce de démontrer, dans son important article sur le maurrassisme au Canada français, l'assertion d'une forte représentation de cette idéologie au Québec⁶⁵. Son analyse place magistralement les distinguos et les nuances qui ont manqué à l'analyse de Pomeyrols, notamment en termes de mise en contexte, de connaissance de la tradition intellectuelle nationale et des spécificités des divers intellectuels et de divers courants de pensée québécois. Trépanier réfute la prétention d'une influence déterminante du maurrassisme pour le groulxisme et plus encore d'une affiliation maurrassienne du mouvement d'Action française-Action nationale. Les nuances sont importantes entre rayonnement de l'AF et essaimage de disciples de l'AF, entre lire avec intérêt la production de l'AF et se mettre à son école.

Trépanier reconnaît qu'il y eut des influences maurrassiennes chez les groulxistes. Il tâche de les dégager, notamment dans les années 1910, chez les intellectuels de la future A.f.. Trépanier choisit, pour les illustrer, l'exemple de l'esthétique maurrassienne. Cette esthétique liait classicisme et francité de façon exclusive et radicale - rejetant romantisme, réalisme, naturalisme, symbolisme (Hugo, Flaubert, Zola, Verlaine) en dehors de la véritable francité. Classicisme radical qu'adopte Groulx au début des années 1910⁶⁶. Cela reflète une influence puisque cette position maurrassienne éloignerait Groulx d'un autre auteur qu'il admire et apprécie, Barrès, quant à l'esthétique et à la francité. Barrès « prince des lettres » qui demeure également, au même titre que Maurras, une référence du nationalisme conservateur. Si Groulx n'adhère pas entièrement à cette esthétique, il en subit l'influence. Influence d'autant plus aisée qu'elle conforte une idée conservatrice de la francité propre à plaire aux ultramontains, dont c'était déjà un penchant au XIX^e siècle. L'influence de l'A.F. maurrassienne aurait aussi éloigné

⁶⁵ P. Trépanier, *loc.cit.*, p.167-233.

⁶⁶ Pierre Trépanier, *loc.cit.*, p.188.

Groulx des catholiques libéraux - tels Montalembert⁶⁷, Mun ou Lacordaire qu'il admirait avant 1906.

Pierre Trépanier admet également que Groulx, longtemps après la fin de l'A.f., ne reconnaissait pas volontiers son évolution intellectuelle, qui l'éloigna de Maurras. Groulx l'appréciait plus dans les années 1910 et 1920 qu'il ne voulait le reconnaître plus tard⁶⁸. Toutefois, Trépanier reprend de Maurice Torrelli l'idée que, malgré une fréquentation certaine des œuvres de Maurras par les Groulx et Héroux, il ne s'agit véritablement que de convergence. Ce concept est important dans l'analyse de Trépanier. Convergence induite par la pensée traditionaliste, tradition catholique et française qu'ils partagent. Cette convergence est fondée sur d'autres influences d'importance pour Groulx, tels Veillot et Tardivel. Il nous semble que Trépanier a raison en identifiant cette convergence et en identifiant la pensée de Groulx avec la quête d'un renouvellement de la pensée traditionaliste québécoise, conciliant identité nationale et catholicisme dans une formule adaptée aux défis du siècle.

Trépanier dégage les périodes d'influence de Maurras au Canada français : la première, « à la rencontre du maurrassisme, 1909-1913 », est celle des premières marques d'intérêt pour la L.A.F.. Naissent alors les contacts transatlantiques avec les maurrassiens : un article d'Omer Héroux dans *L'Action sociale*⁶⁹ est salué dans la maurrassienne *Revue critique*, en 1909. L'abbé Auclair recueille dans *La Revue canadienne* en 1913 les réflexions de Maurras sur le Canada français dans le quotidien *Action Française* en août 1912. Derechef, l'intérêt pour le maurrassisme ne concorde pas avec une quelconque adhésion, puisqu'Auclair exprime des réserves quant à l'analyse maurrassienne⁷⁰. Selon Trépanier, les véritables disciples du maurrassisme sont très rares, parmi la vaste

⁶⁷ Un des premiers pseudonymes de Groulx renvoie à ce modèle : Lionel Montal, qu'il utilise bien après 1906, dans les années de son militantisme pour la langue française dans la SPF, *Le Devoir* et auprès de la LDF (etc.) : Cf. ex. de 1913, Groulx, *Mes Mémoires*, I, p.194.

⁶⁸ P. Trépanier, *loc.cit.*, p.194-195.

⁶⁹ Ce quotidien catholique de Québec devint par la suite *L'Action catholique*. Cf. Dominique Marquis, *Un quotidien pour l'Église. L'Action catholique, 1910-1940*, M., Leméac, 2004.

⁷⁰ P. Trépanier, *loc.cit.*, p.174.

gamme d'intellectuels qui s'intéressent aux intellectuels proches de la L.A.F. L'apogée de l'intérêt et de la proximité se dessine dans les années 1914-1926, jusqu'à la Condamnation romaine⁷¹.

Dans les années 1930 l'intérêt se renoue ou se perpétue, dans un esprit toujours très affranchi, où les différents journaux, de droite comme d'extrême droite, sont cités et suivis avec intérêt, sans place prépondérante pour l'*Action Française*⁷². La plupart des mouvements et des périodiques intellectuels des années 1930 concernés au Québec sont des tribunes disparates et bigarrées, tels *Vivre avec* J.-L. Gagnon, P. Bouchard et J.-Ch. Harvey ; *Les Idées* où se côtoient les pensées de l'éditeur libéral, Albert Pelletier et d'autres jeunes aux opinions variées. Selon Trépanier, qui cite Charbonneau comme témoin d'époque, l'admiration littéraire pour les auteurs de la L.A.F. dépasse de loin l'adhésion politique⁷³ ; exemple à rapprocher de la fameuse citation de Proust qui admirait la « hauteur intellectuelle » du journal sans pour autant en être politiquement proche. Trépanier distingue *La Nation* comme un des mouvements des années 1930 les plus réceptifs au maurrassisme et pourtant : « Sous réserve d'un examen approfondi, l'impression s'impose que les jeunes de *La Nation* miment surtout le style, le ton de la presse parisienne non-conformiste des années trente, *L'Action française* bien sûr, mais aussi *Gringoire* et *Candide* – qui accueillent, il est vrai, beaucoup de maurrassiens dissidents –, plutôt qu'ils n'adhèrent à un corps de doctrine bien défini. » Cela indique néanmoins un rapport, peut-être significatif.

Enfin, Trépanier retrace la survivance de l'influence du maurrassisme au Canada français après la 2^e Guerre mondiale : si Maurras est absent des pages de *L'Action nationale*, d'autres groupes s'y intéressent, notamment le marginal *Tradition et progrès* (1957) qui s'est séparé d'une Action nationale trop à gauche.

⁷¹ P. Trépanier, *loc.cit.*, p.232.

⁷² P. Trépanier, *loc.cit.*, p.214.

⁷³ P. Trépanier, *loc.cit.*, p.221.

*Tradition et progrès*⁷⁴ revendique un groulxisme mâtiné de maurrassisme, où le projet de Laurentie devrait déboucher non seulement sur le corporatisme mais une Monarchie conservatrice⁷⁵ – position rarissime parmi les indépendantistes, même de droite. Trépanier livre ainsi une étude fouillée de l'influence du maurrassisme, dans toute sa durée, sur les intellectuels québécois, posant du même coup les nuances qui manquent encore à trop d'analyses de la question. Selon lui cette influence s'explique par une remarquable convergence entre deux traditionalismes catholiques et français. Il note que le journal *La Croix* influença bien davantage encore la droite catholique canadienne-française que *L'Action Française*⁷⁶. Trépanier ne relève pas la question de l'antisémitisme ou de l'antijudaïsme⁷⁷, bien que *La Croix* et *L'Action Française* en furent de grand propagandistes, par conséquent jusqu'au Québec. Selon Trépanier, l'intérêt pour Maurras a été grand parce que Maurras offrait au traditionalisme une doctrine. Il lui reconnaît un rayonnement puissant au Québec, ajoutant une nuance qu'il importe de ne pas perdre de vue en analysant Groulx et l'A.f., citée en exergue. Trépanier note que Groulx s'est penché sur *L'Avenir de l'intelligence* de Maurras, à une époque tardive (1916) où ses convictions étaient depuis longtemps formées... Ses hésitations entre catholicisme libéral et ultramontain avaient été déterminées par Rome : il faut mesurer le poids des Condamnations contraires de Pie X et Pie XI⁷⁸.

Les traditionalistes québécois recherchaient la caution d'intellectuels prestigieux tels Barrès et Maurras – en face du prestige de la réussite américaine, revendiquée par les libéraux, de grands auteurs apportaient « l'assurance de penser pour le XX^e s. », prouvant que le traditionalisme catholique et français, classiciste, gardait toute sa fertilité pour l'avenir national. Sans être à la source de

⁷⁴ Consulter l'article de Xavier Gélinas, « La droite intellectuelle et la Révolution tranquille : le cas de la revue *Tradition et Progrès*, 1957-1962 », *Canadian Historical Review/Revue d'histoire canadienne*, 77, 3, sept. 1996, p.353-359.

⁷⁵ Trépanier, *loc.cit.*, p.216-217.

⁷⁶ Trépanier, *loc.cit.*, p.211.

⁷⁷ La distinction ici renvoie à un sentiment raciste avec l'antisémitisme et une intolérance pour la diversité religieuse avec l'antijudaïsme.

⁷⁸ Trépanier, *loc.cit.*, p.192-196.

leur traditionalisme, déjà bien enraciné avec son identité québécoise propre, c'était là une confirmation importante, une confirmation presque nécessaire. C'est pourquoi la Condamnation « a fait si mal »⁷⁹. Maurras et la L.A.F. se sont démarqués parce qu'ils proposaient une doctrine du traditionalisme qui était à la fois une vision du monde et une idéologie de combat⁸⁰ : c'est le côté révolutionnaire du mouvement.

Relevons que selon Trépanier, le « nationalisme intégral » de Maurras est une expression redondante⁸¹ : traditionalisme et nationalisme seraient une même idéologie. Ici nous divergeons d'avec lui. Cet énoncé appartient plutôt à une des idéologies qui se soucient de nationalisme. L'anti-colonialisme nationaliste, par exemple, n'a pas toujours été traditionaliste. Le nationalisme bonapartiste non plus... N'est-il pas tout aussi vrai que libéralisme, communisme, fascisme et traditionalisme sont à même d'incorporer le nationalisme ou, dans certaines circonstances, de s'y opposer ? C'est ce qu'illustre bien pour le Québec l'*Histoire des idéologies* de Fernande Roy⁸². Le nationalisme ne surgit d'ailleurs pas comme idéologie politique d'abord du côté traditionaliste, mais de l'idéologie républicaine, « progressiste ». Objectivement, Girardet notamment le rappelle, le nationalisme émerge historiquement dans le sillage des révolutions démocratiques, avec l'élan nationalitaire, à laquelle l'Europe de Vienne opposa le traditionalisme. Le nationalisme démocrate est très important au XIX^e siècle (et après). Le nationalisme que Girardet appelle « le nationalisme des nationalistes » émerge, en France, dans un État où le nationalisme est instituant⁸³. Or, le phénomène marquant de cette période est peut-être la montée en puissance, sur le plan intellectuel, d'un nationalisme traditionaliste. Au cours de la seconde moitié du XIX^e s., le conservatisme s'est marié au nationalisme, privant le libéralisme du

⁷⁹ Trépanier, *loc.cit.*, p.223-230.

⁸⁰ Trépanier, *loc.cit.*, p.223.

⁸¹ Trépanier, *loc.cit.*, p.178.

⁸² Fernande Roy, *Histoire des idéologies*, p. 76 : « La valeur nationale s'insère dans l'idéologie globale des uns et des autres. »

⁸³ Cf. Chap. II et R. Girardet, *Le nationalisme français*. Il serait commode de distinguer patriotisme (nationalitaire) et nationalisme (traditionaliste), tel n'est pas l'usage, et la variété des nationalismes est plus vaste que ces deux catégories.

monopole de cette idéologie politique moderne déterminante. Le nationalisme traditionaliste rénove et galvanise ce conservatisme ultra. Ainsi l'influence de penseurs comme Barrès et Maurras en France et Tardivel et Groulx au Québec, paraît-elle décisive dans cette innovation idéologique, dont on gomme sinon les contours en n'identifiant pas l'originalité de ces combinaisons. Pour Trépanier les divergences, après les convergences, résultent du fait que les traditions du Canada français sont renouvelées par l'apport juridique et constitutionnel britannique, ce qui implique de nombreuses différences avec le traditionalisme de Maurras. Lequel diffère de celui de Barrès, ce qui nous incitera à poser la comparaison depuis une autre perspective, celle du mouvement de Maurras. Trépanier a raison de dire que Mann n'a pas assez vu, ni les autres historiens à sa suite, que l'A.f. s'est efforcée « de mettre au point un traditionalisme dynamique et actif ».

1.2.3 Yvan Lamonde

La récente synthèse d'Yvan Lamonde se penche sur l'état de la recherche concernant *L'Action française* et avance quelques hypothèses intéressantes. Dans son *Histoire sociale des idées*, Lamonde retrace une histoire des hommes et des femmes engagés du Québec depuis la Conquête, leurs idées, leurs lieux de sociabilité et leurs productions. Dans le second tome, paru alors que le cadre de notre analyse était fixé, nous avons trouvé des confirmations de notre axe d'analyse⁸⁴. Lamonde dégage du paysage intellectuel québécois au début du XX^e siècle, la mode des termes « action » et « doctrine », notant qu'on a soif de doctrines pour orienter les actions intellectuelles.

Dans le cas de l'Action française de Montréal, dont il résume l'histoire en lui consacrant deux chapitres, Lamonde identifie ce souci de doctrine : en quelque sorte, *L'Action française* et son œuvre présentent un aboutissement des recherches d'une doctrine nationale manifestées depuis 1896 et donc d'une série de différentes moutures de nationalisme et de leurs préoccupations depuis cette

⁸⁴ Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec, 1896-1929*, M., Fides, 2004.

époque. Souci idéologique qui se dote d'une infrastructure éditoriale pour son action intellectuelle. Lamonde note même que le parallèle entre les deux organisations homonymes, dans leurs structures éditoriales en particulier, est digne d'intérêt pour le chercheur. Il résume dans le premier chapitre les terrains d'action intellectuelle de l'A.f., à propos des questions économique, linguistique et culturelle. Sur le plan politique, il retient deux enquêtes de l'Action française, celles de 1922 et 1927. Dans celle de 1922, il retrouve un indépendantisme passif, qui espère que la Confédération se défera en même temps que l'Empire britannique dont la fin s'annonce et que l'indépendance de l'État français deviendra alors possible. Cette enquête marque une prise de distance entre les nationalismes de Groulx et de Bourassa et entre Bourassa et le mouvement. L'enquête de 1927 revient sur les griefs des Canadiens français dans la Confédération. Le diagnostic de Groulx en conclusion place Groulx selon Lamonde, en contradiction avec certains de ses écrits antérieurs⁸⁵, qui voyaient plus positivement l'autonomie possible au sein de ce régime. La prescription programmatique qui en ressort est néanmoins de veiller à ce que la Confédération en devienne véritablement une, au sens d'autonomie forte que ce régime politique devrait impliquer.

Dans le second chapitre consacré à l'A.f. Lamonde s'interroge sur les rapports entre les deux Actions françaises. Il signale qu'il y a sans doute matière à creuser la question de l'inspiration que l'A.f. aurait pu tirer de son homonyme française. Quels sont donc les rapports entre les deux, se demande-t-il ? Lamonde se base notamment sur les travaux de Mann et de Trépanier, mais aussi sur des sources et sur une synthèse des études parues, par exemple sur la question du rayonnement de Barrès à l'époque. Postulant que pour analyser ressemblances et dissemblances il faut d'abord situer les intellectuels dans leurs contextes nationaux et continentaux respectifs, Lamonde retient une série de parallèles entre les deux ligues, « une communauté de questionnements, de préoccupations et

⁸⁵ Lionel Groulx, « La constitution fédérative », *La revue canadienne*, XIV, nov. 1914, p.387-398.

d'aspirations ». Le parallèle est celui d'un nationalisme défensif, après la défaite de 1870 pour la France et les nombreux revers des Canadiens français depuis la Confédération. Il y aurait donc un point commun à trouver entre les deux nationalismes concernés dans leur appréhension défensive des ennemis extérieurs et intérieurs. Autre parallèle, la volonté de dessiner un nationalisme au-dessus des partis, volonté qu'alimente une certaine désillusion sur le système parlementaire après diverses mésaventures politiques, dont les grands scandales de la fin du XIX^e siècle (de type Panama et chemin de fer transcanadien, faut-il comprendre). Lamonde trace ainsi un parallèle autour de l'esprit de critique antiparlementaire, sans entrer plus avant dans le détail de leurs préférences politiques respectives. Mais il mentionne bien, en fin de chapitre, à quel point le politique d'abord des maurrassiens se distinguait ou s'opposait à la primauté du spirituel que l'A.f. inscrivait dans la tradition nationale.

Relevons par ailleurs que le second tome de cet ouvrage de synthèse fait un usage remarquable des illustrations tirées des *Almanachs de l'Action française* pour illustrer le volume. L'examen, comme ailleurs dans *L'Histoire sociale des idées*, replace avant tout le phénomène de l'A.f. dans son contexte plus large. Ainsi est mis en relief l'importance des relations et des échanges culturels entre la France et le Québec « qui ont quatre siècles d'histoire commune et dont les relations récentes [...] sont plus larges et plus riches que les seuls rapports entre les deux mouvements et périodiques⁸⁶ ». Ainsi, le renouveau du nationalisme au tournant du siècle explique l'intérêt, manifeste chez nombre d'intellectuels du Canada français au début du XX^e s., pour Barrès, Maurras et Maritain, fascination même d'une certaine élite intellectuelle, écrit Lamonde. Et d'ajouter : « Sans prétendre à une étude exhaustive, on peut déjà affirmer que l'Action française [AF] et Barrès en particulier sont familiers au milieu intellectuel québécois du tournant du [XX^e] siècle »⁸⁷. Il en donne des exemples à travers diverses publications du Québec des témoignages, des conférences d'intellectuels proches

⁸⁶ Y. Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, t.II, 1896-1929, p.170.

⁸⁷ *Ibid.*, p.171.

comme distants de l'A.f. Des relations culturelles poussées entre intellectuels de France et du Québec ont impliqué également des relations entre les deux Actions françaises, lesquelles furent mises à mal par la Condamnation pontificale de l'AF en 1926.

Qu'a apporté de neuf l'A.f., se demande Lamonde ? Tout d'abord elle a élargi son action intellectuelle du terrain linguistique au culturel et au politique en passant par l'économique. Elle a apporté un achèvement à un mouvement qui se dessinait depuis la fin du XIXe s., à la recherche d'une doctrine nationaliste cohérente, que l'A.f. fournit. Cette doctrine pourvoit les axes d'une action intellectuelle, d'une thématique canadienne-française à l'usage des écrivains, à quoi l'A.f. ajouta « une infrastructure éditoriale inédite⁸⁸ ». L'A.f. a innové en conjuguant nationalisme économique et nationalisme culturel, et innové encore en pensant au rôle de l'État québécois dans cette double perspective – soulevant par exemple la question de l'intérêt de la nationalisation de l'électricité, qui deviendra un enjeu si important en politique québécoise dans les décennies suivantes. Notons qu'en mentionnant ainsi l'intérêt pour l'État, Lamonde lève le rideau sur une piste de recherche que nous voudrions approfondir dans un autre cadre. Cette mention est significative car elle va à l'encontre d'une perspective assez installée en sciences sociales et en historiographie qui niait tout lien entre la modernisation de l'État des années 1960 et les intellectuels nationalistes des décennies précédentes, lesquels auraient été foncièrement anti-étatistes⁸⁹. Elle confirme qu'une nuance importante pourrait être apportée en examinant la question de l'État de beaucoup plus près, chez les intellectuels de l'entre-deux-guerres, mais cela dépasse l'objectif de la présente étude.

L'A.f. innove aussi en délaissant le nationalisme canadien de Bourassa pour puiser dans l'indépendantisme de Tardivel un nationalisme canadien-français.

⁸⁸ Y. Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, t.II, p.187.

⁸⁹ Une illustration typique en est le compte-rendu de Nicole Gagnon, « Michael Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution. Liberalism versus Neo-Nationalism, 1945-1960* », *Recherches sociographiques*, vol. 26, no 1-2, 1985, p.276-278. Gagnon y nie tout lien entre nationalisme et rôle accru de l'État, qui ne serait pas démontré.

« L'État français » qu'elle préconise est ainsi l'ébauche de ce qui sera nommé la « Laurentie » dès les années 1930, comme projet politique indépendantiste associé de manière plus ou moins précise aux frontières du Québec. Selon Lamonde, Groulx est allé trop loin lorsqu'il écrivit en 1928 « que *L'Action française* de Montréal « n'avait rien de commun avec l'œuvre royaliste de Paris » condamnée⁹⁰ ». Car l'intérêt pour l'AF s'inscrivait dans une réalité bien plus large : les intellectuels du Canada français de cette époque partageaient, dans leur majorité, un point de vue catholique conservateur qui faisait de 1789 une ligne de partage entre la bonne France et une France déchue des bonnes valeurs, celles catholiques dont on voulait encore s'inspirer. Cela rendait le point de vue de l'AF intéressant et à bien des égards familier à ces intellectuels canadiens-français. Et pourtant, il faut rappeler que ni Barrès ni Maurras ne faisaient l'unanimité au Canada français. Outre les gaffes coutumières liées à une grande méconnaissance du Canada français lui-même, Lamonde relève l'agnosticisme bien connu de Barrès et l'athéisme connu de Maurras, en sus du « politique d'abord » et de son nationalisme « outrancier », comme le qualifiait Henri Bourassa⁹¹. Enfin, il faut noter que Lamonde retient à la fois la convergence de Trépanier et la caution intellectuelle de Mann, en soulignant le panache intellectuel de l'AF. Mais il ajoute donc l'idée d'une relation plus fournie qui pouvait donner lieu à quelque chose de plus, des inspirations, des échanges, des apports, ce que pourrait confirmer et préciser un « examen exhaustif ».

1.2.4 Pascale Ryan et les nouveaux lieux de militantisme

Pour conclure cette revue historiographique, nous allons aborder un article de Pascale Ryan sur les intellectuels et sa thèse sur l'Action nationale⁹². L'historienne Pascale Ryan a, avec sa thèse, ouvert la voie de l'étude des intellectuels dans leurs actions collectives et leurs formes d'associations dans

⁹⁰ Y. Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, t.II, p.190.

⁹¹ *Ibid.*, p. 189-190 ; Lamonde ne donne pas la référence de la citation de Bourassa.

⁹² *Des intellectuels dans la Cité. La Ligue d'Action nationale, 1933-1960*, Thèse, UQÀM, 2002, 315 p.

laquelle nous souhaitons avancer. Elle dresse l'état actuel de la question des intellectuels québécois dans l'article «Des intellectuels en Europe et en Amérique»⁹³. Après avoir situé les développements de l'histoire des intellectuels dans le champ de l'histoire culturelle, renouvelée depuis une vingtaine d'années dans le sillage des acquis de la nouvelle histoire, Ryan compare le modèle de l'intellectuel français à celui d'autres aires culturelles occidentales et tout particulièrement des Amériques, pour conclure sur le cas québécois.

Cette historiographie a été marquée, depuis son émergence dans les années 1950 sous l'égide de René Rémond jusqu'à son essor depuis vingt ans, par la figure emblématique du dreyfusard. L'exclusivité de ce modèle a commencé à être remise en question en France même, dans des travaux comparatifs comme ceux de Charle ou de Trebitsch⁹⁴, pour élargir le cadre spatio-temporel et briser une sectorisation trop rigide. Le clerc engagé existait sous d'autres vocables auparavant et, pendant le « siècle des intellectuels », sous d'autres formes ailleurs. Il n'y a pas de définition « définitive » de l'intellectuel (au sens large). Une mutation s'est bien opérée à la fin du XX^e siècle - ainsi qu'il en fut à la fin du XIX^e siècle, ajouterons-nous. Ryan plaide donc pour une définition ouverte qui permette de comprendre l'intellectuel comme une figure changeante, évoluant avec la société, ce qui exige une « historicisation » et une « contextualisation ». Quelles sont les figures d'intellectuels dans les nations américaines ? Ryan se réfère aux États-Unis, au Mexique et au Brésil. Elle les rapproche de l'intellectuel organique défini par Gramsci – sous-entendu ce qu'il nomme « l'intellectuel traditionnel »⁹⁵. Dans ces pays neufs, à l'identité nationale en construction, les intellectuels sont souvent experts ou journalistes et sont en quête d'un imaginaire et d'une culture propres à leur nation juvénile.

⁹³ Pascale Ryan, « Des intellectuels en Europe et en Amérique. Un état de la question », *Mens, R.H.I.A.F.*, vol. IV no 1, aut. 2003, p.9-38.

⁹⁴ Voir en Introduction et en Bibliographie.

⁹⁵ Cf. Attilio Monasta, « L' "Intellectuel organique" » selon Gramsci », *Encyclopédie de l'Agora* : http://agora.qc.ca/reftext.nsf/Documents/Intellectuel--Lintellectuel_organique_selon_Gramsci_par_Attilio_Monasta

Quant au Québec, cette configuration s'y applique aussi, mais c'est une autre problématique qui a souvent emboîté l'étude des intellectuels dans une prétendue idéologie monolithique, conservatrice, qui serait la vraie responsable du retard ou du sous-développement canadien-français. Les premiers travaux des années 1950 et 1960 prenaient l'allure d'un procès et occultaient trop la variété des idéologies en circulation. Il faut dépasser ce faux portrait d'une idéologie unique qui aurait noyé la pensée au Québec avant 1960. La droite demeure en fait méconnue, (malgré Trépanier *et al.*), l'intérêt pour les progressistes modernisateurs ayant occulté l'apport des réflexions de droite à la préparation de la Révolution tranquille. Pomeyrols aussi plaide pour le dépassement de la fausse simplification idéologique, centrée sur Sartre, pour aborder les comportements collectifs, et Ryan abonde en son sens. Ryan signale l'intérêt de la piste de recherche que Pomeyrols désigne, le champ des collèges et de la formation des intellectuels, pour ensuite tracer des réserves et les lacunes des *Intellectuels québécois : formation et engagements*, notamment de mise en contexte.

Yvan Lamonde, poursuit Ryan, se base sur la définition de Pascal Ory, comme Pomeyrols, mais pour mettre en doute l'apparition de l'intellectuel québécois avant les années 1930 : c'est sans doute en oubliant que dreyfusards comme anti-dreyfusards, Zola comme Barrès, sont des intellectuels vers 1900. Ryan enjambe la longue querelle autour de l'intellectuel dreyfusard : au fond l'intellectuel progressiste, libéral, individuel, existe au Québec dès le tournant du XX^e s. Il correspondait déjà à la définition du « culturel mis en situation du politique ». Il faut dépasser la définition dreyfusarde et accepter l'intellectuel de droite comme un acteur de l'histoire des intellectuels au même titre que le libéral. Dépassons-donc la question idéologique pour nous en tenir à une définition sur la base des modes de diffusion et d'action, tels que repérés également par Lamonde. Ryan montre combien l'intelligentsia québécoise est active bien avant 1900, mais convient qu'une mutation s'opère au tournant du siècle, que Lamonde décrit comme une évolution sur trente ans qui débouche sur l'intellectuel (au sens

historique que Charle met entre guillemets). On pourrait donc parler d'intellectuels au XIX^e siècle.

Notre perspective s'accorde avec celle de P. Ryan en s'inscrivant directement dans l'axe qu'elle propose à la recherche en matière des intellectuels au terme de son état des lieux. Le clerc engagé existait déjà, vers 1900, lorsque de nouveaux lieux de militantisme ont permis à l'action intellectuelle de se présenter sous un nouveau visage et de se déployer autrement. Voilà ce que nous allons étudier en identifiant des mouvements intellectuels. « Il apparaît donc impératif de reprendre la question sur une base plus large, à partir de nouvelles sources et de nouveaux acteurs. » Ryan précise les nouvelles pistes de recherche : « ces nouveaux et nombreux lieux de militantisme qui émergent au tournant du XX^e s. et qui se distinguent de ceux du siècle précédent par leur refus de la politique partisane. »⁹⁶ C'est exactement dans cette voie que s'engageait dès le départ notre enquête, imbriquée à l'état de la question au Québec et à l'étude précise d'un phénomène défini en termes québécois.

La thèse de Ryan nous permet d'aborder, à travers le développement du modèle de la Ligue d'Action nationale, l'émergence de modèles d'engagement intellectuel au Québec, « nouveaux lieux de militantisme » des intellectuels selon son expression. Elle est la première à faire l'histoire de l'Action nationale en tant qu'histoire des intellectuels⁹⁷. Sa thèse est une référence remarquable à bien des égards pour qui veut étudier non seulement l'Action nationale mais l'engagement intellectuel de 1930 à 1960 au Québec, où l'Action nationale était l'un des modèles, l'un des lieux de militantisme notables. Une des ressources qu'elle fournit aux chercheurs est la prosopographie des ligueurs et collaborateurs de la revue durant la période 1930-1960 et même celle de l'A.f. Ryan a rassemblé l'information biographique utile sur la plupart d'entre eux. Elle fait ressortir l'importance du militantisme préalable dans l'ACJC pour la majeure partie des

⁹⁶ Pascale Ryan, *loc.cit.*, p.30.

⁹⁷ Pascale Ryan, *Des intellectuels dans la Cité*. Cette thèse vient de paraître sous le titre *Penser la nation* (cf. Bibliographie).

fondateurs et, en général, le poids des modèles de militantisme du catholicisme social⁹⁸. Ryan démontre que la Ligue des Droits du français fournit les cadres de la future Ligue d'Action nationale et d'autres œuvres aussi. L'acte de naissance de ce nouveau militantisme a été l'engagement en faveur des droits du français, dont le Congrès de la langue française (1912) mené par la Société du parler français, fut le catalyseur. Bientôt, l'engagement de ces membres des élites (professions libérales) est radicalisé par deux crises : la suppression, anticonstitutionnelle, des écoles catholiques et françaises, et l'imposition de la conscription⁹⁹. Leur engagement cherche à dépasser la lutte linguistique pour défendre les traditions catholiques et françaises du Canada français dans un contexte de modernisation industrielle, de défi économique et de « question sociale ».

Ryan illustre en annexe les réseaux d'autres organisations, d'autres lieux de militantisme avec lesquels l'Action nationale était liée de près à travers les implications multiples des ligueurs et des collaborateurs. L'Action nationale était généralement en bons rapports avec la « bonne presse » (catholique) ; de surcroît, ses fondateurs ont par la suite institué ou participé à d'autres périodiques et d'autres mouvements, avec d'autres membres de l'intelligentsia¹⁰⁰. Ryan insiste en particulier sur l'École sociale populaire (ESP). Cette œuvre, active et productive, publie un programme de doctrine sociale de l'Église qui joua un rôle certain dans les débats politiques des années 1930¹⁰¹. Ce programme contribua à propager l'idée que le catholicisme s'accordait avec des réformes de l'économie capitaliste, ce qui suscitait l'intérêt durant la Crise. Le père Archambault, animateur de « la petite guerre linguistique », un des fondateurs majeurs de la Ligue, en était l'animateur principal. Son programme socio-économique devint le bréviaire du programme social proposé par le parti de l'Action libérale nationale (ALN). Ryan souligne l'importance du militantisme linguistique d'Archambault dans la création de regroupement intellectuel, embryon de la Ligue. Ce travail

⁹⁸ Pascale Ryan, *op.cit.*, p.49 sq. ; p.279.

⁹⁹ Pascale Ryan, *op.cit.*, p.53-54.

¹⁰⁰ Pascale Ryan, *op.cit.*, p.95 ; p.127.

¹⁰¹ Pascale Ryan, *op.cit.*, p.128 sq.

nous sert de référence, à laquelle nous renverrons le lecteur plutôt que de reproduire une prosopographie et une liste des collaborateurs. Nous allons en revanche mettre en relief les ponts entre *L'Action nationale* et *La Relève* ou *La Nation*.

Ryan établit l'évolution du modèle d'engagement d'Action française puis nationale au rythme des changements de directeur général. Se succèdent les modèles Lionel Groulx, Esdras Minville et André Laurendeau durant la période qui nous concerne. Ryan dégage plusieurs éléments qui font de l'action intellectuelle de l'A.f. un militantisme dynamique et novateur. Elle retient notamment l'importance de la librairie, de l'édition, des publications dans divers formats et divers registres, de la fiction à la brochure en passant par l'enquête ou la monographie. Elle donne d'ailleurs une liste des publications des éditions de l'Action nationale (et non de l'Action française). La Ligue était moins distante des engagements politiques sous Minville (son édition moins active aussi) et elle change une partie de ses affinités idéologiques sous Laurendeau avec l'ouverture au personnalisme ; affinité qui devint déterminante après 1947¹⁰², et imprima déjà un changement auparavant¹⁰³.

Ryan montre en quoi le modèle d'engagement de l'A.f.-A.N. est débiteur des modèles de militantisme des associations catholiques, tant par les cercles d'études que la doctrine sociale ou la distance avec la politique (quoique l'encadrement de la jeunesse formera aussi des dirigeants politiques). Selon Ryan, le passage de la direction de Groulx à Minville puis à André Laurendeau induit un lent processus de laïcisation de ce modèle de militantisme aux racines catholiques. Ainsi progresse l'autonomisation des intellectuels québécois¹⁰⁴. Groulx s'est toujours méfié de la politique politicienne. Minville accentue d'abord préoccupations économiques à la Ligue. Il ne se gêne pas pour se rapprocher également des engagements politiques. Minville permet à l'Action nationale

¹⁰² Pascale Ryan, *op.cit.*, p.236-262.

¹⁰³ P. Ryan, *op.cit.*, p.166-174 ; p.219-235.

¹⁰⁴ P. Ryan, *op.cit.*, p.282-283.

d'accueillir l'ALN et de l'épauler intellectuellement. Il définit même à cette occasion un rôle de guide des politiques pour les intellectuels¹⁰⁵. Il s'émancipe ainsi de la doctrine de Groulx, aux yeux de Ryan, et c'est sous Laurendeau que s'achève ce processus d'autonomisation. Il est accompli lorsque enfin la préoccupation sociale remplace le paradigme religieux dans l'engagement de la Ligue : non que le catholicisme soit renié, mais l'engagement intellectuel est véritablement laïcisé. Pour Groulx, comme dans l'ACJC d'où émanent nombre de ses fondateurs, l'action catholique et l'action nationale allaient de pair et ne devaient pas être séparées. Cela impliquait une plus grande réserve face à la politique quoique Groulx s'intéressât à son évolution - surtout pour la critiquer. L'action nationale, sous Laurendeau, devint définitivement distincte de l'action catholique. L'ouverture sur le personnelisme, catholique mais social et pleinement laïque, avait beaucoup contribué à cette évolution. Ouverture intellectuelle souhaitée par Laurendeau dès la fin des années 1930, lorsqu'il prend la barre de la Ligue, évolution qui n'était pas du tout achevée durant la Seconde Guerre mondiale. Ryan en veut pour preuve que ces intellectuels n'envisagèrent la guerre que sous la lorgnette des conflits entre Canadiens français et impérialisme anglais de la Grande Guerre.

Nous nous interrogeons sur le modèle d'engagement que l'Action française avait légué à l'Action nationale. Fut-il tiré uniquement du modèle catholique que Ryan a bien dégagé ? Certes, il devait beaucoup à l'action catholique, ses cercles d'étude, ses pèlerinages (le mot l'indique bien d'ailleurs) et davantage. Mais du côté de l'action nationale que Groulx voulait animer et arrimer à l'action catholique, n'y avait-il point d'autres sources d'inspiration, d'exemple de lieux de militantisme, qui purent servir à ceux qui comme Groulx voulaient fonder cette Ligue ? Ryan rappelle d'ailleurs que l'ESP et les Semaines sociales sont des inventions adaptées d'après l'exemple de formules et organisations françaises. Or c'est aussi le cas de l'ACJC. Il est par conséquent possible qu'un travail similaire d'étude de modèles européens en la matière fût fait pour organiser une œuvre

¹⁰⁵ P. Ryan, : *op.cit.*, p.85 ; p.116 sq.

d'action nationale. C'est donc un autre pan constitutif, laïc, de ce nouveau lieu de militantisme qu'incarna la Ligue d' Action française de Montréal que nous allons analyser au chapitre III, en prenant pour acquis cette tradition catholique.

CONCLUSION

Il convient que nous précisions notre position face au débat sur l'intellectuel québécois. La réalité de « l'intellectuel » au sens historique, tel que nous l'avons défini, n'existe pas au XIX^e siècle, mais c'est, dans le cas de notre définition, tautologique. L'intellectuel au sens fonctionnaliste, celui de la définition d'Ory et Sirinelli, « homme du culturel mis en situation du politique » a, nous l'avons exprimé, évolué du « philosophe » au « publiciste » à « l'intellectuel », pour ne retenir que ces phases. En l'occurrence, le Québec a connu des « philosophes » qui publièrent en Europe, puis un foisonnement de « publicistes » au XIX^e siècle et enfin des « intellectuels » au XX^e siècle. Examiner les conditions de naissance de « l'intellectuel » implique selon nous, en effet, des conditions sociales permettant une nouvelle mutation dans les comportements, un seuil de développement culturel dont découle une plus grande masse de lettrés à même d'intervenir comme catégorie spécifique, dans des tribunes spécifiques, dans le débat public. Un tel examen n'implique donc pas, que les publicistes du XIX^e siècle, et des écrivains et des savants engagés « canadiens » (puis « canadiens-français »), du XIX^e siècle n'étaient pas des « hommes du culturel mis en situation du politique », non plus que les ecclésiastiques qui s'engageaient dans les débats publics depuis la fin du XVIII^e siècle, généralement contre ces hommes des Lumières puis ces libéraux.

Ainsi, « l'autonomisation » dont il s'agit à notre point de vue, n'est pas de nature idéologique. Elle n'est pas tant une autonomisation vis-à-vis l'Église, l'État ou les partis politiques. Sartre serait-il plus indépendant d'esprit que Bernanos ? Voltaire ou encore l'abbé Sieyès ne l'étaient-ils point ? À notre sens cette

autonomie relative existait chez maints penseurs, auteurs et clercs engagés des siècles précédents. Il s'agit plutôt d'une autonomisation accrue du champ d'intervention des intellectuels; on pourrait même parler de spécialisation de leurs créneaux d'intervention. Ainsi, à côté du journal d'information qui naît à la fin du XIX^e se développe la revue d'intellectuels – sachant bien qu'il existe toujours des journaux plus intellectuels et souvent des sections plus intellectuelles dans les autres. La revue d'intellectuels est l'institution d'un mouvement intellectuel, et une bannière, une tribune spécifiquement intellectuelle. Cette caractérisation intellectuelle existante se définit implicitement par rapport à d'autres périodiques qui ne le sont pas. De même, certaines pétitions sont désormais des pétitions d'intellectuels. Les intellectuels du XIX^e siècle, sur le mode du publiciste, du grand écrivain, etc. participent, lors de leurs engagements, dans leurs périodiques, dans leurs pétitions, etc., à des tribunes qui s'adressent au citoyen cultivé et l'impliquent dans leurs actions. Ce public demeure visé au XX^e siècle bien sûr, mais une spécialisation s'est effectuée, ajoutant de nouvelles pratiques, de nouveaux modes d'intervention aux coutumes des intellectuels. Vers 1900 se sont imposées de nouvelles manières d'intervenir dans le politique, spécifiques aux intellectuels, autres que celles de la politique classique instaurée au cours du XIX^e siècle, reflétant le nouveau stade de développement du champ intellectuel (du côté des diplômés, de l'édition, des arts et des sciences). Charle parle ainsi d'une « vie intellectuelle spécifique » qui apparaît à la fin du XIX^e siècle¹⁰⁶.

Lamonde s'interroge à savoir si l'intellectuel peut être catholique dans un pays catholique. Il appert d'une part que l'AF et le Sillon en sont deux bons exemples (d'ailleurs divergents), comme le sont Bourget, Brunetière et plusieurs de ceux qui se liguent avec Barrès à la LPF. Il faut redire qu'ils se trouvent en position contestataire face à la République. D'autre part, l'ecclésiastique engagé, dans une société libérale comme l'est le Québec au XIX^e siècle, dans une société qui dépend d'un chef d'État protestant d'ailleurs, lutte idéologiquement dans la même arène que le républicain et le libéral, quand il se fait publiciste. Mais il y a

¹⁰⁶ Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels »*, p.97.

plus. À notre sens le clerc engagé catholique existe dès l'époque de la République des lettres. À cette époque, différents partis catholiques se font intellectuellement concurrence et débattent idéologiquement avec des protestants, des partisans de la tolérance d'Henri IV, et différentes écoles savantes ou philosophiques, et libertines¹⁰⁷. Ainsi, ce fut un jésuite, Garasse, qui définit les Libertins au XVII^e siècle, en les prenant à parti dans ses écrits¹⁰⁸. C'est un clerc engagé, un intellectuel au même titre que les Libertins qu'il dénonce (ou qu'un intellectuel janséniste ou gallican avec lequel il peut avoir maille à partir). Les deux catégories de clercs engagés, Lumières et Anti-Lumières, ne se comprennent pas l'une sans l'autre, non plus que la droite et la gauche, par exemple au temps des dreyfusards et des anti-dreyfusards¹⁰⁹.

Puisque l'engagement est le critère de définition, le laïcisme ne participe pas des critères, mais plutôt des idéologies en jeu, au même titre que divers courants catholiques (gallicans, quiétistes, jansénistes, ultramontains, dominicains, jésuites, etc.). Nous avons exposé en introduction en quoi la définition du clerc engagé devait être nettement distinguée des différentes idéologies pour lesquelles il peut s'engager. L'abbé Mably était autant un intellectuel, engagé dans le politique, que D'Alembert. Au surplus, une fois la démocratie libérale établie, les religieux qui sont intellectuels interviennent sur le même terrain avec les mêmes armes que les intellectuels laïcs, libéraux ou conservateurs, comme jadis parmi les philosophes. Cette sphère du politique prend en effet une nouvelle dimension à partir de l'ère contemporaine, suite aux grandes révolutions démocratiques et républicaines de la fin du XVIII^e siècle. L'élan de démocratisation qui s'ensuit instaure graduellement un espace de liberté de presse, de pensée, de débat et d'engagement civique. Cela multiplie considérablement les possibilités et les activités d'engagement, ce que reflète le « publiciste » qui succède au « philosophe », et en

¹⁰⁷ Cf. Ch.-Ph. Courtois, « De Paris à la Lune en passant par Québec. Les écrits de la Nouvelle-France et le libertinage intellectuel au XVII^e siècle », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15 no 2, print. 2007, p.293-310.

¹⁰⁸ François Garasse, s.j., *La Doctrine curieuse des beaux esprits de ce temps, ou prétendus tels*, Paris, 1623 ; reprod., Farnborough (Angl.), Gregg, 1971.

¹⁰⁹ Cf. Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels »*, Chap. V, « "Intellectuels" de gauche et "intellectuels" de droite », p. 183 sq.

plus grand nombre. L'ordre libéral s'installe dans le monde nord-atlantique depuis la fin du XVIII^e siècle, Québec y compris, et les clercs d'Église participent au débat au même titre que les écrivains, les publicistes et les journalistes de parti. Une autre échelle est franchie en passant du « publiciste » à « l'intellectuel ». Car une fois cette sphère libérale du politique établie, les « intellectuels » ont développé des tribunes et des moyens d'action spécifiquement intellectuels, à côté des canaux plus généralistes, développés depuis l'époque moderne et au cours du XIX^e siècle.

Lamonde préconise d'éviter l'anachronisme quant au terme intellectuel pour la finesse de l'analyse ; c'est ce que nous pratiquons ici tout en sachant que l'objet d'étude ne justifiera pas toujours ce choix. En l'occurrence, quand il s'agit de saisir une évolution, nous croyons comme Lamonde qu'il est plus que fondé, en effet nécessaire, d'examiner les caractéristiques de l'engagement associées au nouveau terme. L'autonomisation accrue qui progresse durant la seconde moitié du siècle fait partie, selon nous, à la suite de Charle dans *Les intellectuels en Europe au XIX^e siècle*, des conditions d'émergence de « l'intellectuel » au sens historique, lequel reflète une vie culturelle, lettrée, à l'échelle de la presse de masse et des nouvelles proportions de diplômés.

Or au Québec les intellectuels critiques surgissent rapidement aussi et le « retard » est somme toute bien faible, (compte tenu en plus du développement culturel plus restreint), entre les manifestes et mouvements de 1898 en France, l'usage du substantif en 1901 au Québec, puis la naissance de la Ligue nationaliste au début de la décennie, et ensuite des revues de mouvements intellectuels. L'usage du substantif est peut-être moins important que les pratiques qui le popularisent à l'aube du XX^e siècle dont la manifestation au Québec ne tarde guère. Mais le terme se répand lui aussi très rapidement et les intellectuels de *L'Action française* l'utilisent. Nous verrons par exemple, au chapitre suivant, que la volonté de distinguer intellectuel et dreyfusard est déjà clairement exprimée à

cette époque au Québec¹¹⁰. Le débat est en partie nominaliste quand Lamonde convient qu'il retrouve dans le publiciste, le personnage social qui préfigure l'intellectuel, et puisqu'il recense lui-même une vie intellectuelle engagée dans le premier tome de son *Histoire sociale des idées*, tout autant que dans le second.

En somme, pour une part, notre position diverge quelque peu de celle d'Yvan Lamonde, en ce qu'elle insiste sur l'engagement, pour définir l'homme du culturel en situation du politique, ce qui le dégage de la question de l'idéologie particulière qu'il défend pour le définir. En cela elle rejoint la position défendue par une majorité d'intervenants dans *L'inscription sociale de l'intellectuel*, dont Fernande Roy. D'autre part, elle trouve un point de rapprochement avec celle d'Yvan Lamonde en ce qu'elle s'attarde à la réalité d'un changement au tournant du XX^e siècle, qui concerne « l'intellectuel » au sens historique, tel qu'établi en introduction. Cette position n'entre toutefois point en contradiction avec le fait de reconnaître le publiciste comme intellectuel du XIX^e siècle, au contraire, elle vise à mieux cerner les caractéristiques de chacun de ces clercs engagés et de l'évolution historique des comportements, du « philosophe » à « l'intellectuel » en passant par le « publiciste », en apportant ici une contribution par l'analyse d'un de ces objets bien circonscrits : par des études de cas, « l'intellectuel » au sens historique.

Quel bilan dresser de cette revue historiographique, sur le plan de l'histoire des intellectuels, de l'A.f. et de son rapport à l'AF maintenant ? Nous avons vu que Pomeyrois multipliait les disciples du maurrassisme dans une analyse qui pêchait par mise en contexte et une analyse des sources défailtantes, par de nombreuses erreurs de méthode. L'étude des intellectuels québécois des années 1930 concernés serait à reprendre, avec une mise en contexte adéquate et en discernant bien les positions de chacun d'entre eux. Sur la question du rapport entre l'A.f. et l'AF, Mann admet que la L.A.F. servit de caution intellectuelle et Trépanier, qu'il y eut convergence entre les deux ligues : mais que signifie tout

¹¹⁰ Voir la citation en exergue, section 2.3.

cela ? Mann qualifie leur relation de mystérieuse, implicitement à cause de l'écart entre un intérêt, une homonymie et une forte autonomie. Notre hypothèse est la suivante : la L.A.F. a peut-être exercé une influence dépassant la convergence, sans qu'il s'agisse de disciples maurrassiens. L'A.f. de Montréal demeure trop catholique, comme le répète Mann, et trop ambiguë politiquement pour qu'on oublie de la distinguer nettement de l'AF maurrassienne. AF qui proclame le «politique d'abord» et en appelle à la violence – exactement le contraire de l'A.f., avec Groulx qui n'ose même pas prôner l'indépendance qu'il vante, car c'est une révolution, ni la violence. Non seulement parce que la tradition canadienne-française était depuis longtemps distincte (comme le souligne Trépanier), mais aussi parce qu'une influence peut s'exercer autrement. Est-ce que les hommes qui firent de la Ligue des droits du français un mouvement intellectuel d'action nationale tirèrent une inspiration pratique de l'exemple l'Action française de Maurras qu'ils admiraient pour sa vigueur dans l'action et son traditionalisme élaboré ? Ryan fait ressortir la nouveauté des lieux de militantisme, tels que la Ligue d'Action nationale, et leur évolution. Se peut-il que l'influence se trouve de ce côté ? Car la rectification des hypothèses de Pomeyrols exposée par Trépanier n'élimine pas la question de l'inspiration telle que nous souhaitons la poser. La synthèse de Lamonde confirme l'intérêt de notre enquête. De Pascale Ryan nous retenons notamment une piste à creuser du côté des modèles d'action nationale, puisqu'elle a bien dégagé les modèles opérants d'action catholique.

Il ne faudrait pas gommer l'originalité des Barrès et Maurras ni celle des mouvements qu'ils rassemblent. Ils participent d'une évolution idéologique innovatrice. Nous allons aborder au chapitre suivant les nationalismes en présence lorsque naît la Ligue des droits du français (LDF), ancêtre de la Ligue d'Action française de Montréal. Mais l'innovation n'est pas qu'idéologique : elle gît du côté des pratiques socioculturelles, ce qui comprend les organisations. Le débat sur l'histoire des intellectuels au Québec fut en partie lexical. Si l'on accepte l'évolution de l'intellectuel dans le temps comme digne d'examen, et que l'usage historique, restrictif, d'« intellectuel » peut être utile dans une étude sur son siècle,

alors l'Action française devient un cas d'espèce de naissance des « intellectuels XX^e siècle » au Québec (et c'est aussi vrai de la France). C'est sur le plan d'histoire des intellectuels que nous voulons avancer, dans le sillage du travail de Pascale Ryan. Au moment de fonder et d'animer une nouvelle organisation, est-ce que les mouvements *L'Action française*, *La Relève* et *La Nation* ont tiré quelque chose de modèles français de mouvement intellectuel ? Chacun de ces trois mouvements intellectuels devrait illustrer un modèle de mouvement spécifique, apparenté dans sa forme (présentation et organisation) au mouvement français que nous lui associons, pour confirmer notre hypothèse d'inspiration. Mann rapprochait la présentation des deux revues d'action française : nous verrons si une comparaison similaire s'applique aux deux autres mouvements.

Nous souhaitons approfondir la connaissance de ces nouveaux lieux de militantisme de l'entre-deux-guerres. Nous allons d'abord, au chapitre deuxième, nous pencher sur le contexte de naissance de la ligue québécoise d'Action française dans le monde des intellectuels québécois pour ensuite passer, au chapitre troisième, à la comparaison avec le modèle de mouvement français d'A.F. La Ligue d'Action française était une innovation, un mouvement intellectuel parmi les plus accomplis et les plus marquants en Europe de l'Affaire Dreyfus à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Nous voulons vérifier si l'Action française de Montréal représentait, elle aussi, une innovation, en tant que mouvement intellectuel.

CHAPITRE II

NAISSANCE DE L'ACTION FRANÇAISE DE MONTRÉAL : IDÉOLOGIES ET MOUVEMENTS INTELLECTUELS

Dans la première section de ce chapitre, nous allons présenter les différents nationalismes en jeu au tournant du XX^e s., afin de situer l'Action française de Montréal parmi la diversité des idéologies au Québec, dont celles qui influencèrent ses fondateurs. Nous définirons aussi l'originalité idéologique de la L.A.F. Ensuite, en deuxième section, nous examinerons les mouvements et organes d'intellectuels existant au moment où naît l'A.f. et les cercles d'action intellectuelle où elle fut conçue, ce qui nous aidera à discerner sa contribution au développement de ces nouveaux lieux de militantisme des intellectuels.

2.1 LES NATIONALISMES

Nous allons aborder dans cette section la diversité des nationalismes dans l'histoire contemporaine, depuis une origine nationalitaire attachée à la souveraineté démocratique ou une constitution libérale, jusqu'à une variété de courants adverses. Après avoir examiné la naissance des nationalismes conservateurs en France, nous récapitulerons la diversité des nationalismes en vigueur au Québec au début du XX^e siècle et ceux dont les intellectuels de la future A.f. sont proches, en particulier la tradition de nationalisme conservateur.

2.1.1 Origine historique démocratique et diversité des nationalismes

Il nous apparaît important, en analysant des mouvements comme la L.A.F. et l'A.f. puis ceux des années 1930, de saisir la spécificité des nationalismes en

cause. Nous avons vu que l'A.f. fut parfois identifiée par certains historiens avec « le » nationalisme, ce qui nous paraît brouiller la compréhension du travail doctrinaire original de chacune des *Action française*. Nous allons résumer très brièvement l'origine historique de l'idée politique de nation et du nationalisme, puis la diversité des appropriations du nationalisme à droite et à gauche pour dégager l'originalité des nationalismes conservateurs fin-de-siècle. Sans quoi le nationalisme de Barrès¹ ou celui de Maurras² perdent de leur spécificité historique. Nous entendons les idéologies comme des systèmes de valeurs où la hiérarchisation des éléments est fondamentale, puisque de mêmes valeurs sont utilisées par des régimes opposés, agencées autrement les unes par rapport aux autres et aussi en fonction d'autres valeurs, tel que dégagé notamment par Fernande Roy. Selon l'approche définie par F. Roy, le nationalisme est un élément que toutes les idéologies ou presque peuvent prendre à leur compte³. Cette valeur est employée ou peut l'être par pratiquement toutes les idéologies politiques à travers l'époque contemporaine, du communisme au fascisme en passant par la démocratie et la monarchie renouvelée, comme l'illustre de fait l'histoire contemporaine.

On peut même affirmer que le nationalisme est l'idéologie contemporaine qui a eu le plus d'influence sur le cours de l'histoire, et la plus universelle⁴. C'est en particulier le cas dans l'espace politique et culturel d'une nation dominée qui aspire à l'autonomie, tel qu'au Québec⁵. Son histoire en démontre la force de mobilisation pour les mouvements politiques les plus variés ; quant à l'antinationalisme, cet engagement s'avère souvent un appui au nationalisme britannique ou canadien⁶. L'idée politique de nation, représentation du peuple souverain, et le patriotisme comme idéologie organisatrice du politique, s'imposent à partir des Révolutions américaine et française, et l'élan nationalitaire

¹ Maurice Barrès (1862-1923), écrivain, publiciste et homme politique français (lorrain).

² Charles Maurras (1868-1952), poète, publiciste et idéologue français (provençal).

³ Cf. Fernande Roy, *Histoire des idéologies au Québec*, M., Boréal, 1993, notam. p.11.

⁴ Denis Monière, *Pour comprendre le nationalisme, au Québec et ailleurs*, PUM, 2001, p.6.

⁵ Fernande Roy, *op.cit.*, p.10.

⁶ F. Roy, *Histoire des idéologies au Québec*, p. 10 : « Il faut en outre tenir compte de l'antinationalisme qui, bien souvent, se révèle comme étant un autre nationalisme. »

qui suivit, en Europe et dans les Amériques, à travers le XIX^e s.⁷ Se multiplient les peuples voulant exercer leur autodétermination, dans l'indépendance (multipliant par conséquent les États-nations), ou l'autonomie (à l'instar du *Home Rule* irlandais).⁸ Il était fait usage du terme « patriote » mais pas encore de « nationaliste » à cette époque⁹, seulement comme le rappelle M. Winock, « nationalitaire » et « nationaliste » ne se distinguent point, au XX^e s., chez les peuples qui aspirent à l'indépendance ni, pour la France, dans le gaullisme¹⁰. La distinction entre patriotisme et nationalisme serait commode mais l'usage ne la consacre pas. Cet élan s'est globalisé au XX^e s. et demeure d'actualité puisque la nation reste la représentation du peuple souverain qui fonde des communautés politiques effectives¹¹. En somme, l'idée politique de nation et le nationalisme sont depuis le XVIII^e s. constitutifs de la « modernité »¹².

Les extrêmes droites elles-mêmes sont marquées par cette évolution, celle de la culture démocratique et de la culture de masse. La Contre-Révolution, la « pureté initiale » de la droite, comme l'écrit Winock, est celle des ultras qui rejettent la souveraineté nationale, qui refusent même la politique et les chartes, sont plus royalistes que le roi Louis XVIII (qui accepte des formes de monarchie constitutionnelle)¹³. L'extrême droite contemporaine émerge comme force en quittant ces positions en intégrant, par conséquent, une part de politique et de populisme¹⁴. L'idée pré-contemporaine de nation, a-politique¹⁵, était la seule qu'acceptaient les ultra-conservateurs et les intégristes, opposés à l'idée politique,

⁷ Cf. Eric Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780*, trad., P. Gallimard, 1992 ; Raoul Girardet, *Nationalismes et nation*, Bruxelles, Complexe, 1996.

⁸ Alfred Cobban, *The Nation-State and National Self-Determination*, N.Y., Crowell, 1969 (1945).

⁹ Y. Lamonde et Claude Corbo, *Le rouge et le bleu. Une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution tranquille*, p.19.

¹⁰ Michel Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, p.12-15 ; p.416 sq.

¹¹ Dominique Schnapper, *La Communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*, P., Gallimard, 1994.

¹² Cf. Jean-Luc Chabot, « La nature idéologique du nationalisme » in *Le nationalisme*, PUF, Que-sais-je ?, (1986) 1997, p.14.

¹³ M. Winock, « L'héritage contre-révolutionnaire », dans Winock (dir.), *Histoire de l'extrême droite en France*, P., Seuil, 1994, p.40-41.

¹⁴ Christophe Prochasson, « Les années 1880 : au temps du boulangisme », dans Winock (dir.) : *Histoire de l'extrême droite en France*, p.51.

¹⁵ Cf. Colette Beaune, *Naissance de la nation France*, P., Gallimard, 1985.

libérale, démocratique, de nation. La droite autoritaire et plébiscitaire de type bonapartiste est quant à elle en accord avec cette idée moderne. Cependant ce qui caractérise le nouveau traditionalisme à la fin du XIX^e s. est qu'il conserve des perspectives ultra, le rejet de l'idée de volonté générale nécessaire à la constitution d'une nation au-delà de tous les critères objectifs, tout en intégrant une idée politique de la nation. Maurras prend donc le contre-pied de Renan en affirmant que l'appartenance à la nation est exclusivement affaire de naissance, mais innove en intégrant la valeur politique de la nation¹⁶. Ainsi le traditionalisme de Maurras, tout en demeurant plus proche de la « droite pure » que le bonapartisme, fut-il une innovation par rapport à la tradition de pensée contre-révolutionnaire.

Le fascisme en fut une autre. Selon Philippe Burrin, le fascisme italien et le nazisme furent les deux tentatives les plus radicales de refouler le « désenchantement du monde » décrit par Max Weber¹⁷, et pourtant elles étaient empêtrées dans les acquis de la démocratisation – « une aspiration démocratisante qui ne s'assumait pas¹⁸ ». Une tradition autoritaire fragilisée mais plus forte qu'en France, en Belgique, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, et une réalité socio-économique plus libéralisée qu'en péninsule ibérique, permirent un combiné réactionnaire et révolutionnaire spécifique dans chacun de ces deux pays. Dans le cas du fascisme, l'extrême droite s'est combinée au socialisme ; dans le cas du nazisme, le racisme aryen détermine un dépassement du nationalisme jusqu'à sa contradiction dans un projet impérial et raciste très singulier – et « européeniste ». L'extrême droite en règle générale n'est qu'autoritaire, nostalgique d'une société d'ordre, d'autorité, de hiérarchie dans un monde que bouleversent les révolutions démocratique et industrielle, et cet autoritarisme ne débouche pas généralement sur du totalitarisme, d'où la spécificité de Mussolini et Hitler. Plaidant pour l'explication historique par la comparaison, Burrin assène que parenté et identité idéologique ne doivent pas être confondues, comme le montrent non seulement la

¹⁶ Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, P., 1997 ; Alfred Cobban, « The Meaning of Nationality in the Theory of Self-Determination », dans *The Nation-State*, p.108.

¹⁷ Philippe Burrin, *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, P., Seuil, 2000, p.42.

¹⁸ Philippe Burrin, *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, p.49.

différence entre autoritarisme et fascisme, mais même entre fascisme et nazisme, la spécificité du génocide dans le nazisme le démarquant des autres extrêmes¹⁹. On comprend aisément la distinction de taille entre Napoléon III et Hitler. Tout en expliquant que certaines conditions de trouble politique et de réceptivité à l'autoritarisme étaient nécessaires à l'avènement du fascisme au pouvoir, Burrin déplore les simplifications de B.-H. Lévy ou Zeev Sternhell²⁰ qui brouillent ces distinctions nécessaires à la bonne compréhension historique et politique. Bref, il convient de noter que l'extrême droite, autoritaire ou fasciste, ainsi que l'extrême gauche, s'inscrivent dans la suite de l'État nationalitaire, même si c'est pour en contester la culture démocratique ou libérale. Le cadre politique « moderne » définit la lutte politique et idéologique de ses ennemis eux-mêmes. Retenons pour notre analyse comparative cette féconde distinction entre parenté et identité.

M. Winock distingue deux grandes familles de nationalisme, nationalisme ouvert et optimiste et nationalisme fermé et pessimiste²¹. Le nationalisme républicain ou radical, héritier de la proclamation de la souveraineté de la nation en 1789, irrigue les institutions de la III^e République et est une des grandes manifestations de nationalisme ouvert. R. Girardet quant à lui, s'efforce de distinguer trois sens du terme « nationalisme » à la Belle Époque (1871-1914). Le terme, utilisé par les publicistes de géopolitique devant les élans nationalitaires ou les puissances impériales qui s'y opposent, est popularisé notamment par Maurice Barrès – comme « intellectuel » ! - dans *Le Figaro* en 1892. Il était apparu avec la Révolution. Sa signification est multiple et sujette à controverse. Girardet réfère aux deux définitions du *Larousse* en 1874. D'une part le chauvinisme, exaltation du sentiment national et « préférence aveugle et exclusive pour tout ce qui est propre à la nation à laquelle on appartient ». D'autre part la nation souveraine et le principe des nationalités, « l'existence propre des peuples à l'état de nation indépendante », c'est-à-dire la revendication d'autodétermination. Puis, un

¹⁹ Philippe Burrin, *op.cit.*, p.11-13.

²⁰ Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, 2000.

²¹ M. Winock, « Nationalisme ouvert et nationalisme fermé » dans *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, P. Seuil, p.11-40.

troisième sens émerge, une doctrine qui affirme la primauté des intérêts nationaux en politique, avec Barrès et Maurras notamment, qui peut mener à l'exaltation de valeurs « nationales ». Ceux qui se revendiquent comme nationalistes sont, en France, et souvent en Europe (en dehors des nations en quête d'autonomie), associés à la droite et à l'extrême droite, les autres se référant souvent à la nation ou au patriotisme. Cette école fait primer les valeurs nationales, le pouvoir autoritaire, la société sur les droits individuels.

Relevons que le nationalisme ouvert, cependant, ne peut être exclusivement associé au second sens (droit à l'autodétermination). La primauté des valeurs nationales peut être invoquée par une gauche républicaine ou socialiste. On doit donc prendre en compte la définition de l'intérêt national que l'on veut voir primer : il peut être lié à la solidarité, à la démocratie, à la puissance ou à l'ordre, etc. Généralement une forme de puissance, de garantie d'indépendance, est nécessaire, comme de placer la nation au-dessus des vicissitudes, et contenue dans les nationalismes de gauche à droite. Dans cette catégorisation idéologique comptent non seulement les ingrédients, mais leur hiérarchie. Chacun défend une nation différente et un régime opposé, au nom du bien de la nation ou de la société et donc de ses membres... Ce sont essentiellement deux types opposés de « vision de la société désirable » (selon l'expression de Burrin²²) qui peuvent utiliser le nationalisme, libéral et autoritaire. Les trois différents sens dégagés par Girardet et les deux genres selon Winock, s'incarnent durant la même période (1871-1914), parfois simultanément, dans les partis républicains de gouvernement et les ligues d'opposition²³. Entre l'histoire de France du républicain Ernest Lavissee et celle du néo-monarchiste Jacques Bainville, d'A.F., Girardet fait ressortir le nationalisme en commun, au service de politiques divergentes.

Pour conclure, notons l'importance de Barrès dans la définition de deux termes d'importance dans notre étude, « intellectuel » et « nationalisme », ce qui

²² Ph. Burrin, *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, P., Seuil, 2000, p.49.

²³ R. Girardet, *Le nationalisme français. Anthologie 1871-1914*, Seuil, (1983), 1992, « Présentation », p. 8 ; « Autour de l'idéologie nationaliste, perspectives de recherche », *La Revue française de sciences politiques*, vol. XV, no 3, juin 1965, p. 423 sq.

permet d'insister sur leur polyvalence sur le plan des idéologies politiques véhiculées. Les nationalistes antidreyfusards tels que Maurras et Barrès sont aussi des intellectuels et leurs adversaires, tels le socialiste Jaurès et le jacobin Clemenceau, sont des intellectuels nationalistes français à leur manière. Citons Jaurès : « La patrie n'a pas pour fondement des catégories économiques exclusives. [...] Elle a bien plus de profondeur organique et bien plus de hauteur idéale. Elle tient par ses racines au fond même de la vie humaine²⁴ ». D'autres dreyfusards étaient patriotes, tels Zola ou Péguy (qui fut nationaliste républicain, socialiste et catholique). Quant à l'anarchiste Bernard Lazare, il fut sioniste. Diverses formes de nationalisme sont présentes sur presque tout le spectre politique de la France « Belle Époque », comme le démontrent les appuis socialistes à l'expansion coloniale²⁵, mais une faction s'approprie le terme, ce qui est particulier à la situation intellectuelle et politique de la France.

2.1.2 Nationalisme conservateur en France

2.1.2.1 Innovations fin-de-siècle

Après cet aperçu de la diversité des nationalismes, il convient de présenter les nationalismes conservateurs de France²⁶ afin de mieux y situer l'AF, en particulier entre nationalisme autoritaire et pensée contre-révolutionnaire. Qu'avaient de neuf les nationalismes développés par Barrès et Maurras ? L'originalité du nationalisme traditionaliste de Maurras en France, sa relative nouveauté à la fin du XIX^e s., tient apparemment à ce que le concept politique de nation et le nationalisme furent d'abord l'idéologie de leurs adversaires libéraux,

²⁴ Jean Jaurès, *L'Armée nouvelle*, 1977 (1911), p.326, cité dans M. Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, p.28.

²⁵ J.-P. Azéma et M. Winock, *La troisième République*, p. 184.

²⁶ Cf. Winock, « Le nationalisme conservateur », dans *Nationalisme, antisémitisme...*, p.17 sq. : Paul Déroulède à la Ligue des Patriotes, boulangisme, puis Barrès et Maurras ; R. Girardet, *Le nationalisme français*, chap.3 « Le parti nationaliste » et chap. 4 « Éthique barrésienne et politique maurrassienne », où sont dressées les distinctions entre ces deux courants et, pour l'A.F., notam. « Retour au traditionalisme », p.168 sq ; Z. Sternhell, *La droite révolutionnaire 1885-1914*, P. Gallimard, 1997.

républicains. Mais ce portrait serait trop simple. La formule célèbre de De Maistre qui ne connaissait pas « d'Homme » indique bien qu'une conscience de la nation existait chez les ultra-conservateurs dès le début de l'époque contemporaine : celle que nous avons définie comme pré-moderne, exclusivement fondée sur la naissance, dépourvue de sa valeur de fondement du politique. C'est cette valeur politique liée au phénomène nationalitaire qui était à l'origine rejetée et ne l'est plus au tournant du XX^e s., avec l'AF, non sans adaptation. Maurras permit à cette droite traditionaliste de s'accaparer une partie de ce que le mouvement démocratique et libéral a créé, le corps fondamental du politique contemporain, en puisant au nationalisme autoritaire. Winock résume : « Maurras avait eu le mérite d'inventer une greffe originale, celle de la Contre-Révolution sur le nationalisme²⁷ », clé d'un rayonnement durable. C'est un alliage idéologique qui apporta à la Ligue d'Action Française (L.A.F.) un succès d'estime et d'influence intellectuelle. Jacques Prévotat rappelle que :

Avec une audace insolente et une exceptionnelle réunion de talents, l'Action française [AF] réussit à amalgamer des traditions opposées, celle du vieux royalisme légitimiste et celle du nationalisme boulangiste, pourtant très opposées, à empoigner l'événement, à mobiliser la jeunesse.²⁸

Voilà l'apport de la L.A.F., que consacre sa reconnaissance par le prétendant français. L'opposition entre ces deux traditions était telle, qu'elle demeura un fossé entre Barrès, symbole de la Ligue de la Patrie française (LPF), et Maurras, doctrinaire de la L.A.F., Barrès rejetant jusqu'au bout le néo-monarchisme. La Condamnation de Maurras en 1926 révéla d'autres pans des écarts entre les éléments de l'alliage idéologique de Maurras. Pour bien comprendre la spécificité des deux traditions, Contre-Révolution et nationalisme autoritaire, résumons ces deux héritages et leur évolution avec la L.A.F. et la LPF, que nous représentons par Maurras et Barrès.

²⁷ M. Winock, « L'Action Française », dans *Histoire de l'extrême droite en France*, P., Seuil, 1994, p.152.

²⁸ J. Prévotat, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939*, P., Fayard, 2001, p.523.

2.1.2.2 Nationalisme autoritaire et Ligue de la Patrie française

Le nationalisme conservateur et autoritaire de la Belle Époque est bien représenté par la Ligue de la Patrie française (LPF) et son intellectuel principal, Maurice Barrès. Selon Winock, son irruption sur la scène politique de la III^e République est due à La Ligue des Patriotes de Déroulède mais surtout au boulangisme, syncrétisme de mécontentements de droite et de gauche, creuset d'un nationalisme nouveau, adapté à l'ère des communications de masse²⁹. Entre les monarchistes et les républicains, le bonapartisme a incarné une première forme de nationalisme autoritaire qui offrit une voie politique efficace pour qui valorisait l'ordre. Militaire et plébiscitaire, elle est bâtie sur les fondations de la Révolution et sa conception ouverte de la nation : le conservatisme intègre tôt le cadre politique moderne en développant un libéralisme conservateur. Le conservatisme, dans des nations libérales du XIX^e siècle, telles que la France ou l'Angleterre, ne rejette pas le libéralisme à la manière ultra. Girardet, dans son analyse du nationalisme conservateur, insiste sur sa distinction avec la Contre-Révolution. Il parle de traditionalisme dans les deux cas. On pourrait ainsi parler de traditionalistes conservateurs et de traditionalistes intégristes ou ultras, comme de nationalistes conservateurs et de nationalistes intégristes. Les conservateurs sont républicains ou autoritaires, les traditionalistes intégristes ou ultras. Bref, la tradition conservatrice n'est pas aussi antilibérale.

La tradition autoritaire, bonapartiste, évolua et se renouvela avec le boulangisme, fondamental pour l'engagement nationaliste de Barrès et de la LPF. La réaction au parlementarisme bourgeois, au laisser-faire économique, à la corruption politicienne, aux affres de l'industrialisation - déracinement ou exploitation – s'accompagne d'une irruption de la violence de gauche et de droite en faveur de réformes sociales et de révision de la constitution, que canalise la mobilisation autour des généraux Déroulède et Boulanger. La LPF aspire à une réforme autoritaire, sans rupture totale avec la République ni avec la démocratie.

²⁹ M. Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, p.18, p.312.

Elle prône une république antiparlementaire, présidentielle et de démocratie directe³⁰ et espère susciter un parti national de rassemblement. Son programme présente des analogies avec les critiques de la politiquaille au Québec à la même époque : leurs positions initiales, énoncées par Jules Lemaitre, sont modérées et reprochent à la politique politicienne de ne plus savoir s'élever au niveau des enjeux nationaux. « Enfin depuis quinze ans nos oppresseurs, dit Lemaître, n'ont fait que de la politique, c'est-à-dire qu'ils se sont attachés à conquérir le pouvoir pour les bénéfices qu'il procure.³¹ » On pourrait même comparer les scandales de Panama et du chemin de fer qui ternissent l'image des parlementaires.

Néanmoins l'ingrédient politique nouveau de ces années, en France, la mobilisation trublionne antisémite, est absente du Québec « Belle Époque ». L'antisémitisme, dans le climat de l'Affaire Dreyfus, occupe une part dans ce nationalisme autoritaire de la LPF et Barrès. Antisémitisme qui n'appartenait pas au bonapartisme, au contraire, mais aux conservateurs catholiques et aux contestataires socialistes et anarchistes : celui qui exprime la nostalgie d'une société close et celui qui se réclame de l'universel socialiste³². Sa nouvelle légende est en France à cette époque particulièrement développée par Drumont, à la *Libre parole* et aux élections, par des Liges comme la Ligue antisémite, culminant dans l'accès de xénophobie de l'Affaire Dreyfus³³. Ainsi le nationalisme autoritaire glisse vers la xénophobie. Barrès lui-même ne croit pas au complot juif ou franc-maçon des catholiques conservateurs comme explication historique, il est au contraire convaincu que la France a renversé un roi défaillant³⁴. Il développe néanmoins cette affection de xénophobie raciste devant Dreyfus qu'il juge probablement coupable par son origine³⁵. Le nationalisme de l'ordre devient donc fermé : élément qui singularise le nationalisme conservateur

³⁰ Paul Déroulède, « Pour une démocratie véritable », *Débats parlementaires*, 23 déc. 1892, cité dans Girardet, *Le nationalisme français*, p.162-163.

³¹ Jules Lemaître, « Pour une démocratie véritable », 1899, in Girardet, *op.cit.*, p.171.

³² Winock, « L'imaginaire nationaliste et l'antisémitisme – Conclusion », dans *Nationalisme, antisémitisme et fascisme*, p.218.

³³ Winock, « Édouard Drumont et la France juive », dans *Nationalisme, antisémitisme et fascisme*, p.117-144.

³⁴ Cf. Maurice Barrès, *Le roman de l'énergie nationale, I : Les Déracinés*, Laffont, 1994.

³⁵ Cf. Winock, *Le Siècle des intellectuels*, 1997, chap. 1 « La visite à Barrès ».

et autoritaire français du tournant du siècle et rapproche un temps Barrès et Maurras. Mais même cette proximité ne dure pas ; Barrès retrouve une forme de nationalisme ouvert comme le bonapartisme, après la Grande Guerre qui le réconcilie avec les soldats français de toute confession, comme dans sa jeunesse³⁶. Barrès refuse le monarchisme, il demeure plus ou moins républicain – peut-être annonce-t-il la ferveur pour les dictateurs de l'entre-deux-guerres comme l'avance Sternhell³⁷, en tout cas il participe de la critique du libéralisme parlementaire et d'une perpétuation du courant autoritaire. Mais Barrès doit être distingué du croisement original que réalise Maurras. En somme, on peut affirmer que Barrès reste en retrait de la greffe du nationalisme autoritaire sur la Contre-Révolution et que c'est le propre du mouvement maurrassien. Cette tradition conservatrice symbolisée par la LPF, plus modérée que l'AF, ne doit donc pas être confondue avec l'idéologie maurrassienne. Ses représentants catholiques sont nombreux à tisser des liens avec les intellectuels québécois catholiques : Bourget, Brunetière, Goyau, etc.

Pour comprendre l'évolution vers le nationalisme fermé, point commun à la LPF et à la L.A.F., il faut ajouter un nouvel élément : le développement des sciences sociales. Girardet donne en exemple un texte du romancier Paul Bourget³⁸ qui, à l'étude des États-Unis, renouvelle ses réflexions conservatrices tirées de Balzac, Le Play et Taine³⁹. Si les valeurs de Le Play paraissent traditionnelles, il faut relever d'autres courants des sciences sociales, moins catholiques. Ainsi, le travail de Taine sur l'hérédité inspire autant Barrès que

³⁶ Barrès, *Les Diverses familles spirituelles de la France*, 1917. Ouvrage de qui marque son retour vers le nationalisme ouvert, accueillant envers protestants, juifs, libre-penseurs. Cf. Winock et Julliard (dir.): *Le Dictionnaire des intellectuels*, « Barrès », 2002, p.133. Pour sa jeunesse, cf. Éric Roussel, « Préface », in Barrès, *Romans et voyages*, vol. I, p.XX.

³⁷ Maurice Barrès et le nationalisme français, Bruxelles, Complexe, 1985.

³⁸ Paul Bourget, 1852-1935, Académicien (1894), élève de Taine, proche de la LPF. Voir Gilles Dorion, *Présence de Paul Bourget au Canada*, PUL, 1977. Dans le cas de Bourget, son œuvre est séparée en deux par son retour au catholicisme, mais contrairement à Barrès et à plusieurs intellectuels de la LPF, Bourget (et Lemaître) évoluèrent vers l'A.F. une décennie plus tard. Maurras et les circonstances politiques les avaient radicalisés.

³⁹ Paul Bourget, *Outre-Mer*, 1895, cité dans R. Girardet, *Le nationalisme français*, p.168-169. Les États-Unis sont un exemple positif. La comparaison de cette étude avec celle de Nevers (qui n'est pas traditionaliste) serait intéressante - Edmond de Nevers, *L'âme américaine : l'évolution, à travers la vie américaine, vers l'avenir*, P., Jouve & Boyer, 1900.

Zola. Barrès aurait été influencé par un élève athée de Renan qui développe un scientisme raciste, misanthrope, méprisant la démocratie, scientisme pessimiste répandu durant la seconde moitié du XIX^e s.⁴⁰ L'anthropologie développe une idée des races⁴¹ : la science, naguère alliée du progrès libéral, peut désormais fonder une nouvelle pensée fermée, dont on ne peut faire abstraction en observant ces nationalismes fermés. Il n'y a pas que les nationalistes autoritaires, mais des républicains non radicaux, tels qu'Ernest Renan ou Jules Ferry, qui s'imbibent de ces idées obscures – Renan sur la distinction entre Sémites et Aryens, Ferry entre Blancs et autres⁴². Cette tendance raciste qui invoque la science, existe dans les autres nations libérales comme l'Angleterre victorienne et les États-Unis. Renan et Taine, quoique libéraux, incarnent ce nouveau traditionalisme qui anime certaines figures des nouvelles sciences sociales. Fustel de Coulanges, historien de l'Antiquité, est encore plus à rapprocher de Barrès et Maurras car, contrairement à Taine et Renan, il ne souffre pas de complexe envers les traditions germaniques⁴³.

2.1.2.3 Contre-Révolution et Ligue d'Action Française

Les membres fondateurs de l'AF sont des intellectuels partisans de l'ordre qui ont d'abord rejoint la LPF mais l'ont trouvée trop libérale. Ils fondent une nouvelle ligue, où Maurras incorpore la Contre-Révolution au nationalisme autoritaire qui les rassemble. Quelle est l'idéologie de la Contre-Révolution française ? Le royalisme et le discours sur la décadence attirèrent le jeune Maurras, rédacteur au journal légitimiste *La Gazette de France*⁴⁴. Au moment de la Révolution française, se sont distingués les républicains de diverses tendances, les monarchiens constitutionnalistes, et les ultras. Ces derniers refusent toute évolution politique libérale, chartes ou tolérance religieuse. Les ultramontains

⁴⁰ Il s'agit de Jules Soury, professeur à l'École des Hautes études : Éric Roussel, « Préface », Maurice Barrès, *Romans et voyages*, vol. I, p. XVI.

⁴¹ Cf. Léon Poliakov, « La race, moteur de l'histoire » et « le manichéisme racial », dans *Le mythe aryen*, P. Pocket (1971), 1994.

⁴² Cf. Girardet, *Le nationalisme français*.

⁴³ Cf. Winock, « Taine et Renan repensent la France », *Les Voix de la liberté*, p. 650, p. 653.

⁴⁴ Victor Nguyen, *Aux origines de l'Action Française. Intelligence et politique à l'aube du XXe s.*, « Introduction – Un mythe majeur du XIX^e siècle français ; la décadence », p. 33-107.

quant à eux affirment la primauté de l'Église sur l'État et du droit divin sur le droit naturel. Le refus du politique moderne est radical et empêche les solutions conservatrices plus modérées qui se sont offertes : lors de la Restauration d'abord (1814-15), puis dans le refus du prétendant Chambord d'accepter le drapeau tricolore ensuite (1871) – invoquant Henri IV tout en oubliant que « Paris vaut bien une messe ». Les ultras, les légitimistes, refusaient même la voie des régimes autoritaires dits césaristes et populistes (bonapartisme, boulangisme ou l'Amérique latine en donnant les premiers exemples), qui rétablissaient un ordre, au sacrifice des souverainetés traditionnelles et l'ordre (ancien) sans compromis. Les doctrinaires de la Contre-Révolution française sont Maistre et Bonald. Ils doivent beaucoup au *whig* très conservateur Burke – qui est tout de même, en constitutionnaliste britannique, plus libéral qu'eux. Réagissant à la Révolution, il réfute l'utopisme, l'abstraction, les déclarations de droits, la prétention à l'égalité⁴⁵.

De Maistre conçoit la Révolution comme une « punition » pour les erreurs de libre-pensée, cousine du protestantisme. Châtiment qui offre une chance de rédemption providentielle. La souveraineté n'est pas nationale mais vient de Dieu. De Maistre est un des maîtres de l'ultramontanisme⁴⁶. Bonald aussi réfute la société fondée sur le contrat, pour affirmer la primauté de la religion et du social. Le canal le plus puissant de la pensée contre-révolutionnaire est le catholicisme ultramontain, réaffirmé avec le *Syllabus* de Pie IX⁴⁷ : le libéralisme est alors condamné en Italie aussi - épisode marquant pour le catholicisme de France comme du Québec⁴⁸. La Contre-Révolution connaît l'échec politique mais se perpétue comme tradition résiliente grâce à la culture catholique intégriste, qui demeure dominante au XIX^e s., relativement au catholicisme libéral. L'âge d'or de l'intégrisme serait le pontificat de Pie X, qui contraste avec Léon XIII. Pie X ne

⁴⁵ M. Winock, « L'héritage contre-révolutionnaire », dans *Histoire de l'extrême droite*, p.30-31.

⁴⁶ *Considérations sur la France et Du Pape* ; Cf. Winock, *Les Voix de la liberté*, P., Seuil, 2001, p.56-57.

⁴⁷ M. Winock, « L'héritage contre-révolutionnaire », dans *Histoire de l'extrême droite*, p.40.

⁴⁸ L. Groulx, « Nos zouaves », *Notre maître le passé*, 1^{re} série, M., Bibliothèque de l'Action française, 1924 ; *Mes Mémoires*, I, chap. XV « Vacances en Bretagne », p.135-148.

demeura pas sans reproche envers l'AF⁴⁹, ce qui révèle l'aspect délicat de sa fusion entre Contre-Révolution, nationalisme autoritaire et positivisme. Toutefois, en condamnant un des grands mouvements de catholicisme libéral, le Sillon, Pie X aida considérablement l'AF.

La fusion est délicate, car contrairement aux ultras, la monarchie de Maurras se fonde en raison et non en Dieu. Des ultras, il conserve le refus total du libéralisme, de légitimité populaire, mais il intègre à cette tradition de droite dure, le politique moderne comme ne le faisaient pas jusque-là les intégristes de France. Maurras incorpore du conservatisme autoritaire, fermé, cet élément politique, nationaliste ; chauvin, il soutient la supériorité d'un particularisme. C'est un syncrétisme nouveau, trempé de la science sociale naissante : il crée un monarchisme positiviste, mutation idéologique par rapport au loyalisme chrétien. La revendication de la pensée de Comte symbolise la rationalité des sciences sociales que Maurras veut intégrer à sa doctrine. Au lieu de rejeter le nationalisme autoritaire au nom de la fidélité légitimiste, il espère rallier ses partisans à la monarchie par la démonstration. Il prétend que les régimes autoritaires nouveaux sont aussi instables que la République, issus comme elle de la Révolution et des idéaux libéraux (politiques, civiques, économiques). Maurras dégage une loi de l'autorité stable, intérêt de la civilisation. L'ordre véritable est stable et pour être stable, doit reposer sur les traditions nationales qu'il faut restaurer. L'ordre traditionnel de la France, antérieur au siècle d'instabilités qu'est le « stupide XIX^e siècle » (Léon Daudet), était assuré par la Monarchie. Seule sa restauration redressera la France, comme puissance et à l'interne, assurant l'ordre social dans les « corps naturels » - famille, corporations, provinces. Une alliance devient possible, de nationalisme conservateur, de royalisme et de catholicisme traditionaliste. C'est surtout la République radicale portée au pouvoir par le dreyfusisme qui en offre l'occasion. Les vexations du combisme qui sépare l'Église et l'État, chasse les congrégations et saisit des biens d'Église, créent une

⁴⁹ M. Winock, « L'héritage contre-révolutionnaire », dans *Histoire de l'extrême droite*, p.46-47 ; Prévotat, *Les catholiques et l'Action française*, chap. VIII « Le jugement de l'Index et la décision finale de Pie X 1914 ».

nouvelle donne dans la politique catholique, encore plus favorable à une percée de la L.A.F. avec la condamnation du Sillon⁵⁰.

Politisation qui n'alla pas sans heurts pour les catholiques conservateurs. Songeons à l'exemple italien où leur politisation posait problème⁵¹ ; les deux Condamnations du Sillon puis de l'AF en indiquent les écueils. Nonobstant le succès de la L.A.F. auprès de ce public, la pensée catholique, même traditionaliste, ne se superpose pas entièrement avec la pensée politique maurrassienne et ne s'y allie pas nécessairement. Le catholicisme social, édifié sur les doctrines de sociologues comme Le Play et la Tour du Pin, développe des projets de réforme sociale. Il sert d'assise aux catholiques libéraux, sans leur être exclusif. Quoique Maurras se revendiquât de La Tour du Pin, le catholicisme social de France ne s'accorda pas avec l'AF et la division entre catholiques intégristes proches de la L.A.F. et catholiques sociaux proches de l'Action libérale, du Sillon, ou de l'ACJF, fut rapidement patente⁵². Cette tradition catholique libérale, marquée par des figures comme Lamennais, Lacordaire, Montalembert puis Marc Sangnier et des mouvements comme le Sillon et l'Action libérale, donnera naissance aux traditions de démocraties chrétienne. Le catholicisme au Québec est ouvert aux deux tendances – ce fut le cas du jeune Groulx, comme nous l'avons vu avec l'analyse de l'influence maurrassienne par Trépanier⁵³. L'ACJF avec la congrégation des Sulpiciens, font partie des adversaires de la L.A.F. à Rome – tandis que les jésuites par exemple sont divisés – d'après Prévotat⁵⁴. Se méfiant des stratégies politiques, la pensée traditionaliste mise plutôt sur le renouveau providentiel⁵⁵. On retrouve dans le providentialisme une parenté certaine avec Groulx, qui s'efforce pourtant de définir des orientations qui s'appliquent aussi en politique. C'est ici que s'affirme toute l'originalité du

⁵⁰ P. Birnbaum, « Affaire Dreyfus, culture catholique et antisémitisme », dans Winock (dir.) : *Histoire de l'extrême droite en France*, p.116 ; Cf. Prévotat : *Les catholiques et l'Action française*.

⁵¹ Sergio Romano, « Les catholiques et l'État », dans *Histoire de l'Italie du Risorgimento à nos jours*, P., Seuil, 1977.

⁵² J. Prévotat, *Les catholiques et l'Action française*, p.80-84.

⁵³ Cf. l'étude d'un collaborateur régulier de l'A.f. : Henri d'Arles, *Lacordaire, l'orateur et le moine*, Manchester, New Hampshire, 1912.

⁵⁴ J. Prévotat, *Les catholiques et l'Action française*, p.88 sq.

⁵⁵ M. Winock, « L'héritage contre-révolutionnaire », *Histoire de l'extrême-droite*, p.36-38.

« politique d'abord » de Maurras qui incorpore le politique (du nationalisme autoritaire) à une tradition de pensée qui y était réfractaire.

Notons que ces deux éléments sont importants dans le catholicisme au Québec : l'ACJC et l'ordre sulpicien. Les Sulpiciens de Montréal ont d'ailleurs eu maille à partir avec le premier évêque ultramontain du Québec, Mgr Bourget de Montréal⁵⁶. Brunetière⁵⁷, professeur invité à Montréal, louangeur de l'essai d'Edmond de Nevers sur les États-Unis, intellectuel de la LPF et Georges Goyau, (l'académicien qui reçoit Groulx et recommandera Auguste Viatte à l'université Laval dans les années 1930), sont rangés par Prévotat parmi ces sympathisants de l'Action libérale. Ce ne sont pas des compagnons de route de la L.A.F.⁵⁸. Les deux sont des références coutumières pour Groulx. Goyau rédige même l'épilogue d'un ouvrage de Groulx⁵⁹ ; Goyau est néanmoins en relations amicales avec Vesins, analysé par Prévotat parmi les catholiques d'AF, autre relation de Groulx. En bref si les Brunetière et Goyau font partie des conservateurs en France, ce qu'illustre leur position durant l'Affaire Dreyfus, il ne sied point de les classer parmi les traditionalistes ultras de type AF. Il importe de bien saisir ces nuances pour comprendre les références et les affinités françaises de l'A.f. et de Groulx. Ils sont liés à la tradition de catholicisme social, importante pour le Québec de cette époque, en particulier l'œuvre du père Archambault, qui en adapte les Semaines sociales, et les concepts pour fonder l'École sociale populaire (ESP).

L'idéologie maurrassienne de la L.A.F. rallie des catholiques intégristes, sans se confondre avec le catholicisme social ni, d'office, le rayonnement du catholicisme social français au Québec avec l'influence maurrassienne. Un point commun entre L.A.F. et catholiques intégristes – pas nécessairement les autres – est l'idéal de société close que manifeste l'antijudaïsme. Dans la pensée traditionaliste intégriste, l'antijudaïsme de tradition chrétienne (l'antique bouc

⁵⁶ Y. Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, t.1, chap. XI, section « Le Programme catholique : la guerre sainte des ultramontains ultramontés », p.367-372.

⁵⁷ Ferdinand Brunetière (1849-1906), critique français, Acad. Fr., opposé au naturalisme.

⁵⁸ E. Weber, *L'Action française*, P., Pluriel, 1985, p.277.

⁵⁹ L. Groulx, *Le Français au Canada*, cours en Sorbonne et à l'Institut catholique de Paris (1930-31), Épilogue de Georges Goyau, P., Delagrave, 1932.

émissaire juif), expliquait la Révolution par une théorie du complot franc-maçon et juif. Un journal catholique comme *La Croix* (Augustins assomptionnistes) exprimait alors cette phobie vieille de près d'un siècle – et transmettait la fable au Canada français par le biais d'hebdomadaires comme *La Vérité* de Tardivel⁶⁰ et *La Croix* de son gendre Bégin⁶¹ – facette marginale de la lecture de l'Affaire Dreyfus au Québec⁶².

2.1.3 Les nationalismes au Québec au début du XX^e siècle

2.1.3.1 Diversité des nationalismes, nationalisme libéral

Au Québec [...], le sentiment d'appartenance nationale est [...] comme en osmose. [...] il éclate, lorsque la survie du groupe paraît menacée. Les Canadiens français [...] ont tous l'air de vibrer au même nationalisme. Pourtant, c'est faux. La valeur nationale s'insère dans l'idéologie globale des uns et des autres.⁶³

Les idéologies républicaine, libérale modérée, constitutionnaliste et ultramontaine offrent des points de contact et de parenté entre le Québec et la France mais s'y déploient de manière spécifique. Contrairement à la situation française, où non seulement l'État est ancien, mais où la souveraineté nationale règne en principe depuis 1789, le nationalisme des Québécois, dont le nom change avec l'évolution géopolitique, est soit en quête de souveraineté – des États provincial et confédéral – face à la sujétion politique, soit de défense culturelle face à la minorisation, et souvent des deux. Ces deux éléments sont absents du sentiment national français. De plus, une école nationaliste au Québec peut se réclamer du terme et être de tendance radicale, libérale, conservatrice ou

⁶⁰ *La Vérité*, Québec, 1881-1923, hebdomadaire mais évoluant vers la périodicité multiple ; fondateur Jules-Paul Tardivel 1851-1905, publiciste et écrivain ultramontain de naissance états-unienne.

⁶¹ « Journal catholique et indépendant », Québec et Montréal, hebdomadaire puis de périodicité variable, 1903-1937 ; directeur et fondateur Joseph Bégin, †1943.

⁶² Y. Lamonde, *Histoire sociale des idées*, t.2 : p.33-37.

⁶³ Fernande Roy, *Histoire des idéologies au Québec*, p.76.

ultramontaine et plus tard socialiste, ce qui peut entraîner un quiproquo avec les écoles nationalistes de France au XX^e s., classées à droite ou à l'extrême droite et qui n'ont que peu d'affinités avec l'élan nationalitaire.

Le nationalisme démocrate né avec les révolutions républicaines, animait les Patriotes bas-canadiens qui militaient pour la progression de l'autodétermination démocratique, jusqu'au soulèvement de 1837-38, pour l'autonomie ou une République indépendante⁶⁴. Plus précisément, il convient de distinguer deux grands courants patriotes, démocrate républicain (Papineau), libéral constitutionnel (Étienne Parent) : républicanisme et constitutionalisme⁶⁵. Rappelons que le Parti patriote et particulièrement les Fils de la Liberté, comme leurs noms l'indiquent, s'inspirent de la Révolution américaine, et dans une moindre mesure de la française, comme le rappellent tricolore et bonnet phrygien. Le terme « patriote » lui-même renvoyait à la souveraineté nationale et au républicanisme : les cercles de « patriotes » avaient été partisans des réformes d'autodétermination, aux États-Unis et en France, juste avant que n'éclatent 1776 et 1789.⁶⁶

Groulx était conscient du nationalisme des Patriotes, si bien qu'il contribua à en réhabiliter une partie des faits d'armes⁶⁷, tout en lui reprochant son républicanisme à la française, c'est-à-dire son laïcisme⁶⁸. Ce n'est donc pas ce nationalisme politique-là que Groulx revendique. Il s'inscrit dans une tradition de nationalisme conservateur et catholique. Celle-ci renvoie en partie à une césure entre un nationalisme davantage politique et un nationalisme surtout culturel. Le nationalisme politique, symbolisé par le Parti patriote, était un engagement en

⁶⁴ Cf. notamment G. Bouchard, *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde*, M., Boréal, 2001.

⁶⁵ L.-G. Harvey, « La liberté des modernes : républicanisme versus constitutionnalisme », dans *Le Printemps de l'Amérique française*, 2005, p.39-42.

⁶⁶ Cf. L.-G. Harvey ; et cité dans Yves Lacoste, *Vive la Nation !*, P., Fayard, 1997.

⁶⁷ L. Groulx, *Notre maître le passé*, 3^e série : « Les patriotes de 37 et les châtiments de l'Église », (*L'Action française*, mai 1926) ; « Une heure avec l'abbé Groulx à propos de '37 », (*L'Action nationale*, juin 1936).

⁶⁸ L. Groulx, *Notre maître le passé*, 3^e série : « Un mouvement de jeunesse vers 1850 » et « Les idées religieuses de Louis-Joseph Papineau ».

faveur d'une forme d'autodétermination – le gouvernement responsable et davantage, soit à très long terme, soit pour les plus radicaux. Nationalisme politique mis à mal par l'échec des Rébellions et l'Union forcée qui s'ensuit - politique coloniale d'assimilation. Le nationalisme culturel remonte en quelque sorte à la Conquête mais croît après l'échec de 1837-1838 et la politique de minorisation qui en découle. Les élites cléricales prennent leur essor suite à cet échec, recul de l'anticléricalisme. Elles sont souvent des hérauts du nationalisme culturel, dont les revendications, même en politique, ne se jouent pas tant sur le plan *du* politique (institutions politiques, autodétermination) que de la défense culturelle, d'autant plus que la résistance culturelle est avivée par la minorisation. La nation défendue n'est pas politique mais sociologique⁶⁹. Le Parti conservateur, appuyé par le clergé, semble y répondre en garantissant une défense des traditions : foi, droit, langue et coutumes. La frange ultramontaine s'y allie, s'opposant aux libéraux. Or le Parti conservateur développe une tradition de libéralisme modéré – dans la tradition du conservatisme britannique et de façon assez comparable aux conservateurs des autres modèles libéraux connus au Québec.⁷⁰ LaFontaine incarne ce nationalisme modéré. Malgré les frictions entre ultramontains et conservateurs libéraux, cet héritage marque l'ultramontanisme québécois.

L'Union crée un contexte où le nationalisme culturel dépasse le courant conservateur. Le Parti libéral présente aussi, à partir de son institutionnalisation, une modération, tant face au radicalisme laïque que face aux revendications nationalitaires que représentaient le Parti rouge ou l'Institut canadien, qui s'effacent dans les années 1870-1880. Il tempère avec l'Église et le pouvoir britannique. Le nationalisme qu'il conserve joue donc sur le maintien des mêmes traditions plutôt que la revendication proprement politique, d'autodétermination accrue, surtout après Honoré Mercier. Le nationalisme que portent les partis libéral et conservateur, bien établis à la fin du XIX^e s., mise davantage sur une

⁶⁹ Linteau, Durocher, Robert, *Histoire du Québec contemporain*, t.I, p.358.

⁷⁰ Par exemple, l'idéal agrarien est partagé entre conservateurs du Québec, des États-Unis, de France et du Canada anglais. Linteau, Durocher, Robert, *Histoire du Québec*, t.I, p.351.

acceptation des valeurs du nationalisme culturel et une atténuation des revendications sur le plan du politique proprement dit, celui qui définit la communauté politique. Il faut nuancer ce constat en notant que le conservateur G.-É. Cartier obtient la restitution d'un État provincial et que Mercier affirme l'autonomie de cet État. Le nationalisme culturel est porté par le clergé sur le terrain du catholicisme mais il comprend une gamme d'interprétations qui vont au-delà du parti cléricale, puisqu'il peut s'agir de la défense et de l'illustration de la langue ou du développement culturel du Canada français. Le nationalisme politique resurgit à l'occasion de certaines crises, comme le Parti national de Mercier suite à l'Affaire Riel⁷¹, mais il est en difficulté face aux partis pancanadiens et au contexte de repli de l'affirmation politique nationalitaire. Celle-ci reprend avec la guerre des Boers et se ranime dans des mouvements du début du XX^e s. que nous aborderons dans la prochaine section. L'autonomisme resurgit du côté libéral comme conservateur, républicain comme ultramontain, sur le plan des mouvements intellectuels et de la politique, sans parvenir à défaire les deux grands partis malgré l'aventure électorale de Henri Bourassa.

2.1.3.2 Nationalisme conservateur

N'oublions pas cette vérité profonde : que la nation ne se compose pas seulement des vivants mais aussi des morts et de ceux qui sont à naître, et que nous sommes par conséquent à la fois les héritiers du passé et les garants de l'avenir.⁷²

Qu'est-ce qui définit le nationalisme conservateur québécois ? Nous avons vu qu'au XIX^e s. se dégageaient dans les luttes politiques des Patriotes, deux formes principales de nationalisme libéral : républicain et constitutionnaliste. Le clergé ou sa hiérarchie se définissait dans cette crise essentiellement comme loyaliste ; ce loyalisme apprécie le caractère monarchique des constitutions britanniques qui permettaient d'échapper au démocratisme débridé, laïque et

⁷¹ E.J. Flynn, *Affaire Riel*, 1886 ; Cf. G. Goulet, en Bibliographie.

⁷² *Le Devoir*, 27 nov. 1916 : « Un message de Sir Robert Borden ». Omer Héroux a mis en exergue cet extrait de discours, du Premier ministre *tory* du Canada, qui met bien en relief, par sa proximité avec le discours de Barrès, les points communs entre les pensées conservatrices française, britannique et québécoise.

républicain. Les constitutionnalistes libéraux sont surtout appelés réformistes. Le parti Rouge accueille les radicaux. Le parti réformiste s'allie aux constitutionnalistes conservateurs et devient le parti réformiste-conservateur. Les catholiques traditionalistes, ultramontains, optent pour l'alliance avec ce parti ; quoique tumultueuse, elle détermine une tradition de pensée traditionaliste plus modérée. Le nationalisme conservateur du Québec, catholique, tel qu'établi durant la seconde moitié du XIX^e s., est défini de façon nette dans le « Programme catholique » où Mgr Laflèche se montre digne successeur de Mgr Bourget. Dans ce programme, les ultramontains lient Église et État, demandent aux catholiques de voter pour des catholiques qui respectent ce programme, et de défaire le parti libéral qui abrite les « Rouges », républicains radicaux, laïcistes dangereux. Voici comment ce programme ultramontain est présenté en 1871 :

Nous appartenons en principe au parti conservateur, c'est-à-dire, à celui qui s'est constitué le défenseur de l'autorité sociale. [...] un groupe d'hommes professant sincèrement les mêmes principes de religion et de nationalité, conservant dans leur intégrité les traditions du vieux parti conservateur qui se résument dans un attachement inviolable aux doctrines catholiques et dans un dévouement absolu aux intérêts *nationaux* du Bas-Canada.

[...] Mais ce loyal appui doit être subordonné aux intérêts religieux que nous ne devons jamais perdre de vue⁷³ (n.s.)

Ce qui est remarquable dans ce programme c'est moins que catholicisme et intérêt national du Bas-Canada soient liés que la reconnaissance des intérêts *nationaux* du Bas-Canada par les éminences ultramontaines et leur implication directe, partisane, dans le processus démocratique de la monarchie constitutionnelle. Malgré la lutte qu'ils livrent au progrès des idées libérales⁷⁴, mais justement pour confronter le Parti rouge puis libéral, les ultramontains du Québec choisissent l'action politique et les compromis qu'elle implique – ne serait-ce qu'avec des alliés protestants et des catholiques non ultramontains du Parti conservateur. Ainsi défini, le nationalisme conservateur des ultramontains

⁷³ *Journal des Trois-Rivières*, 20 avr. 1871, cité in Y. Lamonde, et C. Corbo *Le rouge et le bleu. Une anthologie*, « Le Programme catholique », p.229.

⁷⁴ Linteau, Durocher, Robert, « Une Église catholique conquérante », *Histoire du Québec contemporain*, t.I, p.259.

eux-mêmes acceptait une certaine dose de libéralisme, comme les partisans des chartes en France et la monarchie de Juillet. C'est un des traits distinctifs de la politique québécoise que les extrêmes y sont rares. Ajoutons que ce programme fut un échec même auprès des élus conservateurs et ne rallia pas même l'ensemble des évêques. Le clivage entre alliés conservateurs et ultramontains tient à la prééminence du catholicisme dans l'organisation de la société. L'ultramontanisme québécois se rattache néanmoins à une tendance modérée plutôt qu'intransigeante⁷⁵ des ultras français et son alliance avec les conservateurs implique en pratique un accommodement avec le système parlementaire libéral. Le contexte de monarchie constitutionnelle était sans doute plus propice à une idéologie traditionaliste moins inflexible. La tradition politique québécoise est nécessairement marquée par les institutions britanniques qui demeurent en place après 1837-38.

2.1.3.3 Nationalisme conservateur du Québec et cas français

Le nationalisme conservateur surgit tôt au Québec et dans une trame historique bien spécifique. Un point de parenté est la défense des traditions, dans le cadre de la dichotomie entre nationalisme culturel et nationalisme politique. Notons des points de divergence. La tradition militaire et plébiscitaire n'a pas d'équivalent au Québec, nonobstant une relative popularité de Napoléon – prénom d'ailleurs populaire à l'époque au Québec – car le Québec n'a bien sûr pas d'armée et perd sa tradition de milice. Depuis la guerre de 1812 et l'échec des Patriotes, les traditions de la milice et de la prise d'armes semblent toujours plus révolues, surtout depuis le tournant du siècle. Les rares engagements militaires, de type Zouaves pontificaux, chemises rouges de Garibaldi, troupes canadiennes, sont marginaux et ne débouchent guère sur l'engagement politique comme les Ligues françaises ou, plus tard, paramilitaire.

Il serait donc difficile de faire un parallèle avec le nationalisme autoritaire français dans le paysage politique québécois fin-de-siècle. Contexte d'ailleurs

⁷⁵ Linteau, Durocher, Robert, « Le mouvement des idées », *Histoire du Québec*, t.I, p.344.

moins marqué par l'idée de décadence, hormis les désillusions suscitées par la corruption politique et la politicaillerie⁷⁶, et les inquiétudes provoquées par l'industrialisation. L'antisémitisme actif et la théorie du complot sont absents de la trame politique du Québec. L'hostilité aux francs-maçons existe néanmoins⁷⁷. La mobilisation des Ligues violentes, de l'anarchisme terroriste et de l'action syndicale violente sont quasiment absents du Canada français à la fin du XIX^e s., contrairement à la III^e République. Le Québec intellectuel, ultramontains y compris, semble davantage marqué, après 1791, par un catholicisme social dans ses tendances conservatrices ou libérales, que par l'intransigeance ultra.

2.1.3.4 Conclusion : situation de l'Action française

L'Action française de Montréal ne représente pas l'ensemble des courants nationalistes du début du XX^e siècle, ni une idéologie cléricale ou soi-disant unique, ni n'invente la question de l'Indépendance. Celle-ci est un rêve de Républicains depuis un siècle, l'idéal républicain ravivé par l'ex-Premier ministre Mercier est encore porté par quelques intellectuels au début du XX^e siècle. La question de l'indépendance se confond souvent avec celle de l'autonomie du Québec dans diverses formules, tel le statut d'État-membre dans une République du Canada indépendante⁷⁸, voire pour d'autres, fédéré aux États-Unis. Dans le cas de Mercier il s'agit d'une proposition de Confédération véritable, ce que le Canada n'est pas mais qu'incarne la Suisse, où les États membres sont reconnus comme souverains dans la constitution. Si ce n'est pas l'indépendance, c'est bien ce qu'on appelle aujourd'hui au Québec, la « souveraineté », du moins c'est fort semblable. H. Bourassa, quant à lui, incarne vers 1900 l'aspiration à une plus grande autonomie et du Québec et du Canada, ainsi que la popularité de cette aspiration. Il est lui-même catholique et très modéré sur le plan libéral.

Situons l'A.f. par rapport aux courants de nationalisme conservateur au Québec : ils sont multiples et Groulx n'est pas en accord parfait avec eux. Des

⁷⁶ Terme plus couramment québécois, équivalent de « basse politique ».

⁷⁷ Cf. Y. Lamonde, *Histoire sociale des idées*, vol. II.

⁷⁸ Honoré Mercier, *L'avenir du Canada. Discours prononcé au Parc Sohmer*, M., 1893.

dissidences entre ultramontains et conservateurs se développent, ainsi que face au loyalisme. Le nationalisme conservateur et celui des ultramontains sont loyalistes, mais pas toujours, à l'instar de Tardivel, publiciste à la fois ultramontain et indépendantiste. Membre nationaliste du Parti conservateur et catholique ultramontain, Thomas Chapais est pourtant en opposition avec Groulx, dans sa présentation de la Conquête, son enseignement loyaliste de l'histoire du Canada, condamnant sans circonstance atténuante des Rébellions de 1837-1838. Il s'attira les critiques de l'A.f.⁷⁹ L'abbé Groulx s'érige en adversaire des théories de Conquête providentielle (qui épargne au Canada les Révolutions)⁸⁰, des historiens catholiques Ferland et Chapais (dénotant une parenté avec le providentialisme d'autres catholiques). Groulx s'inscrit cependant dans la modération générale de la tradition conservatrice du Québec, non intransigeante. Il faisait cas des chartes, qui sont au centre de son premier cours d'histoire, qui jalonnent selon lui l'émancipation des Canadiens français et du Bas-Canada à travers les étapes de 1774, 1791, 1849 et 1867, et axent sa conception de l'action politique. Groulx admire d'ailleurs LaFontaine en tant que chef national, et la LDF avec lui, qui honore l'anniversaire de son geste⁸¹. Groulx prononça un discours au Monument National en son honneur – « [s]on premier succès oratoire »⁸² – revendiquant LaFontaine comme prédécesseur de l'A.f., en exprimant son inquiétude :

Pour notre part [...] nous aurions à restaurer au Canada les notions de *droit* et de *justice*. [n.s.] Mais hélas ! ne paraissions-nous pas irrémédiablement emportés vers je ne sais quel destin fatal ? avec notre fierté déprimée, après la trahison de plus en plus manifeste de nos hautes classes dirigeantes, obligés de nous replier sur l'unique réserve de notre

⁷⁹ Henri d'Arles, *Nos historiens : cours de critique littéraire professé à Montréal sous les auspices de l'Action française*, M., Bibliothèque de l'Action française, 1921.

⁸⁰ L. Groulx, « La Providence et la conquête anglaise de la Nouvelle-France », *Notre maître le passé*, 3^e série, 1944.

⁸¹ L. Groulx, « La démission de LaFontaine », *Notre maître le passé*, 3^e série ; quant à l'Action française de Montréal, dans la revue *L'Action française* : « La Fontaine et le français » par Montarville B. de la Bruère, janv. 1917 ; « Pour La Fontaine », par Omer Héroux, mai 1917 ; « pour La Fontaine – portrait, allocutions de MM. Le Dr Gauvreau et Henri Bourassa » et « Un geste d'Action française », par Lionel Groulx, sept. 1917.

⁸² L. Groulx, *Mes Mémoires*, I, p.309.

jeunesse et de nos classes pauvres, race décapitée, acculée à tout l'inconnu de demain et presque à la menace d'un *Sonderbund*, [...]⁸³.

Ce nationalisme dépasse le culturel. En conclusion, la tradition conservatrice québécoise de l'A.f., invoquant les idéaux du droit et de la justice et s'accommodant du libéralisme constitutionnel, contraste avec la tradition d'intransigeance ultra de la L.A.F.. Cela, malgré les parentés évidentes entre ultramontains par exemple, s'ajoute donc à l'inexistence d'une tradition politique d'autoritarisme militaire aux XIX^e et XX^e s., pour définir deux cadres de pensée distincts.

2.2 LES MOUVEMENTS INTELLECTUELS

Dans cette section, nous abordons la naissance de l'ancêtre de l'Action française, la Ligue des Droits du français (LDF), en situant ce mouvement dans le contexte des nouveaux lieux de militantisme des intellectuels de ce début de XX^e s., notamment la Ligue nationaliste. Nous ferons ressortir les caractéristiques de ces mouvements intellectuels au sens défini en Introduction. Henri Bourassa et *Le Devoir* jouent un rôle de pivot entre Ligue nationaliste et LDF, marginalisant le nationalisme radical dans ses retranchements de *L'Action*.

2.2.1 Les mouvements intellectuels à la naissance de l'Action française

La France catholique est alors pour nous, catholiques du Canada français, la grande maîtresse. Ses mouvements de jeunesse ont particulièrement inspiré les nôtres.

- Lionel Groulx⁸⁴

Quels sont les mouvements intellectuels existants lorsque les fondateurs de l'A.f. s'engagent, dans les années 1910 ? Tout d'abord, plusieurs revues d'idées

⁸³ *Ibidem*.

⁸⁴ L. Groulx, *Mes Mémoires*, I : p.163.

sont établies, nous l'avons vu en Introduction. Les plus vénérables sont *La revue canadienne* et *La Nouvelle-France*. D'autres apparaissent, telles *La revue dominicaine*, *La Revue nationale*, les revues littéraires *Le Terroir* et *Le Nigog* (existence brève), la revue d'idées universitaire *Le Canada français* et, plus populaire, *La revue moderne*. Les hebdomadaires d'intellectuels sont fragiles, souvent d'espérance de vie courte, mais ils existent : *La Vérité*, *Les Débats*, *Le Nationaliste*, *L'Action*, *La Vigie*. Il n'y a point de revue qui soit à la fois l'étendard d'un mouvement et son instrument de recherche idéologique d'avant-garde, la revue d'une école non littéraire en somme. *L'Action française* sera à la recherche d'une doctrine et d'une action d'une autre ampleur que ces revues.

En termes d'organisations, l'Action catholique de la jeunesse canadienne-française (ACJC) est fondée en 1904, sur le modèle de l'ACJF⁸⁵. La devise est identique, « Piété, Étude, Action ».⁸⁶ Le journal de l'ACJC, *Le Semeur*, devrait quelque chose au modèle du *Sillon* de Marc Sangnier ; son titre et son illustration sont inspirés du *Sillon* - illustration expurgée après la condamnation du *Sillon*. Les statuts sont calqués sur ceux de l'ACJF, tout comme l'organisation des cercles d'étude. Ce modèle catholique imprimera une marque durable, pour nombre de mouvements intellectuels catholiques : nous avons vu *Cité libre* plus tard employer la même formule, à l'instar d'*Esprit*. N'oublions pas que l'ACJF appartient aux cercles davantage proches de l'Action libérale et opposés à l'AF. L'ACJF est proche des évêchés de Lyon et de Grenoble, de l'Institut catholique de Lyon (celui de Paris serait plus ouvert à la L.A.F.) et c'est du sérail catholique de Grenoble que sera issu Mounier, fondateur d'*Esprit*. Alors qu'il termine son séjour d'études en Europe en 1909, Groulx assiste à deux congrès différents, dont celui de l'ACJF à Orléans. Le professeur était alors l'un des premiers animateurs d'Action catholique au Québec⁸⁷. Au congrès national d'ACJF, il se lie d'amitié avec le futur évêque de Lyon, le Cardinal Gerlier, une des têtes de l'Église de

⁸⁵ Laurier Renaud, *La Fondation de l'A.C.J.C. L'histoire d'une jeunesse nationaliste*, Presses collégiales de Jonquières, 1972. Renaud constatait que l'étude de l'ACJC remettait en cause l'idée alors reçue de l'isolement intellectuel du Québec mais demeurait timide, p.1.

⁸⁶ Inspiré à de Mun par un exemple suisse. Cf. Laurier Renaud, *op.cit.*, p.3-6 et p.41-42.

⁸⁷ L. Groulx, *Une croisade d'adolescents*, Québec, L'Action sociale, 1912.

France hostiles à l'AF - depuis la préparation de la Condamnation jusqu'à s'opposer à sa levée une douzaine d'années plus tard⁸⁸. Au sujet de ce congrès Groulx déclare : « À Orléans, je fais provision de tout ce que je vois et entends. »⁸⁹

L'ACJC est un mouvement d'encadrement ecclésiastique de la jeunesse, coloré de nationalisme catholique. La structure est appuyée par des Jésuites et l'épiscopat qui voit d'un bon œil un encadrement clérical de la jeunesse nationaliste, vu que le nationalisme mobilise la jeunesse, quand d'autres mouvances nationalistes semblent frayer avec des héritiers de Papineau. D'autres associations existent : l'École littéraire de Montréal, le groupe d'intellectuels d'avant-garde des *Débats*, la Loge *L'Émancipation*, la FNSJB, association féministe canadienne-française et patriote. Surgit la Société du parler français (SPF), en 1902. Les fondateurs de la LDF ont d'abord constitué un cercle de la SPF. Nous allons examiner brièvement le programme de la LDF, mais auparavant, nous allons examiner le rapport des intellectuels de la LDF avec Bourassa, *Le Devoir* et l'hebdo *Le Nationaliste*.

2.2.2 La Ligue nationaliste et Henri Bourassa

Le nationalisme au Canada, c'est simplement l'autonomie
- Louvigny de Montigny, 1903⁹⁰

Le développement de la Confédération, où les Canadiens français sont davantage en minorité, pose de nouveaux défis à la nation, pressions assimilatrices, d'hostilité envers leurs droits et d'infériorité économique avec émigration corrélative. Les partis, au niveau fédéral, n'offrent guère de solution face au poids d'un électorat canadien-anglais hostile au développement du bilinguisme, en principe admis en 1867. En revanche leur État provincial devrait

⁸⁸ J. Prévotat, *Les catholiques et l'Action Française*, p.512-513.

⁸⁹ L. Groulx, *Mes Mémoires*, I : p.164.

⁹⁰ L. de Montigny, art. présentant la Ligue Nationaliste dans *Le Canada économique, financier, minier...*, P., 2^e série, 1903, cité dans R. Rumilly, *Henri Bourassa*, p.146.

servir au développement, mais il ne semble pas autant au service du Canada français que ses vis-à-vis au service du Canada anglais. Dans sa faiblesse nationale, économique, il pouvait ajouter à la déception⁹¹. Le contexte colonial britannique est défavorable, comme l'illustra l'hostilité rencontrée par la politique de grandeur de Mercier⁹². Voilà autant de causes de mobilisation des intellectuels du Québec. Les premiers sursauts dus à la répression des droits minoritaires s'étaient exprimés lors de l'Affaire Riel, et l'élection du Parti national. Ce sursaut de solidarité nationale, contre l'injustice et contre l'assimilation, se répète dans les années 1910 en faveur des Franco-Ontariens : il participe du contexte de naissance de l'A.f.

Entre-temps s'est exprimé un sursaut politique, autonomiste, contre les guerres impériales, objet de tensions violentes entre Canada anglais et Canada français, pour l'autonomie du Canada et du Québec. H. Bourassa est, au cours de cet épisode anti-impérialiste, le grand héros de la jeunesse. Dans cet élan est créée la Ligue nationaliste par de jeunes intellectuels, des journalistes. L'autonomie n'est pas que celle de la nation et du pays : la position adoptée par Bourassa, celle qui postule l'indépendance de la réflexion, dégage un espace propice à l'autonomie des intellectuels par rapport à la politique politicienne. Voici ce que proclame *Le nationaliste* dans son premier numéro :

Nous voulons travailler dans la réalité, étudier en dehors de toute coterie, de tout parti pris, les questions qui intéressent notre avenir [national]. [...] Il n'y a pas de fétiche chez nous ! [...] Il faut qu'une révolution bienfaisante balaye les abus qui nous déshonorent et nous ruinent [...] C'est à [...] hâter cette révolution que travaille la Ligue.⁹³

Le directeur, Olivar Asselin, reconnut que Bourassa lui fit apprécier la distinction entre les Anglais défenseurs de la liberté, tel Lloyd George, et les Anglo-Saxons chauvins et dominateurs, et apprécier d'autant les institutions

⁹¹ A.I. Silver, *The French-Canadian Idea of Confederation 1864-1900*, 1997, p. 125 sq.

⁹² Linteau, Durocher, Robert, *Histoire du Québec contemporain*, t. I, p.321-323.

⁹³ *Le Nationaliste*, 1^{re} année, no 1, 6 mars 1904, cité dans M.-A. Gagnon, *La vie orageuse d'Olivar Asselin*, t.I, p.73.

britanniques malgré l'impérialisme.⁹⁴ Le mouvement est animé d'un nationalisme libéral. L'ardeur de la Ligue résulte autant d'une volonté de changement de la jeunesse dans le développement du Québec que d'une réaction contre les pressions de deux nationalismes anglo-saxons, d'impérialisme et d'assimilation, visant à renforcer les liens avec la puissance coloniale et l'anglicité du Canada par de nouvelles mesures anti-françaises. L'impérialisme britannique vers 1900 participe du climat belliqueux d'Europe, conflits dont les patriotes canadiens-français veulent préserver leur pays. Comme Clemenceau, leur patriotisme est dans leur pays. Il n'est pas pour autant autarcique. Le programme de la Ligue, quoique centré sur le Canada français, s'adresse en principe à tout le Dominion et pourrait, en principe, inspirer d'autres Dominions. La solidarité avec d'autres nations dépendantes est clairement exprimée : d'abord l'Irlande, ensuite d'autres peuples, tels que les Polonais, les Sud-Africains, les Finlandais ou les Baltes. La solidarité avec l'Irlande est proclamée en pompe lors d'une soirée organisée par la Ligue nationaliste en l'honneur d'un élu irlandais, présentant l'aspiration de sa nation au *Home Rule*. Bourassa y déclare : « Si je suis venu parler de l'Irlande, c'est que toutes les colonies sont solidaires; les Canadiens ont le droit et le devoir de demander la liberté pour l'Irlande.⁹⁵ » L'assemblée est organisée malgré des frictions avec les voix officielles des Irlandais anglophones du Québec, à cause de l'action assimilatrice du haut-clergé irlandais dans la querelle des écoles françaises de l'Ontario⁹⁶. On ne peut voir dans cette solidarité internationale, qui sera poursuivie au *Devoir*⁹⁷, l'expression d'un nationalisme fermé⁹⁸. Le thème

⁹⁴ Joseph Gauvreau, *Olivar Asselin, précurseur d'Action française, le plus grand de nos journalistes*, Québec, 1937, p.22.

⁹⁵ Discours de Henri Bourassa lors de la soirée Devlin, en l'honneur du député de Galway (Irlande) à Westminster, Charles Ramsay Devlin, organisée par la Ligue nationaliste le 15 nov.1903, cité dans R. Rumilly, *Henri Bourassa*, p.165. Devlin avait naguère été député d'un comté québécois jouxtant celui de Bourassa.

⁹⁶ Rumilly, *Henri Bourassa*, p.163 ; p.384.

⁹⁷ Ex. tirés de 1916 : Éditorial de Bourassa, *Le Devoir*, 11 avr. 1916 qui critique les grandes nations au nom des intérêts des petites, même la France plus généreuse que l'Allemagne et l'Angleterre, prête à sacrifier la Pologne à l'alliance russe. Il incite les petites nations à la prudence et à raisonner en fonction de leur intérêt national respectif. *Le Devoir*, 28 sept. 1916 : « Le problème de l'Empire » : l'indépendance sera la solution pour toutes les colonies. *Le Devoir*, 4 oct. 1916 : l'exemple du peuple roumain qui a résisté à l'assimilation et résiste à l'occupation germanique ; *Le Devoir*, 6 oct. 1916 : « L'Irlande aura le *Home Rule* », prédit l'éditorial, et le journal s'en réjouit. *Le Devoir*, 6 no. 1916 : en éditorial, Omer Héroux prédit que la conférence de

irlandais reviendra parmi les sujets d'intérêt de *L'Action française*, tant pour critiquer les évêques assimilateurs que relever des points communs entre les deux peuples colonisés⁹⁹. Pendant la guerre, *Le Devoir*, tout en suivant la diplomatie de Benoît XV, s'intéresse de près au sort des petites nations dans le conflit et se met au service de la solidarité agissante avec les Belges sous occupation.¹⁰⁰

C'est à Québec que s'est préparée la fondation de la Ligue nationaliste, dont Asselin fut l'âme directrice. Asselin travaille alors pour le ministre Gouin, puis au grand journal libéral *La Presse* où il rencontre Jules Fournier. Armand Lavergne est alors député et avocat de la cité de Québec. Bourassa y séjourne pour parfaire ses notions de droit civil. La Ligue nationaliste est toutefois lancée à Montréal, au Théâtre national en 1903, assemblée dont Bourassa est la vedette. Il est l'homme politique le plus populaire du Québec à cette heure, après Laurier. La Ligue est sise à Montréal. Omer Héroux, secrétaire, seconde Asselin, président. Deux tendances y sont représentées : Asselin, Fournier, Marsil, d'un côté, plus radicaux, et Héroux et Pelletier de l'autre, plus conservateurs, tous jeunes publicistes de la même génération. Héroux est le gendre de Tardivel et ancien rédacteur à *La Vérité*. D'autres membres notoires de la Ligue sont Lavergne, élu libéral indépendant, et patriote critique de l'impérialisme de Laurier¹⁰¹; Louvigny de Montigny, fondateur du défunt journal radical *Les Débats*, membre de l'École littéraire de Montréal ; Antonio Perrault, étudiant en droit à Québec.

paix permettra au peuple Polonais de recouvrer la liberté et l'indépendance, puisque les puissances rivales d'Allemagne et de Russie tentent de le mobiliser pour leur compte en offrant des promesses d'autonomie. *Le Devoir*, 21 nov. 1916 : « Les Belges en esclavage ».

⁹⁸ *Le Devoir* consacre des efforts à la connaissance des États-Unis, bien au-delà de la question de la dispora, qui ne servent pas seulement de repoussoir comme on est porté à le croire, et dont on tire des enseignements positifs ; par ex. un article fouillé à « Notre relation avec les États-Unis », qui compare Montréal à 19 villes états-uniennes : *Le Devoir*, 14 oct. 1916. Peu après, Héroux réclame une réforme électorale sur l'exemple de la loi américaine, du gouvernement Borden : *Le Devoir*, éditorial du 4 nov. 1916.

⁹⁹ *L'Action française*, mars 1921 : « Partie documentaire – « Remember Quebec », article du *Canadian Freeman* », journal irlandais de Kingston (Ont.). Citation de l'indépendance irlandaise comme modèle et de celles à venir en Égypte et aux Indes, dans L. Groulx, « Notre avenir politique – conclusion », *L'Action française*, déc. 1922, p.336, p.339. Pour le revers, une diatribe critique de Hermas Bastien, « Les Irlandais et nous », *L'Action française*, mai-juin 1927.

¹⁰⁰ *Le Devoir*, 25 nov. 1916, p.4 : « Vous pouvez sauver la vie des Belges ! », si vous ne pouvez combattre les Allemands, souscrivez « au fonds de secours belge », rue Saint-Pierre.

¹⁰¹ Armand Lavergne, *Trente ans de vie nationale*, M., Zodiaque, 1934.

Un an après la fondation de la Ligue, son organe hebdomadaire *Le Nationaliste* est fondé par Asselin. Lavergne en est le correspondant à Ottawa, sous le pseudonyme Montjorge. Le journal irrévérencieux, orné de caricatures satiriques, reçoit l'attention des journaux de partis, des journaux anglais, de *La Revue des Deux mondes* sous la plume de Louis Gillet.¹⁰² Lorrain, Montigny, Héroux, Fournier en sont rédacteurs ; y collaborent aussi des intellectuelles : Colombine (Circé-Côté), Madeleine, la romancière Marie Franc¹⁰³. Plusieurs de ces jeunes intellectuels sont proches du Parti libéral par sa frange radicale et critiques des libéraux ministériels. Au Théâtre national, Asselin énonce en trois points le programme de la Ligue nationaliste : la plus grande mesure d'autonomie pour le Canada dans le Commonwealth ; la plus grande mesure d'autonomie pour les provinces dans la Confédération ; adoption par les gouvernements fédéral et provinciaux d'une politique de développement économique et intellectuel du Canada¹⁰⁴. Héroux lui-même décrit la Ligue nationaliste comme une résurgence des luttes de Papineau et de LaFontaine¹⁰⁵ - ce qui renvoie à la fois au nationalisme radical, républicain et au nationalisme réformiste, conservateur.

Si l'on se reporte à notre définition du mouvement intellectuel, la Ligue nationaliste en est un des premiers exemples significatifs nettement constitués. Elle est la plus importante instance de mouvement intellectuel antérieur à la LDF. Structure d'association militante, dirigée et fondée par des intellectuels, elle est dotée d'un programme qu'elle défend à travers un journal qui exprime son indépendance de jugement et d'action. Ce mouvement est engagé davantage sur le plan *du* politique que de *la* politique, sans que les deux soient imperméables. Néanmoins, cette Ligue n'entretient pas des ambitions de même ampleur que la L.A.F. et l'A.f. Son programme est à moyen terme, plus strictement de l'ordre du politique, tandis que les Actions françaises visent à organiser méticuleusement un changement de mentalités à très long terme. C'est un travail idéologique en

¹⁰² L. Groulx, *Mes Mémoires*, II, p.99.

¹⁰³ Hélène Pelletier-Baillargeon, *Olivar Asselin et son temps*, t. I, p.293.

¹⁰⁴ M.-A. Gagnon, *La vie orageuse d'Olivar Asselin*, t. I : p.61.

¹⁰⁵ O. Héroux, nécrologie d'Asselin, *Le Devoir*, 19 avr. 1937, cité dans M.-A. Gagnon, *La vie orageuse*, t. I, p.62 ; Antonio Perrault, *L'Action française*, févr. 1926.

profondeur qui exige plusieurs outils de production, diffusion et mobilisation. Le fait que la Ligue nationaliste se concentre sur un hebdo témoigne de cette différence : la L.A.F. et l'A.f. misant sur de multiples outils, dont la revue et l'édition qui permettent le travail de fond. Se dessinent ainsi deux types de « ligue », le type action française étant davantage idéologique. Le type LPF ou Ligue nationaliste demeure plus strictement lié au politique, au moyen terme.

La Ligue nationaliste n'en dégage pas moins un espace d'autonomie des intellectuels dans le champ politique. Autonomie relative que symbolise la critique indépendante des partis, de l'Église autant que de l'État. Un point de délicatesse avec l'Église est la critique de sa mainmise sur l'éducation, au nom du développement. La Ligue appuie aux élections les candidats indépendants qui adhèrent à ses principes. Après un échec devant Laurier, réfractaire aux lois développant le bilinguisme, Lavergne et Bourassa ont, cette fois députés à Québec, pressé le gouvernement Gouin de légiférer pour défendre la langue française dans les services, avec plus de succès qu'à Ottawa. La loi Lavergne est adoptée en 1910 après dépôt d'une pétition lancée par l'ACJC, rassemblant des milliers de signatures – des centaines de milliers ? ¹⁰⁶ L'A.f., par son activisme des années 1920, parvint à empêcher que la loi ne devînt lettre morte ¹⁰⁷. La Ligue réussit à convaincre le gouvernement Gouin d'adopter, en 1910, une des mesures de développement économique qu'elle préconisait : exiger la transformation du bois coupé au Québec ¹⁰⁸. Les axes de réforme économique, et ceux de développement intellectuel, sont clairement énoncés par *Le Nationaliste*. Remarquons que ce mouvement n'incarne guère une « pensée impuissante ¹⁰⁹ », tel que l'attestent ces réformes que la Ligue nationaliste obtient de Québec, et surtout

¹⁰⁶ Verdicts divergents de Lamonde, *Histoire sociale des idées*, t.II et Groulx, *Correspondance*, vol.3, éd. Établie par Gisèle Huot, J. Lalonde-Rémillard et Pierre Trépanier, p.281.

¹⁰⁷ L'Action française, « La loi Lavergne », *L'A.f.*, déc. 1917 ; « Partie documentaire – La loi Lavergne et les tribunaux », janv. 1919. Cf. Y. Lamonde, *Histoire sociale des idées*, II, p.62.

¹⁰⁸ Cf. Linteau, Durocher, Robert, « Nationalisme et développement », *Histoire du Québec contemporain*, t. I, p.509-512.

¹⁰⁹ G. Bouchard, *La pensée impuissante. Échec et mythes nationaux canadien-français (1850-1960)*, Boréal, 2004 ; *Les deux chanoines. Contradiction et ambivalence dans la pensée de Lionel Groulx*, Boréal, 2003.

son programme aux orientations réformistes claires, axé sur l'autonomie politique autant que sur une politique de développement général. Bourassa fit primer l'engagement sur le plan politique fédéral, malgré un plus grand succès à Québec, et malgré ses jeunes voltigeurs qui inclinaient à y concentrer les efforts de la Ligue. Si l'échec du côté fédéral à court et moyen terme, ne porta que peu de fruits, il put clarifier l'importance de Québec.

Le Nationaliste n'est pas seul à parler d'émancipation économique, en ces années de fondation des HEC, interpellées notamment par l'*Emparons-nous de l'industrie* d'Errol Bouchette. Parmi les membres de la Ligue, se trouvent de jeunes autonomistes mais aussi quelques hommes d'affaires de la Chambre de commerce canadienne-française de Montréal, désireux de lutter contre l'exclusion économique, favorables au développement économique que défend Asselin. Son programme plus détaillé comporte des réformes favorisant l'industrie, les secondes transformations, et la colonisation ; une régulation de l'attribution des biens publics comme la forêt et l'hydro-électricité de façon à favoriser le développement national plutôt que le grand capital étranger, soit la conservation d'un patrimoine public. La compagnie d'assurances La Sauvegarde aida l'entreprise et Bourassa, comme plus tard l'A.f.¹¹⁰. Asselin maintiendra cet intérêt pour la libération économique du Canada français, par des réformes du gouvernement québécois, tel qu'en témoigne une de ses rares collaborations à *L'Action française*.¹¹¹

2.2.2.1 Divergences entre Asselin et Bourassa

Le député fédéral Bourassa a incarné la courageuse critique indépendante de la discipline de parti, au nom des intérêts nationaux. Il a osé critiquer le héros canadien-français Laurier qui n'impose pas le respect des droits des minorités

¹¹⁰ M.-A. Gagnon, *La vie orageuse*, I, p.106 ; H. Pelletier-Baillargeon, *Olivar Asselin*, I, p.293. La Sauvegarde accorde un moment des bureaux à l'Action française et est l'un des annonceurs réguliers de la revue.

¹¹¹ O. Asselin, « Les imperfections de notre organisation économique », *L'Action française*, mars 1921.

françaises. Il a osé rompre avec son gouvernement pour protester contre une politique étrangère vassale de l'Empire britannique. Les prises de position de Bourassa ont enthousiasmé de jeunes politiques comme Lavergne et de jeunes intellectuels qui fondèrent la Ligue nationaliste. Ralliés à la protestation de Bourassa, les quotidiens *L'Avenir du Nord*, radical, *Le Courrier de Saint-Jean*, conservateur, et *La Vérité*, ultramontain, saluent la naissance de cette Ligue¹¹². Il s'agit surtout d'indépendants, de francs-tireurs ou d'adversaires du succès de Laurier. Le journal radical *L'Égalité* de Wilfrid Gascon, qui opte pour l'indépendance du Québec, ne durera pas, mais confirme qu'une agitation de la jeunesse et un renouveau du nationalisme politique se manifestent alors. Le climat de crise nationale est propice au lancement de mouvements. Le haut-clergé, (en accord avec Laurier qui craint aussi le ressac anglais), désire prémunir un ralliement de la jeunesse à l'idéologie radicale. Le contexte de la guerre des Boers suscite des affrontements entre les jeunesses canadienne-anglaise et canadienne-française à Montréal. La réaction inéquitable des autorités canadiennes et de l'évêque Mgr Bruchési s'attire de virulentes critiques dans *Les Débats*¹¹³. Laurier et Mgr Bruchési voulaient que les étudiants de Montréal s'excusent auprès de ceux de McGill, venus saccager leurs locaux et des journaux français. La jeunesse canadienne-française, mécontente de l'encadrement clérical, de ses perspectives économiques limitées, enflammée par le pacifisme anti-impérialiste, sera-t-elle la proie des radicaux, républicains et autres francs-maçons ? Asselin s'était lié avec Gascon à travers les cercles des *Débats* et de l'École littéraire ; il l'avait rejoint comme collaborateur à *L'Avenir du Nord*, journal radical¹¹⁴. Avec la loge *L'Émancipation* et les campagnes d'Asselin en faveur de réformes en éducation ou en faveur des partis ouvriers, le clergé peut craindre cette radicalisation, puisque l'agitation anti-impérialiste, emballée à la suite de Bourassa, s'appuie sur de pareils radicaux.

¹¹² H. Pelletier-Baillargeon, *Olivar Asselin*, t. I, p.291.

¹¹³ H. Pelletier-Baillargeon, *Olivar Asselin*, t. I, p.171-172 ; O. Asselin, *Liberté de pensée*, M., Typo, 1997.

¹¹⁴ M.-A. Gagnon, *La Vie orageuse d'Olivar Asselin*, t. I, p.51.

Bourassa et Asselin partagent une admiration pour les institutions parlementaires britanniques, qui est toutefois plus grande chez Bourassa : Asselin a une inclinaison républicaine. Soucieux d'émancipation populaire, il associe la cause des classes populaires à la domination des Canadiens français par la bourgeoisie anglophone et l'Empire, ce qui, selon lui, le distingue de Bourassa plus conciliant avec la bourgeoisie anglaise.¹¹⁵ Asselin s'engage volontairement dans la Grande Guerre pour défendre la France. Le patriotisme radical d'Asselin va beaucoup plus loin que le libéralisme conservateur de Bourassa, puisqu'il admire aussi la France républicaine, la France nouvelle – il se dit « homme de 93 »¹¹⁶. Fidèle au « rougisme » de son père anticlérical¹¹⁷, il critique volontiers la hiérarchie de l'Église. Il provoque le haut-clergé à répétition, en exigeant la séparation des causes catholique et française, en publiant un plaidoyer pour l'autonomie du politique de toute tutelle épiscopale. Il ose même au *Nationaliste* une défense du drapeau rouge, proposant de combattre la misère par l'impôt progressif sur le revenu et une série de mesures sociales, au lieu de le censurer¹¹⁸. *Le nationaliste*, « repaire de Marat », subit poursuite sur poursuite. Nul n'est épargné, pas plus les ministres libéraux que les évêques. Asselin collectionne les actions pour libelle : en 1908 il cède la direction à Fournier et passe à la rédaction de *La Patrie*, journal libéral, où il gagne un peu mieux sa vie.¹¹⁹

Asselin « le frondeur »¹²⁰ s'est encore opposé aux nationalistes cléricaux en accédant à la présidence de la SSJB en 1913, critiquant les symboles nationaux qu'ils favorisent, dans le défilé et en guise de drapeau. L'ACJC, le père Lalande du Collège Sainte-Marie, les évêques qui se mêlent de politique, les ultramontains, les « tardivellistes » (de *La Vérité* ou d'affinité), sont demeurés ses

¹¹⁵ H. Pelletier-Baillargeon, *Olivar Asselin et son temps*, I, ch.11 et ch.12.

¹¹⁶ Cf. Joseph Gauvreau, *Olivar Asselin*, juin 1937, p.28.

¹¹⁷ O. Asselin, *Liberté de pensée*, Typo, 1997, pp.19-20.

¹¹⁸ O. Asselin, *Pensée française*, ACF, 1937 : « Notre devoir le plus urgent », 30 janv. 1915 in *L'Étudiant* et *L'Action*, « Le sou de la pensée française », 26 juil. 1913 in *L'Action*, « Le Drapeau rouge », 20 mai 1906 in *Le Nationaliste*, et « L'Action catholique », les catholiques et la guerre : petit plaidoyer pour la liberté de pensée du bas-clergé et des laïques catholiques en matière politique, *L'Action*, 1915, 82 p.

¹¹⁹ M.-A. Gagnon, *La vie orageuse*, I, p.109.

¹²⁰ L. Groulx, *Mes Mémoires*, II, p.100.

« bêtes noires ». À la SSJB, il provoque le scandale encore une fois¹²¹. Il affirme qu'il faut séparer le nationalisme et le catholicisme, que la Saint-Jean-Baptiste, (patron du Canada français), est une Fête nationale et non religieuse. Il compromet le défilé annuel en refusant les figures traditionnelles du prophète et de l'agneau, ce qui provoque une querelle entre journaux radicaux et ultramontains et un sermon de Mgr Bruchési. Sa présidence ne dura qu'un an. Il désirait engager la SSJB dans le combat linguistique, en particulier à la défense des Franco-Ontariens. Il lance une campagne en leur faveur, le « Sou de la pensée française », levée de fonds qui distribue une fleur, la pensée, aux donateurs. Ce procédé sera repris par Groulx à la tête de la Ligue d'A.f. pour ses campagnes de promotion de la Fête de Dollard qui distribue la « rose de Dollard ». La campagne rencontre un succès inégal : elle suscite l'opposition de la Société du parler français, basée à Québec. Asselin la met sur le dos de l'antagonisme Québec-Montréal, mais la SPF n'apprécie guère ses initiatives.

Tandis que pour Asselin cette question des écoles est toute française¹²², elle est catholique pour Bourassa – qui avait de ce fait été contacté par le nonce Merry del Val (futur cardinal qui s'occupera plus tard du cas de l'A.F.).¹²³ La liberté scolaire est à cette époque un thème cher aux catholiques européens et latino-américains, inquiets des empiètements de l'État. Au Québec, le clergé est parvenu à contrecarrer l'instruction publique obligatoire avancée par les Patriotes, les Rouges, puis des libéraux au pouvoir (Mercier) pour imposer la maîtrise de l'Église sur l'éducation. Asselin la conteste, suivant la tradition radicale¹²⁴, prenant position pour le manuel unique, l'école gratuite et obligatoire, au *Nationaliste*, à *L'Action* et ailleurs. À la Présidence de la SSJB, on l'accusa même de collusion avec la loge *L'Émancipation*. Son nationalisme de tradition radicale

¹²¹ M.-A. Gagnon, *La vie orageuse*, I, p.140-155.

¹²² O. Asselin, « Notre devoir le plus urgent », 30 janv. 1915. reproduit dans *Pensée française*, ACF, 1937, voir p.96-97 et cf. *Liberté de pensée*, Typo, 1997, p.13-14, p.15, p.20

¹²³ Voir E.Weber : *L'Action française*, p.252 et Anne Bourassa et al. : *Henri Bourassa*, p.XXIII

¹²⁴ Cf l'art. d'Y. Lamonde, au Chapitre I, division 1.1.1.

se dégage explicitement de tout lien avec la religion catholique contrairement à Bourassa et Groulx. Il le réitère durant la Grande Guerre :

Depuis le commencement de la présente guerre, la preuve est faite, [...] que pour être bon Français il n'est pas indispensable d'appartenir à telle ou telle religion – non plus, bien entendu, qu'à telle ou telle secte antireligieuse. Au fond, il n'y a probablement pas plus de raison d'établir une corrélation entre le patriotisme canadien-français et la foi catholique.¹²⁵

Non seulement Asselin se permet-il cette critique des positions de l'Église, mais il soutient que les liens avec la France intellectuelle sont bloqués par ceux-là même qui prétendent défendre la francité : « par crainte de « l'irrégion », et en dépit de leurs beaux discours, ceux qui pourraient nous rapprocher de la France, agissent au fond comme s'ils étaient enchantés de nous en tenir éloignés. »¹²⁶ Ces affirmations valent à leur tribune, *L'Étudiant* de l'université Laval, d'être supprimé par le prélat-recteur. L'article est reproduit dans *L'Action* sous le titre « l'Étudiant supprimé ». Ils s'accompagnaient d'ailleurs d'éloges des juifs ainsi que de Français de confession juive. Asselin se porte à la défense de la tolérance envers les autres confessions et l'agnosticisme : « D'autre part, je crois bien ne rien apprendre à personne en disant qu'aux États-Unis comme au Canada on trouverait nombre de Canadiens-Français indifférents en matière religieuse et cependant résolus à rester français. » Bourassa est tolérant mais associe identité canadienne-française et catholicisme. Il ne faut pas mettre le français au service de la foi¹²⁷ : Asselin prend l'exact contre-pied de Bourassa. En tant que président de la SSJB, il déclare croire « avec le cardinal Richelieu que celui-là est un mauvais Français qui préfère à un huguenot français un catholique espagnol », s'opposant nettement aux positions du Cardinal Bégin et au « tardivellisme byzantin et fanatique ».

¹²⁵ O. Asselin, « Notre devoir le plus urgent » (1915), *Pensée française*, ACF, 1937, p.96. Cette réflexion rejoint celles énoncées par Barrès durant la Grande Guerre (note 35).

¹²⁶ O. Asselin, *loc.cit.*, p.97.

¹²⁷ O. Asselin, « Notre devoir le plus urgent », *Pensée française*, 1937, p.96

2.2.2.2 Henri Bourassa domestique *Le Nationaliste* et fonde *Le Devoir*

Il serait vraiment regrettable que M. Lanson s'imaginât que dans [au] Québec, intelligent ou intellectuel est exclusivement synonyme de radical.
- *Le Devoir*, 1917 ¹²⁸

Bourassa fonde *Le Devoir* en 1910, dont *Le Nationaliste* devient le supplément hebdomadaire. Comme l'indique la citation en exergue, l'intellectuel est plus qu'émergent au Québec au début du XX^e s., il peut être radical ou conservateur et c'est d'ailleurs un enjeu de déterminer si les mouvements nationalistes principaux seront radicaux ou catholiques. Le Parti libéral, malgré les directives épiscopales (avant Laurier), devint le plus populaire au tournant du siècle chez les Canadiens français. C'est du sein du Parti libéral que se dégage la figure dominante du nationalisme du tournant du siècle au Québec et au Canada français, Bourassa, comme Mercier avant lui. Le Parti et les journaux libéraux sont désormais dominants au Québec (de la fin du XIX^e s. aux années 1930). Les jeunes qui se rassemblent autour de Bourassa, d'abord proches des libéraux également, sous le leadership du radical et démocrate Asselin, l'entraînent bientôt dans une rupture avec Tardivel, avec lequel, en catholique lecteur de l'ultramontain Veuillot, il entendait garder des rapports courtois permettant la discussion de leurs points de vue divergents. Bourassa opte stratégiquement pour les meneurs de cette jeunesse éloignés du centre, malgré des contradictions avec son catholicisme profond. C'est de ce côté que les forces vives de la jeunesse contestataire et patriote sont à prendre. Bourassa est davantage catholique et patriote pancanadien que cette jeunesse radicale, mais il en est proche par certaines facettes : son libéralisme constitutionnaliste conjugué à l'autonomie du Canada et celle des provinces, l'anti-impérialisme, la défense des droits du français. Il lance même en conclusion de son discours inaugural de la Ligue au Théâtre national: « Plutôt l'indépendance que l'impérialisme! » ¹²⁹

¹²⁸ Victor Barbeau, « A l'Union française : M. Gustave Lanson », *Le Devoir*, ven. 26 janv. 1917, p.1.

¹²⁹ Rumilly, *Henri Bourassa*, p.142.

Cependant Bourassa n'endosse jamais officiellement l'organe de la Ligue nationaliste, l'hebdomadaire *Le Nationaliste*. Il s'en garde bien puisqu'il est lui-même moins contestataire qu'Asselin, qui se permet d'attaquer classe politique, bourgeoisie et haut-clergé du Québec¹³⁰. Il se contente de reconnaître les vertus du journalisme indépendant déployé par *Le Nationaliste*¹³¹. C'est à Bourassa que revient une bonne partie du tour de force de récupérer, du point de vue catholique, ce mouvement de jeunesse nationaliste libérale, parfois anticléricale, ce qui n'était pas acquis en 1904. Changement de direction qui mène à une contestation nationaliste selon la doctrine sociale de l'Église plutôt que républicaine. Le directeur de conscience de Bourassa, est le père Joseph Lalande, s.j., éminence grise, professeur au Collège Sainte-Marie, impliqué dans l'ACJC ; une des « bêtes noires » d'Asselin¹³². En 1910, les Jésuites, par un tour des jeunes de l'ACJC, obtiennent la dissolution de la Loge *L'Émancipation* à laquelle succédera *Force et progrès*.

C'est un journal indépendant mais point radical, que lance Bourassa. Il récupère à la rédaction les plus conservateurs de l'équipe du *Nationaliste*, tels Héroux, son favori, fait rédacteur en chef, et Georges Pelletier. Bourassa voulait nommer Héroux directeur, et propose un poste de rédacteur à Asselin, qui n'accepte pas de devenir le second de son ancien second, mais de Bourassa, lequel devient directeur. Embauchés brièvement, Asselin et Fournier ne prirent jamais leurs aises et quittèrent bientôt pour *L'Action*, dont la devise, gasconne et cyranesque¹³³, « Toumbé dessus ! Écrasas lous !¹³⁴ » est leur chant de cygne. *L'Action* (1911-1916), radical, est un hebdomadaire d'intellectuels : fondé et dirigé par des intellectuels, il incarne l'indépendance de réflexion. Ses rédacteurs et collaborateurs sont notamment Ferdinand Paradis, Marie Lefranc, venus du *Nationaliste*, Edmond de Nevers, l'économiste Édouard Montpetit, Marcel Dugas,

¹³⁰ Cf. Rumilly, *Henri Bourassa* et O. Asselin, *Liberté de pensée*.

¹³¹ *Le Nationaliste*, 27 mars 1904, cité par M.-A. Gagnon, *La vie orageuse*, I, p.80.

¹³² H. Pelletier-Baillargeon, *Olivier Asselin*, I, p.478.

¹³³ Davantage au sens du personnage d'Edmond Rostand que de l'écrivain libertin.

¹³⁴ M.-A. Gagnon, *La vie orageuse*, I, p.126.

des poètes tels René Chopin, Albert Lozeau, Paul Morin¹³⁵, des cercles de l'École littéraire, des *Débats*, bientôt du *Nigog* et de la *Revue moderne*. Montpetit est un futur membre du comité directeur de *L'Action française*. L'organe s'éteint durant la guerre et le nationalisme radical est marginalisé. Asselin s'enrôle tandis que son ami Fournier meurt d'une des épidémies provoquées par la guerre.

Au-delà des différends idéologiques, l'autonomie caractéristique des mouvements intellectuels est aussi au cœur du projet de Bourassa. Au départ, Bourassa ambitionnait précisément que le journal fût au cœur d'un mouvement plus vaste, une œuvre de la bonne pensée sur le modèle de *L'Action sociale* de Québec, fondé en 1907, devenu *L'Action catholique* en 1915.¹³⁶ Cette œuvre est son alliée, d'autant qu'ils sont plus complémentaires que concurrents, *L'Action sociale* dans la région de Québec, *Le Devoir*, la région montréalaise. *Le Devoir* devait animer une action sociale et nationale, déployant plusieurs moyens : journaux, livres, revues, brochures, conférences. Le « programme d'action » reprend les points autonomistes du *Nationaliste* auxquels Bourassa ajoute des impératifs catholiques¹³⁷. Un journal dont la mission sera la critique non partisane, la fonction, réveiller le devoir public. Le programme social, durable, est tiré des enseignements de Léon XIII : « Rechercher la solution du problème social dans l'application des principes catholiques tels qu'exposés par Léon XIII et dans l'établissement des œuvres syndicales et coopératives.¹³⁸ » *Le Devoir* veut incarner une indépendance d'esprit dont la morale et la direction sont une conscience catholique, sans être un organe d'Église ni inféodé au clergé, alors que *L'Action sociale* est l'organe officieux de l'Archevêché de Québec. Distinction de taille pour la définition des mouvements intellectuels. Cette formule comblait d'ailleurs l'Archevêché de Montréal qui ne recherchait pas d'organe officieux, comme Québec, mais misait sur son pouvoir d'influence, tant sur les conservateurs et libéraux que sur Bourassa. L'ambition de mouvement intellectuel

¹³⁵ M.-A. Gagnon, *La vie orageuse*, I, p. 140.

¹³⁶ Cf. Y. Lamonde, « L'action sociale catholique (1907) », *Histoire sociale des idées*, vol. II, p. 84-86.

¹³⁷ *Le Devoir*, 10 janv. 1910.

¹³⁸ R. Rumilly, *Henri Bourassa*, p. 340 qui précise que c'était plutôt novateur en 1910.

initiale de Bourassa ne s'est pas pleinement développée dans cette variété de modes d'action, plus présente dans des œuvres parentes. *Le Devoir* n'ambitionna jamais d'ailleurs d'être un mouvement du type « ligue » de notre taxinomie. L'œuvre d'action par les conférences, les brochures, les journaux et les revues est pourtant en partie réalisée durant les premières années, conjuguant un journal et un hebdo, des conférences, les brochures de l'imprimerie du *Devoir*. En garantissant à travers sa fondation, par un savant montage financier, l'autonomie du *Devoir*, Bourassa assura une certaine autonomie à l'œuvre intellectuelle du *Devoir*. Indépendance que *Le Devoir* n'a cessé de démontrer, malgré tout, y compris l'engagement des nationalistes derrière Bourassa dans la campagne fédérale de 1911 au profit des conservateurs.

Le Devoir incarne l'autonomie des intellectuels engagés collectivement et leur magistère, au nom de valeurs clairement établies. Il se donne un programme en dix points¹³⁹, très semblable à celui de la Ligue nationaliste, ajoutant des prescriptions de journalisme indépendant et de devoir de conscience chrétienne. Il rassemble une panoplie d'intellectuels dans deux journaux et prévoit agir, défendre et diffuser ces valeurs par le militantisme des conférences, de la presse, des brochures. Il tient de l'œuvre catholique : Bourassa dégage du modèle d'Action sociale de Québec une structure originale qui module sa fondation, (formée de donations et d'actions), et garantit l'autonomie de l'œuvre. Ainsi Bourassa est un intellectuel important de cette période, car il fonde une institution intellectuelle durable et de conséquence. Bourassa est autant un intellectuel que Jaurès ou Clemenceau, fondateur de *La Justice*. N'est-ce pas qu'au lieu d'être l'intellectuel qui se fait politique, tels Jaurès, Barrès, Blum ou Malraux en France, Trudeau et Lévesque au Québec¹⁴⁰, il est un politique érudit qui s'est fait intellectuel ? Point de doute que la marginalisation des Fournier et Asselin, au

¹³⁹ Celui-ci est souvent reproduit durant les années 1910, par exemple dans les publicités du *Devoir* en faveur de l'abonnement, au cours de l'année 1916 que nous avons dépouillée : annonce de 1922 reproduite en Annexe I ; Programme : Cf. *Le 5^e anniversaire du « Devoir » : compte-rendu de la grande manifestation du 14 janvier 1915*, Henri Bourassa *et al.*, M., « Les Amis du Devoir », 1915, 75 p.

¹⁴⁰ Et brièvement, André Laurendeau, élu leader du Bloc Populaire, 1944-1948.

profit de l'équipe choisie par Bourassa au *Devoir*, renforce une prise catholique sur le nationalisme intellectuel, influent auprès d'une partie des intellectuels et des étudiants. Marginalisant ces radicaux dans *L'Action*, il ouvre la voie à Groulx et Héroux, quant à eux en bons rapports avec Tardivel : l'A.f. permettra d'imprimer cet encadrement catholique aux élans de révolte nationaliste, jusque sur la génération des années trente. *L'A.f.* martèle la position contraire à Asselin, liant langue française et foi catholique.¹⁴¹ Les meneurs d'ACJC préparaient une base favorable au traditionalisme catholique. Ils sont prêts à guider la jeunesse autrement. Groulx écrira dans *L'Action française* : « Les antifédéralistes ne se recrutent point, en effet, dans la seule faction libérale-démocrate, discréditée d'avance par son américanisme et ses idées irrégieuses.¹⁴² » Examinons certains des plus importants résultats des années 1910 de cette volonté d'être un foyer d'action intellectuelle et sociale. Les radicaux et les ultramontains écartés, Bourassa réussira-t-il à maintenir la cohésion de ces nationalistes canadiens-français autour de son leadership et de sa tribune ?

2.2.3 La Ligue des Droits du français

2.2.3.1 La Ligue des Droits du français et *Le Devoir*

Dès sa fondation, *Le Devoir* devait combattre pour la langue. Ainsi, la 1^{re} édition du *Devoir* comportait un texte sur les revendications des droits du français à Ottawa, qui proclamait que les Canadiens étaient « d'aussi bonne race » que les Anglais, et qu'ils ne négligeraient plus leurs droits eux non plus, dorénavant¹⁴³. *Le Devoir* aide aussi de façon déterminante la création de nouveaux mouvements et de nouvelles œuvres qu'il encourage, dans l'esprit du développement intellectuel préconisé par la Ligue nationaliste. La tribune offerte par *Le Devoir*, qui permet

¹⁴¹ Comme le synthétise « La Doctrine de l'Action française : la langue française », *L'Action française*, vol. XXIII, mars 1927.

¹⁴² L. Groulx, « Les Canadiens français et l'établissement de la Confédération », *L'Action française*, mai-juin 1927, p.283.

¹⁴³ O. Héroux, « Nous sommes d'aussi bonne race... », *Le Devoir*, 10 janv. 1910, p.1.

de relier les volontés nationales et catholiques, est déterminante dans la naissance de la Ligue des Droits du français, dont le programme-manifeste est reproduit en Annexe IV. On y dénote que la LDF a prévu un militantisme très structuré pour être efficace et on constate que le succès dans la défense d'une langue, loin du nationalisme fermé, est relié à l'exemple d'autres peuples qui sont parvenus ainsi à défendre leur culture de l'assimilation, par des mesures semblables. La LDF table sur une opinion indignée par les brimades faites aux minorités canadiennes-françaises pour revendiquer l'application du bilinguisme fédéral officiel par le gouvernement, le traitement des Canadiens français comme clientèle majoritaire au Québec, où tant de compagnies et de commerces ignorent leur langue jusque dans les services d'utilité publique (transports, téléphone, énergie). Le fondateur de la LDF est le père Archambault, alias Pierre Homier, « ouvrier de la première heure » et « L'action faite homme »¹⁴⁴. Or le très catholique Bourassa fréquenta les retraites fermées de la Villa Saint-Martin-de-Laval (1914-1921) qu'organise le prêtre¹⁴⁵. Pour le propagateur infatigable de la doctrine sociale de l'Église, faire œuvre nationale c'est avant tout faire œuvre de refrancisation linguistique.

La croisade que mène Archambault pour le français dans les services, qu'il publicise dans *Le Devoir* sous la signature de Pierre Homier de 1912 à 1913, suscite une vive réaction. Homier propose d'établir un secrétariat pour redresser la situation du français¹⁴⁶, encourager les commerces qui en font usage, établir la terminologie qui manque dans le monde du travail, et faire des réclamations collectives. Le comité local de la SPF mené par Archambault décide, à la suite de la réflexion développée dans *Le Devoir*, de fonder un nouveau mouvement, la LDF, en 1913¹⁴⁷. Joseph Gauvreau, Omer Héroux se joignent les premiers, puis Léon Lorrain, Anatole Vanier, Henri Auger, A.-G. Casault¹⁴⁸. Le Congrès de la

¹⁴⁴ L. Groulx, *Mes Mémoires*, II, p.24-25.

¹⁴⁵ R. Rumilly, *Henri Bourassa*, p.595 ; Groulx, *Mes Mémoires*, I, p.310.

¹⁴⁶ C'est une idée qui verra le jour bien plus tard (du moins pour un organisme officiel), dans les années 1970, sous le nom d'Office de la Langue française.

¹⁴⁷ P. Homier, L. Groulx et A. Perrault : *Consignes de demain. Origines et doctrine de l'Action française*, M., Bibliothèque de l'Action française, 1921.

¹⁴⁸ P. Ryan, *Des intellectuels dans la Cité*, p.67.

langue française fut un moment fondateur¹⁴⁹. Il attire des congressistes de toute l'Amérique française, des représentants de l'Europe¹⁵⁰. Groulx y prononce un discours¹⁵¹. Les futurs ligueurs y fraternisent. Groulx connaissait déjà Archambault via l'ACJC. Groulx en dirigeait un cercle à Valleyfield. Il appuya l'initiative des retraites fermées proposée par Archambault, retraites promises au succès.¹⁵² Groulx avait fondé à Valleyfield un des cercles du Parler français, dès 1910, tenant des séances d'étude bimensuelles, proposant de développer les outils de perfection du français, mal traduit. Il avança même dans une lettre au secrétaire de la SPF, Rivard, l'idée d'une législation municipale québécoise qui obligerait l'affichage bilingue, c'est-à-dire une exigence de français.¹⁵³

Le lancement de la LDF met des traducteurs à la disposition du public, crée un Bulletin de la publicité. C'est Héroux qui propose le nom de *Ligue* des droits du français, pour la force d'action que cela suppose, idée qui n'était pas d'Archambault¹⁵⁴. Foyer de ralliement du nationalisme culturel, activisme qui peut d'abord rassembler des nationalistes de toutes tendances politiques, elle deviendra la Ligue d'Action française en 1921. Pierre Homier, signe la chronique mensuelle « A travers la vie courante » qui détaille ce combat pour les services en français dans *L'A.f.* de 1917 à 1927. Le militantisme en faveur du français et du bilinguisme de la LDF et de Pierre Homier se poursuit à travers le média du *Devoir* bien après 1913 : les liens demeurent étroits entre le nouveau mouvement et celui qui a facilité sa création¹⁵⁵. Cette cause rejoint un éventail large de

¹⁴⁹ P. Ryan, *Des intellectuels dans la Cité*, p.66.

¹⁵⁰ Dont Étienne Lamy pour l'Académie française.

¹⁵¹ L. Groulx, *Mes Mémoires*, I : p.197-199 ; « Les traditions des lettres françaises au Canada », dans *Dix ans d'Action française*, 1926.

¹⁵² L. Groulx, *Correspondance*, vol.3 : « Lettre de Groulx à Edgar Colclough, Collège de Valleyfield, 10 avr. 1910 », lettre 1065, p.311.

¹⁵³ L. Groulx, « Un cercle d'étude du parler français », mémoire lu à la séance publique de la Société du parler français, Collège de Valleyfield, 22 janv. 1911, dans *L'œuvre du chanoine Groulx. Témoignages, Bio-bibliographie*, 1963, p.142 ; Lettre de Groulx à Adjutor Rivard, Secrétaire du parler français, Collège de Valleyfield, 9 nov. 1910 : « j'ai le plaisir de vous annoncer la réorganisation de notre cercle du Parler français » dans Groulx, *Correspondance*, vol.3 (1909-1915), p.278, lettre 1040 ; *Mes Mémoires*, I, p.194-195.

¹⁵⁴ Pierre Homier [J.-P. Archambault], in *Consignes de demain*, 1921, p.17

¹⁵⁵ P. Homier continue de sévir contre l'anglicisme et l'unilinguisme au *Devoir*, par ex. : « La Rue Mont-Royal », *Le Devoir*, 8 nov. 1916.

partisans de la défense de la langue qui n'ont pas forcément les mêmes valeurs idéologiques – Olivar Asselin, Camille Roy, Henri Bourassa, Lionel Groulx, etc.

À la différence de la SPF, plus littéraire et savante, qui publie son *Bulletin du parler français* et organise un Congrès retentissant, la LDF est militante. Son nom, qui pourrait évoquer un croisement entre LDH et LPF, l'indique. Son « programme-manifeste » indique bien qu'il se présente comme mouvement intellectuel : c'est un regroupement d'intellectuels qui entend exercer un engagement et une réflexion indépendants des partis et de l'Église, au nom d'un idéal. Un auteur y est cité, Émile Faguet, pour ses paroles encourageantes sur la résistance culturelle qui passe par la défense de la langue. Faguet est conservateur, mais républicain et non pas de l'école néo-ultra de Maurras¹⁵⁶. Le contraste entre la naissance de la LDF et celles de la LPF et de la L.A.F. est grand. Plutôt qu'une émotion xénophobe contre la justice en défense d'une institution (l'Armée), il s'agit d'une réaction contre des injustices commises par des majorités hostiles, envers les droits du français dans la Confédération. On invoque la justice, le droit naturel, le droit constitutionnel. Dans le tableau des valeurs brandies par le dreyfusisme et l'antidreyfusisme que dresse M. Winock, avec l'autorité d'un côté et la justice de l'autre, le nationalisme exclusif et l'universalisme¹⁵⁷, les nationalismes québécois que nous relevons n'appartiennent pas à l'un des deux camps, mais davantage au centre constitutionnaliste. Parfois, le nationalisme ouvert est nettement défendu, comme avec Asselin. L'antisémitisme forcené ou sourd qui anime le nationalisme exclusif n'est pas une des valeurs axant les mouvements en question : *Les Débats*, SPF, Ligue Nationaliste, *Le Devoir*, LDF, *L'Action*.

¹⁵⁶ Émile Faguet, *Le Culte de l'incompétence*, 1910. Normalien et académicien, l'auteur expose une critique de l'égalitarisme primaire, fondée sur la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen, soutenant que l'égalité est tempérée par les distinctions d'utilité commune, c'est-à-dire en fonction des compétences. Voilà un élitisme méritocratique très républicain.

¹⁵⁷ M. Winock, « Les affaires Dreyfus », dans *Nationalisme, antisémitisme et fascisme*, p.165.

2.2.3.2 Lionel Groulx et *Le Devoir*

L'abbé Groulx, professeur de collège, admire Bourassa pour son action et son œuvre qui conjuguent patriotisme et catholicisme. *Le Nationaliste* ne pouvait le combler¹⁵⁸. La Ligue nationaliste, « politique », trop radicale, ne satisfait pas à ses aspirations.¹⁵⁹ Groulx, vers 1900, enthousiasmé par l'exemple de Tardivel, le « Veullot canadien »¹⁶⁰, veut créer des cercles d'action catholique au collège, vecteurs de fidélité canadienne-française. L'ACJC et la SPF sont les milieux d'où émerge le groupe dirigé par l'abbé Groulx, comme P. Ryan l'a mis en relief. Antonio Perrault fut ainsi le troisième président de l'ACJC¹⁶¹. Ils sont en quête d'un nationalisme catholique. Les nouvelles coqueluches de la jeunesse qui succèdent à Bourassa incarnent un renversement par rapport aux radicaux du *Nationaliste*, en faveur du nationalisme traditionaliste de l'ACJC. Est-ce par loyalisme que l'évêque de Groulx, Mgr Émard, admirateur de Laurier, pose d'abord des obstacles à sa *Croisade d'adolescents* ? Toujours est-il que cela confirme la difficulté à allier nationalisme et catholicisme. Héroux contacta dans un premier temps Groulx pour une collaboration à *La Vérité*¹⁶², puis, ayant rejoint *Le Devoir*, vers la nouvelle tribune nationaliste et catholique. Cette institution correspond à ses affinités idéologiques et est un aimant pour son engagement.

Groulx, critique de la politique partisane au point de rarement voter, est animé d'une soif d'engagement intellectuel, en faveur d'une idéologie qu'il ne trouve pas dans les partis. Cette idéologie, bien loin de tout dominer, semble à ses yeux devoir « reprendre » la direction du Canada français : le sort de l'un et de l'autre sont liés. Le Canada français est menacé parce que le nationalisme clérical

¹⁵⁸ Cf. Groulx, *Mes Mémoires*, II, p.194.

¹⁵⁹ L. Groulx, « La jeunesse canadienne-française vers 1900 », *Une Croisade d'adolescents*, pp.5-6.

¹⁶⁰ L. Groulx écrit à Héroux que Tardivel « est l'un des très rares hommes que l'on pouvait citer, à peu près sans réserve, en exemple à la jeunesse » : lettre du 25 avr. 1905, *Correspondance de Lionel Groulx*, I, 1095, cité par Y. Lamonde, *Histoire sociale des idées*, II, p.30 ; lettre dont nous avons pour notre part retenu un autre extrait que celui cité par Lamonde (cf. *infra*, Chap. IV).

¹⁶¹ L. Groulx, *Une Croisade d'adolescents*, 1912, p.4.

¹⁶² Marie-Pier Luneau, *Lionel Groulx : le mythe du berger*, Leméac, 2003, p.32. Mais Groulx était abonné à *La Vérité* alors qu'il était séminariste à Salaberry-de-Valleyfield : le seul journal autorisé des supérieurs, écrit-il : Groulx, *Mes Mémoires*, I, p.85.

n'anime pas ses politiques, qui manquent d'orientation. Groulx mise sur l'apprentissage de l'histoire nationale, trop rudimentaire dans l'enseignement, comme moyen privilégié d'apprendre la fidélité canadienne-française, traditionaliste, aux Canadiens français que l'industrialisation anglo-américaine et la Confédération parfois antifranaise, éloignent de la fierté et rapprochent de l'assimilation. *Le Devoir* sert de tribune à ces préoccupations, culturelles et conservatrices, qui rejoignent Bourassa : Bourassa y déplore les carences en histoire du Canada, le manque de manuels. La réponse adressée par Groulx suscite l'intérêt pour son travail de professeur d'histoire. Cette campagne pour l'histoire canadienne dans *Le Devoir* en 1913 aida le professeur du Collège de Valleyfield à obtenir la première chaire d'histoire canadienne, à l'Université de Montréal en 1915, sur décision de l'archevêque. *Le Devoir* joua ainsi pleinement son rôle de développement culturel. Groulx expose ses préoccupations pour l'éducation au patriotisme par l'histoire dans de nombreuses conférences fort courues, y compris par des idoles libérales¹⁶³, et les journaux comme *Le Droit* et *Le Devoir* en font la publicité. *Le Devoir* fait en outre la publicité de ses cours publics à l'université.

2.2.3.3 L'Action française et *Le Devoir*

Vous donnerez-vous la Revue ? [...] Votre mouvement d'idées, tout notre avenir intellectuel la requièrent. (n.s.)

- Lettre de Lionel Groulx à Henri Bourassa, 1915

Le Devoir, son milieu, sa tribune jouent un rôle clé dans la naissance de l'A.f.. D'abord lors de l'incubation de la LDF et de sa promotion, en 1912-1913, puis lors du lancement de la carrière d'historien national et universitaire de Groulx, en 1915. C'est encore vrai du nouveau mouvement entourant le lancement d'une revue d'action française. Il fait en 1916 la promotion de son *Almanach de la langue française* puis du lancement de la revue, ce qui concorde avec l'ambition originelle du *Devoir*, d'être une œuvre multiple. Il peut concevoir

¹⁶³ La conférence au Théâtre Russell, annoncée dans *Le Droit*, écoutée par Wilfrid Laurier, servait la cause des écoles bilingues des Franco-Ontariens.

ces nouvelles structures comme un déploiement, un réseau d'œuvres intellectuelles sœurs. Cette fois l'initiative en revint à Groulx qui proposa en 1915 au *Devoir* d'approfondir son œuvre d'intelligence par une revue.¹⁶⁴ Il estime la revue être le média par excellence des intellectuels, conformément à l'époque¹⁶⁵. Voici la suggestion que Groulx, dans une lettre publiée dans *Le Devoir*, fait à Bourassa :

Nous donnerez-vous la « Revue », la grande revue que nous attendons ? Cette revue, vous savez qu'elle n'existe pas encore et qu'il semble bien qu'elle ne doive pas exister d'ici longtemps. Et cependant, une telle revue s'impose à tout prix. Votre *mouvement d'idées*, tout notre avenir intellectuel la requièrent. Votre action consiste avant tout à « viser à la tête » [...] l'élite intellectuelle d'abord [...] Or, sans contester la grande puissance du journal, [...] les gens qui pensent se laissent moins gagner par [...] l'éphémère, que par les pages du livre ou de la revue [...] Victor Giraud¹⁶⁶ [...] affirme dans *Les Maîtres de l'heure*¹⁶⁷ que [...] l'article de revue l'emporte même sur le livre de nos jours [...]

Si la revue est de la facture que je vous propose, si elle sait par-dessus tout se tenir dans les strictes frontières de l'orthodoxie catholique, il arrivera, cher monsieur, ce qui est arrivé de votre journal, en dépit de toutes les conspirations [...] : On ne pourra l'ignorer.¹⁶⁸ (n.s.)

Bourassa refuse poliment de s'embarquer dans une démarche supplémentaire, qui allait pourtant dans le droit fil de ses intentions déclarées à la fondation du *Devoir*. Si le directeur hésite, les intellectuels de son milieu

¹⁶⁴ L. Groulx, *Mes Mémoires*, II, p.201.

¹⁶⁵ L. Groulx, « Pour l'Action française » allocution publiée en brochure, 1918.

¹⁶⁶ Victor Giraud (1869-1953), normalien, secrétaire général de la *Revue des Deux-Mondes*, professeur, critique littéraire, de Pascal, de Chateaubriand, d'Anatole France, catholique social et rallié, ami de Brunetière, de Georges Goyau et d'Albert de Mun. Auteur d'un *Essai sur Taine, son œuvre et son influence*, 6 vol. (1899-). Conservateur plutôt que néo-traditionaliste façon Maurras.

Groulx réfère également dans cette lettre à Eugène-Melchior de Vogüé (1848-1910), académicien, autre ami de Goyau, spécialiste de littérature russe, ami du Canada français : *Discours de MM. le Vte de Vogüé et H. Mercier au banquet franco-canadien, le 16 avril 1891, [1891]*.

¹⁶⁷ V. Giraud, *Les Maîtres de l'heure*, Paris, Hachette, 1912 : Pierre Loti, Ferdinand Brunetière, Émile Faguet, E.-M. Vogüé, Paul Bourget, Jules Lemaitre, Édouard Rod, Anatole France. On remarquera que seule une minorité de ces maîtres conservateurs s'est ralliée à l'A.F. : Bourget et Maître. Édouard Rod (1857-1910), professeur à Genève, est même un critique littéraire qui goûte les romantiques français et étrangers, étudie Zola, traduit Ibsen : *Stendhal*, 1892 ; *Lamartine*, 1893. Cf. Charles Beuchat, *Édouard Rod et le cosmopolitisme*, 1931.

¹⁶⁸ L. Groulx, *Correspondance*, vol. III, 1435, p.649, lettre du 28 mai 1915 à Henri Bourassa, publiée dans *Le Devoir*, 12 juin 1915, sous le titre « Journaux et Revues. Observations et réflexions », sous la signature « XXX ».

embarquent. Dès 1916 le projet est en chantier. C'est à partir de la LDF et de journalistes du *Devoir* du réseau ACJC que naît *L'Action française*, revue qui répond dès 1917 aux aspirations de Groulx. Elle donne son nom à la Ligue d'Action française en 1921 seulement, lorsque Groulx succède à Héroux à la direction, mais la mutation est amorcée en 1916. Tous ces intellectuels réunis par *Le Devoir* convergeaient vers 1915-1916 au presbytère de l'abbé Perrier¹⁶⁹, membre fondateur (et futur président) de l'A.f., dans la paroisse du Mile-End¹⁷⁰, dont Bourassa est membre. C'est le foyer d'incubation de *L'Action française*, recevant les futurs fondateurs et d'autres intellectuels nationalistes. Groulx y réside quand il déménage à Montréal en 1915-1916. Le Franco-Américain Henri d'Arles, collaborateur de *L'Action française*, y séjourne. Joseph Gauvreau, ancien condisciple d'Asselin à Rimouski, membre de la Ligue nationaliste puis de la LDF, comme Antonio Perrault et Omer Héroux collaborateurs au *Nationaliste*, sont tous fondateurs de l'A.f. et des habitués. Georges Pelletier du *Devoir* fait partie des habitués. Olivar Asselin aussi, jusqu'à son engagement volontaire dans la Grande Guerre. Parmi les visiteurs il faut mentionner le père Charles Charlebois du *Droit*, le futur Mgr de Rimouski, Georges Courchesne (qui signe François Hertel dans *L'A.f.* avant qu'un autre ne reprenne ce pseudonyme¹⁷¹), le futur cardinal Rodrigue Villeneuve, mais de Groulx, à l'époque en rapports amicaux et suivis avec ces nationalistes. C'est un véritable salon nationaliste animé par les causeries de Bourassa. Son talent oratoire, ses nouvelles et son expérience des hommes de la Chambre des Communes d'Ottawa et de l'Assemblée de Québec sont le clou de la soirée¹⁷².

¹⁶⁹ Cf. Groulx, *Mes Mémoires*, II, p.201-207.

¹⁷⁰ Saint-Enfant-Jésus-du-Mile-End, devant le parc La Haye, dans ce qui est aujourd'hui un quartier de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal à Montréal et fut jadis, au XIX^e s., Saint-Louis-du-Mile-End puis Ville-Saint-Louis, à la limite nord de Montréal.

¹⁷¹ Cf. Groulx, *Mes Mémoires*, II, p.131 et IV, p.241. Ce premier François Hertel publie notamment « *Chronique littéraire* : l'Action française et le régionalisme », *L'Action française*, mars 1920, p.124-140. Quant au second François Hertel (Rodolphe Dubé), plus célèbre et auquel le pseudonyme est resté associé dans le monde des lettres, il en sera question en troisième partie. Nous ignorons comment et pourquoi le même pseudonyme a été repris. Mais Dubé est au séminaire de Rimouski quand il l'adopte.

¹⁷² L. Groulx, *Mes Mémoires*, II, p.201 sq. Cf. t.1, p.273 sq.

Si Bourassa n'a pas participé à cette nouvelle œuvre, son journal en fait néanmoins la promotion. Précisément, il fait l'analyse de la revue dans ses pages littéraires en janvier et février 1917, lors de la parution du premier numéro. Bourassa lui apporte toute la visibilité de sa notoriété, en prononçant la première conférence d'Action française, « La langue gardienne de la foi », au Monument national. Bourassa inaugure de la sorte la saison 1918-1919 des conférences d'Action française¹⁷³. Le lectorat du *Devoir* avait été préparé à l'apparition de la revue. *L'Almanach de la langue française*, publication de la LDF qui précède la revue et cible un public plus large, est annoncé tout au long de l'automne de 1916. *L'Almanach* obtient des contributions de l'abbé Camille Roy de Québec et de Bourassa lui-même – la liste est publiée dans *Le Devoir* en 1916¹⁷⁴ : l'ambition plus vaste de mouvement intellectuel reçoit à l'origine des appuis assez larges. Pierre Homier lui-même fait la promotion de *L'Almanach de la langue française* dans des articles au *Devoir*¹⁷⁵. *Le Devoir* fait la réclame des cours des autres professeurs membres de la LDF, tels Gauvreau ou Montpetit, en ces années 1915-1917, d'incubation et de création.¹⁷⁶ Héroux est simultanément rédacteur en chef du quotidien de Bourassa et premier président de l'A.f.. Son collègue Louis Dupire contribue à la revue sous sa direction. Fadette traite de questions «féminines» dans les deux périodiques.

CONCLUSION

Le groupe qui fonde *L'Action française* fait donc partie de la famille intellectuelle du *Devoir*. *Le Devoir* joue un rôle fondamental dans l'orientation du nationalisme où il s'impose comme institution intellectuelle dominante et cheville

¹⁷³ L. Groulx, *MM*, II, p.61.

¹⁷⁴ « Paraîtra le 1^{er} déc: L'Almanach de la Langue Française », avec table des matières et des auteurs, *Le Devoir*, samedi 25 novembre 1916, p.4.

¹⁷⁵ P. Homier, « Péchés contre la langue », *Le Devoir*, 13 déc. 1916, article qui fait une grande réclame pour *L'Almanach*.

¹⁷⁶ *Le Devoir*, ex : 16 oct. 1916, L. Groulx ; 17 nov. 1916, Édouard Montpetit ; 26 déc. 1916, J. Gauvreau ; la nouvelle revue de l'A.f. : 4 janv. 1917.

ouvrière du militantisme intellectuel du bassin montréalais. C'est autour de Bourassa que des traditionalistes peuvent ramener le nationalisme dans le droit chemin et damer le pion à ses ténors radicaux. La bourgeoisie canadienne-française, les associations de professionnels, de travailleurs, les étudiants, sont des publics réceptifs au nationalisme. Et le nationalisme des jeunes dans le style des *Débats* ou du *Nationaliste* menace d'écarter la direction cléricale. *Le Devoir* joue un rôle de redressement catholique, de rassemblement sous une direction plus orthodoxe. Dans les pages du *Devoir*, (de même que dans les *Mémoires* de Groulx plus tard), puis dans les textes initiaux de la revue, *l'Action française* est présentée comme une revue qui satisfera aux souhaits exprimés par Groulx en 1915 : approfondir l'œuvre du *Devoir* par ce média nécessaire à l'action intellectuelle qu'est la revue.

L'œuvre du *Devoir* est celle d'une intelligence détachée des partis pour mettre de l'avant l'intérêt patriotique et la morale catholique dans le traitement de l'actualité. Le directeur du *Devoir* ne prenant pas en charge ce mouvement plus intellectuel, Héroux et Groulx mènent l'évolution vers un nouveau mouvement, pleinement intellectuel, que le militantisme d'Archambault et l'œuvre de Bourassa leur ont permis d'amorcer, en élargissant la portée de la structure de militantisme qu'était la LDF. *L'Almanach* sert de premier pas vers la revue, et *Le Devoir* de vitrine. Le public visé est explicitement l'élite, afin qu'elle réfléchisse aux intérêts de la nation dans un sens catholique et qu'elle sache résister à l'assimilation et à la domination. Les pages des *Mémoires* de Groulx à cet égard sont en accord avec les déclarations de l'époque. *Le Devoir* comme *L'Action française* suivent d'ailleurs de près durant les années 1910 les efforts des petites nations pour obtenir l'indépendance ou résister à l'assimilation, et cela colore particulièrement la couverture des actualités européennes au front par *Le Devoir*. S'y ajoutent les questions catholiques, tout comme l'actualité des minorités françaises d'Amérique. Un autre journal allié du mouvement d'Action française est *Le Droit* d'Ottawa, fondé en 1913 pour défendre les droits scolaires des Franco-Ontariens, cause qui entraîna des rapports soutenus entre son directeur, le père Charlebois, et

Groulx et Héroux. *L'Action française* considère aussi *L'Action catholique* de Québec officiellement comme un quotidien ami, indépendant des partis ou de riches propriétaires.

Nous avons ainsi dégagé l'orientation particulière au nationalisme que *L'Action française* souhaitait promouvoir et la tradition nationale dans laquelle cette orientation s'inscrivait. En particulier, nous avons signalé les distinctions entre traditionalismes français et québécois, malgré leur parenté, que ce soit entre catholicismes « ultras » ou entre traditions conservatrices, avec les particularités de l'autoritarisme français et de la tradition ultra qui n'ont guère d'équivalent québécois. Même si *L'Action française* puise des contributions dans un bassin plus large de nationalistes que les catholiques et que les traditionalistes, sa direction souhaite orienter le nationalisme en fonction d'un idéal catholique et du traditionalisme. Nous avons également dégagé les racines de son militantisme et son originalité sur le plan des périodiques, puisqu'elle souhaite investir un champ encore peu développé, notamment par les nationalistes, la revue intellectuelle. Nous avons voulu situer *l'Action française* dans son milieu. Présenter les traditions de nationalisme et les mouvements intellectuels en place à l'époque de sa conception nous aidera à dégager au prochain chapitre, la personnalité du nouveau mouvement, en tant que modèle de mouvement intellectuel. Nous nous demanderons pourquoi il reprend le nom de la Ligue maurrassienne. Au terme de cette partie, de la revue historiographique à l'examen des nationalismes puis du militantisme à l'origine des LDF et L.A.F., la proximité entre les deux actions françaises ne semble pas grande, idéologiquement du moins, étant donné la modération du traditionalisme québécois comparé au français.

DEUXIÈME PARTIE

ACTION FRANÇAISE : UNE COMPARAISON

CHAPITRE III

UN PROGRAMME D'ACTION NATIONALE

Mais je vois que la Ligue ne prétend pas dormir d'ici l'an prochain. Vous allez publier une revue mensuelle ? Et avec un titre, dame ! *L'Action française*.

- Cela vous effraie-t-il ? Vous pensez peut-être au groupement royaliste de Paris ? Ai-je besoin de vous dire que nous avons pris ce nom parce qu'il répondait parfaitement au but que nous voulions poursuivre, mais que nous n'avons aucune attache avec l'œuvre française qui s'appelle ainsi.

- Mais ici au Canada, n'entrez-vous pas sur un terrain déjà occupé ?

- Nullement. Vous comprenez bien notre titre : « Action française ». Or, aucune revue n'existe qui veuille avant tout faire de l'action; qui, pour pousser à cette action indique toutes les initiatives louables qui se sont produites et signale celles qu'il faudrait entreprendre.¹

Un nom, que signifie et révèle un nom ? Est-ce que le nom *Action française* symbolise un type de mouvement exceptionnel ou l'homonymie entre les deux mouvements est-elle insignifiante ? Cette citation de Gauvreau, faisant office de porte-parole de la Ligue, présentant la nouvelle revue, nous interpelle : le nom choisi manifeste une ambition d'action et non un lien avec l'AF. La prise de distance signifie qu'ils n'ont rien à voir avec l'AF au sens où il n'y a aucun lien de subsidiarité ni attache officielle ; elle ne se situe pas d'emblée sur le plan des affinités idéologiques ni des ambitions. Ainsi le nom renvoie à un engagement, qu'on présente comme caractéristique exceptionnelle. Nous allons donc interroger le sens de cette ambition en comparant les deux structures d'engagement. Étant donné l'homonymie, comme l'attestent les deux présentations de l'A.f. à sa première livraison, dans *Le Devoir* comme dans l'éditorial, une association se

¹ X., « La Ligue des Droits du français – Son Almanach – Sa nouvelle revue *L'Action française* – ses nouveaux bureaux – Entrevue avec le Dr Gauvreau », *Le Devoir*, jeudi 4 janv. 1917. Signature des textes rapportant des éléments du journal *Action Française*. On peut supposer qu'il s'agit d'O. Héroux. La lettre de Groulx, quant à elle, réclamant la fondation de « la Revue » en 1915, était publiée sous la signature de XXX, indiquant sans doute quelqu'un d'autre que X.

faisait dans les esprits. Non pas une affiliation, mais une parenté sans doute ? Nous voulons extraire cette question de la fausse alternative entre adhésion au maurrassisme et influence négligeable. La question posée fut celle de l'influence, en termes idéologiques, de l'Action Française de Paris sur celle de Montréal. S'agirait-il plutôt d'une forme d'inspiration pratique ? La convergence idéologique, la similarité de structures assez uniques et d'ambitions, que nous devons établir, permettraient de l'avancer. Ce sera à confirmer par les déclarations des ligueurs et leurs archives, vérifiant si le rapprochement était conscient et s'il fut précédé d'une étude de l'exemple de la L.A.F. Qu'est-ce qu'un mouvement comme l'A.f. de Groulx pouvait tirer de l'exemple de l'AF de Maurras ? Commençons par une brève présentation de l'AF de Paris, puis de ce que devint la LDF en se transformant en Ligue d'Action française, afin de comparer les deux structures. La question nous intéresse sous l'angle de l'usage de modèles de mouvement intellectuel. Nous n'échappons pas aux questions idéologiques qui demeurent le mobile et la production des mouvements étudiés. Dans le chapitre suivant, nous comparerons leurs idéologies.

3.1 UN MODÈLE DE MOUVEMENT INTELLECTUEL

L'Action française [...] [c]e qu'elle veut par-dessus tout, c'est une généralisation de l'effort, une action française unanime, des œuvres constructives. Plutôt que le patriotisme militant, le patriotisme organisateur.²

Dans la présente section, nous allons tenter de définir ce que l'AF pouvait représenter comme modèle de mouvement intellectuel et par quel aspect l'Action française de Montréal pouvait développer une curiosité pour l'action intellectuelle de ce mouvement. Ces prémisses sont un préalable nécessaire à la vérification de notre hypothèse, qui veut que l'AF ait intéressé l'A.f. en tant que modèle d'une action intellectuelle hors pair, innovatrice et prestigieuse en matière de

² Lionel Groulx, « Pour l'Action française », in *Dix ans d'Action française*, p.46.

« patriotisme organisateur », ce que nous avons nommé l'ambition gramscienne de redéfinir l'hégémonie culturelle ou idéologique d'une société. Nous allons donc présenter la L.A.F., son intérêt et son originalité comme exemple de mouvement intellectuel, et enfin les points de convergence idéologique avec l'A.f. qui pouvaient amener ses directeurs à s'intéresser à ce modèle.

3.1.1 L'Action Française de Paris : repères

Résumons ce qu'était la Ligue d'Action Française. La L.A.F. naquit dans l'agitation de l'Affaire Dreyfus et disparut avec la Libération, après avoir marqué la vie des intellectuels et les débats idéologiques français durant une quarantaine d'années. Ce mouvement intellectuel exerça une forte influence intellectuelle en Europe durant la première moitié du XXe s. C'est H. Vaugeois, déçu par la LPF, qui dirige un Comité d'Action française en 1898. Ces jeunes nationalistes antidreyfusards fondent en 1899 une *Ligue* d'Action française, dirigée par Maurice Pujo puis Bernard de Vesins. Les fondateurs ont environ la trentaine : « il est patent que la création de l'Action française [AF] a un caractère générationnel³ », écrit Winock, phénomène générationnel que nous avons rencontré avec la Ligue nationaliste. Léon Daudet et Charles Maurras en furent les publicistes vedettes. L. Daudet, romancier et essayiste, est le fils du célèbre écrivain Alphonse Daudet. Ch. Maurras écrivain, félibre, rédacteur à divers journaux en particulier royalistes (*La Gazette de France*), est célèbre par son engagement de publiciste dans le camp antidreyfusard, notamment son article en faveur du faux du colonel Henry. La Ligue lance dès 1899 un *Bulletin* qui devient bientôt une revue intellectuelle mensuelle, puis bimensuelle, *Revue de l'Action Française*, où Maurras expose sa doctrine de nationalisme intégral. Maurras convertit peu à peu, par la force de sa doctrine, ses collaborateurs à son néo-monarchisme, innovateur comme nous l'avons vu au chapitre précédent. Une société anonyme est fondée par Vaugeois : « La société a pour objet : la

³ M. Winock, « L'Action Française », dans *Histoire de l'extrême droite en France*, p.125.

publication et l'exploitation de la Revue *l'Action Française* et de toute œuvre se rattachant à l'esprit de cette publication.⁴ » Toute l'œuvre protéiforme s'organisera donc autour de cette première entreprise, la revue. Maurras publie *L'Enquête sur la monarchie* en 1901 aux presses de la monarchiste *Gazette de France* avant de la republier à la Nouvelle Librairie Nationale (NLN) lorsque la L.A.F. se dote de cette maison d'édition. Cette enquête avait paru dans des journaux conservateurs et royalistes, faisant connaître le jeune mouvement et sa nouvelle doctrine. De façon semblable, *L'A.f.* eut recours à un quotidien pour se faire connaître au moment du lancement – ce qui ne semble pas être le cas de *La Relève* et de *La Nation*.

Le contexte conflictuel du combisme, passant de la séparation de l'Église et de l'État (1905) à la suppression de communautés religieuses, procure au mouvement un bassin catholique de recrues et de sympathisants susceptibles d'être attirés par son rejet radical de la République. Le mouvement peut alors transformer la revue en journal, (1908), et lancer la NLN pour diffuser les ouvrages de ses ténors. Douze directeurs parrainent la fondation du journal, parmi lesquels Maurras, Daudet, Bainville, Vesins, Pujo, Vaugeois⁵ sont ceux dont *L'A.f.* et ses directeurs traitent et, de ce chef, retiennent notre attention. La L.A.F. attire ensuite des intellectuels de renom, comme l'historien à grand tirage Jacques Bainville. Son essor est favorisé par la condamnation du *Sillon* en 1910. Bientôt, le mouvement essaima dans de très nombreuses directions, se donnant différentes publications spécialisées : rurales comme *L'Action Française agricole* et l'*Almanach d'Action Française*, *L'Étudiant français* pour la jeunesse, une revue d'idées comme *La Revue critique* de philosophie catholique comme *La Revue universelle* où Henri Massis, le thomiste Jacques Maritain et Bainville se retrouvent après-guerre. S'y ajoutent une foule de journaux de province qui reprennent le quotidien *Action Française - organe du nationalisme intégral*.

⁴ S.A. *Action française: Statuts*, Document de l'Arsenal : Brochures, no 18 930.

⁵ Cf. Winock, *Le siècle des intellectuels*, P., Seuil, 1997, p.80.

Dès avant guerre, comme l'indique la remarque toujours citée de Proust, le mouvement et son journal obtiennent un succès d'estime auprès des intellectuels et des conservateurs pour ce qu'on juge sa haute tenue, malgré son ton violent et haineux. Et malgré la geste « voyoute » de la Ligue, qui fait résonner le Quartier latin de coups de canne plombée et de beuglements d'intolérance et de chahuts innombrables, toujours dans le noble but de la défense de la civilisation, bien entendu ! Le prestige des écrivains comme Maurras, Daudet et Bainville est grand et celui du journal résulte également de la place accordée aux idées dans le quotidien, pour débattre de pensée politique au rythme de l'actualité en fonction d'une esthétique. *La Revue universelle* illustre le prestige accru du mouvement après guerre, auprès des conservateurs et des catholiques, s'étant désormais rallié une bonne part de penseurs néo-thomistes dont Maritain. Car la guerre et l'union sacrée donnèrent de la respectabilité au mouvement, augmentant son audience. L'après-guerre est l'occasion d'un triomphe paradoxal de l'AF : elle gagne en influence en même temps qu'en modération, participant aux élections, appuyant le gouvernement Poincaré. Elle semble alors remiser la Contre-Révolution.

Le mouvement avait pris, socialement, sur deux éléments : un rayonnement grâce à la défense du catholicisme, qui joue un temps sur maints séminaristes, et un rayonnement auprès des militaires de carrière dans la foulée de l'Affaire Dreyfus, qui lui ouvrent de vastes pans d'influence auprès du public d'affinité conservatrice. Le mouvement se dota d'une organisation inédite d'associations. La plus remarquée est celle des étudiants : les Camelots du Roi, bagarreurs du Quartier latin. C'est là que Georges Bernanos, notamment, est recruté. Les Cercles d'A.F. se multiplient dans la bonne société catholique et monarchiste de nombreux départements. La Ligue d'Action Française est un nouveau genre de mouvement intellectuel. Ce sont les années où la propagande politique en France commence à se déployer massivement, selon les moyens de communication de masse⁶. L'A.F. développe une structure et une stratégie, aptes à propager une

⁶ P. Birnbaum, « Affaire Dreyfus, culture catholique et antisémitisme », dans Winock (dir.) : *Histoire de l'extrême droite*, p.113.

hégémonie culturelle sans précédent pour un mouvement intellectuel. L'organisation protéiforme axée sur une doctrine et une stratégie de propagande à longue haleine doit assurément quelque chose aux structures de propagande de l'Église - comme tant d'autres ?

En l'occurrence, l'AF applique à l'action nationale ce que l'Action catholique fait pour investir l'action sociale, avec un succès retentissant. La L.A.F. décline les autres écoles de nationalisme par cette action nationale structurée et trempée d'une doctrine positiviste qui prétend avoir réponse à tout⁷. C'est qu'elle combine plus que cette forme d'encadrement et de propagande. La L.A.F. combine les caractéristiques du militantisme des intellectuels de la LDH et de la LPF à celles des ligues préalables de fiers-à-bras et de trublions, de type Ligue antisémite, en y ajoutant une doctrine plus structurée et un déploiement plus protéiforme. Elle innove par de nouvelles structures, de nouveaux axes d'action et une combinaison de moyens d'une variété sans précédent pour un mouvement intellectuel. La L.A.F. ambitionne de faire triompher une véritable contre-culture de la République qui amènerait à terme son renversement. C'est un nationalisme dont le but politique est expressément révolutionnaire, objectif constamment asséné, violence exprimée et démontrée, et pourtant l'exécution, le coup d'État lui-même, repose sur un vague attentisme. Quoiqu'elle ait placé Marius Plateau à la tête de la préparation du « coup de force », cette velléité ne sera jamais bien concrète et est graduellement délaissée. C'est que l'œuvre d'un mouvement intellectuel est avant tout une œuvre de persuasion, à l'intention de ceux-là mêmes qui pourront réaliser cette révolution politique, les élites. Le « politique d'abord » se joue sur le plan de la réflexion et non de l'engagement dans la politique à l'instar d'un parti. Placer le « politique d'abord », même pour défendre le catholicisme, établit un potentiel de friction avec les alliés intégristes recherchés, puisque ceux-ci mettent l'Église et le Pape au-dessus de l'État. L'AF met en quelque sorte le catholicisme au service de sa vision d'un ordre autoritaire traditionnel. Elle défend la priorité de sa restauration comme meilleure réponse

⁷ M. Winock, « L'Action Française », dans *Histoire de l'extrême droite en France*, p.135.

aux doléances de tous les conservateurs. Tout en s'inspirant de la geste rebelle des fiers-à-bras des Ligues non intellectuelles, elle ne les suit pas dans la politique quasi paramilitaire qui est leur unique champ d'action. La Ligue des patriotes de Déroulède par exemple, cherche à ourdir le coup d'État rapidement, avec deux tentatives durant les années 1890. L'AF quant à elle encourage et appelle à la manifestation du 6 février 1934 (qui tourna à l'émeute) sans y prendre part elle-même : sa direction est décidément une direction d'intellectuels dont la plume est l'épée. Le travail politique du mouvement intellectuel est ainsi défini : il imprimera les esprits de demain des principes qui permettront un changement de régime, dont l'exécution reviendra à ces sujets externes, réceptacles de la propagande.

La L.A.F. des années 1930, affaiblie par la Condamnation pontificale de 1926 puis bientôt par le détachement officiel du prétendant, est de plus en plus dépassée par de nouveaux mouvements intellectuels et de nouveaux modes d'engagement politique autoritaires qui semblent offrir des formules plus modernes, en phase avec cette époque de dictatures. Elle demeure un mouvement influent, puisque son rayonnement continue de s'exercer sur ces nouvelles droites et en particulier sur de jeunes intellectuels dits de la Jeune-Droite. Ces intellectuels dits dissidents de l'AF ne respectent pas sa doctrine à la lettre, ne sont pas dépendants d'elle, mais fondent de nouveaux mouvements tout en ayant été marqués par un passage chez l'AF - ou une imprégnation initiale. Maurras et la Ligue, qui étaient bellicistes avant 1914, qui étaient pour l'occupation de la Ruhr, deviennent de plus en plus antibellicistes. L'union sacrée devant le péril allemand est difficilement envisageable avec un gouvernement de Front Populaire et une alliance avec l'Union soviétique. La violence de l'opposition au F.P., notamment liée au suicide de Salengro, vaudra un séjour en prison à Maurras. Il est pourtant élu à l'Académie française peu après. Il s'oppose à l'entrée en guerre de la France pour la défense de l'Europe centrale. Il appuie bien sûr les troupes une fois la guerre déclenchée mais découvre vite avec la prise de pouvoir de Pétain, la « divine surprise » de sa Révolution nationale. L'AF est une caution

intellectuelle et une pépinière pour le nouveau régime. Le mouvement prétend refuser la collaboration mais appuie Pétain sans ambages et dénonce de Gaulle et la Résistance : la Libération consacrera sa disgrâce. Le mouvement est interdit et Maurras condamné à la prison à vie. Voilà qui résume la carrière de ce mouvement intellectuel d'une ampleur et d'une influence exceptionnelles dans la France du XXe s. Nous allons maintenant comparer les structures des deux Actions françaises, à commencer par le modèle AF.

3.1.2 Son originalité : une « stratégie gramscienne »

La L.A.F. crée ainsi une forme de mouvement intellectuel inédite en France par son ampleur, sa polyvalence, sa structure et son contenu. Le modèle d'engagement incarné par l'AF va beaucoup plus loin que l'élaboration d'une idéologie dans une revue. La *Revue de l'Action Française* a permis d'élaborer une doctrine, le « nationalisme intégral » de Maurras qui allie positivisme des sciences sociales au traditionalisme des ultras, dans un néo-monarchisme conquérant, capable de lutter sur le terrain des idéologies politiques contemporaines. La dictature monarchiste est la clé de l'ordre. « On démontre la nécessité de la Monarchie comme un *théorème* », écrit Maurras dans son *Enquête sur la monarchie*. Toute sa singularité est de déployer un arsenal imprimé et associatif sans égal, articulé par cette doctrine totale. Elle démarque la Ligue maurrassienne de ses rivales chez les nationalistes, et la distingue parmi les mouvements intellectuels. La doctrine maurrassienne est diffusée par les moyens suivants : revues, presse, enquêtes, maison d'édition et librairie, institut, le tout répercuté par de nombreux ténors célèbres. Les autres mouvements intellectuels n'ont pas d'organisation aussi ambitieuse que l'AF : non seulement son ampleur et leur polyvalence sont-elles inouïes, mais la doctrine qui la fonde la démarque.

M. Winock appelle cette stratégie « un gramscisme de droite », au sens d'une stratégie d'hégémonie culturelle pour renverser celle qui garantit l'ordre établi. L'AF ambitionne de faire pour la Contre-Révolution ce que les

Encyclopédistes firent jadis pour la Révolution⁸. Winock rappelle cette citation de Maurras : « Nous travaillons pour 1950 », tirée de *L'Enquête sur la Monarchie* (et, de fait, pour 1940)⁹. L'étiquette de « gramscisme de droite » permet à Winock de désigner l'exception maurrassienne, un cas à part parmi les groupes intellectuels dont il récapitule l'action dans l'histoire française du premier XXe s. Il caractérise la L.A.F. de « parti », mais admet qu'elle ne cherchait pas tant un résultat politique immédiat, que cette longue persuasion idéologique, déployant des moyens et une organisation inédite. Groupe d'intellectuels ou parti ? Avant la Première Guerre mondiale, la L.A.F. ne cherche pas à s'engager dans le processus électoral. L'union sacrée et la modération relative du mouvement qui s'ensuit, son embourgeoisement, lui permettent de participer à la Chambre bleu horizon après guerre. Nous la caractériserions de mouvement intellectuel exceptionnel. L'essentiel de son action est celle d'un mouvement intellectuel, le modèle le plus étoffé de la « ligue » de notre taxinomie. La Ligue est dominée par des intellectuels, en position de pouvoir relativement autonome, qui exercent un pouvoir d'influence idéologique au nom non seulement de valeurs mais d'une doctrine totale, avec un prolongement de militantisme enrégimenté, des moyens de propagande par le savoir, la presse et le rassemblement.

Voilà en quoi notre concept de mouvement intellectuel s'avère utile : il permet de saisir en quoi l'AF offre un modèle de mouvement intellectuel particulier, plus polyvalent et englobant que les autres, ni un parti ni un simple regroupement : une « ligue d'intellectuels ». Modèle qui inspire les éminences grises de l'A.f. Les ambitions d'un mouvement intellectuel peuvent être de diffuser une pensée ou, comme la L.A.F., de faire un travail de fond qui change l'idéologie dominante de la société au point de révolutionner son régime et son ordre. Le mouvement d'AF séduit les jeunes en mal d'action en même temps qu'il s'applique à convaincre les esprits dans l'espoir d'un changement de fond des valeurs, transformant un traditionalisme sentimental quelque peu désarmé devant

⁸ Cf. D. Masseau, *Les ennemis des philosophes*, P., Albin Michel, 2000 et *L'invention de l'intellectuel dans l'Europe du XVIIIe siècle*, PUF, 1994.

⁹ M. Winock, *Le siècle des intellectuels*, p.79.

le modernisme républicain en doctrine positive et prête au combat idéologique. La particularité de l'organisation de ce mouvement intellectuel revêt deux aspects. Le premier est sa qualité protéiforme, le second est son « programme d'action nationale » holiste. Plus vaste que les points précis d'un programme politique, davantage que la défense de certaines valeurs, il y a l'élaboration d'une doctrine qui est une philosophie ontologique, esthétique, axiomatique et politique, le « nationalisme intégral ». Maurras expose la clé du succès de l'AF dans *Quand les Français ne s'aimaient pas* : la Ligue est protéiforme parce qu'elle remplit un programme d'action nationale qui est fondé sur sa doctrine.

Dans la taxinomie générale des mouvements intellectuels que nous avons proposée en introduction, nous commençons à distinguer, avec la L.A.F. et l'A.f., un style de Ligue d'intellectuels plus achevé : après la ligue comme simple corps de militantisme, utilisée par des intellectuels, telle la LPF, s'impose la ligue idéologique, dont le militantisme est plus idéologique qu'activiste et dont l'aboutissement espéré est par conséquent à plus long terme, dans un changement total de société, par une transformation des mentalités que son action protéiforme doit amener. Maurras énonce dès le début de la L.A.F. un objectif de résultat dans un demi-siècle. Lorsqu'on compare, en anticipant sur les chapitres suivants, trois modèles de mouvement intellectuel, l'originalité de celui de la L.A.F. ressort d'autant mieux. Il y a, plus couramment, des mouvements intellectuels qui se constituent autour d'une revue exprimant la personnalité d'un groupe, en est l'étendard et le corps tout à la fois, groupe à la recherche d'une influence idéologique séminale à travers le développement d'une ligne idéologique originale. L'influence recherchée est pointue et c'est le cas de beaucoup de mouvements identifiés à une revue : il ne s'agit pas tant d'une ambition gramscienne, que d'exprimer une personnalité d'abord, en espérant qu'elle exerce une certaine influence ensuite. Il y a d'autre part les mouvements intellectuels en quête d'une action immédiate sur le cours de la société, désireux d'influer directement le changement de l'ordre socio-politique, qui arrivent par conséquent leur action à l'actualité par un journal, souvent un hebdomadaire. Puis il y a ceux

qui ambitionnent de provoquer une transformation totale de la société, de la tête en bas, par les élites, par une action multiforme extrêmement organisée, réorientant le cours de la société de demain : c'est une stratégie d'hégémonie culturelle à très long terme qui requiert un plan et une action totale, déployée en de multiples œuvres capables d'imprimer toujours plus profondément dans la société cette nouvelle idéologie réorganisatrice de la société. C'est la ligue intellectuelle idéologique, le modèle assez unique de la L.A.F. et peut-être du *Sillon*. Autrement, les équivalents sont souvent des structures qui ne sont pas les créatures d'intellectuels, mais de pouvoirs constitués sur d'autres autorités, comme des mouvements d'Église ou de communistes.

La « ligue idéologique » est le modèle de mouvement intellectuel qui correspond à l'A.f. : elle ambitionne, elle aussi, d'opérer un changement de mentalités national, à long terme. Déjà Tardivel avait écrit un roman d'anticipation politique qui imaginait l'indépendance du Québec dans une cinquantaine d'années. « Nous travaillons pour le plus long avenir¹⁰ », proclame Groulx dès sa première contribution à la revue, qui définit déjà dans son titre, « une action intellectuelle », cette ambition idéologique – « gramscienne » – que ne possédait pas la LDF initiale. Ces propos, pareille visée à très long terme et ce but de réorganisation complète n'étaient pas au programme des autres mouvements qui ont marqué l'engagement intellectuel des ligueurs : Ligue nationaliste, *Le Devoir* et LDF dont l'ambition est réformiste avec espoir d'obtenir des gains rapidement et non une révolution après une mûre préparation des esprits. Dans ces cas, le magistère intellectuel, l'engagement au nom de nobles causes, le rôle de censeur moral, de défenseur de la vérité ou de l'intérêt général, se fait en rapport avec l'actualité. En revanche la ligue idéologique s'occupe moins de points de réforme que d'une refonte générale de la société, règne de nouvelles valeurs que peut incarner le changement de régime espéré par l'A.F. et pour lequel elle croit nécessaire de préparer les mentalités des élites et des contestataires. Le modèle développé par la L.A.F. est profondément contre-

¹⁰ L. Groulx, « Une action intellectuelle », *L'Action française*, févr. 1917, p.37.

révolutionnaire puisqu'elle espère susciter une révolution traditionaliste, un peu comme le mouvement d'idées des Lumières a formé des élites qui ont voulu et appliqué une révolution en 1789. L'élite doit être éclairée de façon à saisir l'occasion qui se présentera ou à la provoquer.

Maurras présente, dans *Quand les Français ne s'aimaient pas*¹¹, cette stratégie de renversement de l'hégémonie culturelle et explique que sa doctrine de nationalisme intégral fonde un « programme d'action nationale ». Ce sont là deux éléments de structure théorique qui distinguent son mouvement des autres du courant « nationaliste » né à la fin du XIXe s. Le volume, qui attaque la République et propose son renversement, n'est pas totalement épargné par la censure. L'ouvrage présente négativement la situation de la France à la fin du XIXe s., divisée comme le manifesta l'Affaire Dreyfus. Il présente le travail accompli par la Ligue : elle aurait formulé une doctrine permettant d'entrevoir à l'avenir une France unie – évidemment l'unité qu'impose la dictature résulte de l'élimination ou de l'emprisonnement de l'adversaire idéologique. Le programme implique de refaire la formation des élites de demain, pour les détourner des valeurs républicaines, et préparer les mentalités à un coup d'État. Le dictateur exercera vengeance contre les ennemis de l'intérieur, rétablira l'autorité, trucidera les ferments de désordre puis restaurera la monarchie durable : en théorie, voilà un programme qui se rapproche de ce que Franco réalisa en pratique. Le fameux « politique d'abord » de Maurras signifie que la restauration de l'ordre autoritaire, contre le désordre inacceptable que dévoile le débat démocratique et une société libérale et tolérante, passe par la lutte sur le terrain de l'idéologie politique plutôt que l'opposition entre catholicisme et libre-pensée. L'ordre se rétablira seulement par une révolution politique, la solution politique du coup d'État qui instaurera la dictature. Il signifie que la question du régime est la première hiérarchiquement dans le souci de transformation (ou de restauration) de la société qui anime le mouvement, car elle commande tous les autres redressements. Ce qui le distingue

¹¹ C. Maurras, *Quand les Français ne s'aimaient pas. Chronique d'une renaissance, 1895-1905*, P., NLN, 1916 ; « Nouvelle édition, contenant les passages supprimés par la censure », in *L'œuvre de Charles Maurras*, P., NLN, 1921-26.

des mouvements d'action catholique. Cependant la préparation, l'action du mouvement, ne joue pas tant sur le terrain de la politique que sur celui des mentalités.

Les Camelots du Roi élargissent son audience à un nouveau public, l'élite de demain : la jeunesse étudiante. Voilà un premier élément de mobilisation et d'endoctrinement par l'action violente. L'AF peut alors se nourrir des oppositions fortes entre laïcistes républicains et défenseurs de l'Église. Des frictions entre Camelots et l'Action libérale populaire d'Albert de Mun, qui y perd du terrain, montrent cependant que ce recrutement auprès du public catholique ne va pas sans heurts. L'AF poursuit plus loin sa contestation de la nouvelle éducation. Elle fonde ce qu'elle présente comme une anti-Sorbonne nouvelle : l'Institut d'Action française. Elle doit alimenter les esprits d'une contre-autorité de prestige égal à la science mobilisée par l'école et l'université au profit des idéaux du libéralisme républicain – anticlérical, égalitariste, individualiste, ouvert à l'étranger et à l'évolution des mœurs. Cet Institut d'Action française, distinct des Instituts catholiques, propage l'idéologie de l'AF : adversaire des droits de l'Homme, de la Réforme, de la République, du Romantisme et d'une partie du scientisme. Il met cependant à son profit la nouvelle science sociale, non seulement la sociologie catholique mais la science sociale évolutionniste ou darwiniste qui, donnant une caution scientifique à la lutte contre l'égalité des citoyens en droit, devait défendre l'ordre social. On voit ici à la fois la convergence avec des intérêts d'Église et l'opposition à la pensée chrétienne. La sociologie catholique des leplaysiens est maintenant dépassée par une sociologie, proto-fasciste diront certains, en tout cas darwiniste et déterministe, donc facilement raciste (comme l'anthropologie des débuts), celle des Vilfredo Pareto et Gustave Le Bon. Tandis que l'université républicaine accueille Durkheim, le sociologue Alfred de Tarde dirige *L'Enquête d'Agathon* (avec H. Massis), laquelle publicise une évolution du Quartier latin qu'on se plaît à représenter comme majoritaire, nationaliste au sens barrésien, et réfractaire au libéralisme parlementaire dans le sens d'une affinité maurrassienne. Ainsi se multiplient les organes de propagande et de diffusion. Le quotidien est

renforcé par des revues intellectuelles et des organes plus populaires comme les relais régionaux et l'Almanach. D'autre part, des institutions construisent et appliquent la nouvelle doctrine de nationalisme intégral aux divers domaines des sciences sociales, (notamment histoire, sociologie, économie) : Institut d'Action française, revues, Nouvelle Librairie Nationale. Enfin l'embrigadement est développé par une panoplie d'associations : les Camelots pour l'action directe et les étudiants, les Cercles locaux pour la sociabilité respectable. La mobilisation générale est démontrée principalement grâce à la Fête annuelle d'un héros national – Jeanne d'Arc. Le succès d'endoctrinement est donc au rendez-vous auprès de vastes pans de l'opinion française. Le portrait d'Agathon est en partie confirmé par l'historiographie¹². L'AF enthousiasme les traditionalistes français et une part plus grande de la jeunesse catholique et des séminaristes¹³.

L'union sacrée de la guerre et les gouvernements d'union nationale qui lui succèdent conservent une respectabilité après-guerre à l'AF, la guerre ayant donné une forme de respectabilité à sa violence verbale germanophobe. L'AF s'inscrit dans des coalitions pour appuyer Poincaré. Si avant la guerre, Maurras soutenait que « si vous avez résolu d'être patriote, vous serez obligatoirement royaliste »¹⁴, après la guerre l'AF se ligue forcément avec des patriotes, qui ne sont pas royalistes quoiqu'ils subissent son influence¹⁵. Influence sur les intellectuels : « cette intelligentsia puise à un fonds commun que teintent des thèmes venus de ses extrêmes. C'est là une constante de l'histoire des droites intellectuelles de l'entre-deux-guerres que cette coloration de l'argumentaire par la périphérie plus que par le centre », conclut J.-F. Sirinelli à propos de l'emprise croissante de l'AF sur la France d'après-guerre¹⁶.

¹² Cf. J.-F. Sirinelli, « L'Action française, main basse sur le Quartier latin », *L'Histoire*, déc. 1982, qui décortique ce succès et ses limites.

¹³ J. Prévotat, *Les catholiques et l'Action française*.

¹⁴ C. Maurras, *Enquête sur la Monarchie*, 1909, p.113, cité in Winock, *Le Siècle des Intellectuels*, 1997, p. 78.

¹⁵ Cf. J.-F. Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*, p.77 : « l'Action française [A.F.] s'est [...] agrégée à d'autres nébuleuses idéologiques au sein desquelles elle apparaissait comme source et garantie de tradition et d'ordre social établi, et qu'elle teintait en retour » (après-guerre).

¹⁶ J.-F. Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*, p.82-83.

Perçue après 1918 comme « l'aile droite du grand parti conservateur », moins sulfureuse, elle peut alors exercer ce que Maritain appelle un « principat d'opinion » sur les catholiques, précisément dans l'intervalle entre la condamnation du Sillon par Pie X et celle de l'AF par Pie XI en 1926¹⁷. C'est durant cet intervalle, par le biais catholique, qu'elle court la chance d'être mieux connue ou reçue des traditionalistes québécois, catholiques, et mieux perçue par les milieux cléricaux (ou au moins tolérée par la hiérarchie quand d'aventure celle-ci est plus libérale) qui contrôlent l'éducation au Québec. Car des canaux catholiques lui sont alors ouverts.

3.1.3 Éléments de convergence idéologique

Notre hypothèse est que l'A.f. emploie le nom du mouvement maurassien pour manifester l'ampleur comparable de son ambition d'action intellectuelle, d'influence idéologique à long terme et de volonté trempée. Par sa puissance, c'est un modèle prestigieux de mouvement intellectuel, et exceptionnel par sa polyvalence. Pour vérifier l'hypothèse il faudra deux éléments : primo, une comparaison des structures implantées (avec succès ou non) par l'A.f. comparées à celles de la L.A.F. et secundo, les traces d'un intérêt préalable à la fondation du mouvement intellectuel grôulxiste. Pour que cela fût, il faudrait d'abord un minimum de convergence idéologique dans les objectifs et les ambitions et au moins quelques valeurs des fondateurs de l'A.f. et celles des maurassiens. Un minimum d'affinité idéologique entre les deux Actions françaises, nécessaire à l'hypothèse d'une étude de l'exemple de mouvement intellectuel de la L.A.F. par les fondateurs de l'A.f., au point d'y puiser quelques principes d'organisation. Cette convergence est admise par Trépanier. Comment la définir ?

Chacune est attachée à une francité traditionaliste et non moderne, définie par l'Ancien Régime catholique plutôt que la République laïque. Pour le

¹⁷ Cité dans M. Winock, *Le siècle des intellectuels*, 1997, p.188 et p.187 : « Aux lendemains de la guerre, en effet, l'AF apparaît aux yeux de beaucoup comme l'aile droite du grand parti conservateur et nationaliste qui soutient la politique de Poincaré ».

traditionalisme, nous nous appuyons non seulement sur Trépanier, mais sur les explications des directeurs de l'A.f. eux-mêmes, Gauvreau déclare, dès la première livraison, la revue d'« [o]rgane vigilant, allègre, énergique et surtout traditionaliste¹⁸ ». Cette parenté traditionaliste se retrouve jusque dans la définition très traditionaliste de la francité que Maurras traduit en esthétique politique, nous voulons la dégager ici pour illustrer une convergence idéologique significative. Elle définit l'AF, et nous allons la chercher du côté des fondateurs de la revue *L'Action française*. Nombreux sont les lettrés de leur milieu qui proposent de se limiter exclusivement à une France catholique et conservatrice¹⁹. Un collaborateur de *L'A.f.*, Forest, en donne un bon exemple lorsqu'il propose de s'en tenir, dans la formation intellectuelle à « la France catholique, c'est-à-dire la partie la plus traditionnelle et peut-être la plus française de la France ». Dès 1912, Groulx manifeste un enthousiasme pour la doctrine de Maurras et de son mouvement, dans une conférence, tout en s'abstenant de nommer l'AF ou les maurrassiens. Prononcée au fameux 1^{er} Congrès de la langue française de Québec, avant le lancement de *L'Action française*, lorsqu'on prépare la création de la LDF, le texte est publié, significativement, dans le recueil *Dix ans d'Action française*. Titre indiquant la continuité de la pensée qui unit tous ces textes doctrinaires. Évoquant « Les Traditions des lettres françaises au Canada », Groulx avertit (confirmant les récriminations d'Asselin contre les censeurs de la culture française relatées au Ch. II) : « Tout ce qui est français nous vient de France ; mais tout ce qui vient de France n'est pas toujours français. »²⁰ Le tri entre ce qui est français et ce qui ne l'est pas doit ici plus à l'esthétique de Maurras qu'au goût de Groulx, pour l'heure du moins car il reconnut lui-même, dans ses *Mémoires*, ne pas avoir adhéré en profondeur à ses propres directives, chose rare !

¹⁸ J. Gauvreau, « Au public », *L'Action française*, janvier 1917, p.8 ; définition répétée par Groulx, *Mes Mémoires*, t.1, p.307.

¹⁹ Ceslas Forest, o.p., « Notre avenir politique - la préparation intellectuelle », *L'Action française*, sept. 1922. Cf. également J.C.Magnan, « Comment servir - les instituteurs », févr. 1917; François Hertel, « Chronique littéraire : l'Action française et le régionalisme », mars 1920.

²⁰ L. Groulx, Conférence du 25 juin 1912, « Lettres françaises au Canada » dans *Dix ans d'Action française*, A.f., 1926, p.11.

Je développais une thèse fortement absolue, de ferveur exclusiviste pour le classicisme du 17^e siècle. Doctrine qu'à la vérité je n'ai jamais pratiquée ni pour moi-même, ni avec mes élèves. J'ai eu, pour habitude et pour principe, de prendre mon bien partout où il peut se trouver, avec de grandes préférences, sans doute, pour les maîtres du classicisme [...] sans pourtant m'interdire les maîtres des autres écoles, dans la mesure où ils m'apparaissaient français.²¹

Pour Maurras aucune autre école n'était française et malgré des goûts contraires Groulx était frappé, un instant presque converti, par le tranchant de cette définition. C'est bien là une preuve qu'il n'était pas insensible à l'impression de cohérence doctrinale qu'exerçait alors le système néo-traditionaliste maurrassien. Une autre vision conservatrice de la francité, plus proche de Barrès par exemple, aurait accepté comme française une œuvre de bon ton mais pas forcément de forme rigoureusement classiciste. Dans l'esthétique maurrassienne, le romantisme est un des trois volets de la Révolution avec le désordre démocratique et la Réforme, tous portés par des étrangers en France et, prétendument, étrangers. Les francs-maçons, juifs, protestants et « Métèques » en sont les agents, ils pervertissent la France de l'intérieur, la font choir de civilisation d'ordre en barbarie individualiste et atomisée. En tant que Genevois, Rousseau incarne l'esprit barbare. Groulx reprend la conclusion et la formule de Maurras sur le romantisme à rejeter : « pour tout dire, si le romantisme, ce n'est ni [...] même Victor Hugo, ni surtout la France, mais un étranger, un Genevois, Jean-Jacques Rousseau. »²² Groulx affirme : « Il reste que nous nous mettions à l'école des écrivains qui firent une fois en France cette grande et rare chose qu'on appelle un siècle classique. Voilà pour nous, Mesdames et Messieurs, les Maîtres de l'heure »²³.

Au fond pourtant le goût de Groulx pour le classicisme n'était en rien aussi exclusif que celui de Maurras. L'abbé Groulx était même, malgré cet accès de pénitence, un romantique invétéré. En témoignent, dans le même texte, ces traits

²¹ L. Groulx, *Mes Mémoires*, I, p.198.

²² L. Groulx, « Lettres françaises au Canada », dans *Dix ans*, p.11-12.

²³ L. Groulx, « Lettres françaises au Canada », dans *Dix ans*, p.12. Encore une référence à l'ouvrage de Victor Giraud, *Les maîtres de l'heure*, cf. *supra*, chap. II.

caractéristiques de sa plume : évoquant, pour orienter l'action intellectuelle du mouvement, « les heures graves que nous venons de vivre », qui « nous ont fait réfléchir aux vertus du catholicisme », il détermine que ces réflexions doivent se traduire en actes, car « la vie surnaturelle peut et doit vivifier le talent ». Beaucoup de bons esprits qui ne prenaient garde aux traditions et au catholicisme, à cette heure « entendent cette voix profonde, dont parle Barrès, voix qui les hèle, qui réclame son ascension à la lumière, qui s'efforce mystérieusement de redresser le cours de leur vie.²⁴ » Nous sommes loin de l'opposition entre la raison classique française et la sensation romantique étrangère ! Ce mystère anime l'intrigue du roman de Groulx, *L'Appel de la race*, plus barrésien que maurrassien, quoiqu'il lui donnât alors un visage plus rationnel, lié à la lecture de classiques de clarté française. Mais en 1912 ces ambivalences ne paraissaient guère, Groulx était frappé par la cohérence du traditionalisme maurrassien fondé sur une esthétique de caractère, et l'assénait comme une vérité reçue.

Cette thèse esthétique et politique maurrassienne pouvait porter sur un fond de tradition intégriste. Le classicisme radical est typique des ultramontains et d'une partie du clergé qui tente, (dans des querelles qui se prolongent jusqu'à opposer Bibliothèque des sulpiciens et Bibliothèque publique de Montréal), de tamiser sévèrement la littérature française. L'époque de Bossuet était celle des bonnes idées, pouvait-on soutenir, celles de Voltaire, de Rousseau, de Baudelaire et de Zola ne l'étaient pas (celles de Rabelais ou du début du XVII^e siècle, burlesque, non plus). Ce radicalisme du classicisme associé à l'ordre social distingue Maurras des conservateurs, chez qui il est moins exclusif, c'est pourquoi Trépanier confirme le fait que ces extraits de Groulx révèlent une influence de Maurras, que la stigmatisation maurrassienne de Rousseau en « étranger » trahit²⁵. Fustel de Coulanges, historien conservateur et nationaliste, revient souvent dans les démonstrations de Groulx, y compris dans cette conférence de 1912. Il l'est aussi chez Maurras, pour asseoir la doctrine, tant et si bien que Fustel est une

²⁴ L. Groulx, « Une action intellectuelle », *L'Action française*, février 1917, p.36.

²⁵ P. Trépanier, « Le Maurrassisme au Canada français », *Cahier des dix*, no 53, 1999, p.188.

icône pour l'AF, contestée, mais utilisée – elle crée même un Cercle Fustel de Coulanges. On le voit, Groulx était, dès avant-guerre, favorable ou simplement influencé par certaines démonstrations de Maurras, malgré la distance qu'elles marquent avec les lettres qu'il goûte.

Les affinités ultramontaines des Groulx et Héroux prédisposent à cette définition étroite de la francité. Cette « vraie » France, la Ligue d'A.f. la défend et écrit une lettre à la Fédération Catholique Nationale en 1925 pour protester contre les mesures vexatoires du Cartel des gauches au pouvoir, au nom des «4,000,000 de Français d'Amérique». Elle publie les remerciements du Général de Castelnau qui garde espoir que la « France de toujours » se relèvera, lettre que l'A.f. «conserver[a] précieusement»²⁶. La Fédération nationale catholique (FNC) n'est pas affiliée à l'A.F., elle est plus modérément conservatrice que de l'école néo-traditionaliste et révolutionnaire, néanmoins une quantité importante de ses membres le sont ou en sont des sympathisants actifs²⁷. En 1924, par exemple, la Fédération Catholique d'Anjou appuie la candidature de Léon Daudet à l'élection de Sénateur du Maine-et-Loire, (il perd contre un catholique modéré qu'elle n'a pas appuyé)²⁸. Selon E. Weber, le général de Castelnau jugeait la Condamnation injuste et acceptait que de nombreux dirigeants de la FNC demeuraient royalistes publiquement²⁹, malgré le Pape. Mais J. Prévotat a montré par l'étude de la correspondance que Castelnau s'apprêtait en 1927 à publier un article en défense du Pape contre les accusations de germanophilie lancées par la L.A.F.³⁰ La mouvance menée par de Castelnau était donc bel et bien distincte de l'AF, idéologiquement, proche du conservatisme catholique, et tout simplement poreuse à son rayonnement au cours de la période où les mises à l'Index par Pie X

²⁶ *L'Action française*, juin 1925, «Le Message aux catholiques de France», p.326.

²⁷ Voir la thèse de Corinne Bonafoux-Verrax, *À la droite de Dieu : la Fédération nationale catholique, 1924-1944*, P. Fayard. 2004.

²⁸ E. Weber, *L'Action française*, p.187.

²⁹ E. Weber, *op.cit.*, p.277.

³⁰ J. Prévotat, *Les catholiques et l'Action Française*, p.504.

d'ouvrages de Maurras demeurait méconnue de Pie XI³¹ et de vastes pans de l'opinion catholique de France et de Belgique.

Les appuis que l'AF trouvait chez les catholiques étaient solides, un public de lecteurs et de sympathisants bien plus vastes que ceux qui votaient pour elle ou y adhéraient plutôt qu'à d'autres mouvances de droite. La Condamnation avait porté un rude coup à l'AF auprès de ce public de choix. Le général de Castelnau avait repris dans les années 1920 la vieille Ligue des patriotes et la rajeunit, tandis que Pierre Taittinger y fondait les *Jeunesses patriotes* qui devinrent indépendantes en 1926³². Plutôt que devant l'identité, nous sommes ici en présence de phénomènes de parenté entre trois mouvements, traditionalistes catholiques de langue française. Le réseau international de ce catholicisme intégriste était, au Québec, très au fait de son activité intellectuelle en Europe francophone, comme le cas de *La Croix* de Montréal l'illustra. Les milieux ultramontains français voient d'ailleurs le Québec comme une terre d'accueil depuis près d'un siècle, depuis le lever de l'interdit britannique en France et surtout depuis Mgr Bourget. Et cela se poursuit au cours des années 1930, comme Robert Rumilly l'incarne ou comme le répètent des pages de Drieu la Rochelle³³. Par le nombre, c'est une faible migration, exception faite du recrutement de religieux réguliers, souvent enseignants. Elle trace un canal d'influence ouvert à l'AF, bénéficiant des affinités ultramontaines de certains milieux intellectuels. Parenté ultramontaine qui manifestement fait de Groulx dans les années 1910, meneur de la création de la revue, un intellectuel alors en convergence idéologique avec le traditionalisme de l'AF.

³¹ J. Prévotat, *op.cit.*, p.339.

³² P. Milza, « L'ultra-droite des années trente », in Winock (dir.) : *Histoire de l'extrême droite*, p.163-164.

³³ M. Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Seuil, p.363, citation de Drieu, *Gilles*, 1949, p.101.

3.2 LES TRACES D'UNE INSPIRATION ?

...absolument libres de tout autre groupement, national ou étranger, *qu'il porte ou ne porte pas notre nom*, nous poursuivrons la haute et noble et belle tâche que nous nous sommes imposée : travailler, par une action inlassable, à la survivance de notre race, c'est-à-dire au maintien de sa foi, de sa langue et de ses traditions.³⁴

-*L'Action française*, vol. I., no 1

Dans cette section nous allons tenter de déterminer si l'AF servit d'inspiration pratique à l'A.f. : d'abord en comparant leurs structures exceptionnelles, ensuite en vérifiant si le changement de nom de la Ligue des droits du français (LDF) répondait bien à une nouvelle ambition comparable à celle de la L.A.F., puis si cette inspiration se démontre dans les archives des directeurs Groulx et Héroux avant de confronter les raisons des prises de distance officielle de l'A.f. envers le maurrassisme.

3.2.1 Structures comparées des deux Actions françaises

Non seulement Groulx était-il en convergence idéologique avec l'AF, mais les objectifs du mouvement qu'il veut créer à partir de la LDF sont à la fois plus ambitieux que ceux des autres mouvements intellectuels de l'heure et comparables à ceux de l'AF, tout aussi exceptionnelle en France. Vers 1915, date d'incubation de l'A.f. de Montréal au Presbytère du Mile-End, menée par Groulx et Héroux, le mouvement novateur de l'AF est en voie d'acquérir une respectabilité plus grande, nous l'avons rappelé. C'est alors que Groulx propose à Bourassa de fonder une revue pour accomplir l'ambition d'un « mouvement d'idées », une revue intellectuelle et catholique. Le mouvement d'idées de Bourassa ne franchit pas cette étape d'approfondissement du travail intellectuel lui-même, il appuie plutôt une organisation amie pour le faire : il reviendra à la LDF de se développer de la sorte. Ce qui est remarquable, la polyvalence exceptionnelle de l'AF parmi les mouvements intellectuels³⁵, se retrouve chez l'A.f., elle aussi exceptionnelle par la polyvalence de son action intellectuelle, quoique à une échelle plus

³⁴ J. Gauvreau, « Au public », *L'Action française*, vol. I, no 1, janv. 1917, p.9. (n.s.)

³⁵ Cf. Winock, *Le siècle des intellectuels*.

modeste. Cela traduit une commune ambition. Y. Lamonde dégage dans cette période de l'histoire intellectuelle du Québec, l'omniprésence de « l'action ». Mais son étude fait ressortir un appel répété à la doctrine, dans divers cercles³⁶. Appel que comble Groulx : c'est effectivement une innovation liée à l'A.f. de Groulx, au moins au-delà de la doctrine sociale de l'Église, une doctrine de l'ordre *du* politique. L'élaboration d'une telle doctrine doit-elle quelque chose à l'exemple innovateur apporté par l'AF de Maurras ? C'est notre hypothèse.

Aucun mouvement intellectuel nationaliste ou animé d'une idéologie politique ne peut se comparer à l'A.f. de Groulx dans la première moitié du XX^e s. Les publications cléricales ? Il ne s'agit pas au sens strict de mouvements intellectuels mais plutôt de revues d'idées et d'organes du pouvoir ecclésiastique. Il n'empêche que les œuvres de l'ACJC, mouvement associatif de laïcs, et l'ESP, mouvement de diffusion d'un savoir, influencent directement l'A.f.. L'ACJC est d'ailleurs établie sur le modèle de l'ACJF, nous l'avons vu, exemple des canaux catholiques transatlantiques évoqués, exemple de la variété des modèles français qui servent d'inspiration pour l'édification d'organisations d'engagement au Québec. Groulx lui-même l'admettait à propos de sa présence comme observateur à un congrès d'ACJF à Orléans, tel que cité ci-dessus. Ni l'ACJC ni l'ESP toutefois ne possèdent une revue intellectuelle comparable à *L'Action française*. Laquelle, comme Groulx l'a bien identifié et exprimé dans *Le Devoir* en 1915, est l'arme par excellence de l'action idéologique des intellectuels, qui vise l'élite. L'organisation de l'ACJC en cercles influence l'A.f., au-delà de leur fonction pieuse spécifique : ce sont d'abord des cercles voués à « l'étude » et à la piété³⁷. Ce sont moins des cellules d'activisme intellectuel que des unités de formation, réceptives à la bonne parole³⁸. Nous verrons ce qu'il en est des cercles d'A.f.

³⁶ Y. Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec, 1896-1929*, M., Fides, 2004, p.17, p.125, p.140.

³⁷ L. Renaud, *La Fondation de l'A.C.J.C.*, p.61 ; N. Tillemont [Groulx], « La vie de l'A.f. », *L'A.f.*, mai 1924, p.320.

³⁸ Par ex., conférence donnée par E. Montpetit au Cercle La Haye de l'ACJC, de la paroisse de l'abbé Perrier, *Le Devoir*, jeudi 25 janv. 1917, « Une conférence de M. Montpetit – La Littérature sociale », « Au cercle paroissien du Mile-End, sous les hospices (sic) du Cercle La Haye de l'Association catholique de la jeunesse. M. Athanase David, député de Terrebonne, en a

Dans le cas de la propagande de la L.A.F. maurrassienne, le but est une révolution politique à très long terme après impression sur les mentalités de l'élite et ses associations s'activent dans une opposition bruyante. Les cercles d'ACJC visent à maintenir la piété vivante et active dans un environnement de plus en plus urbain et capitaliste, non pas à renverser un régime. *L'A.f.* peut paraître intermédiaire, car elle ne situe pas l'aboutissement de son action dans un changement de régime, mais dans un changement de mentalité de la nation par l'élite : c'est une opération d'envergure nationale qui est comparable au travail de l'AF puisque celle-ci ambitionne de permettre le changement de régime après une telle révolution de mentalité.

Malgré les différences entre traditionalismes spécifiques, rappelons la parenté que définit la convergence idéologique, l'affinité traditionaliste. Combinée à la comparaison des structures des deux Actions françaises (Tableaux ci-dessous), elle permet d'avancer l'hypothèse que les intellectuels qui allaient former de la LDF un nouveau mouvement intellectuel auraient étudié le modèle de réussite d'un mouvement qui pouvait leur sembler à la fois sympathique, en tant que défenseur du nationalisme et du catholicisme, et impressionnant par sa domination du paysage intellectuel. Ce que Proust, H. d'Arles ou L. Groulx appellent « la haute tenue intellectuelle » d'un mouvement, semblait avoir atteint un sommet de puissance avec la L.A.F. Au moment de fonder l'A.f., ce qui est recherché est un mouvement intellectuel qui secrète une doctrine nationale, pour dépasser l'action politique plus immédiatement liée à l'actualité du *Nationaliste* et du *Devoir* en place. Il s'agit d'agir en profondeur sur les élites de demain pour changer le politique, ce qui dégage une parenté dans l'ambition « gramscienne ». Groulx a clairement exprimé, en encourageant la création d'une revue, l'ambition d'une action intellectuelle, nationaliste, approfondie sur l'élite. L'ACJC n'a pas la vocation d'une ligue d'intellectuels – ni l'ESP sur le plan de l'idéologie politique qu'occupe le nationalisme. La première est patriote mais elle encadre et dirige

accepté la présidence d'honneur. 50 sous l'entrée ». L'action est davantage imprimée par les aumôniers, appuyés par des membres de la Ligue.

l'activité de la jeunesse pour animer son catholicisme, la seconde s'occupe de doctrine sociale mais pas de doctrine nationale. Malgré l'importance de ces mouvements catholiques, l'A.F. se singularise comme archétype de ligue intellectuelle pour les nationalistes traditionalistes.

Une similarité des objectifs s'ajoute donc à une parenté idéologique. Ce qui approfondit la question de la prise de modèle à nos yeux est que les objectifs de l'A.f. impliquent une armature remarquablement similaire : à la fois la structure théorique, soit la stratégie, et la panoplie de moyens, une idée organisationnelle en somme. L'AF est un exemple instructif, établissant une « doctrine de nationalisme intégral » et un « programme d'action nationale » permettant de développer une entreprise intellectuelle d'une ambition sans pareille, la « Ligue d'Action française ». Penchons-nous sur l'analyse comparée des structures des deux Ligues pour illustrer le modèle de mouvement intellectuel en présence, dans deux tableaux ci-dessous : il en ressort une exceptionnelle similarité. Deux éléments font leur originalité : primo, un socle théorique et organique qui répond à une ambition stratégique « gramscienne » et secundo, conséquence du premier, leur côté tentaculaire inégalé chez les autres mouvements intellectuels de l'entre-deux-guerres. On pourrait comparer ces mouvements à des arbres, dont deux éléments théorique et stratégique seraient la racine, la Ligue le tronc et les moyens d'actions déployés, les branches, dont les divers résultats seraient des feuilles et des fruits. En quoi ces fondements stratégiques et ces moyens d'action se comparent-ils ? L'identité des expressions est remarquable : les autres écoles de nationalisme, en France et au Québec, ne revendiquent pas le « nationalisme intégral », expression forgée par Maurras. La Ligue d'A.f. trouve bientôt son doctrinaire de « nationalisme intégral »³⁹ en Groulx, ce qui permet d'élaborer un « Programme d'action nationale » elle aussi, que doit remplir une « Ligue d'Action française » elle aussi protéiforme – trois termes qui la distinguent de la

³⁹ Georges Simard, o.m.i. : « Au pays de l'Ontario, un épaulement moral », *L'A. f.*, oct. 1922, p.214.

Ligue nationaliste, par exemple, dont le programme se résume davantage à 5 points de réforme politique qu'à une révolution « gramscienne » des mentalités.

Tableau 3.1
Fondements des deux *Action française* : stratégie

Bases	L.A.F. (P.)	A.f. (M.)	Comparaison
« <i>Doctrine de nationalisme intégral</i> »	Établie par Maurras, dans revue, reproduite en volumes	Établie par Groulx, dans revue, reproduite en recueils	Tirer des leçons de l'histoire les valeurs nationales pour déterminer l'ordre social
« <i>Programme d'action nationale</i> »	Exposé dans <i>Quand les Français ne s'aimaient pas</i>	Expliqué dans <i>Consignes de demain</i>	Stratégie de propagande protéiforme, influencer les mentalités à long terme
« <i>Ligue d'Action française</i> »	La Ligue réunit les cadres du mouvement ; organisation d'élite et de masse	La Ligue réunit les cadres du mouvement ; organisation d'élite	Ligue, premier cercle d'action nationale organisée

Tout ceci nous fonde à soumettre l'hypothèse que la stratégie décrite comme un « gramscisme de droite », soit l'originalité de l'AF, qui distingue aussi l'A.f. parmi les mouvements intellectuels québécois, serait un modèle d'organisation inspirant certains fondateurs de l'A.f. Le socle théorique et l'édifice d'actions protéiformes démarquent de fait les deux Actions françaises vis-à-vis de leurs rivaux parmi les mouvements intellectuels nationalistes – la LPF en France ou la Ligue nationaliste au Québec, par exemple. Si une telle organisation se retrouve dans des œuvres de l'Église, elles n'étaient pas jusqu'alors le fait de mouvements dirigés par des intellectuels au nom d'un engagement intellectuel autonome. L'édifice exceptionnel élaboré par Maurras, « gramscisme » analysé ci-dessus (3.1.2), se trouve repris terme à terme : la doctrine, le programme, la ligue, sont non seulement présents mais portent le même nom (Tableau 3.1), incontestablement inventés par la Ligue maurrassienne - et forcément connus grâce à elle. L'A.f. veut rétablir un sentiment national traditionaliste en ayant recours aux mêmes moyens (Tableau 3.2) : les organes périodiques, ici aussi divisés en populaire et intellectuel, le prestige des sciences sociales diffusées ici par conférences, coordonnant et multipliant le tout par une maison d'édition –

librairie ; à quoi s'ajoutent les associations pour organiser l'action qui culmine en une grande démonstration de mobilisation lors de la Fête d'un héros national. Dans les deux cas il s'agit d'une fête plutôt récente ou du moins que le mouvement redéfinit et relance considérablement. Encore une fois, rien de similaire à la Ligue nationaliste.

Groulx s'impose lui aussi comme doctrinaire par la force de son système. Sa doctrine n'a pas le positivisme ni l'intransigeance de Maurras, et elle reste catholique. Puis le mouvement se dote à son tour, pour diffuser ses enquêtes et les travaux des intellectuels de renom qu'il rassemble, d'une Librairie-maison d'édition, autre trait exceptionnel parmi les mouvements nationalistes et comparable à l'AF. Il fait appel à un arsenal lui aussi tentaculaire de formes de propagande – enquêtes, conférences, brochures, traités, calendriers, librairie et en plus d'une organisation d'associations là encore inédite pour un mouvement intellectuel. Groulx ambitionne plus tard de favoriser une version canadienne-française des scouts, les Éclaireurs. Mais auparavant, à la barre de l'A.f., donnant de l'ampleur à la Fête de Dollard, il diffuse une série d'articles – bustes, roses, calendriers – qui favorisent le développement, là aussi, d'un rassemblement de foules, ciblant les écoliers. Le milieu rural n'est pas oublié avec *L'Almanach de la langue française*. Les milieux savants et étudiants sont rejoints par la revue et les ouvrages publiés par la Librairie d'A.f., qui fait une promotion du livre canadien qui est alors encore bien frêle. Un cercle encadre les étudiants du Quartier latin de Montréal, l'autre les étudiants canadiens à Paris.

Le succès des cercles et des associations estudiantines n'est pas comparable à celui de l'AF, par le nombre⁴⁰, mais ces associations existent et le choix de cibler des élites influentes semble porter fruit. Le Cercle des étudiants d'A.f. semble se manifester d'une influence plus durable dans le journal *Quartier latin* qui proclamera un parallèle entre Groulx et Maurras et s'en revendiquera jusque

⁴⁰ Comparer les chiffres recensés par E. Weber, *L'Action française*, « le mouvement et ses membres », p.291, et ceux revendiqués par Groulx, « A la direction de l'Action française, 1920-1928 », *MM*, II, p.345-346 : des milliers contre des dizaines.

dans les années 1940⁴¹. Les associations de jeunesse des années 1930, influencées par la doctrine de Groulx et de la revue, sont nombreuses. Les journaux catholiques, les nouvelles associations catholiques de travailleurs, de cultivateurs, l'École sociale populaire, forment autant de structures amies qui procurent à l'A.f. des publics diversifiés de diffusion. La jeunesse surtout, après les Cercles d'étudiants, les Jeune-Canada, les Jeunesses patriotes, les Jeunesses Laurentiennes, *La Nation*, l'Action libérale-nationale, le Bloc populaire canadien : la doctrine de Groulx a trouvé un écho. L'harmonie des débuts entre les organes du *Devoir* et la LDF puis les entreprises de Groulx, de Montpetit, de la revue *L'Action française* puis de la Ligue d'Action française, sera éprouvée. Néanmoins, cela explique des différences entre les deux Actions françaises : l'A.f. s'appuie sur des journaux amis et n'a pas à contester une université laïque. Néanmoins, l'A.f. aspire à un développement de l'enseignement et la Ligue eut la velléité d'un Institut d'Action nationale à la fin des années 1930⁴². Par contre, l'élément de la violence qui anime les actes et les écrits de l'AF implique une distinction que nous analyserons avec l'idéologie au chapitre IV. Mais en 1916, quand la LDF a voulu se lancer dans quelque chose de plus grand, il appert que la L.A.F. lui servit d'inspiration, en termes d'organisation de stratégie de propagande et de structure d'action intellectuelle : elle fournissait un canevas à l'action intellectuelle nationale hégémonique. C'est du moins ce que la comparaison des fondements et des moyens d'action des deux Actions françaises, à la fois uniques en leur milieu intellectuel et comparables entre elles, permet de croire, étant donné la série de concepts structurants identiques et homonymes. Reste maintenant à le confirmer par les écrits et archives des principaux intéressés, ceux qui opérèrent la mue de la LDF en *Action française*.

⁴¹ P. Trépanier, « Le maurrassisme au Canada fr. », *Cahier des dix* no 53, 1999, p.216-217.

⁴² Corr. de Groulx, P1/A 222143, Lettres de 1940 d'André Laurendeau à L. Groulx, notamment note de mai 1940 où il écrit que V. Barbeau et G.-H. Lévesque sont enchantés par l'idée, et lettre du 9 août 1940, où il parle d'en faire un Institut d'Études sociales avec la SSJB.

Tableau 3.2
Structures comparées des deux « ligues d'action française »

Édition	A.F.	A.f.	Comparaison
Revue intellectuelle	<i>Action Française, Revue universelle, Revue critique</i>	<i>L'Action française</i>	comparable
Organe populaire	<i>Almanach, A.F. agricole</i>	<i>Almanach de la langue française</i>	semblable
Quotidien	1908-1944 ; relayé par quotidiens régionaux amis	<i>Amie du Devoir</i> : une extension	Jamais question de lancer un quotidien
Littérature	Maurras, Daudet	Groulx : <i>Appel de la race</i> ; théâtre plein air, Daveluy	comparable
Maison d'édition, collections	NLN et Librairie de l'A.F.	Librairie, Bibliothèque d'A.f.	semblable
Sciences sociales	Histoire : Bainville Sciences sociales : Valois, de Tarde Pensée politique : Maurras Philosophie : <i>Revue universelle</i> de Maritain et Massis	Histoire : Groulx Sciences sociales : Montpetit, Minville Pensée politique : Minville, Laurendeau Philosophie : Contributions de thomistes aux <i>Enquêtes</i>	Semblable importance Groulx plus hésitant en pensée politique Philosophie thomiste défendue
Enquêtes publiées	<i>Enquête sur la monarchie, Enquête d'Agathon</i>	<i>Enquête Notre avenir politique</i> , publiée en volume	comparable
Dictionnaire encyclopédique	Dictionnaire politique de Maurras 1932		Plus grande ambition de système chez Maurras
Enseignement supérieur	Institut d'A.F., Chaires. Professeurs	Conférences, Chaires, Professeurs ; <i>Institut d'Action nationale</i> velléitaire	Université de Montréal catholique
Moyens associatifs	Nombre de membres étendu	Nombre de membres restreint	Différence significative
Cercles locaux ou régionaux	Cercles régionaux, sociabilité, ligues	Cercles locaux : « cellules d'élite »	Différence
Associations étudiantes	« Étudiants d'A.F. » Ligue des Camelots du Roi, <i>L'Étudiant</i>	« Étudiants d'A.f. » Cercles : Université de Montréal ; des Canadiens à Paris	Différence importante, la violence est absente de l'A.f.
Mobilisation de masse annuelle : Fête d'un héros national	Fête de Jeanne d'Arc	Fête de Dollard ; bustes, monument, roses, cartes et calendriers	Semblable (L'A.f. salue aussi Jeanne d'Arc)

3.2.2 Homonymie : hasard ou inspiration ?

Humble d'allure, *mais au titre significatif*, cette revue croit répondre à l'un des plus pressants besoins de l'heure.⁴³ (n.s.)

- *L'A.f.*, 1917

Pourquoi *L'Action française* est-il un titre significatif ? Est-ce que le nouveau nom, qui succède à « Droits du français », reflète l'adoption d'une ambition nouvelle, comparable à celle que nous avons détaillée pour la L.A.F. ? Pour le confirmer, nous devons maintenant étudier les déclarations officielles des directeurs de l'A.f. quant à leur ambition et confirmer une similarité consciente avec le modèle de l'AF, nationaliste, traditionaliste et holiste. Il nous faut d'abord confirmer le sens du nom, son inspiration, ensuite que l'aspiration à un « gramscisme de droite » était conçue comme comparable à celle de la L.A.F., quoiqu'en fonction d'un traditionalisme spécifique.

Selon notre hypothèse, le nom est repris du mouvement maurassien à cause d'une ambition intellectuelle similaire. Les journaux doctrinaires existaient depuis le XIXe s., le modèle protéiforme d'organisation de propagande était familier aux catholiques, en revanche l'A.F. en est un des seuls exemples relevant d'intellectuels autonomes, le premier parmi les nationalistes, de surcroît traditionalistes. Sur ce point, le modèle de « gramscisme de droite » en faveur d'un nationalisme traditionaliste, nous avançons que l'A.F. servit d'inspiration pratique. Notre démarche doit confronter la ressemblance que nous venons d'établir avec les hypothèses qui diminuent l'importance de toute inspiration, mentionnées en historiographie. Celles-ci accordent peu d'importance au nouveau nom. Est-ce que ce nom de « Ligue d'Action française » ne représentait qu'une façon plus dynamique de dire « Ligue des droits du français » ? C'est-à-dire un mouvement axé sur la défense de la langue, sa promotion et de la culture française, dans sa variante canadienne-française, inspirée de l'appellation « action catholique » et rien d'autre. Dans ce cas, la référence à l'A.F. ne serait que fortuite, puisque les ambitions des deux Ligues n'auraient aucune commune

⁴³ J. Gauvreau, « Au public », *L'Action française*, janv. 1917, p.8.

mesure : pour l'une, une défense de cette culture en Amérique du Nord contre l'assimilation, pour l'autre, un programme pour transformer la société en fonction du « nationalisme intégral ». D'une part, les autres termes repris, « doctrine de nationalisme intégral » et « programme d'action nationale », avec la nouvelle dimension qu'ils impriment à la LDF, incitent à infirmer cette hypothèse. D'autre part, pourquoi imposer un nouveau nom ne faisant pas l'unanimité si l'action de la Ligue est encore celle des « droits du français » ?

Une telle acception du terme « action française » - une action en faveur de la langue et de la culture - est néanmoins en circulation à l'époque : O. Asselin en fait usage pour exiger que cette « action française » soit entièrement autonome du catholicisme, en bon héritier qu'il était d'une tradition de nationalisme rouge. Dans son cas, elle signifie action culturelle en faveur de la culture française, en défense et promotion de la langue française, de ses droits, de son usage, de sa vitalité, de la richesse culturelle française définie sans entraves⁴⁴. D'aucuns ont pu prétendre, limitant le sens du nom du mouvement à cela, que les ligueurs de Montréal ne s'intéressaient guère à l'existence de l'A.F., que l'association d'idées avec le mouvement français, n'effleura guère leur esprit⁴⁵, puisque les projets n'avaient rien de commun, ni de liens directs. Nous infirmons cette hypothèse de l'absence d'association d'idées à l'époque entre ces deux mouvements, citant la présentation de la revue dans *Le Devoir* (exergue au présent chapitre). Les dirigeants de l'A.f., prenant soin de s'en distinguer, savaient que leurs lecteurs feraient l'association entre les deux « mouvements d'idées », preuve de la célébrité du mouvement parisien dans leur milieu intellectuel. L'A.F., bien reçue, malgré certaines limites, de catholiques français, belges, suisses, ibériques, mexicains de l'*Accion nacional*, et au-delà⁴⁶, est connue non seulement en Europe

⁴⁴ O. Asselin, « Le devoir le plus urgent », (janv. 1915), in *Pensée française*, 1937, p. 97 : « Au contraire, la plus grande maladresse dont il [le clergé] soit capable, et pour la religion et pour le français, c'est de continuer à se mettre en travers de tout mouvement d'action française qu'il n'a pas conçu et qu'il ne dirige pas et qui ne s'affiche pas d'abord comme un mouvement catholique. »

⁴⁵ N. Gagnon, « Sur le présumé maurrassisme de Lionel Groulx », *Cahiers d'histoire du Québec*, no 8, aut. 1997, p.88.

⁴⁶ *Sources, Travaux historiques* : « L'Action française et ses amis étrangers. Le rayonnement et l'influence de l'Action Française dans le monde », no-53-54, 2000. E. Weber, *L'Action*

catholique et en Amérique latine, mais suivie par les milieux et les périodiques catholiques du Canada français⁴⁷. Elle est bien connue en 1915-1917, nous l'avons vu avec Trépanier. Ajoutons que c'est vrai en particulier des fondateurs de l'A.f. y compris au *Devoir*⁴⁸. Ainsi, *L'Enquête d'Agathon* est un ouvrage que Groulx reconnaît avoir lu avec passion, dont ses collègues et lui furent « touchés au plus profond de l'âme », et ce, avant la fondation de *L'Action française*⁴⁹. Distance réaffirmée pourtant lorsqu'ils adoptent le nom d'*Action canadienne-française* (1928) pour mieux se distinguer d'un mouvement condamné par Rome. Pas de fumée sans feu ? Changement que Groulx justifie rétrospectivement, à l'aide de l'exemple du nonce de Pie XI qui, confondant les deux, aurait pris *L'Action française* pour une publication rebelle. Groulx admet au passage que le nom *Action française* les avait inspirés⁵⁰.

L'inspiration française du nom étant admise par Groulx, reste à savoir si le nouveau nom affiche une intention de mouvement intellectuel volontairement comparable à l'homonyme ou s'il continue de refléter les intentions d'Archambault. Malgré cette familiarité, le choix du titre ne refléterait que la mode et une extension de la préoccupation linguistique à une préoccupation culturelle, pour laquelle l'inspiration française demeurerait superficielle. Ici nous retrouvons la thèse de Mann : les Ligueurs sont confortés par l'exemple de l'A.F. mais sans plus. La séduction d'un nom moderne n'impliquerait guère davantage. À qui revient la paternité du titre ? L'hypothèse du sens linguistique incite à avancer Archambault, croisé des droits du français, pour la trouvaille. Or il s'agit bien d'une initiative d'Héroux⁵¹ (qui avait déjà proposé que l'œuvre fût une

française, chap. 27 : « Les amis étrangers », p.526-547, où le Canada français est mentionné mais sans détailler, comme du reste pour l'Amérique latine. Cf. bibliographie.

⁴⁷ P. Trépanier, « Le maurrassisme au Canada fr. », *Cahier des Dix*, no 53, 1999, p.167-233.

⁴⁸ Les exemples sont nombreux au *Devoir*, dont p.ex. pour Héroux moult articles tel, en 1916, p.3 du 4 nov. 1916, pour H. Bourassa, une série d'éditoriaux tel « Le Salut de l'Europe », jeu. 7 sept. 1922, réflexion qui s'appuie sur des articles de Bainville, Valois et Maurras sans pour autant y révéler d'adhésion. Ces textes les situent parmi d'autres références françaises : à *La Croix*, *L'Univers*, Charles Péguy, Barrès, Gustave Lanson...

⁴⁹ Cf. Groulx, *Mes Mémoires*, t.4, p.240.

⁵⁰ *L'Action canadienne-française*, éditorial, janvier 1928 ; Groulx, *Mes Mémoires*, t.2, p.374.

⁵¹ Cf. S. Mann, *Action Française*, et P. Ryan, *Des intellectuels dans la cité*, 2002.

« ligue »). A travers l'automne 1916 où *Le Devoir* annonce la création d'une revue d'*Action française*, parmi les nombreux articles relatant la vie intellectuelle de France, catholique particulièrement, beaucoup reproduisent des textes de figures dominantes de l'AF. L'un de ces articles reprend, en page littéraire, un texte sur Paris subissant la guerre, signé Le Biffin : « où tout ceux qui sont familiers avec le mouvement reconnaîtront facilement M. Maurice Pujo. »⁵² Pujo était directeur de la Ligue française et rédacteur en chef de son quotidien. Héroux, rédacteur en chef du *Devoir* est donc « familier avec le mouvement ». En janvier 1917 Héroux donne une conférence au Gesù sur le thème des écrivains au front, où il passe en revue une série de penseurs français qu'il a entendus ou a rencontrés en France. Parmi le nombre se détachent, outre Marc Sangnier, Albert de Mun de l'Action libérale populaire et adversaires de l'AF, Bernard de Vesins « l'administrateur de l'Action Française et l'un des chefs du mouvement royaliste » et Georges Valois, « qui dirige aujourd'hui la Nouvelle librairie nationale. »⁵³ Héroux, fidèle lecteur de l'*Action Française* de Paris, proposa que la revue se nomme *L'Action française* et Groulx qu'elle devienne la Ligue d'Action française, ralliant les autres directeurs malgré l'opposition d'Archambault et de Gauvreau⁵⁴. Mann a retracé les querelles opposant d'un côté Archambault et Gauvreau et de l'autre, la majorité des ligueurs Perrault en tête qui, suivant Groulx et Héroux, optent pour la transformation en LDF puis en Ligue d'Action française de la Société des Droits du français⁵⁵. « Perrault était celui-là du groupe avec qui, sur tous nos problèmes, je me sentais le plus parfaitement en accord »⁵⁶, rappelle Groulx, confirmant l'isolement d'Archambault et de Gauvreau. Sans nouvelle ambition, pourquoi risquer un conflit interne, pour changer le nom du mouvement intellectuel lui-même ? N'était-ce pour refléter quelque chose de plus vaste, une action nationale holiste ?

⁵² *Le Devoir*, samedi 4 novembre 1916, « Notre page littéraire », p.3.

⁵³ *Le Devoir*, lundi 22 janv. 1917, p.1 : « Conférence de M. Omer Héroux ».

⁵⁴ Cf. Pascale Ryan, *op.cit.*, p. 68 et S. Mann Trofimenkoff, *op.cit.*, p. 30.

⁵⁵ S. Mann Trofimenkoff, *op.cit.*, p.27 sq.

⁵⁶ L. Groulx, *Mes Mémoires*, t.2, p.381.

Comme Groulx le précisa dans un éditorial et dans *Consignes de demain*⁵⁷, ce nom de Ligue d'Action française témoignait d'une nouvelle ambition : aborder la question nationale dans sa totalité – bien plus que la défense du français, une défense de valeurs traditionalistes et catholiques à l'aide d'un programme d'action nationale. Dans cet ouvrage collectif, la Ligue montréalaise précise ses origines, ses objectifs et sa doctrine. L'A.f. doit offrir non seulement un organe d'analyse intellectuelle des problèmes nationaux, mais une doctrine traditionaliste. Perrault présente l'A.f. comme « un mouvement qui n'a d'autre but [...] que de refaire à notre race son « intégrité catholique et française »⁵⁸. Le but de l'A.f. est de fournir à la nation un organe « qui éclaire et guide »⁵⁹ ses élites en accord avec « le sens national des ancêtres »⁶⁰. Groulx y énonce la doctrine, ce qui enthousiasme ses collaborateurs. « L'idéal d'ordre de l'Action française ne pourra que profiter de cette nouvelle expression »⁶¹ de la doctrine. Perrault y reconnaît que le changement de nom signifie un changement d'ambition. Le nouveau nom manifestait que le collectif réuni par la défense de la langue « élargissait le champ de ses efforts afin qu'ils servissent au maintien de chacune des notes caractéristiques de l'âme de notre race », espérant « préciser pour notre peuple les règles de sa vie intérieure, rectifier sa conscience nationale, faciliter son emprise sur la terre canadienne. »⁶² Le traditionalisme s'ajoute donc : « au service de la langue, de la culture et des traditions françaises du Canada. [...] on travaille dans la ligne des croyances catholiques et la tradition nationale »⁶³, répète Perrault. Ambition qui exigeait cette doctrine présentée ainsi par Groulx :

Notre doctrine, elle peut tenir tout entière en cette brève formule : reconstituer la plénitude de notre vie française. Nous voulons retrouver,

⁵⁷ L. Groulx, P. Homier, et A. Perrault, *Consignes de demain. Doctrines et origines de l'Action française*, Montréal, Action française, 1921 ; « Mot d'ordre » signé L'A.f., « Notre œuvre », *L'A.f.*, déc. 1921.

⁵⁸ A. Perrault, « Avant-propos », *Consignes de demain*, M., Bibliothèque de l'A. f., 1921, p.4.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ A. Perrault, « Notre avenir politique : Le sens national », *L'A. f.*, nov.1922, p.259 sq.

⁶¹ A. Perrault, « Avant-propos », *Consignes de demain*, p.6.

⁶² A. Perrault, « Avant-propos », *Consignes de demain*, p.2.

⁶³ A. Perrault, « Avant-propos », *Consignes de demain*, p.5.

ressaisir, dans son intégrité, le type ethnique qu'avait laissé ici la France et qu'avaient modelé cent cinquante ans d'histoire.⁶⁴

Groulx expose cette intention d'action nationale dès son premier article « Une action intellectuelle », dont le titre manifestait l'ambition : « Le nom de notre revue ne révèle-t-il pas à lui seul un état d'âme autant qu'un programme ? »⁶⁵ La différence avec l'action française d'Asselin est nette : la francité suit l'esthétique de Maurras, la culture française est définie en fonction du catholicisme et l'émancipation nationale, est encore plus le règne de certaines valeurs nationales traditionalistes que l'autodétermination. L'ambition qui anime Groulx est donc l'action nationale intellectuelle totale, holiste, dépassant ce qui se faisait à la Ligue nationaliste ou à la LDF, par la globalité de système. Groulx, amené à la LDF à travers le milieu du *Devoir*, enjoignit celle-ci de passer de l'action linguistique à l'action intellectuelle nationale. Ce ne fut pas sans occasionner quelques froissements avec son allié Archambault. Il lui reproche encore ses vues trop étroites de l'action intellectuelle en écrivant ses *Mémoires* plusieurs décennies plus tard⁶⁶. Groulx présente même l'héritage de la LDF comme un obstacle au déploiement de cette ambition intellectuelle :

Déjà je retrouve mon insistance à ramener le problème national à une conception synthétique. *L'Action française* porte quelque peu le faix ou le pli congénital de la Ligue qui l'a fondée et dont elle est devenue la tribune : la Ligue des Droits du français. Quelques-uns de ses directeurs, surtout [...] Archambault, [...] ont par trop tendance à réduire la question nationale à la défense du français [...]. Pour ma part, la pratique de l'Histoire [...] n'a pas tardé à me révéler l'ampleur et la complexité de toute vie de peuple [...] je ne cesserai plus d'insister [sur] l'urgence d'aborder nos problèmes en *une rigoureuse vue d'ensemble qui soit à la fois organique*⁶⁷. (n.s.)

Groulx assure dans ce passage que la LDF lui a demandé de présenter la première des séries d'enquêtes annuelles caractéristiques de la revue parce que la paternité de l'idée lui revient. Il a même suggéré le premier thème, « Nos forces nationales » : première étape de travail, qui allait permettre de dresser un bilan

⁶⁴ L. Groulx, « Notre doctrine », *Consignes de demain*, p.7.

⁶⁵ L. Groulx, « Une action intellectuelle », *L'Action française*, vol. I, no 2, févr. 1917, p.33.

⁶⁶ L. Groulx, « le Père Joseph-Papin Archambault, s.j. », *Mes Mémoires*, II, p.24-26.

⁶⁷ L. Groulx, *Mes Mémoires*, I, p.310-311 (n.s.).

préalable à l'élaboration d'une doctrine et d'un programme aboutis. Dans sa conférence « Pour l'Action française », Groulx réitère cette volonté de dépasser la défense de la langue, pour passer à l'action nationale : « l'*Action française* n'entend pourtant pas déployer de ce côté [l'action française au sens linguistique] ses meilleures énergies ». Il s'agit d'organiser la société : « le patriotisme organisateur »⁶⁸, un travail de direction intellectuelle de la nation, « avant tout »⁶⁹. « L'*Action française* se laisse-t-elle emporter par trop d'ambition ? », s'interroge même Groulx, car elle est bel et bien « gramscienne », à la distinction des autres mouvements nationalistes : « En 1840, nous ne songions qu'à l'action politique [...] Cette fois nous faisons effort pour songer à tout. »⁷⁰ L'ambition des ligueurs d'A.f. est d'animer une œuvre d'action intellectuelle qui dirige l'élite de la nation, pour régir la société en fonction de ce traditionalisme. Holisme réaffirmé à maintes reprises⁷¹. Achéons l'exhumation des ambitions holistes du nouveau mouvement exprimées par Groulx, inaugurant la première enquête :

Nos énergies nationales, nous les avons exaltées tour à tour ; [comptant] tantôt sur l'une, tantôt sur l'autre, comme s'il était du pouvoir d'une seule de suppléer toutes les autres.

Sans doute qu'il faut respecter la hiérarchie et que toutes les forces n'apportent point au salut commun une égale contribution [...] qui dit hiérarchie dit dépendance réciproque [...] La première puissance d'un peuple est faite de sa santé, [...] l'équilibre de toutes ses valeurs. Et voilà pourquoi il faut enfin, coûte que coûte, faire cesser l'éparpillement de nos efforts, [...] Plus que la bataille ardente et passagère, il nous faut apprendre à compter sur la bataille pacifique et patiente, celle où [...] nous allons entreprendre d'harmoniser notre vie profonde.⁷²

⁶⁸ L. Groulx, « Pour l'Action française » (1918), in *Dix ans d'Action française*, 1926, p. 56.

⁶⁹ L. Groulx, *loc.cit.*, p.62.

⁷⁰ L. Groulx, *loc.cit.*, p.70 et p.72.

⁷¹ Cf. Groulx, « Une action intellectuelle », *L'A.f.*, févr. 1917, p.35, « Notre doctrine », *L'A.f.*, janv. 1921, p.28 et Charles Dollard (pseud.), « Nécessité d'une élite », *L'A.f.*, juil. 1921 ; P. Ceslas Forest, « Notre avenir politique – La préparation intellectuelle », *L'A.f.*, sept. 1922, p.133, qui renvoie à un article d'E. Montpetit de 1917 ; A. Perrault, « Notre avenir politique – Le sens national », *L'A.f.*, nov.1922, p.272 ; *L'A.f.*, « La doctrine de l'Action française – Les modes d'action nationale », déc.1927, p.352-353.

⁷² L. Groulx, « Notre enquête – Nos forces nationales – présentation », *L'Action française*, déc. 1917, cité dans *MM*, I, p.311.

Le nouveau nom est non seulement d'inspiration française, il témoigne d'une ambition holiste, de surcroît de nationalisme traditionaliste, comparable en cela au nationalisme intégral de Maurras. Groulx paraît confirmer que le nouveau nom manifeste cette ambition : « S'ils m'ont confié la direction de l'œuvre [...] c'est pour la [...] méthode de doctrinaire [...] étayer l'action sur une doctrine. » L'ancien nom LDF désignait une finalité : « Il fallait élargir ces fins » et « ce n'est point par pure coïncidence » que le nom est changé par lettres patentes le 12 avril 1921 : l'orientation dépasse la langue pour s'intéresser à la « vie d'un peuple ». La doctrine et le programme permettront de déployer « la multiplicité des initiatives et des moyens de propagande⁷³ ». Groulx évoque bien un « mouvement de dimension nationale⁷⁴ » au-delà de la revue. La finalité et le déploiement de l'A.f. est fort comparable au « gramscisme de droite » de l'AF : il s'agit de restaurer un ordre, (chacun étant spécifique), fondé sur une « tradition », par une organisation très similaire. Pour Groulx, le changement des mentalités est la fin en soi de l'action à long terme, puisqu'il suffira à fortifier la nation. Même si Groulx ne lui assigne pas d'obsession de régime comme Maurras ni n'emboîte le pas du « Politique d'abord », est-ce que le parallèle avec le modèle français est conscient ? Est-ce que la technique de la L.A.F. pour opérer pareil changement de mentalités en faveur du traditionalisme a été une inspiration ? Groulx assène le magistère de l'histoire dans un sens organiciste :

Par l'histoire nous éprouverons, [...] *comme dirait Charles Maurras*, que « nul être vivant, nulle réalité précise ne vaut l'activité et le pouvoir latent de la volonté collective de nos ancêtres »; et ce sont leurs impulsions, leurs directions impérieuses qui nous pousseront vers l'avenir. Par l'histoire nous apprendrons les aptitudes de notre peuple; elle nous dira, selon le respect de quelles lois, de quelles exigences de sa nature intime, il faut aujourd'hui le gouverner, l'initier aux progrès nouveaux⁷⁵.(n.s.)

La proximité avec le traditionalisme de Maurras est donc consciente. Comme Maurras, référence explicite, qui lui-même utilisait la référence à Auguste Comte pour tirer de l'histoire un déterminisme sociologique qui donnât une loi naturelle à

⁷³ L. Groulx, « Comment suis-je devenu directeur de *L'Action française* ? », *MM*, II, p.14.

⁷⁴ L. Groulx, *Mes Mémoires*, II, p.40.

⁷⁵ L. Groulx, « Notre doctrine », *L'A.f.*, janv. 1921, p.28-29, n.s.

l'organisation de la nation, Groulx tire de l'histoire une loi traditionaliste qui dicte les conditions de la vie nationale. « Il faudra nous souvenir que l'alliance de la pensée et de la foi est devenue chez nous un impératif catégorique de la tradition »⁷⁶. L'A.f. rejoint l'AF dans ses ambitions d'ordonner la société en fonction d'une « nature », essence tirée d'une lecture de l'histoire nationale. Citons encore la doctrine de l'A.f. rédigée par Groulx, rencontrant cette fois des accents barrésiens autant que maurrassiens :

Pour notre élite, nous demandons la culture romaine et la culture française. [...] Notre élite sera d'ailleurs sauvée du déracinement, comme tout notre peuple, si elle mêle à ces sources de vie, pour s'y abreuver, les sources qui nous sont plus proches, qui emportent avec elles la substance de notre passé et de nos traditions. Jamais le magistère de l'histoire ne devra se taire au milieu de nous.⁷⁷

Dans des paroles très proches de celles que Maurras employait dans *L'Enquête sur la Monarchie*, Groulx explique aussi dans *Consignes* que leur stratégie « gramscienne » vise le très long terme : « Nous ne nous flattons point d'espérances chimériques. Il faut plus longtemps qu'une vie humaine pour faire triompher une doctrine, pour mettre d'accord les hommes d'une même patrie, sur quelques points fondamentaux. »⁷⁸ De même, l'ambition hégémonique est clairement exprimée dès le premier article de Groulx, espérant guider « tous les travailleurs intellectuels de mettre au service de l'avenir, avec la conscience et la force d'une pensée commune, une solidarité d'efforts. »⁷⁹ Le parallèle avec la démarche maurrassienne est probant et même explicite lorsque Groulx présente sa doctrine. L'homonymie n'est donc pas le fait du hasard, mais inspirée du mouvement d'AF : Héroux et Groulx veulent édifier un mouvement semblable, pour eux aussi promouvoir une idéologie traditionaliste. C'est la singularité des deux Actions françaises que de déployer une telle structure protéiforme en faveur d'un nationalisme traditionaliste. Leur nationalisme traditionaliste n'a pas besoin

⁷⁶ L. Groulx, « Une action intellectuelle », *L'A.f.*, févr. 1917, in *Dix ans*, 1926, p. 33 : plusieurs écrivains français ne sont « pas de chez nous », depuis Rabelais.

⁷⁷ L. Groulx, « Notre doctrine », *L'A.f.*, janv. 1921, p. 28.

⁷⁸ L. Groulx, *Consignes de demain*, p. 15.

⁷⁹ L. Groulx, « Une action intellectuelle », *L'A.f.*, févr. 1917, p. 43.

d'être identique pour que la stratégie efficace de l'AF ait intéressé les ligueurs montréalais cultivant une semblable ambition de propagande traditionaliste.

3.2.3 L'Étude du modèle par Héroux et Groulx

Mais il y a plus pour confirmer l'inspiration pratique. Retraçons, dans cette division, la démarche qui mena à la création d'un mouvement d'A.f., répondant à des ambitions « gramsciennes » par une « doctrine de nationalisme intégral » et un « programme d'action nationale ». Outre cette homonymie plus profonde et la similarité des structures, peut-on démontrer que le noyau fondateur de l'A.f., Héroux et Groulx, tira de l'exemple de l'AF un canevas pour structurer l'œuvre nouvelle ? Notre hypothèse, l'inspiration pratique d'un modèle de mouvement intellectuel, doit être confirmée dans les archives des fondateurs. Il faut établir que les identités de nom et de structure s'accompagnent d'une étude de cas, d'un intérêt sérieux, préalables. Ne tombons pas dans le piège de croire que sans attache directe, sans adhésion à la manière de disciples du maurrassisme, aucune inspiration ne pouvait être significative. Que l'exemple du mouvement AF ait pu inspirer des traditionalistes cherchant à fonder une entreprise, en tant de points semblable, et tout aussi originale dans ses proportions, quand elle investit le champ intellectuel de la propagande idéologique par les mêmes angles, serait plus que probable s'il était démontré qu'ils l'avaient étudié bien avant de lancer leur propre vaisseau. Entendons en tant qu'organisation, au-delà d'être au fait de la renommée du mouvement et de ses grands auteurs ? Nous avons déjà vu Groulx s'y référer indirectement au Congrès de la langue française, dans son premier article à la revue (toujours en esthétique) puis directement quand il pose les jalons doctrinaux de l'A.f.⁸⁰

L'exemple de cette action intellectuelle et nationale totale ne vient pas des mouvements intellectuels nationalistes en place lorsque Groulx développe ces vues, la Ligue nationaliste, la LDF ou encore *Le Devoir*. Pour Bourassa l'action

⁸⁰ « Les traditions des lettres françaises », « Une action intellectuelle » et « Notre doctrine ».

consiste à ramener la politique dans le respect d'une morale et l'aiguillonner en fonction de l'intérêt national, notamment de développement économique et culturel. « L'enquête annuelle », explique Groulx, « ce devait être, pendant toute la vie de la *revue*, la pièce de résistance, le clou à enfoncer dans le cerveau de l'élite.⁸¹ » C'est l'ambition qu'il exposa dans *Le Devoir* en réclamant une revue intellectuelle. C'est aussi la démarche de redressement national construite par Maurras. Groulx présente ce holisme comme découlant simplement de l'étude des sciences sociales, de l'Histoire, présentation qui sied au personnage qu'il incarne⁸². Néanmoins sa doctrine se réfère directement à Maurras dans sa première expression formelle, nous l'avons vu. Elle s'y réfère surtout implicitement, dans le nouveau nom et en tant que démarche de «nationalisme intégral». Le parallèle est assez net pour des intellectuels catholiques québécois. N'acceptons pas sans examen la version ultérieure de Groulx : « [l'A.f.] n'a rien de commun avec l'œuvre et le journal de Charles Maurras en France. Elle n'en emprunte que le nom. »⁸³ Voyons s'il s'est attardé au préalable, avant d'énoncer sa doctrine, à analyser la démarche de Maurras.

Voici ce que Héroux écrit à Groulx, fin 1908 : « Je suis tombé en plein milieu d'*Action française*. C'est très intéressant. » C'est alors qu'il rencontre l'A.F. pour la première fois en personne, en 1908, juste avant que Groulx ne lui emboîte le pas durant le même hiver, en 1909⁸⁴. Groulx admet s'être penché avec grand intérêt sur deux organisations en France au point d'assister à leurs congrès, l'Action catholique et l'A.F. Nous avons vu avec l'ACJF que Groulx présentait la France catholique : « ses mouvements de jeunesse ont grandement inspiré les nôtres.⁸⁵ » Groulx se remémore sa rencontre avec l'AF :

⁸¹ L. Groulx, *Mes Mémoires*, I, p.311.

⁸² M.-P. Luneau, *Le mythe du berger*, M., Leméac, 2003.

⁸³ L. Groulx, *Mes Mémoires*, I, p.306.

⁸⁴ CRLG, P1/A, 1758-1759 : Lettre d'O. Héroux à L. Groulx, Paris, 10 rue Cassette, le 1^{er} décembre [1908] : « Partout il y a bonne volonté. Le tout est de se connaître (...) Je continue à courir les réunions publiques et à faire des connaissances. Je suis tombé en plein milieu d'Action française. C'est fort intéressant. Demain (...) je vais chez de Mun. »

⁸⁵ Cf. 2.2.1, citation en exergue.

Grand rassemblement de l'Action Française à la salle Wagram. En ces années 1909, le mouvement néo-royaliste connaît son plein essor. Il gagne activement les milieux de jeunesse et s'acquiert, dans monde intellectuel, de retentissantes conquêtes. Encore cette fois [comme pour l'ACJF] mes amis [...] et moi-même, nous décidons de ne pas manquer l'aubaine.

Au rassemblement de l'AF il est frappé par l'éloquence de Léon Daudet, le « plus fougueux tribun que j'aurai entendu dans ma vie. » Groulx trouva d'ailleurs, lors de son séjour suivant à Paris en 1921-1922, que Léon Daudet avait vieilli, « le monstre n'y était plus », écrit-il, et « l'enchantement » n'opérait plus. Héroux et Groulx s'étaient clairement exprimé leur communauté de vue traditionaliste au moment de la mort de Tardivel (1905) qu'ils admiraient, « une tradition qu'il a presque créée et qui restera », qui doit inspirer la jeunesse⁸⁶. Le nationalisme catholique est aussi celui de l'ACJC depuis 1904, ce qui inscrit pour Héroux et Groulx, deux pôles d'intérêt en France, A.C. et AF, qui ne concordent point tout à fait. Lorsque ces deux jeunes intellectuels, liés par une affinité de nationalisme traditionaliste se trouvèrent à Paris, en 1908-1909, ils assistèrent chacun leur tour avec grand intérêt à un congrès d'AF. Assister aux congrès de l'ACJF et de l'AF n'est pas fortuit pour Groulx, quand les mouvements français peuvent inspirer ceux du Canada français et qu'en l'occurrence ce sont les mouvements qui incarnent les deux pôles de son engagement, catholique et national. Preuve que la visite de l'AF fut studieuse, Héroux écrit à Groulx : « l'important dans tout ceci est que cela permet d'emmagasiner des impressions qui seront peut-être utiles plus tard. »⁸⁷ Et que s'est-il passé « plus tard » ? Les deux hommes se sont retrouvés impliqués de très près dans la mutation du secrétariat montréalais des Droits du français en Ligue dotée d'une revue puis en Ligue d'Action française articulée de façon semblable à son homonyme sur une doctrine et un programme eux aussi homonymes.

Approfondissons l'examen de l'usage que fit Groulx de *Quand les Français ne s'aimaient pas* juste avant le lancement de la revue *L'Action française*. On se

⁸⁶ CRLG, P1/A, 1758 : Lettre de L. Groulx à O. Héroux, 25 avr. 1905.

⁸⁷ Lettre d'O. Héroux à L. Groulx, Paris, 1er déc. 1908 ; Groulx assista à un rassemblement d'A.F. peu après, en 1909 : *Mes Mémoires*, I, p. 165-166.

souviendra que *Le Devoir* avait un « programme d'action », qui indiquait au public l'orientation qu'adopterait le journal. « Programme d'action nationale », l'expression renvoie cette fois à une stratégie plus large, celle de la « ligue d'intellectuels ». Elle est donc capitale pour comprendre l'ambition exprimée par Groulx à la barre de l'A.f., et Groulx l'a puisée de Maurras dans *Quand les Français ne s'aimaient pas*, que Groulx qualifie de « chef d'œuvre⁸⁸ ». Nous l'avons vu, Maurras y résume l'articulation de son modèle de mouvement intellectuel. L'édition que Groulx possède et annote de cet ouvrage date de 1916. Donc, à son arrivée à Montréal, au Mile-End, Groulx rejoint et anime un groupe qui prépare une mutation dans l'engagement nationaliste, inspirée de l'exemple de la L.A.F. qu'ils ont suivie avec intérêt. Groulx, dans sa première conférence d'A.f. exprime le souhait d'écrire un équivalent canadien-français au « chef d'œuvre » de Maurras. Faudrait-il penser que le barrésien *Appel de la race* – nouveau *Colette Baudoche* – servait cet objectif ? Citons⁸⁹ Simard, dans la revue de 1922, un vétéran de la résistance canadienne-française en Ontario, liée au milieu du Presbytère du Mile-End : si le talent de Groulx n'égale pas celui de Mistral [un maître pour le Félibre Maurras] pour dépeindre les passions amoureuses, écrit-il, « où Aloné de Lettres excelle, c'est quand il raconte ses idées. Car son livre contient une doctrine, tranchons le mot : le nationalisme intégral.⁹⁰ » On peut donc croire que oui, ce roman remplit en partie cet objectif d'émulation. Simard emploie le nom connu de la doctrine de Maurras, terme de son invention, formule maurrassienne par excellence, qui lui est bien sûr identifiée à cette époque y compris pour le lectorat de la revue montréalaise et ses directeurs. La revue, la ligue, le programme, la doctrine tirent toutes leur nom de l'AF, source de concepts stratégiques d'action intellectuelle – une inspiration directe. La volonté d'ériger une entreprise inspirée du mouvement intellectuel maurrassien, apportant à son tour une doctrine de nationalisme intégral, est explicite aux yeux des

⁸⁸ C. Maurras, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, chronique d'une renaissance 1895-1905, 2^e éd., NLN, 1916 : exemplaire annoté du CRLG, Montréal.

⁸⁹ À la suite de Bruno Lafleur, « Introduction », Groulx (Aloné de Lestres), *L'Appel de la race*, (1922), M., Nénuphar, 1956, p.30.

⁹⁰ G. Simard, « Au pays de l'Ontario : Un épaulement moral », *L'A.f.*, oct.1922, p.214.

contemporains et des collègues de Groulx qui comprennent l'inspiration de l'AF : Groulx établit un nationalisme intégral propre au Canada français.

L'inspiration est donc structurante. Elle aide le mouvement montréalais à prendre une forme déterminée, selon un « programme d'action nationale ». Cette expression est répétée par Groulx, dans sa première conférence d'A.f., qui explique la création toute récente d'une revue d'Action française puis dans la brochure qui explique les origines de la Ligue d'Action française. Pour cette, conférence prononcée au Théâtre Russell d'Ottawa, dont le thème, « l'éducation au patriotisme par l'histoire⁹¹ » est repris aussitôt à Trois-Rivières, Groulx avoue même dans ses *Mémoires* avoir été inspiré par le tribun maurassien vedette, Léon Daudet, qui sentait se lever un élan national sur la France qui devait donner en ce temps confiance à l'abbé historien que la restauration de la « vraie » France n'était pas un vain espoir⁹². Groulx ne perdit pas le souhait d'écrire un équivalent au « chef d'œuvre » de Maurras : « la doctrine de l'esprit de parti prenant pas sur l'esprit de race, nous gagnant peu à peu aux théories de la race dominante [...] Si bien qu'un jour ou l'autre, il faudra écrire un livre qui porte ce titre : « Quand les Canadiens ne s'aimaient pas. »⁹³

Programme d'action nationale, l'expression est reprise dans l'ouvrage collectif *Consignes*, alors que Groulx revient avec ses collègues sur les origines de l'A.f. pour résumer la doctrine qui l'anime, élément qui constitue son originalité au Québec⁹⁴. La Ligue nationaliste avait publié un programme politique ; la ligue d'A.f. aura une doctrine de nationalisme intégral qui détermine une œuvre protéiforme de propagande idéologique, sa conception d'action nationale : la

⁹¹ « L'Éducation au patriotisme par l'histoire », Théâtre Russell, octobre 1916, mentionnée dans *Le Droit*, 16 octobre 1916 qui met l'accent sur l'Éducation au patriotisme au foyer par les Mères, et dans *Le Devoir*, « La quête du charbon », 16 octobre 1916 et dans *Mes Mémoires*, I, p.321-325. La volonté d'un programme d'action nationale, exprimée dans sa conférence « Pour l'Action française », est rappelée dans la revue *L'Action française*, 1919, p. 35 par Héroux, et par Groulx dans *MM*, I, p.329-330.

⁹² L. Groulx, *Mes Mémoires*, I, p.325.

⁹³ L. Groulx, « L'histoire de la vie nationale », conférence prononcée le 25 nov. 1925, in *Dix ans d'Action française*, p. 255.

⁹⁴ Cf. Y. Lamonde, *Histoire sociale des idées*, II.

politique est délaissée pour le politique. Non seulement la démarche de Groulx, nous l'avons vu, mise-t-elle, comme Maurras et en se référant à lui, sur le magistère de l'histoire pour orienter ce programme, mais le concept même émanait de Maurras. Résumons la démarche de Groulx : l'histoire restituée dans sa plénitude, l'être fondamental de la nationalité, type « qu'il faut chercher et que nous avons besoin de retrouver ». « Un programme d'action nationale ne saurait oublier le point d'appui nécessaire, le type humain qui est en cause. »⁹⁵ L'histoire définit le programme particulier de la nation canadienne-française : « les yeux fixés sur un idéal de peuple catholique et latin, de n'avoir plus que cette volonté : être absolument, opiniâtrement nous-mêmes, le type de race créé par l'histoire et voulu par Dieu. »⁹⁶ Cette démarche s'appuie sur la lecture de Maurras : « le bon citoyen cherche *dans son histoire les conditions premières et fondamentales de cette action* » à adapter aux circonstances actuelles « *cela va sans dire* » comme Groulx lui-même le souligne dans son exemplaire annoté de *Quand les Français ne s'aimaient pas*⁹⁷.

Si Héroux incite à adopter le nom « Ligue d'Action française » et Groulx incite cette ligue à s'établir sur une « doctrine de nationalisme intégral » et un « programme d'action nationale » à la suite de la lecture de *Quand les Français ne s'aimaient pas*, cela ne tient pas qu'à leurs lectures. Héroux et Groulx se sont directement penchés sur l'exemple AF, et il a inspiré le nom et l'articulation pratique de leur propre mouvement. Ce « patriotisme organisateur » qu'ils veulent reproduire, organise la diffusion de l'idéologie déjà défendue par Tardivel et leur milieu, de façon inédite, allant plus loin encore que la Ligue nationaliste avec son programme et ses enquêtes journalistiques, en plus de ramener l'action intellectuelle nationaliste dans le sillon traditionaliste. L'exemple de l'A.F. est utile et utilisé comme canevas d'une telle entreprise.

⁹⁵ L. Groulx, *Consignes de demain*, 1921, p. 11.

⁹⁶ L. Groulx, *Consignes de demain*, 1921, p. 12.

⁹⁷ C. Maurras, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, p. 336 de l'exemplaire annoté par Groulx, CRLG, une marque noire renvoie à ces passages comme des références.

3.2.4 Distances avec le maurrassisme

Les meneurs de la mutation de la LDF en A.f. avaient donc puisé chez l'AF des noms et des concepts, un modèle de mouvement intellectuel singulier, une stratégie d'hégémonie du nationalisme traditionaliste. Pourtant ils pouvaient aussi exprimer une distance entre leur nationalisme traditionaliste et celui de Maurras. Gauvreau déclarait en 1916 dans *Le Devoir* qu'aucune attache ne liait les deux *Action française*, outre le nom : l'A.f. n'est pas « d'obédience maurrassienne »⁹⁸. Dans sa lettre de 1927 à Jean Bruchési⁹⁹ – membre du Cercle des étudiants à Paris où il est partisan de l'A.F. et naguère président des Étudiants d'A.f. – Groulx explique les causes de la popularité de ce quotidien auprès de nombreux Canadiens français, notamment le groupe d'étudiants à Paris¹⁰⁰. Cette lettre est souvent citée puisque Groulx y prend ses distances avec Maurras dont la pensée souffre d'un « grand trou par le haut ». En ajoutant cette citation aux prises de distances explicites, officielles, de 1916 et 1917 vues ci-dessus, nous pourrions en rester à la fausse opposition entre la reprise du nom et la distance entre les deux traditionalismes qui fit conclure à une homonymie superficielle. C'est la dernière objection que soulève notre démonstration. Il ne s'agit pas selon nous d'une adhésion au maurrassisme mais de l'inspiration d'une formule d'action intellectuelle, de propagande en faveur d'un nationalisme traditionaliste, distinct, spécifique. Le contenu de ce dernier peut tout à fait être particulier, adapté, original. De fait, l'A.f. est un mouvement animé par le groulxisme et non pas le maurrassisme. Reste à expliquer ce malaise devant une possible association entre les deux Actions françaises, malgré la reprise de plusieurs termes et concepts, et l'admiration exprimée par Héroux et Groulx devant le mouvement et ses œuvres, de 1908 à 1916 du moins, comme nous l'avons fait ressortir.

⁹⁸ Expression de Loubet del Bayle, *Les non-conformistes*, et J.F. Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*.

⁹⁹ Lettre de L. Groulx à J. Bruchési, Saint-Donat, 20 août 1927, reprod. in *Cahiers d'histoire du Québec au XXe s.*, no 8, aut. 1997, p.92.

¹⁰⁰ *Les Cahiers d'histoire du Québec au XXe s.*, no 8, p.92.

Héroux demeura quand même un fidèle lecteur de l'*Action Française* de Paris après la Condamnation¹⁰¹. Le nom et la Ligue, donc, inspirèrent l'*aficionado* Héroux. Mais le doctrinaire, Groulx, conserva-t-il une plus grande distance face à cette fréquentation ? C'est durant sa première année comme directeur officiel de la revue que la Ligue devient « Ligue d'Action française » en mai 1921, et publie sa doctrine. Cela relativise la distance de Groulx : une forme d'émulation pratique pouvait cependant s'accompagner d'une originalité dans le contenu de son propre traditionalisme. D'ailleurs nous avons touché de l'écart mêlé à la parenté entre les ultramontanismes de France et du Québec : cela ne ferait que s'inscrire dans une continuité bien établie, où l'influence de la pensée ultra française alimente une pensée autonome et spécifique. Nous émettons l'hypothèse d'une autre raison : une prudence présente dès les débuts de l'A.f. pour des raisons ecclésiastiques et nationales. Elle semble se confirmer par les expressions que Groulx ajoute à la fin de cet exposé de doctrine, visiblement pour rassurer de son orthodoxie, soit ses collègues comme Archambault et Gauvreau, soit ses supérieurs : « Conserver à Dieu un peuple qui glorifie et respecte l'ordre souverain, qui, dans l'apostasie trop générale des nations, continue de professer la vérité unique et de rendre hommage à Notre-Seigneur Jésus-Christ, nous paraît une France qui l'emporte sur le rêve d'une grandeur politique et matérielle. Et voilà comment nous ne nous arrêtons pas à cette entreprise de reconstruction française comme à une fin. » Fin qui est catholique : « une nation n'a même de raison d'être que dans le respect et la glorification de cet ordre [divin]. »¹⁰² Le nouvel évêque de Groulx, Mgr Bruchési, plus favorable que Mgr Émard de Valleyfield, est néanmoins méfiant envers le milieu de l'abbé Perrier : la tolérance épiscopale aura des limites même à Montréal¹⁰³. Son successeur, Mgr Gauthier, n'empêchera pas Groulx de poursuivre son œuvre profane à l'A.f. mais lui demandera de retirer son nom de la couverture (1928). La prudence était sans doute de mise même avant la Condamnation.

¹⁰¹ L. Groulx, *Mes Mémoires*, I, p.163 ; II, p.220.

¹⁰² L. Groulx, « Notre doctrine », *Consignes de demain*, p.14.

¹⁰³ L. Groulx, *Mes Mémoires*, II, p.330.

Nous venons en effet de confirmer qu'ils connaissaient le mouvement au point de s'en inspirer mais songeaient dès l'origine à s'en démarquer. Nous comprenons aisément pourquoi ils le faisaient en 1928, suite à la Condamnation, mais pourquoi y tenaient-ils tellement dès l'origine ? Émettons l'hypothèse de deux bonnes raisons de garder une distance idéologique : une raison nationaliste et une raison religieuse. Raison nationaliste, parce que le nationalisme en question, traditionaliste, adopte selon l'air du temps, le mythe d'une personnalité organique particulière à cultiver. Le nationalisme de Groulx défend une francité et une catholicité enracinées dans une histoire autonome qui implique bien des distances malgré la parenté. Raison catholique, parce que le nationalisme canadien-français, dans un Dominion britannique, n'est pas accepté par tous les supérieurs de Groulx – à l'Université, dans les évêchés (nous l'avons mentionné pour Valleyfield) ni non plus celui de l'agnostique Maurras. Maurras n'est pas en odeur de sainteté ni d'orthodoxie, malgré tous ses partisans catholiques. En outre, le patriotisme, insuffisamment canadien ou britannique, c'est-à-dire ferment de désordre et potentiellement de rébellion, ne sied pas toujours aux autorités ecclésiastiques. La référence trop forte à un agnostique ne fortifierait pas la position de Groulx devant certains publics déjà prévenus contre le ferment que représente le nationalisme canadien-français. Parmi les nombreux exemples, outre les efforts de l'université de Montréal pour censurer son professeur, retenons une lettre de Groulx à son collègue Archambault : ils se sont ratés, selon Groulx, qui taquine son vieil ami, parce que les pères du Saint-Sacrement ont peur de lui. Ils n'ont pas indiqué sa demeure au père Archambault car ils ont « une telle peur de l'ancien nationaliste d'Action française¹⁰⁴ » !

Nous avons cité les explications de Groulx dans sa lettre à J. Bruchési, elles relèvent le caractère trop peu orthodoxe du Provençal. Mais elles sont écrites après la Condamnation, il nous faudrait la confirmer pour la période antérieure à la Condamnation. Les allusions à Maurras sont non seulement rares, en ces années

¹⁰⁴ CRLG, Corr. de Groulx, P1/A, 76 et 77: Lettre de L. Groulx à J.-P. Archambault, Saint-Donat de Montcalm, 31 juillet 1931.

de démarrage (1916-1920), elles sont discrètes. Dans *Le Devoir*, elles apparaissent parfois sous la signature d'un certain X¹⁰⁵. En scrutant la correspondance de Groulx avec ses collaborateurs pour y trouver des références maurrassiennes durant sa direction de *L'Action française*, nous avons pu confirmer cette hypothèse du Maurras qui dérange. Nous avons retrouvé la preuve que Groulx, directeur attitré, pouvait demander expressément à ses collaborateurs d'atténuer un éloge de Maurras : c'est la demande que Groulx fait à Henri d'Arles pour admettre la publication d'un article¹⁰⁶. Abbé d'Arles qui exprimera en 1926 à l'abbé Groulx sa vive désapprobation et sa grande déception devant la Condamnation de 1926 : « *Digitus in oculo* »¹⁰⁷, lui écrit-il. Collaborateur régulier, d'Arles était un partisan des maurrassiens et son intérêt se retrouve parfois dans la revue, cependant cette franche partisanerie ne s'exprime jamais aussi clairement dans les pages officielles et publiques de *L'A.f.* que dans la correspondance : la discrétion demeure de mise. Les explications de Groulx en 1927 peuvent donc être utilisées pour éclairer l'attitude préalable à la Condamnation : Maurras n'a pas si bonne presse dans certains milieux catholiques du Canada français ! Une partie de son œuvre avait été mise à l'Index dès 1914¹⁰⁸. Groulx a tout de même abandonné la direction de la revue au moment d'obtenir une permanence salariée de l'université¹⁰⁹, ce qui semblait être le résultat d'un compromis avec la hiérarchie ecclésiastique qui n'appréciait pas cet engagement de nationalisme intégral, non plus que le conseil d'administration n'appréciait qu'on développe les hypothèses d'indépendance.

Voilà qui expliquerait des raisons de prudence. Mais fondamentalement, le catholicisme entraîne nécessairement Groulx à apprécier à la fois l'action de la

¹⁰⁵ X , « Noire page littéraire », *Le Devoir*, samedi 11 nov. 1916, p.3 : hommages de Léon Daudet à Henri Vaugois, (fondateur du Comité d'Action française).

¹⁰⁶ Lettre de H. d'Arles à L. Groulx, 16 mars 1925, CRLG, Corr. de Groulx. (P1/A,85-86) : « J'ai apporté une atténuation au passage sur Maurras. De la sorte, les « favoris » de M. le chanoine Dussoleau [?] ne s'émuevront pas trop. » Cf. H. d'Arles, « La Mégère inapprivoisée », *L'A. f.*, mars 1925, p.154-163 ; voir p.157 sa défense de Maurras contre l'écrivain qu'il critique.

¹⁰⁷ « Le doigt dans l'œil » : Lettre de H. d'Arles à L. Groulx, Manchester (N.H.), 25 sept. 1926, CRLG, Corr. de Groulx (P1/A,85 et 86).

¹⁰⁸ J. Prévotat, *Les catholiques et l'Action Française*.

¹⁰⁹ L. Groulx, *Mes Mémoires*, III, p.12-15.

L.A.F. et à se sentir distant de la pensée agnostique de Maurras. Groulx s'inspire du programme d'action nationale de Maurras pour lancer son propre programme de « patriotisme organisateur ». Comme le schéma s'applique dans son cas à une société catholique, à placer sous tutelle de l'Église, ce contenu religieux démarque son propre traditionalisme de Maurras même s'il s'en inspire méthodiquement. Distance naturelle, de surcroît, nécessaire sur le plan nationaliste, car c'est un partisan régionaliste de la culture française canadienne, qui veut enraciner une tradition bien distincte au sein de la grande famille française. Groulx est presque fier d'indiquer que contrairement à tant de Canadiens français souffrant alors du développement embryonnaire de la culture au Canada, il n'a jamais préféré la France à son pays : selon lui, la blessure de l'anticléricalisme français ressentie avec acuité dès son premier séjour, l'en avait sans doute préservé¹¹⁰. Groulx invoque la diversité de la création pour prôner le développement d'un génie national propre¹¹¹.

À n'en point douter, cette volonté est une constante de sa carrière intellectuelle, même si le portrait qu'il brosse de son premier retour d'Europe force un peu la note, sûrement pour mieux se démarquer des fréquents « retours d'Europe » nostalgiques. Voici en effet sa description de l'embarquement sur le navire qui le ramène au Québec : « Par je ne sais quel phénomène psychologique, tout ce qui est [...] vieux monde m'a quitté. Tout ce lest est tombé à la mer. Je redeviens subitement l'homme d'un jeune monde.¹¹² » S'inspirer de la stratégie de la L.A.F. pour le traditionalisme du Québec implique de toute façon, de reprendre une méthode et non les traditions d'un autre peuple, pour demeurer cohérent avec le nationalisme traditionaliste. Les deux sont possibles à la fois : s'inspirer du travail organisateur de Maurras sans accepter tel quel le contenu de sa doctrine. Il n'y a pas là de contradiction puisque l'A.f. s'inspire d'une organisation de propagande idéologique, séduisante, sympathique, exemplaire sur le plan tactique, sans avoir à diffuser un traditionalisme identique. Du reste, nombre d'intellectuels

¹¹⁰ L. Groulx, « Scènes de France », *Mes Mémoires*, I, p.167.

¹¹¹ L. Groulx, « Pour l'Action française », *Dix ans d'Action française*, p.66.

¹¹² L. Groulx, « Séjour en Angleterre », *Mes Mémoires*, I, p.168-169.

catholiques de France, malgré des réserves, s'empressent d'accepter un allié stratégique dans le combat idéologique contre la « modernité », sans accepter en bloc toute son idéologie. Pensons à Massis et Maritain qui fondent *La Revue universelle* à la même époque. Devant l'antisémitisme virulent, obsessionnel de Maurras, par exemple, comment ne pas s'étonner de la tolérance relative de Maritain pendant la période d'après-guerre, alors qu'il avait épousé une femme d'origine juive ?

Voilà pourquoi la présentation que donne Groulx de l'AF dans ses *Mémoires* pourrait de prime abord sembler contradictoire. Dans une section sur les cours à l'Institut d'Action française qu'il suivait avec plaisir et assiduité, Groulx montre à la fois son appréciation de l'AF et ses divergences. Il présente clairement la supériorité de l'Institut sur la Sorbonne républicaine, car cette école combine au haut savoir les « plus saines traditions de la culture nationale ». Groulx sympathise évidemment avec le conservatisme français, désolé par la III^e République. La position de Maurras est toutefois singulière : il dynamise le traditionalisme, sans respecter la primauté du spirituel des ultramontains ni la monarchie de droit divin des ultras. C'est pourquoi Groulx se plaît dans la compagnie des Français traditionalistes et apprécie le mouvement maurrassien davantage que la doctrine de Maurras dans son entier. Ainsi il affirme : « Je l'ai lu, je ne l'ai jamais beaucoup lu » et pourtant aimait le lire dans son quotidien, « le plus vivant de la presse parisienne ». Nous pouvons nuancer cette présentation de ses lectures : dans les années d'incubation de l'A.f., nous avons vu que certaines furent enthousiastes, de Maurras et de ses disciples, laissant des traces d'influence (l'esthétique), et surtout la preuve d'une inspiration de l'articulation du mouvement intellectuel telle qu'exposée par Maurras dans ce que Groulx qualifiait de chef d'œuvre en 1916, *Quand les Français ne s'aimaient pas*. Livre négligé dans ses *Mémoires*, quand les événements depuis la Condamnation n'ont pu qu'accroître la distance entre Groulx et Maurras qui existait au cours des années 1910. De surcroît son propre nationalisme lui permet à la fois d'admirer l'entreprise maurrassienne de redressement national et de refuser toute position de

disciple : « contre toutes les formes de colonialisme, je n'estime point le colonialisme politique même français plus acceptable que le colonialisme intellectuel ». Cette difficulté n'en est guère une si l'on songe que c'est ainsi que circulent les idées nationalistes, traditionalistes ou autoritaires de façon internationale : en s'adaptant à une tradition nationale. Après tout, on prétend que Staline a tiré des leçons d'embrigadement de l'Église orthodoxe : voilà une dichotomie extrême. Celle de Groulx, à la fois séduit et divergent d'avec l'AF, ne l'est pas, mais cela démontre bien qu'il n'y a pas d'empêchement à employer le canevas d'une organisation au profit d'un contenu idéologique de son cru.¹¹³

Ainsi nous avons dégagé des raisons de prudence et des exemples de cette prudence appliquée par le directeur : la référence convenable à l'AF était modérée. Mais une certaine distance qui est maintenue avec l'AF relève surtout de raisons fondamentales, appartenant au traditionalisme de Groulx, son catholicisme et la tradition nationale spécifique que son nationalisme espère fortifier. Ne doutons pas de la sincérité non seulement du catholicisme de Groulx, mais de la spécificité de son traditionalisme qui le distancie de Maurras, malgré son plaisir devant le regain du traditionalisme français forcément cher à un traditionaliste canadien-français, et alors même que son action intellectuelle s'en inspire pour la stratégie et l'organisation. Distance réelle qui lui donne beau jeu plus tard de nier toute influence dans ses *Mémoires*, mettant l'accent sur cette divergence pour mettre en avant ses réserves davantage que ses enthousiasmes. Or ces réserves étaient courantes dès cette époque parmi des intellectuels catholiques sans pourtant les empêcher de se rapprocher de la L.A.F., jusqu'à la Condamnation. Concluons qu'une distance idéologique réelle, due à la foi et aux traditions propres à sa nation, n'empêchait pas de s'inspirer du modèle pratique d'action idéologique d'un mouvement, pour lequel la défense du traditionalisme français entraînait des sympathies actives, sujet de la prochaine section.

¹¹³ L. Groulx, « Cours à l'Institut d'Action française », *Mes Mémoires*, I, p.380-381 ; pour l'anticléricalisme, *op.cit.*, p.167.

3.3 LIAISONS ENTRE LES DEUX ACTIONS FRANÇAISES

3.3.1 Liens directs et fréquentations

Maintenant que nous avons éclairci la dichotomie entre inspiration méthodique et distinctions du traditionalisme de Groulx face à celui de Maurras, abordons dans le détail les liens entre les membres des deux Actions françaises. Ces liens étaient plus présentables avant la Condamnation, dans la revue montréalaise par exemple, que dans les textes ultérieurs et rétrospectifs des meneurs du mouvement montréalais. Ainsi Groulx, dans ses *Mémoires*, traite de liens avec l'AF bien à part des chapitres relatifs à l'A.f. : le tome 2, consacré à l'A.f., est dépourvu de citations de l'AF, reléguées aux tomes 1 et 3, ce que la chronologie ne peut toujours expliquer. Ses fréquentations et ses amitiés avec des intellectuels de l'AF furent toutefois de longue durée. Son premier voyage en Europe l'avait mené en 1909 à un congrès de la L.A.F. Lors de son second séjour en France (1921-1922), Groulx se lia d'amitié avec l'abbé Chaussé, passionné de l'A.F. : « il s'est presque donné des convictions royalistes. Sur ce point, je ne partage point ses enthousiasmes. » Néanmoins ils sont assidus à l'Institut d'A.F. – « nous ne manquons pas d'aller entendre quelques professeurs de la jeune institution » - mais aussi aux cours de l'Institut catholique de Paris, où il entend Maritain, alors compagnon d'AF. Au cours de son troisième séjour à Paris (1931), il est reçu par Émile Baumann, maurrassien catholique qu'il admire et fait lire à la jeunesse, à qui il dédicace un ouvrage sur le *Français au Canada*¹¹⁴. Ses *Mémoires* ne mentionnent guère l'appartenance fidèle de cet ami à l'AF, tandis que sa longue amitié avec Pierre Gaxotte, maurrassien même après 1945, s'efface derrière la louange du professeur et auteur de *Louis XV*¹¹⁵. Ce cours à l'Institut d'AF sur Louis XV lui donna l'occasion d'inviter Gaxotte au Canada. Invitation acceptée à l'Institut scientifique franco-canadien. Amitié qui se perpétua : correspondant de la RHAF, Gaxotte rédigea aussi un des témoignages de la bio-

¹¹⁴ L. Groulx, *Mes Mémoires*, III, p.67 ; 72 ; 87-93 ; 149.

¹¹⁵ L. Groulx, *Mes Mémoires*, I, p. 382.

bibliographie de Groulx¹¹⁶. Groulx rencontra aussi Henri Massis à l'Institut d'A.F., dont il avait lu l'*Enquête d'Agathon* avec « une sorte de fièvre »¹¹⁷ - d'où remontait son intérêt pour Maritain¹¹⁸. En 1922 Groulx prononce une conférence au dîner des Publicistes chrétiens, qu'il transforme en cours sur l'histoire du Canada français. Le texte en est publié par les soins de la L.A.F. de Paris, avec une préface de son président B. de Vesins, événement vanté dans les pages de la revue groulxiste¹¹⁹. L'abbé Chaussé fait le compte-rendu dans *L'A.f.* de cette soirée. Groulx envoie à Vesins une collection de sa revue à son retour. La revue de presse relate avec plaisir les échos positifs de la conférence en France, accordant une égale place aux journaux d'AF que de François Veuillot, milieu néo-royaliste et milieu ultramontain. Groulx fréquente autant l'Institut catholique que l'Institut d'Action Française. Le cercle des Publicistes chrétiens réunit alors catholiques et catholiques d'AF. Durant son troisième voyage, au début des années 1930, Groulx fréquentera l'ICP et les Publicistes chrétiens uniquement.

Le jugement mitigé que Groulx réitère dans ses *Mémoires* à propos de Maurras n'empêchait pas, on le voit, des relations plus poussées, amicales et suivies, avec des entités de l'AF et des maurrassiens catholiques, pas plus qu'une admiration pour certains aspects de l'œuvre de l'AF. Si « Maurras ne m'a pas ébloui », écrit-il, « [l]e mouvement royaliste m'intéresse néanmoins par son extraordinaire allant, la valeur intellectuelle de ses chefs, l'effort d'assainissement tenté par lui »¹²⁰. Il y a à la fois la volonté de ne pas tomber dans un colonialisme intellectuel et celle de s'inspirer d'un effort intellectuel « d'assainissement » qui va dans le sens de ses sympathies et qui lui donne l'ambition, d'organiser une œuvre semblable pour sa propre nation. Le vocabulaire de « l'assainissement » revient à la fois dans *Quand les Français ne s'aimaient pas* de Maurras et dans

¹¹⁶ *L'œuvre du chanoine Lionel Groulx. Témoignages, bio-bibliographie*, M., Académie canadienne-française, 1964, p. 11-12.

¹¹⁷ L. Groulx, *Mes Mémoires*, I, p. 382-383.

¹¹⁸ L. Groulx, *MM*, I, p. 379-380.

¹¹⁹ L. Groulx, *La France d'outre-mer*, conférence prononcée à Paris devant les Publicistes chrétiens, 2 févr. 1922, présentation de Bernard de Vesins, Chambéry, P., Librairie de l'Action française, 1922 ; *Mes Mémoires*, I, p. 399.

¹²⁰ L. Groulx, *Mes Mémoires*, I, p. 381.

« Notre doctrine » de Groulx. La démarche d'inspiration était alors plus claire pour les lecteurs de *L'A.f.* qu'elle ne l'est dans les *Mémoires*. La description que Groulx laisse dans ses *Mémoires* de la réunion d'AF à laquelle il assiste en 1908 nous révélait peu de choses sur ses impressions, hormis son intérêt et la fougue « méridionale » de Léon Daudet¹²¹. Intérêt approfondi en 1913 par *l'Enquête d'Agathon*, qui nous met sur la piste des Massis et Maritain, soit l'aile catholique croyante et théologienne du mouvement. Ce passage des *Mémoires* de Groulx confirme nos conclusions : la pensée de Groulx ne pourrait ni ne voudrait se mettre à l'école de Maurras, pour des raisons catholiques et nationales, ce qui n'exclut ni l'admiration ou la fraternisation avec maints maurrassiens ni l'enthousiasme pour le mouvement AF qui, comme le montrent les articles, les conférences, la correspondance d'avant 1926, put servir d'inspiration.

Groulx et Héroux affirment leurs préférences pour les royalistes et les catholiques traditionalistes, groupe plus vaste que l'AF, la majeure partie s'y ralliant au moins à la suite de l'union sacrée, sans toujours s'y perdre. Ils entretiennent des liens directs avec ces cercles d'AF qui sont catholiques. Les groupes fréquentés par Groulx et les intellectuels de l'A.f. ne sont pas exclusifs à l'AF mais bien au monde catholique et conservateur d'Europe francophone : Barrès, Brunetière, Faguet, Massis, son ami René Bazin, Georges Goyau, etc. Un recueil de cours d'histoire de Groulx, *Vers l'émancipation*, est en ce sens typique puisqu'il se conclut avec une citation de Maistre, au fondement des affinités idéologiques entretenues, en plus d'une référence coutumière à cet historien, Fustel de Coulanges, apprécié tant par l'AF que Groulx¹²². Groulx décrit dans ses *Mémoires* ses malaises face à certains catholiques français plus démocrates ou républicains, et son aise avec les royalistes qu'il présente comme le milieu français sympathique non pas à son idéologie mais bien à sa nation¹²³.

¹²¹ L. Groulx, *Mes Mémoires*, I, p. 165 sq.

¹²² L. Groulx, *Vers l'émancipation*, Cours d'histoire du Canada à l'Université de Montréal, 1920-21, M., Bibliothèque de l'A.f., 1921, de Maistre p. 298 ; Fustel p. 173.

¹²³ *Mes Mémoires*, III, p. 112 notamment.

3.3.2 La liaison renforcée 1922-1924

Héroux et Groulx ne semblent guère entretenir de contacts personnels avec les ligueurs nationalistes qui n'appartiennent pas au cercle catholique proprement dit. B. de Vesins incarne ces milieux catholiques d'AF. Il est aussi membre des Publicistes chrétiens, un réseau catholique traditionaliste, plus large que l'AF, susceptible d'attirer un Georges Goyau par exemple, ou le recteur de l'Institut catholique de Paris, Mgr Baudrillart. D'après leur correspondance, Héroux et Groulx voudraient cependant créer des contacts avec la nouvelle génération de la L.A.F. en ces années 1921-1924, années de modération relative de la L.A.F. La jeune génération des années 1920, qui vient après Agathon, leur est méconnue avant le second voyage de Groulx, puisque Héroux et Groulx avaient d'abord rencontré des maurassiens en 1908-1909. Ces contacts se nouent suite au séjour de l'abbé Groulx comme l'indique cette lettre de Héroux à Groulx :

Savez-vous que Durand part pour l'Europe le 15 mars ? Il désire fréquenter les milieux d'Action française. Je lui donnerai une lettre pour Valois. Je lui ai dit que peut-être vous pourriez lui donner une lettre pour Lestra¹²⁴. Par celui-ci, il pourrait toucher à la fois les royalistes et les milieux catholiques. Peut-être vous conviendrait-il [...] de suggérer à Lestra de le pousser du côté des œuvres catholiques. Il serait intéressant qu'il prît contact aussi avec des gens comme Massis, mais je ne connais pas cette génération.¹²⁵

Nous découvrons, dans ce projet de Héroux, combien de telles prises de contact avec les milieux d'AF ne s'envisagent pas sans diriger un jeune membre de la Ligue également du côté des œuvres catholiques, question d'équilibrer sans doute une influence qu'on ne voudrait pas absolue. Effectivement, ce contact maurassien n'a pas le monopole des liaisons françaises de l'A.f., équitablement partagés entre nationalistes royalistes et autres milieux catholiques, francs

¹²⁴ Antoine Lestra, maurassien, secrétaire du fondateur de la Société des jurisconsultes catholiques : E. Weber, *L'Action française*, p.83.

¹²⁵ CRLG, Corr. de Groulx, P1/A, 1759 : Lettre d'O. Héroux à L. Groulx, du 23 mars 1923 ; Louis-D. Durand, avocat à Trois-Rivières, représente la Ligue en Mauricie. Contributions à *L'Action française* : « Notre Avenir politique – La Croisée des chemins », mars 1922, « Les Canadiens français et l'esprit national », déc. 1922, où il cite René Johannet de la *Revue universelle* et du journal *Action Française* et même les *Réflexions sur la violence* de G. Sorel jadis au Cercle Proudhon lorsque L.A.F. tenta le rapprochement avec ce syndicalisme révolutionnaire.

d'attaches maurrassiennes, voire en mauvais termes avec l'AF. Massis, que Héroux ne connaît pas (à l'inverse de Groulx), fait partie des éléments qui sont à la jonction entre milieux catholiques et milieux d'AF. Groulx connaît désormais la nouvelle génération catholique dans l'orbite de Maurras depuis l'après-guerre, symbolisée par Maritain ou de Vesins, il l'a rencontrée en 1921-1922. C'est dans le sillage de ce séjour productif que les relations de l'A.f. avec l'AF, spécialement des éléments catholiques d'AF et des catholiques sympathisants de la Ligue maurrassienne, semblent atteindre leur point culminant. Durand est un contributeur assez fréquent à *L'A.f.* des années 1920. Georges Valois est un intellectuel en vue de l'AF parisienne, son économiste principal. Lestra quant à lui est un jeune catholique ami de Maritain, participant en 1926 aux cercles qui, chez Maritain à Meudon, créent un des embryons de ce qui deviendra « les non-conformistes des années 1930 ». Dans le cas de Lestra, il s'agira de la Jeune Droite, dont son ami Jean de Fabrègues deviendra l'un des meneurs¹²⁶. Lestra est encore, en 1926, « Étudiant d'Action française »¹²⁷. Le point fort des relations entre AF et catholiques français, après la Grande Guerre et avant la Condamnation (1919-1926) est synchrone du point fort des rapports de la L.A.F. avec l'A.f. de Montréal : plus précisément pour les liens entre A.f. et AF, les années qui suivent immédiatement le voyage de Groulx, 1922-1924.

Remarquons que cette période de relations plus fournies correspond à celle que Michel Lacroix découvre dans les « réseaux littéraires France-Québec » du premier XXe siècle. C'est la période que Lacroix dégage comme celle du réseau latin, précisément le temps du réseau latin mondain, qui caractérise l'après-guerre avant la Condamnation, où des milieux littéraires divers frayent avec des intellectuels d'AF sans qu'il y ait une idéologie politique commune, mais plutôt quelques intérêts culturels communs, dont une définition conservatrice, mais aussi

¹²⁶ Antoine Lestra (1884-1963), militant catholique et monarchiste, journaliste, juriste, historien. *Le Père Querbes et les Clercs de Saint-Viateur. Action catholique*, 1942. Cf. Nicolas KESSLER, *Histoire de la Jeune Droite*, p.79 : Fabrègues et Lestra sont du « public de Maritain » dans ses réunions intellectuelles de 1926 ; et p.456 : Lestra participe à *Demain* dirigé par Fabrègues.

¹²⁷ Cf. Loubet del Bayle, *Les non-conformistes*, p.515.

très internationale, de la latinité. Des intellectuels québécois s'inscrivent dans ce réseau mondain intéressé par les latinités des Amériques, sans être eux-mêmes de tendance conservatrice. Ainsi, Lacroix retrouve des écrivains du *Nigog*¹²⁸, revue littéraire dans l'ensemble associée à une idéologie libérale : Robert de Roquebrune publie d'abord un article dans *Le monde nouveau*. Puis son roman, *Les Habits rouges*, est publié en feuilleton dans *L'Action Française*. Ce milieu mondain et international rassemble de tels écrivains mais aussi des intellectuels intéressés par les relations franco-québécoises sur le plan diplomatique et économique. Lacroix cite ainsi Édouard Montpetit et Jean Bruchési.¹²⁹

Ainsi, nous retrouvons les activités du Comité de propagande canadienne-française à Paris de l'A.f. Bruchési comme Montpetit s'inscrivent bien dans des réseaux intellectuels et sociaux plus vastes que l'AF, mais qui comprennent également les milieux d'AF. Par exemple, le recteur de l'Institut catholique de Paris, Baudrillart, connaît bien le professeur Gaillard de Champris, collaborateur à *L'A.f.* – qui d'ailleurs se confie à lui à propos des défauts des Canadiens français, dont ce que Champris diagnostique comme une foi bien superficielle et toute d'apparences¹³⁰. Baudrillart connaît également Édouard Montpetit à Paris, et Jean Bruchési à travers les liens que le Comité de propagande l'amène à tisser. De son côté, Mgr Baudrillart se soucie grandement de l'image de la France à l'étranger. En juin 1925, il participe à la réception offerte en l'honneur « du Franco-Canadien Montpetit », chez Mme Girod de l'Ain, avec Gabriel Hanotaux, le député F. Sadi-Carnot, etc¹³¹. Mgr Baudrillart rencontre couramment Jean Bruchési¹³². Voilà pour illustrer ces fréquentations parisiennes plus larges qui englobent les liens tissés avec l'AF. Revenons aux liens avec l'AF.

¹²⁸ Voir Chap. II, section 2.2.1 et Chap. Ier, section 1.1.2. Cf. Bibliographie, *Le Nigog*.

¹²⁹ Cf. Michel Lacroix, « Lien social, idéologie et cercles d'appartenance : le réseau « latin » des Québécois à Paris, 1923-1939 », in Denis Saint-Jacques (dir.), *Réseaux littéraires France-Québec (1900-1940)*, dossier spécial d'*Études littéraires. Théories, analyses, débats*, vol. 36, no 2, Université Laval, aut. 2004, p.51-70.

¹³⁰ Cf. *Les carnets du cardinal Alfred Baudrillart*, 1^{er} janv. 1922-12 avr. 1925, p.196.

¹³¹ *Les carnets du cardinal Alfred Baudrillart*, 13 avr. 1925-25 déc. 1928, p.128.

¹³² *Les carnets du cardinal Alfred Baudrillart*, 13 avr. 1925-25 déc. 1928, p.232 et p.680.

Nous relevons donc un contraste entre les distances exposées dans *Le Devoir* en 1917, antienne reprise en 1927-1928, au moment où faire la distinction devient un brevet de catholicisme, et la façon de présenter vers 1922-1924, une forme de rapprochement, tout en maintenant claires les distinctions. En effet, au moment où Lionel Groulx publie une conférence en France sous les auspices du président de la Ligue d'A.F., Bernard de Vesins, le rapprochement entre les deux semble au contraire flatteur. Le prestige de l'AF est à son comble en France auprès d'une frange notable de l'opinion patriote, conservatrice, lettrée et de l'opinion catholique. Nous avons évoqué cette phase de « triomphe paradoxal ». Le *Manifeste du parti de l'intelligence* dans *Le Figaro* en 1919¹³³, proclame avec éclat le ralliement d'un nombre encore plus grand d'intellectuels à l'AF, des catholiques renommés, tels Massis jusqu'alors davantage barrésien¹³⁴ et Maritain, phare du néo-thomisme¹³⁵. Maritain diffuse le thomisme et ce programme « d'intelligence », anti-bolcheviste, dès 1920 dans *la Revue universelle*, nouvelle publication maurrassienne. *L'Action française* de Montréal avait pris position dès 1919 en faveur du développement du thomisme dans les universités canadiennes-françaises¹³⁶.

L'Action française reproduit un extrait du journal *Action Française* de Paris, qui est une présentation de la revue montréalaise dans le journal parisien *Action Française* du 28 janvier 1923. Ce texte de l'« organe du nationalisme intégral » parisien résume le contenu de la revue *L'A.f.*. Groulx avait promis en 1922 de faire parvenir les livraisons parues à ce jour à B. de Vesins¹³⁷. Il a bien indiqué par ailleurs dans l'article « La Propagande en France »¹³⁸, qui dresse un bilan des efforts de Groulx et de l'A.f., que l'AF de Paris était un groupe amical sur lequel il comptait pour faire connaître et apprécier le Canada français en France. Cet

¹³³ J.-F. Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*, p.65 sq.

¹³⁴ J.-F. Sirinelli, *op.cit.*, p.74 ; M. Winock, *Le siècle des intellectuels*, p.162.

¹³⁵ Ph. Chenaux, *Entre Maurras et Maritain. Une génération intellectuelle catholique (1920-1930)*, Cerf, 1999.

¹³⁶ Abbé Ph. Perrier, « Philosophie et Action française », *L'A.f.*, déc.1919, p.537 ; H. Bastien, « Quelle sera notre philosophie ? », mai 1925, p.312-316.

¹³⁷ Corr. de L. Groulx, CRLG, P1/A 3672, Lettre de B. de Vesins à L. Groulx, Paris 22 juillet 1925.

¹³⁸ L. Groulx, *L'Action française*, septembre 1922.

article nous renseigne sur les rapports entre L.A.F. et A.f., centrés sur la revue de Massis et Maritain : « Le secrétaire de rédaction à la *Revue universelle* nous confiait à nous-même que sa revue née d'hier compte néanmoins au Canada plus de lecteurs qu'en tout autre pays, France et Belgique exceptés.¹³⁹ ». Puis au sujet des maurrassiens en général :

Serait-ce que par tradition politique, les monarchistes français sont plus préoccupés que les autres du rôle et du prestige de la France à l'extérieur ? Serait-ce que, par le fond même de leur doctrine, qui veut la cohésion plus forte de la race sous l'unité du chef, ils ont un sens plus aigu de la solidarité ethnique ? Une chose demeure et c'est leur sympathie agissante [...]

Un Canadien français catholique et un partisan de l' « Action française » qui causent ensemble une heure durant, éprouvent cette joyeuse surprise de se sentir rapidement d'accord sur la plupart des problèmes qui intéressent l'ancienne et la nouvelle France. (...) Et celui qui tient ici la plume, peut affirmer que les intellectuels du no 14 de la rue de Rome [A.F.] se préoccupent vivement du Canada français. La propagande canadienne-française n'est donc pas une utopie en France.¹⁴⁰

Et de fait, une doctrine « qui veut la cohésion plus forte de la race sous l'unité du chef », c'est un peu la correspondance établie par Groulx entre leurs doctrines de nationalisme intégral respectives, illustrant ce qu'elles ont en commun. Le chef, après tout, est aussi la tête, et c'est ainsi que Groulx conçoit son action intellectuelle : elle vise la tête de la nation, et la société a besoin d'une hiérarchie de chefs qui soient autant de têtes bien formées. Ce rapport de proximité est réaffirmé dans la revue l'année suivante et par le directeur lui-même, qui dans un texte sur la vie de la Ligue signé par un pseudonyme, se vante que « l'*Action française* de Paris, qui veut bien appeler sa revue « notre sœur de Montréal » et lui envoie tous ses vœux, peut témoigner de l'absence de toute francophobie à l'*Action française* [A.f.]¹⁴¹ ». L'accusation de francophobie peut découler de l'appréciation négative de la République comme du parti pris régionaliste, en esthétique, des directeurs de la revue. Les Asselin et les Fournier, par exemple, ainsi que les « exotistes » en lettres, accusaient les cléricaux

¹³⁹ L. Groulx, « La Propagande en France », *L'A.f.*, sept. 1922, p.172.

¹⁴⁰ L. Groulx, « La Propagande en France », *L'A.f.*, sept.1922, p.177-178.

¹⁴¹ Jean Tillemont [pseudonyme de Groulx, variante de Nicolas Tillemont], « Vie de l'*Action française* – Les Français et nous », *L'A.f.*, mars 1923, p.192.

« régionalistes » en lettres de francophobie. Groulx reprochait de la sorte aux Patriotes de 1837 et aux Rouges un républicanisme français, égarement « étranger », qu'il attribuait à un colonialisme dont il voulait s'écarter¹⁴². Il prend bien la peine de faire de son mouvement une création *sui generis* tout en présentant la « France d'outre-mer » comme une France restée fidèle aux « vraies » valeurs françaises, d'ancien régime, en particulier dans la brochure publiée par l'AF¹⁴³. Pour Groulx, il s'agit de tenir à égale distance et de ne pas sombrer ni dans le complexe colonialiste ni dans la francophobie et, spécialement, de maintenir l'alimentation en culture française selon un tri catholique.

La tâche de Groulx et de la Ligue selon sa doctrine est donc de défendre une voie qui ne soit ni celle des relations assidues avec la France « moderne » des intellectuels de la lignée patriote, républicains, ni celle de libéraux et de catholiques plus conservateurs qui comme Laurier ou Bourassa s'en détournent pour applaudir au système britannique, mais de faire du Canada français un pays avec son identité propre qui soit fidèle aux vraies valeurs françaises de ses origines, que détruit la IIIe République. Vesins et Groulx s'entendent à merveille sur ce plan de la « vraie France ». Un point de convergence des catholiques conservateurs depuis LePlay lui-même, se présenterait volontiers le Canada français comme une société qui peut faire revivre les « vraies valeurs » de la France d'Ancien Régime, abandonnées par la République. Groulx le répète dans ses *Mémoires*, seule une frange de l'opinion de France lui semble sympathique au Canada français et il l'écrit à ses collaborateurs. Voici ce qu'il écrit au père Ch. Charlebois, tête d'un cercle local d'A.f. :

Qu'on ne l'oublie pas : il faut frapper fort et souvent pour attirer l'attention des Français sur notre compte. On dit parfois que nous sommes cousins. Oui, mais très arrières-cousins. Sauf quelques petits groupes catholiques et les gens de l'Action française qui ont un sens plus universel des intérêts français, les autres ne vous écoutent que par politesse et vous font le compliment des Athéniens à saint Paul. Tout de même j'ai fait avaler

¹⁴² L. Groulx, « Un mouvement de jeunesse vers 1850 », texte présenté à la Société royale du Canada en 1935, dans *Notre maître le passé*, 2^e série, 1945, p. 332.

¹⁴³ L. Groulx, *La France d'outre-mer*, préf. de B. de Vesins, Paris, Librairie d'AF, 1922.

l'autre jour aux publicistes chrétiens une pilule d'une certaine dimension. L'Action française de Paris va peut-être publier en brochure ma conférence [celle de 1922 publiée avec une présentation de Vesins].¹⁴⁴

Il en est tout de même fier : à la fois à cause du prestige intellectuel de l'AF et à cause du succès de propagande que cela représente. Relevons que du même souffle l'abbé Groulx insiste sur l'écart entre les deux nations françaises. L'un des collaborateurs assidus de la revue les plus enthousiasmés par l'AF, Henri d'Arles, constate lui-même cet écart : « La France m'a bien déçu par ailleurs. On aura beau dire et beau faire, ce pays n'est pas le nôtre. »¹⁴⁵ On peut s'interroger sur le départ entre la révélation par ce voyage de l'identité proprement laurentienne que d'Arles revendique, et le choc d'une France qui n'est pas traditionaliste. Aucun doute que Vesins est conscient de la mauvaise image de la France dans ces milieux conservateurs, reflet de l'appréciation que les traditionalistes français ont de la IIIe République : « Le service de l'Action Française vous sera continué et j'espère qu'il vous aidera à faire connaître aux Canadiens français le vrai visage de la France. »¹⁴⁶ Groulx lui-même présentait l'enquête de *L'Action française* pour 1921 : *Le Problème économique*, en commençant par une référence maurrassienne :

Ceux qui ont lu l'*Économie nouvelle* de Georges Valois, se rappellent le rôle souverain assigné à la doctrine, par l'économiste, pour un relèvement de la France. « Au commencement de toutes choses est le Verbe [devise de la NLN] », écrit-il. « [...] Vous voulez refaire un État, restaurer une nation ? Faites appel aux puissances de l'esprit. » [...] Vérité cruellement évidente pour nous, dont l'action collective [...] s'est dépensée sans but défini [...] faute d'une doctrine¹⁴⁷.

Cela répète la présentation que Groulx fit de sa doctrine et de l'action de son mouvement ! L'inspiration de méthode est claire : Groulx tire la leçon de ce maurrassisme agissant rationnellement pour restaurer une nation par l'action

¹⁴⁴ Corr. de L. Groulx, CRLG, P1/A, 746 : Lettre s.d. de Groulx au père Ch. Charlebois (printemps 1922 ?).

¹⁴⁵ Corr. de L. Groulx, CRLG, P1/A, 85-86 : Lettre de H. d'Arles à L. Groulx, Paris, 14 mai 1922.

¹⁴⁶ Corr. de L. Groulx, CRLG, P1/A, 3672 : Lettre du 2 juill. 1922, Paris, de B. de Vesins, Ligue d'A.F. à L. Groulx.

¹⁴⁷ *L'A.f.*, déc. 1920, p.558.

intellectuelle, idéologique. La référence est aussi explicite que la volonté de faire un travail analogue à celui de l'économiste de la L.A.F. et de la L.A.F. elle-même, en tant que mouvement intellectuel. Le texte est d'ailleurs reproduit tel quel dans les années 1930 dans un recueil de *Directives* assignées par Groulx : apparemment, les références indirectes, à des maurrassiens plutôt qu'à Maurras, le gênaient moins même après la Condamnation de 1926¹⁴⁸. La contribution de Perrault à l'enquête s'appuiera justement sur la réflexion de Valois¹⁴⁹. Nous savons que Groulx dit de Perrault qu'il fut, de la Ligue, celui avec lequel en tous points il s'entendait le mieux¹⁵⁰. En 1920, l'héroïne de l'AF maurrassienne, Jeanne d'Arc, que la Ligue de Maurras célèbre de façon notoire depuis l'avant-guerre, est canonisée. L'A.f. de Montréal veut que le Canada français la fête. C'est le président de la Ligue d'A.f., l'abbé Perrier, qui organise une célébration dans sa paroisse du Mile-End, comme le rapporte *L'A.f.* en 1921 : elle espère que la Pucelle d'Orléans «sauvera le Canada français au XXe [siècle] ». ¹⁵¹.

Mais ce n'est pas tout. En 1922, les références à l'activité intellectuelle de la L.A.F. de France abondent, plus que de coutume. En mai 1922, le courrier de la librairie annonce trois livres français parmi les nouveautés disponibles, et les trois sont de la Nouvelle Librairie Nationale¹⁵² - de Léon Daudet, Georges Valois et Georges Beaume. Perrault approfondit ces lectures puisqu'il y publie ce même mois de mai une réflexion à partir de l'ouvrage de Valois, *La reconstruction économique de l'Europe*. Ouvrage qui appelle au salut de la civilisation de l'Occident par la soumission à la lumière romaine¹⁵³. Orthodoxie qui permet le rapprochement. Le temps fort des rapports entre les deux « Action française » est bien 1922-1924. Elle se manifeste dans des articles de fond en plus de ces déclarations de proximité et des collaborations de 1922-1923. Un mois plus tôt, en avril 1922, Perrault écrivait « Sur une préface de Charles Maurras » : « 'Rentrons

¹⁴⁸ L. Groulx, *Directives*, M., Zodiaque, 1937, p.17.

¹⁴⁹ A. Perrault, « L'aspect moral du problème économique », *L'A.f.*, févr. 1921.

¹⁵⁰ L. Groulx, *Mes Mémoires*, II, p.381.

¹⁵¹ A. Vanier, « Vie de l'Action française », *L'A.f.*, avr. 1921, p.253.

¹⁵² *L'A.f.*, mai 1922, « Courrier de la librairie », p.320.

¹⁵³ A. Perrault, « Déclin et reconstruction », *L'A.f.*, mai 1922.

dans le pays de l'ordre comme un propriétaire rentre chez lui', termine Charles Maurras. Que les Canadiens-français n'en sortent jamais, concluons-nous. » Les Canadiens français doivent demeurer fidèles au génie latin par le catholicisme et l'esprit français, lesquels sont compris dans un sens plus maurrassien que silloniste, par exemple¹⁵⁴. Au mois de mars 1922, L.D. Durand, commence un article sur « la Croisée des Chemins », par une citation de Maurras en exergue : l'avenir français ne peut rien que se fonder sur la tradition. Le traditionalisme de l'A.f. est influencé par la vigueur et l'éclat prestigieux de celui de l'AF, malgré une certaine réserve. Réserve que le rapprochement de la L.A.F. et de tant de catholiques et de conservateurs en ces années d'après-guerre ramollit.

Tout ce développement des relations officielles et promotions d'œuvres de la L.A.F dans les pages de *L'Action française* succèdent, ne l'oublions pas, à un article liminaire du directeur de la revue qui appuyait sur Maurras sa démarche, appuyant la doctrine traditionaliste sur l'histoire. Notons que cette année-là (1921), l'énoncé de 1916-1917 sur la distance et l'indépendance de l'A.f. vis-à-vis l'AF est encore repris par Anatole Vanier. Voici comment il la précise, à l'annonce d'une coopération de la Ligue avec une librairie parisienne, grâce à l'association des « Amitiés catholiques françaises », organe français de relations avec l'étranger :

C'est de l'*Action française* canadienne qu'il s'agit. Il ne faut pas la confondre avec l'*Action française* de France. Celle-ci est un groupement politique (royaliste), celle-là, une association patriotique, comme le *Comité des Amitiés*. [...] Puis-je ajouter qu'il ne faudrait jamais imputer aux *Amitiés* ou à l'*Action française* canadienne les opinions politiques personnelles de leurs membres?¹⁵⁵

Même si les moyens d'action sont très semblables, l'idéologie entend bien rester distincte comme le mouvement lui-même. Rappelons néanmoins ce que Groulx déclarait lorsqu'il rapportait son séjour parisien évoqué ci-dessus : la distance prudente exprimée encore en 1921, cède le pas, de 1922 à 1924, à une approche plus amicale et enthousiaste de l'AF dans les pages de *L'Action*

¹⁵⁴ A. Perrault, « Sur une préface de Charles Maurras », *L'A.f.*, avril 1922, p.242-243.

¹⁵⁵ A. Vanier, « Amitiés catholiques françaises à l'étranger », *L'A.f.*, juin 1921, p.373.

française. Les liens se resserrent entre ces intellectuels gaulois et laurentiens et la pensée traditionaliste que poursuivent Héroux et Groulx dans les sillages de *La Vérité* et du *Devoir*, s'enrichit d'œuvres du mouvement d'AF avec ses compagnons catholiques, qui circulent à ce moment de façon notable dans les cercles de l'A.f.. D'Arles, Perrault, Héroux et Groulx sont ceux qui ont porté le plus d'intérêt à la L.A.F. Mais cet intérêt a duré et ne se restreint pas à ce petit nombre : le père Dugré par exemple contribue à l'enquête de 1926 « la Défense de notre capital humain » qui se porte à la défense de la famille, puise des citations à l'appui dans *Le Stupide XIXe siècle* de Léon Daudet, qui lie déchéance de la famille française et République : « le libéralisme est une ânerie »¹⁵⁶. Cet article parut en février 1926, juste avant la tempête de la Condamnation. Or, loin d'être délaissé après cette condamnation pontificale, il est repris en tant que référence pour le *mot d'ordre* de la livraison de juillet 1927, « la doctrine de l'Action française – le problème de notre vie morale ». Esdras Minville appuyait la logique de Dugré dans cet article qui lui sert de référence, dans sa contribution à l'enquête de 1927. Minville y défend la vie rurale, favorable à la natalité, loin des problèmes d'hygiène des villes, mais aussi loin de leur cosmopolitisme que l'ultramontain Dugré remettait en cause, piège d'influence d'un athéisme et d'un paganisme américains¹⁵⁷.

3.3.3 Persistances après la Condamnation de 1926

Le problème religieux se résout donc chez nous par l'acceptation complète du catholicisme et de toutes ses conséquences, par la soumission complète aux enseignements, aux directions de Rome.¹⁵⁸

En 1927, les déclarations de « catholicisme d'abord » et les dénégations de tout rapport avec l'AF, qui requiert une plus grande nuance comme nous l'avons démontré mais est vrai sur le plan de l'indépendance institutionnelle, n'empêchent pas une référence directe à Massis, intellectuel catholique qui choisit de ne pas

¹⁵⁶ Adélard Dugré, s.j., « *La Défense de notre capital humain : ses ennemis moraux* », *L'A.f.*, févr. 1926, p. 75.

¹⁵⁷ E. Minville, « *La Défense de notre capital humain - le réservoir de la race* », *L'A.f.*, févr. 1926.

¹⁵⁸ *L'A.f.*, « Le problème religieux », signé « L'A.f. », p.4 *sq.*, citation p.8.

rompre avec l'AF. La rubrique « Nationalisme et doctrine nationale », anonyme toutefois, réfère à son article « L'Église et l'avenir de la civilisation » paru dans la *Revue des jeunes* de mars 1927. Elle y trouve une défense et justification des « doctrines nationales de défense », à distinguer du nationalisme raciste, de domination, car elles sont au fondement d'une mission, faire de sa terre natale une terre bénie : « il ne s'agit, du reste, que de vocation chrétienne. »¹⁵⁹ La position d'un catholique d'AF est donc utilisée, presque en réponse aux périls de la Condamnation pontificale, pour défendre une association du nationalisme traditionaliste et du catholicisme qui pourrait mettre l'A.f. dans l'embarras suite aux rébellions hérétiques de la majorité des maurassiens et des sentinellistes de Nouvelle-Angleterre¹⁶⁰. Or la fréquentation des penseurs d'AF pour fortifier ces positions est si grande qu'on ne peut s'empêcher de recourir à la défense d'un intellectuel catholique resté fidèle à l'AF, pourtant en mauvaise posture face au Pape, pour se justifier. C'est, en somme, le degré de sympathie avec les maurassiens catholiques subissant le choc ou même réfractaires qu'on se permet d'exprimer.

Il semble que tous les articles de 1927 s'efforcent de distinguer un nationalisme légitime de l'illégitime au sens catholique. Cette discussion est reprise à travers les années 1930 une fois que la Ligue d'Action nationale redonne une revue aux intellectuels de l'ex- mouvement d'A.f. : « Le nationalisme n'est pas un péché, il est une vertu ! »¹⁶¹, proclament les pages documentaires de *L'Action nationale* d'octobre 1935, se concluant par une adresse de Pie XI aux Jeunesses patriotes françaises. Parmi les références intellectuelles aux auteurs conservateurs, nationalistes et catholiques français qui demeurent naturellement importantes, on ne s'étonnera pas de retrouver Paul Valéry ou même déjà de Gaulle, mais l'A.F. condamnée à l'Index, dont on ne parle guère désormais, se faufile néanmoins à l'occasion parmi les références de lecture : *L'Honneur de*

¹⁵⁹ *L'A.f.*, avril 1927, « Nationalisme et doctrine nationale », anonyme, p.277.

¹⁶⁰ Sur la crise de Providence (RI) et les groulxistes, cf. D.-C. Bélanger, «Lionel Groulx et la crise sentinelliste », *Mens. R.H.I.A.F.*, vol.I, n.1, aut. 2000, p.7-36.

¹⁶¹ *L'Action nationale*, « Pages documentaires », octobre 1935, p. 142.

servir, d'Henri Massis, obtient la plus longue recension de l'année 1938¹⁶². Un an plus tôt, c'est le directeur Hermas Bastien (membre dès les années 1920) qui n'hésite pas à employer une formule de Léon Daudet dans la présentation de son ouvrage, reproduite sans sourciller dans la recension de *L'Action nationale*, rangeant le livre avec le *Mercier* de Rumilly parmi les « livres libérateurs » du moment¹⁶³. La Condamnation a bel et bien limité la fréquentation officielle, sans éliminer l'intérêt et sans la couper court : il subsiste des traces de cette fréquentation jadis coutumière. Il ne s'agit ici bien sûr que des intellectuels maurrassiens qui ne se sont pas soumis à la Condamnation – nous développerons en III^e partie, à propos de ceux qui s'y soumettent, le prestige de Maritain et la fréquentation des personnalistes. Voilà qui atteste de l'intérêt naguère soutenu dont subsiste l'empreinte après ces graves difficultés, révélant des éléments de sympathie. Mentions encore plus encadrées d'autres références, antagonistes et modératrices, indiquant un intérêt et une curiosité durables, certes, mais tout autant les limites du pouvoir d'influence de la production maurrassienne.

En fait les références aux maurrassiens demeurent en bonne position, avec une longévité remarquable, longtemps après 1927 : dans un pamphlet de 1943, Groulx fait deux fois référence à Jacques Bainville, l'historien maurrassien qui ne s'est jamais soumis¹⁶⁴. Groulx reproduit son texte publié par l'AF, *La France d'Outre-Mer*, dans son recueil *Notre maître le passé*¹⁶⁵, en 1936, sans fausse pudeur quant à l'association avec l'AF. Quand un des disciples de Groulx des années 1930, le leader des Jeune-Canada et directeur d'Action nationale, André Laurendeau, publie une brochure dans la série « Nos maîtres de l'heure¹⁶⁶ » sur

¹⁶² Roger Duhamel, *L'Action nationale*, sept. 1938 : « Les livres », p.86-88, livre de H. Massis, Plon, 1937. Les pages sur Daudet et Maurras sont jugées parmi les plus intéressantes.

¹⁶³ Carmel Brouillard o.f.m., *L'Action nationale*, janv. 1937, « Livres libérateurs », p. 57, à propos de H. Batsien, *L'Enseignement de la philosophie au Canada français*, Albert Lévêque, 1936.

¹⁶⁴ *Une réponse du chanoine Lionel Groulx : Pourquoi nous sommes divisés*, M., Action nationale, 1943, 46 p. Cf. p.28, p.34 ; Gonzague de Reynold p.41.

¹⁶⁵ Le titre de cet ouvrage représentatif de la carrière intellectuelle de Groulx est tiré d'une citation d'André Beaumier, critique littéraire conservateur, sous influence de l'AF. *L'Illustration théâtrale : La Crise*, pièce de Paul Bourget et André Beaumier, P., L'Illustration, 1912.

¹⁶⁶ Titre qui fit florès auprès du mouvement Action française/Action nationale, trouvaille de Victor Giraud.

l'abbé Groulx, c'est un grand maurrassien catholique qui écrit la préface¹⁶⁷. Sans y trouver matière à étonnement, on constate ainsi que certaines amitiés ont survécu aux crises de 1926. Émile Baumann collaborait à la *Revue universelle*, dirigeant même la chronique de philosophie après 1926, suite au départ de Maritain l'orthodoxe¹⁶⁸. Dans sa préface au livret de Laurendeau, Baumann utilise un terme mis en circulation par Maurras, popularisé dans la mêlée boueuse de l'Affaire Dreyfus. Terme puisé dans le vocabulaire athénien : « métèque », pour discréditer les Français issus de l'immigration, comme Zola (malgré son propre patronyme alsacien ou allemand...). Le professeur Jean Bruchési, jadis président des étudiants d'Action française puis du Comité A.f. des étudiants canadiens-français à Paris¹⁶⁹, signe avec Baumann la pétition qui réclame en 1937 « le prix Nobel de la Paix pour Maurras »¹⁷⁰.

Ce terme de « métèque » se retrouve à quelques occasions dans la revue *L'Action française*, y compris sous la plume de Groulx, puis à nouveau, en 1933, sous la plume d'A. Vanier, dans un des rares articles versant dans l'antijudaïsme - pour être précis, contre la poursuite de l'immigration juive - de la revue *L'Action nationale*, pour la plupart de son cru et concentrés en 1933-1934¹⁷¹. À partir de 1935 donc, on constate un changement discret. Les utilisations du terme métèque sont somme toute rares ; elles indiquent clairement la fréquentation des pages maurrassiennes et de son encre haineuse, parce que les œuvres des maurrassiens propagent ce terme comme un argument, un concept ethniciste de la francité, et il

¹⁶⁷ André Laurendeau, *L'Abbé Lionel Groulx*, Éditions de l'A.C.F., coll. *Nos Maîtres de l'heure*, vol. 1, no 1, Montréal, janvier 1939, 66 p. Préface d'Émile Baumann, *Un grand Canadien*.

¹⁶⁸ E. Weber, *L'Action Française*, Pluriel, p.550.

¹⁶⁹ L. Groulx, *Mes Mémoires*, II, p.42 pour les étudiants d'A.f., et I, p.400 pour le Comité des étudiants canadien-français à Paris.

¹⁷⁰ E. Weber, *L'Action Française*, p.433.

¹⁷¹ A. Vanier, « Les Juifs au Canada », *L'Action nationale*, septembre 1934 ; à mettre en relation avec « Les juifs au Canada », du même, *L'Action nationale*, sept. 1933, p.5-24 ; et avec l'écho de presse que reçut cet article : « Vie de l'Action nationale - Encore les juifs » [au sens de retour sur cet article], *L'Action nationale*, déc. 1933, p.277-278, notice qui s'attarde sur le nombre d'étudiants en professions libérales de confession juive et expose le système des quotas (*numerus clausus*) adopté en Suisse et encourage le sionisme, citant la revue catholique états-unienne *America*. Le texte le plus « antijudaïque » est sans doute le texte documentaire qui reproduit un extrait d'une lettre pastorale de l'évêque de Linz (Aut.), Mgr Gfoellner : « Partie documentaire - l'internationalisme juif », *L'Action nationale*, juin 1933, p.380-382.

est repris et asséné comme tel dans *L'A.f.*. D'ailleurs la première instance répétait encore les poncifs de l'esthétique maurrassienne sur le classicisme français et le romantisme délétère issu des peuples barbares de l'Europe... Groulx se laisse aller assez romantiquement à l'exaltation et semble référer implicitement à Maurras comme à un maître à penser et à toute la critique littéraire très conservatrice de France que Maurras a subjuguée : « Faut-il donc tenir si grande rigueur à nos maîtres s'ils se refusent à faire de certains Métèques – si illustres soient-ils – les dieux de la jeunesse, parce qu'ils veulent protéger contre les brouillards germaniques ou slaves, la clarté de nos cerveaux latins? ¹⁷² »

Nous avons mentionné la présentation dans les *Mémoires* de Groulx, de l'amitié de celui-ci avec Baumann dont il ne mentionnait pas le maurrassisme, facteur pourtant déterminant de sa carrière intellectuelle. Il en va de même de sa collaboration avec B. de Vesins qui donna un volume de Groulx publié en France sous les auspices de l'Action Française, ce dont il fut un moment fier, et à qui il envoya la collection de *L'Action française*, personnage pourtant, qu'il ne retient pas du tout dans ses *Mémoires*. Bien que catholique, Émile Baumann maintint une allégeance maurrassienne après la Condamnation. Il l'était depuis longtemps : avant même la naissance de la *Revue universelle*, il participait à *L'indépendance*, qui succédait à *La Cité française*, dont le nom référait à Fustel de Coulanges, lorsque cette revue servait de point de rencontre socialiste-royaliste lors du rapprochement syndicats soreliens-AF de 1913 au Cercle Proudhon, qui attira Georges Valois au mouvement. De façon significative, Baumann, dans sa préface au livret de Laurendeau sur Groulx, rejoint la conception groulxiste de la francité définie par des valeurs d'Ancien Régime : il brosse le portrait d'un Groulx défenseur de cette vraie France sur le Saint-Laurent, qui a échappé à la terrible République, et communique l'espoir que la Vieille France saura racheter ses péchés – sans la nommer, il faut comprendre que l'œuvre royaliste réalisera son

¹⁷² L. Groulx, « Une action intellectuelle », *L'Action française*, février 1917, p.38-39. Au rang des « métèques » illustres se rangent assurément Émile Zola et Jean-Jacques Rousseau.

rêve et mettra fin à l'affaiblissement par la démocratie de la « vraie » France¹⁷³. L'amitié de Groulx avec Pierre Gaxotte perdure aussi, bien au-delà de la Condamnation, nous l'avons relevé. Gaxotte fit lui aussi référence à Fustel dans son *Témoignage* sur Groulx¹⁷⁴. Gaxotte était demeuré un maurassien fidèle qui écrira même sur le maître après sa mort; et Groulx l'inscrit parmi ses correspondants lorsqu'il lance sa *Revue d'histoire de l'Amérique française* en 1947¹⁷⁵. Isolé parmi de nombreux États-uniens, cela n'en indique pas moins combien la relation de Groulx avec ce milieu s'inscrivit dans la durée. Gaxotte, animateur de l'hebdo d'extrême droite de jeunes maurassiens *Candida*, ostracisé par le CNE après-guerre, n'en est pas moins élu en 1953, (Maurras était radié), à l'Académie française, grâce aux Immortels conservateurs et aux maurassiens¹⁷⁶. Cette amitié avec Gaxotte est d'ailleurs mentionnée par un étudiant de Groulx, l'historien Guy Frégault, à titre d'exemple du déphasage de Groulx avec l'après-guerre : les idées de droite discréditées laissent Groulx isolé¹⁷⁷. L'exemple de Gaxotte démontrant combien l'idéologie qui était à la mode au temps du chanoine ne pouvait plus suivre celle des jeunes intellectuels d'après 1945 : les courants de droite sont en décrue jusqu'aux années 1970-80.

Les exemples sont donc nombreux, à la fois dans l'œuvre de Groulx et dans les pages de *L'Action nationale* : le lien n'est pas abandonné, la production maurassienne avait été un fortifiant pour le traditionalisme de ce mouvement intellectuel québécois. La présence limitée de tels exemples dans la revue après 1933, leur faiblesse d'imprégnation sur d'autres animateurs du mouvement, tels Archambault et Gauvreau, sur des collaborateurs importants comme Montpetit et Minville, donnent à notre sens un éclairage supplémentaire au fait que ce sont Héroux et Groulx qui ont prôné la nouvelle mouture de la LDF, une structure protéiforme, gramscienne, inspirée de l'exemple de la L.A.F. qu'ils avaient étudié.

¹⁷³ É. Baumann, « Un grand Canadien », dans André Laurendeau, *Lionel Groulx*, Montréal, ACF, 1939, p.4.

¹⁷⁴ Dans la bio-bibliographie déjà mentionnée, *L'œuvre du chanoine Lionel Groulx*.

¹⁷⁵ IHAF, *R.H.A.F.*, vol.I no 1, juin 1947 : intérieur de couverture, « membres-correspondants ».

¹⁷⁶ Cf. M. Winock, *Le siècle des intellectuels*, p.329 et p.472.

¹⁷⁷ Guy Frégault, *Lionel Groulx tel qu'en lui-même*, s.l., Leméac, 1978, p.37.

C'est en particulier Groulx, l'éminence grise du mouvement, qui y occupe graduellement la place dominante, qui s'est donné pour tâche de bâtir une doctrine de nationalisme intégral de son cru et qui démontre un intérêt suivi pour le mouvement maurassien. Intérêt circonscrit et circonspect toutefois, axé en vérité sur les cercles catholiques y compris de l'A.F.. Pour donner la mesure de cette empreinte d'anciennes sympathies et d'anciennes lectures qui subsiste (continue de se manifester dans les amitiés et les écrits) timidement après la Condamnation, il suffit de la contraster avec les positions de Maritain. Maritain choisit de justifier la position du Pape et lance un nouveau courant, le personnalisme : il ne se réfère plus à ses anciens collègues ni ne signe la pétition en faveur de Maurras que signe J. Bruchési en 1937. La position des groulxistes est davantage proche de celle de Maritain que d'un catholique réfractaire comme Massis, néanmoins la distance n'est pas aussi absolue que celle qu'adopte Maritain.

Tout cela relativise la prise de distance de 1927, que la discipline catholique oblige, encore plus qu'en 1916-1917, où il s'agissait tout autant de se prémunir contre toute accusation de colonialisme intellectuel, et les deux rhétoriques amplifiées par le chanoine dans ses *Mémoires*, quelque peu outre-mesure par rapport aux archives des années 1910. Une certaine attirance, sertie de réserves et de circonspection, avait pourtant joué à l'époque et l'étude du modèle pratique de mouvement intellectuel avait été utile. La persistance de cette fréquentation, affinité naturelle pour des traditionalistes, n'implique pas que le mouvement groulxiste fût maurassien, simplement que le mouvement A.F. lui servit parfois de référence intellectuelle et surtout de référence en matière de mouvement intellectuel. Cette référence aide à alimenter l'évolution structurelle qui s'opère par rapport au journal de Tardivel officiellement désigné comme un « précurseur d'A.f. »¹⁷⁸ et qui répond à la trop libérale Ligue nationaliste en la dépassant. Cette attirance a été programmatique et déterminante dans la création d'un nouveau modèle de mouvement intellectuel. Attirance bridée qui s'étoffa de contacts plus suivis et agissants au cours d'une courte période, 1922-1924,

¹⁷⁸ O.Héroux, « Les précurseurs : Jules-Paul Tardivel », *L'Action française*, mars 1919.

période modérée de l'A.F., et toujours à l'intérieur d'un cadre plus vaste de liaisons intellectuelles françaises et de mouvements français catholiques et conservateurs. Il ressort que ces contacts furent renforcés sous la direction de Groulx, sous l'impulsion de son voyage, comme il avait joué un rôle déterminant en 1915-1917 grâce à la liaison avec son ami Héroux.

3.1.4 Éclipse de l'Action française de Montréal

En l'année 1927, s'abattent plusieurs tempêtes sur l'A.f. : l'impact de la Condamnation de l'A.F. à laquelle s'ajoutera bientôt *La Sentinelle*, se voit amplifié par les pressions sur Groulx. Sa position de professeur à l'université exige, d'une manière ou d'une autre, qu'il consacre moins de temps à la revue. Les disputes internes et la crise financière et le rachat qui s'ensuit contribuent sans doute à l'y résigner, comme d'ailleurs l'année suivante le comité directeur de la Ligue se résigne à abandonner la revue et la librairie à l'éditeur qui les a rachetées dans la faillite. Il faudra attendre 1932 pour que l'œuvre se ranime au point de relancer la revue. En 1927, *L'Action française* révèle effectivement combien la Condamnation de la L.A.F. a semé l'inquiétude dans ses troupes, en même temps qu'elle se range immédiatement derrière Maritain, davantage que Massis bien sûr qui joue le rôle du catholique réfractaire dont il ne saurait être question. Voici comment *L'Action française* attire l'attention de ses lecteurs à la réflexion de Maritain sur la Condamnation (*Primauté du spirituel*, 1927) :

Maritain se défend d'avoir écrit pour le cas particulier des catholiques d'Action française de France. Ceux de chez nous néanmoins qu'auront émus ou troublés les récentes décisions du Saint-Siège, trouveront à rassurer leur esprit et leur foi dans les hautes spéculations du philosophe catholique.¹⁷⁹

Cette primauté du spirituel cadre avec les principes que l'A.f. s'était donnés dès le départ. Elle n'en dévia pas : le catholicisme devait primer. Cela avait toujours commandé une certaine réserve dans les rapports avec l'A.F. Désormais cette réserve n'était plus suffisante, il fallait s'en distancer explicitement. Ce qui

¹⁷⁹ *L'Action française*, sept. 1927 : « Livres du jour », p.185

fut fait dès janvier 1928, où la ligue se résout à une modification de nom. Voici un extrait de l'éditorial qui explique ce changement :

Avis important

Mot d'ordre : L'Action canadienne-française

On sait les *malheureux événements* qui ont rendu suspect, par tout le monde catholique, le nom d'*Action française*. Nous n'avons rien de commun avec l'œuvre royaliste de Paris. Nous lui avons emprunté un nom, comme, chez nous, beaucoup d'organes de presse qui adoptèrent un nom déjà usité en Europe. Il suffit que ce nom sonne mal aujourd'hui à des oreilles catholiques pour que nous en changions. Par simple déférence envers les autorités romaines, sans aucune pression ni invitation que ce soit, mais de leur propre mouvement, [...] pour la propagande et la défense des mêmes idées [...] Nos amis et nos lecteurs auront seulement compris [...] que notre foi de catholique est au-dessus de tout.¹⁸⁰ (n.s.)

Il était de circonstance d'affirmer qu'il n'y avait rien de commun entre les deux ligues, ce qui se fondait sur une réelle différence de doctrine mais négligeait une inspiration féconde de méthode à l'origine de la mue de la LDF en A.f. Cela négligeait aussi une période de promotion des ouvrages de l'AF par la librairie de l'A.f. dans les pages de *L'Action française*¹⁸¹, et même, de liaison un peu plus fournie entre intellectuels des deux mouvements (1922-1924). Nous avons montré combien non seulement elle manifestait de l'intérêt pour plusieurs productions et courants liés à la L.A.F. durant les années Groulx et même toute la période 1917-1927. Davantage, et fondamentalement, nous avons démontré que le nom et la formule de mouvement intellectuel développée autour de Maurras et sa stratégie exposée dans *Quand les Français ne s'aimaient pas*, avaient concrètement inspiré les Héroux et Groulx dans leur transformation du Secrétariat de « Pierre Homier ». En clamant leur parfaite autonomie, les ligueurs de Montréal n'avaient pourtant jamais menti : il s'agissait, pour Groulx et ses complices, de mettre à profit une méthode efficace, de se servir du canevas éprouvé d'un mouvement enthousiasmant pour bâtir une œuvre à la fois comparable en ambition et entièrement de leur cru dans son contenu, au service de leurs propres idéaux

¹⁸⁰ *L'Action canadienne-française*, janv. 1928, « Mot d'ordre ».

¹⁸¹ Cf. au chapitre IV, les divisions 4.1.3.2 « *La Vie des livres* » et les références maurrassiennes et 4.2.2.4 *Publicité et vente d'ouvrages maurrassiens*.

traditionalistes, qui n'étaient pas identiques à ceux de Maurras. Ces traditions spécifiques, quoique apparentées aux françaises par bien des aspects - suffisants pour rendre la L.A.F. partiellement « émulable » - étaient divergentes en quelques points importants et d'autant plus avec la position néo-traditionaliste originale de Maurras. Car Maurras repoussait les valeurs du christianisme comme des ferments de désordre, d'égalitarisme et de révolution ; il identifiait réforme, romantisme, révolution démocratique et enfin socialisme dont la racine était chrétienne. Selon sa prétention, l'Église avait désamorcé cette bombe idéologique : à ses yeux qui en retranchaient la foi chrétienne elle n'était plus qu'autorité. Bien sûr, l'A.f. qui mettait foi et christianisme de l'avant, ne pouvait concorder avec lui sur ce point.

Conclusion

En somme, l'usage de notre taxinomie des mouvements intellectuels, en détaillant le modèle de la « ligue d'intellectuels », met en relief un transfert culturel de France au Québec qui nous permet de mieux comprendre à la fois le prestige de la L.A.F. et la nature de l'A.f. L'inspiration est, en premier lieu, d'ordre structurel, procurant un canevas, un schéma organisateur qui servira à la production et à la diffusion d'un nationalisme autonome, dans une optique ambitieuse que nous avons dite « gramscienne de droite ». C'est donc davantage l'idée du « patriotisme organisateur » qui put être suggérée par l'exemple de la L.A.F. de la démarche maurrassienne, que le contenu de cette idéologie de nationalisme intégral, dont les traits, par rapport au portrait du nationalisme intégral brossé par Maurras, apparaîtront avec de notables différences sous le pinceau de Groulx.

S'ils ont en commun le principe de placer des valeurs traditionalistes au sommet de ce qui doit régir la société, leurs hiérarchies de valeurs ne se

confondent pas¹⁸². Ils ont donc surtout en commun, du point de vue des mouvements intellectuels, la « ligue d'intellectuels » organisée de manière semblable, et hors pair dans leurs terreaux respectifs. Si le nom repris traduit une ambition et l'inspiration d'un type d'action intellectuelle, les traditions défendues ne sont pas identiques. D'une part, les ultramontanismes de France et du Québec sont différents, celui du Québec acceptant une forme de constitutionalisme. D'autre part, les évolutions idéologiques de Maurras face à la tradition ultra française ne sont pas toutes acceptables, pour cause de catholicisme notamment. L'A.f., catholique, se soumet au Pape comme l'agnostique Maurras ne saurait le faire. « Et voilà comment notre effort ne s'arrête pas à cette entreprise de reconstruction française comme à une fin. Les nations aussi bien que les hommes, sont soumises aux fins suprêmes ; une nation n'a même de raison d'être que dans le respect et la glorification de cet ordre. »¹⁸³ Cet ordre est catholique et national, et non simplement national comme chez l'AF, le catholique étant au faite de l'édifice des valeurs¹⁸⁴. Cette différence nous préoccupait moins à ce stage que l'ampleur donnée à la notion de reconstruction française, reconstruction nationale qui dépasse la lutte linguistique et s'assimile au type d'action intellectuelle de la L.A.F qui vise une révolution idéologique en articulant une doctrine, un programme idéologique et une structure protéiforme. Ce contenu spécifique, y compris ses divergences parfois importantes avec le maurrassisme, sera abordé au prochain chapitre, dans le cadre de l'étude en profondeur de la revue groulxiste.

¹⁸² M. Winock, *Le siècle des intellectuels*, p.44 : « Pour Maurras en effet, il y avait quelque chose de plus haut que la justice, (...) que la vérité, c'était ce qu'il appelait la « sécurité nationale ». »

¹⁸³ L. Groulx, « Notre doctrine », *Consignes de demain*, p.14.

¹⁸⁴ L. Groulx, « Nos devoirs envers la race » (1924), *Dix ans d'Action française*, 1926, p. 231.

CHAPITRE IV

L'ACTION FRANÇAISE DE GROULX

Dans ce chapitre nous nous appuyons sur le dépouillement de la revue de 1920 à 1927 pour dégager l'activité du mouvement, la personnalité et le contenu idéologique sous la direction officielle de Groulx, en première section. La seconde sera consacrée à une analyse des positions de l'Action française d'après ce dépouillement puis leur comparaison avec celles de la L.A.F. maurassienne. La revue a été dépouillée sur le mode de l'analyse de contenu, non seulement des articles de fond mais des rubriques relatant l'activité du mouvement, assorti d'une analyse quantitative des contributeurs principaux. Pour conclure, nous nous pencherons très brièvement sur l'évolution de ce modèle de mouvement intellectuel dans les années 1930 et le contenu idéologique véhiculé par ce qui s'appelle désormais *L'Action nationale*.

4.1 L'ACTION FRANÇAISE SOUS LA DIRECTION DE GROULX

4.1.1 Description de la revue sous la direction de Groulx (1921-1927)

L'Action française est un mensuel qui maintient un format constant, typique de la revue intellectuelle et proche du petit livre, environ 12 cm par 18 cm, et un volume de 64 pages tout au long de la période « Groulx » (octobre 1920-1927) soit le double de ses toutes premières livraisons en 1917 (elle passa dès octobre 1917 à 48 p.). Sa présentation et ses rubriques demeurent remarquablement

stables. La livraison commence toujours par un mot de la rédaction, quasi toujours un « mot d'ordre », sur une ou deux pages, rarement plus, suivi d'une contribution à l'*Enquête* annuelle par un nouvel auteur à chaque mois, puis de six ou sept articles, et enfin des rubriques variées de fin de cahier, généralement des chroniques renseignant sur la vie de la Ligue d'Action française et de toutes ses œuvres et autres pages documentaires. Les articles et les contributions sont signés, mais les pseudonymes sont fréquents. Nous avons établi un classement des signatures les plus fréquentes. L'abbé Groulx est de loin le contributeur le plus prolixe (Tableau 4.3). Et encore, nous n'avons pas recensé dans nos tableaux la totalité de ses pseudonymes, mais seulement la série la plus fréquente, aux initiales J.B. Groulx assure que l'initiative du « mot d'ordre », relayé en tracts comme les conférences d'Action française, revient à Perrault, que son succès se mesure à son écho dans la presse, au vrai dans la « bonne presse », *Le Devoir* bien entendu¹ mais aussi *Le Droit* d'Ottawa², l'*Action catholique* de Québec, l'*Évangéline* de Moncton³. Groulx considère l'A.f. complémentaire à cette bonne presse. Les chroniques les plus constantes sont « La vie de l'Action française », généralement rédigée par « Jacques Brassier » (Groulx), et « À travers la vie courante », généralement rédigée par « Pierre Homier » (Archambault). La chronique de l'ancien directeur de la LDF relate les efforts pour la défense et la promotion du français, tandis que la chronique de Brassier détaille les activités de la Ligue, les actions entreprises tels l'envoi de lettres, conférences, publications, brochures et calendriers dédiés à des héros et héroïnes de l'histoire de l'Amérique française, et autres objets promotionnels⁴. L'histoire est animée : par des pèlerinages historiques, par les Semaines d'histoire. La promotion de la Fête de Dollard dont elle s'attribue une part du succès⁵, et son apparat⁶, des plus profus, déferlent sous l'égide de Groulx :

¹ L. Groulx, « Notre hommage au *Devoir* », *L'Action française*, janv. 1920, p.28-33.

² A. Perrault porte l'hommage de l'A.f. au *Droit* lors de son dixième anniversaire : « Nos directeurs à la besogne », notice, *L'A.f.*, déc. 1923, p.378.

³ L. Groulx, *Mes Mémoires*, II, p.116.

⁴ Ex., déc. 1922, *L'Action française*, dos de couverture, la réclame commande : « *Le Calendrier Jeanne Le Ber* : le calendrier devra se trouver dans tous les foyers canadiens-français ».

⁵ A. Lévesque, « Les étapes d'une Fête nationale », *L'A.f.*, avr. 1927, p.243-261.

Faire la chronique de la fête de Dollard n'est plus aussi facile que les années passées. Et c'est un bon signe. La fête [...] est entrée dans les mœurs, nous écrit-on d'un peu partout. [...] La rose de Dollard est devenue un insigne obligatoire le 24 mai. Un signe caractéristique, c'est la solennité qu'a revêtue en beaucoup d'endroits la fête.⁷

Après la fleur de la pensée française d'Asselin, la rose de Dollard de Groulx décore le pays de patriotisme. Comme plusieurs pour la Fête nationale, ces intellectuels nationalistes préfèrent la solennité aux épanchements populaires en matière de célébration nationale. L'entreprise de conversion idéologique, ou pour parler comme Groulx « d'assainissement », rencontre en la seconde année « Groulx » de fiers succès (ils seront passagers). La célébration de Dollard doit symboliser tout ensemble une identité nationale⁸, le dévouement et la résistance intrépide, le sens du sacrifice pour la patrie. Ainsi la martyrologie imprime son schéma aux figures de l'héroïsme patriotique. Le sentiment cultivé est la conscience de ce que le salut collectif et le bien-être individuel doivent au sens du sacrifice des héros de la patrie. L'émulation doit susciter non pas le sacrifice littéral mais la résistance courageuse et déterminée : la devise accolée aux figurines de Dollard est celle de la Ligue sous Groulx : « Jusqu'au bout », devise qui orne la couverture de la revue sous sa direction. Les noms des compagnons de Dollard inspirent d'ailleurs un chapelet de pseudonymes à Groulx dans la revue⁹. La Ligue plaide également pour que le 24 juin, Fête nationale des Canadiens français, devienne férié au Québec¹⁰, à l'encontre des journaux libéraux (aussi défavorables aux combats pour le français)¹¹. L'A.f. salue la décision du gouvernement Taschereau en 1924.

L'A.f. fait la propagande du sentiment national par l'enseignement de l'histoire, moult pèlerinages historiques, notamment celui de Dollard. Elle le fait

⁶ Voir par ex. « *Vie de la Librairie - Et la Fête de Dollard ?* », *L'Action française*, avr. 1926, p.254-255 : 7 livres ; roses, timbres, bustes et cartes postales de Dollard.

⁷ *L'A.f.*, « *La vie de l'Action française - La Fête de Dollard* », juin 1922, p.375.

⁸ « *Mot d'ordre : Pour la Fête de Dollard* », *L'Action française*, avr. 1921.

⁹ Cf. Marie-Pier Luneau, *Le mythe du berger*, M., Leméac, 2003.

¹⁰ « *Mot d'ordre : la Fête nationale* », *L'Action française*, mai 1921 ; « *Le 24 juin, jour férié* », *L'A.f.*, juil. 1923, notice p.63 ; « *La Fête nationale : Mot d'ordre* », juin 1924, p.321.

¹¹ Cf. Y. Lamonde, *Histoire sociale des idées*, II et Groulx, *Mes Mémoires*, II, p.119.

aussi par la littérature. La littérature a développé le sens national de plusieurs jeunes nations européennes – le père Forest reprend de Brunetière l'exemple des Scandinaves¹². Le roman à thèse *L'Appel de la race* de Groulx en est le meilleur exemple. Groulx souhaitait dès le départ que l'action intellectuelle se fît aussi par le roman, à l'instar de celui de Tardivel, à ses yeux trop isolé : la littérature, autant que le travail de science sociale amorcé par Edmond de Nevers et Étienne Parent, doit être reprise en main pour structurer la pensée nationale¹³. Son roman pourrait s'appeler « le coin de fer », qui doit s'enfoncer dans les esprits. Il assure que l'enquête annuelle de la revue enfonce de même le clou dans l'esprit de l'élite : mais le rayon d'action du roman doit être plus large encore. Il exprime radicalement le rejet d'une pente d'assimilation à guérir par un retour aux sources qui vont blinder les esprits contre cette dérive, facile démission, dangereuse dans sa multiplication pour la survie de la nation.

Outre l'abbé Groulx directeur de la revue, les « directeurs » (c'est-à-dire membres du comité directeur) de la Ligue sont, d'après la couverture de la revue, en 1921 : l'abbé Philippe Perrier, président, le docteur Joseph Gauvreau, vice-président, Anatole Vanier, avocat, secrétaire général, Louis Hurtubise, ingénieur, trésorier. Omer Héroux, journaliste et Antonio Perrault, avocat et professeur à l'Université de Montréal comme Groulx, sont les autres « directeurs », membres sans titre. L'unité de classe de ce groupe est apparente : professeurs, professions libérales et ecclésiastiques dessinent une classe de lettrés engagés. Sans être tous d'origine bourgeoise, ils ont en commun une formation avancée de type collègue classique et universitaire. Pour plus de détails sur les générations, les professions et la chronologie d'adhésion de chacun des membres de la Ligue, nous renvoyons au travail de P. Ryan¹⁴ - où l'on note qu'un changement de garde s'effectue entre 1920 (départs) et 1922-23 (arrivées). L'importance des professeurs est symptomatique de l'autonomisation de l'engagement intellectuel à l'époque, ce dont la Ligue d'Action française est l'exemple le plus probant des premières

¹² C. Forest, « *Notre avenir politique – La préparation intellectuelle* », *L'A.f.*, 1922, p.135.

¹³ L. Groulx, « Une action intellectuelle », *L'A.f.*, févr. 1917, p.42.

¹⁴ P. Ryan, *Des intellectuels dans la Cité*, notam. Tableau 2.1, p.54.

décennies du XXe s. C'est bien un mouvement intellectuel autonome, un regroupement « d'hommes du culturel et du savoir mis en situation du politique », engagés au nom de valeurs qui leur sont propres et même d'une idéologie de leur cru mise sous forme de doctrine.

Albert Lévesque devient le libraire-éditeur de l'A.f., (après un épisode tourmenté évoqué en historiographie¹⁵). Jean Bruchési complète les instances de la Ligue durant notre période à la tête des « Étudiants d'Action française », à l'Université de Montréal puis des Étudiants canadiens à Paris en 1926¹⁶, du Comité de Propagande canadienne-française à Paris, d'abord animé par Paul Rioux en 1922. Celui-ci envoie ou facilite les échanges pour que des professeurs canadiens, souvent ecclésiastiques, puissent professer des conférences à l'Institut catholique de Paris¹⁷ et faire connaître le Canada français. La LDF avait innové en créant un secrétariat de la langue française ; voilà que la Ligue d'Action française inaugure une manière d'ambassade culturelle ou d'institut culturel à Paris, palliant, dans les deux cas, l'absence de missions de l'État qui ne seront remplies que plusieurs décennies plus tard. Pour la propagande culturelle à Paris, les liens sont surtout tissés avec les cercles catholiques, comprenant tant des intellectuels et des mouvements qui connaissent des frictions avec la L.A.F., tels François Veuillot et les traditions d'Action catholique que des catholiques amis de l'A.F., via l'Institut catholique de Paris par exemple, parfois avec des catholiques de la L.A.F. directement. C'est l'ami de Groulx, l'abbé Armand Chaussé passionné d'A.F., qui succède à Rioux. Il tisse des liens avec les catholiques d'A.F., ceux de l'Institut d'Action catholique notamment, où ils sont alors nombreux. Chaussé ouvre la série des conférences du Comité à l'Institut catholique, puis à Notre-Dame du Travail. Il cultive l'amitié de Mgr Beaupin¹⁸, secrétaire des Amitiés catholiques françaises à l'étranger, du professeur français Dalbis à l'Université de

¹⁵ Cf. *supra*, chap. II, section « Susan Mann ».

¹⁶ Réorganisation et composition du comité annoncés dans « La vie de l'Action française », *L'A.f.*, févr. 1926, p.123.

¹⁷ *L'A.f.*, févr.1922, p.96-97 : « Le Comité de propagande à Paris » : Chaussé en devint le secrétaire et la Ligue d'A.f. la dota de 700 francs, la SSJB de 250 francs, nombre de lecteurs de *L'A.f.* de 5\$.

¹⁸ Cf. « Notes diverses - France et Canada », *L'Action française*, juil. 1925, p.55.

Montréal¹⁹, de François Veuillot et de plusieurs quotidiens catholiques : *La Libre Parole*, *L'Éclair de Montpellier*.

Les directeurs eux-mêmes s'animent en fonction d'une mission : faire connaître la ligue et multiplier les abonnements dans les collèges, par l'œuvre des conférences. Voici la liste des collèges couverts durant l'hiver 1921 : Collège Sainte-Marie (Montréal), Collège de L'Assomption, Collège Bourget (Rigaud), Séminaire de Joliette, Séminaire de Saint-Hyacinthe, Séminaire de Sainte-Thérèse, Montmagny, Mont-Laurier, Coaticook²⁰. En quelques semaines, les directeurs se démènent. À cela s'ajoute une organisation spécifique, « les Conférences de l'Action française », qui organise des soirées mondaines, où sont présentés des articles ensuite réunis en volume à la Bibliothèque de l'Action française, telle, en l'année inaugurale de Groulx, celle d'H. d'Arles sur les historiens canadiens-français²¹. Les groupes locaux s'ajoutent pour faire la promotion de la revue, du roman *L'Appel de la race*, de *L'Almanach*, des articles de promotion divers et notamment relatifs à Dollard et aussi de la Fête de Dollard²². Le roman de Groulx, illustration de sa doctrine de nationalisme intégral, fait par conséquent partie des ouvrages méritant de plus amples efforts de propagande. Les membres des groupes locaux demeurent souvent incognito²³, de sorte que la revue relate leurs activités sans jamais les nommer. L'un s'appelle le Cercle Tardivel²⁴. Nous avons dévoilé d'après la correspondance de Groulx que le père Charlebois d'Ottawa, héros des luttes pour l'école bilingue en Ontario (et incidemment personnage du roman de Groulx²⁵), devait être l'instigateur du cercle

¹⁹ Cf. J. Bruchési, « Au soir des cinquante ans », *L'Action française*, mars 1926, p.178-179.

²⁰ Jacques Brassier, « Vie de l'Action française », *L'Action française*, mars 1921, p.190.

²¹ H. d'Arles, *Nos historiens*, 1921. Publication en livret d'une série de conférences qui se termine le 14 avril 1921 sous la présidence de J.-É. Perrault, ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries du Québec. Cf. *L'Action française*, mars 1921, p.190.

²² Pour la promotion du roman de Groulx, *L'appel de la race*, par les groupes locaux, cf. *L'Action française*, déc. 1922, « Nos groupes d'Action française », p.382.

²³ J. Brassier, « La vie de l'A.f. - Nos groupes d'A.f. », oct. 1923, p.252.

²⁴ « La vie de l'A.f. - Nos groupes d'A.f. », janv. 1924, p.58-59 : Sorel ; juin 1926, p.378-379 : Lac-Mégantic dit *Cercle Tardivel* in « La Vie de l'A.f. - Le Cercle Tardivel », *L'A.f.*, juil. 1925 p.63 ; N. Tillemont, juil. 1923, p. 61 : aux États-Unis ; déc. 1923 : deux groupes ni nommés ni localisés.

²⁵ L. Groulx, *Mes Mémoires*, II, p.90.

local, recruté on le suppose parmi des éléments semblables en formation supérieure à la direction de la Ligue : Groulx explique la volonté d'en faire de petites unités d'élite²⁶. Il refuse l'enrôlement de « primaires ». Tout le mouvement est axé sur la mobilisation de l'élite pour agir sur la nation dans son ensemble.

Au terme de la direction générale de Groulx, les directeurs en 1926 et 1927 ne sont plus exactement les mêmes : Perrier est toujours président et Vanier, secrétaire général. C'est parmi les membres directeurs que se sont ajoutés de nouveaux noms : l'abbé Lucien Pineault (professeur à l'Université de Montréal), Arthur Laurendeau (professeur de musique), Émile Bruchési (futur professeur à l'Université de Montréal), Esdras Minville, (professeur et futur directeur des HEC), puis en 1927 avec Hermas Bastien et Yves Tessier-Lavigne, professeurs à l'Université de Montréal, s'ajoutent à Perrault. Notons le départ d'Héroux du comité de direction et de Gauvreau, l'allié d'Archambault. En 1917, par rapport à 1921, la composition était très similaire en termes de classes et professions, avec Archambault et des professeurs des HEC et de Polytechnique en sus (E. Montpetit et L. Lorrain), avec un retour de l'élément économiste à la fin de la période « Groulx » en la personne de Minville. Les universitaires demeurent en bonne position, une constante du mouvement.

4.1.2 Les principaux collaborateurs

Nous avons établi des compilations des principaux collaborateurs de *L'Action française*, selon trois périodes : la période « Groulx », la période « Héroux » et les dix premières années. Pour la période « Groulx », nous avons réparti les contributions en trois catégories : « articles », articles individuels ; « études », contributions à l'enquête annuelle ou à un dossier spécial ; « chroniques », rédaction d'une des diverses rubriques chroniques de la revue. Cette division permet de départager des contributions davantage sur le plan théorique (les textes de fond) de celles davantage sur le plan actif (les chroniques).

²⁶ Corr. de L. Groulx, Fonds Charles Charlebois, cf. *infra*.

Groulx est champion toutes catégories. Ces tableaux dégagent une évolution : les anciens fondateurs de la LDF, Archambault et Gauvreau, cèdent bientôt la place sous la direction de Groulx. Ces tableaux ajoutent quelques noms à ceux que la composition du comité de direction nous dévoile quant aux principaux animateurs de la revue. Archambault devance nettement Héroux et poursuit même sa participation durant les deux premières années « Groulx », essentiellement en assurant la transition et en palliant l'absence du directeur. Toutes ses chroniques sont écrites avant 1923 et la reprise des activités de Groulx à plein régime après son retour d'Europe.

Les figures d'E. Minville et d'É. Montpetit semblent marginalisées durant la période « Groulx ». Montpetit participait toutefois durant la période « Héroux » surtout, tandis que Minville entame sa collaboration à la toute fin de la période « Groulx ». En termes de prestige, ce sont des contributeurs importants qui apportent à la revue une pensée économique, volet qu'elle conçoit comme capital pour l'action nationale et l'avenir de la nation. À ce titre, ils participent d'une intervention importante dans certaines enquêtes, Montpetit dans *Le problème économique*, présentée par Groulx lui-même. Cette enquête est cardinale puisqu'elle fait la recension des solutions pour sortir le Canada français de l'exclusion économique. Cette infériorité économique y est présentée comme le principal obstacle à l'indépendance ; l'action ne peut qu'être à long terme et doit miser sur l'épargne, l'éducation, et une intervention modérée de l'État.

Minville intervient quant à lui dans les enquêtes de 1926 et 1927, ce qui annonce son implication ultérieure dans la Ligue des années 1930. Malgré leurs interventions significatives, Montpetit et Minville n'occupent pas autant de place pour énoncer la doctrine et la pensée, que ceux qui contribuent quantitativement assez pour se retrouver dans nos tableaux. Plusieurs autres professeurs, membres notables qui apportent quelques prestigieuses contributions, sans apparaître parmi les 10 premières signatures : Émile Miller, Léon Lorrain ou encore les jeunes licenciés, Yves Tessier-Lavigne, Harry Bernard, René Chaloult. La jeunesse se manifeste à travers une série d'articles en réponse individuelle à la question « Vos

doctrines ? » en marge de l'enquête annuelle de 1926 : il appert que le groulisme est bien portant, non seulement auprès des jeunes directeurs mais des jeunes sympathisants tels Léon Lortie du *Quartier latin*. Autre catégorie de collaborateurs à mentionner : les auteurs, notamment maintes écrivaines dont Marie-Claire Daveluy est la plus importante. Elle livre des essais historiques sur de grandes dames de l'histoire²⁷ ou encore des critiques littéraires²⁸. D'autres collaborateurs de prestige sont Laure Conan et Henri Bourassa qui ne contribuent qu'une fois, comme le jeune Marie-Victorin. Le poète Léo-Paul Desrosiers livre plusieurs articles. Les écrivaines étaient peut-être plus fortement présentes encore de 1918 à 1921, avec les vers patriotiques de Blanche Lamontagne²⁹ et les articles traditionalistes de Joyberte Soulanges³⁰, pour nommer les plus présentes. D'autres essayistes et collaborateurs sont H. d'Arles ou encore le catholique français Gaillard de Champris³¹, également critique littéraire. Comme l'ami de Groulx René Bazin³² (tous deux du Val de Loire), il appartient au milieu conservateur et catholique de *La Revue des deux mondes* dirigée par Paul Bourget. Il ne faudrait pas oublier la multitude d'ecclésiastiques enfin qui apportent parfois une seule contribution, pour une poignée qui se démarque par plusieurs contributions. Les jésuites ultramontains tels les frères Lalande et surtout les frères Dugré (sans oublier Archambault), y sont en bonne part. Notons que si Groulx et Archambault se dégagent nettement comme des figures dominantes au total, et Archambault au début surtout, les deux ont davantage contribué sous pseudonyme que sous leur nom. Si nous faisons le décompte des auteurs les plus fréquents de chroniques, d'articles et de contributions à l'enquête annuelle, voici ce que nous trouvons :

²⁷ Ex. : « Jeanne Mance et la fondation de Montréal », *L'A.f.*, juin 1919, p.260-264 ; « Le patriotisme de Jeanne Le Ber », juil. 1919, p.300-305.

²⁸ Ex. : « En relisant Laure Conan », *L'A.f.*, mars 1918, p.109-119 ; « Nos amis les livres », oct. 1921, p.617-627.

²⁹ « Chants du vieux ber », *L'A.f.*, juil. 1918, p.289-93 ; « *Survivance*, vers », nov. 1919, p.481-83.

³⁰ Ex. : « Aux premières qui vinrent de France », *L'A.f.*, août 1920, p.368-372 ; « À Lourdes de Rigaud », oct. 1920, p.448-451.

³¹ Henry Gaillard de Champris (1877-1956), professeur à l'École normale de l'Université Laval en 1925-1926 ; auteur catholique d'essais « de critique et de morale » et aussi d'*Images du Canada français*, P., Flore, 1947, préf. de Firmin Roz.

³² Romancier catholique, essayiste, journaliste, Acad. Fr. 1903, 1853-1932 ; études sur de Maistre.

Tableau 4.1
11 principales signatures, *L'A.f.*, oct. 1920-1927

Signature	Articles	Études	<i>Total</i>	Chroniques	Grand total
Lionel Groulx <i>d</i> / J. B.* <i>p</i>	23 / 14	2 / 0	39	3 / 52	28 + 66 = 94
Antonio Perrault <i>d</i>	20	5	25	1	26
Hermas Bastien <i>d</i>	22	1	23	4	27
Henri d'Arles	20	0	20	0	20
Anatole Vanier <i>d</i>	15	0	15	1	16
Philippe Perrier <i>d</i>	11	2	13	2	15
Émile Bruchési – <i>d</i>	10	3	13	0	13
Adélard Dugré	8	2	10	0	10
Louis-D. Durand	8	1	9	0	9
Albert Lévesque	7	0	7	17	24
Archambault <i>d</i> / Pierre Homier <i>p</i>	3 / 3	0 / 0	6	0 / 19	3 + 22 = 25

d : indique un directeur de la Ligue – *p* : pseudonyme

Tableau 4.2
11 signatures les plus fréquentes, toutes catégories, *L'A.f.*, 1917-sept. 1920

Auteur	Total (articles, études, chroniques)
Pierre Homier / J.-P. Archambault	49
Lionel Groulx / J.B.*	36
Omer Héroux	25
Léon Lorrain	14
Albert Lozeau	8
Marie-Claire Daveluy	7
Henri d'Arles	6
Antonio Perrault	5
Adélard Dugré	5
Philippe Perrier	5
Olivier Maurault, p.s.s.	5

* Jacques Brassier, Jean Beauchemin ou « J.B. » ; Groulx use aussi d'autres pseudonymes

Tableau 4.3
10 plus fréquents intervenants toutes catégories, *L'A.f.*, 1917-1927

Auteur	Grand total (chroniques, articles, études)
Abbé Lionel Groulx / J.B.*	130
Pierre Homier / Archambault, s.j.	74
Antonio Perrault	31
Hermas Bastien	28
Omer Héroux	27
Albert Lévesque (éditeur)	24
Henri d'Arles (Abbé Beaudé, o.p.)	26
Abbé Philippe Perrier	20
Anatole Vanier	18
Adélard Dugré, s.j.	15

* Jacques Brassier, Jean Beauchemin ou « J.B. » ; Groulx a d'autres pseudonymes

Dès la première année sous l'égide de Groulx, Gauvreau affirme que *L'Action française* « déjà, pour tout le monde, s'appelle la Revue de l'abbé Groulx ». Dans cette allocution (empreinte de gaieté, de plaisanterie amicale et de sérieux) prononcée à un dîner d'A.f. en l'honneur du départ de Groulx pour une année en Europe, Gauvreau exprima son enthousiasme pour le travail doctrinaire de Groulx : « Un maître nous était nécessaire » qui a « dégagé notre doctrine de sa gangue ». Groulx affirme clairement à cette occasion sa volonté de patriotisme organisateur, prenant ses distances avec le seul combat linguistique, pour « dégager les vues principales de notre vie publique », « une pensée commune » véritablement hégémonique. Car il s'agit, pour fédérer toutes les forces nationales, de donner « une direction harmonieuse et dominatrice » à toute la nation, satisfaisant « tous [l]es besoins de certitude » du jeune citoyen. Direction remplaçant la direction perverse donnée par la lutte des partis politiques par une saine « direction des esprits » qui « n'appartienne pas aux idées anarchiques [...] mais à celles qui maintiennent l'ordre ». Groulx en appelle à tous « ceux que nos problèmes d'avenir préoccupent » de former « la coopérative de l'intelligence » et d'« organiser le travail de l'esprit ». Les différends de Gauvreau avec Perrault

indiquaient toutefois une divergence de vues avec la direction que prenait la Ligue dans ses activités, entre autres la négligence des besoins matériels.³³

Les Perrier, Groulx, Héroux, Perrault, Vanier, Lévesque, Bastien, d'Arles, forment un groupe qui accepte, en termes de doctrine et quant à la vie du mouvement, le leadership de Groulx. Incidemment ce sont aussi ceux qui semblent, plus ou moins selon les cas, au courant des activités du mouvement maurassien. Héroux et d'Arles figureraient parmi les plus enthousiastes de l'A.F. La période « Groulx » est la plus ouverte à la L.A.F. et cela se reflète chez les collaborateurs les plus fréquents, exception faite de la fourmi ouvrière Pierre Homier, présent seulement au début, tenu par ses supérieurs de modérer son engagement dans cette œuvre profane pour consacrer plus d'énergies à l'ESP. Par ce rôle de pivot, il met en relation deux organismes de propagande aux proportions et à l'activisme impressionnants. Notons l'importance des jésuites dans l'entourage de Groulx durant cette période déterminante du mouvement d'Action française. Le directeur de conscience de Bourassa, aumônier de l'ACJC à Montréal et coordonnateur de ses activités au Collège Sainte-Marie, Louis Lalande, s.j., y était allé d'une contribution à la première enquête de la revue, en 1918³⁴. Sa contribution était du plus classique intégrisme catholique (ne donnant pas dans un quelconque néo-traditionalisme à la Maurras). Mais pour l'essentiel, outre Archambault, il s'agit des directeurs Perrier, acteur important de ce groupe d'intellectuels, et Dugré, dont nous avons parlé pour ses références au maurassisme. Avec le changement de directeur, Dugré passe lui aussi des sujets linguistiques aux sujets idéologiques, traditionalistes bien sûr, et c'est pour affirmer non pas le nationalisme intégral mais le « catholicisme intégral » en

³³ « *La Vie de l'Action française* – Allocution du Dr Gauvreau », *L'A.f.*, août 1921, p.502-504 et « Réponse de M. l'abbé Groulx », p.505-508.

³⁴ Louis Lalande, « *Nos forces nationales* – La revanche des berceaux », *L'A. f.*, mars 1918. Son autre contribution touchait à la correction de l'élocution française, *L'A. f.*, sept. 1917 « Bouches molles ». Cf. Pelletier-Baillargeon, *Olivar Asselin*, I, p.365-367.

vantant sa vertu pour la survivance nationale³⁵. Un seul sulpicien dans le lot : Olivier Maurault, et un seul dominicain : d'Arles.

Le lien avec le Collège Sainte-Marie (collège classique jésuite) fait du Quartier latin de Montréal, empli de professeurs (et d'étudiants) directeurs d'Action française aux HEC, à Polytechnique, à l'Université de Montréal, dans les facultés les plus courues pour les cours publics, sans oublier ni le cercle étudiant de l'Action française (celui de Montréal, mais celui de Paris rassemble maints diplômés de Montréal) et les relais qu'elle trouve dans le journal estudiantin *Quartier latin*³⁶, ni ses bureaux, le centre de son entreprise d'hégémonie culturelle « gramscienne ». Cette action espère se déployer au dehors également, non seulement à travers les collèges du Québec mais aussi auprès de la diaspora nord-américaine. Les Canadiens français à l'Ouest du Québec et aux États-Unis sont représentés dans la revue, notamment par le Franco-Américain d'Arles, qui s'intéresse lui-même à tisser des liens acadiens. Groulx multiplie les conférences dans tous ces foyers de francité américaine, bien au-delà de la période 1921-1927. Simplement on remarque que la période de direction groulxiste imprime une légère modulation aux intérêts linguistiques de la revue. Des questions de langue proprement dite, et des exemples de combats culturels pour les droits des langues et la résistance à l'assimilation à travers le monde³⁷, on passe à un accent plus prononcé sur la diaspora nord-américaine et ses résistances, déjà fortement présentes.

Nous avons mentionné la dispute Gauvreau – Perrault, reconnue dans les *Mémoires* de Groulx³⁸. Gauvreau était attaché à l'œuvre et il croyait que les

³⁵ Adélarde Dugré, « La langue du commerce », *L'Action française*, avr. 1920 ; « Notre intégrité catholique dans la famille », avr. 1923.

³⁶ Nicolas Tillemont [Groulx], « La vie de l'A.f. – Chez les étudiants », *L'A.f.*, mai 1924, p.314-315 ; J. Bruchési au *Quartier latin*, « La vie de l'A.f. – l'A.f. devant l'opinion », 1924, p.188.

³⁷ (s.s.), « *Partie documentaire* – La renaissance de la langue irlandaise », *L'A.f.*, mai 1919, p.240, « *Partie documentaire* - le traité polonais et le droit des minorités », sept. 1919, p.428 ; É. Bruchési « Les nationalités qui luttent – En Pologne », mai 1921, 279-292 ; T. Hudon. s.j., « Réveil de la langue provençale », nov. 1924, p.273.

³⁸ Groulx, *Mes Mémoires*, II, p.363-369.

nouveaux directeurs, attachés à une vue particulière de la position de « haute tenue intellectuelle », laissent les finances en désordre et vouaient la Ligue à la faillite, ce qui le rendait furieux. Malheureusement pour eux, il avait raison. Ce n'est pas de ce côté que Groulx étoffa ou consolida l'œuvre. Gauvreau entretient une relation amicale avec son camarade de collège O. Asselin, qui occupe une place en 1928 quand l'équipage que mène Groulx abandonne le navire. À son décès, Gauvreau qualifiera son ami Asselin de « Précurseur d'action française » - à certains égards une autre action française³⁹. C'était en partie celle de la LDF, de ses fondateurs Archambault et Gauvreau, dont les efforts méticuleux pour le français colorent encore la revue sous Héroux⁴⁰. Asselin intervient pourtant pour prendre la défense de Groulx dans la querelle de *L'Appel de la race*. À ce moment, Groulx entre de plus en plus en conflit avec d'anciennes connaissances amicales, froissées, voire devenues rivales dans le monde des princes des lettres et des maîtres à penser, notamment l'abbé Chartier et l'abbé Camille Roy, professeurs. C'est surtout à partir de 1922 et de l'enquête *Notre avenir politique* qui spéculé sur l'imminence de l'effondrement de l'Empire britannique que Groulx et le mouvement commencent à s'attirer polémique et inimités. Désormais les travaux publiés même antérieurement sur la Confédération sont de plus en plus soumis à la critique. Archambault et Gauvreau, au vu de ces tableaux (Tableau 4.1), n'occupent pas une grande place sur le plan doctrinal. De plus, ils n'ont pour ainsi dire jamais indiqué d'intérêt particulier pour le maurrassisme dans les pages de la revue. C'est donc la pensée de Groulx, relayée par plusieurs auteurs qui adhèrent alors à sa doctrine et son programme, qui donne le ton à la revue en 1921-1927. Doit-on parler de groulxisme du mouvement uniquement pour cette période ? Non, sans doute, mais c'est logiquement le point culminant du groulxisme à la Ligue. Nous pensons que Groulx imprime son système de plus en plus nettement au mouvement, sous la critique croissante, jusqu'en 1927 où la position n'est plus tenable pour une combinaison de raisons liées à la conjoncture internationale et à des difficultés internes. Chose certaine, la doctrine, le

³⁹ J. Gauvreau, *Olivar Asselin, précurseur d'action française*, M., ACF, 1937.

⁴⁰ Ex. : S.S., « Notre enquête : les épiciers en gros », *L'A.f.*, 1917, « Fabricants de bonbons et de biscuits », août 1918, p.358.

programme sont clairement établis, en faveur d'action nationale traditionaliste sur les plans intellectuel, moral, politique, économique (outre l'économie rurale le développement prôné n'est pas toujours traditionaliste), artistique (principalement littéraire).

La place occupée par Archambault est importante par sa fréquence et sa constance mais elle tient surtout de la chronique sur la défense de la langue, chronique qui témoigne d'un activisme minutieux et énergique sur toute la période. C'est au secrétaire A. Vanier qu'incomba la reprise de cet activisme. Son travail assidu prend la forme de lettres, mémoires, rapports et autres mandements à divers organismes pour défendre le français. Ses textes se présentent d'habitude sous une autre forme que la chronique régulière d'Archambault, ils se retrouvent dans la revue par des sélections et extraits reproduits dans la rubrique documentaire – les extraits sont signés et non la rubrique, donc ils ne comptent pas dans le tableau 4.1. Par contre le père Archambault est largement absent du champ théorique, comme en donne une indication le Tableau 4.1 : sa contribution est faible en études et articles et forte en chroniques. Il développe ailleurs son énergie sociologique ou doctrinale, en faveur du catholicisme social. Autre remarque : le rôle de Héroux diminue radicalement dès que l'abbé Groulx devient le directeur officiel de la revue. Ses interventions, souvent de nature éditoriale, dans un registre distinct de celles d'Archambault, sont aussi limitées en articles de fond. Dans ses *Mémoires*, Groulx assène que sa plume n'était faite que pour le format journalistique et non des articles de revue⁴¹. Enfin deux autres cas particuliers sont Albert Lévesque, qui tient des chroniques d'édition et de librairie et H. d'Arles, qui livre des articles et des chroniques qui traitent le plus souvent de littérature.

4.1.3 Vie de l'Action française de Groulx : l'exemple de 1924

⁴¹ Groulx, *Mes Mémoires*, II, p.27.

Afin de mieux saisir, d'abord l'action idéologique de l'Action française telle que dévoilée dans sa revue, ensuite la place qui y est accordée aux maurrassiens, un volume entier de *L'Action française* a été décortiqué de fond en comble, de manière à révéler la nature de l'action du mouvement et afin de permettre une pondération des types de référence et de textes qui ont cours dans la revue. Comptabiliser les références faites à l'A.F nous aidera à situer l'importance relative des liens avec l'A.F. Le second semestre de 1924 se présente en effet comme typique du mouvement sous la direction de Groulx, installé au mitan de celle-ci (1921 à 1927), également éloigné de la transition des débuts et de son retour d'Europe et des difficultés de la fin. Ce semestre se situe également au mitan des relations plus étoffées avec le nationalisme intégral maurrassien depuis 1922 et avant la Condamnation de 1926, à laquelle on s'efforce de réagir à travers toute l'année 1927. En 1924, en principe, ces soucis sont épargnés à l'A.f. et la L.A.F. plus respectable de l'après-guerre demeure une référence intellectuelle prestigieuse et assez fréquentable pour des catholiques.

Nous avons trié le contenu du second volume de 1924 d'abord par catégories régulières et officielles (entre guillemets), ensuite en répartissant les articles individuels en fonction du genre et de leur contenu. Ce volume reflète fidèlement des constantes dans le contenu de la revue et la propagande de la Ligue : la défense d'un catholicisme à caractère ultramontain, d'une part. En l'occurrence, la présence significative de la figure de Mgr Laflèche, l'un de ses hérauts historiques au Québec, s'ajoute à des textes conjuguant intégrisme catholique et moralisme, plaidant des causes souvent soutenues par la Ligue : la critique du cinéma, du non-respect du dimanche, du laïcisme⁴² ou encore la critique de la « mauvaise presse ». Cette presse est aussi critiquée pour des raisons nationales. Le nationalisme se reflète spécialement dans les articles traitant de politique, d'histoire, de questions socio-économiques et, typiquement, la préoccupation pour la diversité culturelle se reflète dans une curiosité pour la défense des langues nationales ou régionales à travers le monde et la vitalité de la

⁴² Abbé J. Ferland, « *L'ennemi dans la place : le laïcisme* », *L'A.f.*, déc. 1924, p.322-330.

diaspora à travers l'Amérique du Nord. Les « mots d'ordre » combinent à la fois défense du catholicisme, de la morale, de l'identité nationale (« l'intégrité française » du Québec) et de la langue dans des requêtes qui visent souvent à mobiliser des citoyens pour faire pression sur les politiques. Enfin, la vie intellectuelle en général se retrouve non seulement dans les articles de fond (où l'absence de sujets philosophiques est moins rare que celle des sujets littéraires, cette fois absents) mais dans la présentation et la promotion d'ouvrages qui incombent au service de librairie. Voici le dépouillement sommaire de toute la production d'articles et de chroniques :

Tab. 4.4Classement des articles, *L'Action française*, juil.-déc. 1924

Articles et chroniques	Quantité
Total	54
« Mots d'ordre » : <i>Contre le cinéma, Ajournons le repos, Supplique à nos députés fédéraux, Dignité de vie, Une place doit rester vide, Pour notre intégrité française</i>	6
« Partie documentaire »	3
« Vie de l'Action française »	6
Enquête « L'ennemi dans la place » : La mauvaise presse, le théâtre et le cinéma, l'indifférence nationale, l'anglomanie, l'esprit de parti, le laïcisme.	6
Portraits biographiques (dont 3 de Mgr Laflèche)	9
Vie des livres	9
Langue française et langues minoritaires	4
Politique	3
Société	2
Histoire	2
Identités régionales, diaspora francophone	2
Jeunesse	1
Économie	1

4.1.3.1 « La vie de l'Action française »

Notons d'emblée les riches révélations de l'activisme de la Ligue que procure à l'historien de ce mouvement intellectuel la chronique « Vie de l'Action française » qui relate *les œuvres* du mouvement. Chronique qui était gaie et triomphante dans les premières années de Groulx directeur, en 1922 tout

particulièrement. En 1924, déjà, le ton est moins triomphant et conquérant, et confine en certains passages au ton des récriminations : « Notre revue », (p.382), révèle qu'avant d'entamer une 9^e année, ce dont ils sont fiers, ils réclament de l'aide, parce que beaucoup d'abonnés ne payent pas ou « ont lâché ». Les critiques sont traités de « mécréants », reflétant une certaine acrimonie qui se développe. D'ailleurs il est fait allusion aux querelles ou difficultés internes, fermement démenties et dénoncées comme des rumeurs lancées par les adversaires du patriotisme respectable⁴³. Certes, l'humeur n'est plus primesautière comme lorsque Groulx prenait les rênes de « la Revue » dont il rêvait, et que la Ligue s'incorporait sous son nouveau nom, prête à se lancer, gaillarde, dans toutes les aventures à visière levée, rêvant de nobles croisades et de chevauchées et surtout de triomphes dans le travail intellectuel. L'heure des empoignades de chiffonniers est venue, et avec *Notre avenir politique*, les relations se cabrent. Cela permet en effet de croire que les difficultés allaient s'accroissant depuis les controverses de 1922. Peut-être que les querelles autour du changement de nom n'avaient été qu'un prélude à ces discordes croissantes. L'année 1923 marquerait le zénith du tirage de cette époque, à environ 6000 exemplaires⁴⁴. En l'an 1924, cet astre entame sa course inexorable vers le ponant. L'équivalent du tirage en France, soit dit en passant, serait peu banal : 60 000. *Esprit* a atteint les 20 000, mais aussi les 3000⁴⁵. Il y a bien sûr davantage de revues en France et les estimations de la circulation de *L'Action française* conservent un élément d'incertitude, étant donné le vol des archives de la revue, bien décrit par Susan Mann.

En définitive, nous ne connaissons pas avec précision l'état des ventes par abonnement et autrement. La revue suscite bien des mécontentements et s'attire les foudres de la critique ; Groulx alias Jacques Brassier s'indigne qu'on soit si tranchant avec les périodiques catholiques mais qu'on tolère sans broncher « la boue et le sang » que les « journaux jaunes » lancent à la figure – reflet de leur

⁴³ *L'A.f.*, déc. 1924, « Vie de l'A.f. - L'Action française en querelle ? », p.380.

⁴⁴ Rosaire Morin, *L'Action nationale*, vol. XCII, no 1, janv. 2002, p.22.

⁴⁵ *Dictionnaire des intellectuels*, « Esprit ».

grande popularité⁴⁶. Il est amusant de noter que la revue se croit obligée du même chef de s'excuser pour la publication de photographies de Groulx dans « la presse jaune », mise en vedette bien involontaire⁴⁷ ! On ne sait si l'abbé s'est fait prendre par un renard ou a laissé faire, mais il est permis de croire qu'il ne voulait surtout pas avoir affaire avec ces journaux, lui qui sera peu indulgent lorsque des éléments du mouvement échoueront dans de semblables antres, pardon, cloaques de la politique politicienne et du maquignonnage d'opinions, de commerce et de calembredaines. On peut croire son dépit sincère. Il ne trouva pas à en rire car l'humeur n'était à l'harmonie ni au-dedans de la Ligue ni au-dehors.

La création de nouvelles œuvres ne s'interrompt pas pour autant : est annoncée la création d'un « comité de la langue française » dans la foulée de la demande coutumière faite aux Cercles locaux d'A.f. de promouvoir la vente de *l'Almanach de la langue française*⁴⁸. Cet organisme est voué à un travail infatigable au service de la langue française, en constituant un bureau de traduction et une référence pour les milieux du travail à la recherche d'outils pour rendre leurs services bilingues et permettre la vente en français autant qu'en anglais. C'est H. Bastien qui refonde en quelque sorte ce qu'Archambault avait créé aux débuts de la LDF, en véritable génie précurseur de ce qui allait poindre un jour sous la forme para-publique de l'Office de la langue française. La pointe de découragement était très limitée. Groulx alias Brassier, se réjouit aussi d'un concours d'histoire instauré par le Secrétaire de la province de Québec, à l'instigation de l'abbé Groulx faut-il préciser : la *Semaine d'histoire du Canada*, organisée par la Société historique de Montréal, sera lancée à l'automne de 1925. Groulx avait été enthousiasmé par la *Semaine des écrivains catholiques*⁴⁹. À défaut de la *Semaine des écrivains catholiques et canadiens-français* que Groulx souhaitait constituer pour rassembler « des forces trop éparpillées »⁵⁰, cette

⁴⁶ *L'A.f.*, déc. 1924, p. 382 : « Vie de l'A.f. - Notre revue ».

⁴⁷ *L'A.f.*, nov. 1924, p. 315 : « Vie de l'A.f. - Histoire d'une photographie ».

⁴⁸ J. Brassier, « Vie de l'Action française », *L'Action française*, sept. 1924, p. 188.

⁴⁹ Créée en 1921 autour de la revue *Les Lettres*. Cf. *Dictionnaire des intellectuels*, « Valléry-Radot », p. 1390.

⁵⁰ « La Vie de l'A.f. - réponse de M. l'abbé Groulx », *L'A.f.*, août 1921, p. 508.

association de promotion de l'histoire abondait dans le sens de l'œuvre de développement intellectuel qu'il souhaitait voir la Ligue éperonner. Notons au passage non seulement la constante volonté de rassembler, mais la pratique fréquente de s'inspirer des œuvres françaises qui confirme les propos de Groulx cités (Chap. II) quant à cette habitude. D'autres amis de l'A.f., G. Pelletier du *Devoir*, avaient rêvé d'une Société des Publicistes catholiques du Canada français inspirée des Publicistes chrétiens⁵¹.

La « Vie de l'Action française » de décembre 1924 nous révèle également l'existence de « cartes et calendriers » qui reproduisent les « mots d'ordre » de la revue, dont des « cartes-correspondance », pour dames et demoiselles : cartes de visite et papier de correspondance sur lesquelles figurent une devise, une figurine, reproduites des héros et des héroïnes historiques de la Ligue, tels Jeanne Le Ber et Dollard des Ormeaux. Pour apprécier la popularité des calendriers et leur figuration parmi les œuvres de la Ligue, il faut saisir que, d'après la présentation qu'en fait la Ligue, le marché des calendriers serait dominé au Québec par des produits unilingues anglais. L'A.f. leur donne évidemment une saveur particulière que résume bien ce spicilège des « formules lapidaires » qu'on y inscrit : « Vous ne devez rien craindre dans cette redoute pourvu que vous combattiez » (Madeleine de Verchères) ou encore « Aux gardiennes du foyer de le garder catholique et français. On peut toujours ce qu'on doit. » (Laure Conan)⁵². Les œuvres de l'Action française insufflent dans tous les domaines l'esprit de résistance et du devoir, approfondissant bel et bien l'état d'esprit de la fondation du *Devoir*. L'alliance avec ses activités est toujours en vigueur, démontrée par exemple dans la place accordée aux voyages organisés par *Le Devoir*, la Ligue contribuant à la préparer intellectuellement (de tels voyages sont annoncés plusieurs années dans la revue)⁵³. Cela s'applique aussi au *Quartier latin*, où les « Étudiants de l'Action française » interpellent leurs camarades en faveur de

⁵¹ « Publicistes chrétiens », *L'A.f.*, janv. 1924, notice p.55 : l'A.f. approuve.

⁵² J. Brassier, « La vie de l'Action française », *L'Action française*, nov. 1924, p.313.

⁵³ Publicité pour le pèlerinage en Acadie qu'organise *Le Devoir* et des ouvrages sont proposés par *L'Action française* en guise de préparation. Cf. J. Brassier, « La Vie de l'A.f. », *L'A.f.*, juil. 1925, p.55 ; incitations au voyage avec *Le Devoir*, p.59.

l'usage du français qu'ils ont le droit et le devoir d'exiger dans toutes les activités urbaines avec notamment l'exemple des spectacles et des joutes sportives, où il faut exiger le bilinguisme dans la promotion, faire reculer l'offre unilingue anglaise dans la vente⁵⁴.

4.1.3.2 La « Vie des livres » et les références maurrassiennes

L'analyse quantitative de ce volume du second semestre de 1924 nous permet de constater la faible présence, en proportion de l'ensemble, des textes référant à l'A.F. Dans cet exemple l'examen fouillé de tous les articles ne laisse pas entrevoir de grande fréquentation de l'A.F.. Par les titres des articles, aucun intérêt pour l'A.F. ne transparaît. Toute l'attention porte sur l'étude du Canada français et du Québec sans oublier le sort des minorités de la diaspora ou cousines⁵⁵, avec d'occasionnels examens d'autres minorités nationales en Europe. Et pourtant, cette fréquentation n'est pas entièrement absente du volume. C'est lorsqu'on se penche sur le détail des livres dont la Librairie d'A.f. fait la publicité et ceux qui sont présentés dans les diverses chroniques des livres, que l'on retrouve une fréquentation significative des auteurs et du mouvement A.F. Cette fréquentation est donc ni absente ni déterminante dans le travail idéologique courant et essentiel de la revue : cette ouverture signale à la fois un intérêt et sa modération. Il faut notamment retenir que cette chronique de librairie traite le plus souvent d'ouvrages canadiens même si la production francophone européenne y figure en bonne place. La chronique de la librairie (cinq textes) s'intitule alternativement « Lectures pour l'homme intelligent » (deux occurrences), « La librairie de l'Action française » (une fois) puis « Les livres ». Les deux premières sont signées « Libre », tandis que la dernière, présente deux fois, est signée par P[hilippe]. P[errier]., puis H. Bastien.

⁵⁴ J. Brassier, « *La Vie de l'A.f.* – Étudiants d'Action française », *L'A.f.*, nov.1924, p.314.

⁵⁵ R. Chaloult, « Les Acadiens et nous », *L'A.f.*, juil. 1924, p.40-47.

La première des cinq chroniques littéraires du volume reproduit la critique de la *Revue universelle* pour vanter un ouvrage d'histoire⁵⁶. Le plus souvent il s'agit d'ouvrages canadiens, sauf que celles qui traitent exclusivement de références françaises s'intitulent « Lectures pour l'homme intelligent ». La *Revue universelle* est l'organe des intellectuels catholiques associés à l'A.F. encore en 1924, de Massis et Maritain. Cette chronique promeut seize ouvrages français. À commencer par un ouvrage de l'historien Louis Bertrand, naguère (1923) candidat de l'A.F. à l'Académie française⁵⁷ après la défaite de Maurras en 1922. Citons « Libre » : « avons-nous besoin de recommander plus particulièrement : le *Louis XIV* de Louis Bertrand, "le plus beau livre qu'on ait peut-être publié depuis cinquante ans" a dit un critique de la *Revue Universelle* ; la *France du directoire* de Louis Madelin "tableau d'histoire superbement brossé et d'une vie intense" ; *Le Félibrige* d'Émile Ripert "comment un peuple se réveille et parvient en deux ou trois générations jusqu'à la plus haute vie intellectuelle". Achetez vos livres à la librairie d'Action française, qui a toutes les nouveautés de valeur.⁵⁸ » Ces seize ouvrages émanent du milieu plus large des conservateurs et des catholiques français, et non au seul milieu A.F.. Le poids d'une recommandation de la *Revue universelle* nous montre bien cependant qu'on y puise volontiers pour sélectionner des ouvrages à propager. Deux ouvrages de Maurice Barrès, un ouvrage d'Henry Bordeaux⁵⁹ – catholique conservateur ami de Barrès – incarnent ces milieux plus larges. Le cas de l'écrivain traditionaliste Bordeaux est intéressant pour l'A.f. : « Son allégeance à l'Église [...] lui fait adopter une certaine réserve à l'égard de l'Action Française, malgré son admiration pour Maurras et malgré le rôle capital qu'il attribue à l'AF⁶⁰ ». L'A.f. est tout autant d'allégeance catholique, durant toutes ces années, et sa réserve doit être comprise comme comparable. Parmi les autres ouvrages, on remarque l'histoire du Félibrige, autre rapprochement de bon

⁵⁶ Libre, « Lectures pour l'homme intelligent », *L'A.f.*, juil. 1924, p.54-55.

⁵⁷ E. Weber, *L'Action française*, p.165-166.

⁵⁸ Libre, « Lectures pour l'homme intelligent », *L'A.f.*, juil. 1924, p.55.

⁵⁹ Henry Bordeaux, 1870-1963, un des trois romanciers champions du traditionalisme à l'Académie française avec René Bazin et Paul Bourget, mais s'était refusé à l'engagement antideryfusard, ami et collaborateur de Barrès dans la presse. Condamne les sanctions contre l'Italie en 1936, Munichois, pétainiste en 1940.

⁶⁰ *Dictionnaire des intellectuels français*, « Henry Bordeaux », p.197.

ton, mais peu engageant, avec Maurras puisqu'il en fit partie après la première génération fondatrice menée par Mistral, récent prix Nobel.

La chronique suivante est encore faite de livres français⁶¹. Plus qu'une référence à l'intellectuel, on peut y voir un clin d'œil au *Parti de l'intelligence*, c'est-à-dire au Manifeste mené par Maritain en 1919 et fondateur de *La revue universelle*. En effet cette rubrique rassemble la production de l'équipe de la *Revue universelle*⁶² et du conservatisme catholique français. Émanant toujours des mêmes milieux catholiques, nous retrouvons le catholique Georges Goyau que fréquentera Groulx, lors de son troisième séjour en France. L'ouvrage de Goyau, alors président des Publicistes chrétiens, s'intitule d'ailleurs *Les Origines religieuses du Canada* et s'appuie sur les ouvrages de Groulx⁶³. Cette œuvre est en convergence avec la série de la Bibliothèque de l'Action française à laquelle on fait réclame : *Notre légende dorée* aborde la même thématique. Autre ami du Canada français, André Siegfried (conservateur protestant tainien) est représenté par une étude de l'Angleterre contemporaine. Plus loin des amitiés catholiques et plus près des propagandes d'extrême droite, *L'impérialisme d'Israël* d'un Lambelin représente une série d'ouvrages sur la « question juive ». Or ce Roger Lambelin, poursuivant l'œuvre de Drumont en « antisémite professionnel », adhéra à l'A.F. précisément parce qu'elle prit le parti de l'antisémitisme contre des monarchistes ancien style, lors d'une querelle de 1910. Position divergente de celle du conservatisme catholique, tel Brunetière, un de ces nationalistes français qui acceptaient les juifs comme faisant partie de la famille française, rejoint par Barrès suite à l'expérience de la Grande Guerre⁶⁴. L'optique modérée de

⁶¹ Libre, « Lectures pour l'homme intelligent », *L'A.f.*, août 1924, p.128.

⁶² Cf. *supra*, chap. III ; Manifeste publié dans *Le Figaro*, 19 juil. 1919, pour dresser une opposition internationale au bolchevisme au nom des valeurs conservatrices, signé par Bainville, Bourget, Maritain, Massis, Psichari, Valois, etc. Du manifeste naît un mouvement d'intellectuels maurrassiens catholiques qui fondent la *Revue universelle* pour en diffuser les principes. Cf. Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*, p.65-79.

⁶³ Lecture recommandée plusieurs fois en notice, ex. « Les Origines religieuses du Canada », sept. 1924, notice p.192. Cf. H. Bastien, « *Les Origines religieuses du Canada*, par Georges Goyau », *L'A.f.*, févr. 1925, p.110-118.

⁶⁴ Pour Barrès, Cf. E. Weber, *L'Action française*, p.230-231 ; pour Brunetière, Cf. M. Winock, *Le siècle des intellectuels*, p.40.

Brunetière, écrivain respecté par Groulx, référence dans sa revue avec *La Libre parole* catholique, ne semble pas recevoir d'écho. La modération de l'A.f. tient en cette période plutôt à la faiblesse de la présence de l'antijudaïsme dans ses pages. Il est juste de relever que c'est l'ouvrage de Goyau qui reçoit une recommandation dans les pages de la chronique (p.192) tandis que cet opuscule de Lambelin figure uniquement dans cette liste de livres en page publicitaire de la maison d'édition-librairie.

Émile Henriot, représenté par un roman, est comme H. Bordeaux un collaborateur régulier de la *Revue critique*, mensuel qui remplaça la *Revue d'Action française* lorsque celle-ci se mua en quotidien en 1908⁶⁵. Constatons l'absence de la *Revue critique* en tant que telle, tandis que la *Revue universelle* est souvent prise à témoin, volontiers utilisée comme référence pour les textes de fond de l'A.f., comme nous l'avons vu plus haut. L'absence comparée de la *Revue critique*, en 1924 comme ailleurs d'après notre dépouillement des rubriques livresques et des articles (1921-1927), doit nous servir d'enseignement. Autre écrivain promu, Abel Bonnard, *En Chine*, participe aux banquets du Cercle Fustel de Coulanges (fondé en 1928, Cercle ami de l'AF) ; il est lui-même ami de l'AF, jusqu'à ce que *Je suis partout* auquel il collabore, ne choisisse en 1941 la rupture « euro-fasciste » avec le nationalisme intégral d'AF, optant pour la nouvelle Europe hitlérienne⁶⁶. Nous sommes bel et bien en terrain intellectuel proche de l'A.F. dans ces sélections de lectures françaises « respectables » et « intelligentes ». Au-delà, l'analyse politique est tournée vers l'Italie avec Gargolini, *Le Fascisme*. La grammaire française retient deux volumes. Au total, analyses de politique internationale, des puissances géopolitiques, littérature et grammaire résument le contenu des lectures européennes, avec une forte et constante proportion de catholiques indépendants du mouvement maurassien autant que d'intellectuels rattachés à l'AF.

⁶⁵ E. Weber, *L'Action française*, p.99, p.296-297

⁶⁶ E. Weber, *L'Action française*, p.296-297, 434, 556.

La troisième chronique de librairie⁶⁷ propose peu de nouveautés par rapport aux deux précédentes. À côté des Goyau et Siegfried, nous y retrouvons ces mêmes R. Lambelin et É. Henriot d'A.F. La quatrième chronique est, de façon plus typique, plus longue et partagée entre *canadiana* et ouvrages européens⁶⁸. Parmi ceux-ci, des sept ouvrages ressort un traité de Georges Valois, le théoricien économique et social de l'A.F., futur fondateur du Faisceau en 1925. L'historien Louis Madelin, en revanche, quoique partisan d'une monarchie (au sens d'Aristote ou de Montesquieu) pour contrer le bolchevisme, en tant que bonapartiste, n'est un proche ni de l'A.F. ni de Maurras, contre la réception de qui il aurait voté à l'Académie française⁶⁹. Groulx l'avait particulièrement apprécié comme orateur⁷⁰. Pour terminer la revue des promotions d'ouvrages français dans ce volume, pratiquement en réclame, sont annoncés deux ouvrages de Maritain et un de Valois, parmi un total de douze, neuf ouvrages français, un ouvrage italien sur le fascisme et deux ouvrages sur le français du Canada⁷¹. André Thérive, moins impliqué que Valois et Maritain, est un autre collaborateur de la *Revue critique*, dont l'ouvrage porte ici sur la langue française⁷². Les *Réflexions sur l'intelligence* de Maritain et *Histoires et philosophie sociales*, traité corporatiste, jouent leur rôle dans l'idéologie que diffuse l'A.F.. La page de novembre n'était qu'une liste publicitaire tandis que la rubrique de décembre est tout entière consacrée à l'analyse d'un des ouvrages sur le parler français du Canada. Ce traitement confirme le fait que la revue renvoie souvent à des auteurs d'A.F. mais se consacre elle-même aux réflexions sur le Canada français avant tout.

Cette analyse détaillée permet d'établir hors de tout doute l'importance des ouvrages d'A.F. et d'intellectuels amis de l'A.F. que la librairie d'A.f. diffuse parmi sa grande sélection d'ouvrages européens dont elle vante les qualités. Le milieu A.F. catholique de la *Revue universelle* s'y distingue toutefois, et la

⁶⁷ Libre, « La librairie de l'Action française », *L'A.f.*, sept. 1924, p.190.

⁶⁸ P[hilippe]. P[errier]., « Les livres », *L'A.f.*, oct. 1924, p.237-240.

⁶⁹ E. Weber, *L'Action française*, p. 345 ; 454.

⁷⁰ L. Groulx, « Conférences à la Société de géographie », *Mes Mémoires*, I, p.384.

⁷¹ *L'A.f.*, nov.1924, p.316.

⁷² E. Weber, *L'Action française*, p. 99.

référence A.F. n'est pas plus forte que celle des autres conservateurs et catholiques français. Voilà qui confirme notre analyse quant à la fréquentation réelle mais réservée : l'idéologie maurrassienne elle-même n'est pas directement citée de manière très fréquente dans *L'A.f.*, les vedettes comme Maurras et Daudet, plus sulfureuses, sont tenues à des présences discrètes dans ce périodique. Après tout les étudiants d'A.f. à Paris sont mis en relations directes avec les Amitiés catholiques et non un groupe d'A.F., bien que leur directeur J. Bruchési soit lui-même fêré de Maurras : ces liens doivent être circonscrits pour maintenir de plus larges consensus catholiques que cette partisanerie ne permettrait pas⁷³. En revanche, les milieux catholiques d'A.F. représentés par la *Revue universelle* sont la fréquentation respectable qu'on ne se prive pas de promouvoir. Sur ce plan, un livre comme celui de Bertrand sur Louis XIV offre de merveilleux points de convergence traditionaliste. La valorisation de l'exemple de redressement que les mouvements proches de Maurras incarnent, du Félibrige à l'A.F. en passant par la *Revue universelle*, est évidente.

Certes, d'après notre dépouillement des titres annoncés dans la revue sur l'ensemble de la période, les livres français n'occupent pas la première place, mais bien les livres canadiens. Ce sont eux que la Librairie d'Action française édite elle-même bien souvent et ce sont ces *canadiana* qu'elle a d'abord pour mission de propager. Néanmoins, les livres européens ayant trait au catholicisme comme au nationalisme, avec les analyses politiques et les romans des intellectuels de ces milieux, jouent un rôle fondamental pour asseoir l'idéologie traditionaliste. En somme, l'analyse de ce volume de la revue nous permet d'affirmer que la référence à l'A.F. est discrète, dans les articles et les propos de l'A.f., mais que certains ouvrages de l'A.F. sont clairement et constamment promus par un des organes de la Ligue d'A.f., sa librairie. La revue reflète cette volonté de diffuser les productions de l'A.F. visiblement considérées comme compatibles aux positions doctrinales de l'A.f., intéressantes pour son public. C'est pour être précis la lecture des œuvres des cercles catholiques du Parti de

⁷³ « Vie de l'A. f. – Comité de propagande à Paris », *L'A.f.*, nov. 1924, p.314-315.

l'intelligence que l'A.f. encourage. La revue sous la direction de Groulx reflète un mouvement très actif, quoique vite en proie à quelques difficultés internes et tensions avec ses pairs, dominé par la figure de Groulx et par son travail doctrinal, remplissant sa mission de réfléchir sur la situation canadienne-française tout en alimentant son public de lectures françaises traditionalistes et catholiques.

4.2 IDÉOLOGIE DE L'ACTION FRANÇAISE

Nous allons à présent analyser l'idéologie et les positions de ce mouvement intellectuel, essentiellement à travers le contenu des articles de la revue. Dans un premier temps nous analyserons le groulxisme et les positions du mouvement telles que définies par les textes de 1921-1927 mais aussi les articles doctrinaux groulxistes produits dans des livraisons antérieures à 1921. Nous allons ensuite pondérer et analyser l'étendue des références maurrassiennes sous la direction de Groulx question de bien en déterminer la portée et la profondeur durant la période que nous avons dégagée comme étant celle de la plus grande fréquentation de l'A.F. Nous comparerons enfin l'idéologie des deux Actions françaises.

4.2.1 Idéologie et positions de l'Action française groulxiste

Nous allons dégager les positions idéologiques de l'A.f. sur quelques questions précises, à notre avis essentielles pour comprendre l'engagement de ce mouvement intellectuel. Le traditionalisme est l'idéologie globale qui définit pour l'A.f. le catholicisme et le nationalisme qu'elle conjugue. Son œuvre est d'organiser la réflexion sur l'intérêt national; or son parti pris est de le faire en fonction de cette grille traditionaliste. Plus directement politique, nous scruterons ses prises de position en matière d'indépendance québécoise et face aux régimes politiques : son conservatisme constitutionnaliste est-il sensible à la critique du

parlementarisme et à la montée des autoritarismes qui se fait sentir à droite comme à gauche durant l'entre-deux-guerres ? L'État français n'est pas seulement l'exploration de l'idée d'indépendance, mais une réflexion politique sur l'État québécois existant au sein de la Confédération menant au développement national dans tous les domaines, de l'intellectuel à l'économique, essor qui est véritablement au cœur de la mission intellectuelle de l'Action française.

4.2.1.1 Traditionalisme, francité catholique et régionalisme

Premier parti pris idéologique, le traditionalisme est revendiqué par la Ligue et sa revue : « elle est donc essentiellement traditionaliste », expliquaient diverses présentations dans la revue dès 1917⁷⁴, on s'en souvient. Ce traditionalisme peut s'exprimer dans deux formules, « notre intégrité française⁷⁵ » et « notre intégrité catholique⁷⁶ ». Intégrité française, reflet des positions officielles d'irréductibilisme français, résistance à l'assimilation et lutte pour l'application des droits d'une « nationalité viable⁷⁷ » qui n'a par conséquent aucune raison de s'effacer devant les pressions. Or cette francité pourrait être définie de manière moderne (et laïque) ou traditionaliste (et catholique). En l'occurrence, il est fait référence à la francité des traditionalistes et non des républicains et libéraux, bien sûr, privilégiant fidélité et continuité avec la hiérarchie des valeurs du XVII^e s., que symbolise la Nouvelle-France, essentiellement la morale catholique et le parti du respect de l'ordre hiérarchique en accordant la suprématie des valeurs à l'esprit. L'A.f. prend ainsi à partie l'identité nationale définie par Barbeau comme une francité chrétienne en surface, épicurienne et païenne au fond⁷⁸. L'intégrité catholique, en parfaite conjonction avec cette francité conservatrice, exprime une position

⁷⁴ S.s., « Pour que grandisse l'A.f. », *L'A.f.*, mai 1917, p.146, lettre du secrétaire Hurtubise.

⁷⁵ L'A.f., « *Mot d'ordre* : Notre intégrité française », *L'A.f.*, déc. 1924, p.321.

⁷⁶ Ph. Perrier, « *Notre intégrité catholique* : conclusion », *L'A.f.*, déc. 1923, p.322-329.

⁷⁷ L'Action française, « *Mot d'ordre* : Soyons chez nous », *L'A.f.*, sept. 1923, p.129.

⁷⁸ L.D., « Cette préface malheureuse », *L'A.f.*, août 1923, notule p.116 [placée après l'article de Lucien Pineault], extrait d'une critique de M[arius] Barbeau parue dans *La Revue trimestrielle canadienne*, à propos d'une préface écrite par l'anthropologue aux *Vieilles chansons françaises du Canada*, du Canadien Pacifique, 1923.

ultramontaine. L'attention accordée aux directives des Papes⁷⁹, la mémoire des Zouaves pontificaux⁸⁰, l'admiration pour les grands ultramontains⁸¹, pour les ecclésiastiques patriotes ou figures historiques et contemporaines⁸² dignes d'admiration, les saints et héros catholiques⁸³, la morale⁸⁴, la résistance au laïcisme et la foi en sont autant d'expressions.

Francité traditionaliste par ses valeurs et entièrement canadienne (ou laurentienne), américaine, c'est-à-dire que les idéaux de la civilisation française classique sont portés par un nouveau peuple ayant développé sa propre personnalité dans l'enracinement séculaire au nouveau continent. Cette francité du Nouveau Monde est parfaitement illustrée par la position esthétique du mouvement, en faveur du régionalisme en arts et lettres. Régionalisme qui se réfère régulièrement à Barrès, favorable à ce qu'on dégage la personnalité de chaque pays – mais aussi à Mistral, présenté comme l'initiateur de cette esthétique⁸⁵. C'est pour mieux réfuter l'accusation de francophobie (le Québec est au contraire une nouvelle province de la vieille France⁸⁶ et la Nouvelle-France, adaptation locale de cette civilisation, fille aînée de l'Église en Amérique⁸⁷). Accusation qui peut venir de certains adversaires du régionalisme, tel *L'Action*, et partisans de l'exotisme comme *Le Nigog*. L'A.f. se range ainsi explicitement avec Charles-Brun et le critique Charles ab der Halden que Jules Fournier contredisait

⁷⁹ La direction, « Benoît XV et Pie X », *L'A.f.*, p.82-85 ; en « *Partie documentaire* » ou p. ex., axé sur les Encycliques de Léon XIII à Pie XI, Ph. Perrier, « Les Canadiens français et la vie morale et sociale au Canada », *L'A.f.*, mai-juin 1927, p.344-356 et Abbé Edmond Lacroix, « Le syndicat national catholique », *L'A.f.*, févr. 1920, p.64-70.

⁸⁰ L. Groulx, « Nos Zouaves », *L'A.f.*, mars 1918, p.120-127.

⁸¹ Ad. Dugré, « Mgr Lafleche », *L'A.f.*, août, sept. et oct. 1924 ; H. d'Arles, « Le catholicisme de Louis Veillot », nov. 1925, p.294-302.

⁸² Ex. : E. Lecompte, s.j., « L'apôtre des Abénaquis », *L'A.f.*, juil. 1924, p.19-28.

⁸³ Ex. : L. Groulx, « Nos martyrs », *L'A.f.*, juin 1925, p.369-376.

⁸⁴ Ex. : H. Bernard, « *L'ennemi dans la place* : le théâtre et le cinéma », *L'A.f.*, août 1924, p.69-80 ; *L'A.f.*, « *Mot d'ordre* – Pour la défense de la ville », mars 1925, p.129.

⁸⁵ François Hertel [Georges Courchesne], « *Chronique littéraire* : le régionalisme et l'Action française », p.124-140 ; *L'A.f.*, « Nos doctrines littéraires », *L'A.f.*, août 1927, p.72-83. Cf. *L'A.f.*, janv. 1924, « L'influence intellectuelle de la France au Canada », notice p.58.

⁸⁶ *L'A.f.*, « Nos doctrines littéraires », août 1927, p.73 ; Montpetit, *Les Survivances françaises au Canada*, cité par C. Forest, « La préparation intellectuelle », sept. 1922, p.140. Cf. Dom Albert-Jamet, o.m.i., « Une fille de France [Marie de l'Incarnation] », avr. 1927, p.236-241.

⁸⁷ C. Forest, « *Notre avenir politique* – La préparation intellectuelle », sept. 1922, p.136 et p.140-143.

sur la littérature canadienne-française. La rédaction en précise les implications : s'ouvrir de façon sélective aux écoles françaises et, « tout en s'ouvrant, rester d'ici »⁸⁸. Hertel prône une littérature « classique, chrétienne et canadienne-française »⁸⁹. La valorisation du classicisme est moins constante ou insistante que celle de l'enracinement. Plutôt que sur la forme (cas par exemple du classicisme maurrassien) à laquelle Groulx faisait quelques concessions en 1912, nous l'avons vu, il s'agit d'une insistance sur le contenu : les œuvres canadiennes-françaises, respectant la morale et l'héritage de la civilisation française et romaine, doivent faire valoir et découvrir la réalité nord-américaine de ce nouveau peuple français et catholique.

Le tri groulxiste est aussi sévère que chez Maurras, seulement la francité recherchée est aussi canadienne-française et chrétienne. Or, on ne soupçonne pas la vie de Jésus en lisant Rabelais, Montaigne, Racine, Molière, Hugo, affirme Groulx : « Assurément ce paganisme n'est pas de chez nous ! »⁹⁰ Il ne faut pas entendre par là un rejet de ces écrivains – Groulx s'est alimenté du théâtre du Vieux-Colombier, en particulier des représentations de Molière⁹¹ – mais l'incitation à écrire des œuvres canadiennes où la foi chrétienne occupe une plus grande place. Notons qu'avec Hugo, Groulx (et l'A.f.)⁹² se donne une référence romantique classique qui ne passerait pas le tri maurrassien, et que Maurras ne répond pas à cette exigence de foi. Par cette invective de contenu chrétien, Groulx est plus fidèle aux traditions ultramontaines qu'aux critiques littéraires conservateurs, plus proche de l'intégrisme catholique que l'esthétique maurrassienne. Ce raisonnement de Groulx résume à la fois l'utilité de concepts maurrassiens instrumentalisés dans la démarche de Groulx et la personnalité autonome du traditionalisme québécois qu'il promeut.

⁸⁸ Rédaction, « Simple mise au point », *L'A.f.*, mars 1920, p.117-120 introd. à Hertel, « *Chronique littéraire* : le régionalisme et l'*Action française* », p.124-140 ; Cf. Léo-Paul Desrosiers, « La nationalisation de notre littérature par l'étude de l'histoire », févr. 1919, p.65-77 ; L. Lorrain : « Un écrivain régionaliste – Michelle Le Normand », juin 1918, p.258-260.

⁸⁹ Hertel, *loc.cit.*, p.135.

⁹⁰ Groulx, « Une action intellectuelle », *L'A.f.*, févr. 1917, p.35.

⁹¹ Groulx, « Au Vieux-Colombier », *Mes mémoires*, I, p.385.

⁹² Cf. par ex. Montpetit, « Vers la supériorité », *L'A.f.*, févr. 1917.

Pour illustrer cette francité régionaliste par des exemples extérieurs aux lettres, la *Partie documentaire* du second semestre de 1924 offre deux surprises, en contraste avec les relations d'A.F. La première est une lettre adressée au journal états-unien *America* intitulée « French-Canadians and the upbuilding of the American Republic », où l'américanité au sens large des Canadiens français est revendiquée - et louée au passage la liberté et la démocratie⁹³. La seconde est une notice relative à la réforme constitutionnelle impulsée en Angleterre par les précédents de mesures des gouvernements de Lloyd George et Baldwin : « Et dire que, lors de notre enquête sur un État français en Amérique, il s'est trouvé des Canadiens-français [*sic*⁹⁴] pour douter de la possibilité d'une évolution constitutionnelle, chez nous, en notre faveur !⁹⁵ » Cette référence positive à Lloyd George étonnera moins quand on se rappellera que Bourassa l'admirait en partie ; quoi qu'il en soit, bien éloignée de la L.A.F., l'A.f. se situe là encore dans la droite lignée de l'alliance de l'ultramontanisme québécois avec le constitutionnalisme conservateur réformiste. L'enracinement canadien reflète l'histoire politique marquée par l'adaptation des institutions de la monarchie constitutionnelle et parlementaire à la britannique, ne se confondant ni avec l'absolutisme ultra bien sûr (qui ne définit d'ailleurs pas la monarchie française de François Ier et Henri IV), ni avec l'autoritarisme des divers courants nationalistes conservateurs français, de Barrès ou de Maurras.

4.2.2.2 Régimes politiques

Abordons d'emblée les positions politiques de l'A.f. en termes de régimes et ses interventions politiques ciblées, pressions en faveur de réformes de détail. Les milieux nationalistes conservateurs occidentaux de l'entre-deux-guerres sont

⁹³ *L'Action française* : « *Partie documentaire - America et les Franco-Américains* », nov. 1924, p.317 : « Voici la riposte que l'un de nos amis lui a fait parvenir » : « They have been, in the broad sense, Americans for generations, and their coming to the United States, is merely a movement of Americans across an imaginary line, from one part of America to another » et les USA sont présentés comme un pays de « true democracy and freedom » qui ne devrait pas être susceptible de sombrer dans les préjugés racistes.

⁹⁴ On écrit aujourd'hui « un Canadien français », sans tiret, réservé à l'adjectif.

⁹⁵ A[natole] V[anier], « Le Mouvement des idées », *L'A. f.*, juil. 1924, p.58.

marqués par deux courants idéologiques ascendants : l'antiparlementarisme et la nouveauté qu'est le fascisme. Est-ce que l'A.f. prend position par rapport à ces courants ? Pas exactement : pour le fascisme, par exemple, elle n'en parle presque pas. Nous avons vu que certains livres sur le fascisme pouvaient être offerts en librairie, ce qui n'exprimait pas davantage de prise de position. Néanmoins, une crise particulière suscite une mention du fascisme autrement absent. Nous savons que l'A.f. critique le cinéma par moralisme et parce que le cinéma états-unien, non seulement dévergondé mais acculturant et païen, protestant ou juif, inonde les salles. Mais si le gouvernement québécois, libéral, bougea sur ce point après moult pressions cléricales, c'est surtout à cause d'un accident tragique, un incendie dans un cinéma rempli d'enfants⁹⁶. L'A.f. espère rallier les catholiques contre les films immoraux, l'ouverture des cinémas le dimanche et l'accès des enfants⁹⁷. L'ESP d'Archambault publie un tract, *Parents chrétiens, sauvez vos enfants du cinéma meurtrier*, que publicise l'A.f.⁹⁸ Sous le coup de l'émotion outrée, l'A.f. se demande « Veut-on nous pousser au fascisme ?⁹⁹ » Si la « police des mœurs » n'est pas faite, faudra-t-il que des pères de famille et des jeunes s'en chargent ? La commission annoncée est donc priée d'agir. L'A.f. écrit en ce sens au Premier ministre Taschereau et au procureur général¹⁰⁰ Brais – lettres qu'elle reproduit en accolant une notice sur les réalisations, en matière de suppression de débauche (prostitution, alcool interdit aux mineurs, censure des divertissements immoraux) du fascisme italien¹⁰¹. Un certain « Libre » avait déjà, saisissant l'occasion d'un article dans « l'excellente » revue parisienne *Les Lettres*¹⁰² contre le « théâtre juif », avancé dans une notice que des brigades de fascistes seraient peut-être utiles pour bloquer l'entrée des cinémas et du théâtre

⁹⁶ Cf. *Bilan du siècle* : incendie du Laurier Palace à Montréal, 9 janv. 1927 (77 enfants meurent) ; <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/413.html>

⁹⁷ « *Mot d'ordre* – C'est l'heure ! », *L'Action française*, janv. 1927, p.3.

⁹⁸ P. P[errier], « *Mot d'ordre* – La Défense de l'intelligence », *L'A.f.*, févr. 1927, p.65.

⁹⁹ J. Brassier, *L'A.f.*, janv. 1927, p.25-27.

¹⁰⁰ Ministre de la Justice, plus ou moins équivalent au Garde des sceaux en France.

¹⁰¹ « Extraits de notre correspondance », *L'A.f.*, janv. 1927, p.58 sq. et « Post-scriptum ».

¹⁰² *Les Lettres*, cahier de philosophie, d'histoire, de littérature et d'arts, P., 1913-1931. Mensuel catholique dirigé par G. Bernoville.

malfaisant « souvent imposé par des troupes de métèques »¹⁰³. Elle encourage parfois le « bon cinéma »¹⁰⁴.

Ce n'était donc ni tout à fait passager ni très profond comme référence. C'est peu de texte (y compris parmi l'ensemble traitant du divertissement), bien loin d'une étude approfondie et de l'expression d'une adhésion conséquente, étroitement lié à une exaspération passagère. Car les censeurs conservateurs obtiennent aussitôt satisfaction du gouvernement libéral et cette humeur extrême se dissipe : le gouvernement est félicité et les exigences de contrôle du cinéma ne font plus allusion aux mesures mussoliniennes tandis que se maintient l'exigence de morale et d'ordre.¹⁰⁵ Cette subite exclamation extrême disparaît, n'ayant guère d'équivalent dans les années 1928-1939. On reproche au cinéma d'être étranger, surtout durant les mois qui suivent l'incendie du Laurier Palace. Les salles sont tenues par des « Métèques judéo-américains »¹⁰⁶. Les pages de critique de l'immigration se font pourtant rares au cours de la période dépouillée, 1921-1927, et même 1917-1928¹⁰⁷. Minces dossiers à côté des quelques occurrences en pages documentaires dans les années 1930, déplorant généralement l'entrée de non-catholiques en temps de crise. Durant les années 1920, l'immigration n'est donc pas l'objet d'une grande opposition. Il y a bien l'affirmation que l'immigration actuelle dessert la nation, mais pour montrer qu'un jour les Canadiens français

¹⁰³ Henriette Charasson, « Pour que nous restions français », *Les Lettres*, août-sept. 1923, cité par Libre, « Lectures obligatoires pour l'homme intelligent – *Id.* », *L'A.f.*, sept. 1923, p.184.

¹⁰⁴ *L'A.f.*, « Le bon cinéma », déc. 1922, notice p.348.

¹⁰⁵ Cf. « *Mot d'ordre* - Défense de l'intelligence », févr.1927, p.65 ; Perrier, « Contre le cinéma tous », *L'A.f.*, févr.1927, p.85 ; « *Mot d'ordre* - La Primauté du moral », sept. 1927, p.129 ; *L'A.f.*, « *Les doctrines de l'A.f.* - Les modes d'action nationale », déc. 1927, p.339.

¹⁰⁶ « C'est l'heure ! », janv. 1927, p.3.

¹⁰⁷ *** « La question juive », *L'A.f.*, oct. 1925, p.260 (statistiques qui dégagent que le Québec est la province avec le plus d'habitants de confession juive) ; A. Vanier, « L'immigration, les fonds publics et nous », mai-juin 1927, p.302-304 (données sur les subventions à l'immigration, déplore que les fonds publics n'encouragent pas la migration des Canadiens français vers l'Ouest au même titre que les immigrants) ; J.A. Sabourin, ptre, « Nos Mennonites », *L'A.f.*, oct. 1927, dont l'appréciation n'est pas toute négative.

devraient se redresser de telle sorte qu'ils puissent eux aussi assimiler des immigrants, comme leurs voisins¹⁰⁸.

De fait, l'antiparlementarisme ne ressort pas particulièrement du contenu des articles sous la direction de Groulx. En pratique, certaines mesures d'engagement dans la politique électorale se font jour au point d'exprimer quelques sympathies pour le parti conservateur – toujours en gardant une bonne distance critique, bien entendu. Le gouvernement libéral de Taschereau est critiqué pour des mesures sociales peu conservatrices¹⁰⁹. Le mouvement ne paraît donc pas véritablement en rupture, sur ce plan, avec la tradition constitutionnaliste qu'ont développée les ultramontains du Québec ou celle que développe Bourassa au *Devoir*.

En termes politiques, toutefois, si Groulx concède que Maurras a exercé une influence sur lui, c'est dans sa critique de la démocratie : « Maurras a contribué à me dégoûter de la démocratie », admet-t-il¹¹⁰. Cette influence a-t-elle une incidence dans la revue ? Comment caractériser ses positions face au régime démocratique ? Les directeurs rejoignent l'optique maurrassienne sur la République française : Groulx déplore le régime français dans une lettre à Héroux¹¹¹, Héroux compare la République à un fléau. Groulx laisse transparaître cette critique du régime républicain français dans la revue : « ne datant pas de 89, beaucoup parmi nous, prêtres et laïques et laïques aussi bien que prêtres, ne croient ni à la République ni à la France indivisibles. [...] En définitive c'est pour mieux être Français qu'ils entendent ne pas l'être de cette façon ! »¹¹² L'affinité avec les royalistes en France est déclarée – tant avec les néo-royalistes

¹⁰⁸ J. Bruchard [Alexandre Dugré, s.j.], « *Notre Avenir politique* – Le Canada français et les étrangers », *L'A.f.*, oct. 1922.

¹⁰⁹ A.V[anier], « *Le mouvement des idées* – le Québec et la France », *L'A.f.*, juil. 1924, p.58-59, compare Taschereau à Herriot.

¹¹⁰ Cf. Lettre de L. Groulx à J. Bruchési du 20 août 1927, cf. *supra*.

¹¹¹ CRLG, P1/A, 1758-59, Corr. de L. Groulx, lettre de Groulx à Héroux, 27 janv. 1931 : « Pendant ce temps-là les politiciens continuent de faire leur besogne, tout le monde se plaint d'eux, gémit de cette misère et pourtant la supporte. Et l'on se dit que ce grand pays [la France] a une formidable santé pour résister à un pareil régime. » Groulx se plaint de la persistance des optimistes démocrates (catholiques) ; au moins, tout le monde s'accorde sur le péril communiste.

¹¹² L. Groulx, « Une action intellectuelle », *L'A.f.*, févr. 1917, p.38.

maurrassiens que les catholiques conservateurs adversaires du régime, diversement autoritaires.

La critique antiparlementaire apparaît même dans *Le Devoir*, sous la plume de Héroux, qui oppose clarté française et parlementarisme, raisonnement qui laisse paraître l'influence maurrassienne¹¹³. Cette critique n'est assurément pas le credo de Bourassa. Héroux et Groulx en sont plus marqués et une critique coutumière des partis existants les rend sans doute sensibles à la critique absolue de Maurras. Mais cela ne devient jamais un article de la doctrine ou du programme. Et plus encore, malgré la lecture de Maurras qui influence ainsi Héroux, c'est encore une position plus modérée que celle de cette droite française qui est adoptée. Dans cet article Héroux oppose surtout le parlementarisme excessif du régime du type III^e République au parlementarisme plus stable et plus sain du régime constitutionnaliste à la britannique qui régit le Canada. Il met en contraste les gouvernements Borden et Briand : les réformes pratiquées au Canada pourraient servir d'enseignement au parlementarisme français. Groulx se réjouit de ce choix de système, et en félicite notamment G.-É. Cartier¹¹⁴. Il le répète, en France, lors de son troisième séjour, où il contraste l'instabilité inquiétante des gouvernements sous la III^e République avec ceux du régime britannique en vigueur au Canada : celui-ci n'est sans doute pas parfait mais il démontre des qualités dans cette grande stabilité¹¹⁵.

Il n'empêche que les nationalistes groulxistes sont déçus par le système des partis au Canada. La position politique de l'A.f. ne diffère guère de celle de Bourassa au *Devoir* qui cherche à se faire élire dans l'indépendance des partis. L'A.f. plaide pour une députation canadienne-française fidèle aux intérêts de sa nation et non d'un parti dominé par le Canada anglais, en particulier prête à défendre les droits minoritaires à Ottawa et insuffler un sens national à l'État

¹¹³ Héroux, « Les embarras de M. Briand – Ce que nous avons fait » - à noter au passage que ce nous est canadien – *Le Devoir*, jeu. 11 janv. 1917, p.1.

¹¹⁴ L. Groulx, « Les Canadiens français et l'établissement de la Confédération », *L'A.f.*, mai-juin 1927, p.283 ; *La Confédération canadienne*, 1917.

¹¹⁵ L. Groulx, *Mes Mémoires*, III, p.111.

québécois. Cette position se reflète dans des mots d'ordre et des articles¹¹⁶. Le seul programme qu'elle endosse pleinement est celui de H. Bourassa, candidat indépendant, pour un Canada qui applique le bilinguisme en pratique : « Un homme pourtant s'est souvenu de nos problèmes essentiels [...] l'*Action française* fait des vœux¹¹⁷ » pour son élection. Aspiration aux nouveaux partis ou à un équivalent du Bloc irlandais à Westminster qui aurait même amené les ligueurs à envisager une équipée avec le parti progressiste en 1921, selon Mann¹¹⁸. Cependant, la voie pragmatique que prône l'A.f. est ensuite d'investir le Parti conservateur pour le réformer¹¹⁹, voie qui connaîtra des bifurcations mais semble précurseur de ce que sera l'Union nationale au départ.

Nulle part au programme d'action nationale ne figure l'objectif de renverser le régime constitutionnel ou démocratique : aucune position officielle en ce sens. Il y a plutôt d'occasionnels glissements groulxistes. La critique des failles de la démocratie parlementaire ne s'exprime pas dans une position de rupture mais implique peu de volonté de défendre la démocratie face à la montée des dictatures. Mais cela se manifeste moins dans les années 1920 que les années 1930. Les dictatures constituent parfois des exemples de régimes catholiques, de redressement national qui ont quelque chose d'intéressant – au Portugal, en Autriche, en Amérique latine – tout comme le régime irlandais peut le faire (davantage constitutionnel et libéral). Groulx lira d'ailleurs les pages de Bainville sur Salazar (qui revendiquait l'influence de Maurras), dans *Les Dictateurs*, (1935) avec approbation¹²⁰. Même si Dieu reste le premier chef¹²¹, Groulx fera la

¹¹⁶ J. Brassier, « La jeunesse étudiante et l'avenir politique », *L'A.f.*, janv. 1923 ; L.-P. Desrosiers, « *L'ennemi dans la place* : l'esprit de parti », nov. 1924 ; « N'élisons que des nôtres : *mot d'ordre* », sept. 1925 ; « *Mot d'ordre* : L'union dans la race », nov. 1925 ; Ch. Augier, « Sous le règne du politicien », nov. 1927.

¹¹⁷ ***, « *Notes diverses* – Un programme politique », *L'A.f.*, oct. 1925, p.260-261.

¹¹⁸ S. Mann, *Lionel Groulx et L'Action française*, p.127.

¹¹⁹ J. Dumont [E. Minville], « Méditation pour jeunes politiques », *L'A.f.*, janv. 1927 et févr. 1927.

¹²⁰ CRLG, Bibliothèque de Groulx, exemplaire annoté de Bainville, *Les Dictateurs*, 1935 ainsi que *Portugal* de Gonzague de Reynold.

¹²¹ Cf. L. Groulx, « *Mot d'ordre*, la Fête de Dollard », *L'A.f.*, mai 1926 : Besoin de chefs et Dieu est le premier chef ; « Le problème religieux », janv. 1927 : trace les devoirs des chefs. Enfin,

promotion du désir de chefs nationaux¹²², guidant la nation vers le redressement et l'ordre. Toutefois il appuiera en pratique, avec la Ligue, un nouveau parti réformiste qui n'est pas en rupture avec le système de gouvernement.

4.2.2.3 L'État français : indépendance ou confédération ?

Il n'y a donc pas, de la part de l'A.f., de rupture sur le plan du régime constitutionnel, avec la filiation de nationalisme catholique dont Bourassa est alors le plus illustre représentant. Par contre, l'A.f. se place en rupture relative avec cette tradition et celle de l'ultramontanisme québécois en développant une réflexion sur l'indépendance du Québec ou du Canada français – l'exploration hésite entre ces deux possibilités et parle d'« État français ». Parmi ses « précurseurs », l'A.f. avait désigné Tardivel, indépendantiste isolé parmi les conservateurs¹²³ : elle se rapproche de lui sur cette question et s'y réfère. Elle veut distinguer son antifédéralisme de celui des républicains¹²⁴. L'ouverture à l'indépendance du Québec, associée aux radicaux dans la lignée de 1837, avait des relents de révolution¹²⁵. Elle suscite par conséquent des frictions avec plusieurs alliés du mouvement dans les milieux cléricaux et d'enseignement, en plus d'attiser l'ire des milieux officiels gouvernemental, universitaire, épiscopal. L'indépendantisme peut en susciter pour de multiples raisons, notamment dans les rapports avec une bonne partie de la diaspora québécoise ou française d'Amérique.

Comme l'a bien montré Michel Bock dans une thèse remarquable, la question des minorités revêt une importance de premier plan pour Lionel Groulx et pour l'Action française¹²⁶. Groulx plaide, à la suite de Bourassa, pour qu'on

« *La doctrine de l'Action française – les modes de l'Action nationale* », déc.1927, p.353. Cf. A. Lozeau, « Les chefs », nov.1918.

¹²² L'A.f., « Pour la levée des chefs : *Mot d'ordre* », L'A.f., mai 1925, p.265.

¹²³ Héroux, « *Les Précurseurs – Jules-Paul Tardivel* », L'A.f., nov. 1919, p.483-490.

¹²⁴ L. Groulx, « Les Canadiens français et l'établissement de la Confédération », mai-juin 1927, p.289.

¹²⁵ L. Groulx, *MM*, II, p.309. Cf. Groulx, « Les Patriotes de 1837 et les châtiments de l'Église », L'A.f., juin 1926, p.347-354.

¹²⁶ Michel Bock, *Quand la nation débordait les frontières*, M. Hurtubise-HMH, 2004.

revendique l'application de ce que ces nationalistes présentent comme les promesses (Ontario et Manitoba) de la Confédération aux minorités et aux droits du français au Canada (à Ottawa). Au-delà des promesses, ils réclament une forme d'équité, relativement aux droits et aux statut privilégié de l'anglais au Québec. Ce souci constant et profond du sort des minorités françaises s'applique aussi bien à la Confédération qu'aux États-Unis (Nouvelle-Angleterre, Michigan, Illinois, Louisiane, etc.). Il n'entre pas en conflit avec l'idée d'indépendance pour Groulx et l'Action française. Il n'y a pas à leurs yeux de contradiction. La nation, centrée sur le Québec, devra continuer à assumer cette responsabilité, et l'indépendance, couplée au programme de développement national que défend l'A.f., ne devrait que l'aider à mieux le faire. Le soutien du Québec à sa diaspora ne sera pas diminué par l'indépendance, au contraire, soutient nul autre que le futur cardinal Villeneuve¹²⁷. La nation fortifiée n'en sera que mieux armée pour l'exercer : l'Irlande en offre une illustration parfaite¹²⁸. La diaspora, importante au États-Unis, ne se limite pas au Canada, et ce devoir de solidarité sera respecté « quoi qu'il arrive¹²⁹ », affirme Groulx. Autre argument présenté aux « frères de la dispersion », l'idée, quelques fois esquissée, que l'État français pourrait également dépasser le Québec, par exemple s'associer les provinces maritimes. Ainsi, répondant aux reproches de négliger les minorités et de se replier sur le Québec, l'A.f. avance en 1927 : « Lors de notre enquête de 1922, à dessein nous laissâmes imprécises les limites du futur État français.¹³⁰ » En fait, il s'agit généralement du Québec, ayant le mérite d'être un État existant.

L'idéal d'indépendance québécoise traverse toute la période Groulx, marqué par deux temps forts, 1922 et 1927. En effet, deux enquêtes sont fondamentales, *Notre avenir politique* (1922) et, en 1927, *La doctrine de l'A.f.*, autant que le dossier spécial *Soixante ans de confédération*. L'Action française développe en 1922 et 1927 (spécialement dans les deux enquêtes) son idéal de « l'État

¹²⁷ Rodrigue Villeneuve, o.m.i., « *Notre avenir politique – Et nos frères de la dispersion* », *L'A.f.*, juil. 1922, p.4-27.

¹²⁸ L. Groulx, « *Notre avenir politique – conclusion* », *L'A.f.*, déc. 1922, p.339.

¹²⁹ L. Groulx, « *Le problème national* », févr. 1927, p.79.

¹³⁰ L'Action française, « *Le problème national* », *L'A.f.*, fév. 1927, p.79.

français¹³¹ » : « Cette personnalité nationale, nous avons soutenu, dans notre enquête de 1922, qu'elle pouvait entretenir l'espoir de s'élever un jour jusqu'au caractère juridique de l'État indépendant.¹³² » En 1927, elle rappelle que le principe même du régime confédéral est autonomiste, qu'il a été choisi en vue d'éviter une fusion des peuples, ni désirée ni désirable. L'A.f. le distingue du fédéralisme états-unien qui unit des États de même nationalité, anglo-américaine, tandis que la Confédération réunit deux peuples. En 1922 comme en 1927, l'A.f. présente son travail de réflexion sur l'indépendance ainsi : « en prévision d'une rupture qui nous paraît inévitable¹³³ ». Toutefois, l'indépendance ne fait jamais l'objet d'une prise de position claire, *i.e.* active, comme le traditionalisme. Ces deux enquêtes, pourtant, sont celles que l'A.f. considère comme les plus significatives, selon sa propre présentation. Pour résumer la doctrine du mouvement, Groulx renvoie précisément aux deux enquêtes de 1922 et 1927¹³⁴.

Elles mènent toutes deux à l'indépendance... plus ou moins. Depuis 1922, l'indépendance est présentée comme une heureuse et probable éventualité à laquelle la nation doit se préparer. Voici comment Groulx conclut *Notre avenir politique* : « notre volonté d'indépendance ne repose pas sur de vagues et suspectes idéologies. Nous ne voulons pas être des destructeurs. » Si les effets pernicioeux du fédéralisme pouvaient être neutralisés, mieux vaudrait attendre, « que notre jeune force eût le temps de s'accroître. Mais la destruction est commencée par d'autres » : c'est donc une réaction à une trahison de la Confédération, plutôt qu'une sédition, mais aussi une « espérance à ranimer ». Non sans ambiguïté apparente : l'indépendance est le but à la fois normal et idéal pour une nation mais la Ligue n'en fait pas un engagement politique. Comme idéal, elle est nécessaire : « l'idéal de l'État français va correspondre de plus en plus parmi nous à une sorte d'impulsion vitale. » Pour l'avenir national, il faut

¹³¹ Cf. Ph. Perrier, « L'État français et sa valeur d'idéal pour nous », *L'A.f.*, avr. 1922.

¹³² L'Action française, « Le problème national », *L'A.f.*, fév. 1927, p.76.

¹³³ L'Action française, « Le problème national », *L'A.f.*, fév. 1927, p.79.

¹³⁴ 'Remplaçant', « La vie de l'A.f. », *L'A.f.*, oct.1921, p.640 ; Groulx, *Mes Mémoires*, II, p.312.

« se préparer à faire un profitable usage d'une complète indépendance.¹³⁵ » C'est donc dans cette préparation que l'A.f. veut s'engager, et non pour l'indépendance immédiate : l'indépendance comme objectif lointain stimulant une action nationale présente dans tous les domaines stratégiques de la vie nationale. Du reste, deux professeurs thomistes apportent une contribution importante à l'enquête de 1922 : ils confirment que la Ligue, en optant pour un indépendantisme passif sous la direction de l'abbé Groulx, ne s'aventure pas du côté des idées séditieuses, mais qu'il est légitime qu'une nation espère et se prépare à l'autonomie¹³⁶.

Entre-temps il faut accepter de laisser une chance de réforme à la Confédération, même sans trop y croire : « Si la Confédération subsiste et qu'elle s'achemine vers un esprit conforme à ses origines et à ses principes, nous dirons : tant mieux ! Et nous ne ferons rien pour empêcher qu'il en soit ainsi. » *La doctrine de l'Action française* en 1927 persiste et signe. Contre « les attardés de l'immobilité historique », elle s'exclame, « notre programme d'avenir » n'est pas « chimérique ». Comme nationalité libre, partenaire égal de la Confédération, le Québec doit « entretenir l'espoir de s'élever un jour jusqu'au caractère juridique de l'État indépendant.¹³⁷ » Le « Québec est notre véritable patrie¹³⁸ », déclare Minville. L'A.f. rappelle les droits historiques qui fondent le droit à la liberté de la nation canadienne-française et déclare que l'état fédéral n'est qu'un « simple « faute de mieux », [qui] ne représente nullement pour les peuples l'état politique parfait ; l'état parfait, c'est proprement la libre disposition de soi-même dans la pleine indépendance »¹³⁹. La définition de la nation, culturelle, est en partie influencée par Renan puisqu'elle insiste sur les souvenirs communs et le désir de vivre ensemble comme pour ne pas confondre l'idée physiologique de race avec la nation, « résultat intellectuel et moral ». Cette définition l'A.f. fixe aussi les

¹³⁵ L. Groulx, « *Notre avenir politique* – conclusion », *L'A.f.*, déc. 1922, p.347-48.

¹³⁶ Abbé Arthur Robert, « Aspirations du Canada français : fondement philosophique », *L'A.f.*, fév. 1922, p.66-81 ; Ceslas Forest, o.p. : « Notre avenir politique : la préparation intellectuelle », *L'A.f.*, sept. 1922, p. 130- 146.

¹³⁷ L. Groulx, « Le problème national », févr. 1927, p.79 et p.76.

¹³⁸ J. Dumont [Minville], « Méditations pour jeunes politiques », janv. 1927, p.30.

¹³⁹ L. Groulx, « Les Canadiens-français et la Confédération », *L'A.f.*, mai-juin 1927, p.284.

bornes du nationalisme de façon catholique : « nous ne posons point la nation au-dessus de tout [...] À côté de son droit, il y a le droit des autres » et la nation n'est la règle ni du droit ni de la morale¹⁴⁰.

Donc, en dépit de l'idéalisation de l'indépendance dont elle ranime l'espérance, l'A.f. balance, sur le plan de la praxis, entre respect critique de la Confédération et volonté de présenter l'indépendance comme un idéal, accessible et visé, dans un avenir éloigné. Cette possibilité, lueur à l'horizon, démontre à quel point la nation est viable et doit donner à la nationalité le courage de durer et d'affronter l'adversité. Présentation ambiguë et platonique de l'indépendance¹⁴¹ qui, ne parvient pas à empêcher un flot d'adversité de la part de certains amis, en réaction à *Notre avenir politique* : prêtres de l'Ouest, anciens collègues du *Parler français* désormais plus rangés, sans parler de Bourassa. Cette fois, le soutien du *Devoir* manquera à l'Action française. Le départ de Groulx pour l'Europe au moment où l'A.f. allait entamer la publication de *Notre avenir politique* inquiétait Gauvreau, révélant sûrement des soucis d'intendance mais aussi l'appréhension d'un débat houleux. De fait, l'enquête provoqua des tensions auprès des relations amicales et officielles du mouvement. Groulx en subit encore des conséquences en 1926, lorsque sa promotion à l'université fut compliquée par des pressions politiques : en échange de sa promotion salariale à un niveau plus proche des professeurs laïcs, certains entendaient exiger la fin des critiques de la Confédération et de la promotion de l'indépendance. En 1923, réagissant à ces critiques, la rédaction publie une mise au point pour expliquer qu'il ne s'agit que d'une éventualité pour laquelle la nation doit se préparer, pas d'un engagement contre la Confédération¹⁴².

Le parapluie (ou la précaution) derrière lequel s'abritent les directeurs en avançant un point de vue qui dérange, consiste à dire du même souffle qu'ils ne feront rien pour promouvoir l'indépendance, avenir non seulement souhaitable,

¹⁴⁰ L. Groulx, « Le problème national », févr. 1927, p.81 et p.78.

¹⁴¹ Ph. Perrier, « L'État français et sa valeur d'idéal pour nous », *L'A.f.*, avr. 1922.

¹⁴² L'A.f., « Notre avenir politique : mise au point », *L'Action française*, déc. 1923.

mais probable, à cause de la fin annoncée de l'Empire britannique. L'Irlande l'illustre à merveille, mais aussi les débuts du nationalisme en Égypte et aux Indes¹⁴³. Par conséquent, il faut s'y préparer. Non seulement la décolonisation s'annonce, mais l'A.f. rêve d'un Canada français très peuplé à la fin du XXe siècle (plus de 25 millions d'habitants avec l'aide d'une « immigration assimilable »), trop gros pour demeurer une province¹⁴⁴. Pourtant, il s'agissait de plus que la préparation permettant d'affronter un changement probable : il s'agissait d'une préparation initiatrice, proche de la « prophétie créatrice ». Toutes les nations qui se sont redressées, réunifiées ou ont recouvré leur indépendance ont d'abord bénéficié d'une minorité agissante, avant-garde de la conscience nationale, depuis Jeanne d'Arc jusqu'aux récents États nés de Versailles en 1919. L'A.f. entend jouer le rôle de cette avant-garde intellectuelle, à l'exemple des intellectuels des pays d'Europe centrale qui ont récemment recouvré ou atteint leur indépendance nationale. « C'est cette minorité qui dans un pays donne le ton ; c'est elle qui façonne à un peuple son armature sociale », choisi des idées claires et « s'efforce ensuite de les imposer à la collectivité. » Les événements sont ainsi préparés par « certaines idéologies, défendues, propagées par quelques initiateurs » et la mission de l'A.f. est claire : « Il en doit être ainsi de la nôtre.¹⁴⁵ » On retrouve ici explicite, l'ambition d'hégémonie culturelle (stratégie que nous pouvons dire gramscienne - après le penseur qui l'a conceptualisé, bien entendu) dont il fut question au chapitre troisième. C'est pour mieux poursuivre telle ambition que l'A.f. s'est penchée sur le modèle de la L.A.F. Cette ambition de développer une hégémonie culturelle, de transformer celle qui a cours, définit pour elle le rôle des intellectuels et de la véritable élite.

En dépit de tout l'opprobre et des pressions suscitées, la défense de cet idéal et la critique de la Confédération demeurent impénitentes, ainsi du dossier de

¹⁴³ L. Groulx, « *Notre avenir politique – conclusion* », *L'A.f.*, déc. 1922, p.336 ; *L'A.f.*, « *L'Inde et la province de Québec – *Moi d'ordre** », oct. 1926, p.193. Cf. Perrault, « *Déclin et reconstruction* », mai 1922, p.292-302, sur *Le Déclin de l'Europe* d'A. Demangeon.

¹⁴⁴ W. Gascon, « *Vers l'indépendance du Canada* », *L'A.f.*, août 1922, p.100-116.

¹⁴⁵ A. Perrault, « *Notre avenir politique – Le sens national* », *L'A.f.*, nov. 1922, p.267-268.

1927 sur le soixantenaire de la Confédération¹⁴⁶. L'essentiel du propos de Groulx y est une synthèse de formules élaborées dans son cours d'histoire de la Confédération¹⁴⁷ : elle est un pacte entre plusieurs unités politiques, entre peuples, qui y sont entrés pour protéger leur liberté et non pour se fondre en un nouveau peuple ni se laisser assimiler, ce qu'aurait manifesté le choix d'un État unitaire et unilingue¹⁴⁸. La Confédération comme système peut avoir son intérêt : à condition que les peuples partenaires soient reconnus tels (comme en Suisse). Or, « [l]es petits peuples se fédèrent pour rendre plus stable leur condition politique et nationale, non pour accroître les périls¹⁴⁹ », écrit Groulx, critiquant l'inimitié trop souvent réservée au français et aux minorités françaises depuis 1867. Le Canada anglais a, depuis soixante ans, manifesté la volonté d'assimilation et l'hostilité ; et le statut des Canadiens français, exclus de l'économie, est inadéquat. Groulx précise que les indépendantistes ne se recrutent pas uniquement chez l'école radicale. Cependant, il enjoint de « généraliser à travers le Canada » l'esprit confédéral, c'est-à-dire celui d'un pacte entre partenaires. Il rappelle que tout ce qui est tenté contre les Canadiens français est tenté contre leur intérêt à maintenir la Confédération : cette « race » [ce peuple] y est « entrée pour vivre, sans être entamée ». Armé de cet argument, il faudra pousser pour la réforme. Bref selon Groulx, malgré un idéal d'indépendance, il faut respecter suffisamment l'ordre établi pour d'abord tenter de le réformer. Les pistes de solution sont claires : « Pour que la Confédération ne soit pas un État artificiel, il faut donner libre cours à ses principes fondateurs, qui assureront sa vitalité.¹⁵⁰ »

Encore une fois, Groulx avait expliqué que cette réforme lui paraissait improbable et qu'il fallait travailler « en prévision d'une rupture qui nous paraît

¹⁴⁶ *L'A.f.*, mai-juin 1927, notam. A. Perrault, « Griets et déceptions », p.385-402 ; C. Gautier, « *Le Bilinguisme* : Le bilinguisme dans les services fédéraux », mars 1925, p.130-145 ; Groulx, « Le problème national », *L'A.f.*, févr. 1927, etc.

¹⁴⁷ *La Confédération canadienne, ses origines*, M., Le Devoir, 1918.

¹⁴⁸ L. Groulx, « Les Canadiens français et l'établissement de la Confédération », mai-juin 1927, p.291-292, p.300 ; « Le problème national », févr. 1927, p.71.

¹⁴⁹ L. Groulx, « Les Canadiens français et l'établissement de la Confédération », *L'A.f.*, mai-juin 1927, p.284.

¹⁵⁰ L. Groulx, « Les Canadiens français et l'établissement de la Confédération », *L'Action française*, mai-juin 1927, p.284.

inévitables ». Simultanément, il insiste pour que les Québécois prennent conscience de l'État québécois : obnubilés par le prestige d'Ottawa, intimidés par leur condition minoritaire au Canada, la conscience politique de l'État québécois, et d'y être majoritaires leur fait défaut. Il faut mettre cet État au service du développement de la nation, économiquement infériorisée et culturellement effacée¹⁵¹. En affirmant de la sorte que « les Canadiens français sont leurs maîtres grâce à 1867 », Groulx les enjoint de prendre la mesure du pouvoir politique que l'État provincial québécois leur offre potentiellement, dans l'état actuel, mais semble aussi tabler sur une prise de conscience de ce qu'est une Confédération véritable¹⁵². La souveraineté est donc tantôt à atteindre, tantôt à mettre en pratique, selon l'angle d'approche que Groulx préfère adopter, autrement dit la définition de Confédération qu'il choisit de mettre de l'avant : celle qui existe, celle qui est censé être (celle qu'impliquerait proprement le terme). L'abbé Perrier s'appuie sur Léon XIII et *Rerum novarum* pour justifier leur idéal d'intervention de l'État en matière socio-économique, un idéal d'intervention modérée¹⁵³. Il défend du même chef, toujours inspiré par *Rerum novarum*, le développement des syndicats catholiques. Voilà qui contredit l'interprétation habituelle du nationalisme traditionaliste, du nationalisme antérieur à 1945, voire à 1960 selon les auteurs, qui aurait été contre l'intervention de l'État, à la manière de Duplessis. Or cela n'était pas le cas du programme réformiste de l'Action libérale nationale, proche de l'Action nationale.

Les moments d'audace « séparatiste » ne se limitèrent nullement à 1922 et 1927. L'éloge de l'indépendance est présent tout au long de la période Groulx. Ainsi, lorsque Perrault présente le travail de la Ligue en 1924 (article d'abord paru dans *Les Lettres*) : « Mais vers quel but ultime tendent tous ces efforts ? Je vous le dirai sans plus : vers la constitution d'un État français dans l'Est canadien. » Les Canadiens sont à la croisée des chemins, plusieurs options s'offrent à eux, dont la

¹⁵¹ J. Brassier, « Les Canadiens français sont leurs maîtres grâce à 1867 », *L'A.f.*, août 1927, p.122-123.

¹⁵² *Ibid.*

¹⁵³ Ph. Perrier, « Les Canadiens français et la vie morale et sociale au Canada », *L'A.f.*, mai-juin 1927, p.353.

« séparation des provinces canadiennes, retrouvant liberté de vie et d'action. *L'Action française* favorise cette dernière alternative.¹⁵⁴ » La préférence de l'A.f. est donc très claire, même si elle se retient d'en faire un engagement politique contre la Confédération.

Le message est très bien compris des jeunes partisans de la Ligue, que ces prudences ou ambiguïtés n'embarrassaient pas¹⁵⁵. L'enquête *Notre avenir politique*, reproduite en volume, suscite l'intérêt de beaucoup d'étudiants. Témoin les nombreux articles qui reviennent sur *Notre avenir politique*, spécialement parmi la série *Vos doctrines*¹⁵⁶. Aux yeux de René Chaloult (influent sur la scène politique des années 1930 et 1940), l'indépendance est le choix clair auquel mènent la réflexion de l'A.f. et le redressement national. Esdras Minville déclare : « L'indépendance, l'indépendance totale demeure l'objectif suprême, lointain peut-être mais non moins réel et non moins désirable. Et je m'arrête sur un mot d'ordre qui est en même temps une supplique : Préparons-nous!¹⁵⁷ » Néanmoins, en concluant sur un mot d'ordre de préparation, le futur directeur général se place finalement en conformité avec la position officielle de l'A.f. groulxiste. Les jeunes ligueurs manifestèrent même leur indépendantisme dès avant l'enquête de 1922. Émile Bruchési s'interrogeait : et « Si la Confédération disparaissait ?¹⁵⁸ » Il cite Tardivel : malgré l'aspect discutable du roman quant aux francs-maçons, son idée essentielle, l'indépendance, demeure une vérité d'avenir. É. Bruchési estime qu'on peut espérer voir une République de la Nouvelle-France avant la fin du siècle¹⁵⁹. L'A.f. pouvait l'espérer, mais non s'organiser pour provoquer l'indépendance du Québec – s'organiser pour la rendre possible, certainement,

¹⁵⁴ A. Perrault, « Enquête sur le nationalisme », *L'Action française*, févr. 1924, p.114.

¹⁵⁵ A. Lévesque, « La jeunesse canadienne-française et la Confédération canadienne », *L'A.f.*, mai-juin 1927, p.403-412 ; R. Chaloult, « Au nom des jeunes », déc. 1926, p.366-367.

¹⁵⁶ A. Lévesque, « Notre avenir politique », *L'A.f.*, juil. 1923, p.30-38 ; J. Bruchési, « Notre avenir politique », nov. 1925, p.313-316. Série « Vos doctrines », de févr. à déc. 1926 : Minville, Léon Lortie, R. Chaloult, Harry Bernard, J. Bruchési, A. Lévesque, R.-M. Voyer, o.p., Séraphin Marion, Minville (bis), S. Marion (bis), Marie-Louise d'Auteuil.

¹⁵⁷ E. Minville, « Vos doctrines », *L'Action française*, févr. 1926, p.109.

¹⁵⁸ É. Bruchési, *L'A.f.*, sept. 1920, p.396-409.

¹⁵⁹ É. Bruchési, « Notre avenir politique : L'État français et l'Amérique latine » *L'A.f.*, p.258-259.

c'est même sa mission. L'A.f. s'engage fermement à stimuler la conscience nationale, le développement et le redressement de la nation de façon à permettre d'envisager sereinement une telle possibilité dans plusieurs décennies.

Quel était l'État français que réclamait l'A.f. ? Ce n'était pas seulement un Canada français indépendant. Il était souvent identifié au Québec et par conséquent, l'État provincial simplement réformé par une conscience nationale pouvait en être une première mouture et incarner par conséquent un premier objectif pragmatique et à court ou moyen terme. Les hésitations entre Québec et Canada français aux contours flous, existaient mais étaient limitées. Nous avons vu Perrault prendre clairement parti pour la séparation des provinces. La prise de position la plus franche et la moins ambiguë, dépourvue d'hésitations entre le Québec et un Canada français aux contours flous, est publiée en partie documentaire, apparemment le fait d'un anglophone, qui répond à la question « Un Québec indépendant ?¹⁶⁰ » par l'affirmative en assurant que ce sera possible. C'est encore une recension externe qui parle de « la nation québécoise », au plaisir de la revue qui en rend compte¹⁶¹. Passer de la nation canadienne-française au Québec indiquait une politisation de la réflexion, quittant le plan strictement culturel d'Archambault et Gauvreau. De fait, la possibilité réelle de progrès se situe à Québec et il importe à la Ligue de faire passer l'intérêt politique pour Québec devant le théâtre fédéral. La réforme de l'État provincial est une première étape nécessaire, qui n'exige pas de rupture avec la Confédération, décision qui peut être remise à plus tard. Déjà les possibilités d'une voie réformatrice et autonomiste sont esquissées à demi – on sait que c'est la voie qu'emprunteront les mouvements politiques appuyés par l'Action nationale et Groulx dans les années 1930 et 1940, avec l'ALN, l'Union nationale et le Bloc populaire. L'État français peut en fait être compris comme la résultante de l'indépendance autant que, véritablement instauré dans l'État provincial, l'étape de préparation nécessaire à celle-ci.

¹⁶⁰ Gerrish, « Un Québec indépendant ? », *L'A.f.*, août 1923, p.117 sq.

¹⁶¹ « *La Vie de l'Action française – Notre avenir politique* », *L'A.f.*, déc. 1923, p.380.

4.2.2.3.1 Statuts des cercles locaux d'Action française

Éclairons cette analyse de l'État français par l'examen des statuts des petits cercles régionaux, quasi-secrets, de l'A.f. Ces cercles sont des cellules d'élite de huit hommes de confiance tout au plus, dont la constitution, extraite de la correspondance de Groulx, n'avait pas encore été étudiée¹⁶². Voici la présentation qu'en fait Groulx au père Charlebois qui voudrait en fonder un dans l'Outaouais : « Pour tout dire, le groupe d'Action française se constitue dans sa région, le promoteur de tous les intérêts moraux, intellectuels, économiques de la race. » Il doit adopter la devise « Jusqu'au bout ». Il porte le nom « groupe d'A.f. de la région de N aussi longtemps qu'il conserve l'assentiment des directeurs de la Ligue ». L'A.f. dévoile peu de leur activité, ce qui ne permet guère de croire qu'elle ait été bien grande ni que ces cercles aient été nombreux¹⁶³. Néanmoins le serment d'adhésion nous dévoile l'idéal politique de l'A.f. : l'indépendance ou la séparation. « Chaque membre du groupe signe une formule d'adhésion rédigée par le comité directeur de la Ligue », que voici :

DÉCLARATION

Canadien français et catholique de raison, de cœur et de volonté, je remplirai tous les devoirs de cette double dignité.

Je m'engage à combattre toutes les formes de l'anglicisation et en particulier à faire respecter tous les droits de la langue française tels que proclamés par la charte fédérative et les lois du Québec.

Convaincu que l'âme de la race possède, dans ses qualités ethniques et les vertus de sa foi religieuse, les éléments vitaux de son plein développement, je veux travailler à reconstituer nos institutions politiques, économiques, sociales et familiales, notre intégrité française et catholique.

Parce que je crois à la haute mission d'un peuple catholique et latin, et qu'un peuple n'accomplit bien toute sa destinée qu'en ajoutant, à la plénitude de sa personnalité nationale, *les prérogatives de l'État, je m'engage, si la Providence le veut, à préparer, par tous les moyens légitimes, l'avènement d'un Canada français indépendant.*

¹⁶² Le procédé de constitution, tel qu'énoncé par Groulx au père Charlebois, est reproduit en Annexe II.

¹⁶³ J. Brassier, « *La vie de l'A.f. – Un groupe d'A.f. aux États-Unis* », *L'A.f.*, juil. 1923, p.63; « *La vie de l'A.f. – Nos groupes d'A.f.* », *L'A.f.*, déc. 1923, p.376-377. Cf. division 4.1.1 p.236.

En conséquence, je m'associe à l'œuvre de la Ligue d'Action française.

Je promets de la servir, avec tout mon dévouement, jusqu'au bout.

Et je signe¹⁶⁴ (n.s.)

Donc, dans un programme qui tempère par ailleurs le nationalisme de catholicisme et de constitutionnalisme, l'État indépendant est clairement identifié comme objectif des Ligueurs. Mais c'est une position platonique, évitant l'écueil de la position révolutionnaire incompatible avec l'état ecclésiastique de tant de directeurs. Charlebois atteste de la permanence de cet idéal séparatiste entre Groulx et lui, dix ans après la fin de la revue *L'A.f.* Groulx a prononcé au second Congrès de la langue française à Québec (1937) une retentissante conférence dont le titre, le lendemain dans les journaux, était sa conclusion péremptoire : « Notre État français, nous l'aurons ! » et Charlebois l'en félicite :

Vous avez parlé clairement et ouvertement. Le défaitisme et l'anti-séparatisme en ont eu – à juste droit – leur compte.

*Et nunc : qui potest capere, capiat !*¹⁶⁵ Est-il possible qu'un peuple en possession d'une si belle histoire en soit rendu à la déchéance nationale et économique actuelle ? Grâce à votre dévouement inlassable, à votre travail infatigable et à votre louable audace, il commence à déssiller les yeux. Soyez-en réconforté et béni !¹⁶⁶

Mais un peu comme les républicains de divers courants pouvaient se retrouver dans le discours de Mercier au parc Sohmer en 1893, la formule lapidaire de Groulx pouvait s'appliquer aussi bien à l'autonomie et la réforme du gouvernement provincial puis de la Constitution, qu'à l'indépendance. L'État français, aspiration et engagement concrets, est à la fois un programme de réforme dans le cadre confédéral et l'expression du rêve d'indépendance. Il peut donc être plus prosaïquement une étape nécessaire pour rendre l'indépendance ultérieurement réalisable, en évitant l'écueil d'autres colonies dont l'indépendance précipitée n'a pas résolu la situation de dépendance et de sous-développement. Et

¹⁶⁴ CRLG, Corr. de L. Groulx, P1/A, 746 : Lettre de L. Groulx à Ch. Charlebois, envoyée des bureaux de l'A.f., 1735 rue St-Denis, 19 sept. 1925.

¹⁶⁵ « Et maintenant, qui peut comprendre, comprenne » : à bon entendeur...

¹⁶⁶ CRLG, Corr. de L. Groulx, P1/A, 746 : lettre de Ch. Charlebois à L. Groulx, Ste-Agathe-des-Monts, le 16 mars 1938. Le félicite au nom de sa communauté, du discours tenu à Ottawa ; le discours qui fit alors du bruit fut prononcé à Québec au Congrès de la langue française, on peut supposer de la lettre que Groulx l'explique à Ottawa.

il y a fort à faire pour être prêt. Groulx et l'A.f. insistent sur deux volets : l'éducation nationale, pour renforcer la connaissance et tremper l'élite, et bien sûr le développement économique, qui reçoit un traitement significatif, dont une enquête annuelle. C'est sur ce redressement moral et général, qu'il faut concentrer ses efforts, sur le long terme. Petit à petit, l'écroulement de l'Empire semble moins immédiat, mais le credo demeure. Un programme national doit déboucher sur un autre État : grâce à la formation d'une élite dotée d'une conscience nationale, parvenue à maturité et aux affaires, l'État québécois de demain pourra se mettre au service de ce redressement. L'État français devient un concept polyvalent – la province de Québec, le Québec redressé par suite de l'action nationale et le Québec indépendant. La mission que l'A.f. se donne se place en amont de cette question réservée pour un temps de maturité, maturité qu'il suffit pour l'instant de travailler.

4.2.2.4 Le redressement national : éducation et économie

L'action où s'engage l'A.f. dans son effort est non pas d'organiser l'indépendance, mais le redressement national, qui, outre le militantisme linguistique et culturel, passe par l'émancipation économique et l'éducation nationale. Perrault le résume ainsi : l'A.f. « propose aux Canadiens français une doctrine propre à maintenir en éveil le sens national, à faire reprendre à notre nationalité sa voie traditionnelle », selon la hiérarchie des valeurs - progrès religieux et moral, intellectuel et économique¹⁶⁷. Ces deux conditions, de développement dans les domaines de formation et d'éducation et de l'économie, la rendront possible, accompagnant et accompagnées par la réforme de l'État provincial en État français. « L'Éducation. Tout est là », conclut Groulx, au terme de *La doctrine de l'A.f.*¹⁶⁸. Son importance est au premier rang « pour diffuser le sens national¹⁶⁹ ». Plus que tout autre, elle pose les assises de la nation¹⁷⁰.

¹⁶⁷ A. Perrault, « Enquête sur le nationalisme », *L'A.f.*, févr. 1924, p.112.

¹⁶⁸ L. Groulx Groulx, « *La doctrine de l'A.f.* – Les modes de l'action nationale », *L'A.f.*, déc. 1927, p.353.

¹⁶⁹ A. Perrault, « *Notre avenir politique* - Le sens national », nov. 1922, p.276. Cf. « Le sens national : *Mot d'ordre* », mai 1924, p.257.

L'éducation passe par les femmes et ne se résume pas à l'instruction¹⁷¹. Elle commence par les enfants¹⁷². Mais elle s'exerce dans la mobilisation de la jeunesse et de tous les âges, largement par l'histoire. L'éducation au patriotisme repose largement sur l'histoire pour fortifier la conscience de la spécificité canadienne-française, transmettre l'héritage d'une lutte pour la survivance et la fierté, comme l'expriment maintes conférences de Groulx dont « Notre histoire, école de fierté »¹⁷³. L'histoire doit en effet, par la commémoration des gloires, contrer l'effet dépressif de la situation défavorable et pauvre des Canadiens français au Canada. Elle doit rappeler que lorsqu'ils avaient la possibilité d'entreprendre, ils n'ont pas failli malgré ces contraintes de colonialisme¹⁷⁴. Il s'agit aussi du système d'éducation. Il doit à la fois éduquer au patriotisme et même plus, en fonction de l'intégrité catholique et française trop bafouée par l'anglicisation¹⁷⁵, former des capacités¹⁷⁶.

Une autre étape décisive préalable à l'indépendance est celle du redressement économique des Canadiens français. C'est qu'on recherche toujours

¹⁷⁰ « École et bilinguisme », mars 1927, p.143.

¹⁷¹ Fadette, « *Nos forces nationales* – La Canadienne », *L'A.f.*, juin 1918, p.243 ; Annette St-Amant, « Que les femmes s'en mêlent », oct. 1918 ; Pierre Homier, « *À travers la vie courante* – Rôle des femmes – la Fédération nationale SJB », janv. 1919, p.26-29 ; Gustave Baudoin, « À propos de *Comment ils ont grandi* de Joyberte Soulanges », juil. 1922 ; Ad. Dugré, « Notre intégrité catholique dans la famille », avr. 1923, p.194 *sq.* et « La défense de notre capital humain – Ses ennemis moraux », févr. 1926, p.66 *sq.* Cf. Ad. Dugré, « Notre intégrité catholique dans la famille », avr. 1923, p.194 *sq.* et « La défense de notre capital humain – Ses ennemis moraux », févr. 1926, p.66 *sq.*

¹⁷² Irène Lesage, « L'Éducation patriotique de l'enfant », *L'A.f.*, févr. 1918, p.56-60.

¹⁷³ J. Brassier, « *La vie de l'A.f.* – Nos pèlerinages historiques », *L'A.f.*, oct. 1923, p.254 ; N. Tillemont, « *La vie de l'A.f.* – Propagande par la conférence », févr. 1924, p.125 ; Perrault, « École de fierté », juin 1924, p.373-374 ; *L'A.f.*, « La semaine de l'histoire nationale : *mot d'ordre* », oct. 1925, p.193 ; Titre de la conf. de Groulx, J. Brassier, « *La vie de l'A.f.* – Nos conférences », nov. 1925, p.326 ; R. Chaloult, « Nécessité de l'histoire pour la jeunesse actuelle », août 1927, p.98-10 ; Groulx, « Les leçons de l'histoire aux bords du Saint-Maurice », août 1927, p.102-113.

¹⁷⁴ O. Asselin, « Les Canadiens français et le développement économique du Canada », *L'A.f.*, mai-juin 1927.

¹⁷⁵ Groulx, « Notre doctrine », janv. 1921, p.26.

¹⁷⁶ E. Montpetit, « Vers la supériorité », janv. 1917, p.4 et *sq.*, « L'importance du *capital humain* », janv. 1926, p.5-22 ; Groulx, « Une action intellectuelle », févr. 1921, p.33 et « Les modes d'action nationale », déc. 1927, p.353 ; C. Forest, « La préparation intellectuelle », sept. 1922, p.133.

les clés de « l'indépendance économique »¹⁷⁷. Le développement économique exige une doctrine, une conscience nationale qui se conjugue avec une solidarité nationale, une volonté organisée pour développer des stratégies¹⁷⁸. L'A.f. n'hésite pas à faire ressortir le rôle primordial de l'État québécois dans cet effort de redressement et de développement : « L'État et [sic] oui, l'État ! » doit intervenir en faveur de la « prospérité collective »¹⁷⁹. L'économie suscite une Enquête annuelle, et comme les autres articles qui y sont consacrés, il s'agit, pour les directeurs, de promouvoir un développement commercial et industriel canadien-français¹⁸⁰, de ne pas brader les ressources du sol au capital américain et aussi de favoriser l'économie agricole et la colonisation¹⁸¹. Cette préoccupation du développement, entre les réformes de l'État français, le libéralisme de Montpetit ou le développement traditionaliste prôné par Vézina, laisse libre cours à la diversité des solutions. L'indépendance s'arrime à une ambition « d'expansion économique »¹⁸² et de rayonnement à l'étranger – en particulier dans les pays anglo-saxons, en Europe et en Amérique latine¹⁸³, que le nationalisme doit aider à bâtir dès avant que l'État français ne devienne indépendant.

Cet examen des positions de l'A.f. groulxiste permet de dégager à la fois un franc traditionalisme et une inclination à l'indépendantisme qui fortifie un engagement politique moins radical, en fait, réformiste. Sur le plan politique, il est question de l'État français, assorti et auxiliaire d'autres pans d'action nécessaires

¹⁷⁷ Montpetit, « *Le problème économique – l'indépendance économique du Canada français* », *L'A.f.*, janv. 1921 ; S.s., « *Partie documentaire – Indépendance économique et politique* », déc. 1921, p.762-765.

¹⁷⁸ F. Vézina, « *Patriotisme et affaires* », févr. 1920, p.57-64.

¹⁷⁹ L'A.f., « *Industrie et commerce* », *L'A.f.*, oct. 1927, p.210-p.213.

¹⁸⁰ Ed. Montpetit, « *Les Précurseurs – Errol Bouchette* », *L'A.f.*, janv. 1919 ; G. Pelletier, « *Le problème économique – Notre industrie* », juin 1921 ; *L'A.f.*, « *La doctrine de l'Action française : industrie et commerce* », oct. 1927.

¹⁸¹ L.O. David, « *Colonisation et agriculture* », *L'A.f.*, mai 1917, p.129 : « Le but de l'A.f. est de favoriser, d'activer tous les éléments de notre conservation nationale. Or, la colonisation et l'agriculture étant deux des principaux éléments de cette conservation, elles constituent naturellement une partie essentielle de son programme. » ; A. Vanier, « *Le problème économique – Le Facteur agricole* », *L'A.f.*, mai 1921 ; Ch. Gagné, « *L'aide de l'État à l'agriculture* », juin 1926 ; Al. Dugré, « *La défense de notre capital humain : par la colonisation* », sept. 1926, p.130-153. Cf. Minville, « *La Défense de notre capital humain : le réservoir de la race* », mai 1926.

¹⁸² É. Bruchési, « *Notre avenir politique : L'État français et l'Amérique latine* », *L'A.f.*, mai 1922, p.274.

¹⁸³ « *La Vie de l'A.f. : Réponse de M. l'abbé Groulx* », *L'A.f.*, août 1921, p.505-508.

pour permettre de réaliser un jour l'indépendance ou à défaut, de relever la nation de façon semblable. Ces pans sont de première importance dans les préoccupations de la revue : développement intellectuel, à commencer par l'œuvre organisatrice et fédératrice qu'elle se propose et veut toujours encourager. Vigile morale, qui se combine à la diffusion de la fierté et du sentiment national, tâche où l'histoire occupe une place de choix, par les lettres, les études, les tracts, les pèlerinages et en général l'éducation. Enfin développement économique, qui est une préoccupation essentielle. Celle-ci ouvre la revue à des collaborateurs patriotes et davantage libéraux. L'engagement politique incline, comme l'affirmation nationale, au réformisme plus qu'aux extrémismes. Sa solution n'est pas aussi claire que dans les années 1930 où des partis réformistes commencent à accueillir des sympathisants de la Ligue.

4.2.2 Étendue des références maurrassiennes dans la revue de Groulx

Pour mesurer l'étendue des références maurrassiennes dans *L'Action française* de Groulx, nous allons d'abord les situer par rapport aux réserves catholiques, et surtout aux autres références intellectuelles françaises catholiques, indépendantes, voire en mauvais termes avec l'A.F. Nous allons départager et analyser les études consacrées spécifiquement à des productions de l'A.F. et leur quantité, puis des références à des productions de l'A.F. qui étayaient d'autres articles. Ensuite, nous poursuivrons les références implicites que représentent la reprise d'expressions marquées, inventées par les organes maurrassiens et bien connus, avant de récapituler la publicité faite aux ouvrages d'A.F. par les chroniques du livre, analyse entamée pour 1924.

4.2.2.1 Réserves des intellectuels catholiques

La réserve ou même la critique catholique des doctrines de l'A.F. maurrassienne est parfois exprimée dans la revue montréalaise. Ainsi, elle reprend

à son compte une critique ultramontaine de L. Daudet parue dans *Études*, revue des jésuites : cet auteur s'appuie sur des « réactionnaires de droite et de gauche » mais pourtant sa critique de la révolution demeure finalement impuissante car il lui manque la « métaphysique une et véritable¹⁸⁴ ». Dans le roman du jeune collaborateur H. Bernard où les réserves catholiques exprimées à l'égard des maurrassiens avaient irrité H. d'Arles¹⁸⁵, d'autres auteurs étaient en revanche les références de bon ton : Barrès, Bourget, Bazin. Groulx était son mentor mais semblait acquiescer à la critique du roman de Bernard¹⁸⁶, outre le passage défendant Maurras qu'il demanda à d'Arles d'atténuer. Étant donné cette réserve catholique, on ne s'étonnera pas que les articles consacrés aux œuvres de Maurras soient rares. Ainsi Perrault, présentant le mouvement en 1923 dans la revue catholique *Les Lettres*, prenait ses distances avec le nationalisme maurrassien pour réitérer la spécificité catholique et du nationalisme canadien-français de l'A.f.¹⁸⁷ Dans ce texte reproduit dans la revue *L'Action française*, il retrace les origines du mouvement vers 1910 dans la déception face au sort hostile qui est fait aux Canadiens français dans la Confédération et à l'engrenage du bellicisme au service de l'Empire anglais. Devant ces prémisses on pourrait s'attendre à un mouvement politique (à l'instar de la Ligue nationaliste). Or, la Ligue d'Action française a décidé de porter l'action intellectuelle sur le front de la langue, de la résistance à l'assimilation, puis de développer le sens de la re francisation comme idéologie culturelle.

Le cas de cette revue *Les Lettres* est fort intéressant pour comprendre la relation de l'A.f. avec la pensée maurrassienne diffusée par les organes et les auteurs de la L.A.F. Les références à d'autres organes catholiques conservateurs sont bien sûr nombreuses. Parmi toutes ces entités indépendantes de l'AF, certaines lui sont amicales – à distinguer des organes de catholiques d'AF

¹⁸⁴ *Études*, 5 août 1922, cité dans *L'A.f.*, sept. 1922, « Nécessité de la haute culture philosophique », notice p.146.

¹⁸⁵ H. Bernard, *L'Homme tombé*, M. [s.n.], 1924 ; D'Arles, « La mégère inapprivoisée », mars 1925, p.154-163

¹⁸⁶ L. Groulx, « Harry Bernard », *Mes Mémoires*, II, p.136.

¹⁸⁷ A. Perrault, « Enquête sur le nationalisme », *L'Action française*, févr. 1924 ; reproduction d'un article publié dans *Les Lettres* de Paris en déc. 1923.

proprement dits – et d'autres lui sont hostiles. Celles qui sont hostiles le sont pour des raisons invoquées par l'A.f. pour garder une distance : or dans le cas de ces entités catholiques, cela signifie une distance plus tranchée que celle qu'adopte l'A.f.. L'A.f. logerait peut-être à un niveau de distance intermédiaire entre ces organes catholiques et ceux qui sont ouverts à une forte influence par amitié avec l'AF. Autonomie, pour l'A.f., qui n'est pas la franche opposition de plusieurs mouvements catholiques de renom, libéraux ou ultramontains. *Les Lettres* sont une tribune manifestement ouverte à l'imprégnation maurrassienne¹⁸⁸, comme le montrait l'article alimentant la querelle de l'A.f. avec le théâtre et le cinéma. De fait, son directeur, Bernoville, participa à la fondation du groupe d'A.F. « Énergie » en 1924 et sera plus tard un rédacteur à *Je suis partout*, comme Gaxotte, relation de Groulx, et le directeur de la *Revue de l'Amérique latine*, Lesca, revue qui suscite aussi l'intérêt de l'A.f.¹⁸⁹ Elle est disponible en dépôt dans la librairie de l'A.f., ce qui atteste d'une relation et d'une certaine approbation.¹⁹⁰ *La Semaine des écrivains catholiques*, instaurée en 1921 par *Les Lettres*, est connue de Groulx avant son départ pour l'Europe, puisqu'il propose d'en instituer un équivalent dans son allocution de départ (Voir 4.1.3.1) Démarche d'inspiration, avons-nous avancé, qui atteste d'une fréquentation serrée de l'activité de cette revue, dont la distance avec le maurrassisme n'est finalement pas grande.

D'autres exemples de mouvements catholiques et conservateurs indépendants de l'AF ni hostiles ni des disciples du maurrassisme, mais très ouverts à son influence sont la prestigieuse *Revue des deux mondes* dont Groulx est un fidèle abonné¹⁹¹, fermement conservatrice et catholique depuis la direction de Brunetière, et la *Revue hebdomadaire*. Contrairement aux périodiques d'AF, les œuvres isolées d'auteurs maurrassiens sont ainsi référées et non l'organe

¹⁸⁸ *Dictionnaire des intellectuels français*, « Valléry-Radot », p.1390, et « Éditions et revues catholiques », p.510.

¹⁸⁹ E. Weber, *L'Action française*, p.179 n. ; *Dictionnaire des intellectuels français*, « Je suis partout ».

¹⁹⁰ « *Lectures pour l'homme intelligent – Revue de l'Amérique latine* », *L'A.f.*, nov. 1923, p.309.

¹⁹¹ L. Groulx, *Mes Mémoires*, III, p.103.

officiel (exception faite de la catholique *Revue universelle*), ces revues peuvent participer des lectures recommandées par les chroniques littéraires de l'A.f.. La *Revue des deux mondes*, où Bourget devient l'influence dominante après le décès de Brunetière (1906), est une revue où collaborent notamment Barrès, Bordeaux et René Bazin, l'ami de Groulx. Bazin, Bordeaux, et Bourget sont considérés comme trois grands Académiciens traditionalistes. Auparavant, Brunetière, Goyau et Bourget étaient connus comme les « Cardinaux verts¹⁹² ». Gaillard de Champris, qui collabore à la revue montréalaise, (notamment pour louer Goyau¹⁹³), est, avec son ami Firmin Roz, un proche de ce mouvement. En outre, l'autre auteur français apportant une contribution durant la période Groulx, le duc de Bauffremont, fondateur de *Pensée de France*, est aussi un modéré en politique¹⁹⁴. Si Maurras est une référence dans l'article « Notre doctrine » de Groulx, en revanche dans son article présentant la première enquête de l'A.f., cet honneur revient à P. Bourget¹⁹⁵, « un des maîtres à penser de la droite catholique » qui adhéra à l'A.F. dès *L'Enquête sur la monarchie* sans devenir militant¹⁹⁶. Quant à la *Revue hebdomadaire*, revue littéraire de la maison Plon, conservatrice (contre-révolutionnaire même) et catholique, l'étude sans doute la plus approfondie liée à cette mouvance est celle que F. Charbonneau consacre à l'ouvrage d'un de ses rédacteurs, *Le Pape*¹⁹⁷. Jean Carrère manifeste ainsi son catholicisme – sa revue n'est pas maurrassienne, mais marquée par les trois figures dominantes de Maurras, Barrès et Bourget¹⁹⁸.

En ce qui concerne les mouvements catholiques notables et hostiles à l'A.F. avec lesquels l'A.f. est en bons termes et auxquels elle s'intéresse, ressort le journal de François Veuillot. À propos de *La Libre parole* dirigée par F. Veuillot, voici les propos de d'Arles à Groulx en 1925 : « Tout le monde sait que, dans la

¹⁹² *Dictionnaire des intellectuels français*, « Brunetière ».

¹⁹³ « Deux grands évêques et leurs historiens », *L'A.f.*, déc. 1925, p.339-356 ; aussi « L'œuvre de Charles Sylvestre », févr. 1927, p.86-95.

¹⁹⁴ L. Groulx, *MM*, I, p.391-392 ; Duc de Bauffremont, « Louis Fréchette », *L'A.f.*, p.149-153.

¹⁹⁵ Cf. *supra*, L. Groulx, « Notre doctrine », *L'A.f.*, 1921 et « Notre enquête », déc. 1917.

¹⁹⁶ *Dictionnaire des intellectuels français*, « Paul Bourget ».

¹⁹⁷ Abbé F. Charbonneau, « Le Pape », *L'A.f.*, nov. 1924, p.330.

¹⁹⁸ *Dictionnaire des intellectuels français*, « Revue hebdomadaire ».

polémique avec François Veillot, c'est Maurras qui a eu le dessus.¹⁹⁹ » Cette polémique a opposé le journal ultramontain *L'Univers*, fondé par Louis Veillot et dirigé par son neveu, à l'A.F. François Veillot penche pour l'Action libérale, les œuvres sociales dans la tradition de Léon XIII, catholicisme qui n'est pas sans rapport avec celui de l'ESP d'Archambault. Toutefois, l'Action libérale se développe alors dans un sens démocrate chrétien et sillonniste qui récolte la Condamnation de Pie X en 1910. F. Veillot, rejetant la direction de l'A.F. pour les catholiques, avait mis en garde contre la politique de Maurras et son absence de foi. Lorsque *L'Univers*, en difficulté financière, est racheté par des catholiques d'A.F., Veillot et son équipe quittent la rédaction²⁰⁰. Ils donnent bientôt une nouvelle direction à *La Libre parole*, à l'origine journal de l'antisémite Éd. Drumont. C'est cette *Libre parole* catholique de Veillot qui est citée dans *L'A.f.* lors de la revue de presse concernant la conférence de Groulx aux Publicistes chrétiens en 1922 – en même temps que le journal *L'Action Française*. Groulx avait été un grand admirateur de Louis Veillot. Nous ignorons s'il partageait ou non l'opinion de d'Arles quant au débat entre F. Veillot et Maurras. La revue de presse de 1922 ne permet pas de déterminer une préférence nette (peut-être la *Libre parole* ?) entre ces deux hommages prestigieux qui sont recueillis avec fierté. Cependant, peu après ce rapport, une présentation enthousiaste du Canada français, de l'A.f. et de l'ESP par F. Veillot est reproduite : elle s'appuyait sur l'*Almanach de la langue française*. F. Veillot y découvre la sève de France imprégnée de foi²⁰¹. Cela indique que le Comité de propagande canadienne-française édifié par l'A.f. à Paris fait son travail, et met la Ligue autant en contact avec les catholiques des mouvances hostiles à l'A.F. qu'avec ceux qui y sont affiliés. Cela atteste que l'A.f. souhaite être en bons termes avec ces deux affinités catholiques. De fait, Mgr Beaupin du Comité catholique des Amitiés françaises est en relation officielle avec le Comité de Propagande à Paris. Il a été membre du *Sillon* et ses éloges du travail de l'A.f. sont publiés au moins deux fois dans la

¹⁹⁹ CRLG, Corr. de Groulx, PI/A, 85-86, Lettre d'H. d'Arles à L. Groulx du 16 mars 1925.

²⁰⁰ J. Prévotat, *Les catholiques et l'Action française*, p.101-102.

²⁰¹ « Partie documentaire », *L'Action française*, avr. 1922, p.256.

revue²⁰². J. Bruchési, directeur du Comité de Propagande, prend contact officiel avec la *Semaine des écrivains catholiques*²⁰³. À son départ, c'était avec « l'élite catholique », « la première du monde », qu'il avait pour mission d'établir des ponts²⁰⁴. Groulx a également demandé à J. Bruchési, directeur du comité, de contacter B. de Vesins pour organiser un échange de publications entre les deux Actions françaises²⁰⁵.

Voilà pour les autres mouvements intellectuels à teneur catholique qui sont en bonne place dans la revue et sa librairie. Une bonne part sont en bons termes avec l'A.F. N'oublions pas que le directeur de la revue doit approuver tous les titres vendus par le service de librairie²⁰⁶, *a fortiori* publicisés dans la revue. Quels sont les textes consacrés à des ouvrages maurrassiens ? Ils sont au nombre de deux seulement. Nous avons abordé celui de Perrault, « Sur une préface de Charles Maurras », qui explique officiellement la teneur de l'idéologie maurrassienne au lectorat de l'A.f.²⁰⁷ Puisque c'est une occasion unique, il faut lui donner ses justes proportions : c'est une marque d'intérêt – assortie d'une réserve – et non le témoignage d'une adhésion. F. Charbonneau rédige aussi une étude des *Jugements* de Massis, à saveur essentiellement littéraire, où Barrès, France et Renan sont présentés comme des dieux littéraires de la jeunesse canadienne que Massis se permet d'évaluer²⁰⁸.

4.2.2.2 Références maurrassiennes dans les articles de la revue

En revanche, les textes de plusieurs directeurs et de plusieurs collaborateurs font référence aux auteurs maurrassiens. Nous pouvons identifier d'Arles,

²⁰² J. Brassier, « La Vie de l'Action française », janv. 1924, p.60-62 ; *** « Notes diverses - France et Canada », juil. 1925, p.55-56.

²⁰³ J. Bruchési, « La semaine des écrivains catholiques », *L'A.f.*, janv. 1925, p.44-49.

²⁰⁴ « Le Comité de propagande canadienne-française en France », *L'A.f.*, sept. 1924, notice p.184.

²⁰⁵ S. Mann, *Lionel Groulx et l'Action française*, p.71.

²⁰⁶ CRLG, Fonds Gauvreau, Lettre de Groulx au Comité directeur de la Ligue d'A.f., 22 juin 1922 ; cité dans S. Mann, *Lionel Groulx et l'Action française*, p.53.

²⁰⁷ A. Perrault, « Sur une préface de Charles Maurras », *L'A.f.*, avril 1922, p.237-243.

²⁰⁸ *L'Action française*, « Jugements de H. Massis », nov. 1923, p.288-298. Ce genre de leadership littéraire exercé sur la jeunesse, typique de cette époque et du « siècle des intellectuels », ne semble plus être coutumier en France et au Québec de nos jours.

Perrault, Vézina, Forest, Groulx, Dugré, Durand, Héroux, J. Bruchési, Perrier, comme des lecteurs de périodiques et d'auteurs maurrassiens. D'ailleurs selon Mann tous les membres directeurs sont lecteurs de la *Revue universelle*. L'exemple le plus éloquent est l'article doctrinaire de Groulx de 1921 (traité ci-dessus).. D'autres exemples de cette nature abondent. François Vézina, (professeur des HEC, abonné²⁰⁹ et contributeur assez fréquent), en complément de l'enquête *Comment servir*, fonde sur des ouvrages de Maurras ses directives traditionalistes à l'intention des hommes d'affaires²¹⁰ : « Chacun connaît les conclusions attristantes de *l'Avenir de l'Intelligence* de Maurras », écrit-il contre un ordre « ploutocratique »²¹¹. Le « banquier juif » symbolise l'internationalisation pour laquelle il renvoie à un ouvrage de Mackenzie King (*Industry and Humanity*), futur Premier ministre libéral du Canada. Cela montre que l'antisémitisme français de la droite ultra est diffusé et n'est pas toujours reçu avec sens critique, alors même qu'on aborde généralement la L.A.F. avec prudence dans la revue, mais qu'elle n'est pas la seule source d'antijudaïsme²¹². Au contraire du règne ploutocratique actuel, assure Vézina, le développement économique laurentien imposera le respect des valeurs catholiques : « Traditionaliste, il marquera chez nous le triomphe de la conception française de la vie matérielle des peuples. » Par française, il faut entendre qui admet la supériorité de l'esprit²¹³.

Civisme et patriotisme se confondent, poursuit Vézina. L'évolution matérialiste est coupable de dévaluer la pensée et l'art, et de laminer la diversité culturelle de l'humanité. Comme Barrès et Maurras, il fustige le « kantisme malsain » qui en serait la philosophie. Il faut, pour relever le défi du développement économique, ce que Barrès appelle une conscience nationale. « Nous tenons en raccourci la formule de notre développement économique qui

²⁰⁹ Cf. *L'A.f.*, « tribune de nos lecteurs- François Vézina », sept. 1918, p.421.

²¹⁰ F. Vézina, « Patriotisme et affaires », *L'Action française*, févr.1920.

²¹¹ *Ibidem*, p.57.

²¹² Cf. Michel Winock, « l'antijudaïsme chrétien » in « Édouard Drumont et la France juive », *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, P., Seuil, 1990, p.121.

²¹³ F. Vézina, *loc.cit.*, p.61.

devra être à la fois traditionaliste (ce qui ne veut pas toujours dire conservateur) et régionaliste, c'est-à-dire décentralisé. » Vézina implique que le développement doit respecter les valeurs traditionalistes, qui ne réduisent pas la condition humaine au matérialisme, ce qui ne signifie pas résistance à l'innovation. Ce régionalisme est le pendant de l'action intellectuelle où l'A.f. le réclame en littérature. Il en va de même en économie : « Il ne s'agit pas, dans le Québec, d'une mauvaise réplique de l'industrie française, ni d'une copie servile de ce qui nous vient de la Canada commerciale ou financière. Nous n'acceptons aucune tutelle, pas plus française qu'américaine. »²¹⁴ Cela résume bien l'attitude de l'A.f. envers l'A.F. Vézina conclut à l'aide de Maurras : « Cette conception, nous la trouvons formulée dans les conclusions de l'*Enquête sur la Monarchie* de Maurras. « Ce que nos ancêtres, dit-il, ont fait par coutume et par sentiment, le poursuivre nous-mêmes, avec l'assurance et la netteté scientifique, par raison et par volonté. » Cet article est conforme à l'usage habituel d'ouvrages fondamentaux de Maurras : un usage sélectif.

Les enquêtes de l'A.f. sont souvent l'occasion de recourir à des fondements maurrassiens pour renforcer l'argumentation traditionaliste. Ainsi, dans *Notre avenir politique* (1922), L.-D. Durand et le père Ceslas Forest prennent appui sur Maurras et L. Daudet, qu'ils citent en exergue et en introduction²¹⁵. Durand explique : voilà « qui permet à une nation de vivre et de grandir si elle sait s'organiser, c'est-à-dire, selon la définition de Maurras, mettre de l'ordre dans sa vie, de l'ordre qui s'applique à l'action. »²¹⁶ À nouveau, nous retrouvons l'énoncé du programme de l'Action française, appuyé sur une réflexion de Maurras. Nous trouvons là une indication supplémentaire de l'intérêt des définitions de Maurras pour la Ligue d'A.f. Les références à Maurras ne sont pas très nombreuses mais le contenu de cette logique est capital. Un autre exemple est la présentation de l'enquête *Vos doctrines ?* (question que l'A.f. pose aux jeunes intellectuels) par la

²¹⁴ *Ibidem*, p.62.

²¹⁵ L'A.f., « *Notre avenir politique* : La croisée des chemins », mars 1922, « : La préparation intellectuelle », sept. 1922.

²¹⁶ L.-D. Durand, « *Notre avenir politique – la croisée des chemins* », L'A.f., mars 1917, p.149.

rédaction : deux auteurs y sont cités, et ce sont Maritain et Maurras²¹⁷. De même, la conclusion de *Notre avenir politique* s'appuie sur la *Revue universelle* et Johannet²¹⁸ - dans ses prémisses pour attester de la fin proche de l'Empire britannique²¹⁹.

L'article de C. Forest demeure fidèle aussi aux distances maintenues quant au contenu du maurrassisme, énoncées par Groulx et Perrault. Car Forest utilise le verdict maurrassien (énoncé par L. Daudet) sur « le stupide dix-neuvième siècle », pour son anti-libéralisme, tout en prenant bien la peine de se démarquer de tout « politique d'abord »²²⁰. Au contraire ; le réformisme est défendu. Après un élan assimilationniste qui a suscité une réaction de défense nationale, on a enfin compris que le peuple canadien-français n'était pas voué à disparaître, qu'il pouvait même envisager un avenir d'autonomie et que par conséquent, le défaitisme et la disparition n'étaient nullement nécessité fatale. Cet horizon lointain, l'action intellectuelle doit s'atteler à le préparer. « Ce qui s'impose dès aujourd'hui et ne dépend que de nous, c'est de la préparer en la méritant, [...] en acquérant cette virilité intellectuelle qui fait les peuples adultes. » Et Forest de renvoyer à Montpetit et son article « Vers la supériorité »²²¹, pour confirmer cette vérité que l'action nécessaire se trouve dans le travail de préparation intellectuelle. Montpetit mâtine donc de son libéralisme cette réflexion qui demeure une démarche spécifique et non l'expression d'une adhésion. Dans cet article, notons-le, Forest donne une plus grande simplicité et une plus grande clarté aux idéaux de l'Action française que ne le fait parfois Groulx lui-même.

Perrault est l'un des plus importants rédacteurs d'articles de la revue, qui ait parfois recours aux concepts d'auteurs maurrassiens. Outre Maurras, la pensée économique de G. Valois sert de fondement à ses réflexions, dans un domaine où

²¹⁷ La Direction, « Vos doctrines ?... », *L'Action française*, déc. 1925, p.359.

²¹⁸ L. Groulx, « Notre avenir politique – conclusion », *L'A.f.*, déc. 1922, p.333-348.

²¹⁹ La Direction, « Notre avenir politique », *L'A.f.*, janv. 1921, p.4-24 ; Cf. surtout Perrault, note 207.

²²⁰ C. Forest, o.p., « *Notre avenir politique* – La préparation intellectuelle », *L'A.f.*, sept. 1922.

²²¹ Cf. *supra*, chap. III.

l'A.f. est décidée à susciter un redressement. « Déclin et reconstruction » fait la promotion de *La reconstruction économique de l'Europe*, « Pensée profonde que doivent méditer en tous pays intellectuels et politiques, économistes et hommes d'affaires. »²²² conclut-il. Il s'appuie tout autant sur *Déclin de l'Europe* ouvrage retentissant du géographe républicain Demangeon dont les ligueurs avaient fait grand cas pour attester de l'écroulement des empires²²³. Nous avons vu plus tôt Groulx lui-même s'appuyer sur l'œuvre de Valois. Lorsque Valois se sépare de l'A.F., dans le vacarme, l'injure et l'empoignade, la revue n'en dit mot : elle ne relate jamais l'actualité de l'A.F. Toutefois l'A.f. a suivi l'affaire : par la correspondance de Groulx on découvre que d'Arles prend pour acquis que c'est Valois qui est discrédité²²⁴. D'Arles paraît très peu disposé à cette date (1925), à envisager de donner tort à Maurras, or Rome va bientôt l'y obliger. *L'Action française* se réfère donc volontiers à la pensée économique de Valois, mais encore plus à la *Revue universelle*²²⁵ et ses auteurs Massis, Maritain²²⁶, Johannet. La conclusion de l'enquête *Notre avenir politique* (1922) s'appuie sur les réflexions de René Johannet²²⁷, sur *Le principe des nationalités*²²⁸. La lecture conservatrice de ce principe que Groulx exprimait dès 1917 s'en trouve confortée²²⁹.

4.2.2.3 Une imprégnation dévoilée par les expressions maurrassiennes

Certaines expressions forgées par Maurras et les organes affiliés à la L.A.F. attestent du rayonnement des concepts élaborés par les maurrassiens. Ainsi Perrier

²²² A. Perrault, « Déclin et reconstruction », *L'A.f.*, mai 1922, p.302.

²²³ A. Demangeon (1872-1940, géographe français), P., Payot, 1920. Voir aussi sur A. Demangeon, « *Lectures pour l'homme intelligent* », oct. 1923, p.256 et Groulx, *Mes mémoires*, II, p.305.

²²⁴ H. d'Arles à L. Groulx, citée, 25 sept. 1926.

²²⁵ *L'Action française*, mai 1922, p.258 : « *La Revue universelle* du 1^{er} mai 1922 : l'Europe cherche son guide, écrit René Johannet, ce ne sera ni Lloyd George, ni Lénine, mais celui qui agira. » ; Groulx, « *Notre avenir politique*, conclusion », *L'Action française*, déc. 1922, p.333-50, cite *La Revue universelle* du 1^{er} nov. 1922 : l'Angleterre inquiète du maintien de son ordre intérieur après l'Irlande, l'Égypte, les Indes, etc.

²²⁶ *L'Action française*, sept. 1927, « Livres du jour : *La Primauté du spirituel* » de Maritain, p.188.

²²⁷ René Johannet (1884-1972) : *Le Principe des nationalités*, NLN, 1918 ; *Rhin et France*, NLN, 1919.

²²⁸ *L'A.f.*, déc.1922, p.347.

²²⁹ L. Groulx, « Ce cinquantenaire », *L'A.f.*, juil. 1917, p.195.

reprend l'expression « la défense de l'intelligence » (févr. 1927) qui résonne, comme la rubrique « Lectures pour l'homme intelligent », de la familiarité avec la *Revue universelle* du parti de l'intelligence : puisque les directeurs de l'A.f. en sont des lecteurs, ce n'est sûrement pas un hasard. La critique des intellectuels d'extrême droite française catholique de la société libérale, est parfois reproduite dans la revue, témoin cet encart sur le libéralisme²³⁰, les articles sur « le stupide XIXe siècle » de Daudet d'Adélarde Dugré²³¹. Ou encore cette expression reprise par Henri d'Arles à Maurras : « le char mérovingien de la démocratie »²³². L'usage du terme et du concept de « métèque », mis en circulation par les maurrassiens depuis la fin des années 1890, témoigne de ses sources : la droite conservatrice française l'a adopté durant cette époque. Dans deux exemples que nous avons traités (*supra*), ce terme est notamment utilisé dans la critique du cinéma et une critique de théâtre. Puisé dans *Les Lettres*, c'est une trace d'influence conceptuelle maurrassienne dans le vocabulaire, comme quand il est utilisé en esthétique par Groulx.

Dans deux articles où d'Arles diffuse une prise de position classiciste et rigoriste sur la langue française, appuyée sur l'AF (comme l'indique sa correspondance avec Groulx), visant à éliminer l'usage du terme « mentalité » en sciences sociales, qualifié de « barbarisme »²³³ et un texte qu'il consacre à confronter la dépréciation que Claudel réserve aux « vers de mirliton » de Maurras. Claudel, en entrevue, saisit l'occasion pour critiquer l'AF : « Une chose m'a toujours horripilé chez eux, leurs procédés de polémique, ces invectives, ces insultes lancées à tous ceux qui ne partagent pas leurs idées... »²³⁴ Nous savons

²³⁰ *L'A.f.*, avr. 1926, notice « Dédicé aux têtes de linotte de par chez nous », p. 245 : extrait d'une lettre du Cardinal Billot à *la Conquête*, journal catholique de Versailles, 9 fév. 1926 « décadence féminine, qui est un des fruits les plus amers du libéralisme révolutionnaire. Jusqu'ici, la Révolution ne s'était attaquée qu'aux hommes (...) elle a conçu le satanique dessein d'émanciper à son tour la femme. »

²³¹ Adélarde Dugré, notam. « Notre intégrité catholique dans la famille », *L'A.f.*, avr. 1923.

²³² Lettre d'H. d'Arles à L. Groulx, Manchester (NH), 9 juin 1925.

²³³ CRLG, lettre de H. d'Arles à L. Groulx, Manchester 23 août 1926, réf. à un article de Jacques Bainville sur « l'Affreux barbarisme », CRLG, PI/A, 85-86. H. d'Arles, « Le mot mentalité », *L'A.f.*, août 1926 ; « Encore le mot mentalité », *L'A.f.*, oct. 1926.

²³⁴ H. d'Arles, « L'audience du poète », *L'A.f.*, avril 1927, p. 215.

que d'Arles, intervenant fréquent, le plus important en ce qui a trait à la critique littéraire dans la revue *L'A.f.*, appréciait Maurras et l'AF.

L'expression la plus importante qui est adaptée dans la revue, outre le nom de la Ligue lui-même et le « programme d'action nationale » qui lui est assorti, est bien sûr le « nationalisme intégral ». Le journal de l'A.F. se distingue par son sous-titre, *Organe du nationalisme intégral*. Lorsque le directeur Minville est appelé à résumer ses doctrines d'A.f., il l'appelle « la thèse de nationalisme canadien-français intégral »²³⁵. Contrairement à Groulx, Héroux, d'Arles, Perrault, nous n'avons pas trouvé de preuve de lecture par Minville des textes maurrassiens sauf cette référence transparente à l'expression de Maurras. L'année suivante, où Maurras n'est plus une référence catholique, Minville réfère par inversion à l'expression maurrassienne, traitant les adversaires de la Ligue d'A.f., donc de ce qu'il appelait naguère le nationalisme canadien-français intégral, de « petites chapelles du fédéralisme intégral [...] et du canadianisme tout court. » Cela illustre l'imprégnation d'une autre expression forgée par Maurras. La doctrine de l'A.f., groulxiste, est présentée par cette transposition de vocabulaire, comme un équivalent du « nationalisme intégral », en fonction d'une tradition propre. C'est implicite dans ces références de « nationalisme intégral » (Simard) puis « nationalisme canadien-français intégral » par Minville. Si la direction de la revue n'avait pas été d'accord avec ces façons de qualifier l'œuvre de Groulx puis de la Ligue d'A.f., ces expressions ne se retrouveraient pas dans la revue.

4.2.2.4 Publicité et vente d'ouvrages maurrassiens par la librairie

La publicité faite pour des ouvrages français en vente à la boutique de la librairie d'Action française est aussi un bon indicateur des liaisons et des affinités électives de la Ligue groulxiste en France. Or il est fait grande publicité de beaucoup d'ouvrages de la NLN en vente à la Librairie d'A.f. à côté de

²³⁵ Esdras Minville, « Vos doctrines ?... », *L'Action française*, févr. 1926, p.108.

catholiques européens²³⁶. Ces publicités se font plus nombreuses sous la gouverne d'Albert Lévesque à la maison d'édition, et elles s'insèrent très régulièrement dans les chroniques du livre tout au long de la période. Dès avant le rachat de la librairie, la chronique « ce que lit l'homme intelligent » ou « Lectures pour l'homme intelligent », titre qui renvoie au Parti de l'intelligence, comporte habituellement à la fois des ouvrages canadiens, catholiques européens et maurassiens. Tout en exprimant l'intérêt des ouvrages des maurassiens, ce sont les auteurs catholiques qui reçoivent la présentation la plus élogieuse²³⁷, en conformité avec ce que nous constatons quant aux collaborations directes et au traitement dans le corps des articles. Ce sont eux, y compris les catholiques de la *Revue universelle*, qui font partie des chroniques « *Ce qu'il faut lire* »²³⁸. Néanmoins, la publicité des productions de l'A.F. la plus révélatrice dans la revue *L'Action française* se trouve dans les promotions de la Librairie, présentés sous des titres moins impératifs. Il faut savoir qu'avec Lévesque, elle publie toujours plusieurs pages cataloguant les articles et les livres en vente, par classe – *canadiana*, pour la classe, pour les prix, catholicisme, en plus des « Lectures pour l'homme intelligent », qui incluent des ouvrages maurassiens – principalement du Parti de l'intelligence. En 1926, en 11^e page publicitaire, apparaît carrément la catégorie « Pour les royalistes », entièrement consacrée à la NLN, ce qui indique que l'A.f. considère qu'une partie de son lectorat s'intéresse au mouvement parisien, juste avant sa Condamnation. Cette déduction se fonde sur le fait que la présence des ouvrages maurassiens, en particulier des catholiques d'AF, est un des trois centres d'intérêt de la publicité de la revue depuis le début.

²³⁶ Ex. : S.s. « Courrier de la librairie », *L'A.f.*, févr. 1921, p.128 : Maurras, La Gorce, La Brière s.j.

²³⁷ Comparer p. ex. la présentation de l'historien catholique P. de la Gorce « le plus grand » dans « Ce qu'il faut lire », p.62, à celle de l'historien maurassien J. Bainville dans « Ce que lit l'homme intelligent », p.313.

²³⁸ P.ex. « Ce qu'il faut lire », *L.A.f.*, févr. 1924, p.119 : l'abbé Louis Bethléem de la *Revue des lectures* et Johannet et Massis de la *Revue universelle*.

Puis, en 1927, la revue continue de suivre les publications des ténors de la *Revue universelle*, s'intéressant à Massis qui défend le nationalisme²³⁹, mais surtout exprimant sa concordance d'idées avec la réaction de Maritain à la Condamnation. Cela ne fait que confirmer notre détection de l'intérêt ciblé pour cette mouvance. Groulx énonce clairement son accord avec les positions de Maritain en réaction à la Condamnation, la *Primauté du spirituel*, en plus des titres de mots d'ordre moralistes se référant à son œuvre, dont nous avons parlé²⁴⁰. Ce qui marque une évolution. Évolution en conformité avec les principes de départ de l'Action française et même du *Devoir*, où la parfaite orthodoxie catholique du mouvement avait été proclamée, en accord avec l'ordre des valeurs défendu par le néo-thomisme de Maritain. Groulx et l'Action française se rangent alors avec Maritain sans hésiter, faisant primer le catholicisme, tel qu'ils l'avaient proclamé depuis le début, tout en veillant à maintenir le nationalisme dans l'édifice de l'humanisme catholique.

En 1923, un ouvrage de L. Daudet est l'occasion pour la rubrique « Lectures pour l'homme intelligent » de distinguer l'A.F., groupe « actuellement en France le plus en vedette, le plus discipliné, le plus fort et qui a peut-être pour lui l'avenir.²⁴¹ » Cet ouvrage est en compagnie de Roquebrune et surtout d'ouvrages français, maurrassiens, du parti de l'intelligence mais aussi sur Louis Veuillot et par conséquent, s'applique encore l'équilibre entre catholiques et néo-royalistes. En 1924, Johannet et Massis font partie de « ce qu'il faut lire »²⁴². Un ouvrage de Massis est encensé et couronné parmi les « lectures pour l'homme intelligent », ne retenant cette notice parmi d'autres que parce qu'elle est des plus élogieuses, en

²³⁹ « Nationalisme et doctrine nationale », *L'A.f.*, avr. 1927, p.277 sur Massis, « L'Église et l'avenir de la civilisation », dans la *Revue des jeunes*, mars 1927.

²⁴⁰ Cf. note 103 ; X, « Nos étudiants à Paris », *L'A.f.*, sept. 1927, p.175-178 ; Groulx, « Les livres du jour - *Primauté du spirituel* », sept. 1927, p.188 ; « Les livres du jour - *Primauté du spirituel* », oct. 1927, p.254 « *Doctrine de l'Action française* : les modes d'action nationale », *L'A.f.*, déc. 1927, p.340 ; A. Lévesque, « Activités de l'année - Souhaits de bonne année », souhaite aux lecteurs : « le bonheur d'une vie ennoblée par la « primauté du spirituel ».

²⁴¹ Libre, « *Lectures pour l'homme intelligent - L'Hécatombe* », *L'A.f.*, oct. 1923, p.256.

²⁴² *L'A.f.*, févr. 1924 : « Ce qu'il faut lire » ; sept. 1927, p.175 : « Nos étudiants à Paris » : références à connaître : Goyau, Massis, Maritain, René Bazin, Paul Bourget, Henri Bordeaux, Louis Bertrand, Funk-Brentano.

plus d'être accompagnée d'autres références maurrassiennes, à L. Daudet²⁴³. En 1926, les différentes catégories du livre d'Action française sont affichées en plus de publicités pour des séries de genres importés d'Europe, dont une série importante pour enfants, et des séries pour les élèves. C'est dans les sections de livres pour les lecteurs d'A.f., plutôt, que nous devons examiner l'importance ou non de la présence A.F.. Elle est grande, puisqu'une page entière lui est dédiée, sous la rubrique « Pour les royalistes ». Les ouvrages des maurrassiens les plus éminents sont listés. Difficile de nier que l'A.f. se complait dans la promotion de l'idéologie d'A.F. et qu'elle considère qu'une partie de son public y est sympathique.

Dans la totalité des articles parus de 1917 à 1927, ceux consacrés à une production maurrassienne sont très peu nombreux, mais ceux qui y empruntent des références le sont plus. La référence maurrassienne n'est pas dominante dans la revue en 1921-1927 par rapport à l'ensemble de sa production. Sa place se démarque dans les rubriques de lecture et de librairie et elle est importante parmi les lectures européennes. Cela ne nous permet pas de qualifier l'influence de l'A.F. de franchement marginale. Le recours à l'A.F. comme référence, la publicité faite à ses ouvrages par le service de librairie, et même à l'occasion l'explication de ses positions, font bon ménage avec quelques textes ou quelques lignes qui font attention de bien démarquer les deux « actions françaises ». En conformité avec le texte de Forest, personne en effet n'exprime un endossement de l'A.F. Deux choses sont à retenir toutefois : la librairie fait la promotion d'une catégorie d'ouvrages maurrassiens qui confirme leur place de choix dans cet organe de la Ligue, qui la considère donc comme une pensée politique très intéressante dans le cadre de son propre programme d'action nationale. La nature des articles qui y font référence et la nature de ces références en combinaison avec cette réalité de la vente, confirment l'utilisation de l'A.F. comme exemple de mouvement intellectuel. D'autre part, ce n'est que la prise de position du Maritain

²⁴³ « Lectures pour l'homme intelligent - Jugements de H.Massis », *L'A.f.*, nov. 1923, p.309.

qui se sépare de l'A.F. qui reçoit un endossement clair, tandis que les ouvrages de Massis et de Johannot sont présentés positivement, sans les précautions qui entourent les Maurras et Daudet. Nous avons défini de la sorte trois catégories d'ouvrages français : les catholiques, qui reçoivent l'adhésion, les catholiques maurrassiens, qui sont l'objet de sympathie, et le maurrassisme « païen ». L'intérêt pour celui-ci, réel, nourri, est tout de même circonspect et l'objet d'un usage prudent, renforcé par les catholiques d'AF ou proches de l'AF plus abondamment fréquentés et eux-même imprégnés de concepts maurrassiens.

4.2.3 Bilan comparatif des idéologies des deux Actions françaises

L'A.f. a donc, dans ses fréquentations françaises, maintenu un intérêt tant pour les catholiques divergents de l'AF que les catholiques d'AF, tout en accordant une place aux maurrassiens tout court. Ce sont uniquement des intellectuels représentant le premier milieu, comme Champris, Mgr Beaupin, F. Veuillot, qui collaborent (ou sont reproduits) directement à la revue. Cela indique une association moins problématique et pleinement compatible. Le milieu catholique d'AF, représenté par la *Revue universelle*, bénéficie aussi d'une bonne présentation qui s'approfondit dans l'année qui suit la Condamnation. L'A.f. exprime clairement son adhésion à la voie tracée par Maritain en 1927, en rupture avec l'AF, proclamant la « primauté du spirituel » à sa suite. Pour conclure cette analyse de l'A.f. comparée à l'AF, nous avons établi un tableau des divergences entre les deux Actions françaises (Tableau 4.5), en contraste avec les traits communs du Tableau 3.2. L'écart en esthétique n'est pas radical, pourtant il exprime bien la personnalité propre du nationalisme groulxiste qui ne peut ni ne veut se confondre avec une école française, maurrassienne ou autrement conservatrice. Sur beaucoup de points idéologiques et politiques importants, ressort un écart significatif. Sur le plan de la religion, son importance est évidente. Le rejet du christianisme par Maurras, malgré le parti pris de l'AF en faveur de

l'Église catholique et du prétendant légitimiste, est une des prémisses à la violence du nationalisme autoritaire et fermé qu'il prône²⁴⁴.

L'écart en matière de foi renvoie à un écart politique fondamental ; l'A.f. se refuse à tout « politique d'abord ». Elle tempère donc son nationalisme de catholicisme ultramontain, dans la tradition québécoise de surcroît, et de la reconnaissance du droit des autres, qui ne préoccupe guère le théoricien de « la France seule ». Entre la politique révolutionnaire maurrassienne et le conservatisme catholique des groulxistes, davantage réformiste, se manifeste non pas une nette opposition mais une différence. Nous devons ajouter à cela l'ouverture de L'Action française à des collaborateurs de tendance libérale et non conservatrice, tel Édouard Montpetit (ou même Wilfrid Gascon²⁴⁵). Elle inclut également quelques libéraux parmi ses « précurseurs ». Cela participe du contraste entre le radicalisme de l'AF et la relative et comparative modération politique de l'A.f., autant en termes de conservatisme que de nationalisme. Nous avons noté avec Ph. Burrin au chapitre II, l'importance de distinguer parenté et identité en matière d'idéologies. Le mouvement d'A.f., davantage chrétien, rejette la violence. Le nationalisme de l'A.f. ne s'inscrit pas dans une tradition autoritaire, comme celui de l'AF ou celui de Barrès. L'A.f. sympathise avec les royalistes français – maurrassiens ou non. Mais sa propre tradition, dans la lignée de l'acceptation du constitutionnalisme par les ultramontains québécois, fait qu'elle n'axe pas sa doctrine sur un changement de régime en tant que forme de gouvernement (ce qui est différent de la question de l'indépendance). Après tout, le parlementarisme stable du régime à la britannique n'est pas aussi vicié que celui de la III^e République. L'analyse de la position indépendantiste de l'A.f. nous fournit un autre exemple de modération politique et de refus du « politique d'abord ». Son engagement, même en ce domaine, est moins révolutionnaire que

²⁴⁴ Cf. M. Winock, « Nationalisme ouvert et nationalisme fermé », *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, p.11-40. Cité en 2.1.1.

²⁴⁵ Nous avons croisé Wilfrid Gascon au journal *L'Égalité* (chap. II, division 2.2.2.1), parmi les républicains indépendantistes à l'époque de la Ligue nationaliste. Il contribue en 1922, en marge de *Notre avenir politique* : « Vers l'indépendance du Canada », *L'A.f.*, août 1922, p.100-116.

réformiste et son action est celle de l'affirmation nationale dans tous les domaines stratégiques (pour prendre une expression de la fin du XX^e s.). Cela dévoile une importante différence avec l'AF de Maurras qui, révolutionnaire, adopte un parti pris de rupture politique prioritaire et radicale, parti pris d'opposition violente même. L'A.f. demeure en retrait de l'idéologie d'autoritarisme violent des maurrassiens.

Il se dégage de l'ensemble de ces divergences une plus grande modération du groulxisme comparé au maurrassisme. Le ton d'invective brutale et l'habitude de l'appel au meurtre ne font pas partie du style du mouvement groulxiste. C'est un euphémisme bien sûr, puisqu'il n'y eut jamais d'appel au meurtre de la part de *L'Action française* ou de *L'Action nationale*. À titre d'illustration de cette approche tout autre de l'engagement, nous verrons en troisième partie le rôle que Groulx joua auprès des Jeune-Canada, les détournant d'un coup d'éclat contre un ministre pour publier plutôt un manifeste. Le nationalisme de Groulx peut être fermé, comme l'exprime par exemple *L'Appel de la race* ou sa volonté de démontrer la pureté normande des colons, cependant la différence est grande entre les deux inclinations à la fermeture. Chez Maurras la xénophobie est un article fondamental de doctrine et de l'explication historique, comme l'idée de violence envers les ennemis de l'intérieur dans leur diversité, ce qui implique que le régime dont on souhaite provoquer l'avènement devra exercer une vengeance sanglante. Loin de la violence haineuse de Maurras, que Winock appelle sa « panxénophobie », l'antijudaïsme, répandu auprès de maints esprits conservateurs du temps, existe chez quelques ligueurs (Vanier, Perrier, Groulx mentionnent l'immigration juive). Il transparaît occasionnellement, manifestement fortifié par les lectures des intégristes et maurrassiens français dont le vocabulaire est repris, comme jadis Tardivel avait repris des ultramontains français l'idée du complot franc-maçon. Néanmoins le bouc émissaire juif, protestant, métèque ou franc-maçon de l'AF n'a guère d'équivalent ni n'est une cible de la doctrine groulxiste comme il l'est de la maurrassienne, fille de l'antisémitisme antidreyfusard et dépourvue de bornes chrétiennes. Dans le cas de Maurras, ces

boucs émissaires sont les agents du régime honni, ennemi de l'ordre et de la nation, et ce régime est si détestable que l'AF peut encourager la haine au quotidien. L'A.f. met davantage l'accent sur la nécessité de redressement moral du Canadien français, qui doit renouer avec la fierté plutôt que de blâmer l'autre ou un régime. Cette citation de l'abbé Pineault est emblématique :

Que les tenants de la paix quand même ne s'effraient pas. Nous ne prêchons pas la haine des races. Le droit naturel, civil et ecclésiastiques nous le défend ; et nous n'y sommes nullement tentés par tempérament. Ayons seulement le respect de nous-mêmes. Etre éveillé, actif, être fier, ne veut pas dire être arrogant, être provocateur. Ni fantoches, ni serviles, mais simplement debout, comme des hommes. Debout !²⁴⁶

Si l'A.f. n'est pas toujours à la hauteur de ces idéaux de droit, elle les porte néanmoins, ce qui est loin d'être sans signification. Cela implique un élément de modération, alors que ces idéaux et cette modération sont absents de l'AF. En effet, la xénophobie de Maurras est intransigeante, partie intégrante d'une ligne politique qui prône la violence et l'exclusion. À la fois le christianisme, le réformisme constitutionnel et le rejet de la violence chez l'A.f. font d'elle un mouvement bien moins intransigeant sur cette fermeture, et donc par contraste, moins fermé *in concreto* et *in abstracto*. Ainsi la Confédération par définition plurielle, association avec une autre nation (de religion étrangère), n'est pas rejetée de façon absolue et intransigeante malgré l'expression d'un idéal d'indépendance et une critique vigoureuse. Ni l'immigration dont on recherche l'assimilation et une modulation certaine. La pensée politique met l'accent sur les droits constitutionnels à défendre, et même, les préjugés envers d'autres confessions n'occupent jamais une place importante dans la revue ou l'action de la Ligue durant ces années, comparativement à l'AF, conséquence logique de leur absence dans la doctrine. L'idéologie groulxiste et la position politique de l'A.f. offrent donc des points de divergence significatifs avec l'AF maurrassienne se résumant à une plus grande modération, un refus de la violence, la primauté de la foi et la compatibilité avec une action électorale réformiste et autonomiste

²⁴⁶ Abbé Lucien Pineault, « Les causes de notre mal », *L'A.f.*, août 1923, p.116.

advenant de nouveaux partis patriotes qui ne focalise point sur le rejet de ce système politique. C'est bien un modèle de mouvement et non un contenu idéologique que l'A.f. a repris de son homonyme français, malgré quelques effets d'influence au passage de leurs fréquentations.

Tableau 4.5
Divergences de valeurs entre Actions françaises

Marqueurs	Action Française de Maurras (L.A.F.)	Action française de Groulx (A.f.)
Esthétique	Esthétique classiciste absolue	Esthétique régionaliste chrétienne et classiciste
Religion	Catholicisme opposé au christianisme, politisé : Condamnée ; gallicane	Foi et chrétienté au sommet idéologique ; tendance ultramontaine
Politique	Révolution d'extrême droite, tradition ultra ; coup d'État, <i>Politique d'abord</i>	Réforme d'affirmation nationale, tradition constitutionnaliste Mentalités d'abord
Violence	Violence verbale et organisée, refus de légitimité aux lois républicaines	Action non violente, respectueuse de la loi et de l'État
Altérité	Xénophobie haineuse, programme d'exclusion violente	Préjugés, sans que xénophobie soit article de programme

CONCLUSION

Au terme de cet examen approfondi de l'Action française groulxiste, de ses liens et de sa comparaison avec l'Action française maurrassienne, nous pouvons conclure qu'il n'y avait ni adhésion des groulxistes au maurrassisme ni absence d'influence, mais surtout une inspiration sur le plan des modèles de mouvement intellectuel. L'A.f. manifestait une ouverture envers l'AF. Mais pour être précis, ses liens privilégiés étaient avec les milieux catholiques conservateurs et intégristes, dont celui, affilié aux maurrassiens, de la *Revue universelle*, appelé le Parti de l'intelligence. Des liaisons plus étoffées avec le mouvement maurrassien purent s'établir grâce à cette nouvelle mouvance, et grâce au séjour parisien de

Groulx, durant la période de fréquentation accrue que nous avons dégagée (1922-1924), illustrée par une collaboration entre Groulx et le catholique d'AF Bernard de Vesins. Malgré ces proximités nous avons fait ressortir d'importantes divergences de fond entre les doctrines des deux Actions françaises, explicites dans la revue montréalaise, ainsi que la plus grande modération du groulxisme sur plusieurs plans idéologiques significatifs. Citons l'absence de la violence politique, le constitutionnalisme, le réformisme, l'universalisme catholique, l'ouverture aux nationalistes libéraux, comme autant d'éléments de modération comparative. L'ouverture à la production de l'AF se fit selon une grille idéologique autonome qui maintenait en bonne place de nombreuses divergences de principe. Tout ce que symbolise le « politique d'abord », autoritaire et violent, de Maurras, ne pouvait être pleinement compatible avec le traditionalisme groulxiste ni avec le constitutionnalisme de l'A.f.

Cela étant, nous avons dégagé une inspiration des plus significatives sur le plan des structures. Celle-ci s'étend même au-delà de ce que nous pensions découvrir. Les transferts culturels en matière d'organisation étaient alors nombreux et fréquents. Nous avons rencontré l'expression d'une semblable inspiration sur le plan de *La semaine des écrivains catholiques* et l'association des Publicistes chrétiens : dans les deux cas, l'A.f. appuyait l'idée de créer des équivalents canadiens-français. Groulx admet dans ses *Mémoires*, en parlant de l'ACJF, que la France était la « grande maîtresse du Canada » en matière d'œuvres catholiques. Nous soutenons que cette démarche d'inspiration sur le plan organisationnel, coutumière à son milieu, a été appliquée, au-delà de l'action catholique, à une création originale et unique d'action nationale, la L.A.F. Ressort la structure originale du mouvement maurrassien, qui fonde sa stratégie d'hégémonie culturelle (gramscienne) sur la doctrine du « nationalisme intégral » qu'un « programme d'action nationale » déploie dans une série d'œuvres protéiformes encadrées par une « Ligue d'Action française ». Elle paraît de façon probante avoir servi de canevas, de modèle à l'organisation du mouvement groulxiste, qui reprend, élément remarquable, ces vocables mot à mot, comme

autant de concepts de base de son organisation, pour s'édifier selon le même plan architectural.

Pascale Ryan a bien sûr mis en valeur le caractère innovateur de la Ligue, « nouveau lieu de militantisme » ou modèle d'engagement, innovation déterminante quant à l'action intellectuelle québécoise du XXe siècle. Autre élément de confirmation, Yvan Lamonde dégage dans cette période de l'histoire intellectuelle du Québec, l'omniprésence de « l'action » ainsi que l'originalité de l'A.f., laquelle comble une demande de « doctrine » sur le plan de l'engagement intellectuel (et non religieux), une innovation liée à Groulx²⁴⁷. Cette originalité de l'A.f. dans son époque, nous l'avons montré, s'explique par l'étude appliquée du modèle de mouvement AF par les fondateurs de l'A.f. qui entretenirent des relations avec ce mouvement intellectuel français. L'Action française s'imposa de fait comme un mouvement intellectuel significatif à l'époque, relativement aux autres mouvements québécois spécifiquement intellectuels. En termes de modèles de mouvement, elle adapte de l'AF celui que notre taxinomie dégage comme la « ligue d'intellectuels ». Il y eut une recherche très précise, que traduit cette reprise des grands concepts à la base de l'organisation de l'AF, et qui contraste avec la volonté manifeste de faire le tri en matière idéologique. Le modèle de ligue intellectuelle choisi n'est pas au sens large, mais bien au sens particulier, car il est reproduit dans le détail et la précision, ce que confirme la reprise littérale des concepts fondamentaux qui articulent la stratégie de la L.A.F. et de l'A.f. dans une combinaison unique parmi leurs pairs. Ce modèle de mouvement intellectuel est stratégique. De fait, ces concepts structurants sont la « doctrine de nationalisme intégral », qui permet d'orienter le « programme d'action nationale », lequel est articulé par une « ligue d'Action française », ligue qui déploie l'action sur différents plans intellectuels et associatifs selon une structure comparable.

L'idée même de développer un « nationalisme intégral » pour le Canada français renvoyait explicitement à la démarche de refonte doctrinaire du

²⁴⁷ Y. Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec, 1896-1929*, M., Fides, 2004, p.140.

nationalisme conservateur par Maurras, dont le journal était l'étendard explicitement et singulièrement identifié du « nationalisme intégral ». Cette démarche d'inspiration pratique nous paraît ressortir de la correspondance entre les fondateurs Héroux et Groulx suite à leur première observation directe de l'AF en 1908-1909 ainsi que des notes de lecture de Groulx en 1916, que confirment l'organisation même du mouvement groulxiste et l'évolution de sa nomenclature. Reproductions d'autant plus probantes que les deux mouvements n'ont guère d'autres équivalents qui reprennent ainsi terme à terme le modèle. Le choix de cette nouvelle nomenclature par Héroux et Groulx, en transformant la Ligue des droits du français, manifestait le déploiement d'une ambition similaire, ouvertement comparable même par l'adoption de plusieurs expressions maurrassiennes en des matières clés de leur action intellectuelle. Cette démarche s'inspirait donc d'une structure de propagande, d'une armature doctrinale à apporter au nationalisme selon une stratégie d'hégémonie intellectuelle (que M. Winock qualifie de « gramscienne de droite »), volonté hégémonique explicite.

Cette ambition d'hégémonie culturelle explique un intérêt poussé pour la fréquentation intellectuelle de l'AF, modèle en la matière, un des seuls de son ampleur, en tout cas le plus puissant parmi les nationalismes conservateurs au sens large. De fait, peu de mouvements intellectuels contemporains des deux Actions françaises affichent une ambition aussi grande, encore moins avec le déploiement de la structure protéiforme qui doit permettre à cette action intellectuelle de triompher sur les esprits à très long terme. Cette étude du modèle de mouvement intellectuel n'en impliquait pas moins la reprise de concepts d'organisation au profit d'un nationalisme pleinement canadien-français, une tradition spécifique divergent avec la doctrine maurrassienne sur bien des aspects de contenu idéologique. L'inspiration stratégique n'a pas empêché une autonomie idéologique qui était de toute façon intrinsèquement nécessaire pour demeurer cohérent avec la logique d'un traditionalisme canadien-français. Leur nationalisme souhaitait bien sûr développer la personnalité nationale. Les intellectuels de l'A.f. ambitionnaient donc un succès d'hégémonie comparable, au

profit d'une idéologie de leur cru. L'AF servit de modèle de mouvement intellectuel davantage que de modèle de pensée pour les intellectuels groulxistes. Mais le modèle de mouvement en question est un transfert culturel significatif, un facteur de taille dans l'évolution des pratiques socioculturelles des intellectuels, étant donné l'importance de l'A.f. durant ces années et pour les intellectuels des années 1930.

Nous pensons avoir démontré ce transfert culturel, de modèle de mouvement intellectuel, et mis en relief un élément de la vie des intellectuels du XXe siècle et de leurs échanges internationaux. Au cours de cette étude de l'Action française éclairée par une analyse comparative, nous avons également mis en lumière des aspects méconnus de l'idéologie de l'Action française et non seulement de sa spécificité par rapport à la L.A.F. maurrassienne. Ainsi, la question de l'indépendantisme a souvent retenu l'attention des chercheurs, en particulier la question de l'indépendantisme de Groulx. Nous avons mis en lumière toutes les nuances de sa position qui présente clairement l'indépendance comme l'état idéal mais est prêt à accepter une Confédération réformée. C'est que le sens propre et correct de Confédération est une « union de plusieurs États qui s'associent tout en conservant leur souveraineté » (*Robert*). C'est aussi parce qu'il défend deux choses avec l'État français, l'une menant à l'autre. L'État français incarne l'idéal d'indépendance et est associé au discours qui relance cet objectif. L'État français sert aussi à nommer une prise de conscience politique de l'État provincial québécois existant, comme État national qui doit servir au redressement de la nation canadienne-française, foyer principal de la civilisation française d'Amérique.

Tout en dévoilant la portée du modèle de mouvement intellectuel, et l'importance particulière du Parti de l'intelligence dans les échanges intellectuels entre maurrassiens et groulxistes, nous avons précisé les différences idéologiques entre les deux Actions françaises. Ce faisant, nous avons éclairci le mystère de leurs rapports, question que cette distinction idéologique apparente ne rendait pas évidente à démêler. Nous avons, de surcroît, fait des découvertes sur le plan de

l'idéologie élaborée et défendue par l'Action française. Primo, cet idéal d'un État national puis un jour indépendant ne se circonscrit pas du tout aux audaces de l'enquête de 1922 (ni même de 1922 et 1927). C'est une constante du discours publié dans *L'Action française* groulxiste. Nous l'avons vu avec son secrétaire Antonio Perrault qui le répétait en 1924. Perrault déclarait même que tout l'effort d'action intellectuelle organisée de l'A.f., action nationaliste, dont l'espoir immédiat est de susciter un redressement national, tendait tout entier vers un but plus éloigné : l'indépendance du Québec, centre de l'Amérique française. La souveraineté nationale était l'objectif suprême de tout l'effort d'organisation du nationalisme intellectuel de l'Action française groulxiste. Nous avons également révélé les statuts des cercles d'Action française et leur indépendantisme.

Secundo, le nationalisme de l'A.f. ne se place pas sur un plan culturel plutôt que politique, mais aussi sur le plan du politique. L'État québécois est au centre de ses préoccupations. Le Québec est notre véritable patrie, énonce Esdras Minville. La pensée de l'Action française ne relève pas du conservatisme anti-interventionniste de type duplessiste ou traditionnel. En défendant cet État français, l'Action française de Groulx a bel et bien défendu l'idée d'un État interventionniste. Une autre étude pourrait poser la question du rapport entre la vision de l'État français interventionniste de l'Action française et les réformes politiques nationalistes de la Révolution tranquille. Dans le cadre de la présente enquête, nous allons en revanche nous pencher sur l'influence et la continuité de ce mouvement intellectuel d'exception, dans l'univers des intellectuels québécois des années 1930.

ÉPILOGUE : L'Action nationale des années 1930

Le modèle de mouvement intellectuel incarné par l'A.f. était d'être « [plus qu']une revue, un regroupement d'œuvres patriotiques et catholiques²⁴⁸ », qui visait à « déterminer un programme d'action pour un peuple²⁴⁹ ». Lorsque la revue se saborde par défaut d'autonomie financière, la Ligue entre en hibernation jusqu'à l'année de préparation de la repartition de la revue. La revue renaît ainsi de ses cendres en 1933, sous le nom *L'Action nationale*, mensuel avec relâche d'été, à raison de dix livraisons par an. Quelque chose avait-il changé dans l'intervalle ? Nous avons sondé la revue de 1933 à 1939 pour étudier l'évolution du modèle de mouvement intellectuel et ses relations avec *La Relève* et *La Nation*. Le format est pour ainsi dire identique, 18 cm par 11 cm environ. Le volume des livraisons va croissant, passant de 64 à 88 pages en 1938. Mais la présentation du contenu est fort similaire : un éditorial précède une demi-douzaine d'articles de fond suivis de quelques chroniques – revue de lectures et pages documentaires. Le principe des enquêtes annuelles est retenu mais de façon irrégulière²⁵⁰. Dans l'ensemble de nombreux articles de l'idéologie de redressement national défendu par l'A.f. demeurent : la libération économique, l'autonomie, le régionalisme, le français et le bilinguisme. Après la Fête nationale, elle se préoccupe de la reconnaissance du drapeau national. Les collaborateurs offrent une remarquable continuité tout en laissant de plus en plus de place à de jeunes nouveaux. De nouveaux écrivains participent occasionnellement – moins de femmes sans doute. Groulx, très suivi, n'en reprit pas la direction quoiqu'il jouât un rôle important, aux côtés de Minville (président), Archambault et Arthur Laurendeau (directeur de la revue). André Laurendeau succède à son père en 1937²⁵¹.

Si la fonction première de la revue semble demeurer la même, offrir un organe à la réflexion sur l'intérêt national, force est de constater que ce n'est plus le même modèle de mouvement intellectuel tout à fait. Le nom demeure en accord

²⁴⁸ Article du Français Anatole de Boucherville (parent des Boucherville québécois), paru dans *La Croix*, cité par J. Brassier, « *La vie de l'A.f. - Nos pèlerinages historiques* », *L'A.f.*, déc. 1922, p.382 (Pèlerinage à Boucherville).

²⁴⁹ *L'A.f.*, « *La doctrine de l'A.f. – les modes d'action nationale* », *L'A.f.*, déc. 1927, p.320.

²⁵⁰ « *L'éducation nationale* » en 1934, « *La réforme de la Constitution* » en 1936, « *Pour une politique nationale* » en 1937.

²⁵¹ *L'A.N.*, « *Notre nouveau directeur* », *L'Action nationale*, sept. 1937, p.3-4.

avec l'ancien programme d'action nationale. Mais ce programme existe-t-il toujours ? En fait l'œuvre est presque exclusivement centrée sur la revue. L'éditorial n'est plus un « mot d'ordre » reproduit en tracts et dans la presse amie du *Devoir* et du *Droit*. Il n'y a plus ni Almanach, ni maison d'édition-librairie, ni conférences d'Action nationale, ni fête de Dollard, ni cercles locaux, ni associations étudiantes, ni comités de propagande en France et du français ! Surtout, il n'y a plus de nationalisme intégral qui régit toute une œuvre protéiforme et hiérarchise actions et idéaux. Bien sûr le nationalisme demeure l'axe central et la raison d'être du mouvement, mais cela ne s'articule plus du tout comme un programme hégémonique fondé sur une doctrine englobante. Malgré la valorisation des mêmes principes, la revue est devenue davantage une tribune d'opinions diverses qu'elle ne l'était dans les années 1920 quand le nationalisme intégral commandait une unité. La chronique « Vie de l'Action nationale » disparaît d'ailleurs en 1935. La jeunesse du mouvement s'est pourtant refaite et, à défaut d'une structure multiple, l'organisme des Jeune-Canada qui prend alors naissance est en étroite collaboration avec la Ligue. C'est un Jeune-Canada et directeur de la Ligue, Dominique Beaudin, qui rédige alors cette chronique. Voici comment dans l'une des dernières, il exprime la difficulté de sa tâche :

Sur une feuille blanche, un titre est écrit : « Vie de l'Action nationale ». Le chroniqueur s'arrête ; une appréhension le saisit : ce n'est pas chose facile de relater les faits et gestes des directeurs de la Ligue, d'évaluer les réactions provoquées par tel ou tel article, de rendre justice à tous les correspondants, de dégager l'essentiel du superflu. Il y a là tâche d'historien et le prosateur, modeste ou non, doit bien se contenter de sa bonne volonté. Le Lecteur, après tout, est plus à plaindre que lui...

L'inédit est rare. Que vous apprendre qu'on ne vous ait appris ?²⁵²

Il n'y a plus d'action de mouvement intellectuel à raconter ! L'Action se résume désormais à la revue, ou presque. Quel changement par rapport à la foisonnante « Vie de l'Action française ». Beaudin y détaille ensuite des conférences données individuellement par des directeurs de la Ligue – et non pas des conférences de la Ligue. Leur texte n'est plus reproduit par la Ligue mais,

²⁵² D. Beaudin, « Vie de l'Action nationale », *L'Action nationale*, mars 1935, p.188.

exceptionnellement, pour Groulx par exemple, par des maisons d'éditions diverses – qui peuvent appartenir ou non à A. Lévesque, qui n'est plus membre et dont la structure est devenue tout à fait indépendante de la Ligue. Beaudin donne le détail de la correspondance des lecteurs, qui reviennent sur la nécessité de l'indépendance pour les Canadiens français et sur l'utilité de la doctrine. Il transforme la chronique en revue de presse des bons mots sur l'A.N. et des articles qui concordent avec son nationalisme²⁵³. Il n'y a donc plus de vie de mouvement intellectuel à proprement parler, outre la production de la revue, et la tâche devient si ardue pour le chroniqueur que la chronique disparaît. L'ancien schéma avait été repris mais ne correspondait plus à la nouvelle pratique. Le mouvement est presque devenu un mouvement-revue, pour reprendre notre taxinomie. *L'Action nationale* se présente comme une revue au service d'idées en continuité avec « la doctrine établie ces dernières années » mais, outre la communauté des lecteurs qui doit en faire l'apostolat, la Ligue s'est définitivement recentrée sur la revue²⁵⁴. Certes, la Ligue conserve un potentiel d'activisme, comme bras qui agit en sus de la revue, mais dans une bien moindre proportion. La doctrine est un acquis, surtout la volonté de redressement national, elle n'est plus réitérée comme avant pour structurer un programme, une action, les enquêtes et les articles de fond. La diversité des perspectives, en réfléchissant à l'intérêt national, prend de l'ampleur. Cela fait d'autant ressortir la personnalité du mouvement intellectuel de la période groulxiste. La structure de la Ligue d'Action nationale est beaucoup moins comparable à celle de la L.A.F. que ne l'était l'A.f. La revue renaît, et malgré son plaisir, la fin de l'Action française, mouvement qu'il avait tant souhaité, avait été la fin de quelque chose de plus ambitieux encore, source d'une déception qui transparaît dans les *Mémoires* de Groulx.

Comme P. Ryan l'a démontré, l'engagement dans la voie du réformisme politique se fait de plus en plus concret sous la direction de Minville qui accorde beaucoup d'espace à l'aide au nouveau parti politique réformiste que fut l'Action

²⁵³ D. Beaudin, *loc.cit.*, p.188 sq.

²⁵⁴ L'A.N., « Pour ceux qui ne nous connaissent pas », *L'A. N.*, avr. 1935, p.193-194.

libérale nationale dont plusieurs leaders étaient des membres de la Ligue : Philippe Hamel et René Chaloult, tandis que le chef de l'ALN contribue très fréquemment à la revue dans les premières années de celle-ci et de son parti. Soulignons que la collaboration de René Chaloult avait été active dans *L'Action française* de 1926-1927 déjà – tout comme Minville. La diversité des courants idéologiques va s'accroissant et se confirme durant les années de direction d'André Laurendeau, permettant d'avancer que *L'Action nationale* devient davantage une tribune que *L'Action française* de Groulx axée sur sa doctrine de nationalisme intégral. Il impulse à la revue une nouvelle forme, qui se veut plus souple, qui mise sur de plus fréquents dossiers spéciaux et qui se préoccupe davantage de la politique et des questions sociales²⁵⁵. Non seulement le mouvement devient-il un mouvement-revue, mais sa revue devient moins strictement celle d'une école, le cahier d'élaboration d'une doctrine, et participe davantage du modèle de la revue-tribune de différents catholiques et nationalistes.

L'ouverture de la revue et donc de la Ligue à une variété de pensées est symbolisée par la place qu'y occupent graduellement les férus de personnalisme parmi la jeune garde. Tant la plus vieille génération que la jeunesse qui avait commencé son engagement dans la Ligue dès les années 1920 demeure plus conservatrice, ce qui n'empêchait pas, déjà, la participation de nationalistes libéraux, rappelons-le, et de diverses teintes, tels É. Montpetit ou le radical O. Asselin. Mentionnons au passage que le nombre de collaborateurs de la revue qui enseignent aux HEC demeure élevé, avant que Minville n'en devienne lui-même le directeur en 1938 : aux Montpetit et Groulx, s'ajoutent les Victor Barbeau et Esdras Minville.

Les productions maurrassiennes ne reçoivent bien sûr plus de publicité, en revanche Maritain intéresse les deux générations, au début du moins. Pour nommer les jeunes intellectuels séduits par le personnalisme les plus notables,

²⁵⁵ L'A.N., « Programme '39 », *L'Action nationale*, janv. 1939, p.3.

Guy Frégault, François Hertel [Rodolphe Dubé²⁵⁶], André Laurendeau y affirment leur attrait pour le personnalisme à la fin de la décennie²⁵⁷. Les collaborations de l'universitaire Auguste Viatte ajoutent une note originale de catholicisme antimaurassien et antifasciste qui n'est pas personnaliste. E. Minville met l'accent sur le corporatisme social tandis que P. Gouin fait la promotion d'un réformisme politique. F.-A. Angers examine le mérite des solutions socio-économiques créditistes²⁵⁸ alors que l'Action nationale s'intéresse principalement au coopératisme et au corporatisme²⁵⁹. André Laurendeau s'est affirmé durant son séjour européen une personnalité originale, ouvrant les pages de la revue à une curiosité pour les mouvements de gauche autant que de droite²⁶⁰. La diversité sous André Laurendeau peut encore être illustrée par la collaboration de Victor Barbeau, à ne pas confondre avec Marius Barbeau, auquel l'A.f. avait naguère reproché de parler de christianisme superficiel de la nation. Dans une contribution V. Barbeau tient à montrer qu'il ne faut blâmer ni les Juifs, ni les Anglais, ni la politique de la faiblesse des Canadiens français mais qu'il faut redresser leur formation intellectuelle – article à la fois dans la lignée de l'A.f. où collaborait Montpetit (« Vers la supériorité ») et contre tout dérapage du nationalisme²⁶¹.

²⁵⁶ L. Groulx, *MM*, IV, p.241 explique que son ami Mgr G. Courchesne, alors prêtre et professeur de rhétorique, avait le premier utilisé ce nom de plume dans *L'Action française*, avant que R. Dubé ne le rende célèbre et ne l'emploie dans *L'Action nationale* entre autres.

²⁵⁷ Textes personnalistes dans *L'Action nationale* jusqu'à la 2^e G.M. : F. Hertel, fit paraître « Leur inquiétude » en série d'articles « Essai sur l'inquiétude des jeunes » dans *L'Action nationale* en 1935-1936 ; « Position du personnalisme », févr.1939, 95-116 ; « D'une civilisation personnaliste », mars 1939, 205-228. Guy Frégault, « *Voix de la jeunesse* : où est la révolution », févr. 1937, 81-89 ; « Pour un ordre laurentien », mars 1937, 144-150 « Révolution et liberté », avr. 1937, 233-239 ; « Canada, espoir du monde », avr.1939, 303-304. André Laurendeau : « Croisade antifasciste ? », janv. 1939, 41-51, « Ce qu'on dit de nous à l'étranger », avr. 1939, p.320, « La France et nos préjugés », sept. 1938, 3-5 ; « La France et nos préjugés », janv. 1938, 3-5, « Humanisme intégral », mars 1937 175-176 ; « La fécondité de l'argent, mécanisme contre-nature », janv. 1937, 24-43 ; « Le chrétien et le monde moderne – Entretien avec Daniel-Rops », oct. 1936, 111-117. Roger Duhamel, « *Le Beau risque* », 272-274, recension d'un ouvrage de F. Hertel.

²⁵⁸ F.-A. Angers, « Solutions créditistes », *L'Action nationale*, janv. 1939, p.58-72, « Querelles coopératistes », mars 1939, p.253-260.

²⁵⁹ Voir les dossiers d'analyse de *L'Action nationale* de nov. et déc. 1938 respectivement.

²⁶⁰ Ex. André Laurendeau, « *Pèlerinage en vraie France* – Communistes » *L'Action nationale*, mars 1936, p.155-161 et « Jeune [d]roite », mars 1937, p.251-264.

²⁶¹ V. Barbeau, « Le monde a changé : l'école s'adaptera-t-elle? », *L'Action nationale*, mars 1939, 178-190.

De cette diversité découle même une discordance dans les prises de position face à certaines crises de politique internationale. Ces divisions éclatent particulièrement devant la crise d'Espagne, car les positions des nouveaux catholiques parfois « de gauche », des divers courants personnalistes (Maritain, *Sept*, *Esprit*), contre Franco, choquèrent les catholiques conservateurs et ce fut le cas au sein même de l'Action nationale. Groulx, lecteur de Maritain, n'endossait point *Sept*, ni leur position quasi favorable aux « révolutionnaires²⁶² », les rouges d'Espagne, tandis que Laurendeau expose dans *L'Action nationale* sa hâte de voir naître *Temps présent* qui succède à *Sept* après leur condamnation. André Laurendeau anime la revue de textes contre toute l'extrême droite : l'antisémitisme²⁶³, le nazisme mais aussi le fascisme. Laurendeau prend explicitement parti pour une position centriste, ni fasciste ni communiste. La modération relative perdure et s'exprime en harmonie entre les divers courants face à la guerre : les positions de *L'Action nationale* ressortent comme modérées dans leur antibellicisme²⁶⁴ en comparaison avec celles des nationalistes de France par exemple ; ils ne suivent pas l'élan fascisant que connaît la droite nationaliste imprégnée de l'A.F., n'appelant pas à une rupture du système de gouvernement en faveur de l'autoritarisme. *L'Action nationale* s'investit dans la démocratie qu'elle « prend au sérieux »²⁶⁵. L'antibellicisme perdure dans l'engagement anti-conscription des ligueurs qui marque la période suivante.

Examinons maintenant les cas de deux autres mouvements intellectuels québécois, *La Relève* et *La Nation*, et de leurs relations françaises, afin de déterminer le modèle de mouvement intellectuel de chacun.

²⁶² L. Groulx, *Mes Mémoires*, III, p.112.

²⁶³ À côté de quelques textes d'antijudaïsme déclaré, une évolution se fait vers l'opposition à l'antisémitisme. Il sied de noter le reniement de la méfiance envers les juifs, la révolte de la conscience et du sentiment de charité chrétienne qu'inspire la brutalité nazie infligée aux juifs innocents : A[ndré] L[aurendeau], « Révolte de la conscience chrétienne », *L'Action nationale*, déc. 1938, p.373 – il est alors directeur de la revue et ces pages appartiennent d'habitude aux dirigeants.

²⁶⁴ Voir « La Guerre » signé A.N., sept.1939, p.3-10. La guerre : non pas une guerre sainte ni une croisade, s'insurge l'A.N., mais une « guerre juste », selon le mot de Maritain auquel on réfère : vol.14, déc.1939, p.262. Cf. aussi « Poème pour la Pologne », vol.14, déc.1939, p.263.

²⁶⁵ L'A.N., « Prendre la démocratie au sérieux », *L'Action nationale*, p.89-90.

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
ET
INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS

TROIS MOUVEMENTS INTELLECTUELS QUÉBÉCOIS ET LEURS RELATIONS
FRANÇAISES : L'ACTION FRANÇAISE, « LA RELÈVE » ET « LA NATION »
(1917-1939)

THÈSE
PRÉSENTÉE EN COTUTELLE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN HISTOIRE

TOME II

PAR
CHARLES-PHILIPPE COURTOIS

MARS 2008

Institut d'Études Politiques de Paris
ÉCOLE DOCTORALE DE SCIENCES-PO
Centre d'Histoire de Sciences-Po

Université du Québec à Montréal
DÉPARTEMENT D'HISTOIRE

TROIS MOUVEMENTS INTELLECTUELS
QUÉBÉCOIS ET LEURS RELATIONS FRANÇAISES :
L'Action française, « La Relève » et « La Nation »
(1917 – 1939)

TOME II

Thèse présentée en cotutelle comme exigence partielle du doctorat en histoire

Charles-Philippe COURTOIS

Thèse dirigée par M. le professeur Jean-François SIRINELLI,
directeur du Centre d'histoire (IEP-Paris)

Et par Mme le professeur Fernande ROY,
directrice des Études avancées du département d'histoire (UQÀM)

Soutenue le 27 octobre 2007

Jury :

M. le professeur Michel LEYMARIE
M. le professeur Jacques PRÉVOTAT
M. le professeur Jean-Claude ROBERT
Mme le professeur Fernande ROY
M. le professeur Jean-François SIRINELLI

SOMMAIRE, TOME II

TROISIÈME PARTIE	341
LES ANNÉES 1930 : NON-CONFORMISME ET MODÈLES DE MOUVEMENT INTELLECTUEL	341
INTRODUCTION À LA TROISIÈME PARTIE : LES ANNÉES 1930	343
1. LES NON-CONFORMISTES FRANÇAIS	344
1.1 Massis et la Jeune-Droite	347
1.2 Maritain et les personalistes	351
2. "LA RELÈVE" ET "LA NATION" : HISTORIOGRAPHIE	357
2.1 André-J. Bélanger	357
2.2 Études de « La Nation »	363
2.3 Études de « La Relève »	365
CHAPITRE V	371
« LA RELÈVE »	371
5.1 « LA RELÈVE » ET « ESPRIT »	372
5.1.1 « D'où sort "La Relève" ? »	374
5.1.2 Comparaison des mouvements « La Relève » et « Esprit »	378
5.1.2.1 Deux jeunes générations spécifiques, même constat	378
5.1.2.2 Objectifs et mouvements comparés	379
5.1.2.3 Facture de la revue	385
5.1.3 Prises de position politiques et crises internationales	387
5.1.3.1 Catholicisme, nationalisme et fédéralisme	389
5.1.3.2 Politique personaliste et régimes des années 1930	394
5.1.3.3 Les crises d'Éthiopie et d'Espagne	400
5.1.3.4 Munich et la Guerre	405
5.1.4 Contributions d'intellectuels européens à <i>La Relève</i>	409

5.2 « LA RELÈVE » ET LES MOUVEMENTS QUÉBÉCOIS	415
5.2.1 Rapports étroits entre <i>La Relève</i> , les Jeune-Canada et l'Action nationale	416
5.2.1.1 André Laurendeau	416
5.2.1.2 Jeune-Canada	423
5.2.1.3 L'Action nationale	427
5.2.2 <i>La Relève</i> et Lionel Groulx	433
5.2.3 Débats de « La Relève » avec des mouvements intellectuels québécois	438
CONCLUSION	443
CHAPITRE VI	447
« LA NATION »	447
6.1 « LA NATION » : PRÉSENTATION ET COMPARAISON	447
6.1.1 Présentation de <i>Gringoire</i> , sa forme, sa politique	448
6.1.2 Présentation de <i>La Nation</i> , formule et rédaction	451
6.1.3 Formes comparées de <i>Gringoire</i> et <i>La Nation</i>	459
6.1.4 Autres relations intellectuelles françaises	468
6.1.5 Objectifs du mouvement <i>La Nation</i>	472
6.2 « LA NATION » : POSITIONS POLITIQUES	474
6.2.1 Fascisme ? Idéologies et régimes politiques promus	474
6.2.1.1 Corporatisme fasciste	474
6.2.1.2 Non-conformisme	485
6.2.1.3 Face au racisme et au nazisme	492
6.2.1.4 Coopératisme et Crédit social	500
6.2.2 Séparatisme et engagement politique	502
6.2.2.1 La promotion de la doctrine séparatiste	502
6.2.2.2 La politique autonomiste et son évolution	507
6.2.2.3 L'action politique directe	519
6.2.3 Les crises internationales	529
6.2.3.1 Éthiopie et Espagne	529
6.2.3.2 Munich et la guerre	533

6.3 RELATIONS AVEC LES AUTRES MOUVEMENTS INTELLECTUELS	543
6.3.1 Relations avec Lionel Groulx	543
6.3.2 Les mouvements intellectuels québécois	551
6.3.3 Mouvements et journaux d'extrême droite français	560
CONCLUSION	563
CONCLUSION GÉNÉRALE	571
BIBLIOGRAPHIE	587
1. SOURCES	587
1.1 Sources manuscrites	587
1.1.1 Fonds Lionel Groulx :	587
1.1.2 Bibliothèque de Lionel Groulx (CRLG) :	588
1.2 Périodiques dépouillés	589
1.2.1 Canada-Québec :	589
1.2.2 France :	590
1.3 Sources imprimées	591
1.3.1. Québec	591
1.3.2 Témoignages	598
1.3.3 France	599
2. ÉTUDES	603
2.1 Contexte québécois	603
2.2 Contexte français	614
2.3 Histoire des intellectuels	618
2.3.1 Les intellectuels avant « l'intellectuel »	621
2.4 Idéologies et contexte international	622
2.4.1 Nationalismes	624
ANNEXES	627
Annexe I : présentation du <i>Devoir</i>	627
Annexe II : Constitution des groupes d'Action française	628
Annexe III : plan de doctrine des Jeune-Canada	630
Annexe IV : programme-manifeste de la Ligue des droits du français	631

TROISIÈME PARTIE

LES ANNÉES 1930 : NON-CONFORMISME ET MODÈLES DE MOUVEMENT INTELLECTUEL

INTRODUCTION À LA TROISIÈME PARTIE : LES ANNÉES 1930

Peu de nations sont obligées plus que la nôtre d'accepter de l'étranger des idées directrices dans tous les domaines. Cette situation n'a rien de scandaleux ni de triste [...] Les jeunes Canadiens-français lisent beaucoup de livres, de revues et de journaux français qui contribuent de plus en plus à leur forger un idéal politique. C'est ainsi que nous avons déjà nos partisans de la Droite et de la Gauche.¹

Dans cette partie, nous allons aborder deux mouvements intellectuels de jeunes lettrés des années 1930, *La Relève* et *La Nation*. Nous allons tâcher de caractériser ces mouvements du point de vue de notre typologie des mouvements intellectuels et quant à leurs positions idéologiques, ce qui définit leur personnalité. Entre ces deux mouvements s'affirment l'importante figure de Groulx, perçu comme un « maître » par les intellectuels de ces deux mouvements, mais aussi les mouvements de l'Action nationale et des Jeune-Canada. L'Action nationale est désormais un mouvement intellectuel, quoique moins foisonnant que l'A.f., solide par ses racines groulxistes qui ont posé les fondements de ses valeurs et de sa fonction intellectuelle de portée nationale. Ce mouvement se dynamise par ses ouvertures : son modèle d'engagement, plus qu'autonomisé, est en évolution constante au cours de la décennie. Des mouvements comme *La Relève* et *La Nation* vont définir leur personnalité vis-à-vis de la matrice groulxiste, ce qu'exprime leur affinité respective pour différents mouvements intellectuels non-conformistes. Dans cette Introduction, nous allons présenter les non-conformistes français des années 1930 et l'historiographie concernant ces deux mouvements.

¹ Jean-Ch. Bonenfant, « Le coefficient canadien-français », *La Nation*, I, 8, 4 avr. 1936, p.3.

1. LES NON-CONFORMISTES FRANÇAIS

La Condamnation pontificale de l'AF en 1926 a été présentée comme un moment fondateur pour les intellectuels catholiques d'Europe francophone de l'entre-deux-guerres. Toutes proportions gardées, on la compare pour ces milieux à l'Affaire Dreyfus pour les intellectuels laïques². Pour le détail de cette péripétie ecclésiastique et intellectuelle, nous renvoyons aux ouvrages de référence³. Philippe Chenaux, qui présente l'étude la plus récente des conséquences de cet événement pour les nouveaux mouvements catholiques, s'est volontairement concentré exclusivement sur l'Europe, sachant les échos américains des mouvements catholiques de langue française à cette époque. Nous allons en approfondir l'analyse quant au Québec. Nous avons abordé son impact sur l'A.f. et l'Action nationale. Nous voulons dégager le lien entre ce moment fondateur pour plusieurs intellectuels catholiques français et la vie des intellectuels québécois de l'entre-deux-guerres. Ce lien se découvre dans les rapports entretenus par les intellectuels québécois des *Jeune-Canada*, de *La Relève*, *Vivre* et *La Nation* avec les mouvements intellectuels français nés des divisions que cette condamnation entraîna. Elle engendra particulièrement deux familles de « non-conformistes », les personnalistes, dans le sillage du thomiste Maritain, et la Jeune-Droite dans le sillage du catholique maurrassien Massis. Jadis rassemblés dans le « Parti de l'intelligence », ils symbolisent deux courants intellectuels désormais désunis : catholique néo-thomiste et nouvelle extrême droite.

Cette Condamnation est considérée comme génitrice non seulement de mouvements intellectuels catholiques nouveaux mais d'un nouvel élan d'activité catholique dans le monde intellectuel, affranchi d'une tutelle politique d'opposition au régime. Nombre de ces nouveaux mouvements catholiques seront

² Philippe Chenaux, *Entre Maurras et Maritain*, Cerf, 1999.

³ Cf. *Dictionnaire des intellectuels français*, « Action Française (condamnation) », « Esprit », « Fumet », « Maurras », « Maritain », « Maydiou », « Mounier ». Cf. en Bibliographie, Chenaux, *Entre Maurras et Maritain* ; Loubet del Bayle, *Les Non-conformistes des années 1930* ; Kessler, *Histoire politique de la Jeune-Droite* ; Prévotat, *Les Catholiques et l'Action française*.

ainsi ouverts au pluralisme politique grâce à la prise de distance de l'AF, quand ce ne sont pas des courants de pensée catholique relégués naguère dans l'ombre par la condamnation du *Sillon* qui se réaffirment, telle la démocratie chrétienne. Maritain illustre cette évolution au premier chef. Le néo-thomisme de Maritain semblait à l'origine en continuité avec la critique du modernisme des facultés de théologie sous Pie X. Son association avec l'AF depuis la fin de la Première Guerre mondiale en faisait foi. Maritain fonde avec Massis la collection catholique du « Roseau d'Or » chez Plon. Toute une animation intellectuelle conciliait ainsi la pensée thomiste à la pensée politique maurrassienne. À partir de 1926, les intellectuels catholiques français seront partagés entre leur fidélité à Rome et l'AF. Les déchirements sont nombreux. Les revues cléricales et les revues thomistes d'Europe francophone prennent leurs distances avec l'ancien allié.⁴

H. Massis, É. Baumann et B. de Vesins sont des exemples de catholiques ne rompant pas avec l'AF, qui répond *Non possumus*. Maritain se range derrière le Vatican et engage un débat avec Maurras et Daudet qui défendent leur intransigeance sur le « Politique d'abord »⁵. Maritain répond terme à terme par les traités fondateurs *Primauté du spirituel* (1927) puis *Humanisme intégral* (1935), façon de prendre le revers du « nationalisme intégral ». L'engagement de Maritain, par cette somme qui est un emblème de sa pensée, conserve ainsi longtemps l'empreinte des doctrines de Maurras, ne serait-ce qu'en se définissant contre. La marque de cette polémique laisse son empreinte dans les deux engagements non-conformistes que seront le personnalisme et la Jeune-Droite. Dans les années 1927-1930, l'essentiel de l'incubation de ces deux familles de mouvements non-conformistes se fait donc auprès de chacun de ces maîtres à penser, au sein des réseaux de sociabilité intellectuelle qu'ils animent autour de leurs salons respectifs. Celui de Meudon, ouvert dès 1923, avait été commun.

⁴ Philippe Chenaux, *op.cit.*

⁵ Maritain, *Une opinion sur Charles Maurras et le devoir des catholiques*, P., Plon, 1926 ; Coaut. avec V. Bernadot, P. Doncoeur, E. Lajeunesse, D. Lallement, F.X. Maquart, *Pourquoi Rome a parlé*, P., Spes, 1927 et Idem, *Clairvoyance de Rome*, P., Spes, 1929.

Autour de Massis se réunit ce qui deviendra la « Jeune-Droite ». Maritain réunit à Meudon une autre jeunesse qui lancera les mouvements personnalistes.

L'ouvrage pionnier en la matière est celui de Loubet del Bayle⁶. Par l'expression « non-conformistes des années 1930 », il cherche à saisir un esprit non aligné de 1930 à 1934 qui était ouvert aux remises en question des poncifs de droite et de gauche, qui cherchait à dépasser cette division politique, par de nouveaux courants de pensée proposant un changement, ni de droite ni de gauche, de l'ordre occidental libéral, ambition que traduit l'expression « ordre nouveau », très populaire en France mais aussi au Québec. Dans les années 1930, elle est très à la mode parmi des pans d'intellectuels critiques, notamment les non-conformistes.

Cette expression est reprise par des mouvements très à droite au Québec⁷ et en France⁸ au tournant des années 1970. Mais, fait intéressant, notons que dans les premières décennies du XX^e siècle, l'expression appartenait au vocabulaire de mouvements socialistes. Citons par exemple un journal socialiste français⁹ mais aussi, le propre journal d'Antonio Gramsci, *L'Ordine nuovo*¹⁰. Il serait donc passé des expressions de gauche vers 1920, aux expressions centristes vers 1935 puis aux expressions de droite vers 1970. Il est captivant de relever la simultanéité internationale de ces différentes résonnances, de l'association d'idées attachée à cette expression, et donc de son évolution.

Un mouvement personnaliste français bien connu se donne ce nom en 1933 sans pour autant le monopoliser¹¹. Comme l'appel à la « relève »¹², la recherche

⁶ Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 1930. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, P., Seuil, (1969) 2001.

⁷ *L'Ordre nouveau. Organe officiel du ralliement créditiste du Québec*, Québec, Éditions de l'Ordre nouveau, 1970-1972 (quasi mensuel).

⁸ *Ordre nouveau hebdo*, organe d'Ordre nouveau, Paris, 1972-1973.

⁹ *L'Ordre nouveau. Hebdomadaire socialiste régional. Organe officiel des fédérations socialistes S.F.I.C. du Sud-Ouest*, Toulouse, 1921-1923 ; antérieurement *Le Travailleur socialiste*, devenu *L'Ordre communiste*.

¹⁰ *L'Ordine nuovo: quotidiano comunista*, Turin, 1^{er} janv. 1921- 22 oct. 1922.

¹¹ *L'Ordre nouveau, revue mensuelle*, Paris, 1933-1937, 1938. Cf. Loubet del Bayle, *op.cit.*

¹² Cf. Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années trente*, PUF, 2002.

d'un « ordre nouveau » est un leitmotiv dans plusieurs cercles intellectuels occidentaux des années 1930. L'expression « New Deal » n'en est d'ailleurs pas éloignée. La recherche d'un « ordre nouveau » se retrouve dans les pages de *La Relève*, *La Nation*, *L'Action nationale* et davantage. L'École sociale populaire des jésuites québécois publie en effet *Ordre nouveau. Organe des Semaines sociales* (bimensuel) de 1936 à 1940. L'organe est devenu *Relations*, revue mensuelle dirigée par des jésuites depuis 1941.

1.1 Massis et la Jeune-Droite

Massis, affermissant les positions défendues dans le Manifeste du parti de l'intelligence en 1919, publie *Défense de l'Occident* en 1927. En 1935, il rédige le *Manifeste pour la défense de l'Occident*, paru dans *Le Temps*, que signent un millier d'intellectuels allant de l'AF à la droite modérée, pour s'opposer aux sanctions contre l'Italie¹³. Massis prend parti pour une « conquête civilisatrice » de l'Éthiopie, l'inégalité des civilisés et des barbares, contre la S.D.N. et défendant le redressement italien opéré par Mussolini. C'est aussi la paix qui est menacée par la rupture des accords de Stresa liant Rome, Paris et Londres contre la menace allemande. Parmi les signataires, détachons les intellectuels souvent présents dans les articles ou chroniques de librairie de l'A.f. : Maurras, L. Daudet, Henry Bordeaux, Louis Madelin, Pierre Gaxotte, Henri Ghéon, ajoutons le Cardinal Baudrillart¹⁴, recteur de l'Institut catholique de Paris et animateur des Amitiés catholiques françaises à l'étranger (connaissance de plusieurs ligueurs de Montréal) et retenons les jeunes loups Robert Brasillach, Drieu La Rochelle, Jean de Fabrègues, Thierry Maulnier, Jean-Pierre Maxence, Henri Béraud.

¹³ J.F. Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*, p.147-153 ; E. Weber, *L'Action française*, p.323-325 ; *Dictionnaire des intellectuels français*, « Massis ».

¹⁴ H.-M.-Alfred Baudrillart, 1858-1942, oratorien, ptre, professeur, évêque ; Acad. fr. en 1918 ; Ami du Canada français ; déplore l'attitude de l'AF en 1926-1927 ; rencontre Jean Bruchési du Comité de propagande à Paris avec les Amitiés catholiques ; rencontre Montpetit à Paris et Montréal ; voyage au Canada en 1927, pris en charge par le collaborateur de L'AF, O. Maurault, p.s.s. ; invite L. Groulx à dîner en 1931. Cf. *Les Carnets du Cardinal Alfred Baudrillart 1925-1928*, p.9, p.680 sq. ; Groulx, *Mes Mémoires*, III, p.70-71.

La Jeune-Droite proprement dite se résume à quelques revues, mais rayonne ensuite dans les hebdomadaires de droite qui retiendront notre attention à propos de *La Nation*¹⁵. Ces revues sont *Les Cahiers d'Occident* (1928-1931), *Réaction* (1930-1932) où collabore Bernanos, et *La Revue du siècle* (1933-1934, puis *du XXe siècle*) et enfin *Combat* (1936-1939). À ces créations s'ajoute la catholique *Revue française* (1930-1933) qui se renouvelle lorsque Maxence accède à sa direction, recommandé par Massis. Johannet y était rédacteur. Fabrègues et Maulnier l'intègrent en 1931. La *Revue du siècle* amalgame l'équipe de *Latinité* dont la proximité avec l'AF était plus orthodoxe. Loubet del Bayle appelle « orphéons » ces petites revues à petit tirage (expression de Barrès). Kessler précise qu'il s'agit de « laboratoires » idéologiques, dont la pensée évolue très vite, influençant bientôt des organes bien établis de l'extrême droite, en étant lus ou y collaborant directement. Kessler résume ainsi leur « cocktail idéologique » : populisme, non-conformisme, personnalisme, corporatisme, planisme, syndicalisme révolutionnaire et volonté d'un « ordre nouveau »¹⁶. Ajoutons la recherche d'un exécutif autoritaire. *Demain la France* exprime leur antiparlementarisme et leur anticapitalisme radicaux¹⁷. Loubet del Bayle désigne deux courants dans la Jeune-Droite. L'un, derrière Maulnier et Brasillach, de sensibilité nietzschéenne et agnostique, incline au fascisme¹⁸, voire « au-delà du nationalisme¹⁹ » à un européanisme totalitaire jusque dans la Collaboration. L'autre, autour de Fabrègues et Maxence conserve une empreinte personnaliste, qui fait qu'ils rejoindront les mouvements de fédéralisme européen après-guerre. Maxence est marqué par la double influence de Massis et Maritain autour du *Roseau d'or*. Dès 1925-1926, Maxence et Fabrègues collaborent à une revue d'étudiants maurrasso-thomiste, *La Gazette française*, ce qui les amène à

¹⁵ J. L. Loubet del Bayle, *op.cit.* ; Kessler, *op.cit.* ; *Dictionnaire des intellectuels*, notam. « Non-conformistes » et « Je suis partout ».

¹⁶ Kessler, *Histoire politique de la Jeune-Droite*, p.33.

¹⁷ R. Francis, Th. Maulnier, J.-P. Maxence, *Demain la France*, P. Grasset, 1934.

¹⁸ R. Brasillach, « Introduction à l'esprit fasciste », *Je suis partout*, 24 juin, 1^{er} juil., 8 juil. 1938

¹⁹ Th. Maulnier, *Au-delà du nationalisme*, P., N.R.F., 1938. Cf. V. Auzépy-Chavagnac, *Jean de Fabrègues et La Jeune-Droite catholique*, Chap. X, p.294-300.

fréquenter Meudon. Fabrègues et Brasillach furent Étudiants d'AF. Ces quatre étudiants (nés vers 1905-1910) se rencontrent chez Massis.

Maxence dirige la première revue identifiée à la Jeune-Droite par les historiens, *Les Cahiers*. De Massis, la Jeune-Droite poursuit la « Défense de l'Occident » : avec la Grande Guerre puis bientôt avec la crise, s'installe le sentiment d'une crise de la civilisation, que ne fera qu'accentuer la course à une nouvelle guerre mondiale. *Les Cahiers* sont en quête d'une « révolution spirituelle » dont ils seraient l'organe, fidèles au néothomisme de Maritain. Leur critique néo-thomiste du libéralisme capitaliste, des compromissions des conservateurs catholiques ou nationalistes avec l'esprit matérialiste bourgeois, fait qu'ils s'intéressent à la production révolutionnaire de gauche. À l'inverse d'*Esprit*, il n'est toutefois pas question de rompre avec la droite²⁰. En esthétique, la revue se pose en rupture avec le classicisme de Maurras²¹. Brasillach intègre pourtant les pages littéraires de *L'Action Française* en 1931. Maulnier aussi collabore bientôt à *L'Action Française*. Brasillach, Fabrègues, Maulnier, Maxence, collaborent à la *Revue universelle* depuis le début des années 1930 grâce à Massis, et se retrouvent tous dans *Combat* et *L'Insurgé*. Le développement de la Jeune-Droite depuis la *Revue française* jusqu'à *Combat* se fait ainsi en marge de l'AF, dont ils sont considérés comme des « dissidences²² ».

La crise d'Éthiopie est un moment déterminant. Les deux groupes de la Jeune-Droite, lorsqu'ils lancent *Combat*, prennent position contre les sanctions imposées à l'Italie et pour Franco, adoptent ensuite une position favorable à Munich, délaissent la germanophobie maurrassienne, glissant de plus en plus vers une rupture définitive avec le nationalisme²³. Drieu (leur aîné), sans participer de leurs mouvements, illustre cette nouvelle sensibilité, dans son cas maurrassienne et dada, mais aussi européenne et totalitaire plus que nationaliste, ce qui explique le qualificatif « non-conformiste ». E. Weber distingue *Combat*, *L'Insurgé*,

²⁰ Kessler, « Retour à Meudon [...] », *op.cit.*, p.223-250.

²¹ J. L. Loubet del Bayle, « Les *Cahiers* et la *Revue française* », *Les non-conformistes*.

²² J. L. Loubet del Bayle, p.68.

²³ Kessler, *op.cit.*, Chap. 13.

Frontières (auparavant la *Revue de l'Amérique latine*), *France réelle*, *Pays réel*, *Réaction* comme des revues de jeunes maurrassiens peu royalistes mais autoritaires, dont *Je suis partout* (*JSP*, 1930-1944) est de loin la tribune la plus importante²⁴. Ces jeunes intellectuels se retrouvent après le mitan des années 1930 dans *JSP*, mais aussi *Gringoire* et *Candide*, trois hebdomadaires de combat et d'extrême droite au style apparenté. Brasillach succède à Gaxotte au poste de rédacteur en chef de *JSP* en 1937. Maxence devient un important chroniqueur littéraire de *Gringoire* en 1935.

Candide, fondé le premier (1924), est dirigé par les maurrassiens Bainville et Gaxotte. Sa « formule » inspire les fondateurs de *Gringoire* comme de *Marianne*, hebdomadaire républicain. Cette formule combine les chroniques d'information nationale, internationale, littéraire mais aussi sportive, judiciaire, dramatique, musicale, à deux pages de divertissement sous forme de caricatures, chroniques de divers dessinateurs sous la rubrique « la Ville ». La littérature y occupe une grande place sous forme de nouvelles, critiques et feuilletons. Cet hebdomadaire est caustique, critique et élitiste²⁵. *Candide* durcit sa critique de la démocratie à partir de 1934, appuie les accords de Munich et sera pétainiste. Gaxotte est aussi rédacteur en chef de *JSP*, « conçu sur le modèle de *Candide*²⁶ », approfondissant le traitement de l'actualité internationale. Lorsque la guerre éclate, il a cependant quitté depuis peu ces deux rédactions. Brasillach et Maulnier font partie des jeunes imprimant à *JSP* une influence déterminante, fasciste et pro-Axe. Avec Lesca et P.-A. Cousteau, Rebatet, l'hebdomadaire passe en 1943 du fascisme au nazisme des « durs ». Brasillach quitte alors la rédaction. Il sera fusillé à la Libération.

Gringoire. *Le grand hebdomadaire parisien, politique, littéraire* (1928-1944), dirigé par Béraud, reprend la formule de l'hebdomadaire « de combat », mêlant satire et critique et l'espace accordé aux caricatures, mais en développant

²⁴ *L'Action française*, P., 1985, p.436.

²⁵ *Dictionnaire des intellectuels français*, « *Candide* ».

²⁶ *Dictionnaire des intellectuels français*, « *Je suis partout* », p.755.

un créneau moins élitiste, jouissant d'ailleurs du plus fort tirage de tous les hebdomadaires politiques français (plus de 500 000). Sa présentation est simple : les éditoriaux en une, les potins politiques en pages intérieures, suivis de la critique littéraire, des arts et spectacles, peu de reportages et quelques feuilletons signés par exemple par Drieu. Il cherche à choquer et distraire, par les titres, le ton comme les dessins. L'hebdo change plusieurs fois de ligne politique ou permet à plusieurs de s'exprimer simultanément, à la différence de *Candide* et *JSP*, dont l'évolution est plus rectiligne. Le 6 février 1934 et la guerre d'Éthiopie font évoluer cette ligne de la droite vers l'extrême droite. La haine de la gauche, la xénophobie et l'antisémitisme n'y font que s'accroître sous le Front populaire. *Gringoire* est célèbre pour avoir poussé le ministre Salengro au suicide en 1936 dans une campagne de calomnies. *Gringoire* appelle à la négociation avec Hitler et soutient Munich. Une partie de sa rédaction démissionne alors à cause de sa désapprobation. *Gringoire* soutient la mobilisation puis la Révolution nationale.

1.2 Maritain et les personnalistes

Dès le lendemain de la parution du *Manifeste pour la défense de l'Occident*, paraît dans *L'œuvre* une réplique, manifeste modéré qui défend la S.D.N., l'égalité des races, oppose l'expansionnisme fasciste, sans vouloir rompre l'amitié franco-italienne. Une quinzaine de jours plus tard, le *Manifeste pour la justice et la paix* de catholiques antifascistes, rédigé par Maritain, paraît dans *L'Aube* puis *Sept*, *La Vie catholique*, et *Esprit*. Il récuse toute prétention à l'action « civilisatrice » par les bombes et l'accusation de bellicisme accolée aux partisans des sanctions. Cette dualité traduit en fait une faiblesse du camp opposé face au bloc de « défense de l'Occident », bien installé dans les milieux officiels. Désormais les rôles de pacifistes et bellicistes s'inversent de gauche à droite. La défense de l'Occident pose les bases de ce qui sera pour certains, le reniement du nationalisme au profit

d'un totalitarisme de droite et européen, tandis qu'à gauche se dessinent certaines assises de la résistance²⁷.

Le personalisme émane d'abord de Maritain²⁸. Il contribue à la fondation de *La Vie intellectuelle* des dominicains qui devient une tribune antimaurrassienne, qui ira dans le sens de l'antifascisme. Dominicains et néo-thomistes maritaniens se rejoignent dans l'hebdo *Sept-Temps présent* où Maritain s'engage plus encore. Ces tribunes reçoivent un écho tout naturel au Québec dans *La Revue dominicaine*, fondée en 1915. Une certaine ouverture à l'innovation maritaniennne est donc en place au Québec au début des années 1930. Maritain imprime une évolution notable à la conception de l'engagement intellectuel catholique qui peut déranger des catholiques conservateurs et les autorités catholiques. *Sept* (1934-1937) dirigé par les dominicains des éditions du Cerf, devient *Temps présent. En dehors et au-dessus des partis* (1937-1940) dirigé par des laïques, lorsque Rome sanctionne ce mouvement pour ses positions en politique nationale et internationale, plus particulièrement la question d'Espagne²⁹. Daniel-Rops et Maritain en particulier s'y engagent, avec Étienne Gilson, P.-H. Simon, François Mauriac. « Les Amis de *Sept* » deviennent « les Amis de *Temps présent* » (dont de Gaulle fut membre) et le lectorat est le même, comme la bannière « primauté du spirituel ». Son programme se définit en fonction de l'*Humanisme intégral*. *Temps présent* est à la fois antiparlementaire et contre les totalitarismes, quoiqu'intéressé par le régime de Salazar. Reparu sous le titre *Temps nouveau*, il est supprimé en 1941 par l'État français qu'il se permettait de critiquer.

Les personalistes non-conformistes proprement dits sont les mouvements *L'Ordre nouveau* et *Esprit*. Se dégagent les figures de Henri Daniel-Rops, d'un côté, animant divers mouvements comprenant *L'Ordre nouveau* (1933-1938) au

²⁷ Cf. *Dictionnaire des intellectuels*, « Éthiopie ».

²⁸ J.L. Loubet del Bayle, *op.cit.* ; Chenaux, *op.cit.*

²⁹ *Dictionnaire des intellectuels*, « Sept » et « Temps présent ». Cf. A. Coutrot, *Un courant de la pensée catholique, l'hebdomadaire « Sept »*, P. Cerf, 1961 et « Sept » : *un journal, un combat (mars 1934-août 1937)*, P., Cana, 1982.

premier chef et Emmanuel Mounier de l'autre, dirigeant *Esprit* (1932-)³⁰. Ces deux revues sont des cahiers mensuels. Plusieurs de ces jeunes intellectuels (nés vers 1900-1905) rejoignent Maritain dans *Sept*, notamment Daniel-Rops vers 1935. Ils sont tout aussi animés d'une inquiétude devant une crise de la civilisation occidentale et veulent y remédier par la « révolution spirituelle ». *L'Ordre nouveau* fait office de passerelle entre le courant de la Jeune-Droite de Maxence et Fabrègues, et *Esprit*. Alexandre Marc d'Ordre nouveau collabore à la *Revue du siècle* et à *Esprit*. Dès 1929, Alexandre Marc constitue le cercle qui lancera ce mouvement, le Club du Moulin-Vert, qui rassemble des catholiques (G. Marcel, Y. Congar), des protestants (Denis de Rougemont) et des orthodoxes (Nicolas Berdiaev) habitués de Meudon. Robert Aron et Arnaud Dandieu définissent l'objectif de promouvoir un « ordre nouveau » par une « révolution spirituelle ». L'ouvrage de Berdiaev (ou Berdiaeff), *Un nouveau moyen âge*³¹, qui brandit le christianisme révolté contre le monde et le matérialisme, paraît d'ailleurs au *Roseau d'or*. Ami de Stanislas Fumet, il est moins maritainien qu'ami de Maritain. Il contribue à *L'Ordre nouveau* mais aussi à *Esprit*.

Le groupe constitutif de *L'Ordre nouveau* a collaboré à la revue *Plans* en 1931-1932 avant de lancer sa tribune propre. R. Aron, A. Dandieu, Daniel-Rops, A. Marc et D. de Rougemont font partie du premier comité de rédaction. Le personnalisme d'Ordre nouveau s'oppose dans son premier éditorial au capitalisme et au communisme, au nationalisme belliqueux, à l'internationalisme impuissant, au parlementarisme et au fascisme. En phase, comme *Esprit*, avec la mode existentialiste qui s'amorce, ils se réclament de Proudhon, Kierkegaard, Nietzsche et Péguy. Ils accordent aux intellectuels un rôle privilégié pour annoncer la civilisation nouvelle et s'attaquent à l'ordre bourgeois en s'exclamant « ni droite ni gauche ». Des similitudes avec les pensées fascisantes s'accompagnent d'une dénonciation des totalitarismes pour une révolution

³⁰ J.L. Loubet del Bayle, *Les non-conformistes*, P., Seuil, 2001. Cf. Winock, « *Esprit* ». *Des intellectuels dans la Cité, 1930-1950*, P., Seuil, 1996.

³¹ P. Plon, 1927.

communautaire centrée sur la personne. L'historiographie française considère l'Ordre nouveau plus à droite qu'*Esprit*.

Esprit est un mouvement œcuménique et laïque. Emmanuel Mounier, Georges Izard, André Deléage et L.-E. Galey sont ses fondateurs. *Esprit. Revue internationale*, parrainée par Maritain, est lancée suite au « Manifeste de Font-Romeu ». Partisans d'une reconstruction communautaire et personnaliste de la civilisation, il proclame leur volonté de rupture avec « le désordre établi » et de séparation du spirituel et du politique. L'aspiration à une révolution spirituelle permet de parler de « front commun » des non-conformistes de 1930 à 1934. Les événements de 1934 (émeutes du 6 février), 1935 (Éthiopie) et 1936 (Front populaire de Blum et guerre d'Espagne) les divisent, puis opposent *Esprit* et la Jeune-Droite³². *Esprit* constitue un mouvement relayé par des groupes locaux à travers la France mais aussi des groupes amis à l'étranger : c'est un mouvement international, comme l'indique son sous-titre. Mounier souhaite qu'*Esprit* demeure centré sur la revue et la « primauté du spirituel », Deléage souhaite développer le côté mouvement, des groupes de type cercle d'étude à la manière de l'action catholique qu'ils sont, à un mouvement mobilisé politiquement dans la « Troisième Force » qu'il dirige. Mounier préserve l'autonomie de la revue. Celle-ci n'en sera pas moins engagée politiquement, mais sur le plan des idées, des textes. De l'opposition à l'invasion de l'Éthiopie, *Esprit* passe à un engagement favorable aux Fronts Populaires d'Espagne et de France, contre Franco, plaidant même pour un « socialisme personnaliste », ce qui la rapprochera des communistes après-guerre, quand elle sera intégrée aux Éditions du Seuil. Ouverte aux jésuites et aux dominicains, ses positions ne reçoivent pas la bénédiction de Pie XII mais seront agréées par Jean XXIII. Elle poursuit son engagement anticolonialiste après-guerre.

Ces différents courants personnalistes ont leur importance non seulement dans le monde intellectuel catholique en général, où l'on soutient qu'ils ont

³² J. L. Loubet del Bayle, *Les non-conformistes*, « Introduction : des années tournantes [1930-1934] » et chapitre 4.3 « Du front commun à la diaspora [1934-1938] ».

influencé la préparation de Vatican II³³, mais aussi dans la vie intellectuelle du Québec en particulier. L'importance du personnalisme dans le Québec du XXe siècle a déjà été étudiée³⁴. Or, comme l'a bien exprimé Chenaux, « le problème crucial d'interprétation posé à l'historien est de comprendre comment s'est fait le passage de l'« antimodernisme catholique » d'avant 1914 au « progressisme chrétien » d'après 1945. »³⁵ Le personnalisme aurait joué un rôle crucial dans cette évolution, ce qui était d'une importante incidence sur l'intelligentsia catholique québécoise d'après-guerre, en élargissant les sphères de l'engagement critique d'un volet catholique nouveau et dynamique. Nous allons nous pencher, en étudiant *La Relève*, sur une période où le personnalisme est moins bien établi qu'après-guerre, une fois la droite autoritaire en déroute. Comme l'indique la condamnation de *Sept*, la situation était plus incertaine dans les années 1930. Au Québec, cette condamnation semble même mettre en relief des écarts entre ordres religieux, tels que dominicains et jésuites. Néanmoins en Occident les divers courants de pensée se trouvaient représentés au sein du même ordre. C'était le cas chez les jésuites, selon Prévotat³⁶.

Les condamnations de mouvements nationalistes francophones par Pie XI ne furent pas sans incidence au Québec. La fin de l'A.f. concorde avec l'apparition d'une division entre action catholique et action nationale. L'ACJC avait été une pépinière d'intellectuels nationalistes, et l'A.f. était liée à la fois à l'ACJC et à l'ESP des jésuites. Après la Condamnation, la directive épiscopale alla dans le sens d'une distinction entre action catholique et action nationale qui indisposait

³³ P. Chenaux, *Entre Maurras et Maritain* ; Loubet del Bayle, *Les non-conformistes*.

³⁴ Cf. S. Angers-Fabre, *Esprit au Québec*, thèse de sociologie, Aix-Marseille, 2000. Michael Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution*, M., McGill-Queen's U.P., 1985. A.-J. Bélanger, *L'apolitisme des idéologies québécoises*, PUL, 1974 ; *Ruptures et constantes*, M., Hurtubise HMH, 1977. Léon Dion, *Québec 1945-2000, II : Les intellectuels et le temps de Duplessis*, PUL, 1993. J. Éthier-Blais, *Le siècle de l'abbé Groulx*, M., Leméac, 1993. Y. Lamonde, « Les revues dans la trajectoire intellectuelle du Québec », *Écrits du Canada français*, no 67, 1989 ; avec Gérard Pelletier, *Cité libre, une anthologie*, M., Stanké, 1991. Meunier, E.-M. et J.-Ph. Warren, « L'horizon personnaliste de la Révolution tranquille », *Société*, no 20-21, été 1999, p.347-448. Christian Roy, « De *La Relève* à *Cité libre* : avatars du personnalisme au Québec », *Vice versa*, déc.1986/janv.1987, p.14-16 et « Le personnalisme de l'*Ordre nouveau* et le Québec, 1930-1947. Son rôle dans la formation de Guy Frégault », *RHAF*, vol. XLVI no 3, hiv. 1993.

³⁵ P. Chenaux, *Entre Maurras et Maritain*, p.9.

³⁶ J. Prévotat, *Les catholiques et l'Action française*.

les nationalistes à l'instar de Groulx, clercs ou laïques. Un des exemples connus de cette polémique est une discussion entre le frère Marie-Victorin et l'abbé Groulx³⁷, qui froissa leurs rapports, leurs perspectives ne se rejoignant pas quant aux liens à faire entre action catholique et action nationale. Marie-Victorin était patriote mais acceptait une séparation des activités qui ne caractérisait pas l'ACJC. Cette séparation, qui désintéressait la jeunesse de son pays et déréalisait le catholicisme vexait et inquiétait à la fois Groulx, navré de surcroît de voir Duplessis discréditer la doctrine nationaliste.

Cette idéologie d'AF était désormais privée d'une référence de prestige, précisément le courant du néothomisme catholique qui s'était associé au maurrassisme. Au vrai, la liste des signataires du Manifeste du Parti de l'Intelligence³⁸ permet d'élargir ce cercle à des auteurs catholiques tels P. Bourget, H. Charasson, Y. de La Brière, H. Ghéon, tenus par la Librairie d'AF que nous n'avons pas comptabilisés comme maurrassiens proprement dits : cette mouvance de « l'Intelligence » définit un milieu d'affinité pour l'A.f. davantage que l'AF proprement dite. Nous avons souligné l'intérêt de l'A.f. pour la « primauté du spirituel » en 1927 et l'ouverture relative ou partielle de *L'Action nationale* au personnalisme, surtout sous la direction d'André Laurendeau. *L'Action nationale* reste ouverte à *La Vie intellectuelle* et à Maritain, autant de gages de son orthodoxie catholique. La *Primauté du spirituel* laisse son empreinte dans la vie intellectuelle du Québec des années 1930. Toutefois les clercs d'affinités traditionalistes ne se convertissent pas pour autant au personnalisme, ils sont séduits par les exemples d'autoritarisme nouveaux qui s'offrent aux catholiques, avec Salazar notamment, et se rangent même facilement parmi les adversaires des maritaniens au milieu des années 1930, et ce, malgré l'intérêt et le respect portés au philosophe néo-thomiste. Ils s'opposent aux personnalistes et aux dominicains qui avancent dans leur antifascisme jusqu'à critiquer Franco, du

³⁷ Cf. Frère Marie-Victorin : *Science, culture et nation*, Boréal, 1996.

³⁸ J. Prévotat, « Autour du Parti de l'intelligence », *Intellectuels chrétiens et esprit des années 1920*, Actes de colloque, P. 1997, p.169-193 ; J.-F. Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*, p.60-87.

reste, Rome aussi. Cette affinité et ces liens avec ce qui fut le Parti de l'intelligence de Massis et de Maritain, se perpétuent dans les années 1930 en particulier pour les non-conformistes qui en sont issus, au-delà de l'Action nationale ou de la *Revue dominicaine*, chez *La Relève* et *La Nation*.

2. "LA RELÈVE" ET "LA NATION" : HISTORIOGRAPHIE

2.1 André-J. Bélanger

Bien que fort contestés pour leur théorie de l'apolitisme, les travaux d'A.-J. Bélanger ont longtemps constitué les principales analyses des mouvements de jeunes intellectuels des années 1930 en particulier *La Relève* et *La Nation*. À l'instar de plusieurs, Bélanger, à la recherche des préludes à la Révolution tranquille, avait tendance à se représenter le Québec d'avant 1960 comme un bloc conservateur faiblement critiqué jusque-là. Selon Bélanger, le « tournant des années 1934-36 » traçait les premières lignes d'une rupture avec cet ordre conservateur et catholique par l'irruption d'une profusion de mouvements de jeunesse critiques. Mais ces mouvements n'avaient ébauché que des ruptures partielles, timorées ou confuses, qui n'ébranlèrent donc pas le temple comme en 1960. En particulier, les intellectuels établis des tribunes nationalistes, comme ceux des mouvements de jeunes moins conformistes, passèrent à côté de l'élan politique de grandes réformes qu'incarnait l'Action libérale nationale (ALN). Cantonnés dans l'apolitisme, ces intellectuels ne purent empêcher que l'ALN se fit jouer par Duplessis en 1935-1936. En revanche Duplessis put grâce à cela rénover efficacement son conservatisme, force politique vigoureuse et souvent au pouvoir jusqu'en 1960. Selon Bélanger, « l'impuissance face aux événements » politiques caractériserait alors les deux tribunes du nationalisme traditionaliste, *L'Action nationale* et *Le Devoir*. Bélanger soutenait que ces deux périodiques se gardèrent de prendre position en 1935 et 1936 de façon franche et dynamique

pour le programme de l'ALN, qui aurait dû susciter leur enthousiasme. Leur conservatisme foncier les retenait d'appuyer un mouvement réformiste qui engageait l'intervention de l'État. Contrairement à *La Nation*, *Le Devoir* notamment ne s'est pas affirmé en défenseur de Philippe Hamel et de son programme de nationalisation des trusts de l'électricité. Quant à *L'Action nationale*, elle n'aurait offert qu'une forme timide et anodine d'appui intellectuel en ne publiant un article exposant l'intérêt des doctrines de Hamel que beaucoup trop tard, en 1937, bien après le fait. Car Hamel était déjà écarté du conseil des ministres et la réunion protestataire du Palais Montcalm passée, sans soutien du *Devoir* ni de *L'Action nationale*. *Le Devoir* négligea en effet de critiquer sévèrement la mise à l'écart de Hamel dès la nomination du cabinet, la traitant d'« incident ». Alors que Duplessis, en écartant Hamel et « le trio de Québec » du cabinet sitôt élu, renonçait à tout un pan de ses engagements électoraux. La campagne électorale elle-même aurait été négligée par *L'Action nationale*.

Nous avons vu que P. Ryan remettait en cause le prétendu apolitisme de *L'Action nationale*. Dans le cas de la revue *La Relève* et de son adhésion au personnalisme, ouvrant une brèche dans l'édifice traditionaliste, elle incarnait une des facettes notables du « tournant de 1934-36 ». Bélanger évoquait des « visas idéologiques » utiles aux jeunes désirant alors proposer une voie idéologique moins conformiste : la caution catholique permet au mouvement de demeurer fréquentable, pour l'autorité que représente l'intelligentsia traditionaliste, cléricalo-nationaliste (*Le Devoir* leur sert d'imprimeur), tout en quittant les cadres de cette pensée. *La Relève* s'affranchit de ces cadres parce qu'elle pose ses questions métaphysiques sur le plan catholique universel, le personnalisme étant un mysticisme de l'individu³⁹, ce qui définit l'originalité de *La Relève* selon Bélanger.

Précisons que pour Bélanger, Tardivel, Bourassa et Groulx sont trois voix de cette pensée traditionaliste, défendue par *Le Devoir*, qu'il conçoit limitée par un

³⁹ André-J. Bélanger, *Ruptures et constantes. Quatre idéologies du Québec en éclatement : La Relève, La JEC, Cité Libre, Parti Pris*, 1977, notamment p.24 et p.197.

repli apolitique. *La Relève* se dégagerait de cet univers étroit plutôt replié sur une tradition idéalisée en s'ouvrant à une mystique internationale qui offre des possibilités de compatibilité avec l'univers intellectuel de ces élèves des jésuites, mais aussi une abstraction qui permet d'aborder d'autres enjeux, artistiques, philosophiques et internationaux notamment. Le personnalisme se pose comme une rupture avec le « désordre établi », qui irait plus loin que la posture critique des clérico-nationalistes, prêts à défendre en fin de compte le *statu quo* par conservatisme. Comme chez tous les organes qu'il examine, Bélanger attribuait à *La Relève* une frilosité face au changement, ce changement rapide que le monde libéral moderne implique. L'apolitisme de *La Relève* reflèterait un apolitisme catholique. D'un côté la menace des trusts, de l'autre celle des masses que la crise pourrait pousser au socialisme : de tous bords la petite propriété serait menacée. Bélanger le confirmait par l'origine sociale des rédacteurs des mouvements étudiés et parce qu'ils négligeaient la résorption du chômage. Le tout dans une nostalgie d'un ordre ancien qui bloquait le développement d'une réflexion cohérente sur la politique.

Bélanger soulignait que *La Relève* s'éloigne des questions politiques locales, ne se prononçant pas par exemple sur l'A.L.N., tandis que Michel Winock a démontré qu'*Esprit* après 1934 ne résiste pas à la tourmente des événements en Europe et adopte ainsi une position favorable au Front populaire. Selon Bélanger, *La Relève* se réfugie dans le thomisme pour éviter les affres de l'engagement dans lequel plonge *Esprit*⁴⁰, sans déterminer nettement le contenu du régime de « démocratie personnaliste ». En somme, Bélanger estime que malgré cette rupture personnaliste avec la bourgeoisie et le monde des clercs, *La Relève* éviterait d'aller aussi loin qu'*Esprit* parce qu'elle reflète toujours la vision sociale conservatrice d'une petite bourgeoisie attachée aux anciennes hiérarchies. On pourrait se demander pourquoi *Esprit*, formée de jeunes du même moule social, s'en affranchit ? Admettons que malgré une absence de proposition précise de la part d'*Esprit*, l'appui au Front populaire la détache de la défense conservatrice

⁴⁰ A.-J. Bélanger, *Ruptures et constantes*, p.25.

d'un *statu quo*. La question du poids du modèle *Esprit* se posait bel et bien au terme de son travail, car il choisit de ne pas se concentrer sur cet aspect de *La Relève*. Voici l'interrogation d'André Bélanger :

Force nous est de nous demander si effectivement *la Relève* s'inscrit en filiation aussi étroite avec *Esprit* que ses promoteurs veulent bien le laisser croire. Les renvois aux maîtres français abondent dans les écrits de Charbonneau, Hurtubise et cie. Les apparences pourraient induire à une conclusion pour le moins hâtive. Une confrontation des deux publications serait susceptible d'apporter bien des éclaircissements. Sans s'arrêter à la présentation (...) elle pourrait probablement dévoiler nombre de divergences imprévisibles. Notre tâche portant sur un aspect assez précis de cette revue [l'apolitisme], il ne nous apparaît pas pertinent d'entreprendre un tel parallèle.⁴¹

Trois questions pouvaient encore se poser dans notre perspective : l'importance du modèle *Esprit* sur le plan idéologique dans la dynamique de *La Relève* et la possibilité d'une inspiration du mouvement *Esprit* dans la formation de *La Relève*. Enfin, le tournant de 1934-1936 qui existe aussi en France, permettrait-il de tracer un parallèle plus poussé entre le non-conformisme français et une floraison de mouvements soit « moins conformistes » ou non-conformistes à leur façon ?

En ce qui concerne l'hebdomadaire *La Nation*, il faut préciser que Bélanger, se concentrant sur la période charnière 1934-1936, ne le dépouilla que pour les années 1936 et 1937. Malgré une plus grande attention portée à la mise à l'écart du « trio de Québec » par Duplessis, *La Nation* serait elle aussi caractéristique d'une « impuissance face à l'événement ». Nonobstant sa position assez singulière sur l'émancipation nationale par l'indépendance et la lutte aux trusts, Bélanger signalait le flou idéologique de *La Nation*. Au sujet du corporatisme notamment, sa solution aux problèmes socio-économiques, qui demeure très vague quant à son application pratique. *La Nation* se caractérise par un discours quelque peu confus, tiré d'influences européennes admirées, mais mal

⁴¹ A.-J. Bélanger, *L'Apolitisme des idéologies québécoises. Le grand tournant 1934-1936*, p.163.

digérées : qu'il s'agisse du fascisme ou du corporatisme, la revendication ne s'accompagne pas d'exposés très détaillés de doctrine. Bélanger considérait J.-L. Gagnon comme le véritable promoteur du fascisme dans le mouvement de *La Nation*. Or, Bélanger rappela que Gagnon vantait le communisme comme un « fascisme au carré », au profit du peuple et donc de la nation⁴². Gagnon avait été le directeur des revues *Vivre!* et *Cahiers noirs*, préludes au lancement de *La Nation* par Paul Bouchard. Gagnon prônait la violence en référence à Georges Sorel, lui-même proche de l'AF, puis du fascisme naissant, puis partisan de Lénine, mais toujours de la révolution violente. J.-C. Harvey est même rédacteur de la revue de Gagnon avant de rejoindre puis de diriger des périodiques radicaux adversaires de *La Nation*, comme *Le Jour*, et son radicalisme laïciste est en partie partagé par Gagnon⁴³.

Ces influences éclectiques sont très souvent affichées dans les titres, tels que : « L'histoire d'une trahison : Maurice Duplessis, un nœud de vipères sous un soleil de Satan ». « Laissons de côté les références littéraires, plus pédantes et candides à la fois que pertinentes », écrit Bélanger, qui retient qu'un autre grand titre de *La Nation* fut une trouvaille, apportant une certaine notoriété. Ce fut une formule à succès : « Duplessis la duplicité »⁴⁴. Ce qu'il faut retenir, toujours selon Bélanger, c'est, outre cet usage superficiel de prestigieuses références européennes, la recherche de l'adversaire, de la polémique par *La Nation*. Or, *La Nation* s'éparpille et s'épuise en tirant dans toutes les directions, en prenant presque tout le monde pour adversaire, n'épargnant quasiment aucun mouvement.

Surtout, ce qui isole *La Nation* aux yeux de Bélanger, c'est de déformer sa lecture de l'événement politique dans cette recherche de l'adversaire, à un point tel qu'elle ne s'implique pas dans une politique concrète. Elle ne s'implique pas dans la campagne de 1936 qui oppose l'Union nationale au gouvernement libéral

⁴² La Direction, « Vivre », *Vivre!*, 2^e série, 4^e cahier, 26 avr. 1935, p.1 cité in A.-J. Bélanger, *L'Apolitisme des idéologies québécoises*, p.332.

⁴³ A.-J. Bélanger, *L'Apolitisme des idéologies québécoises*, p.332.

⁴⁴ André-J. Bélanger, *L'Apolitisme*, p.350. Cette formule orne la page titre de *La Nation*, 2^e année no 4, 4 mars 1937, « L'âme damnée de l'Union nationale : Duplessis la Duplicité », par P. Bouchard.

de l'autre. Elle en invente une à sa convenance. Au lieu d'appuyer la coalition d'Union nationale entre les équipes Duplessis et Gouin, ou de choisir ensuite entre les deux lorsque Gouin tente de séparer l'ALN de Duplessis, *La Nation* finit par proposer l'abstention (selon Bélanger). Cela malgré son autonomisme, son programme de réformes économiques qui la rapprocheraient de l'U.N. Elle aurait pu s'impliquer en faveur de l'U.N. ou de l'ALN, sans quoi elle sombre dans un apolitisme stérile. Au contraire, dans les pages de *La Nation*, le combat politique en cours n'est pas contre le parti libéral, adversaire bien concret, mais contre le Front populaire et le Komintern, estime Bélanger. Bref, cette politique imaginaire est une sorte de don quichottisme contre le fantomatique Front Populaire du Québec, que les caricatures à la une transforment en personnage principal de la campagne de 1936. « A la suite de *Vivre*, *La Nation* offre le spectacle analogue d'une impuissance chronique face aux événements. [...] Selon une démarche familière à la droite française de l'époque, elle est plus « anti » que « pro » quoi que ce soit. »⁴⁵

Bélanger a déduit du passage des intellectuels de la revue *Vivre* à l'hebdo *La Nation*, une influence de *Gringoire* comme modèle d'hebdo, déduction sommaire, non approfondie par une comparaison des évolutions respectives de *Gringoire* et *La Nation*, de leurs prises de position importantes. Bélanger passe rapidement sur la question⁴⁶, comme ce fut le cas pour *La Relève* : savoir ce qu'on y a diffusé comme doctrine européenne n'était pas au centre de sa démarche. Néanmoins Bélanger estime que le discours de *La Nation* est perverti par mimétisme, détourné de sa portée potentielle sur les événements politiques, en plaquant le Front Populaire sur la réalité locale, qu'il se prive par conséquent de lire.

⁴⁵ A.-J. Bélanger, *L'Apolitisme.*, p.351-352.

⁴⁶ A.-J. Bélanger, *L'Apolitisme.*, p.336.

2.2 Études de « La Nation »

La Nation a suscité peu d'études depuis celle, liminaire, de Robert Comeau, qui analyse *La Nation* de 1936 à 1938. Il dégagé le séparatisme et le fascisme pro-Mussolini de *La Nation*, se concentrant sur les deux premières années spécialement (1936-1937), relevant son opposition au mouvement communiste *Clarté* et ses positions de classe « petites-bourgeoises »⁴⁷. Deux études ultérieures ont également retenu du mouvement l'exemple d'un fascisme marginal au Québec, cette fois sur toute la période (1936-1939). Pour Michèle Larose, l'autre exemple significatif en fut les Jeunesses patriotes (JP), menées par les frères O'Leary. Dostaler O'Leary fut également membre des JC, car il attribuait une importance à la participation à un mouvement modéré. Larose analysa l'idéologie fasciste des deux mouvements à travers leurs productions de brochures et articles – les JP publient un numéro spécial, *L'Indépendance*, dédié à l'abbé Groulx, où leur programme est résumé dans une formule d'adhésion⁴⁸. Une alliance s'établit même un moment entre les deux mouvements en 1936, formant le « Comité national autonomiste ». Un conflit de chefs y mit discrètement fin, début 1937, après seulement six mois. Pierre Chaloult rejoignit alors les JP, retrouvant d'autres anciens de *Vivre*, tel Vaillancourt. Pour les relations entre les deux, Larose dépouilla la correspondance de Walter O'Leary pour les JP et de Paul Bouchard pour *La Nation*, en particulier avec Groulx. W. O'Leary entretint une longue amitié avec l'abbé Groulx⁴⁹. Larose fait ressortir le rôle central du consulat italien de Montréal dans la diffusion de la propagande fasciste à *La Nation*. Fascisme et corporatisme sont, selon son analyse, des constantes du mouvement sans relever d'évolution sur ses trois années d'existence⁵⁰, contrairement à l'

⁴⁷ « La tentation fasciste du nationalisme canadien-français avant la guerre, 1936-39 », *Bulletin d'histoire politique*, été 1995, vol.3, no 3-4, p.159-167 ; « L'Idéologie petite-bourgeoise des indépendantistes de *La Nation* et le séparatisme (1936-1938) », in Fernand Dumont *et al.*, *Idéologies au Canada français 1930-1939*, PUL, 1978, p.201-214 ; « Lionel Groulx, les indépendantistes de *La Nation* et le séparatisme (1936-1938) », *RHAF*, vol. 26, no 1, juin 1972, pp.83-102.

⁴⁸ Michèle Larose, *Les Jeunesses patriotes et « La Nation » : un courant politique d'extrême droite au Québec, 1934-1939*, mémoire de maîtrise, UQAM, 1985, p.139.

⁴⁹ *Op.cit.*, p.142 et 140 pour Chaloult et Vaillancourt ; p.141 pour Groulx.

⁵⁰ M. Larose, *Les Jeunesses patriotes et « La Nation »*, p.54.

évolution de l'indépendantisme à l'autonomisme. Larose voit dans le conflit avec Adrien Arcand un conflit entre deux fascismes qui n'est pas à l'avantage d'Arcand qui est marqué par des rapports troubles avec le Parti conservateur canadien et l'impérialisme britannique.

Larose compare les deux mouvements pour faire ressortir que les JP, moins structurées, se préoccupent moins de questions socio-économiques et d'anticommunisme, s'en tenant aux principes généraux d'un État indépendant, corporatiste et fasciste, c'est-à-dire mené par un dictateur, et accordent davantage d'attention à l'identité catholique⁵¹. Elle résume ainsi les positions de *La Nation* : appui à l'impérialisme, anticommunisme, « antimonopolisme », corporatisme, nationalisme, indépendantisme et autonomisme, xénophobie, antisémitisme. Larose critiqua l'analyse de Bélanger, réfutant son idée de « décalage étranger ». Larose avance aussi une autre interprétation de l'idéologie corporatiste et fasciste des deux mouvements que celle de Comeau, basée sur la classe. La lutte contre l'oppression nationale est alors délaissée par la gauche : au sein de la droite, ces deux mouvements proposent la solution la plus radicale, soit l'État indépendant, corporatiste et fasciste, qui doit améliorer le sort de toutes les classes. Et ce serait à cause du rôle qu'ils voudraient faire jouer à l'État que leur projet ne perçe pas⁵².

Julien Fabre identifie chez *La Nation* de 1936-1939 l'expression de la tentation fasciste d'un groupe groulxien. Cette tentation est la marque de son originalité dans le monde de nationalisme contestataire des années 1930 : à la matrice du nationalisme définie par Groulx et l'A.f., elle vise à imposer une nouvelle matrice, affirmant nettement sa personnalité propre, « l'émergence d'une culture politique spécifique⁵³ ». Son dépouillement, axé sur le mussolinisme, se concentre sur la période 1936 à mi-1938, faisant ressortir de même le fascisme et le corporatisme comme des constantes du mouvement. Or, dans la veine du travail de Fabre, nous pouvons nous demander si un parallèle peut se faire entre des

⁵¹ M. Larose, *Les Jeunesses patriotes et « La Nation »*, p.153 sq.

⁵² *Op.cit.*, p.157.

⁵³ Julien Fabre, « *La Nation* : les groulxien devant la tentation fasciste, 1936-1939 », (issu d'un mémoire de D.E.A à Grenoble II), *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9 no2, print. 2001, p.40.

dissidences du maurrassisme et l'innovation de *La Nation* par rapport au groulxisme.

L'intéressante analyse de la réception de la guerre d'Espagne au Québec à travers la presse de gauche à droite par Caroline Désy⁵⁴ comporte un volet sur le fascisme et l'antifascisme. La norme du discours, dans un contexte où fascisme et communisme sont marginaux, tant au nationaliste *Devoir*, à *L'Action catholique* qu'aux libéraux *La Patrie* ou *La Presse*, étant la méfiance envers le camp républicain espagnol allié aux communistes, unanimement réprouvés. Les deux courants marginaux sont représentés par *La Nation* du côté fasciste et les libéraux *Le Canada* (1903-1954, quotidien tirant à 15 000 exemplaires) alors dirigé par E. Turcotte et *Le Jour* (1937-1946, hebdo tirant à 10 000) de J.-C. Harvey du côté antifasciste, que Désy étudia davantage que le plus marginal *Clarté* (bimensuel communiste, tirage de 3000)⁵⁵. *La Nation* nie les massacres fascistes comme *Clarté* nie les massacres du camp adverse, tandis que les libéraux Turcotte et Harvey expriment leur inquiétude devant la montée du fascisme, davantage que du communisme, contrairement à leurs confrères libéraux des journaux à plus grand tirage. Faisant ressortir son inscription de la politique québécoise dans le conflit européen entre fascisme et Front populaire⁵⁶. Désy rejoint ainsi l'analyse de Bélanger sur l'inscription, par *La Nation*, de la campagne électorale de 1936 dans une grille européenne. Aucune de ces trois études ne se penche sur les liens ou la comparaison entre *La Nation* et Jeune-Droite.

2.3 Études de « La Relève »

L'influence d'*Esprit* au Québec a été étudiée par S. Angers-Fabre, sur quatre revues qui se succèdent chronologiquement, *La Relève* et *La Nouvelle Relève*

⁵⁴ C. Désy, *Si loin si proche. La Guerre civile espagnole et le Québec*, PUL, 2004.

⁵⁵ Ces tirages sont les indications de Désy. Le Beaulieu et Hamelin donne des variations chronologiques comme 25 000 pour *Le Jour* en 1937, 10 000 en 1940 et 3000 en 1946, précise que *Clarté* comptait environ 300 abonnements et que, pour comparaison, *La Presse* tirait à 147 000 en 1940.

⁵⁶ C. Désy, «Fascisme et anti-fascisme autour de la guerre espagnole dans le Québec des années trente », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9 no 2, print. 2001, p.36.

(1934-1940 et 1940-1948), *Cité libre* (irrégulier, 1950-1971), *Parti pris* (1963-1968) et *Possibles* (1976-)⁵⁷. Selon Angers-Fabre, il y a davantage d'influence sur les deux premières via le personnalisme et d'échange pour les secondes, basé sur la communauté d'intérêts pour la décolonisation puis l'autogestion ensuite. C'est à partir des années 1950 que cette relation dans les deux sens se manifeste dans les pages d'*Esprit*. Angers-Fabre effectue une sociologie historique des intellectuels. Comparant les définitions françaises et québécoises de l'intellectuel, elle dissocie engagement de notoriété. Son objet est d'étudier selon la méthode comparative, « les pratiques intellectuelles comportant des échanges internationaux », à travers la riche relation d'*Esprit* avec ces revues d'outre-Atlantique⁵⁸. Elle étudie les « échanges matériels », c'est-à-dire les contacts directs et interpersonnels, la biographie intellectuelle des principaux rédacteurs (sur le modèle de J.-F. Sirinelli) des cinq revues concernées et la génération intellectuelle, leur sociabilité intellectuelle, et enfin les « échanges idéels », c'est-à-dire la circulation des idées adaptées et adoptées, comme le personnalisme de Mounier qui « fait partie de ces courants philosophiques qui voyagent d'un continent à l'autre », ce que Charle nomme les « transferts culturels ». L'adaptation implique souvent des « variations distinctives » qu'elle appelle des traductions (à la suite de Michel Callon et Bruno Latour)⁵⁹.

Angers-Fabre identifie la succession des générations à la tête d'*Esprit* sur une base politique plutôt que de classe d'âge (suivant Winock) : d'abord la génération de la Grande Guerre avec Mounier, plus spécifiquement le segment de cette génération que l'historiographie appelle la génération non-conformiste. Ensuite se sont succédé les générations de la Résistance avec Domenach, de la guerre d'Algérie avec Thibaud, enfin de Mai 68 avec Mongin⁶⁰. Elle définit ainsi différents rôles possibles de l'intellectuel. Ils surgirent chronologiquement : l'intellectuel critique au XVIIIe s. (dénomination *a posteriori*), l'intellectuel

⁵⁷ Stéphanie Angers-Fabre, *Esprit au Québec : les revues comme vecteurs des échanges intellectuels franco-québécois*, thèse de sociologie, Université d'Aix-Marseille I, 2000

⁵⁸ S. Angers-Fabre, *Esprit au Québec*, p.53.

⁵⁹ S. Angers-Fabre, *op.cit.*, p.42.

⁶⁰ S. Angers-Fabre, *op.cit.*, p.88.

moral avec l’Affaire Dreyfus, l’intellectuel partisan au milieu du XXe siècle et enfin l’intellectuel spécifique (proche de l’expert) dans les années 1980-1990. Défini d’après Koselleck⁶¹, l’intellectuel critique, pour Angers-Fabre, dégage une sphère de pensée critique à résultante politique en contournant la sphère politique souvent bloquée, via les canaux éthique ou artistique⁶². Elle prend au Québec l’exemple du célèbre *Manifeste pour un Refus global* en 1948. Cela offre une interprétation bien différente de « l’apolitisme » : c’est bien un engagement qui a des répercussions tenant du politique au sens large. Dans le cas d’*Esprit*, elle identifie une évolution du rôle de ses intellectuels jusqu’à la guerre, passant de critique à moral à partisan.

Angers-Fabre a étudié *La Relève* (elle englobe généralement les deux moutures de la revue sous ce nom) dans son rapport idéologique et interpersonnel avec *Esprit*, les échanges « idéels et matériels » (concepts de la sociologue N. Ramognino). En fait *La Relève* deviendra dès 1935 un « cercle ami » du mouvement *Esprit*, tel qu’en témoigne la « Chronique des amis d’*Esprit* » de mars 1935⁶³. Mounier y présente lui-même « Le mouvement esprit » dans un article de mai 1936. Angers-Fabre analyse deux noyaux de rédacteurs, retraçant leurs origines et leurs carrières, les fondateurs Paul Beaulieu, Robert Charbonneau et Claude Hurtubise, les premiers collaborateurs Roger Duhamel, Robert Élie, Jean Lemoyne et H. de Saint-Denys Garneau. Généralement nés à Montréal, ils appartiennent à la classe moyenne ou à la bourgeoisie canadienne-française, à l’exception de R. Charbonneau qui occupe un emploi de manœuvre pour financer ses études⁶⁴. Ils sont tous nés dans les années 1910 et, fait remarquable, tous émouls du Collège Sainte-Marie. Le groupe qui fonde une revue est donc un cercle d’amis du collège classique. Celle-ci paraît en fait sous forme de cahiers irréguliers avant que *La Nouvelle Relève* ne devienne un mensuel régulier.

⁶¹ Reinhart Koselleck. *Le règne de la critique*, P., Minuit, 1979.

⁶² S. Angers-Fabre, *Esprit au Québec*, p.55.

⁶³ S. Angers-Fabre, *Esprit au Québec*, p.174.

⁶⁴ S. Angers-Fabre, *Esprit au Québec*, p.157.

Afin d'évaluer les échanges entre *La Relève* et *Esprit*, Angers-Fabre a analysé le contenu d'articles sélectionnés pour les deux moutures de la revue, jusqu'en 1948. Or Angers-Fabre examine davantage de textes de *La Nouvelle Relève*, tels le numéro hommage à Maritain pour son 60^e anniversaire⁶⁵. Pour cerner la « traduction » du personalisme de Mounier dans *La Relève* des débuts, elle s'est concentrée sur quatre articles du noyau fondateur en 1934-1936, lorsque ces rédacteurs sont encore dominants. Son objectif est de relever quelques exemples significatifs de ces « variations »⁶⁶. Outre Mounier, Maritain et Daniel-Rops, qui sont des proches du mouvement *Esprit*, sont annexés au rayonnement du personalisme d'*Esprit* dans *La Relève* et Angers-Fabre étudie les contributions de ces trois auteurs, principalement dans *La Nouvelle Relève*⁶⁷. Elle note que Maritain était plus acceptable que Mounier, mais tout de même contesté par certaines autorités. Maritain explique même à Mounier l'intérêt d'*Esprit* au Canada français, où le monopole des places détenu par le clergé prépare à son avis une crise religieuse d'ici une décennie⁶⁸. Le philosophe C. de Koninck de l'université Laval publie une charge contre Maritain préfacée du cardinal Villeneuve (l'ex-ami de Groulx)⁶⁹. *La Nouvelle Relève* réagit à un article critiquant Maritain publié par Dom Jamet⁷⁰ dans *Le Devoir*⁷¹. Elle dépouille également la correspondance entre P. Beaulieu, R. Charbonneau, J. Lemoyne, le collaborateur Guy Sylvestre et Maritain, de 1935 à 1954, dont le temps fort est 1940-1944, durant l'exil des Maritain à New York⁷². Angers-Fabre rappelle le développement des Éditions de L'Arbre⁷³ par ces intellectuels durant la guerre, le

⁶⁵ Numéro de déc. 1942, contributions de R. Charbonneau, C. Hurtubise, Y. R. Simon, Augusto-L. Durelli, Émile Baas et Marcel Raymond. S. Angers-Fabre, *Esprit au Québec*, p.172.

⁶⁶ S. Angers-Fabre, *Esprit au Québec*, p.151.

⁶⁷ S. Angers-Fabre, *Esprit au Québec*, p.170.

⁶⁸ Angers-Fabre, *op.cit.*, p.174.

⁶⁹ Charles de Koninck, *De la primauté du bien commun contre les personalistes. Principes de l'ordre nouveau. Préface de S.E. le Cardinal Villeneuve, o.m.i.*, Québec, PUL, 1943 ; d'abord paru sous la forme « De la primauté du bien commun contre les personalistes », *Semaine religieuse de Québec*, vol. 55, 1942, p.1-42.

⁷⁰ Albert Jamet (1883-1948), Français d'origine immigré au Canada en 1926, bénédictin, historien, notamment de Marie de l'Incarnation, collaborateur occasionnel à *L'AF* des années 1920.

⁷¹ S. Angers-Fabre, *Esprit au Québec*, p.178-179.

⁷² Angers-Fabre, *op.cit.*, p.177.

⁷³ Jacques Michon (dir.), *Éditeurs transatlantiques*, Sherbrooke, 1991.

rôle d'hospitalité de la revue et des éditions pour les écrivains européens qui gonflent leurs activités, si bien qu'ils s'ajusteront mal au retour en France de ces parutions. Le conflit du Conseil national des écrivains, en mode censure, avec les éditeurs québécois, porte le coup de grâce en 1948. Le temps fort des échanges matériels qui se retracent dans les articles, les mentions ou la correspondance des rédacteurs est donc 1940-1944.

Les échanges idéels sont significatifs entre *La Relève* et *Esprit*, puisque *La Relève* adapte plusieurs concepts personnalistes, donnant lieu à quelques variations distinctives. *La Relève* s'inscrit dès son premier éditorial dans la quête d'un ordre nouveau et d'une révolution spirituelle et s'adresse autant aux catholiques du monde entier, se proposant de développer l'art, la littérature et la pensée encore trop absents. La réflexion met l'accent sur la personne, la nation à respecter dans une « solidarité supranationale » nécessaire. La libération de la nation canadienne-française demeure un objectif quoique dissocié de l'indépendance du Québec : l'émancipation économique avant l'État-nation. Selon Angers-Fabre, *Esprit* a servi à alimenter de philosophie personnaliste la réflexion catholique et nationale en quête de rupture de l'équipe de *La Relève* : cette innovation s'affirme dans un catholicisme international, peu conformiste, par une revue de catholiques libres, prenant ainsi une distance avec la hiérarchie⁷⁴. Angers-Fabre signale que l'interprétation par Pomeyrols du groulxisme comme un maurrassisme, et d'André Laurendeau comme un émule de l'idéologie de la Jeune-Droite française des années 1930, sont erronées et contestées⁷⁵. Angers-Fabre avance que l'ouverture relative sur des courants de gauche comme les socialistes et les communistes à travers *Esprit*, que Laurendeau fréquente en France, l'inciteraient à prendre une orientation différente de celle qu'un certain groulxisme qui était le sien au début des années 1930. Avec la rencontre de l'Alsace d'Émile Baas, cela le rapproche du nationalisme fédéraliste de H. Bourassa. Bref, Angers-Fabre établit l'importance des échanges « matériels et

⁷⁴ Angers-Fabre, *Esprit au Québec*, p.152, p.188-189.

⁷⁵ S. Angers-Fabre, *Esprit au Québec*, p.44-52.

idéels » entre *La Relève* et *Esprit* pour conclure à « une transposition de concepts personnalistes visibles dans les textes de *La Relève* »⁷⁶.

Nous convenons de cette réalité mais notre analyse doit poser des questions quelque peu différentes : quel usage est fait du modèle de mouvement que constitue *Esprit* pour les jeunes qui lancent *La Relève* dans la forme qu'adopte leur propre mouvement ? Et dans la pratique des valeurs défendues et des prises de position de leur mouvement, comment le mouvement *La Relève* se compare-t-il à *Esprit* d'une part, et à ses collègues québécois eux aussi en contact intellectuel avec des courants divers des non-conformistes de l'Europe ? La différence avec la thèse d'Angers-Fabre repose sur l'identification d'*Esprit* comme vecteur principal de ce personnalisme. Étant donné le rapport direct qui a existé entre *Esprit* et *La Relève* et le cadre de son étude sur les relations d'*Esprit* avec des revues québécoises, Angers-Fabre ne s'attarde pas à différencier les divers courants personnalistes et non-conformistes au sein de *La Relève*. Mais notre étude s'inscrivant dans un contexte plus large que le personnalisme d'*Esprit*, reflétant les divers courants qui purent converger dans le non-conformisme de 1930, nous allons tâcher de déterminer desquels ou duquel la revue québécoise se rapproche le plus par ses prises de position officielles, c'est-à-dire éditoriales. Nous allons donc examiner sous l'angle de l'inspiration d'un modèle de mouvement intellectuel et la proximité éditoriale, tant *La Nation* avec *Gringoire* et la Jeune-Droite que *La Relève* avec *Esprit* et les divers personnalistes. Il y aura donc deux types de transferts culturels à évaluer, comme pour l'A.f. : l'idée organisationnelle et la philosophie politique.

⁷⁶ S. Angers-Fabre, *Esprit au Québec*, p.150.

CHAPITRE V

« LA RELÈVE »

Dans ce chapitre, nous allons analyser *La Relève* afin de caractériser ce mouvement, son idéologie comme ses relations intellectuelles, françaises et québécoises. En première section nous interrogerons l'inspiration que put lui apporter *Esprit* et la proximité entre les deux mouvements. Bélanger proposait de mesurer la proximité effective entre *Esprit* et *La Relève* et Angers-Fabre, en établissant celle-ci dans un cadre personnaliste, ne faisait pas la distinction entre les courants personnalistes comme nous allons le faire. Nous tenterons d'évaluer, à la naissance de *La Relève*, la part des inspirations pouvant provenir de Maritain ou d'*Esprit* dans la forme que ce mouvement adopta à ses débuts. Cela implique une comparaison avec *Esprit*, la facture de la revue, la nature du mouvement intellectuel et la parenté des objectifs comme des actions de chacun des deux mouvements, les prises de position au cours des années 1930. Enfin une évaluation de la présence respective des divers courants personnalistes dans les pages de *La Relève*, tant sur le plan des positions adoptées que des collaborations et des références dans la revue, permettra de mesurer ses proximités. Est-ce bien d'*Esprit* que *La Relève* se rapproche le plus comme l'historiographie nous porterait à le croire ?

En seconde section, nous situerons *La Relève* dans ses relations avec les mouvements intellectuels québécois : *L'Action nationale*, Groulx, *La Nation* mais aussi André Laurendeau et les Jeune-Canada. Analyse qui impliquera également une comparaison de positions, notamment sur l'État français. Notre méthode demeure l'analyse de contenu, fondée sur un dépouillement intégral de *La Relève* (1934-1940) pour définir sa doctrine et ses positions. Ses relations françaises sont analysées à partir de ce contenu tout en intégrant l'éclairage des témoignages de

membres de l'équipe publiés bien plus tard dans *Écrits du Canada français*. Outre ce contenu, sa correspondance avec Groulx et le contenu de *L'Action nationale* nous renseignent sur ses relations avec ses pairs québécois. Nous avons sondé *Esprit* afin d'en comparer la facture avec celle de *La Relève* et nous reportons à l'historiographie pour résumer ses positions et celles de *Sept* et *Ordre nouveau*.

5.1 « LA RELÈVE » ET « ESPRIT »

Présentons brièvement *La Relève*, « la plus importante revue culturelle de la première partie du XXe s. », selon certains¹. *La Relève* est un mouvement de jeunes intellectuels de même génération, issus du même collège jésuite, qui s'exprime par des cahiers quasi-mensuels, de mars 1934 à 1940 (cinq séries, pas toujours datées) ; lui succède *La Nouvelle Relève* (1941-1948), revue mensuelle. Elle trouve en Georges Pelletier, directeur-gérant du *Devoir* (et collaborateur occasionnel à *L'A.f.*) un ami qui accepte de les publier à son imprimerie, du moins les cinq premières années. C'est leur ami et collaborateur J.-M. Parent qui accepte ensuite de les publier « à perte »². Paul Beaulieu (1913-?) et Robert Charbonneau³ (1911-1967) en sont les deux directeurs fondateurs. C'est un véritable mouvement, uni par le partage des lectures et des valeurs⁴, d'une philosophie catholique. Les autres collaborateurs des années 1930 sont Claude Hurtubise⁵

¹ Lise Gauvin, « Périodiques littéraires de langue française », *L'Encyclopédie canadienne*.

² *La Relève*, IVe série, 8^e cahier, p.254, signé « La Relève ».

³ Robert Charbonneau, né à Montréal, romancier, essayiste, poète, journaliste. Bachelier du Collège Sainte-Marie ; diplômé en journalisme de l'université de Montréal. Dirige *La Nouvelle relève* (1941-1948). Durant cette période journaliste au journal libéral *La Patrie*, au catholique *Droit*, directeur de l'information au *Canada*, libéral. Fonde avec Claude Hurtubise les éditions de *L'Arbre* (1940-1948). Participe à la création de l'Académie canadienne-française, qu'il préside (1948-1960). Adjoint au directeur de l'information à *La Presse*, libéral (1949). Il entre à Radio-Canada en 1953.

⁴ Paul Beaulieu, « La chaleur de l'accueil... », *Écrits du Canada français*, no 49, p.8.

⁵ Claude Hurtubise, né à Westmount, bachelier de Sainte-Marie en 1935. Administrateur de *La Relève* puis de *La Nouvelle relève*, 1934-1948. Cofondateur des éditions de *L'Arbre* avec Charbonneau. Participe à la fondation des *Écrits du Canada français* (1954), avec Jean-Louis Gagnon, Pierre Elliott Trudeau, Gérard Pelletier, et al. Fonde les éditions HMH (Hurtubise, Mame et Hatier), en 1960, devenues Hurtubise-HMH en 1969, qui publient Laurendeau, Trudeau, Frégault, etc. Membre fondateur de la Ligue des droits civiques (1942) avec notamment Pierre Trudeau et Thérèse Casgrain.

(1914-1999), Roger Duhamel (1916-1985), Robert Élie (1915-1973), Hector de Saint-Denys Garneau (1912-1943), Jean Le Moyne (1913-1996), André Laurendeau (1912-1968), tous condisciples. S'ajoutent Madeleine Riopel, Jean-Marie Parent, le célèbre dessinateur La Palme⁶, mais aussi Guy Frégault dès la IIIe série (1918-1977), Jean Chapdelaine, Marcel Raymond, Thérèse Tardif, François Hertel, Jeanne Dufour, Jacques Leduc, J.-C. Lemieux, Roger Saint-Jacques, Pierre Dansereau (frère du Jeune-Canada Dollard Dansereau), Guy Sylvestre en fin de période (étudiant de philosophie à Ottawa), Gilles Hénault (poète, 1920-1996) et d'autres, collaborateurs d'occasion unique. Laurendeau est leur correspondant à l'étranger en 1935-37, interviewant des intellectuels personnalistes européens pour et à propos de *La Relève*⁷. R. Charbonneau dirige durant la guerre les éditions de l'Arbre qui accueillent tant d'exilés et coopèrent avec Maritain. Plusieurs des rédacteurs de *La Nouvelle Relève* sont alors collaborateurs ou rédacteurs au *Canada* libéral que dirigeait Turcotte dans les années 1930, adversaire antifasciste de *La Nation*. Les anciens étudiants qui y participaient se retrouvent après-guerre dans des situations en vue très diverses : consuls, professeurs, éditeurs, éditorialistes ou apparatchiks du Parti libéral canadien, sans oublier quelques jeunes écrivains promis à la renommée tels que Saint-Denys-Garneau (posthume) à *La Relève* et Anne Hébert à *La Nouvelle Relève*.

Esprit est lancée en octobre 1932 par le jeune Mounier (1905-1950) sous le parrainage de Maritain (1882-1973) mais développe bientôt une originalité dans son pluralisme et son engagement politique socialiste qui l'éloignent quelque peu de Maritain, lui-même moins bien reçu après 1935 dans plusieurs milieux ecclésiastiques, québécois y compris. Partons du principe que *La Relève* faisait partie des correspondants officiels d'*Esprit* à l'étranger – tâche qui relève

⁶ J.A.T.Robert Gaboriau dit La Palme 1908-1997. Ex. in Winock, *Le Siècle des intellectuels*, 3^e cahier d'images – « Sartre », 2^e planche.

⁷ Cf. Paul Beaulieu, « La chaleur de l'accueil... », *Écrits du Canada français*, no 49, p.11 et p.38 : parus dans *Le Devoir* du 24 oct. 1936 et *L'Action catholique* du 4 nov. 1936. Entrevues avec Daniel-Rops, E. Mounier, J. Maritain, É. Baas, P. Donceur ; Lettre de P. Beaulieu à J. Maritain, *La Trappe* 18 déc. 1936, évoquant ce « témoignage » pour le mouvement *La Relève*, « confié à André Laurendeau », in *Écrits du Canada français*, no 49, p.20.

d'Hurtubise⁸ - et que le mouvement adhérait à une forme de personnalisme. Demandons-nous comment cette association put-elle naître et ce que signifiait-elle comme proximité ?

5.1.1 « D'où sort "La Relève" ? »

À Gérard Pelletier qui lui demandait d'où sortaient les membres de cette équipe, [...] Jean Le Moyne répondit : « Nous sortions de table et souvent de sous la table. »⁹

D'où sortait *La Relève*, lorsque parut le premier cahier, en mars 1934 ? La revue semblait originale et étonnait agréablement les intellectuels catholiques¹⁰. Comment connaissaient-ils Maritain ? Leur collège de jésuites avait été ouvert aux productions de Massis et Maritain. Groulx lui-même était un passeur de Maritain dans *L'Action française* puis *L'Action nationale*. Ils ont rencontré des jésuites de la revue *Études*, lisent *La Vie intellectuelle*¹¹. Ils avaient eu l'occasion de pratiquer ensemble l'écriture journalistique dans leur journal collégial. Mais encore ? L'éditorial énonçant les « Positions » de *La Relève* présente un engagement catholique personnaliste et maritainien : « *La Relève* entend jouer un rôle social en rendant pour sa part dans le monde la primauté au spirituel. [...] Nous nous permettons de citer un paragraphe de Jacques Maritain [...] qui contient le principe de nos aspirations sur le plan social : [...] préparer l'ordre nouveau qui doit remplacer le présent désordre.¹² » De fait, « l'équipe qui allait animer la *Relève* se nourrissait de ses idées », depuis *Primauté du spirituel* en 1927 ou *Religion et culture* en 1930¹³. Outre Maritain, les auteurs ayant droit à

⁸ Plus exactement des correspondants que des amis : *Esprit*, mars 1935 à 1939, « Chronique des Amis d'Esprit » et « Nos correspondants », en particulier oct. 1935 ; Angers-Fabre, *Esprit au Québec*, p.149 ; Winock, « *Esprit* », p.171 ; Loubet del Bayle, *Les non-conformistes*, p.477-478.

⁹ Paul Beaulieu, « 1930-1940 : Sortir de l'ornière », *Écrits du Canada français*, no 52, p.65.

¹⁰ L. Groulx, « La Relève », *L'Action nationale*, avr. 1934, p.226-228.

¹¹ Pour *La Vie intellectuelle*, p.ex. P. Beaulieu, « L'humanité du Christ », *LR*, II, 9-10, mai-juin 1936, p.250.

¹² La Direction, « Positions », *La Relève*, 1^{re} série 1^{er} cahier (mars 1934), , p.3. Éditorial reproduit à l'identique au 2^e cahier.

¹³ P. Beaulieu, « La chaleur de l'accueil chez Jacques et Raïssa Maritain », *Écrits du Canada français*, no 49, p.7-8.

des citations intercalées entre les articles du premier cahier sont Péguy, Psichari, Léon Bloy, Bernanos et Mauriac, éminemment représentatifs des références des non-conformistes personalistes. D'autant que ces auteurs les inspirent durablement¹⁴. C'est à un autre écrivain du Roseau d'or, H. Ghéon, qu'ils consacrent leur seul numéro thématique¹⁵. Ils s'associent à *Esprit* en moins d'un an (entre mars 1934 et déc. 1934) et on peut visiblement rapprocher les deux revues comme deux expressions de mouvements de jeunes catholiques en quête d'une « révolution spirituelle », sous le patronage de Maritain. Le « personalisme » est nettement affirmé comme position de *La Relève* dès son premier éditorial ; un autre éditorial expose ensuite la notion de personne, comme position personaliste de la revue, dès janvier 1935¹⁶, au-delà de l'ouverture à tous les courants catholiques revendiquée dans le premier numéro. La position de la jeunesse catholique est considérée par *La Relève* comme devant suivre dans la voie du personalisme de Maritain et d'*Esprit*. Un article éditorial dissipe tout doute à ce sujet en encensant l'ouvrage de Berdiaeff (un familier de Meudon), *Un nouveau moyen âge*¹⁷. Rappelons que *La Relève* est une équipe unie dont la direction approuve les articles en fonction de cette unité personaliste – outre sa section « discussion », elle aussi balisée.

Comment l'idée de lancer une revue - personaliste - est-elle venue aux fondateurs de *La Relève* ? L'exemple des revues fondées par les jeunes non-conformistes dans le sillage du philosophe de Meudon a-t-il coloré la forme que prit leur engagement ? À l'automne 1933, le souvenir d'un *journal* des anciens du collège les inspire à se lancer eux-mêmes dans l'aventure des périodiques, mais ils choisissent bien plus, une revue d'intellectuels, un « orphéon » qui affirme des « positions ». Parmi les revues intellectuelles, le modèle de l'« orphéon » diverge

¹⁴ R. Charbonneau, « François Mauriac », I, 4, sept. 1934, 63-75 ; P. Beaulieu, « Charles Péguy », *LR*, I, 7, janv. 1935, 157-163 ; P. Beaulieu, « Psichari », I, 10, juin 1935, 247-250 ; Louis Després, « Du silence de la vie intérieure [Psichari] », II, 4, déc. 1935, 115-120 ; « Léon Bloy un catholique », I, 10, juin 1935, 260-263 et Paul Dumas, « Léon Bloy l'artiste », I, 9, 233-237 ; C. Hurtubise, « Bernanos et l'héroïsme chrétien », I, 9, nov. 1935, 215-222 ; R. Charbonneau, « *Un crime* de Georges Bernanos », II, 8, avr. 1936, 235-237.

¹⁵ *La Relève*, IV, 6, (oct.?) 1938, comporte 6 articles consacrés à Henri Ghéon.

¹⁶ *La Relève*, I, 7, janv. 1935 : « positions : la notion de personne », p.153.

¹⁷ *La Relève*, I, 8, 1935, « un nouveau moyen âge », p. 210.

du modèle de l'organe d'une ligue, étant plus proche du laboratoire, ce qu'exprime l'appellation « cahier », et de l'expression d'une singularité que de l'ambition d'hégémonie gramscienne - et plus répandu. Ils forment déjà un groupe uni par les lectures et les intérêts depuis le journal collégial¹⁸. Le début des années 1930, nous l'avons vu, semble marqué par un climat propice aux « orphéons ».

Se peut-il que l'exemple tout neuf d'*Esprit* ait contribué à la forme qu'allait prendre leur mouvement, leur périodique ? Pour pouvoir avancer pareille hypothèse, encore faudrait-il qu'ils aient pu avoir connaissance de l'existence, des objectifs et de l'allure d'*Esprit* avant leur propre lancement au printemps 1934. Or, Angers-Fabre a dévoilé une lettre de Maritain à Mounier datant de mars 1933 qui demande des exemplaires d'*Esprit* pour le Canada français, où Maritain affirme lui trouver un public¹⁹. Maritain ne se rend au Québec qu'en octobre 1934, date de leur première rencontre²⁰. Dès septembre 1934, pourtant, Jean LeMoynes se fait présenter et recevoir à Meudon : « La simple mention de *La Relève* valait déjà plus qu'une lettre d'introduction²¹ ». Comment sait-il en 1933 qu'*Esprit* aurait un public au Canada français et comment connaît-il *La Relève* avant sa rencontre d'octobre 1934 ? Qui, en 1933, aurait déjà pu passer les exemplaires demandés au Québec ? À l'hiver 1933-1934, le père P. Donceur s.j., prédicateur de la jeunesse et rédacteur aux *Études*, séjourne au Canada. Il fréquente le Collège Sainte-Marie. Il prononce un carême de Notre-Dame fort couru par ces jeunes intellectuels catholiques, d'ailleurs publié par l'ESP d'Archambault²². Un article concernant Donceur garnit le premier cahier de *La Relève* puis un de sa plume le second²³. Se peut-il que Donceur ait été un passeur de Maritain et de la revue qu'il parrainait en 1932-33, *Esprit* ? Le Collège Sainte-

¹⁸ Paul Beaulieu, « 1930-1940 : Sortir de l'ornière », *Écrits du Canada français*, no 52, p.59.

¹⁹ Lettre de Maritain à Mounier du 6 mars 1933, citée in Angers-Fabre, *op.cit.*, p.174.

²⁰ Paul Beaulieu, « La chaleur de l'accueil... », *Écrits du Canada français*, no 49, p.8-9 ; R. Charbonneau, « Rencontre avec Jacques Maritain », *Écrits du Canada français*, no 49, p.41.

²¹ Jean LeMoynes, « Les Maritain - de loin, de près », *Écrits du Canada français*, no 49, p.48.

²² P. Donceur, *Carême de Notre-Dame*, M., L'Œuvre des tracts - l'A. p., 1934, 7 brochures.

²³ P. Beaulieu, « Prédicateur de jeunesse : le père P. Donceur », *La Relève*, I, 1, p.4-9 ; P. Donceur s.j., « La jeunesse chrétienne dans la crise mondiale », *La Relève*, I, 2, p.5-14.

Marie, comme les milieux cléricaux québécois et au-delà²⁴, était encore ouvert à l'œuvre du philosophe de Meudon.

Maritain avait beaucoup contribué par sa forte autorité parmi les milieux intellectuels catholiques, à assurer le succès de la levée de fonds pour la fondation d'*Esprit*, présentée comme une revue de catholiques²⁵. Elle était encore présentable en 1933, loin des polémiques de 1935-1937 entourant tant Mounier que Maritain vis-à-vis une part de l'opinion catholique et de la hiérarchie. De ce côté donc, guère d'obstacle. De l'autre, notons que Doncœur et Maritain avaient collaboré aux deux volumes de réponse à l'AF après la Condamnation, que le Pape demanda à Maritain de coordonner²⁶. Vu sa mission, l'apostolat de la jeunesse, Doncœur pouvait inclure des œuvres de jeunes inspirés par la révolution spirituelle de Maritain dans sa bonne propagande. Maritain et Doncœur évoluaient encore dans des cercles proches entre l'Institut catholique et les milieux des revues cléricales et catholiques de Paris. En Belgique, c'est Doncœur qui annonce la primeur de la parution prochaine de *Pourquoi Rome a parlé* en décembre 1927²⁷. Sans être véritablement un proche, deux collaborations et une fréquentation de milieux parisiens catholiques peuvent permettre d'avancer cette hypothèse²⁸. Les futurs fondateurs de *La Relève* purent apprendre la naissance d'*Esprit* à travers *La Vie intellectuelle*. Leur idée d'une revue personnaliste put s'affermir à l'exemple d'*Esprit*, du mois en être influencée sur le plan de la forme dès la première année, au plus tard en octobre 1934 lors de la visite de Maritain. Toujours est-il que les jeunes fondateurs de *La Relève* fréquentent l'œuvre de Maritain depuis quelques années déjà lorsqu'ils conçoivent leur revue et qu'ils fréquentent aussitôt *Esprit* qu'ils reconnaissent pour ami, au point de s'y allier. Les publicités pour *Ordre nouveau* et *Esprit* apparaissent dès le sixième numéro

²⁴ Cf. R. Voyer, o.p., « Maritain à Montréal », *L'Action nationale*, nov. 1934, p.193-200.

²⁵ Cf. M. Winock, « *Esprit* », p.51-56 ; Angers-Fabre, *Esprit au Québec*, p.99-103 ; Loubet del Bayle, *Les non-conformistes*, p.85 et p.140.

²⁶ P. Chenaux, *Entre Maurras et Maritain*, p.154-155.

²⁷ P. Chenaux, *Entre Maurras et Maritain*, p.96.

²⁸ Réponse que renfermeraient peut-être les archives Jacques Maritain à Kolbsheim. La *Correspondance* de P. Doncœur éditée par Mayoux ne permet pas de le vérifier. Les voyages au Canada ne sont pas retenus dans la sélection ; seule une lettre avec l'abbé J.-P. Tremblay met en lumière le lien entre ses équipiers de Saint-Michel et les Cadets de Doncœur.

de la première série (déc. 1934), en troisième de couverture. En somme, les liens probants antérieurs à la conception de *La Relève* sont avec Maritain, assurément responsable directement ou indirectement de leur rencontre intellectuelle avec *Esprit*.

5.1.2 Comparaison des mouvements « La Relève » et « Esprit »

Comparons *La Relève* et *Esprit* sur le plan des formes : facture de la revue, nature et structure du mouvement. Pour parler de la nature du mouvement, il nous faut aborder les intentions des rédacteurs de *La Relève* et les comparer à celles des fondateurs d'*Esprit*. Nous avons vu une concordance idéologique forte établie entre les deux revues : chacune est fondée par des jeunes voulant mettre en pratique un engagement en faveur de la « révolution spirituelle » qu'annonce Maritain. Chacun des mouvements le fera à sa façon, mais chacun est, au point de départ, fortement influencé et inspiré par le travail philosophique de Maritain.

5.1.2.1 Deux jeunes générations spécifiques, même constat

Est-ce que *La Relève* est l'expression d'une jeune génération marquée politiquement par la Crise, comme *Esprit* l'est par la Grande Guerre ? Suite aux données compilées par Angers-Fabre, et par nous-même (ci-dessus, section 5.1), nous pouvons l'avancer. Une crise qui est plus qu'économique, occidentale, indissociable des craintes d'une nouvelle guerre mondiale : une crise de civilisation. Mounier parle de catastrophe imminente²⁹, Maritain publie par exemple *Le Crépuscule de la civilisation*³⁰, à la fin de la décennie. La comparaison entre la génération des non-conformistes français et la génération de *La Relève*, génération diplômée quelques années plus tard, le fait ressortir. La génération de *La Relève* était la cadette des non-conformistes d'*Esprit* de quelques années (environ sept), bien qu'*Esprit* et *La Relève* ne soient nées qu'à un an et

²⁹ E. Mounier, *Manifeste au service du personnalisme*, (1936), in *Écrits...*, 2000, p.199.

³⁰ Montréal, L'Arbre, 1941 ; d'abord paru dans *Les Nouvelles Lettres* de Paris en 1939.

de demi d'écart. La génération de *La Relève* émerge dès les années 1932-34 avec les *Jeune-Canada*, *Vivre*, *La Relève* et poursuivra ses engagements dans *L'Action nationale*, *La Nation*, puis *La Nouvelle Relève* ou des journaux établis dans les années 1940. D'autres tribunes nées dans les années 1930 qui sont accueillantes aux intellectuels de la même génération mais dirigées par leurs aînés sont *Opinions* (1929-1934) de Jean Bruchési (1901-1979), *Les Idées* (1935-1939) d'Albert Pelletier (1895-1971), les *Pamphlets de Valdombre* de Grignon (1894-1976) ou *Le Jour* de Harvey (1891-1967).

La génération intellectuelle de *La Relève*, marquée par la Crise, sensible à la critique du capitalisme et du libéralisme, recherche comme les personnalistes européens, un « ordre nouveau » redonnant la première place à l'immatériel, point de concordance entre ces deux groupes de jeunes intellectuels croyants. Les deux se rejoignent dans leur volonté de développer un espace de catholicisme engagé pour intellectuels critiques. *Esprit* s'érige particulièrement contre tout ce qui est bourgeois et petit bourgeois et veut renouer avec le côté révolutionnaire du christianisme primitif³¹. *La Relève* critique « l'esprit bourgeois » en se référant à Mounier³². *La Relève* et *Esprit*, partent tous deux du même postulat – « une crise totale de civilisation » qui appelle un renouveau spirituel dont la revue intellectuelle doit être un laboratoire, « la révolution spirituelle » est impérative, répètent les deux revues³³. D'où le titre *La Relève*, qui souhaite insuffler et inspirer une transformation profonde de la société, en même temps que la revue s'affirme comme voix de la jeunesse³⁴.

5.1.2.2 Objectifs et mouvements comparés

Le catholicisme est un terrain de rencontre. En lui seul peut s'élaborer une doctrine tenant compte des diverses tendances modernes, respectant les

³¹ Cf. E. Mounier, « Révolution personnaliste et communautaire », *Esprit*, mars 1933, in *Refaire la Renaissance*, notam. p.328-331.

³² Robert Élie, « De l'esprit bourgeois », *LR*, II, 4, p.111-114 ; p.113.

³³ C. Hurtubise, « De la révolution spirituelle – Préliminaires », *LR*, II, 3, nov. 1935, p.78-83.

³⁴ *La Relève*, I, 2, avr. 1934, « Positions », p.2.

particularismes de race, mettant également en valeur la personne humaine et la plénitude de la vérité. *La Relève* entend jouer un rôle social en rendant pour sa part dans le monde la primauté au spirituel.³⁵

L'idéologie personnaliste illustrée par *La Relève* est étroitement apparentée à celle que promeut *Esprit*, puisque chacune est inspirée par l'idéologie de Maritain. Dès le premier numéro de chacune des deux revues, la *Primauté du spirituel* est affirmée comme le programme de chacun de ces mouvements de jeunes intellectuels, leur vocation et leur rôle. Cela implique pour Mounier la recherche de ce qui pourra « refaire la Renaissance », c'est-à-dire, reprendre la Renaissance pour concilier le spirituel avec l'humanisme moderne et lui soumettre la logique matérialiste capitaliste³⁶. *Esprit* et *La Relève* ne manquent pas d'ambition. La première se déclare « revue internationale », rayonnement voulu dès sa naissance. *La Relève* elle aussi se veut universelle : « La Relève se propose de refléter la mentalité et les tendances des jeunes catholiques canadiens, et par ressaut des jeunes catholiques du monde entier » et le « catholicisme du cahier » ne s'accorde « aucune restriction », « aucune idée de limite » : le catholicisme est « étymologiquement universel » comme entend l'être *La Relève*. Cet universalisme doit s'ouvrir à une diversité reflétant les courants de pensée des jeunes catholiques : « Le plan de ces cahiers embrasse tous les mouvements, toutes les activités de jeunes catholiques sans distinctions de race », *La Relève* se voulant un point de rassemblement catholique comme *Esprit* rassemble œcuméniquement les partisans du renouveau spirituel³⁷. Déclaration d'ouverture un peu paradoxale quand le mouvement reflète le personnalisme davantage que la diversité des courants de pensée catholiques – mais la volonté d'ouverture intellectuelle aux autres, de perspective universelle, s'exprime ainsi. Selon Winock, *Esprit* brise le ghetto catholique et nous pouvons faire un parallèle avec les intentions de *La Relève* sur ce plan. *La Relève* veut décroïsonner le catholicisme québécois en tissant des liens avec le catholicisme anglophone du Canada et du continent et en ouvrant un espace d'engagement catholique laïque

³⁵ La Direction, « Positions », *La Relève*, I, 1, mars 1934, p.3.

³⁶ *Esprit*, I, 1, oct. 1932, in Mounier, *Refaire la Renaissance*, 2000, p.37-81, cit. p.37.

³⁷ La Direction, « Positions », *La Relève*, I, 1, p.1.

libre du clergé, toutefois il n'est pas question de liens avec des croyants protestants, orthodoxes ou juifs, ce qui relèverait d'un organe libéral. Néanmoins, *La Relève* s'efforce par exemple à passer en revue le théâtre de langue anglaise de Montréal, ce qui nous permet de nuancer le constat d'Angers-Fabre selon lequel le mouvement ne s'intéresse pas à la littérature états-unienne de l'époque.

Cependant, devant ce programme personnaliste partagé, *La Relève* se donne une mission plus explicitement catholique. *Esprit* se veut ouvertement pluraliste, une revue où les catholiques s'engagent en catholiques mais non en tant que catholiques, tandis que *La Relève* se présente en tant que catholique. *Esprit* innove sur le plan de l'engagement des intellectuels catholiques parce qu'elle choisit de ne pas se présenter comme un périodique catholique. Ce que fait *La Relève* qui affirme être comme Louis Veuillot, l'infanterie légère du catholicisme³⁸ : elle affiche son orthodoxie catholique, alors qu'*Esprit* ne le fait pas. Maritain, de « matrice de la revue », diverge bientôt avec *Esprit* à cet égard et ne collabore finalement que trois fois à la revue³⁹. *La Relève* est, en cela, plus proche du modèle de revue de jeunes catholiques auquel Maritain aspire pour incarner le renouveau spirituel catholique. Engagement catholique qui est donc plus compatible avec l'apostolat auprès des jeunes du père Doncoeur, qui assigne une mission aux catholiques francophones :

Parmi les pays de tradition catholique : je vois une Espagne troublée, [...] hors de combat pour des années sans doute. La jeunesse italienne poursuit, c'est le moins qu'on puisse dire, d'autres ambitions. La jeunesse catholique allemande [...] est pratiquement impuissante.

Que reste-t-il ? La Belgique, la France, le Canada français.

Je pense que ce serait une faute de considérer chacun de ces pays en lui-même, comme si chacun [...] avait un combat singulier à fournir. [...] La [...] partie engagée est si redoutable qu'à moins de faire un *front unique* nous sommes voués à la défaite totale.⁴⁰

³⁸ La Direction, « Positions », *La Relève*, I, 2, p.5.

³⁹ M. Winock, « *Esprit* », p.44, p.163, p.454 : Maritain reste ami mais prend une distance après 1934.

⁴⁰ *La Relève*, I, 2, avr.1934 : « La jeunesse chrétienne dans la crise mondiale », p.11

Reflétant le climat des années 1930, le père Doncœur confirme la gravité de l'heure et l'importance vitale de la recherche d'une doctrine chrétienne pour remédier aux maux de la civilisation et à la menace des totalitarismes. La question de l'heure c'est « d'ici *dix ans* verrons-nous », s'interroge-t-il, « se lever compacte, instruite d'une doctrine conquérante, résolue à tous les sacrifices, une génération de jeunes chrétiens, Belges, Français, Canadiens capables de mener dans le monde la plus dure partie qu'on ait vue depuis quatre cents ans ? ⁴¹ » Sinon, tout est perdu. L'engagement et la recherche de *La Relève* tiennent donc de l'héroïsme critique pour l'avenir de la civilisation, menacée par des périls assez vastes, de matérialisme capitaliste ou communiste en plus des violences fascistes et communistes. *La Relève* participe à sa manière, comme *Esprit*, à la recherche d'une solution antimatérialiste à la crise de civilisation et à la promotion du renouveau spirituel. Cette particularité idéologique semble clairement distincte des intellectuels traditionalistes, des nationalistes ou des autoritaires tout en critiquant le matérialisme libéral et communiste autant que les fascismes.

Autre trait personnel à *La Relève*, le personnalisme contribuera en particulier à relancer l'art et la pensée dans les milieux laurentiens : « Nous sommes plusieurs à sentir le besoin chez les jeunes d'un groupement national catholique indépendant pour développer dans ce pays un art, une littérature, une pensée dont l'absence commence à nous peser. » ⁴² Comparons-les sur ce point à des prédécesseurs : l'École littéraire de Montréal et *Le Nigog* avaient aussi des ambitions de libération esthétique, d'animer une dynamique de création artistique, mais aucun lien avec une philosophie catholique qui classât le tout sous un ordre spirituel supérieur, avec l'intention d'en tirer un épanouissement de la personne. Ses objectifs, larges, expriment personnalité et vitalité chrétienne par l'accent mis sur la vie intérieure ⁴³, une exploration de la mystique individuelle dans l'art et la créativité :

⁴¹ *Ibid.*

⁴² *La Relève*, « Positions », I, 2, p.2.

⁴³ Louis Després, « Du silence et de la vie intérieure », *LR*, II, 4, p.115-121 ; Roger Gariépy, « Chant grégorien », II, 4., p.108-110. R. Élie, « L'Art dans la Cité », II, 3, nov.1935, p.84-88.

[N]ous voulons vivre intégralement ce que nous croyons. Notre catholicisme ne s'oppose pas à un art personnel, il le dépasse comme il dépasse une politique nationale; mais il s'y appuie comme sur la personne humaine.⁴⁴

Ordre nouveau est également fréquenté par *La Relève*, pourtant il nous paraît moins comparable qu'*Esprit* sur le plan des objectifs comme de la revue car son personnalisme est dépouillé de la foi. Il se veut plus anthropologique que théologique – existentialiste nietzschéen plutôt que maritainien, surréaliste davantage que chrétien, fédéraliste européen plus que catholique communautaire⁴⁵. Il rassemble des agnostiques plus encore que des croyants. Maritain fera moins la propagande d'*Ordre nouveau* que de *La Vie intellectuelle*, *Esprit* et *Sept*⁴⁶.

Quant à la structure des mouvements, l'action militante, réduite à de la figuration par Mounier qui fait des membres les diffuseurs des discussions de la revue, est encore plus simplement écartée par *La Relève*. La forme d'engagement intellectuel choisie par le mouvement *La Relève* paraît de prime abord étroitement apparentée à celle des jeunes qui fondent *Esprit* : une voix de la jeunesse, catholique, philosophique, littéraire, recherchant les assises d'un ordre nouveau faisant primer les valeurs spirituelles, avec une conscience sociale liée à une volonté de remettre en question l'ordre économique libéral. *La Relève* adopte une forme d'engagement maritainien, en voulant elle aussi offrir une réflexion personnaliste sur les orientations de la société, orientation aux effets forcément politiques, sans s'impliquer non plus directement dans la politique. L'engagement en faveur d'une philosophie, malgré ses implications politiques, doit se faire exclusivement sur un plan intellectuel, nous dirions de l'« action littéraire » si pareil qualificatif pouvait convenir à l'action des revues engagées. Le type d'activisme de *La Relève* n'est pas celui qui voudrait embrigader la jeunesse, et

⁴⁴ *La Relève*, 1, 2, avr. 1934, « Positions », p.3-4.

⁴⁵ Christian Roy, *Alexandre Marc et la Jeune Europe (1904-1934) : L'Ordre nouveau*, Bruxelles, 1999. Insiste sur l'antériorité d'O.N. dans le développement du personnalisme et lesdites différences philosophiques.

⁴⁶ J. L. Loubet del Bayle, *Les non-conformistes*, p.85.

virtuellement la société, en faveur d'actions directes sur une foule de problèmes ponctuels – que ce soit un professeur trop libéral à la Sorbonne ou la banque du Canada refusant les billets bilingues, pour retenir deux exemples, de la L.A.F. et de l'Action nationale. L'engagement, qui existe, est donc de l'ordre de la pensée politique sans forcément passer par l'engagement activiste ni dans l'arène de la politique. À *La Relève* il n'y a pas de volet associatif intensif, pas de maison d'édition. *L'Arbre* ne naîtra qu'avec *La Nouvelle Relève* et sera une maison littéraire plus vaste que l'expression d'un mouvement, ouverte à divers exilés, non seulement contre des avis de Maritain, mais en publiant des ouvrages français que la Nouvelle Relève n'endosse pas (tels que Maurras). Le mouvement d'intellectuels s'exprime et s'incarne dans une revue, cahier intellectuel, et pratiquement rien d'autre.

Malgré cette parenté sur l'essentiel de l'action du mouvement, *Esprit* se distingue de *La Relève*, par sa taille en plus de son œcuménisme. Certaines différences entre *Esprit* et *La Relève* sont dues à la volonté de certains associés de Mounier d'animer un mouvement politique et non de Mounier – ni de Maritain. *Esprit* a conservé de la dispute lors de sa fondation mentionnée en historiographie (entre Mounier, partisan de la revue, et Izard, partisan du mouvement militant voire politique) les caractéristiques, jusqu'à la guerre, d'une revue relevant d'un mouvement plus vaste avec ses congrès et sa feuille d'information pour les membres, bien que Mounier n'y tienne guère ni ne renouvelle la formule ensuite. L'essentiel, clairement mis de l'avant, est une recherche purement intellectuelle, littéraire et philosophique : la prise de position politique se fait à travers des articles de revue. *Esprit* veut réfléchir au politique en fonction des principes du personnalisme. Il ne s'agit pas de s'impliquer directement dans la politique ou une action militante, contrairement à l'AF. Malgré la présence d'instances plus militantes, c'est la formule de Mounier qui prévalut dès les années 1930, les autres associés tel Izard choisissant de s'éloigner. En cela, *La Relève* et *Esprit* sont des mouvements intellectuels semblables. La nuance entre existentialisme croyant et existentialisme spécifiquement catholique inciterait à rapprocher *La*

Relève davantage encore de Maritain. Notons que les autres périodiques auxquels Maritain est associé, plus entièrement catholiques, ne sont pas des « orphéons » comme *La Relève* et *Esprit* : *Sept* et *La Vie intellectuelle*. *La Relève* serait plus proche de ces derniers sur le plan de la catholicité seulement.

L'objectif de ces deux mouvements d'incarner l'engagement en faveur d'un existentialisme croyant, cette quête d'idéal par une revue exploratoire qui exprime en même temps la voix singulière d'un mouvement, permet d'établir un parallèle étroit entre les modèles de mouvement de *La Relève* et d'*Esprit* – surtout du côté des conceptions de Mounier. La formule n'est pas la même que celle du mouvement d'Action française, du modèle de la Ligue intellectuelle, à vocation hégémonique. Tant *Esprit* que *La Relève* ne prétendent pas à une telle doctrine hégémonique élaborée et diffusée par leur mouvement, mais plutôt à exprimer, de façon existentialiste, une position singulière et critique face à la société. Tout en espérant bien sûr une influence, il ne s'agit donc pas de penser pour tout un peuple ou de « déterminer un programme d'action pour un peuple⁴⁷ », comme l'écrivait Groulx, mais plutôt d'incarner l'engagement catholique d'un mouvement original. Celui-ci brandit l'idéal d'une révolution spirituelle qui, comme l'existentialisme, commence par l'individu : « Révolution spirituelle ne signifie pas fuite du temporel, de l'action, des responsabilités charnelles, mais bien au contraire, révolution où l'homme concret sera engagé et agira selon sa nature complète : charnelle et spirituelle, en respectant la primauté essentielle de l'esprit. Et d'abord commencer par soi.⁴⁸ »

5.1.2.3 Facture de la revue

Les deux mouvements s'expriment dans une revue intellectuelle paraissant une dizaine de fois l'an, adoptant le format cahier (ou livret) que nous avons identifié avec la revue proprement intellectuelle : revue d'idées qui exprime les positions d'un groupe d'intellectuels, d'un mouvement bien défini, en accordant la

⁴⁷ Groulx, « *Doctrine de l'A.f.* - Les modes d'action nationale », *L'A.f.*, déc. 1927, p.320.

⁴⁸ Cl. Hurtubise, « De la révolution spirituelle: préliminaires », *LR*, II, 3, nov. 1935, p.78-83.

place centrale aux articles de fond. Est-ce que la facture des deux revues est comparable ? La forme d'*Esprit* est assez simple et s'organise comme suit : 1. « Œuvre » : éditoriaux, textes de fond et de ligne officielle, mais de littérature aussi ; 2. « Confrontations » : débats, avec les groupes jeunes ; 3. « Chroniques » : art, littérature, politique, société, spiritualité ; 4. « Les Événements et les Hommes » : arts et société⁴⁹. Les deux dernières catégories pourraient n'en faire qu'une, puisque leur différence tient du type de discussion à propos des arts : le premier est plus dans le contenu et le second dans l'événementiel. Elles n'en font qu'une dans *La Relève* qui se divise en : 1. position éditoriale ; 2. discussions et positions diverses ; 3. chroniques : spiritualité, arts, lettres et société. Cette formule qui se précise rapidement pour *La Relève* est expliquée au cours de la deuxième série de la revue. Les trois volets sont présents dès la première série mais leur forme est explicitée et clarifiée, dans la deuxième série⁵⁰. Un élément participe des chroniques d'*Esprit* tout en étant absent de celles de *La Relève* : les « chroniques du mouvement », « de nos amis », « de nos correspondants ». Quoique *La Relève* se proclame un mouvement⁵¹, son organisation plus restreinte se reflète dans les rubriques par ailleurs organisées selon le même patron.

La formule des cahiers de *La Relève* est donc très semblable à celle de la revue *Esprit* - en plus court - dans son plan. Cela répond positivement à notre hypothèse de la prise d'exemple : pour organiser leur revue spirituelle et littéraire, les directeurs de *La Relève* se penchent sur la maquette si l'on veut, la présentation d'*Esprit* pour inspirer l'agencement de leur propre publication, jusque dans le choix des champs à traiter par une revue personnaliste. *Esprit* sert donc de modèle. *La Relève* se présente comme la revue *Esprit* et non comme *L'Action nationale* dont le plan est alors celui de *L'Action française*, peu ou prou. Si nous nous tournons vers d'autres revues, telle *Vivre* de jeunes intellectuels québécois, telle *Combat* pour retenir un exemple des non-conformistes (ici la

⁴⁹ Cf. M. Winock, « *Esprit* », p.69.

⁵⁰ Précisé dans R. Élie, « Sens de cette chronique », *LR*, II, 4 (déc. ? 1935), p. 125.

⁵¹ Ex. : notice « À nos amis », *LR*, II, 4, déc. 1935, p.123, « notre mouvement » ; *La Relève*, « Regards », p.245 : « Le mouvement se poursuit, une communauté se forme. »

Jeune-Droite), elles ne sont point organisées selon le canevas des trois types de textes adopté par *La Relève* et *Esprit*. *Vivre*, comme *Combat*, outre un texte éditorial en introduction, dispose pêle-mêle ensuite des articles de divers collaborateurs, sans distinction entre textes de fond des animateurs du mouvement et espaces de débat, ni entre articles et chroniques de l'actualité culturelle et sociale. Le style et le contenu de la revue se ressemblent donc d'*Esprit* à *La Relève*. Le classement des articles dans *Esprit* est vite reproduit dans *La Relève*. Pour conclure cette comparaison des formes de mouvement, malgré certaines nuances notables, *Esprit* et *La Relève* sont, en 1934-1935, très comparables sur le plan des objectifs de leur mouvement, centrés sur une revue de facture très semblable articulée selon les mêmes divisions de textes. Voyons maintenant quel est le degré de proximité entre les prises de position de ces deux mouvements personnalistes.

5.1.3 Prises de position politiques et crises internationales

Nous devons prendre position devant toutes les questions : politique, littérature, sociologie.⁵²

L'ambiguïté face au politique n'empêchera ni les prises de position face aux questions les plus pressantes telles que les crises internationales et la guerre, ni d'énoncer des principes de politique intérieure, face au nationalisme ou à la question sociale par exemple, tant pour *Esprit* que *La Relève*. *Esprit*, en particulier, est reconnu pour un engagement de plus en plus partisan, pour reprendre les termes d'Angers-Fabre, dès le mitan de la décennie. Cependant, « Prendre *Esprit* pour une revue politique serait s'abuser »⁵³, selon Michel Winock. La primauté du spirituel s'oppose directement au politique d'abord de Maurras – et l'aversion de Mounier pour la politique est quasi physique⁵⁴. Les « Lignes de position » que Winock dégage pour *Esprit* sont : rompre le lien entre

⁵² La Direction, « Positions », *La Relève*. I, 1, mars 1934, p.3.

⁵³ M. Winock, « *Esprit* », p.71.

⁵⁴ M. Winock, *op.cit.*, p.71 et p.113.

catholicisme et ordre établi, proposer une révolution tout en rejetant les totalitarismes, fausses issues matérialiste, fasciste ou communiste. L'adversaire n'en est pas moins le libéralisme individualiste. *La Relève* exprime l'aspiration d'un mouvement d'intellectuels catholiques en à un renouveau spirituel et non à un ordre traditionaliste, comme pour les groulxistes. Plutôt un « ordre nouveau »⁵⁵ qui adopterait une vision généreuse, sociale, du christianisme. Une autre citation de Maritain l'exprimait clairement dans le premier éditorial :

Nous ne luttons pas pour le maintien de l'ordre politique et social actuel. Nous luttons pour sauvegarder les éléments de justice et de vérité, les restes du patrimoine humain, les réserves divines qui subsistent sur la terre, et pour préparer et réaliser l'ordre nouveau qui doit remplacer le présent désordre.⁵⁶

L'ordre nouveau est ce que « la relève » doit rechercher et signifier⁵⁷. Critique catholique du libéralisme traditionnel distincte du traditionalisme, comme l'exprime bien une citation inspirée du philosophe de Meudon dans l'éditorial liminaire : « Si fort que nous admirions le siècle de Saint-Louis, nous ne voulons pas revenir en arrière mais restaurer dans un monde nouveau les principes spirituels. » On évalue dans cette phrase le sens de l'évolution imprimée à la pensée de Maritain depuis qu'il s'est affranchi des liaisons maurrassiennes : il cherche à affirmer une position chrétienne moins conservatrice et moins traditionaliste, ouverte à différents courants de contestation de « l'ordre bourgeois ». Avec l'évocation du Moyen Âge, on peut constater la persistance d'un certain idéal de principes issus d'un ordre ancien, plus spirituel, hiérarchie de valeurs à restaurer selon des contraintes modernes toutefois, impliquant une adaptation très avancée – telle l'acceptation dynamique du pluralisme et d'une neutralité laïque dans le cas d'*Esprit*. *La Relève* se pose en disciple des valeurs diffusées par Maritain pour rejeter la société libérale en crise, les faiblesses du parlementarisme corrompu, tout en refusant les révolutions communiste et fasciste, avec l'espoir de refaire la société en restaurant les valeurs spirituelles au-

⁵⁵ Roger Duhamel, « Pour un ordre nouveau », *La Relève*, I, 4, sept. 1934.

⁵⁶ *La Relève*, I, 2, avr. 1934, « Positions », p.5.

⁵⁷ *La Relève*, I, 1, mars 1934, p.13 : « le mot « relève » a un sens ».

dessus de celles de l'argent. Les principes de base de la politique personnaliste d'*Esprit* et de *La Relève* sont très similaires.

5.1.3.1 Catholicisme, nationalisme et fédéralisme

Vivre son catholicisme intégralement, ce n'est pas cesser d'être canadien, mais l'être plus adéquatement.⁵⁸

Cette citation de *La Relève* indique bien l'innovation qu'elle souhaite imprimer à la conciliation entre nationalisme et catholicisme. Sa position n'est pas de rejeter le patriotisme mais de le baliser davantage en alignant d'abord le catholicisme vers la fraternité universelle. Les personnalistes veulent concilier individualité et communauté, patrie et fraternité des nations. La politique personnaliste est à la recherche d'une refonte du libéralisme établi, auquel il faut substituer un régime personnaliste qui insère la personne dans une solidarité collective naturelle et la collectivité elle-même dans une solidarité internationale. Cet ordre politique substituerait la personne à l'individu, et un patriotisme limité par une forme de fédéralisme au nationalisme. Les personnalistes tant d'*Esprit* que de *La Relève* mettent l'accent sur l'importance des petites patries, de la communauté comme aire d'épanouissement de la personne, ensemble avec la fraternité au sein de cette communauté et la fraternité universelle, entre nations, envers l'humanité.

La perspective d'*Esprit* sur cette modération du nationalisme par une forme de fédéralisme qu'incarne même une volonté de refaire une SDN réussie, est tout à fait comparable à celle de *La Relève*. Ce fut l'objet, comme pour *La Relève*, de précisions dès les premières livraisons. « J'aime mon pays », écrit Izard, cependant la Nation est érigée en fausse divinité pour justifier des abus de puissance (guerre, colonialisme, capitalisme) et il faut donc la remettre en partie en question, refuser qu'on soutienne son égoïsme⁵⁹. *Esprit* va loin dans son

⁵⁸ *La Relève*, I, 2, avr. 1934, « Positions », p.4.

⁵⁹ G. Izard, « La Patrie et la Mort », *Esprit*, I, 2, nov. 1932, p.203 et p.218.

antiracisme et anticolonialisme : la revue s'attaque à l'antisémitisme, s'ouvre à des intellectuels juifs, plus loin que *La Relève* qui n'en est pas moins très claire à ce sujet. Le programme personnaliste d'*Esprit* conteste l'esprit bourgeois, identifié tant au nationalisme qu'au pacifisme excessif qui nuit à la paix, leur opposant un patriotisme sain fondé sur la personne que le nationalisme écrase. *Esprit* soutient que « redonner un sens à la France [...] se souvenir que la patrie [...] est une spiritualité particulière [...] C'est alors que l'amour de son pays [...] conduit à l'amour des autres peuples »⁶⁰.

Le patriotisme de *La Relève* fait état de la même recherche d'équilibre, entre personne, patrie et internationalisme. André Laurendeau exprime clairement cette conception personnaliste de la nation que défend *La Relève* : « prenons garde de jamais idolâtrer la Nation. Ce n'est pas en elle-même ni pour elle-même que je l'aimerais, mais en Dieu et pour Dieu.⁶¹ » La solidarité nationale tempère l'individualisme mais la solidarité internationale doit aussi tempérer l'égoïsme national ; la communauté épanouie étant de surcroît une condition à l'épanouissement de la personne, ce qui passe par un épanouissement des diverses cultures de l'humanité chez elles. Cependant son texte fondamental sur la patrie s'appuie intensivement sur *Sept*, Daniel-Rops et Maritain qui y collaborent, plutôt qu'*Esprit* et Mounier⁶². La patrie est marquée par la valeur spirituelle de la culture, qui est nationale cependant que l'humanisme rend toutes les cultures accessibles. Le fédéralisme international n'est pas forcément à comprendre comme un équivalent du fédéralisme au sein d'un État indépendant comme le Canada ou les États-Unis, mais plus près d'une SDN améliorée. En effet, *La Relève* reconnaît la légitimité de l'indépendance nationale comme option politique en général et pour le Québec, en dedans de certaines limites :

Nous sommes en voie de devenir une nation, c'est évident [...] Ni la nation, ni la patrie n'ont leur fondement dans la race, parce qu'alors le fait culturel (à tous ses degrés) serait oublié, et il est le plus important, ni dans

⁶⁰ M. Winock, « *Esprit* », p.90-91, cit. de G. Izard, série « La patrie ou la mort », *Esprit*, 1932.

⁶¹ A. Laurendeau, « Préliminaires à l'Action nationale », *LR*, II, 1, sept. 1935, p.35.

⁶² *La Relève*, « Préliminaires à un manifeste pour la patrie », III, 1, p.8-31.

une volonté d'une communauté [...] C'est comme membres de la société que les hommes ont le droit de déterminer la forme de gouvernement qui leur convient, et non comme nationaux. Mais il se peut que la nation, pour ses fins culturelles, ait besoin de l'indépendance. Elle est alors fondée en droit de la réclamer. Mais dans un État bien organisé, et respectueux des valeurs spirituelles, la nation peut poursuivre ses fins tout en collaborant, avec les autres nations qui composent avec elle l'État, au bien commun de la Cité.⁶³

Ce passage du « Manifeste pour la patrie » de *La Relève* analyse de manière implicite la situation du Québec dans le Canada en reconnaissant le droit à l'indépendance si nécessaire, mais avec une inclination nette en faveur d'une tentative de faire fonctionner la Confédération dans la reconnaissance des deux nations – une position somme toute compatible avec le constitutionnalisme de Groulx, par exemple. Il s'agit d'une évolution dans le sens de la modération et d'un préjugé favorable au fédéralisme qu'exprime alors *La Relève*, après avoir d'abord déclaré un préjugé plus favorable à l'autonomie ou à l'indépendance : « le problème concret, dans le Québec, c'est le problème de la patrie, de la nation libérée, vivant par elle-même... », quelques mois plus tôt⁶⁴. En 1938, revenant sur ce Manifeste, *La Relève* y voit la preuve que « la défense de notre entité ne nous est pas totalement étranger », même si elle s'oppose très nettement à toute exaspération du nationalisme, notamment à des fins politiques⁶⁵. En 1938, *La Relève* donne ces précisions pour montrer son accord critique avec le mouvement anti-belliciste qui s'affirme avec vigueur dans l'opinion canadienne-française contre la perspective d'une conscription.

Autre point commun significatif avec les personnalistes européens, outre le fédéralisme : l'ordre nouveau exigerait un « front commun » de la jeunesse, reconnaît *La Relève*⁶⁶. Elle est disposée à y participer avec d'autres mouvements du Québec comme la mouvance successivement incarnée dans *Vivre-Les Cahiers noirs-La Nation* à laquelle elle s'opposera bientôt – l'année suivante. Front

⁶³ R. Charbonneau, R. Élie, P. Beaulieu, C. Hurtubise, « Préliminaires à un manifeste pour la patrie », *LR*, III, 2, sept.-oct. 1936, p.23-24.

⁶⁴ R. Charbonneau, « Notes sur la jeunesse. Jeunesse et régime », *LR*, II, 4, déc. 1935, p.103.

⁶⁵ *La Relève*, « Positions sur la guerre », *LR*, IV, 7, déc. 1938, p.195.

⁶⁶ R. Charbonneau, « Les Cahiers noirs », *LR*, II, 2, oct. 1935, p.56.

commun et rupture d'icelui qu'on doit comparer au « front commun » que l'historiographie attribue aux non-conformistes jusqu'en 1934⁶⁷. Au Québec cette division surviendrait vers 1936. *La Relève* dévoile ainsi une proximité avec les non-conformistes chez les jeunes intellectuels québécois qui dépasse son seul exemple. Les catholiques dans ses pages parlent de « front uni » de la jeunesse catholique – Doncœur par exemple – et *La Relève* espère que les jeunesses catholiques du monde formeront un « front uni contre les dictateurs »⁶⁸. L'expression « front commun » de la jeunesse intellectuelle non-conformiste est identique à celle qu'emploient et diffusent les personnalistes d'Ordre nouveau. *Esprit* et la Jeune-Droite l'acceptent en publiant avec Ordre nouveau un cahier de la jeunesse dans la *NRF*, mais selon Loubet del Bayle c'est surtout Ordre nouveau, point conciliateur entre les mouvements non-conformistes, qui en parle avec enthousiasme. Mais Mounier admet l'existence de l'ensemble, qu'il appelle « les mouvements de jeunes »⁶⁹. De même, l'intention de « front commun » des intellectuels provient de *Vivre-Les Cahiers noirs*, mais *La Relève* y est ouverte. *La Relève* rassemble également les mêmes mouvements non-conformistes dans un front commun avec les jeunes intellectuels européens en sus des « mouvement de jeunes »⁷⁰ québécois auxquels elle s'identifie comme *Esprit* en donnant elle aussi un sens particulier à « la jeunesse », c'est-à-dire une position critique originale (l'expression « les non-conformistes » est quant à elle bien sûr attribuée par les historiens).

En octobre 1935 donc, le directeur R. Charbonneau confirme cet arrimage de *La Relève* au front commun des mouvements européens non-conformistes, et

⁶⁷ Cf. J. L. Loubet del Bayle, *Les non-conformistes*, Winock, « *Esprit* », *Dictionnaire des intellectuels*, « Non-conformistes ».

⁶⁸ P. Doncœur, « La jeunesse chrétienne dans la crise mondiale », *LR*, I, 2, avr. 1934, p.11 ; P. Beaulieu, « Jeunesse catholique de France », I, 5, oct. 1934 p.105 ; Cf. C. Hurtubise, « Compassions pour une jeunesse catholique », I, 2, p.27 sq.

⁶⁹ J. L. Loubet del Bayle, *Les non-conformistes*, p.185-193, cite *Esprit* no 32, p.275-276.

⁷⁰ Outre « Positions » et « Les Cahiers noirs », citons R. Charbonneau, « Jeunesse et révolution », *LR*, II, 1, sept. 35. p.3-6 et « Notes sur la jeunesse », II, 4, p.99-103 ; A. Laurendeau, « Préliminaires à un manifeste pour la patrie », II, 2, oct. 1935, p.35 ; La Direction, « Positions : la notion de personne », I, 7, janv. 1935, p.157 ; Paul Tremblay et Marcel Cadieux, « Démocratie », I, 9, avr. 35, p.223 ; *La Relève*, « Regards : Bilan de la 1^{re} série », I, 10, juin 35, p.245-247, etc.

même *l'influence* sur la jeunesse québécoise, soulignons-le, des mouvements européens et d'un internationalisme chrétien, une influence de mouvements intellectuels européens dépassant de loin la seule *Relève*. Il reproche à J.-C. Harvey, dans *Les Cahiers noirs*, de parler au nom de la jeunesse sans faire le tour des mouvements l'influençant tout en confondant ses positions personnelles avec celles d'une génération qu'il analyse mal : « *De l'influence des mouvements européens sur la jeunesse*, de la tendance internationaliste qu'on remarque dans son organisation, de la mentalité nouvelle, dogmatique et critique, de la jeunesse, pas un mot [n.s.] » Et Charbonneau d'identifier ces mouvements. Pour *La Relève* : « Il [Harvey] oublie que ce sont de ces aînés que nous nous recommandons, et que le capitalisme pour un Daniel-Rops, un Maritain, un Mounier, importe moins que le retour aux valeurs spirituelles de charité et de bonté. » L'ordre de citation des auteurs recommandés a-t-il une importance ? Pour les autres en tout cas, il s'agit selon Charbonneau aussi bien des communistes (*Clarté*) que des catholiques (comme eux) et des fascistes (*La Nation*)⁷¹. Charbonneau ajoute dans un cahier ultérieur, traçant un bilan « de la crise actuelle » d'après Maritain, Daniel-Rops et Mounier : « Les griefs du jeune Européen contre le régime actuel [les régimes en place dans les pays chrétiens] ne sont pas différents de ceux qui fondent notre inquiétude »⁷², référence transparente à *Notre inquiétude* de Daniel-Rops. *Esprit* est « un des groupes les plus vivants de jeunes » dans cet ensemble personnaliste, ce qui confirme qu'*Esprit* ne peut se prendre isolément comme influence sur *La Relève* de la mouvance identifiée par Loubet del Bayle comme le volet catholique des « non-conformistes ». Surtout, R. Charbonneau apporte une confirmation directe de notre théorie des prises de modèles de mouvements intellectuels français, de leur importance dans l'élaboration de mouvements intellectuels québécois dans l'entre-deux-guerres.

De même, le rédacteur R. Élie, partant de *Sept*, fédère les voix de la jeunesse non-conformiste dans une opposition générale⁷³, montrant que le catholicisme est

⁷¹ R. Charbonneau, « Les cahiers noirs », *La Relève*, II, 2, p.57-58 pour les deux citations.

⁷² R. Charbonneau, « Notes sur la jeunesse », *La Relève*, II, 4, déc. 1935, p. 101.

⁷³ R. Élie, « Communion », *La Relève*, II, 2, oct. 1935, p.42 sq.

la véritable alternative à opposer au communisme (implicitement, le fascisme ne l'est pas), citant Maritain, Daniel-Rops, un article de *Sept* sur l'URSS puis Maulnier de la Jeune-Droite. En pratique, il ne semble guère choisir d'exemple précis de régime révolutionnaire ou réformiste mais bien un camp de mouvements intellectuels non-conformistes qui récusent les options en place, démocratie libérale traditionnelle, nationalisme traditionaliste, fascisme, communisme. Justement, ce front commun du refus des trois grands types de régimes concurrents, démocratie parlementaire capitaliste, fascisme et communisme, sans régime modèle qui fasse consensus chez les non-conformistes, sera difficile à maintenir à travers la tourmente des années 1930. Du côté de l'engagement personnaliste et chrétien qui ne peut rester impassible devant les crises, le dilemme entre pacifisme et opposition aux totalitarismes conquérants et aux impérialismes imprime une fissure, comme l'évolution politique de la concurrence des régimes et des solutions révolutionnaires ou réformistes à la crise en imprime une autre, brisant bientôt le front commun. *La Relève* ne se préoccupe guère des événements de politique française qui divisent les non-conformistes européens dès 1934, en 1935, en 1936 face au Front populaire – le gouvernement Blum est absent des ses pages, selon notre dépouillement⁷⁴. *La Relève* perpétuait cette aspiration bien après que le front commun fût rompu en Europe (octobre 1935 : 18 mois après le 6 février 34).

5.1.3.2 Politique personnaliste et régimes des années 1930

Cette rupture du front commun dès 1934 découle de l'obligation à situer sa position personnaliste critique devant des options politiques nouvelles, de révolution ou de vaste réforme. Comparons les positions de *La Relève* à celles des personnalistes européens dont elle se « recommande », pour évaluer ses

⁷⁴ Nous avons trouvé mention du Front Populaire rien que dans *La Nouvelle Relève* : Gilles Hénault recense l'ouvrage d'un collaborateur d'*Esprit*, Yves Simon : *La grande crise de la République française*, désolé d'avoir observé le divorce entre partisans du progrès social (Front populaire) et ceux de la défense nationale (AF et droite) mais conservant « avec foi » l'espoir d'une victoire de la liberté sur les tyrannies.

proximités. Pour résumer les positions politiques d'*Esprit*, « l'éducation politique d'*Esprit* » se fait par l'événement, selon Winock. De l'émeute de 1934, qui amène une rupture avec la « Troisième force », coalition de « non-conformistes », à l'adhésion critique au Front populaire, il y a une évolution notable qui montre que les événements par la prise de position qu'elles obligent font émerger des failles chez les non-conformistes clairement divisés par les événements entre droite et gauche, partisans des solutions autoritaires ou de démocratie socialiste. Drôle de position à entrer dans le schéma de l'imprégnation fasciste de Sternhell, en passant, que cet appui d'*Esprit* au Front populaire, pour des personnalistes que Sternhell prétend rattacher à une nébuleuse fascisante⁷⁵. *Esprit* prend parti pour un ralliement critique au Front populaire. Outre cette voie de réforme socialiste de la démocratie libérale traditionnelle par le développement de l'État-providence, quelles sont les solutions explorées par les non-conformistes au milieu des années 1930 ? Critiques de la démocratie parlementaire, tout en refusant fascisme et communisme, ils recherchent d'autres solutions dans le planisme, le corporatisme, les réformes social-démocrates du capitalisme. Ordre nouveau opte pour le planisme, ne s'oppose pas comme *Esprit* au 6 février 1934 ni aux adversaires du Front populaire (FP), qui anéantit une initiative qu'il voulait entreprendre avec les Scouts, d'offrir par volontariat de nantis des vacances aux ouvriers : le FP instaure les congés payés. En fait, il se distingue d'*Esprit* et de la Jeune-Droite en maintenant le parti pris de non-engagement politique tandis que ces derniers s'engagent qui à gauche, qui à droite. Ce refus serait responsable de son déclin de 1936 à 38, selon Loubet del Bayle, contrairement à *Esprit* et la Jeune-Droite qui, en s'engageant, continuent de susciter l'intérêt jusqu'à l'Occupation⁷⁶. *Sept* se proclame aussi « ni de droite, ni de gauche », indépendant des partis pour mieux servir l'intérêt public, mais ne s'oppose pas au Front populaire, au contraire, tout en s'intéressant aussi aux expériences de corporatisme catholique comme l'*Estado novo* de Salazar, distingué du modèle mussolinien rejeté.

⁷⁵ Zeev Sternhell, *Ni droite, ni gauche. L'Idéologie fasciste en France*, 1983.

⁷⁶ J. L. Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 30*, p. 126 et p.129.

Et *La Relève* ? Notons que son directeur P. Beaulieu est aussi associé au scoutisme⁷⁷. Elle est très sensible, au départ, au point de vue d'abord exprimé par les non-conformistes, à savoir un devoir engagement mais loin des partis politiques, établis du moins. C'est une position qu'elle affirme encore en 1936, lorsque le Front commun européen est défait, et alors que s'anime la campagne du nouveau parti réformiste l'ALN. À cette époque, on peut alors la rapprocher davantage encore de *Sept* et *Ordre nouveau* que d'*Esprit* qui incline, pas tant que la Jeune-Droite certes, à l'engagement de plus en plus directement favorable à des clans politiques. Précisément *La Relève* souhaite que les mouvements de jeunesse d'action catholique comme d'action nationale conservent une distance, malgré l'ébranlement de l'élection qui a affirmé de nouveaux partis [l'ALN] : « De cette incursion [politique], leur rayonnement serait amenuisé, mis en veilleuse. Ce qu'il ne faut pas ! » Malgré l'intérêt que le nouveau parti peut susciter auprès de ces mouvements, ils ne devraient pas « se confondre avec un parti ». Le rédacteur R. Duhamel se réfère d'ailleurs expressément à Daniel-Rops (désormais rattaché à *Sept*) : « Le caractère foncièrement apolitique de la politique des jeunes est un fait irrécusable » et à *Sept* : « un chrétien engagé reste loin des partis » en même temps qu'à Pie XI et tous les mouvements jeunesse d'Action catholique (JEC, JIC, etc.)⁷⁸. Davantage, un article de Maritain dans le même cahier enjoint la jeunesse engagée d'agir « en chrétiens », de s'engager en évitant le piège « politiciste », et la corruption politicienne qui l'accompagne : il est vain de présenter la conquête du pouvoir comme essentiel à la transformation de la société⁷⁹.

Néanmoins, sur ces principes généraux, tous les personnalistes sont d'accord ; en pratique *La Relève* aussi s'intéresse à certaines pistes de réforme davantage qu'à d'autres. Dans un numéro marqué par Maritain et sa collaboration⁸⁰, le directeur Paul Beaulieu propose aux catholiques de s'opposer

⁷⁷ Corr. de Groulx, Lettre de P. Beaulieu à L. Groulx.

⁷⁸ R. Duhamel, « Voies de la jeunesse », *LR*, II, 5, janv. 1936, cit. p.156, p.156 et p.153.

⁷⁹ J. Maritain, « Nature de la politique », *LR*, II, 5, janv. 1936, p.131-139 ; notam. p.133.

⁸⁰ « Le rôle temporel du chrétien », I, 5, oct. 1935, p.93-98.

aux dictatures modernes de Staline, Hitler et Mussolini⁸¹. Ce qui reste dans la lignée de l'appel du père Donccœur aux jeunesses catholiques de France, Belgique et Canada⁸². Du côté positif, dès le premier cahier, R. Duhamel salue le travail de redressement de Roosevelt, dans un pays démocratique, mais en le considérant presque comme un dictateur. Ainsi, il le qualifie même de « dictateur fasciste »⁸³. Duhamel a cette façon étrange de saluer Roosevelt :

...le besoin d'autorité s'empare des peuples, désaxés dans leur vie spirituelle autant [que] les individus [...] en raison du tempérament étatsunien [...] les velléités fascistes de [Roose]velt n'ont pas eu l'heur de surprendre outre mesure. Après une année de dictature, car c'en est une, nous pouvons déjà apprécier le chemin parcouru [...] la confiance renaît à la vue d'un grand honnête homme qui devient, dans un pays d'ambiance matérialiste, un authentique champion des valeurs spirituelles [...] pour lui aussi, le mot « relève » a un sens.⁸⁴

Cette dernière phrase exprime une forte approbation. R. Duhamel loue la diminution du temps de travail, l'augmentation des salaires, la réglementation de la bourse et des banques. Les mesures sociales qu'il apprécie sont de gauche, (mais le fascisme joue aussi sur ce plan) tandis qu'il salue plaisamment l'autorité et la « dictature » qu'incarne Roosevelt pour mieux confondre dictature et réformes radicales. Roosevelt est apprécié comme un agent positif de changement. C'est ce qui explique l'intérêt pour Salazar, parce que chacun propose une solution de rechange au libéralisme traditionnel. Ainsi Duhamel poursuit son exploration des incarnations politiques de l'ordre nouveau dans un autre article, s'intéressant cette fois aux expériences de corporatisme catholique, louangeant les dictatures traditionalistes et autoritaires de Salazar et de Dollfuss⁸⁵. *La Relève*, comme *Sept*, ouverte à une expérience de réforme radicale du libéralisme dans le sens social-démocrate et socialiste, demeure donc curieuse des expériences de la droite catholique – plus distantes que l'expérience de Roosevelt. Songeons que le

⁸¹ « Jeunesse catholique française », *La Relève*, I, 5, oct. 1934, p.102.

⁸² P. Donccœur, s.j., « la jeunesse chrétienne dans la crise mondiale », *LR*, I, 2, 1934, p.11.

⁸³ R. Duhamel, « Un an de dictature » *la Relève*, I, 1, mars 1934, p.12. A.-J. Bélanger signale d'ailleurs une présentation identique de Roosevelt en « dictateur » comparable à Mussolini dans *Le Devoir*. Comparaison qui renaît aujourd'hui chez certains néo-libéraux invétérés.

⁸⁴ R. Duhamel, « Un an de dictature », dans *La Relève*, I, 1, 1934, p.12-13.

⁸⁵ R. Duhamel, « Pour un ordre nouveau », *La Relève*, I, 4, sept. 1934, p.82.

« Bloc populaire », considéré proche à la fois de l'Action nationale et des intellectuels de *La Relève*, admire lui aussi Roosevelt et Salazar tout en sachant que son nom rappelle le Front populaire : ce flou était bien répandu auprès des intellectuels patriotes, catholiques, réformistes. Salazar est considéré comme catholique présentable alors que le fascisme est réprouvé. Remarquons que le texte liminaire du père Doncœur, cité ci-dessus, qui appelait à l'union des forces catholiques francophones, négligeait l'*Estado novo* portugais et brésilien, et toute l'Amérique latine. Salazar est absent, nous semble-t-il, de l'horizon d'*Esprit*⁸⁶.

Pour saluer l'*Estado novo*, Duhamel reprend les termes de Berdiaeff en faveur d'un *Nouveau moyen âge*. Le lien semble alors clair avec cette prise de position favorable à Salazar, or c'est bien Duhamel qui établit ce lien⁸⁷. Il prend la peine de distinguer l'expérience du corporatisme d'État de Mussolini, qualifiée de fiasco, du corporatisme en général⁸⁸. Le « nouveau Moyen Âge » rallie autant Maritain que Mounier et Daniel-Rops, étant le titre d'une contribution de Berdiaeff à *Esprit*, Mounier parlant de « Refaire la Renaissance ». Mounier néglige les modèles catholiques corporatistes que sont Salazar et Dolfuss, pour critiquer le fascisme mussolinien surtout. L'analyse développée par Duhamel, pilier du groupe, sympathique à la fois à Roosevelt et Salazar, indique une différence avec *Esprit* et une proximité avec *Sept* et *Temps présent* que Salazar intéresse⁸⁹. Face au corporatisme, en signalant celui du Portugal, *La Relève* critique comme eux celui de Mussolini. Selon Loubet del Bayle, *Esprit* applique le personnalisme en cherchant la solution du côté de la gauche sociale et *Ordre nouveau* du côté de l'ordre corporatiste. Mounier, qui valorise le communautaire, propose de reprendre au socialisme ce qu'il a eu de positif. Quant à l'approbation du *New Deal* de Roosevelt, c'est une originalité qui se compare sur le plan des valeurs à l'approbation du Front populaire par *Esprit* mais aussi *Sept* et peut-être

⁸⁶ Dédution découlant de l'analyse des textes de Mounier dans *Esprit : Écrits sur le personnalisme et Refaire la renaissance*, de l'analyse des positions politiques d'*Esprit* par M. Winock, « *Esprit* », et de nos sondages.

⁸⁷ R. Duhamel, « Pour un ordre nouveau », *La Relève*, série I, no 4, p.83.

⁸⁸ R. Duhamel, « L'ordre corporatif : sous le signe du fiasco », *LR*, I, 8 [1935], p.196 sq.

⁸⁹ *Dictionnaire des Intellectuels français*, « Temps présent », p.1339.

d'avantage à *Sept* puisque *la Relève* exprime une volonté semblable d'approbation très timide de l'ALN sans aucun engagement politique – alors qu'*Esprit* demeure moins ferme sur ce point. Entre un renouveau des démocraties libérales par les mesures de justice sociale et de restrictions imposées au capital et le corporatisme de Salazar, on ignore pour l'heure si *La Relève* développe une préférence nette. Cela changera plus tard lorsqu'il sera question de réforme de la démocratie.

En 1935 la distinction entre Salazar et Mussolini est réitérée : on reproche au fascisme italien sa statolâtrie, qui n'est pas l'État fort dont a besoin le corporatisme mais une déviance à rejeter⁹⁰. Duhamel exige cette distinction entre fascisme et corporatisme, après deux articles précédents en faveur du corporatisme⁹¹, question de dissiper tout doute. Le fascisme et le totalitarisme sont clairement rejetés en exprimant le besoin d'autres issues du libéralisme parlementaire, misant sur le corporatisme, le fédéralisme et un respect de la personne qui ne se résume pas à l'élection mais à une réorganisation de la société matérialiste. *La Relève* publie une critique nuancée de la démocratie : le suffrage universel n'est pas parfait, la souveraineté du peuple a ses mérites mais la démocratie a vieilli. Est-ce que sa tendance à l'État-Providence serait une preuve qu'elle est en voie de disparition, c'est la question qui se pose⁹². Mounier publie un « Manifeste pour une démocratie personnaliste » et à son instar *La Relève*, à travers sa critique du parlementarisme, n'abandonne pas la préférence pour une démocratie plutôt que la dictature de droite ou de gauche. Même si Winock estime qu'*Esprit* ne développe pas une véritable pensée politique, il lui reconnaît le parti pris d'un modèle fédéraliste avancé à l'interne (que nous comparerions à la Confédération helvétique), ambitionnant de surcroît une forme d'association des nations. Mounier insiste aussi sur la séparation des pouvoirs et la limitation de la tyrannie⁹³. Ajoutons que Mounier identifie aussi la tyrannie avec la démocratie majoritaire, qui devrait davantage respecter les minorités, opposant le système

⁹⁰ R. Duhamel, « L'Ordre corporatif : sous le signe du fiasco », *LR*, I, 8, s.d., p.196 sq.

⁹¹ R. Duhamel, « L'âge d'or des corporations », *La Relève*, I, 5, oct. 1934, p.107 sq. et « A travers l'histoire des corporations », I, 6, déc. 1934, p.130 sq.

⁹² P. Tremblay et M. Cadieux, « Démocratie », *La Relève*, I, 9, av. 1935, p.223 et p.229.

⁹³ M. Winock, « Lignes de position », in « *Esprit* », p.104-105.

britannique au contre-modèle centralisateur de la III^e République : sa critique de la représentation parlementaire n'est pas absolue⁹⁴. *Esprit* esquisse ainsi une vision de « démocratie personaliste » en 1938, dont se rapproche bientôt *La Relève*. À la fin de 1939, elle publie « Pour une démocratie vraie⁹⁵ », qui prend position pour cette démocratie personaliste, contre les totalitarismes, texte qui se réfère à Maritain. Cet article côtoie d'ailleurs « L'Évangile et L'Empire païen », du philosophe de Meudon, présentation de la nécessité de l'engagement chrétien face aux persécutions communistes et fascistes que subissent juifs et chrétiens des dictatures. Au total, la politique personaliste de *La Relève* paraît clairement rattachée aux personalistes européens, mais plus souvent à *Sept*, Daniel-Rops et Maritain qu'à *Esprit*.

5.1.3.3 Les crises d'Éthiopie et d'Espagne

Qu'implique une politique personaliste devant les crises d'Éthiopie et d'Espagne pour *La Relève*, et avec quels mouvements personalistes est-elle en accord devant ces graves tensions qui divisent les non-conformistes⁹⁶ ? La crise éthiopienne est une première occasion d'éprouver la « politique apolitique » et le pacifisme affirmés. Malgré les critiques du fascisme énoncées, *La Relève* ne désire pas se positionner en faveur de l'Angleterre – Empire *maximus*, mal placé pour donner des leçons anti-impériales à l'Italie – mais bien en faveur de la paix, contre les entreprises des deux puissances. *La Relève* prend le parti du Manifeste de Maritain et contre celui de Massis sur la question. Ce manifeste de Maritain est publié dans *Sept* et *Esprit* mais c'est officiellement la position de *Sept* qu'adopte *La Relève* sous la plume du rédacteur en chef Hurtubise, position que résume un extrait « tiré du *Manifeste pour la Justice et la Paix*, publié dans *Sept* et auquel nous renvoyons. » :

⁹⁴E. Mounier, *Manifeste au service du personalisme*, in *Écrits...*, p.181.

⁹⁵ *La Relève*, IV, 9, p.265-267.

⁹⁶ Nous référons aux articles « Espagne », « *Esprit* », « *Ordre nouveau* », « *Sept* », « *Temps présent* », et « *Maritain* », « *Mounier* », « *Daniel-Rops* » du *Dictionnaire des intellectuels* pour résumer les positions des mouvements et des intellectuels français.

La seule solution est une redistribution des colonies et une nouvelle politique coloniale qui tienne compte de l'accession des peuples soumis à leur majorité. Cette solution peut sembler une utopie dans notre monde actuel tout comme l'idée d'une S.D.N. qui serait conçue comme un organisme de collaboration universelle au bien commun, organisme différent, on le voit, de la machine telle que conçue par les fondateurs de 1918 [*sic*] et différente surtout des avatars de cette machine. Cette utopie est l'idéal de ceux qui veulent affirmer leur volonté de « justice et paix ».⁹⁷

Cette importance de *Sept* peut surprendre, puisqu'on pense d'abord vu l'historiographie que c'est *Esprit* qui sert de référence à *La Relève* – de fait Hurtubise fait référence dans ce texte, sur le plan des principes, à Maritain, Mounier et *Ordre Nouveau*. En choisissant *Sept*, *La Relève* reste plus proche de Maritain et de Daniel-Rops que de Mounier. La condamnation du manifeste de Massis est réitérée un an plus tard par Hurtubise : il présente un livre d'Yves Simon faisant le bilan de cette crise en France – et Hurtubise qualifie la position de « Défense de l'Occident » de « malhonnête ». Hurtubise, dans cet article de recension, établit le parallèle entre Éthiopie et Espagne pour critiquer avec Maritain de « faux engagements » catholiques oubliant la justice : dans les deux crises, *La Relève* insiste pour loger l'engagement catholique à l'enseigne de la paix, suivant la position de *Sept*⁹⁸. Y. Simon est un collaborateur d'*Esprit* aux idées fédéralistes⁹⁹. *Esprit* saisit l'occasion pour développer une réelle critique du colonialisme, en rappelant que sa destinée est de finir, sans précipitation, mais à un terme qui ne doit pas être trop lointain. *Sept* ne va pas tout à fait aussi loin dans son opposition à Mussolini, cherchant à ne justifier ni l'Angleterre dans une quelconque confrontation, ni la manœuvre italienne, justifiée par Massis avec un racisme que *Sept* et *Esprit* récusent (timidement et de manière encore isolée).

Dès l'année suivante, l'inquiétude que la crise éthiopienne ne replonge le globe dans la catastrophe est renforcée par la guerre d'Espagne, comme le chiasme entre les deux tendances intellectuelles jadis alliées. La crise d'Espagne

⁹⁷ C. Hurtubise, « Différentes positions sur l'Éthiopie » in « De la révolution spirituelle, préliminaires », *La Relève*, II, 3, nov. 1935, p.78 *sq.*, cit. p.83.

⁹⁸ C. Hurtubise, « Une affaire enterrée », *La Relève*, III, 4 p.123-127

⁹⁹ Pour *Esprit* et Y. Simon : M. Winock, « *Esprit* », p.103.

fait son apparition première dans *La Relève* avec un texte du rédacteur R. Élie, « Espérance pour les vivants »¹⁰⁰. C'est un numéro auquel Daniel-Rops collabore¹⁰¹. Élie demande « mais qui pense encore à l'Éthiopie ? » et exprime bien l'angoisse de ces années qui n'est pas limitée à la Dépression, le désespoir de voir qu'on s'achemine inexorablement, d'une crise à l'autre, vers la guerre - malgré le réconfort relatif d'être en Amérique, protégé par les mers. *La Relève* veut prendre de nouveau le parti de la paix, difficile à saisir. La position qu'Élie expose face à cette guerre, position d'un pacifiste pessimiste, évoque l'humanisme intégral de Maritain pour refuser le beau rôle au camp des « libertés bourgeoises » et refuser de prendre le parti de Franco, une exception dans le monde des périodiques catholiques du Québec¹⁰². En refusant d'appuyer l'opinion courante, favorable à Franco, *La Relève* adopte une position originale mais neutre, en accord avec Maritain, Daniel-Rops et *Sept*, davantage que Mounier et *Esprit*. Sur cette même neutralité, qui donne tort et raison à chacun des camps de la guerre civile espagnole, élabore un autre Français, l'Alsacien Émile Baas dans le numéro suivant¹⁰³. Cet intellectuel fédéraliste, qui collabora aussi à *L'Action nationale*¹⁰⁴, qu'André Laurendeau consulta pour comprendre la question alsacienne, n'est pas directement membre d'*Esprit* ou de *Sept* - Laurendeau semble cependant le considérer comme un intellectuel catholique sympathisant d'*Esprit*¹⁰⁵. Revue à laquelle il n'a pas collaboré¹⁰⁶ (il faudrait par contre vérifier pour *Sept* et *Temps présent*). Est-ce par le biais de Laurendeau que cette voix de l'Alsace catholique est entrée en contact avec *La Relève* comme avec l'Action nationale ? Toujours est-il que ses positions se distinguent d'*Esprit* par une plus grande nuance, cette nuance qui distingue *La Relève* au Québec en la rapprochant de *Sept*, Maritain et même Bernanos.

¹⁰⁰ R. Élie, « Espérance pour les vivants », *La Relève*, III, 3, p.74 sq.

¹⁰¹ Daniel-Rops, « Spirituel et charnel », *La Relève*, III, 3, p.67 sq.

¹⁰² Cf. : C. Désy, *Si loin si proche* et Paul Beaulieu sur les jésuites de l'O.N. québécois en 5.2.

¹⁰³ É. Baas, « Méditation sur la guerre d'Espagne », *La Relève*, III, 4, p.104 sq.

¹⁰⁴ *L'Action nationale*, avr. 1937.

¹⁰⁵ Correspondance d'André Laurendeau, CRLG, Fonds P2/B, 228, Lettre d'André Laurendeau à ses parents, Paris, 30 janvier 1935 [en fait 1936].

¹⁰⁶ D'après M. Winock, « *Esprit* », « Les collaborateurs d'*Esprit* 1932-1950 » p. 449.

La critique adoptée par *Sept*, un double refus d'engagement pour ou contre Franco, suffit à choquer la hiérarchie catholique. C'est la position de *La Relève*. Bientôt, *Esprit* ira plus loin que ce souci de neutralité : Mounier finit par trancher contre Franco. Mieux vaut une Église souffrante, devant un péril communiste qui n'est pas le plus pressant, avance-t-il, qu'une Église appuyant l'épée de la répression franquiste. Mounier refuse toute justification à Franco pour avoir déclenché une guerre civile sans motif suffisant. C'est un choc : l'opinion catholique est alors soumise à une forte propagande pro-franquiste, au moins jusqu'à Guernica. *Esprit* s'ouvre aux intellectuels espagnols, affronte l'opprobre des adversaires catholiques et l'effroi des amis catholiques¹⁰⁷. Selon Winock *Esprit* parvient à inciter *La Croix*, pro-franquiste, à changer de ton – au point de susciter une admonestation de l'*Osservatore romano* à *La Croix*. Ton que vient confirmer Guernica. Le massacre du peuple basque, catholique et innocent, entraîne des intellectuels antifascistes menés par Mounier et des intellectuels catholiques à signer une nouvelle pétition contre l'horreur au nom du catholicisme, contre les Franquistes qui prétendent en être des croisés. *Sept* et *Esprit*, et Maritain, devant Guernica, adoptent la même position¹⁰⁸. C'est le manifeste « Pour le peuple basque »¹⁰⁹ : « Quelque opinion que l'on ait sur la qualité des partis qui s'affrontent en Espagne [...] le peuple basque est un peuple catholique [...] c'est donc aux catholiques, qu'il appartient d'élever la voix les premiers [...] Rien ne justifie, rien n'excuse les bombardements ». Cette dénonciation vigoureuse, pacifiste, n'est donc pas à confondre avec le parti pris d'*Esprit* contre Franco. *La Relève* ne fait pas écho à ce nouveau manifeste.

Au début de la crise, *Sept* s'est ouverte aux réflexions de Bernanos, installé en Espagne, qui exprime d'abord un étonnement et évolue bientôt vers la confrontation des « croisés ». Bernanos refuse précisément d'accorder un nom chrétien au camp franquiste à cause de ses agissements. *Sept* ne s'engage pas cependant immédiatement comme *Esprit* contre Franco, seulement plus tard, pour

¹⁰⁷ M. Winock, « *Esprit* », p.132-134.

¹⁰⁸ M. Winock, *Le Siècle des intellectuels*, « Les Grands cimetières sous la Lune », p.302-303.

¹⁰⁹ Cf. J.-F. Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*, p.180-181.

dénoncer Guernica, ce qui n'est pas identique. *La Relève* ne prend pas parti comme *Esprit* pour les adversaires de Franco, mais exprime le refus de l'appuyer, à l'instar de *Sept. L'Ordre nouveau*, davantage encore que *La Relève*, se tient le plus loin possible des événements, ne prenant position que de « manière allusive » contre la conquête de l'Éthiopie, puis affirmant son refus de choisir devant la guerre d'Espagne, en-deçà des prises de position pacifistes du *Manifeste pour la justice et la paix* : « Quant à nous, Français, nous ne voulons pas prendre parti en bloc pour aucune des forces qui s'affrontent [...] en Espagne [...] Il n'est pour nous qu'un moyen de rendre un hommage utile aux valeurs humaines engagées dans la guerre d'Espagne : faire ici même la révolution au service de l'Homme. »¹¹⁰ Ce qui est souvent l'attitude adoptée par *La Relève* quand une question pressante s'impose sur un plan politique. Cela recoupe les propos de R. Élie, « Espérance pour les vivants », en fait désespérés : « Personne ne doute que le monde soit ruiné ! » et face à l'horrible cours des événements, aux massacres au nom des idéologies, l'espoir de l'homme est de faire triompher l'humanisme intégral¹¹¹.

L'année 1937 est la plus tourmentée pour les engagements catholiques en France et en Belgique face à la guerre d'Espagne. Daniel-Rops explique dans *La Relève* le courage de *Sept* et d'*Esprit*, tout en exposant la nuance de la position de *Temps présent* qui veut maintenir une critique catholique plus humble face à la hiérarchie¹¹². Dans ce numéro, *La Relève* déclare : « Nous n'entendons pas rappeler et défendre ici les positions de *Sept*, qui sont aussi les nôtres », soulignons-le¹¹³. Cela ajoute une nuance au parallèle avec la distance du politique maintenu par *Ordre nouveau* : *la Relève* désire s'engager le moins possible sur ce terrain mais choisit très exactement, dans ces crises, les prises de position de *Sept* plutôt que d'*Ordre nouveau* ou d'*Esprit*. Dans le même cahier, est cependant salué un « document essentiel d'*Esprit* », le « manifeste au service du

¹¹⁰ *Ordre nouveau*, no 35, p.54, cité par Loubet de la Bayle, *Les non-conformistes*, p.127-128.

¹¹¹ *La Relève*, III, 3, p.74 ; p.80.

¹¹² Daniel-Rops « Lettre de France », *La Relève*, III, 9-10, , p.241 *sq.*, notamment p.246-247.

¹¹³ C. Hurtubise, « De *Sept* à *Temps présent* », *La Relève*, III, 9-10, 259-260.

personnalisme » de Mounier, une « éthique de la vie privée, publique et collective », discutable sans doute, mais marqué d'un esprit chrétien véritable, écrit R. Charbonneau¹¹⁴. *Esprit* est donc une source intéressante de réflexion, tandis que les prises de position concordent avec *Sept*. Ironiquement, c'est le correspondant d'*Esprit* lui-même, Hurtubise, qui révèle que *La Relève* adhère aux positions de *Sept*. L'alignement sur *Sept-Temps présent* dénote une philosophie générale, pas uniquement pour les questions de crise internationale et de paix. Car un cahier sur la question ouvrière de *Sept*, « Le Christ et l'ouvrier »¹¹⁵, est résumé et décortiqué par Élie pour orienter l'engagement social du chrétien, contre les régimes d'Hitler et de Staline, où l'on retrouve en référence, les interventions de Maritain, Mauriac et Daniel-Rops. Les positions d'*Esprit* étaient « discutables », celles de *Sept* servent d'orientation. Il nous faut souligner cette préférence.

5.1.3.4 Munich et la Guerre

Face à la guerre imminente, les positions politiques émergent nettement et *La Relève* et *Esprit* sont deux mouvements dont le pacifisme demeure assez cohérent durant les années 1930. Leur attitude est à l'origine semblable. Au Québec cette question se pose autrement : un isolationnisme caractéristique des Amériques face aux conflits européens se manifeste en contradiction avec les convictions de fidélité à l'Empire britannique du Canada anglais. *La Relève* et *Esprit* se singularisent donc par ces oppositions, par ces pacifismes face aux conflits d'Éthiopie et d'Espagne où les deux mouvements s'accordent avec *Sept*, Maritain et quelques franc-tireurs, jusqu'à ce qu'*Esprit* ne prenne parti pour le Fronte Populaire. Or la guerre s'impose de plus en plus comme une catastrophe inéluctable. *Esprit* s'y résigne, cherchant à repousser le plus loin possible son échéance. Mais en 1938 des articles y condamnent la capitulation de Daladier et Chamberlain à Munich. Bernanos derechef fait résonner une voie discordante et dénonce le bête abandon de l'Europe centrale, couardise qui trahit l'honneur et la

¹¹⁴ R. Charbonneau, « Document essentiel d'*Esprit* », *LR*, III, 9-10, p.255 sq. citation p.257.

¹¹⁵ *La Relève*, III, 5-6, p.157 sq.

parole de la France. *Esprit* ose confronter les pacifistes et dire que ce traité est une honte qui ne règle rien, au contraire : la dure réalité est qu'Hitler doit être affronté et que la paix est à ce prix. Ce fut un dilemme déchirant pour *Esprit*, entre pacifisme et barrer route à Hitler¹¹⁶. En juillet '38, le mouvement choisit de rompre avec son antipolitisme originel, pour un engagement plus direct, bien que Mounier maintienne l'objection d'adhérer à des partis existants et critiquât l'embourgeoisement du Front populaire. Comme la bourgeoisie, qui trahit la patrie exactement comme en 1870 et le régime de la III^e République¹¹⁷. Il ciblait notamment *Gringoire* comme voix de cette bourgeoisie aveuglée par la haine de l'émancipation populaire. Notons bien qu'*Esprit* reste un rare cas d'opposant à Munich parmi les pacifistes, les gauches, catholiques ou socialistes : la plupart dont *Temps présent* expriment un soulagement et *Révolution prolétarienne* une virulente opposition pacifiste aux Anti-Munich. En fait l'approbation des Fronts populaires de France et d'Espagne entraîne *Esprit* à s'engager de plus en plus sur le terrain politique. La guerre d'Espagne avait affermi l'opposition de Mounier, plus conscient que d'autres du danger hitlérien. Le déchirement se fait de plus en plus grand jusqu'à Munich qui amène la majorité du mouvement à choisir une position ferme d'opposition¹¹⁸.

La Relève par contre se réjouit que la paix ait été sauvée temporairement : elle est consciente que l'échéance de la guerre est uniquement reportée mais préfère la reporter. C'est une divergence significative. « La paix a été sauvée pour quelques mois. Et il n'est personne qui ne se réjouisse du fond de son cœur qu'il en ait été ainsi. La dernière guerre aura appris au monde à considérer la guerre sous son véritable jour, comme une fausse solution et comme un crime. » Le Canada ne devrait être entraîné dans aucune guerre extérieure. Elle s'oppose à toute participation canadienne qu'imposerait Londres : « Il faut sans tarder organiser la résistance à toute nouvelle tentative d'entraîner notre pays dans le sens de la participation, répondre non ! aux efforts concertés de l'impérialisme

¹¹⁶ M. Winock, « *Esprit* », p.178.

¹¹⁷ *Idem*, p.180-181.

¹¹⁸ M. Winock, « *Esprit* », p.186 et p.189.

anglais. » Quant à la civilisation européenne, elle devrait se montrer digne de la civilisation en évitant la boucherie. D'ailleurs, « la culture occidentale n'est plus l'exclusive de l'Europe. »¹¹⁹ En 1938 *La Relève* ne suit donc *pas* la position d'*Esprit* et ne conçoit pas la solidarité universelle autrement que pacifiste. Devant Munich, *La Relève* concorde à nouveau avec la position de *Temps présent* : le pacifisme y perdure en 1938. Les deux se réjouissent dans un même « soulagement », la paix est sauve...

L'hypothèse de Bélanger sur un silence relatif de *La Relève* avant la *Nouvelle Relève*, selon laquelle la revue sombre dans l'incertitude et un repli sur soi caractéristique du Québec face aux guerres mondiales, tient aux deux seuls numéros publiés en 1939¹²⁰. Son opposition résolue de l'automne 1938 s'est tue en 1939. N'est-ce pas plutôt que sa position a évolué face à la conjoncture, qu'elle ne croit plus en 1939 comme en 1938 que la confrontation avec Hitler est encore évitable ? La *Nouvelle Relève* s'ouvre ensuite à un Maritain gaulliste de la première heure, et d'autres critiques comme Bernanos, mais Bélanger diagnostique une équipe qui demeure pour l'essentiel étanche à l'évolution de la pensée qu'expriment ces exilés européens dans ses pages¹²¹. L'évaluation de ce diagnostic déborderait notre cadre. En revanche, il nous appert que l'évolution des positions de *La Relève* pourrait, davantage qu'un simple repli, être compris, tout bonnement comme une véritable évolution, et que ce sont des positions non pas effacées mais clairement exprimées. Ces positions ne justifient pas de qualifier une absence ; en fait leur évolution est tout à fait comparable à celle de *Sept-Temps présent*, dont on ne peut nier l'engagement malgré tout. En 1939-40, *La Relève*, acceptant que la guerre est inéluctable, est consciente que l'isolationnisme américain aura ses limites, surtout pour les Canadiens français dans un Dominion britannique. Elle se positionne donc en 1939-40 en s'affirmant pour la

¹¹⁹ L.R., « Positions sur la guerre », *LR*, IV, 7, nov-déc. 1938, p.193-196 ; cit. p. 193 et 196.

¹²⁰ A.-J. Bélanger, *Ruptures et constantes*, p.27.

¹²¹ *Idem*, p.31-32.

participation aux côtés des alliés mais sans conscription¹²² – à l'instar d'une nation des Amériques en fait, davantage qu'un Dominion britannique, mais en acceptant l'alliance britannique.

Enfin lorsque la guerre est déclarée, la comparaison des deux mouvements n'est plus aussi simple. Déjà, *Esprit* avait osé s'engager politiquement en exprimant un appui critique au Front populaire lors de son élection en 1936, tandis qu'au cours de ces mêmes années *La Relève* demeure quasi muette sur la campagne de l'ALN qui aurait pu susciter ses commentaires à cause de son programme de réforme. *La Relève* est en accord avec l'opinion isolationniste canadienne-française et américaine. La participation à la guerre est ensuite acceptée dans la conjoncture de 1939-40, à condition que la conscription ne soit pas imposée. C'est une des rares occasions où *La Relève* évoque un programme de politique intérieure, pour exprimer son accord avec les promesses des élus libéraux en ce sens. Cette position pour la participation, contre la conscription, est répétée, avec une expression plus nette en faveur de l'intervention, durant la drôle de guerre – on doit se rappeler qu'avant 1939 sa position était un pacifisme absolu. Encore en décembre 1938 elle exprimait son appui critique aux nationalistes anti-conscription, par pacifisme¹²³. Son évolution est tout aussi réelle que celle d'*Esprit* mais elle ne s'est pas faite en même temps, ni n'est identique : en fait *La Relève* s'accordait avec l'évolution de *Sept-Temps présent*. C'est ce mouvement dont elle suit de près l'évolution et dont les ténors Maritain et Daniel-Rops contribuent directement dans la revue et servent d'assises à ses prises de position : Mounier y présente principalement le mouvement *Esprit*, est suivi avec intérêt mais pas avec le même degré d'adhésion.

En conclusion, *La Relève* s'avère moins proche d'*Esprit* sur le plan des positions politiques que sur celui de la revue et de l'objectif initial du mouvement : elle se révèle très proche de *Sept-Temps présent*. *La Relève* est plus

¹²² *La Relève*, « Pour une démocratie vraie », *LR*, IV, 9, s.d., p.265-268 ; C. Hurtubise, « Conditions de l'unité canadienne », *LR*, IV, 10, janv. 1940, p.293-294.

¹²³ *La Relève*, « Positions sur la guerre », *LR*, IV, 7, déc. 1938, p.193-196.

ouverte comme ces derniers aux expériences de corporatisme autoritaire de régimes catholiques en même temps que de social-démocratie. *Esprit* et *La Relève* recherchent la paix dans la crise d'Éthiopie, tout en critiquant le colonialisme, réfutant les arguments des défenseurs de Mussolini : leurs positions concordent mais déjà *La Relève* réfère de préférence à *Sept*. Puis, avec la crise d'Espagne, une divergence émerge graduellement. La position adoptée par *La Relève* est officiellement celle de *Sept* ; *Sept* et *La Relève* adoptent un parti plus neutre qu'*Esprit*. Suite à Guernica, les deux se rapprochent, mais dans l'ensemble *Esprit* ose aller encore plus loin contre Franco avant comme après Guernica. L'imminence de la guerre mondiale qui se cristallise avec l'accord de Munich, accuse la divergence entre les deux mouvements : *La Relève* suit encore *Sept-Temps présent* dans son pacifisme tandis qu'*Esprit*, encore plus non-conformiste ou avant-gardiste, critique cet accord comme une lâcheté sans bénéfice pour la paix. *Esprit* devance encore une fois une évolution que ces autres personnalistes catholiques ne suivront qu'en 1939. Nous trouvons donc *Sept* plus souvent qu'*Esprit* dans le parcours, le contenu et les prises de position de *La Relève*. Voyons maintenant si cette différence de proximité se reflète quantitativement dans la présence des divers courants personnalistes européens dans la revue.

5.1.4 Contributions d'intellectuels européens à *La Relève*

Abordons à présent la question des rapports directs entre *La Relève* et ses vis-à-vis français. Au chapitre des liens déclarés, *La Relève* est un cas unique parmi nos trois mouvements intellectuels : non seulement est-elle officiellement liée à *Esprit* parmi ses « Amis » internationaux, mais la revue est remplie de contributions directes d'intellectuels européens, et cela bien avant la mue en *Nouvelle Relève* et l'ouverture des Éditions de l'Arbre aux auteurs exilés en pleine guerre. Citons la présentation de la relation entre les deux mouvements qui est faite dans *Esprit* :

Nos amis de *La Relève*, à Montréal, nous écrivent « Nous vous remercions encore. Nous n'avons pas de plus grande joie que celle de l'arrivée d'un de vos

Cahiers. » Ils engagent une propagande pour nous diffuser au Canada. Qu'ils en soient remerciés. S'adresser à Claude Hurtubise, 340, Ave. Kensington, Westmount, Montréal.¹²⁴

La Relève apprécie donc *Esprit*, au point de s'en faire le propagandiste. Pourtant, l'adhésion à la ligne d'*Esprit* ne fut pas automatique, et s'avère plus forte pour *Sept*, nous l'avons constaté. Tâchons de mesurer quantitativement maintenant la présence des mouvements européens dans *La Relève*. Notre décompte (tableaux 5.1 et 5.2) nous confirme que ce ne sont pas Mounier et *Esprit* qui interviennent et apparaissent le plus dans la revue, mais Maritain et Daniel-Rops. Le père Doncœur de la revue *Études*, quant à elle plus orthodoxe, intervient significativement¹²⁵. Maritain est une référence tout de même moins hétérodoxe que Mounier.

Que faut-il noter de ce décompte ? Daniel-Rops est premier en importance au niveau des articles de sa composition dans *La Relève*. Dans notre décompte, bien qu'il ait d'abord participé au mouvement Ordre Nouveau, Daniel-Rops représente *Sept* et *Temps présent*, puisqu'il rejoint *Sept* après s'être distancé d'*L'Ordre nouveau*, en 1935, presque au moment où naît *La Relève*. Maritain, deuxième au nombre des contributions directes, est lui aussi à cette époque, plus proche de *Sept* que d'*Esprit* et peut être considéré comme l'un de ses ténors. Cela confirme la prééminence de *Sept*. Au registre des autres contributeurs importants, de trois textes, outre Mounier, notons René Schwob. Juif converti, écrivain catholique proche de Maritain¹²⁶, il collabore à divers périodiques personnalistes, dont *Esprit*¹²⁷. Maritain et Schwob, davantage proches de *Sept*, collaborent autant de fois à *La Relève* qu'à *Esprit*, soit trois fois. Le père Doncœur et Émile Baas ne représentent pas *Sept* : Doncœur se rattache à la plus conservatrice revue des jésuites, *Études*. É. Baas, alsacien, sans être rattaché à l'un de ces mouvements parisiens, est néanmoins proche des personnalistes catholiques et fédéralistes.

¹²⁴ « Chronique des amis d'Esprit – Étranger », *Esprit*, IIIe année, no 30, mars 1935, p.1021.

¹²⁵ L. Groulx, *Mes Mémoires*, III, p.94-96.

¹²⁶ J. L. Loubet del Bayle, *Les non-conformistes*, p.56.

¹²⁷ Selon le tableau des collaborateurs établi par Winock; « *Esprit* », p.456.

Stanislas Fumet enfin est choisi « directeur de la rédaction » de *Temps présent*, sur recommandation de Maritain, ce qui représente un des seuls changements par rapport à l'équipe de *Sept*¹²⁸. Sans aucun doute, ce n'est pas la pensée de Mounier ou la liaison avec *Esprit* qui occupe le premier rang parmi les interventions de catholiques européens dans *La Relève* mais les animateurs de *Sept*.

S'ajoutent, parmi les interventions directes, les annonces qu'y font les mouvements européens. Rappelons qu'il n'y a pas que le mouvement *Esprit* qui publie des publicités dans *La Relève*, mais *L'Ordre nouveau*, à la même fréquence, généralement les deux en même temps sur la même page¹²⁹. Quand leurs annonces paraissent dans *La Relève*, la rupture de leur front commun est survenue : ils ont adopté des positions contraires par rapport aux émeutes du 6 février 1934. *La Relève* démontre à cet égard une ouverture égale aux deux mouvements. Plus étonnante peut-être, l'intervention du maurassien Émile Baumann. Baumann, que nous avons rencontré parmi les relations de Groulx, présente ici Louis Bertrand, lequel doit venir au Canada, en tant que représentant de l'Académie française au deuxième Congrès de la langue française (Québec, 1937)¹³⁰. Louis Bertrand était signataire des manifestes du *Parti de l'intelligence* en 1919 et *Pour la Défense de l'Occident*, en octobre 1935¹³¹. Ouverture qui demeure une exception, liée à l'événement culturel. Ajoutons à cela que *La Relève* fait plusieurs fois référence à Paul Bourget. *La Relève* peut estimer l'historien Bainville (maurassien) puisqu'elle complimente Édouard Montpetit (libéral) en l'y comparant¹³². Parfois elle souhaite expressément prendre ses distances de

¹²⁸ *Dictionnaire des Intellectuels français*, « Temps présent », p.1339.

¹²⁹ Par exemple, annonces en 3^e de couverture, *La Relève*, série I no.6, déc. 1934 et II, 1, sept. 1935, toujours en 3^e de couverture.

¹³⁰ Organisé par la Société du parler français (SPF). Le premier Congrès (Québec, 1912) avait joué un rôle dans la fondation de la LDF (cf. Chapitre II, section 2.2.3) Le discours de Groulx au second Congrès retint l'attention par son exclamation notoire « Notre État français, nous l'aurons ! » (cf. Chap. IV, division 4.2.2.3). *La Nation* s'intéressa également au second Congrès de la langue française (cf. Chap. VI, division 6.2.1.3). Un troisième Congrès, organisé par le « Comité permanent de la survivance française en Amérique », se tint à Québec en 1952.

¹³¹ N. Kessler, *Histoire politique de la Jeune Droite*, p.35, p.57, p.318 et p.334. Cf. J.-F. Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*, p. 147 sq.

¹³² A. Laurendeau, « Un homme libre », *La Relève*, I, 10, 1935, p.272, à propos des *Cordons de la bourse* d'É. Montpetit.

Barrès ou Massis. Malgré l'alignement de *La Relève* avec le parti des personnalistes contre ce manifeste d'Occident, avec cet article de Baumann elle montre son intérêt pour ce qui touche l'ancien milieu du Parti de l'intelligence, outre son nouveau descendant de gauche, elle s'intéresse donc parfois, rarement, à celui de droite.

Penchons-nous sur les références directes aux intellectuels personnalistes (Tableau 5.2). Nous avons recensé les références significatives, qui servent à articuler la pensée développée dans un article de *La Relève* et le nombre d'études consacrées par mouvement, pour évaluer quantitativement leurs présences respectives. Il est intéressant de constater une constance du Tableau 5.1 au Tableau 5.2 : *Esprit* n'occupe pas la première place. Au nombre des études, *Sept* occupe le premier rang ; au nombre des références, Maritain considéré isolément devance *Sept* et Daniel-Rops pris ensemble ; *Esprit* est troisième. Chronologiquement, la présence de *Sept* va croissant. L'historiographie permet de combiner Maritain et *Sept* pour établir une domination encore plus forte. Nous n'avons pas compté *La Vie intellectuelle*, présente une ou deux fois : *Sept* est vraiment la référence de *La Relève* qui se tient au courant de l'action intellectuelle de Maritain plutôt que *La Vie intellectuelle*. L'*Ordre nouveau*, calculé ici sans Daniel-Rops mais avec Arnaud Dandieu et Robert Aron, est le plus discret des quatre identités personnalistes que nous distinguons – Maritain, *Sept*, *Esprit* et *Ordre nouveau*. Voici un commentaire révélateur de *La Relève* inscrit sous l'annonce d'*Ordre nouveau* pour l'un de ses nouveaux ouvrages : « Livre lumineux qui est parfois trop nietzschéen », écrit-elle en guise de note de lecture.¹³³ *Ordre nouveau* est donc une référence intéressante que *La Relève* ne confond nullement avec sa propre position. Les écrits de la Jeune-Droite font partie des lectures de *La Relève*, en particulier son flanc plus personnaliste, mais c'est comparativement marginal. Nous avons enfin inclus Groulx à titre indicatif. D'une part, c'est l'intellectuel québécois le plus présent parmi leurs références, suivi de F. Hertel et de l'écrivain Valdombre (Grignon). Nous pouvons y ajouter

¹³³ *La Relève*, II, 4, déc. 1935, encart p.112.

Léo-Paul Desrosiers, Carmel Brouillard, Édouard Montpetit, autres collaborateurs à *L'Action nationale*. D'autre part, cela met en relief le poids exceptionnel des intellectuels européens dans *La Relève*, ce que le choix des écrivains ferait également ressortir. *La Relève* fait effectivement un effort d'ouverture à la vie intellectuelle anglophone, s'intéressant à quelques dramaturges comme O'Neill et quelques fois à la revue *Commonweal* – mais ce n'est en rien comparable.

Tableau 5.1 :
Contributions directes d'Européens à *La Relève*
(1934-1940, séries I, II, III, IV, V)

Auteurs	Quantité
Daniel-Rops	10
Jacques Maritain	4
son épouse Raïssa Maritain	2
Emmanuel Mounier	3
Paul Donœur, s.j.	3
René Schwob	3
Émile Baas	3
Stanislas Fumet	1

Tableau 5.2 :
Présence d'intellectuels dans *La Relève*

Auteurs, mouvements	I ^{re} série, 10 nos, 1934-35		II ^e série, 9 nos, 1935- 06/36		III ^e série, 9 nos, 10/36- 37		Totaux
	Étude*	Référence*	Étude	Réf.	Étude	Réf.	
Maritain	1 ¹³⁴	9	1	13	1	7	32
Mounier, Berdiaeff, <i>Esprit</i> **	1	5	1	8	1	2	18
Doncœur, <i>Études</i>	2	1	1	3 ¹³⁵	0	0	7
Ordre Nouveau ¹³⁶	0	2	0	5 ¹³⁷	0	0	7
Jeune- Droite ¹³⁸	0	1 ¹³⁹	0	3	0	0	4
<i>Sept</i> , Daniel- Rops, <i>Temps présent</i>	0	1 ¹⁴⁰	2	10	4	5	22
Lionel Groulx	1 ¹⁴¹	0	2	3	0	1	7

* Étude, article de fond sur l'auteur ou le mouvement ; Référence faite à l'auteur, au mouvement, et citations au cours d'un article de *La Relève* articulant son argumentation.

** Pour un même auteur ou mouvement, citation comptée une fois par article, sauf texte différent. Une référence à un mouvement dans l'article d'un de ses propres protagonistes ne compte pas.

¹³⁴ *La Relève*, I^{re} série, p.118 ; 2^e série, p.261 ; 2^e série, p.44,47,57,79,80-81,84,86,100,108,173,196,215,235 ; 3^e série, p.200 ; 3^e série, p.8,12,15,22,24,28,127.

¹³⁵ *LR*, III^e série, p.115,179-186,264.

¹³⁶ Incluant notamment Alexandre Marc, Robert Aron et Arnaud Dandieu.

¹³⁷ *LR*, II, p.3,79,112,165 et annonce p.32.

¹³⁸ Incluant Maulnier, Maxence, Brasillach, et les références à leurs interventions dans la maurrassienne *Revue Universelle* et la référence faite par Saint-Denys Garneau à cette publication en étudiant le mysticisme du vieux Châteaubriant.

¹³⁹ *LR*, I, p.182 et II, p.49,167,219.

¹⁴⁰ *LR*, I, p.215 ; II^e série p.83 position du Manifeste, et p.199 ; II^e série p.3,5,46,47,57,101,153,156,157, 235 ; III^e série, p.39,159,259, 268 et p.23,25,28,182,189.

¹⁴¹ *La Relève*, I^{re} série p.76 ; II^e série p.93,268 et p.174,189,234 ; III^e série p.119.

Au total, en termes de contributions directes et de références le groupe de *Sept-Temps présent*, avec Maritain et Daniel-Rops, domine, ce qui concorde avec l'expression d'une adhésion officielle de *La Relève* aux positions de *Sept*. Ainsi, se dégage une découverte de notre enquête comparative : *La Relève* est beaucoup plus proche de *Sept* et de *Temps présent*, que d'*Esprit*, bien qu'elle fasse officiellement partie des « cercles d'Amis » du mouvement *Esprit*. *La Relève* puisait dans *Esprit* et le personnalisme européen selon une logique propre, de même qu'une insertion dans un milieu québécois plus large, pendant des non-conformistes français, que nous allons maintenant examiner dans ses rapports avec *La Relève*.

5.2 « LA RELÈVE » ET LES MOUVEMENTS QUÉBÉCOIS

Situons à présent *La Relève* dans son contexte intellectuel québécois, en particulier par rapport à ce front commun des mouvements intellectuels « jeunes » qui fut évoqué dans ses pages. Celui-ci, esquissé vers 1934-35 et assez *laxus* (*laxus*) dirions-nous, dessine une constellation de mouvements non conformistes : *Vivre*, les Jeune-Canada et parmi les autres « Jeunesses », fort nombreuses et caractéristiques de la période¹⁴², s'en rapproche bientôt la jeune garde de l'Action nationale (A.N.). Le parti pris d'engagement personnaliste de *La Relève* l'entraîne en effet à tisser des liens et à développer des débats avec d'autres mouvements québécois. Nous allons d'abord examiner ses relations organiques et personnelles avec d'autres mouvements intellectuels des années 1930, pour enfin examiner ses positions dans les débats entretenus avec ses collègues québécois.

¹⁴² Cf. Louise Bienvenue, « "L'impérieuse mission de la jeunesse" ou l'émergence d'un groupe social, la jeunesse », *Bulletin d'histoire politique*, IX, 2, print. 2001, p.14-21.

5.2.1 Rapports étroits entre *La Relève*, les Jeune-Canada et l'Action nationale

L'historien des idées au Canada français (s'il existe jamais), constatera qu'une bonne part du réveil auquel nous assistons est due à cette cellule d'élite, connue sous le nom de *Jeune-Canada*.¹⁴³

Les Jeune-Canada sont un mouvement né avant la parution de *L'Action nationale*, héritière de l'Action française, et avant la parution de *La Relève*. De ce militantisme de jeunes intellectuels naquit une sociabilité qui rassemble ces trois mouvements. Nous allons donc examiner les liens étroits entre *La Relève* et ces deux mouvements, en commençant par un jeune intellectuel qui fait figure de pivot entre les trois, Laurendeau.

5.2.1.1 André Laurendeau

André Laurendeau, collaborateur à *L'Action nationale* de 1934 à 1937, devient, à son retour d'Europe, directeur de cette revue, une première fois de septembre 1937 à 1943 puis de 1948 à 1954. Il avait séjourné en France de 1935 à 1937, étudiant à l'Institut catholique et en Sorbonne (il était bachelier du Collège Sainte-Marie et frais émoulu de l'université de Montréal). Laurendeau s'engagera politiquement en 1942 dans la Ligue pour la défense du Canada, formée contre la conscription, et mènera l'aile québécoise du Bloc populaire jusqu'en 1947, avant de réintégrer le monde des périodiques, au *Devoir* et à *L'Action nationale*.¹⁴⁴ André Laurendeau est cofondateur des Jeune-Canada¹⁴⁵ (JC), qu'il préside de 1933 à 1935. Il incarne les liens directs entre *La Relève*, les Jeune-Canada et l'Action nationale. Pendant qu'il collabore aux deux revues (1934-1937),

¹⁴³ R. Duhamel, « *Chronique vivante – Voies de la jeunesse* », *La Relève*, II, 5, janv. 1936, p.152.

¹⁴⁴ André Laurendeau (1912-1968), secrétaire (1943) et chef (1944) de l'aile québécoise du Bloc populaire canadien, dont il démissionne en juillet 1947. Député de Montréal-Laurier à Québec (1944-1948). Rédacteur en chef adjoint du *Devoir* (1947), puis rédacteur en chef (1957-1963). Animateur de « Pays et merveilles » à la télévision française de Radio-Canada. Coprésident (1963-1968) de la Commission royale [fédérale] d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, dite Laurendeau-Dunton.

¹⁴⁵ D. Monière, *André Laurendeau*, M., Québec/Amérique, 1983 ; D. J. Horton, *André Laurendeau*, M., Bellarmin, 1995.

Laurendeau publie ainsi des articles diffusant un nationalisme groulxiste et personnaliste à la fois dans *La Relève*, et des articles présentant les positions personnalistes dans *L'Action nationale*, tel sa recension encensant *Humanisme intégral*¹⁴⁶. La brochure des Jeune-Canada *Notre nationalisme* que publie Laurendeau en 1935 est empreinte de personnalisme¹⁴⁷. Laurendeau le dédie à Groulx et à Bourassa. Cela explique sans doute l'accueil sympathique que réserve *La Relève* à cet opuscule, qui lui fit appuyer brièvement son séparatisme, à sa suite¹⁴⁸. *La Relève* développe ensuite et assez tôt une position autonomiste de plus en plus fédéraliste¹⁴⁹.

Notre nationalisme se réfère d'abord à « trois grands catholiques » francophones, le traditionaliste suisse Gonzague de Reynold, l'écrivain conservateur Paul Claudel et le personnaliste Daniel-Rops. Ce syncrétisme de catholiques de droite, centre et gauche nous apparaît caractéristique de la tendance centriste de Laurendeau et de son intérêt pour le personnalisme dès avant son séjour en Europe de 1935-37. En conclusion de *Notre nationalisme*, Laurendeau déclare : « Laurentie [...] il dépend de nous [les jeunes] que tu vives [...] un jour, un pays naîtra [...] Ici, la place est marquée pour un grand Pays.¹⁵⁰ » Laurendeau développe dans les pages de *La Relève* le rêve d'indépendance¹⁵¹, tout en s'y imprégnant d'une orientation politique ouvertement anti-totalitaire, qui s'oppose non seulement au communisme, au nazisme et au fascisme, mais aussi à l'autoritarisme.

¹⁴⁶ A. Laurendeau, « Préliminaires à l'action nationale », *La Relève*, II, 2, oct. 1935, p.35-39 ; « Méditation devant une carte du monde. Lettre de Paris », *La Relève*, III, 1, sept-oct. 1936, p.3-7 ; « Humanisme intégral », *L'Action nationale*, mars 1937, p.175-176.

¹⁴⁷ Ex. : « Nous donnerons à l'homme de ce coin de terre le sens du collectif en même temps que le sens de la personnalité [qui préservera la] notion de personne », *Notre nationalisme*, Imprimerie Le Devoir, 1935, p.43.

¹⁴⁸ *La Relève* est d'abord favorable à *Notre nationalisme* et à son séparatisme : Robert Charbonneau, « Notre nationalisme », *LR*, II, 8, avril 1936, p.234-235.

¹⁴⁹ Dès l'automne 1936 elle exprime une hésitation entre autonomisme fédéraliste et séparatisme, inclinant vers le réformisme fédéraliste : *La Relève*, « Préliminaires à un manifeste pour la patrie », *LR*, III, 1, sept-oct. 1936, p.8-31.

¹⁵⁰ A. Laurendeau, *Notre nationalisme*, p.3 et p.50.

¹⁵¹ A. Laurendeau, « Méditation devant une carte du monde. Lettre de Paris », *LR*, III, 1, sept-oct. 1936, p.3-7.

Nous examinons ici Laurendeau en tant que collaborateur régulier à *La Relève* : de fait, il publie dans cette revue avant *L'Action nationale* puis dans les deux simultanément durant son séjour en Europe, jusqu'à ce qu'il accède à la direction de *L'Action nationale*. Après quoi les deux semblent s'éloigner, davantage encore avec la guerre. En 1937-39, l'engagement que prône Laurendeau dans *L'Action nationale* est un engagement plus proche de l'actualité politique, plutôt que de la posture de retrait de la politique que maintient *La Relève*. Il affirme clairement vouloir éviter deux déviations au mouvement : l'activisme politique direct et une stricte limitation au domaine de la pensée. Il donne pour but au mouvement d'orienter stratégiquement action et réflexion vers l'intérêt national conçu à long terme¹⁵². Rappelons que l'A.N. n'avait pas attendu sa direction pour endosser le Programme de restauration sociale élaboré par l'École sociale populaire, l'Action libérale nationale ni l'engagement politique de Philippe Hamel contre les « Trusts ». Ces nouveautés signalent tout de même un suivi plus serré de l'actualité politique. Non pas que l'Action française s'en désintéressât, mais l'engagement se positionne plus près des avatars de la politique. Le premier article d'André Laurendeau à saveur éditoriale à *L'Action nationale* s'intitule ainsi « L'actualité¹⁵³ », qui devient une chronique régulière. Dès sa seconde chronique il salue l'engagement catholique de *Sept* « en attendant *Temps présent* » et réitère son accord avec leur position sur la question éthiopienne¹⁵⁴. Il y explique combien les journaux de la droite française l'ont dégoûté et que, rejetant le fascisme et le communisme, il est partisan d'un « centre fort et dynamique ». Lorsque Laurendeau s'engagera personnellement dans le Bloc populaire, avant la fin de la guerre, son évolution diverge de *La Nouvelle Relève*. À ce moment donc, leurs chemins ont bifurqué. Mais durant les trois premières années de *La Relève*, Laurendeau peut être considéré comme faisant partie du mouvement, nous l'avons vu avec son travail d'interviewer. Laurendeau est très proche des fondateurs de *La Relève* : du même âge, ils sont camarades du Collège Sainte-Marie et collaborent dans plusieurs mouvements.

¹⁵² A. Laurendeau, « Exigences d'un mouvement », *L'A.N.*, oct. 1937, p.89-91.

¹⁵³ *L'Action nationale*, sept. 1937, p.5-13.

¹⁵⁴ *L'Action nationale*, nov. 1937, p.181-192.

Quand il prend la direction de *L'Action nationale*, Laurendeau apporte donc de sa participation au mouvement *La Relève* une ouverture marquante au personnalisme. Il convient d'analyser son évolution, entre groulxisme et personnalisme, pour situer *La Relève* dans ses rapports avec les intellectuels québécois. Laurendeau incarne cette position engagée, à la fois ouverte au nationalisme groulxiste et au catholicisme personnaliste, qui fraye la voie au « progressisme chrétien » du milieu du siècle et à un nouveau développement du nationalisme progressiste. Bien sûr, en Europe, fréquentant des personnalités proches de Maritain, d'*Esprit* et des dominicains, fréquentables puisque catholiques, il est exposé, comme jamais il n'aurait pu l'être à Montréal, à une tolérance et une ouverture d'esprit catholiques pour les mouvements de gauche et les intellectuels socialistes. Non pas que les mouvements intellectuels socialistes n'existent pas à Montréal, mais ils restent marginaux, fréquentables par des libéraux radicaux et anticléricaux peut-être, tels J.-C. Harvey du *Journal* ou T.-D. Bouchard d'*En avant* (Saint-Hyacinthe, 1937-1939¹⁵⁵). L'opposition entre Fronts populaires et factions autoritaires ou fascistes radicalise les mouvements intellectuels européens. Cet extrémisme, reflet d'une sanglante tourmente européenne, est plus marginal en Amérique du Nord.

L'évolution de Laurendeau lors de son séjour en Europe est explicite dans sa correspondance avec ses parents et avec Groulx. À ses parents il avoue : « je me sens de plus en plus glisser vers la "gauche" »¹⁵⁶. Il assiste avec curiosité à des réunions communistes qu'il relate dans *L'Action nationale* à travers un article au titre provocateur, proclamant que la vraie France n'est pas que de droite¹⁵⁷. Il déclare même : « il y a deux pôles, deux vraies élites sincères, généreuses : la communiste et la catholique.¹⁵⁸ » Il lit Marx, ce qui lui aurait valu l'expulsion au collège, dit-il ; observe *Terre nouvelle*, mouvement « socialiste parce que

¹⁵⁵ Cf. Beaulieu et Hamelin, *La Presse québécoise*, t. VII, 1935-1944.

¹⁵⁶ CRLG, Fonds Laurendeau, Lettre d'André Laurendeau à ses parents, Paris, 5 mars 1936.

¹⁵⁷ « Pèlerinage en vraie France – Communistes », *L'Action nationale*, mars 1936, 155-161.

¹⁵⁸ CRLG, Fonds Laurendeau, Lettre d'André Laurendeau à ses parents, Paris, 30 janv. 1936.

chrétien » tout en exprimant son aversion pour l'AF¹⁵⁹. Il s'intéresse plus sérieusement aux mouvements personnalistes qui le séduisent plus que tous les autres. À Groulx, il écrit pour encourager l'A.N. à prendre publiquement ses distances avec *La Nation*, à cause des positions fascistes que ce mouvement affiche. Il exprime à la fois une sympathie pour la critique nationaliste et non-conformiste de *La Nation* et une volonté nette de dissociation complète avec son fascisme et son maurrassisme : « Les positions de *La Nation* sont souvent les mêmes que celles de l'Action nationale mais elles s'inspirent, matériellement, d'idéologies que nous repoussons. Vous savez comme moi d'où ils procèdent. Au travers de Mussolini, de Maurras – monnayés par les tristes journaux de la droite française – *Je Suis Partout*, *L'Écho de Paris*, *Candide*, *Gringoire*, etc.¹⁶⁰ » Groulx lui réplique qu'il préfère ne pas rompre avec les mouvements de jeunes, malgré des reproches à adresser à droite et à gauche, qu'il faut s'opposer également à la gauche et aux excès du capitalisme. Il « n'aime pas leur fascisme à l'italienne, ni leur haine de l'Anglais » mais il « ne juge pas opportun » de diviser publiquement les nationalistes canadiens-français¹⁶¹. Laurendeau explique le quiproquo qui découle de l'écart entre le nationalisme en France et au Québec, entre le nationalisme d'une nation émergente et celui d'une école française qu'il réprouve :

La sympathie traditionnelle des Canadiens français pour la droite européenne repose sur une équivoque. En arrivant à Paris, je me disais nationaliste. J'ai bientôt cessé : je m'attirais des sympathies et des antipathies auxquelles je ne comprenais rien et que ni l'une ni l'autre je ne méritais. Ici, le nationalisme est vraiment synonyme d'égoïsme (aussi sacré que l'on voudra), il est une fin en soi.¹⁶²

Laurendeau ne cesse pas d'être nationaliste québécois, mais il n'est point nationaliste au sens des « nationalistes » français. « Je reste nationaliste et même je le deviens davantage, écrit Laurendeau, mais ce nationalisme n'a rien à voir

¹⁵⁹ CRLG, Fonds Laurendeau, Lettre d'André Laurendeau à ses parents, Paris, 5 mars 1936.

¹⁶⁰ Lettre d'A. Laurendeau à L. Groulx du 22 août 1936, Fonds L. Groulx P1/A 2143.

¹⁶¹ Lettre de L. Groulx à André Laurendeau, 2 sept. 1936, Fonds L. Groulx P1/A 2143.

¹⁶² Lettre d'A. Laurendeau à L. Groulx du 22 août 1936, Fonds L. Groulx P1/A 2143.

avec celui de M. Mussolini », précise-t-il à Groulx¹⁶³. Il y a donc évolution de la pensée de Laurendeau, cristallisée par son séjour en Europe : rejet net de la droite dure, et ouverture de plus en plus grande à gauche. Celle-ci ne se mesure pas par une adhésion au socialisme mais par l'approbation de la revendication de justice sociale qui l'explique et dans l'adhésion à un engagement catholique attaché à la justice sociale. Son centrisme catholique à sensibilité sociale le met au diapason des mouvements personnalistes. Or l'ouverture au personnalisme qu'il exprime tant dans sa correspondance que ses articles, n'est pas seulement due à son voyage en Europe. Par l'entremise de *La Relève*, Laurendeau avait déjà été intéressé au personnalisme. C'est bien ce qui explique qu'il s'y soit immédiatement intéressé à Paris, plutôt que de se tourner du côté de la Jeune-Droite catholique, par exemple. Son intérêt pour les personnalistes s'était par exemple manifesté dans *Notre nationalisme*, rédigé avant son départ. Son implication dans le mouvement *La relève* a forcément éveillé l'intérêt de Laurendeau pour le personnalisme. *La Relève* lui demande précisément de rencontrer les meneurs des différents mouvements personnalistes et non-conformistes. Cette source du personnalisme de Laurendeau n'apparaît guère dans l'historiographie établie à son sujet¹⁶⁴. Voilà qui éclaire autrement la trajectoire de cet intellectuel de premier plan pour le milieu du XXe siècle québécois (la trentaine d'années qui suit son accession à la direction de *L'Action nationale*).

Ce rapprochement illustre aussi une conséquence indirecte de la Condamnation de l'AF, de l'éclosion de mouvements intellectuels catholiques personnalistes qui s'ensuit dans le sillage de Maritain. L'AF, que Héroux et Groulx recommandaient aux jeunes membres de l'A.f. de découvrir dans un contexte catholique plus large, ne fait bien sûr plus partie des recommandations. Sans doute que, durant ce séjour de Laurendeau, la proximité avec la nouvelle gauche catholique que développe *Esprit* ou que la droite attribue à *Sept*, et qu'il approuve en bonne partie, n'est pas sans susciter l'étonnement de son père et de

¹⁶³ CRLG, Fonds L. Groulx, Lettre d'André Laurendeau à L. Groulx, 22 août 1936.

¹⁶⁴ Cf. Chap. I^{er}, division I.2.1.1.

Groulx. Ce ne sera pourtant pas source de défiance puisqu'ils lui confient la succession de son père à la tête de la revue à son retour en 1937. Ils ne craignent donc pas ce personnalisme présenté par lui comme centriste.

La pensée groulxiste de Laurendeau se reflète, simultanément à cette ouverture personnaliste, dans de nombreuses plaquettes, celle qu'il consacre à l'abbé Groulx, mais aussi dans ses contributions à *La Relève*, tous textes marqués par l'indépendantisme de l'A.f. Il prend position en faveur de l'État français, une Laurentie indépendante, dans les pages de *la Relève*. La direction exprime un certain accord dans le numéro spécial consacré à cette question, quoiqu'elle ouvre aussi la porte à un autonomisme fédéraliste. Position éditoriale qu'elle réaffirme en 1938¹⁶⁵. *Notre nationalisme* dévoile ses influences groulxiste et personnaliste et présente la Laurentie indépendante, suite logique à l'enseignement groulxiste. Il exprime dans ces plaquettes et ces articles un indépendantisme entièrement issu du courant lancé par l'A.f. en 1922. C'est dans sa correspondance avec Groulx, notamment au moment où naissent les JC, que l'on peut retracer son travail d'étude du groulxisme. Laurendeau affirme dans *Notre nationalisme* : « Nous donnerons à l'homme de ce coin de terre le sens du collectif en même temps que le sens de la personnalité » qui préservera la « notion de personne »¹⁶⁶, écho d'un éditorial de *La Relève* (« Position : Notion de la personne »). En accord avec ces deux modèles doctrinaux, il soumet l'idéal de la Nation, qui ne doit pas être « le dieu nouveau », aux devoirs du catholicisme et d'humanité, d'universel. Il y identifie l'antisémitisme comme un sentiment qui « n'est pas chrétien ». Dans ce livret, juste avant son départ pour la France, il diabolisait encore le communisme. Voilà un élément qui change au cours de son séjour européen, évolution que la fréquentation des personnalistes de gauche aura suscitée. Mais l'ouverture au personnalisme précède ce voyage, comme nous venons de le démontrer.

¹⁶⁵ A. Laurendeau, *L'abbé Lionel Groulx*, M., A.C.F., 1939 ; « Préliminaires à l'Action nationale », *La Relève*, oct. 1935, II, 2 et « Lettre de Paris », *LR*, III, 1, sept.-oct. 1936 : no spécial « Préliminaires à un manifeste pour la patrie » ; *La Relève*, « Positions sur la guerre », *LR*, IV, 7, déc. 1938, p.195.

¹⁶⁶ *Notre nationalisme*, Tract des Jeune-Canada, M., Le Devoir, 1935, p.43.

5.2.1.2 Jeune-Canada

Nous allons examiner le lien organique entre *La Relève* et les Jeune-Canada¹⁶⁷ (1932-1938). Le lien entre ces deux mouvements tisse un lien entre *La Relève* et *L'Action nationale*. Les Jeune-Canada sont nés à la suite d'une rencontre de jeunes intellectuels avec l'abbé Groulx. De jeunes étudiants, dont Groulx était un professeur, sont venus le consulter à propos d'un coup d'éclat qu'ils méditent. En pleine crise, ils sont outrés par la sous-représentation des Canadiens français dans les emplois fédéraux. Groulx, qui « ne se savait pas si modéré », leur déconseille l'esclandre et leur recommande la publication d'un manifeste¹⁶⁸. Ils sollicitent son aide pour sa rédaction. Ce Manifeste, publié dans *L'Action nationale*¹⁶⁹, est présenté au public dans une assemblée. A. LaVergne préside, E. Minville, président de la L.A.N., prononce un discours. Le manifeste est fidèle au groulxisme élaboré à l'A.f. Ainsi se conclut-il : « Souvenons-nous que ne nous serons maîtres chez nous que si nous devenons dignes de l'être. » Davantage, pour étoffer la doctrine des Jeune-Canada en 1933, André Laurendeau se met à l'étude des *Enquêtes* de l'A.f. Voici ce qu'il écrit à Groulx : « J'ai lu avec attention [...] *Notre avenir politique*. Cela m'a ouvert toutes sortes de perspectives. Cette idée m'était déjà chère. Je me demande si sa réalisation ne pourrait pas être notre œuvre. [...] Votre position était inattaquable. Ne vaudrait-il pas mieux, maintenant, aider les événements ?¹⁷⁰ » Reconnaisant que les JC ne sont pas encore prêts pour pareille tâche, il souhaite qu'ils s'y préparent¹⁷¹. L'indépendance, c'est ce qu'il appellera une position commune avec *La Nation* malgré une opposition politique. Il relit *L'Action française* et *Le Devoir* des premières années. Laurendeau ajoutait : « j'y crois fermement, depuis de nombreuses années ». Il a été un peu déprimé par l'échec de *L'Action française*, mais ce mouvement a été précurseur, en relançant l'idée d'indépendance du

¹⁶⁷ Cf. Denis Chouinard, « Des contestataires pragmatiques : les Jeune-Canada (1932-1938) », *RHAF*, vol. XL no 1, été 1986, p.5-28.

¹⁶⁸ Groulx, « Naissance des Jeune-Canada », *Mes Mémoires*, III, p.274-276.

¹⁶⁹ *L'Action nationale*, févr. 1933

¹⁷⁰ Corr. de Groulx, FLG P1/A 2143, lettre d'A. Laurendeau à L. Groulx, St-Gabriel-de-Brandon, 16 août 1933. En partie cité dans *Mes Mémoires*, III.

¹⁷¹ A. Laurendeau, *Notre nationalisme*.

Québec. Et de conclure : « Vous semblez satisfait de l'élève que vous avez eu. Moi, j'ai rencontré un vrai maître, un maître, plus, infiniment plus qu'un professeur.¹⁷² » Nous verrons que *La Relève* aussi, dans son ensemble, reconnaît alors en Groulx un « maître ».

Laurendeau joue durant cette période un rôle de pivot entre les mouvements : les Jeune-Canada, *L'Action nationale*, *La Relève*, nous l'avons vu, mais aussi *La Nation*. C'est grâce à son rôle aux Jeune-Canada que Laurendeau a pu établir des liens entre ces divers groupes, des passerelles dans le cas des trois premiers. Les JC sont une des nombreuses expressions de l'agitation de la jeunesse intellectuelle des années 1930, dont la profusion des mouvements atteste l'émergence en force. Marqués par Groulx, figure intellectuelle dominante de l'heure, ils développent néanmoins chacun leur autonomie¹⁷³. La crise de ces années permet de tracer un parallèle nuancé avec « l'esprit de 1930 » de la jeunesse intellectuelle française : une jeunesse s'organise pour exprimer une voix non-conformiste, réformiste, voire révolutionnaire, en quête de changement profond de la société libérale traditionnelle.

L'ALN est l'expression politique la plus significative de cette quête de changement, prônant des réformes socio-économiques et une politique de développement national. Dans les années 1930, une grande partie de la jeunesse intellectuelle adule Groulx ou fait profession de foi de le respecter, surtout ces groupes que *La Relève* reconnaît comme « jeunes » et qui se revendiquent de la jeunesse pour lancer un appel au changement. Nous n'allons pas aborder le champ plus vaste de l'action catholique, plus éloigné de l'engagement intellectuel, qui les intéresse également bien sûr¹⁷⁴. Autour des JC, on peut analyser ces mouvements de jeunesse nationaliste, généralement très admirative de Groulx. Signalons les Jeunesses libérales nationales, la Jeune union nationale, les Jeunesses

¹⁷² Corr. de Groulx, FLG P1/A 2143, lettre d'A. Laurendeau à L. Groulx, St-Gabriel-de-Brandon, 16 août 1933.

¹⁷³ Louise Bienvenue, « 'L'impérieuse mission de la jeunesse' ou l'émergence d'un groupe social, la jeunesse », *BHP*, IX, 2, print. 2001, p.14-21. Cf. M.-P. Luneau, *Le mythe du berger* ; J. Éthier-Blais, *Le siècle de l'abbé Groulx*.

¹⁷⁴ P.ex. : R. Charbonneau, « 15 juillet 1935 », *LR*, II, 6, p.192-193, sur le Congrès des JOC.

laurentiennes, les Jeunesses patriotes. Groulx cherche à s'adresser à la plupart des groupes. Il est l'aumônier des Jeunesses laurentiennes, qu'il félicite encore en 1946 d'accorder la « primauté au spirituel¹⁷⁵ », tout en s'engageant dans le temporel. Groulx défend devant cet auditoire le programme de développement national selon les mêmes axes que naguère à l'A.f., notamment l'autonomie québécoise et l'éducation, encourageant l'exigence de l'accroissement de l'offre de formations sur le territoire. Les JC sont, de tous ces groupes patriotes, le plus proche des périodiques nationalistes établis, *Le Devoir* et *L'Action nationale*, de Montréal. Certains mouvements semblent apparentés à la Jeune-Droite catholique, voire à la Jeune-Droite fascisante, tel les Jeunesses patriotes¹⁷⁶. De l'autre côté, au sein de cette jeunesse engagée se manifeste une ouverture aux courants du personnalisme et de l'antifascisme : chez *La Relève*, une partie des JC et des jeunes de l'Action nationale. Car *La Relève* demeure partie intégrante de ce milieu de sociabilité intellectuelle par le biais des Jeune-Canada.

En effet, l'un des deux directeurs de *La Relève*, R. Charbonneau, est un membre fondateur des JC, comme l'est un de ses principaux rédacteurs, R. Duhamel. Collaborateurs réguliers, Pierre Dansereau et Laurendeau, participent aussi des deux mouvements. Le manifeste des JC pour l'égalité des deux peuples et la reconnaissance du bilinguisme en pratique, le redressement national et l'accès équitable aux emplois de la fonction publique suscita une forte réaction de la jeunesse canadienne-française pour plébisciter le manifeste. Détachons parmi les signataires initiaux (une vingtaine), la plupart étudiants, R. Charbonneau, R. Duhamel, Dominique Beaudin qui collabore comme Laurendeau à *L'Action nationale*, Gérard Filion, futur directeur du *Devoir*, Dollard Dansereau, frère de Pierre Dansereau et Dostaler O'Leary, futur membre des Jeunesses patriotes en 1936-1937 et rédacteur au journal libéral *La Patrie* en 1937. Selon Louise

¹⁷⁵ Groulx, « Message aux Jeunesses laurentiennes », *Le Devoir*, 4 et 5 mars 1946, cité in *Mes Mémoires*, IV, p.17.

¹⁷⁶ Cf. M. Larose, *Les Jeunesses patriotes et "La Nation"*, M.A., UQAM, 1984.

Bienvenue, les JC laissent une marque importante¹⁷⁷. Les JC s'organisent en mouvement activiste qui organise des assemblées, des travaux de réflexion publiés en tracts.

Le mouvement reste lié à *L'Action nationale* et au *Devoir*. L'ESP propage alors un programme social inspiré de *Quadragesimo anno* (1931). L'Action nationale axe sa critique très mesurée du capitalisme sur cette Encyclique. Les JC, tout en dénonçant les abus des trusts et l'exclusion économique des Canadiens français, demeurent des « contestataires pragmatiques¹⁷⁸ ». Ils réclament des réformes et demeurent modérés. Laurendeau trace les bornes de modération catholique du nationalisme, en accord avec le personnalisme, dans *La Relève*, comme nous l'avons vu : « Nationalistes, prenons garde d'idolâtrer jamais la Nation. »¹⁷⁹ Dans un plan de travail d'équipe qui devait organiser l'élaboration de leur doctrine¹⁸⁰, Dominique Beaudin devait tracer les abus possibles du nationalisme, Laurendeau, exposer le « devoir national » et R. Charbonneau, établir la « primauté du spirituel ». Le programme de ce mouvement plutôt groulxiste de par sa naissance et son nationalisme était donc fortement influencé par le personnalisme de Maritain. Le mouvement s'essouffle à la fin de la décennie, lorsque la crise est moins aiguë. Le point culminant de cette agitation de la jeunesse nationaliste fut les campagnes électorales de 1935 et 1936 avec l'ALN et l'Union nationale. *La Relève* l'incite alors, via un membre des deux mouvements, Duhamel, à éviter l'engagement proprement politique.

En dépit des membres conjoints aux directions des mouvements Jeune-Canada et *La Relève*, la revue personnaliste ne se met pas derrière les JC mais à côté ou même au-dessus parce que sur un plan supérieur : la nationalité ne se nourrit pas que de pain, assène-t-elle. Alors face au manifeste retentissant de ces jeunes durant la campagne qui mène l'Union nationale au pouvoir – JC,

¹⁷⁷ *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, M. Boréal, 2003, p.37.

¹⁷⁸ D. Chouinard, « Des contestataires pragmatiques : les Jeune-Canada (1932-1938) », *RHAF*, vol. XL no 1, été 1986, p.5-28.

¹⁷⁹ André Laurendeau, « Préliminaires à l'Action nationale », *LR*, II, 2, oct. 1935, p.36.

¹⁸⁰ Il ne paraît pas avoir été appliqué ; Cf. Annexe III.

Jeunesses patriotes, et autres nationalistes qui prennent ensemble une position critique envers Duplessis et Taschereau mais favorable à l'ALN – *La Relève* qui se contente d'évoquer « de nouveaux partis » et rappelle, citation de *Sept* à l'appui, qu' « un chrétien engagé reste loin des partis ». L'opposition n'a pas trait au nationalisme mais à la politique : le catholicisme personnaliste définit un nationalisme sain et bénéfique, distinct du mauvais exprimé par exemple par l'AF ou le « Manifeste pour la Défense de l'Occident ». Or l'action de *La Relève* pour remettre en valeur la personne, grâce à la primauté du spirituel, doit se faire au-dessus de toute politique, c'est leur rôle de clercs. Sur le plan du nationalisme, il y a concordance dans l'approbation de l'idéal d'un État français. Cette convergence exprime autant un point commun entre *La Province*, *La Relève*, *L'Action nationale* et *La Nation* qu'elle illustre leur opposition politique, puisqu'ils ne sont pas d'accord sur le régime politique ni sur l'engagement sur le plan de la politique. Chacun exprime un assentiment avec des principes élémentaires du groulxisme et opte pour une voie propre : d'accord sur l'idée d'un État, on peut s'opposer sur le régime, l'autonomie ou l'indépendance, etc. Ainsi, la direction de *La Relève*, dans son numéro spécial « Préliminaire à un manifeste pour la patrie », écrit : « Nous sommes en voie de devenir une nation, c'est évident »¹⁸¹. Elle est alors encline à l'indépendance. Laurendeau signe la préface de cet article, et leurs positions sont conformes comme celle du rédacteur R. Duhamel qui devient membre de la L.A.N. de 1937 à 1947¹⁸². Il sera aussi en 1937 un collaborateur avec R. Élie de *La Province* de P. Gouin : l'ALN n'existant plus, ce n'est plus un journal de parti¹⁸³.

5.2.1.3 L'Action nationale

Récapitulons brièvement les positions politiques de l'Action nationale durant les années 1930. L'Action nationale demeure constitutionnaliste et appuie

¹⁸¹ *La Relève*, III, 1, sept.-oct. 1936, « Préliminaires à un manifeste pour la patrie », signé R.Charbonneau, R.Élie, P.Beaulieu, C.Hurtubise, p.23.

¹⁸² Pascale Ryan, *Des Intellectuels dans la Cité*, 2002, p.153, p.294.

¹⁸³ Beaulieu et Hamelin, *La Presse québécoise*, 1934, « *La Province* ». Cf. L'article de M. Hamel dans *La Nation*, II, 23, 15 jui. 1937, sur son article.

l'Action libérale nationale (ALN) et son programme réformiste au milieu de la décennie (1933-1936). Ce programme, qui souhaite redresser la nation à l'aide de l'État québécois, apparaît proche des intérêts de *L'Action française* naguère et illustre la continuité de la pensée politique nationaliste de la Ligue. Mais cette sympathie, qui s'exprime par l'engagement direct de ses membres directeurs¹⁸⁴, et par l'ouverture de ses pages à Paul Gouin (chef de l'ALN), se combine à une volonté de traiter de questions politiques de manière non partisane¹⁸⁵. Face à la montée des périls de guerre, l'Action nationale ne prend pas parti contre les sanctions dans l'affaire d'Éthiopie, est divisée devant la crise espagnole, partagée sur cette question entre un point de vue conservateur (Groulx) et un point de vue catholique personnaliste (Laurendeau). L'Action nationale prend peu position en matière de politique internationale, si ce n'est pour appuyer un isolationnisme panaméricain, cautionnant Roosevelt sur ce point¹⁸⁶. Elle s'oppose tant au communisme qu'au nazisme, antichrétiens, qu'elle met dos à dos¹⁸⁷, ainsi qu'au totalitarisme fasciste. L'Action nationale ne se réjouit pas de Munich et demeure fidèle à un antibellicisme qui, dès le début de 1939, ne signifie pas l'opposition à l'entrée en guerre aux côtés des alliés, mais à la conscription.

Le nationalisme défendu par Laurendeau dans les pages de *L'Action nationale* est au diapason de celui que développe *La Relève*, fondé sur le personnalisme et le désir d'un ordre nouveau restaurant la primauté du spirituel. Laurendeau le fonde sur Maritain, ce qui l'insère dans un catholicisme qui lui est supérieur, comme le faisait Groulx, mais la note maritainienne le colore d'une nouvelle sensibilité quasi existentialiste¹⁸⁸. Un régionalisme et un nationalisme refermés sur eux-mêmes seraient aussi insuffisants qu'un cosmopolitisme. R. Charbonneau recense *Notre nationalisme* d'André Laurendeau, et il salue l'analyse marquée par la réflexion indépendantiste des groulxistes de l'A.f. et le

¹⁸⁴ *** « Le Dr Philippe Hamel (portrait) », *L'Action nationale*, sept. 1936, p.19-23.

¹⁸⁵ A. Laurendeau, « L'Actualité », sept. 1937, p.5.

¹⁸⁶ Ex. : A. Vanier, « Politique extérieure », *L'Action nationale*, févr. 1937, p.90-103.

¹⁸⁷ Introduction d'André Laurendeau à l'article « Hitler, 'L'Homme qui arrêta le communisme' », par Zeuge, un réfugié allemand, *L'Action nationale*, nov. 1938, p.155.

¹⁸⁸ A. Laurendeau, « A propos de notre nationalisme. Explication », *L'Action nationale*, févr. 1936, p.120-122.

personnalisme. Charbonneau se félicite en particulier qu'elle incorpore les balises de Maritain sur les limites du nationalisme pour un chrétien, balises publiées dans *Sept*¹⁸⁹. Pour étayer cette position, Laurendeau expose combien *L'Action nationale* et *La Relève* peuvent être complémentaires, respectant la même volonté de rupture en faveur des valeurs spirituelles : « À côté de l'*Action nationale*, des Jeune-Canada, il y a place pour la *Relève*, pour *Les Idées* - et pour une infinité d'œuvres qui manquent encore. Nous ne fixons aucune limite à notre activité. » La nuance étant que les JC peuvent s'engager comme l'A.N. dans un appui au programme de P. Gouin et du trio de Québec. Il n'empêche que l'élection de Duplessis est une déception pour les nationalistes réformistes, qui ne transparaît guère dans *La Relève*, davantage dans *L'Action nationale*, plus encore dans *La Province* ou *La Nation*.

L'*Action nationale* exprime tôt ses sympathies pour Maritain, sympathies qui impliquent une bonne part de la vieille garde, du moins avant les manifestes et contre-manifestes concernant l'Éthiopie et l'Espagne. *L'Action nationale* salue ainsi la visite de Maritain à Montréal en 1934 – précisément celle où toute *La Relève* le rencontra - présenté comme le penseur du catholicisme le plus vivant¹⁹⁰. Cet article se conclut avec en regard une notice d'appui à Philippe Hamel : cet exemple d'intérêt pour Maritain exprime une forte proximité avec *La Relève* et en même temps illustre la spécificité de l'action des deux mouvements intellectuels. Car *La Relève* s'intéresse aux expériences des régimes novateurs du monde mais guère aux campagnes qui ont cours dans l'actualité locale. Néanmoins, la jeune garde de *L'Action nationale* est effectivement proche de *La Relève* à cette époque, Laurendeau exprimant une forte sympathie pour *Sept*, comme *La Relève*, y compris à propos des crises d'Éthiopie et d'Espagne. La vieille garde de l'*Action nationale* ne s'exprime guère contre Laurendeau.

Cependant, les anciens professeurs jésuites de *La Relève* et de Laurendeau, dans l'organe du père Archambault de l'ESP, *L'Ordre nouveau*, publient cette

¹⁸⁹ R. Charbonneau, « Notre nationalisme », *La Relève*, II, 8, avr. 1936, p.234-235.

¹⁹⁰ R. Voyer, o.p., « Maritain à Montréal », *L'Action nationale*, nov. 1934, 193-200.

remarque : « Nous avons lu avec regret au Canada un article dans *La Relève* et une note dans *L'Action nationale* qui s'inspiraient d'*Esprit*.¹⁹¹ » Notons en passant que *L'Ordre nouveau* de l'ESP s'attire à son tour l'opprobre de *La Nation* en optant pour un corporatisme non politique, donc ne passant pas par la dictature mais par l'acceptation du régime parlementaire, en cette même année 1937, comme nous le verrons au chapitre sixième. Si *L'Ordre nouveau* se place à droite, et réproouve le gauchisme d'*Esprit*, il s'agit donc du conservatisme catholique et non de l'extrême droite. En ce qui concerne les inspirations d'*Esprit* reprochées, il s'agit de la présentation que Mounier en fait dans *La Relève* et d'un entretien de Laurendeau avec Mounier publié à *L'Action nationale*, où, dans une note, il recommande vivement de s'intéresser à *Esprit* en commençant par cet article dans *La Relève*¹⁹². Remarquons que Laurendeau n'est pas encore directeur de *L'Action nationale* et qu'une fois directeur, il exprime moins son appui à *Esprit* (pour notre période) qu'à *Sept*, ce qui ne devait pas tellement plaire davantage aux bons pères jésuites. Il serait curieux de comparer l'organe des jésuites à la *Revue dominicaine* sur cette question. C'était un dominicain qui encensait Maritain dans *L'Action nationale*. Cet épisode témoigne de liens étroits et personalistes entre les deux mouvements, Action nationale et *La Relève*.

Aussi Laurendeau attire-t-il de jeunes clercs ouverts au personalisme avec lui à *L'Action nationale*. Jeunes personalistes qui, sans être des JC, collaborent et à *L'Action nationale* et à *La Relève*, entretiennent les liens directs entre *La Relève* et l'abbé Groulx. Guy Frégault collabore à la fois à *La Relève* et à *L'Action nationale*. F. Hertel publie à la fois dans *La Relève* et *L'Action nationale* défendant le personalisme depuis *Leur inquiétude* (référence à *Notre inquiétude* de Daniel-Rops), ouvrage salué par *La Relève*. Hertel met en valeur les ouvrages du personalisme français et vante la fierté des peuples amérindiens dans *L'Action*

¹⁹¹ *L'Ordre nouveau* du 20 avr. 1937, cité par P. Beaulieu, « La Chaleur de l'accueil chez Jacques et Raïssa Maritain », *Écrits du Canada français*, no 49, p.39, note 17.

¹⁹² A. Laurendeau, « La fécondité de l'argent, mécanisme contre nature », *L'A.N.*, janv. 1937, 24-43 ; note p.25.

*nationale*¹⁹³. Signalons les autres collaborateurs aux deux revues : Duhamel, de Saint-Denys Garneau, Jacques LeDuc. Pierre Dansereau écrit à *La Relève*, son frère Dollard à *L'Action nationale*. Duhamel publie « Voies de la jeunesse » dans *La Relève* et Guy Frégault, « Voix de la jeunesse – Où est la révolution ? » dans *L'Action nationale* l'année suivante, deux textes qui incitent la jeunesse à suivre les conseils de Daniel-Rops en mettant le spirituel d'abord. Duhamel insiste sur la distance à conserver avec la politique, Frégault récuse les extrémismes communiste et fasciste et le racisme nazi. Les deux revues fouaillent en même temps l'auteur d'une plaquette admiratrice de Codreanu¹⁹⁴. Duhamel recense dans *La Relève* un ouvrage d'Hermas Bastien rédacteur de l'A.f. et de *L'Action nationale*¹⁹⁵. Il défend à son tour un nationalisme chrétien, éloigné de toute xénophobie et réfutant le racisme¹⁹⁶. « L'avenir constitutionnel du Canada », dans la foulée du livre de M, intéresse les deux revues - *L'Action nationale* en fait une série.

Le futur historien (successeur de Groulx à l'université de Montréal), Guy Frégault, fait la promotion d'un personnalisme de *L'Ordre nouveau*, qu'il adapte en « Ordre laurentien »¹⁹⁷. Dans les deux périodiques il affirme un parti pris favorable au séparatisme, présenté comme inévitable dans un avenir lointain. Il critique le « cheffisme » en vogue, promu pourtant par le « maître » intellectuel des JC et de l'AN, l'abbé Groulx, qui est aussi son mentor¹⁹⁸. Lorsque Laurendeau accède à la direction de *L'Action nationale*, le collaborateur de *La Relève*, Roger Duhamel, intègre la rédaction. Duhamel anime à *L'Action nationale* la chronique « Les jeux de la politique », représentative de la nouvelle tonalité du mouvement.

¹⁹³ François Hertel, « Discours en l'air », *L'Action nationale*, févr. 1935.

¹⁹⁴ *La Relève*, « Codreanu, l'homme de la forêt », *LR*, IV, 9 (1939), p.286-288 ; A. Viatte, « Les livres », *L'Action nationale*, juin 1939, p.539. Par Michel Gauvin, Québec, Éditions de la Nouvelle-France, Cahier no 1, 1939, 32 p.

¹⁹⁵ R. Duhamel, « Nationalisme », *LR*, II, 6, 189-191, à propos de *Conditions de notre destin national*, M., Albert Lévesque, 1935, 238 p.

¹⁹⁶ R. Duhamel, « Nationalisme », *La Relève*, II, 6, févr. 1936, p.189-192.

¹⁹⁷ G. Frégault, « Pour un ordre laurentien », *L'Action nationale*, mars 1937, p.144.-150 ; « Révolution et liberté », *L'A.N.*, avr. 1937, p.233-239 ; « Lettre [pour un ordre nouveau] », *La Relève*, IV, 1, 1938, p.27-29.

¹⁹⁸ G. Frégault, « Du côté des chefs », *La Relève*, IV, 10, janv. 1940, p.311 *sq.*

Après cette insertion à *L'Action nationale*, et jusqu'à la fin de notre période d'étude, Laurendeau et Duhamel sont tous deux absents de *La Relève* (en 1938-39). Cependant à la même époque (1937-1939), Guy Frégault et François Hertel continuent de publier dans les deux revues. Nous pouvons néanmoins déceler dans l'évolution vers un engagement plus politisé de ces deux Jeune-Canada, Duhamel et Laurendeau, une distanciation avec *La Relève*, demeurée fidèle aux réserves personalistes du début des années 1930 et s'éloignant peu à peu de l'engagement nationaliste. Après tout, ce qui ressemble à un appui timide et réservé au Parti libéral fédéral (PLC) émerge dans leurs pages¹⁹⁹, juste avant la naissance de *La Nouvelle Relève*. Les meneurs de *La Relève* poursuivent ensuite sur cette voie ; Robert Charbonneau deviendra directeur adjoint de l'information à *La Presse* en 1949. À l'époque de la naissance de *La Nouvelle relève* et des éditions de l'Arbre (vers 1940-1942), il collaborait au *Canada*, journal libéral (plus radical et critique que *La Presse*, défenderesse des hiérarchies établies) et bête noire de *La Nation*.

En se déclarant au tout début de son existence en accord avec le camp « de l'ordre et de l'intelligence »²⁰⁰, contre le socialisme et les partis politiques, le mouvement de *La Relève* démontrait une certaine compatibilité avec davantage que le groulxisme, rien moins que le Parti de l'intelligence de 1919. Mais *L'Action nationale* et *La Relève* suivent nettement l'évolution de Maritain vers le *Manifeste pour la Justice et la Paix* de 1935. Au cours des années 1935 à 1937, *La Relève* et *L'Action nationale*, en suivant avec intérêt les personalistes de centre et de gauche, froissent par exemple leurs anciens professeurs jésuites. Ces deux mouvements se sont également positionnés contre le fascisme de *La Nation*, et de plus en plus nettement contre les idéologies d'extrême droite. Il se produit donc une évolution notable qui en 1935-1937. Dans le cas de Laurendeau, cette évolution est accentuée par son séjour européen. Les germes en furent semés auparavant, avec la parution de *La Relève* et, en amont, avec la séparation entre Maritain et l'AF.

¹⁹⁹ C. Hurtubise, « Conditions de l'unité canadienne », *LR*, IV, 10, janv. 1940, 293-294.

²⁰⁰ *La Relève*, I, 1, « Positions », p.4.

Nous avons donc révélé de nombreuses passerelles bien vivantes entre *La Relève* et *L'Action nationale* au cours des années 1930 et de nombreux points communs entre l'A.N. et *La Relève*. C'est pourquoi, en évoquant un front commun de la jeunesse, qui exige une solidarité révolutionnaire de la jeunesse, R. Charbonneau suggère de résumer la doctrine des jeunes à partir de *L'Action nationale* et de *L'Ordre* d'O. Asselin, où plusieurs jeunes intellectuels intègrent la rédaction en y apportant la quête d'un « ordre nouveau »²⁰¹. Ces points communs étant le personnalisme et le groulxisme, ils nous amènent aux relations qu'entretient *La Relève* avec Groulx lui-même.

5.2.2 *La Relève* et Lionel Groulx

L'abbé Groulx salue dans *L'Action nationale* tant la naissance de *La Relève* que celle de l'ancêtre de *La Nation*, *Vivre*²⁰² - sans qu'un article n'y salue la naissance de *La Nation*, au contraire quelques-uns, tel Laurendeau, critiqueront le fascisme qu'elle adopte. Or, comme Groulx l'explique à Laurendeau, il tente de demeurer en bons termes avec les divers mouvements intellectuels de jeunes nationalistes ou de jeunes catholiques, « ne juge[ant] pas opportun » de les diviser (tel que cité en 5.2.1). Ainsi, un article de *L'Action nationale* signé « Le Guet » (Lionel Groulx ?) saluait les nouveaux mouvements de jeunesse – Jeune-Canada, *La Relève*, *Vivre*, reproduisant avec approbation, d'une feuille du séminaire de Rimouski, une rhétorique de lutte catholique contre le nazisme et le communisme, qui ressemble à celle du père Doncoeur : « Une lutte de civilisation s'amorce, ou plutôt c'est la barbarie réincarnée dans le racisme et l'impiété qui se dresse menaçante en face de la civilisation chrétienne. On compte sur le contingent canadien-français, il sera là à son poste, à côté des bataillons français et belges.²⁰³ »

²⁰¹ Cf. Beaulieu et Hamelin, VI, « L'Ordre » ; R. Charbonneau, « Les Cahiers noirs », *LR*, II, 2, p.56-58.

²⁰² L. Groulx, « *La Relève* », *L'A.N.*, avr. 1934, p.226-229, « *Vivre* », nov. 1934, p.171-176.

²⁰³ Le Guet, « Voix de la jeunesse », *L'Action nationale*, mars 1935, p.182.

Comment Groulx pourrait-il réconcilier ces deux pôles, de *La Relève* à *La Nation*, du moins maintenir son discours dans une telle position qu'il demeurera séduisant à deux courants de la jeunesse intellectuelle qui lui sont liés mais qui sont de plus en plus opposés ? Lui-même acceptait déjà mal la séparation entre action catholique et action nationale, et ces oppositions entre mouvements de jeunes, qui s'accroissent à partir de 1936, ne font qu'accroître les multiples divisions. Dans le cas des polémiques autour de la guerre d'Espagne, il se range bien sûr du côté de Rome dans la condamnation des extravagances de *Sept*, comme il dut le faire avec l'AF et *La Sentinelle* dix ans plus tôt. Le consensus de la « bonne presse » en faveur de Franco²⁰⁴ reflète une position confortable pour Groulx sur ce plan. Sa position séparatiste, autonomiste en pratique, est en revanche moins confortable auprès de l'establishment. C'est toutefois ce qui enthousiasme les jeunes intellectuels non-conformistes, des courants nationalistes autant que catholiques.

À la naissance de *La Relève*, Groulx partage avec ses fondateurs plusieurs sensibilités intellectuelles catholiques. Il est un lecteur du Maritain de *Primauté du spirituel*. Il fréquente non seulement l'Institut d'Action catholique mais le père Doncoeur également, en particulier pendant son séjour à Paris en 1931 : il admire la revue *Études* tant pour son jugement toujours éloigné des « idées risquées », « revue moderne sans être moderniste »²⁰⁵. Groulx partage en quelque sorte avec Maritain une vision de l'engagement intellectuel dont se réclame *La Relève*²⁰⁶, qui se préoccupe du politique mais demeure au-dessus des partis. Et Groulx partage avec Doncoeur un intérêt pour le scoutisme et l'encadrement de ce type. Groulx tentera de maintenir un intérêt pour le nationalisme chez *La Relève* lorsqu'il le sent déclinant comme de ramener *La Nation* vers le catholicisme et une certaine modération – mais n'anticipons pas en ce qui concerne l'hebdomadaire de Québec.

²⁰⁴ C. Déry, *Si loin si proche. La Guerre civile espagnole et le Québec*. PUL, 2004.

²⁰⁵ L. Groulx, *Mes Mémoires*, III, p.95.

²⁰⁶ R. Charbonneau, « Lettre sur l'indépendance », *LR*, II, 9-10, mai-juin 1936, p.261-262.

La Relève correspond elle-même avec Groulx²⁰⁷ et salue régulièrement « notre maître à tous »²⁰⁸ et ses ouvrages dans ses pages. C'est assez typique d'une portion significative de la jeunesse intellectuelle des années 1930, celle qu'on peut qualifier de non-conformiste et qui n'est pas libérale, puisque l'expression se retrouve dans des périodiques aussi différents que *La Relève*, *La Province*, *Les Pamphlets de Valdombre*²⁰⁹ ou, nous le verrons, *La Nation*. Beaulieu est celui qui correspond avec Groulx au nom de la rédaction de *La Relève*. Il avait entamé sa correspondance avec Groulx en se présentant aussi en tant que scout puis chef scout, organisation où Groulx s'était impliqué. Groulx en voulut au cardinal Villeneuve de la fusion du scoutisme canadien-français (*Éclaireurs*) avec celui de Baden-Powell dans une entité « arbor[ant] l'Union Jack »²¹⁰. Autre indice de convergences idéologiques, Salazar qui suscite l'intérêt de *La Relève* et de *Sept* est admiré par Groulx – comme il l'est de la Jeune-Droite et des maurrassiens. Si le fascisme est rejeté de façon plus catégorique par *La Relève* que par Groulx qui cite en exemple Salazar et Dolfuss avec Valera et Atatürk, et s'intéresse aux *Dictateurs* de J. Bainville, la curiosité pour l'expérience de *l'Estado novo* est un point de convergence entre *La Relève*, *L'Action nationale* et *Le Devoir*. Groulx partage une sensibilité catholique et nationale avec plusieurs des membres les plus importants du mouvement qui font aussi partie des JC.

Paul Beaulieu écrit à Groulx des félicitations à la parution d'*Orientations* qu'il estime bien résumer la doctrine de relèvement national et catholique : il déclare que la jeune génération cherche un maître et que Groulx est ce maître à penser.²¹¹ « La jeunesse vous suit » et encourage sa « doctrine de fierté catholique et nationale »²¹². C'est le ton de l'article qu'il consacre à cet ouvrage : « Ce livre

²⁰⁷ Corr. de L. Groulx, CRLG, P1/A, 223 : *La Relève*, comprenant 3 cartes d'étrences et 3 lettres.

²⁰⁸ J.-C. Lemieux, « En marge des préliminaires au manifeste pour la patrie », *LR*, III, 4, p. 119.

²⁰⁹ No 3, févr. 1937 ; Cf. Groulx, *Mes Mémoires*, III, p. 237.

²¹⁰ L. Groulx, « Mes dernières relations avec le Cardinal Villeneuve », *Mes Mémoires*, IV, p. 221.

²¹¹ Corr. de L. Groulx, CRLG, Fonds P1/A 223, cité dans *Mes Mémoires*, III. Ou IV

²¹² Lettre de P. Beaulieu à L. Groulx, s.l.n.d., vœux pour l'an 1937.

est celui d'un maître »²¹³. Plus encore, Beaulieu l'associe au parti de la relève, le parti de la jeunesse intellectuelle : « L'abbé Groulx aime l'audace, il est un jeune. » Double consécration ! Beaulieu écrit aussi à Groulx à propos de *Directives*. Il retient de Groulx un « idéal élevé », « la piété et la grandeur » de la « mission de Canadien français et catholique ». Il ajoute : « À *La Relève*, nous attachons une importance de premier ordre à votre travail, il est pour nous une source d'inspiration et de confiance en l'avenir ». Une nuance s'introduit tout de même : « Il me semble qu'on a trop souvent déformé votre pensée soit par erreur soit de mauvaise foi, cherchant à l'accaparer pour les fins de son groupe ou de sa théorie nationale. »²¹⁴ Enfin, dans une lettre où il remercie Groulx des conseils donnés lorsque l'équipe de *La Relève* vint le consulter, Beaulieu invite Groulx à y publier un texte d'orientation, qui ne se matérialisa pas²¹⁵. Occasion pour Beaulieu de réitérer la volonté de se faire accepter comme mouvement ami aux causes portées par Groulx : « Vous pouvez être assuré que nous comptons faire notre part dans l'épanouissement de la culture française au Canada, et si nous avons choisi une formule différente, nous espérons qu'elle pourra servir la même cause. »²¹⁶

Plusieurs rédacteurs de *La Relève* furent des lecteurs d'*Orientations* et de *Directives*²¹⁷. Ainsi Duhamel écrit de Groulx : « Les pages trop brèves de l'abbé Groulx [...] ouvrent maints horizons. Il faut les avoir lues. Elles nous permettent d'entrevoir l'heure de la libération, alors que notre peuple sentira, "à en pleurer d'émotion, la joie et la grandeur de vivre" ». De même, le collaborateur Jean Chapdelaine rend hommage à « L'abbé Groulx », héros du patriotisme, en expliquant les mérites de son travail intellectuel et nationaliste²¹⁸. Non seulement Groulx a-t-il raison de restaurer la fierté et la connaissance historique, mais on adhère à sa vision d'un avenir national canadien-français qui puisse passer un jour

²¹³ P. Beaulieu, « Orientations », *La Relève*, II, 3, nov. 1935, p.93-95.

²¹⁴ Corr. de Groulx, lettre de Paul Beaulieu du 20 janv. 1938.

²¹⁵ Lettre de P. Beaulieu à L. Groulx, adressée de *La Relève*, M., 18 nov. 1938.

²¹⁶ Dernière lettre écrite par Beaulieu conservée dans ce fonds, à L. Groulx, le 18 nov. 1938.

²¹⁷ Robert Élie, « Rupture », *La Relève*, II, 6, févr. 1936, p.172-177.

²¹⁸ J. Chapdelaine, *LR*, I, 4, sept. 1934, « l'abbé Groulx », p.76 ; Cf. Groulx, *MM*, III, p.327.

par l'autonomie ou l'indépendance. Il y a donc bien plus que Laurendeau qui fasse le pont entre Groulx et le mouvement *La Relève*. Groulx fait bien partie des références contrairement à la présentation rétrospective que Beaulieu fit de cette relation²¹⁹, marqué sans doute par une bifurcation ultérieure, celle qui se développe davantage à *La Nouvelle Relève*. Il y réduit à néant la vie littéraire et des revues des années 1920, nie presque que *La Relève* ait accepté le nationalisme. Il réduit le nationalisme groulxiste de l'époque à des slogans comme « la revanche des berceaux, la survivance ». Certes, *Vivre* avait proclamé vouloir mettre un terme à la survivance nationale pour enfin « vivre » à plein régime – mais on ne peut dire que le programme de l'État français de l'A.f. maintenait le nationalisme traditionaliste dans une ornière de survivance. Beaulieu gomme ainsi au passage non seulement la réflexion de l'A.f. mais l'activité de l'Action nationale et la relative proximité qui existait entre *La Relève* et elle à cette époque, avant la *Nouvelle Relève*. La correspondance entre Beaulieu et Groulx sera alors inexistante. Leurs intérêts ne semblent pas bifurquer radicalement dès les premières années – Groulx demeure attaché à la « primauté du spirituel », chacun s'intéresse à l'ouvrage de Philippe Barrès sur de Gaulle qui paraît à Montréal²²⁰.

Après ce bref examen des relations entre *La Relève* et Groulx, la volonté de ne pas rompre avec « le prince de la jeunesse » paraît manifeste, elle se concrétise en effet par des recensions et références au chanoine dans les cahiers. Bélanger a fait ressortir un parallélisme entre l'engagement catholique de *La Relève* et l'engagement national de Groulx : les deux veulent agir sur l'âme, le for intérieur, la conscience, par l'éducation et l'exemple en s'écartant du politique – de la politique selon nous, car l'intellectuel mis en situation du politique n'est pas obligé d'évoluer vers la politique. Groulx parviendra effectivement à maintenir ses liens avec tant *La Relève* que *La Nation* que nous allons examiner dans leurs rapports réciproques.

²¹⁹ P. Beaulieu, « 1930-1940 : Sortir de l'ornière », *Écrits du Canada français*, no 52, p.60-61.

²²⁰ A. Langlois, « Charles de Gaulle par Philippe Barrès », *La Nouvelle Relève*, I, 6, 1941, p.360. Pour Groulx, cf. Bibliothèque de Groulx, in Bibliographie.

5.2.3 Débats de « La Relève » avec des mouvements intellectuels québécois

Si un front commun de la jeunesse intellectuelle non-conformiste a été ébauché vers 1934-1935²²¹, *La Relève* allait bientôt s'opposer à certains de ses tenants potentiels, en particulier les mouvements *Vivre-La Nation*. Le passage de *Vivre* à *La Nation* s'accompagne d'une prise de position en faveur du fascisme, qui empêche le front commun de se maintenir. Les Jeunesses patriotes s'allient avec le parti que veut animer *La Nation* : la participation des JP à des coalitions autonomistes se complique elle aussi. Les tentatives de trouver un accord entre divers mouvements politiques et intellectuels en 1938, comme au congrès de Sorel, échouent – mais *La Relève*, les JC ou André Laurendeau n'en sont pas. Les Jeunesses patriotes ont peut-être rassemblé de gauche à droite, de Dostaler O'Leary à Hertel, sans rassembler autour d'elles des mouvements irréconciliables sur le plan du conflit de chefs ou de politique. Ces mouvements, *La Nation* et JP, qui participent à la fondation d'une grande coalition autonomiste autour des JC en 1936, sont bientôt réprouvés par le meneur des JC, Laurendeau, et dans les pages de *L'Action nationale*, critiquant le fascisme et l'engagement de *La Nation* en ce sens, comme *La Relève*. Ce débat revêt plusieurs formes dans les pages de *La Relève*. Jean-Louis Gagnon de *La Nation* – qui collaborera cinq années plus tard avec les rédacteurs de *La Relève* au très libéral *Canada* – les prend à parti à propos de la révolution spirituelle, à laquelle il oppose les révolutions concrètes du communisme et du fascisme, en optant pour la dernière. R. Charbonneau lui donne la réplique. Ensuite, c'est *La Relève* qui prend à parti *La Nation* pour ses élucubrations sur saint Jean-Baptiste, patron des Canadiens français, qu'elle voudrait remplacer par un saint « moins juif », Jeanne d'Arc. Ces divagations sont aisément démontables pour *La Relève* sur le plan catholique comme sur tous les autres. C'est l'occasion de fustiger le « politique d'abord » de *La Nation*.

²²¹ R. Charbonneau, « Les Cahiers noirs », *La Relève*, II, 2, p.56.

Au regard des questions qui agitent une grande partie de ces mouvements de jeunesse des années 1930, la *Relève* reste souvent remarquablement silencieuse. C'est le cas du programme de restauration sociale, élaboré par l'ESP à partir de *Quadragesimo anno*, adopté par l'ALN et par la L.A.N. C'est le cas pour l'ALN, bien sûr, nous l'avons vu, largement négligée. Ce n'est pas tout à fait le cas pour l'État français. En somme, *La Relève* est, dans ses premières années surtout, avant le départ de Duhamel et Laurendeau, et jusqu'à la naissance de la *Nouvelle Relève*, favorable à une position nationaliste et autonomiste quant à l'émancipation de la nation québécoise²²². C'est un objectif d'avenir, non pas sur le plan de la mobilisation politique, mais de sa réflexion sur le développement de la personnalité individuelle et collective. Cet État français est, au départ, facilement imaginé dans une indépendance future²²³ assortie d'un développement de la solidarité de l'humanité (impliquant une refonte de la SDN). Il est en fin de période imaginé dans le cadre du fédéralisme²²⁴, toujours en compatibilité avec une forme d'autonomie. Dans l'ensemble, *La Relève* n'est pas, sur ce point, en rupture avec *L'Action nationale*. Encore une fois, notons que rétrospectivement, Paul Beaulieu campe entièrement *la Relève* des années 1930 dans une telle rupture écrivant même « nous ne cherchions pas des maîtres à penser, mais des partenaires avec qui dialoguer » - comme la lecture « récalcitrante » de Groulx qui prétend avoir gouverné *La Relève*, nous pensons que notre analyse nuance fortement cette présentation²²⁵. C'est sur le plan du principe d'action que *La Relève* diverge avec l'Action nationale mais aussi avec tous les mouvements de jeunes, dont celui avec lequel elle était associée de près, les JC. Elle se maintient en bons termes avec *L'Action nationale* et Groulx, les chemins séparés qu'ils empruntent à la fin de la décennie, qui se confirmeront durant la guerre, ne se traduisent pas par une rupture, du moins pas encore.

²²² La Relève, « Préliminaires à un manifeste pour la patrie », *LR*, III, 1, oct. 1936, 8-31.

²²³ R. Charbonneau, « Notes sur la jeunesse », *La Relève*, II, 4, déc. 1935, p.99-103, cf.p.103.

²²⁴ C. Hurtubise, « Conditions de l'unité canadienne », *LR*, IV, 10, janv. 1940, 293-295.

²²⁵ P. Beaulieu, « 1930-1940 : Sortir de l'ornière », *Écrits du Canada français*, p.63 et p.61.

Cette rupture, *La Relève* en tête cependant les prémisses, elle était en gestation, sans doute, et c'est le parcours ultérieur de *La Nouvelle Relève* qui doit expliquer cette présentation de Beaulieu. *La Relève* réfléchit en effet à une posture de « refus total ». Quelques années avant le manifeste du « Refus global » des Automatistes de 1948, un texte annonce dans *La Relève* une volonté de « refus total »²²⁶. Robert Élie rédige cet article intitulé « Rupture » qui évoque ce concept de « Refus total », en se référant, pour articuler sa réflexion, aux *Orientations* de Groulx autant qu'au personnalisme des non-conformistes. Notons que Paul Beaulieu était une connaissance amicale de Borduas, le meneur des Automatistes²²⁷. R. Élie publie des analyses de Borduas dans la *Nouvelle Relève* et aux éditions de L'Arbre²²⁸. Des liens existèrent donc entre la *Nouvelle Relève* et les Automatistes : nous posons par conséquent la question du lien potentiel de cette expression de R. Élie en 1936 avec *Refus global*.

Sur le plan esthétique, *La Relève* ne prend pas le parti du régionalisme littéraire, mais bien sûr d'une créativité très personnalisée, mystique, ouverte à l'expérimentation des formes, dans toutes les expressions artistiques²²⁹, comme l'illustre l'œuvre du grand poète Saint-Denys Garneau dans ses pages²³⁰. Elle ne traite pas expressément de surréalisme mais elle se montre ouverte à la rupture avec le néo-classicisme et les anciennes écoles – étriquant ainsi le Parnasse²³¹. Si *L'Action nationale* réitère l'appui de l'A.f. au régionalisme au cours des années 1930, les personnalistes qu'elle accueille y développent une ouverture à l'innovation esthétique. F. Hertel, par exemple, puise dans la pensée indienne de Rabindranath Tagore pour orienter la recherche d'une créativité originale, spirituelle, nationale mais aussi universelle : il faut donc une littérature dans l'esprit de la civilisation française par ses fondements linguistique et spirituel,

²²⁶ Robert Élie, « Rupture », *La Relève*, II, 6, févr. 1936, p. 176.

²²⁷ Paul-Émile Borduas, *Écrits*, PUM, 1987-1997, I, p. 34. Sur l'automatisme, Cf. A.-G. Bourassa et G. Lapointe, *Refus global et ses environs*, M., L'Hexagone, 1988.

²²⁸ R. Élie, *Borduas*, M., L'Arbre, 1943, rééd. 1983, M., Art global, 24 p. et 20 p. de pl.

²²⁹ Ex. : H. de Saint-Denys Garneau, « Chronique des Beaux-arts », *LR*, II, 4, déc. 1935, 124-125.

²³⁰ Cf. R. Élie « Regards et jeux dans l'espace » et R. Charbonneau, « Lettre à St-Denys Garneau », *LR*, III, 4, p. 120-121 et p. 122.

²³¹ J. Le Duc, « Cette momie, le Parnasse français », *La Relève*, III, 4, 1937, 107-115.

mais absolument originale. Ce n'est pas le régionalisme classique, mais une expression, à travers la personnalité locale, de l'homme éternel qu'il réclame, une concentration sur la création qui explore des terres vierges de la littérature et délaisse l'imitation, surtout sur le plan de la littérature pure mais aussi celui de la littérature d'action²³². Si le fondateur de *La Nation* publie une seule fois dans *L'Action nationale* – et c'est peu après la fondation de son hebdomadaire, un article à la défense du régionalisme²³³. Sa contribution mérite une notice : « Nous ne souscrivons pas à toutes les idées émises par le directeur de *La Nation*.²³⁴ » *L'Action nationale* souhaite toujours clarifier son opposition à l'option fasciste que prône *La Nation* et publie plusieurs critiques du fascisme et du nazisme²³⁵. Sur cette question, *L'Action nationale* demeure donc centriste et ouverte à une variété d'opinions, tandis que *La Relève*, en publiant Saint-Denys Garneau²³⁶, met en pratique sa recherche d'innovation en arts et lettres, ce qui est un aspect important de ses cahiers.

Les débats entre *La Relève* et *Vivre* devenu *Les Cahiers noirs* ont été relatés par Bélanger. Paul Bouchard lui-même ayant été collaborateur des *Cahiers noirs*²³⁷, *La Nation* récupère des meneurs de l'équipe *Vivre-Cahiers noirs* : leur ancien directeur J.-L. Gagnon, les rédacteurs Pierre Chaloult et Hélène Jobidon, le collaborateur Fernand Lacroix. Fernand Lacroix se moque quelque peu de la foi des Jeune-Canada²³⁸, illustration du laïcisme que porte cette équipe, à laquelle collabore le futur directeur libéral et anticlérical du *Jour*, Jean-Charles Harvey. Le rédacteur de *Vivre*, Rex Desmarchais, devait être un écrivain dont le roman serait publié en feuilleton dans les pages de *La Nation*²³⁹. Cela ne semble pas s'être

²³² François Hertel, « L'avenir de notre littérature », *L'Action nationale*, oct. 1937, 128-143.

²³³ Paul Bouchard, « Régionalisme littéraire », *L'Action nationale*, mai 1936, p.293-305.

²³⁴ *Loc. cit.*, N.D.L.R., p. 305.

²³⁵ Cf. And. Laurendeau, « L'Actualité », et sa présentation de l'article d'É. Baas, « Introduction à la thèse de Rosenberg », *L'A.N.*, sept. 1937, p.5-14 et p.14-15 ; Andrée Fossier, « Individu et État dans le fascisme », *L'A.N.*, nov. 1937, 205-233.

²³⁶ H. de Saint-Denys Garneau, « Poèmes », *La Relève*, III, 2, 55-57.

²³⁷ Le premier et unique numéro annonçait son article à venir « Latinité : en serons-nous ? ».

²³⁸ Fernand Lacroix, « Le Jeune-Canada parle », *Vivre*, II, 1, 8 mars 1935.

²³⁹ Robert Chenier, « L'actualité sans image – À nos collaborateurs ! », *La Nation*, I, 25, 30 juil. 1936, p.4.

matérialisé, *La Nation* suivit simplement sa production²⁴⁰. L'éclatement du front commun esquissé vers 1935, dès le départ en difficulté, se dévoile dans la confrontation entre *La Nation* et *La Relève*. Notons que la jeune garde de l'Action nationale se trouve en meilleures relations avec *La Relève*, malgré un consensus autonomiste généralisé parmi la constellation de mouvements de jeunes intellectuels que nous avons présentée, et nonobstant une plus grande distance de *La Relève* quant à l'implication directe en sa faveur. *La Relève* répond à l'antisémitisme de *La Nation* en ridiculisant ses propos concernant les saints patrons. Il était aisé pour *La Relève* de détruire un argument intenable sur le plan catholique – la foi étant absente de la réflexion de *La Nation* – comme sur les autres. Elle en profite pour fustiger son fascisme et son maurrassisme : « à notre avis, nous avons là un exemple du « politique d'abord » poussé à ses dernières conséquences », néfastes du point de vue spirituel qui est le leur²⁴¹. Simultanément, Daniel-Rops s'attaque à l'antisémitisme autrement violent des pamphlets de Céline, ignobles²⁴². La critique de l'antisémitisme, très présente dans *Esprit*, n'est donc pas absente de *La Relève*.

La Relève prend la peine d'explicitier qu'elle récuse le « Manifeste pour la Défense de l'Occident » que publie Massis, ralliant droite, Jeune-Droite et AF, avec lequel sympathisent non seulement O. Héroux du *Devoir* et plusieurs publications catholiques à travers le monde et au Québec²⁴³, mais aussi la direction de *Vivre* puis de *La Nation*. Ainsi, cette division entre Massis et Maritain se répercute directement au Québec. La condamnation du Manifeste de Massis, auquel *Le Devoir* et *La Nation* sont sympathiques, est réitérée un an plus tard par C. Hurtubise. Face à la guerre civile espagnole, *La Relève* adopte encore la position de *Sept*. Des intellectuels comme Héroux et Groulx sont demeurés, sur

²⁴⁰ Michel Gauvin, « La revue des livres – Rex Desmarchais : Littérature et philosophie mêlées », LN, III, 2, 17 févr. 1938, p.3.

²⁴¹ Claude Hurtubise, « Saint-Jean Baptiste et le nationalisme », LR, IV, 3, [1938], p.69-73.

²⁴² Daniel-Rops, « Lettre de France, mars 1938 », *La Relève*, IV, 4, 1938, p.106.

²⁴³ Cf. C. Désy, *Si loin si proche* ; Pomeyrols, « Le Devoir et la guerre d'Espagne », RHAF, vol. LVIII, no 3, hiv. 2005 ; et A.-J. Bélanger, *L'Apolitisme*, p.107 : Dans *Le Devoir*, 6 mai 1936, O. Héroux « considère politiquement normale cette recherche d'expansion italienne », et p.298.

cette question, plus près des opinions de la droite catholique²⁴⁴. Par contre, de *Sept* elle suit de près le parcours, reproduisant en même temps que la *Revue dominicaine* son célèbre Manifeste Justice et Paix. Les relations extensives entre *L'Action nationale* et *La Relève* contrastent avec l'opposition concrète de *La Relève* avec *La Nation*, affirmant les positions opposées de « primauté du spirituel » maritainienne et de « politique d'abord » maurrassien. *La Relève* le fonde explicitement sur Maritain et *La Nation*, sur Maurras. Comme *Esprit*, les personnalistes québécois expriment leur malaise devant ces non-conformistes qui évoluent et adoptent le fascisme. Ceux-ci désapprouvent en retour la proposition d'une révolution spirituelle et se réclament donc plus concrets. Les plus « pragmatiques », comme les JC ou les jeunes de l'ALN, recherchent quant à eux des réformes modérées en politique et non la révolution extrémiste. A la fin, se dégage l'impression d'un front commun plus que fragile qui ne fut qu'une ébauche, mais aussi de liens étroits entre plusieurs mouvements, notamment les Jeune-Canada, *La Relève* et l'Action nationale.

CONCLUSION

Notre enquête comparative nous a permis d'éclairer la question des rapports entre *La Relève* et les personnalistes européens. Sur le plan des relations françaises de *La Relève*, notre étude produit deux découvertes. Primo, *La Relève* est beaucoup plus proche de *Sept* et de *Temps présent*, que d'*Esprit*, bien qu'elle fasse officiellement partie des « cercles d'Amis » du mouvement *Esprit*. Secundo, sur le plan des transferts culturels et des inspirations, Maritain est l'influence idéologique déterminante tandis qu'*Esprit* sert d'inspiration de formule de revue comme de mouvement intellectuel, catholique mais laïc. Cette proximité avec *Sept* devant *Esprit* est peut-être une surprise, en regard de l'historiographie, qui retient surtout le lien entre *Esprit* et *La Relève* et néglige quelque peu les autres

²⁴⁴ Cf. L. Groulx, *MM*, III, p.112, critiquant les positions de *Sept* et de Maritain sur l'Espagne et pour *Le Devoir* et Héroux, C. Pomeyrols, « *Le Devoir* et la guerre d'Espagne. Les usages de la référence française », *RHAF*, vol.58, no 3, hiv.2005.

mouvements personalistes, *a fortiori* les écarts de positions et de principes que cette préférence implique. Il faut inscrire *La Relève* et bien la situer dans la mouvance des non-conformistes. Ce qui émerge c'est qu'on ignorait ou oubliait que la référence à Maritain domine nettement celle à *Esprit*, sans qu'on puisse confondre les deux. En effet, les positions de *Sept* et d'*Esprit* ne sont pas identiques et *Esprit* représente un engagement davantage encore laïcisé. *La Relève* concorde avec une référence personaliste plus cléricale, moins hétérodoxe, qu'elle préfère au mouvement encore plus avant-gardiste d'*Esprit*.

La Relève adhère sur le plan des principes à *Sept*, et les ténors de *Sept* Maritain et Daniel-Rops, inspirent sa réflexion et procurent des orientations à son engagement. C'est sur le plan de la revue, de sa facture et de son rôle de recherche et d'expression d'un mouvement qu'elle est influencée et inspirée par le modèle d'*Esprit*. La comparaison de la formule de *La Relève* avec celles des revues *Esprit* et *L'Action nationale* confirmée par d'autres revues non-conformistes, telles que la française *L'Ordre nouveau* ou la québécoise *Vivre*, permirent de mettre en lumière cette proximité. Inspirée par sa maquette et par l'engagement d'*Esprit* dont elle se fait « amie », *La Relève* demeure pourtant plus fidèle à la conception maritainienne du mouvement de jeunes intellectuels catholiques développant le personalisme. C'est à la fois parce qu'elle est plus strictement catholique et parce qu'elle veut agir moins sur le terrain du militantisme que par l'écrit. Ainsi, à la lumière de notre taxinomie, nous pouvons affirmer que *La Relève* est même davantage un mouvement-revue que ne l'est *Esprit* dans ses premières années (brièvement il est vrai). Car *La Relève* s'intéresse encore moins à élargir son action au-delà de la revue. C'est pourquoi le transfert culturel principal, nous apparaît être d'ordre idéologique : le personalisme maritainien et le modèle maritainien d'engagement catholique laïc auquel *Esprit* ne correspond pas toujours autant que *Sept*, pour cause d'autonomie de pensée, bien qu'*Esprit* soit une revue comme *La Relève* et que, comme Maritain, elle estime que cette action intellectuelle devrait s'incarner. S'ajoute donc en outre une inspiration formelle des cahiers des non-conformistes personalistes, *Esprit* en premier lieu, qui sont

autant d'exemples d'engagement de jeunes personalistes. Ces modèles sont inspirants pour de jeunes intellectuels québécois en quête d'un espace de liberté intellectuelle et créative. Le personalisme procurait à *La Relève* une force originale, une position de révolution spirituelle. *La Relève* y puisait selon une logique propre, marquée notamment par une question nationale, comme le remarque Angers-Fabre, mais aussi une insertion dans un milieu plus large, pendant québécois des non-conformistes français.

Notre examen des relations de *La Relève* avec les mouvements intellectuels de son temps produit également une double découverte : primo, les rapports étroits entre l'Action nationale et *La Relève*, à travers notamment les Jeune-Canada. Secundo, le parallèle très fort entre non-conformistes français et une nébuleuse que nous pourrions définir comme non-conformistes québécois où *La Relève* et l'Action nationale s'opposent à *La Nation*, de manière analogue à l'opposition entre personalistes de gauche et Jeune-Droite en France. Ressort en effet de notre étude, la proximité étroite entre trois mouvements, les Jeune-Canada, *La Relève* et l'Action nationale. De plus, nous avons éclairé la question de la trajectoire intellectuelle de Laurendeau, qui est bel et bien animé, dans les années 1930, d'un engagement groulxiste et personaliste. Et nous avons dévoilé l'importance de sa rencontre avec le personalisme avant son séjour européen, source de son intérêt pour ces mouvements qui, une fois sur place, élargissent davantage ses horizons intellectuels à gauche. Son séjour lui révèle également ses distances avec la droite française et européenne. Les non-conformistes québécois s'intéressent de très près aux productions des non-conformistes français, adaptant et adoptant certaines de leurs idéologies, l'exemple le plus évident étant le personalisme de *La Relève*. Ces non-conformistes québécois ont également en commun de se situer par rapport à l'abbé Groulx dans une relation assez suivie, en particulier pour les Jeune-Canada et *L'Action nationale* d'une part, et donc les rédacteurs et collaborateurs de *La Relève* qui participent aussi de ces deux mouvements, et d'autre part *La Nation*.

Comme les non-conformistes français, *La Relève* et *Vivre* puis *La Nation* entament une forme de dialogue qui débouche sur une opposition franche, pendant de l'opposition entre les deux principaux versants non-conformistes français, les personnalistes et la Jeune-Droite. Parmi les personnalistes eux-mêmes, *L'Ordre nouveau*, plus conservateur et davantage engagé à droite (moins que la Jeune-Droite qui vogue à l'extrême droite), développe donc lui aussi une rupture – moins radicale – avec les autres personnalistes, de centre ou centre-gauche (*Sept*) et de gauche (*Esprit*). *La Relève* et *L'Action nationale* sont plus proches l'une de l'autre, par leurs collaborations croisées et l'implication de leurs membres dans les JC, que de *La Nation*, qui suscite leur opposition pour son fascisme, voire son « politique d'abord » maurassien. Ces trois mouvements sont davantage proches du centre tandis que *La Nation* s'engage à l'extrême droite. Avec *La Relève* toutefois, se distinguant des JC comme de *L'Action nationale*, malgré un certain nationalisme, l'action intellectuelle nationale n'occupe plus la première place : elle n'est pas la raison d'être du mouvement.

La Relève est la voix d'un mouvement intellectuel qui servira la patrie en remplissant des objectifs de spiritualité : susciter un art et une pensée véritablement catholiques qui permettent le redressement spirituel de la société, par le biais d'un engagement personnel dont l'art serait une des expressions privilégiées. Le refus total indique une tendance, en gestation, tendance à approfondir cette distinction, à rompre cette compatibilité, qui ne se manifeste pas de façon tranchée avant la fin de la première *Relève*. Entre-temps, l'aventure de *La Relève* semble fortifier l'ouverture au personnalisme qui se manifeste dans *L'Action nationale* et semble en particulier avoir eu une influence significative sur André Laurendeau. Avec lui, cette jeune génération non-conformiste accède à la direction du mouvement fondé par Groulx et Héroux et lui intègre une teinte significative de personnalisme sans refuser pour autant le politique et le national. Examinons maintenant un mouvement profondément engagé en politique, *La Nation*.

CHAPITRE VI

« LA NATION »

6.1 « LA NATION » : PRÉSENTATION ET COMPARAISON

L'analyse de ce mouvement et de sa relation française devrait se faire à la lumière de nos deux cas précédents, en quête d'éventuelles inspirations, prises de modèle de mouvement intellectuel ainsi que les transferts culturels. Dans le cas de *La Nation*, tel qu'établi en Introduction à la troisième partie, nous examinons sa relation avec *Gringoire*, de façon cohérente avec l'historiographie. Comme pour l'Action française et *La Relève*, nous allons procéder par analyse du contenu de *La Nation*, que nous avons dépouillée dans sa totalité. Nous avons également dépouillé, de façon sélective, ses antécédents *Vivre* et *Les Cahiers noirs*. Notre analyse s'appuie également sur le dépouillement de la correspondance de *La Nation* dans le fonds du Centre de recherches Lionel-Groulx (CRLG). Son contenu sera analysé pour identifier la personnalité idéologique de *La Nation* et son évolution politique, ce qui signifie tant les articles de doctrine que ceux qui relatent l'activisme politique du mouvement, comme il le sera pour la comparer à *Gringoire* dans ses doctrines et son évolution. Pour résumer les positions de *Gringoire* et des organes liés la Jeune-Droite, nous nous référons au *Dictionnaire des intellectuels français*. Nous avons cependant sondé nous-même *Gringoire* et *Je suis partout* afin de comparer leur présentation à celle de *La Nation*. Comme pour *La Relève*, nous prêterons une attention particulière aux révélateurs que sont : les positions face aux nouveaux régimes des années 1930 et face aux crises internationales de cette période, *id est*, face aux crises d'Éthiopie et d'Espagne, à Munich et puis à la guerre, toutes importantes pour bien caractériser l'idéologie en

action d'un mouvement des années 1930 et situer *La Nation* tant par rapport à Gringoire et à la Jeune-Droite que vis-à-vis ses collègues québécois. Derechef, notre analyse de contenu se base sur les articles éditoriaux et de la rédaction permanente pour définir l'idéologie promue, en plus de prêter une attention à ce que choisit de publier le périodique étudié. Notre dépouillement se distingue de l'historiographie parce qu'il analyse l'évolution politique de *La Nation* du début jusqu'à la fin en la situant tant par rapport aux autres jeunesses non-conformistes, groulxistes et aux partis politiques qui agitent la scène électorale sous Duplessis et King, que par rapport à des collègues français, tels *Gringoire* et *Je suis partout*. Notre comparaison avec ces hebdomadaires français doit aider à faire ressortir sa personnalité.

Nous avons souvent constaté des écarts d'inspiration entre le fond et la forme. Qu'en est-il de *La Nation* ? Ce mouvement s'est-il inspiré de vis-à-vis européens et si oui, en quoi ? Après avoir présenté *Gringoire*, nous présenterons *La Nation* et son équipe et nous établirons ensuite son évolution politique. Nous posons la question des liens que la feuille de Québec affiche ou entretient dans ses pages avec ce collègue parisien puis la comparaison de leurs positions politiques et de leur évolution. Enfin, pour conclure sur la portée de cette influence potentielle, nous établirons un bilan sur la forme et le fond. Nous récapitulerons très succinctement l'état des connaissances antérieures quant à sa politique et à ses relations avec *Gringoire* pour distinguer l'apport de notre recherche et de notre analyse. Est-ce que cette relation avec *Gringoire* se traduit, concrètement, par une influence sur la forme du périodique, sa structure, celle du mouvement ou dans le contenu ?

6.1.1 Présentation de *Gringoire*, sa forme, sa politique

Pourquoi comparer *La Nation* et *Gringoire* ? C'est dans l'optique de répondre à cette question que nous présentons brièvement *Gringoire*, un hebdomadaire politique d'extrême droite. Qu'est-ce qui caractérise *Gringoire* : le

grand hebdomadaire parisien, politique, littéraire ? Tout d'abord, un ton, une formule : nous avons vu en introduction à la troisième partie que cette formule était inspirée de *Candide* mais adaptée pour occuper un créneau un peu plus populaire. Cette formule combine le traitement de l'actualité nationale et internationale, politique et littéraire, sur un ton critique et satirique, irrévérencieux, ne reculant pas devant la vulgarité et la violence pour choquer et distraire. Cette place à la satire et au divertissement ne va pas sans accorder une grande place à la caricature. *Gringoire* est le plus important de cette catégorie satirique, et même de tous les hebdomadaires à contenu politique de France durant les années 1930. Son tirage est habituellement d'entre 500 et 650 000 exemplaires, pouvant souvent atteindre les 900 000¹. La présentation est celle d'un grand cahier d'une dizaine de pages où les caricatures occupent une place centrale dès la page titre. Les sections politique et littéraire ne se partagent pas l'espace à égalité, mais la section littéraire est tout de même importante. Le jeune publiciste de la Jeune-Droite... Voilà pour la forme et le succès.

En ce qui a trait au contenu, son directeur Horace de Carbuccia qualifie *Gringoire* de « macédoine » pour la variété qu'on y retrouve, y compris la cohabitation de lignes politiques différentes. Une certaine unité leur permet néanmoins de cohabiter aisément, car elles appartiennent toutes à la droite hostile au communisme et au Front Populaire. Elles peuvent au début des années 1930 exprimer diverses veines de droite, sévèrement contre le socialisme, des options républicaines comme des options autoritaires, maurrassiennes, Jeune-Droite, etc. Son évolution jusqu'à la guerre est celle d'un durcissement à l'extrême droite contre la République. En fin de période, la variété des lignes de position est donc moins grande, et plus uniformément contre la République. Jusqu'en 1934, *Gringoire* défend un esprit qui serait « la version droitiste de l'esprit ancien combattant », prêt à soutenir Poincaré, la droite « modérée » et l'union nationale (parlementaire). Cette politique s'accompagne d'une critique en règle de Genève (la Société des Nations) au nom d'une germanophobie méfiante et hostile au

¹ Cf. *Dictionnaire des intellectuels français*, « *Gringoire* » et *Histoire de la presse française*.

compromis². C'est la répression du 6 février 1934 qui pousse *Gringoire* à ne plus soutenir le régime républicain, ce qui entraîne quelques changements de personnel. Cette date est très importante pour les non-conformistes français, puisque c'est à partir de cet événement que les divers mouvements entament une évolution vers des positions inconciliables et conflictuelles, s'engageant plus à droite ou plus à gauche. C'est à partir de cette date que *Gringoire* put devenir attrayant pour de jeunes non-conformistes de la Jeune-Droite, puisque sa politique n'articule plus une vision conservatrice favorable au régime établi.

La guerre d'Éthiopie cristallise l'évolution vers l'extrême droite de *Gringoire*, qui prend alors parti pour l'Italie fasciste contre les sanctions. Désormais, une politique de fermeté inconsidérée contre Rome et même Berlin est critiquée, posée comme risque de guerre, ce qui est un revirement complet face à Berlin, par rapport au nationalisme de droite affiché au début des années 1930. Cette nouvelle ligne politique ne fléchit pas jusqu'en 1939-40. Au contraire, l'anglophobie dont l'agrément son éditorialiste, l'écrivain Henri Béraud³, se perpétue durant l'occupation : le choc de Mers-el-Kébir est l'occasion de republier l'éditorial du 11 octobre 1935 « Faut-il réduire l'Angleterre en esclavage? »⁴, à l'origine une violente défense de l'Italie contre les sanctions. Du nationalisme germanophobe, *Gringoire* est passé à un « antibellicisme » qui valorise les régimes fascistes comme autant de remparts face au communisme. La jonction de son antimarxisme d'origine et d'un nouvel antibellicisme se fait à l'occasion de la guerre d'Espagne, *Gringoire* rejetant toute intervention républicaine. L'intervention ferait le jeu du communisme et mènerait l'Europe en guerre. Les juifs, les communistes, l'immigration seraient les vecteurs de ce bellicisme et du désordre intérieur que *Gringoire* attaque. En avril 1936, le radical André Tardieu,

² *Dictionnaire des intellectuels français*, « Gringoire », 2002, p.666-667.

³ Cf. *Dictionnaire des intellectuels français*, « Béraud, Henri (1885-1958) ».

⁴ *Gringoire*, 11 octobre 1935 et 1^{er} août 1940 ; réf. *Dictionnaire des intellectuels français*, 2002, p.667. À Mers-el-Kébir, la flotte anglaise de la Méditerranée coule une escadre française d'Afrique, craignant que suite à l'armistice, l'Allemagne ne mette la main dessus. Le tout accompagné d'autres actes sanglants contre la marine française, y compris à quai en Angleterre. Voir les *Mémoires de guerre* du Général de Gaulle, Plon, 1954, t.1 p.98, sur l'opération et ses effets néfastes pour les forces de la France libre dans l'opinion, aidant Pétain.

ex-Président du Conseil, rejoint la rédaction, appuyant la critique du Front Populaire et de l'instabilité de la III^e République. Les attaques contre le Front Populaire sont extrêmement violentes. Les éditoriaux en appellent dorénavant (1937) à la négociation avec Hitler. L'intransigeance devant ses annexions équivaldrait à prendre un risque de guerre inacceptable. Jusqu'à et y compris Munich, accord salué par les éditeurs. Ce qui pousse Tardieu, fidèle à l'antigermanisme de sa tradition nationaliste, à rompre avec la rédaction. *Gringoire* suit la ligne officielle de mobilisation une fois la guerre déclenchée, mais embrasse immédiatement le parti de l'armistice puis de la Révolution nationale, « plus vichyssois que collaborationniste ». Ainsi, au départ nationaliste de droite et conservateur, soutien de Poincaré et par conséquent éloigné d'une rupture avec la République et la démocratie, *Gringoire* incarne bien une certaine désertion de la cause patriotique qui caractérise plusieurs mouvements français de droite et de la Jeune-Droite, à partir du Front Populaire, soit une évolution vers l'extrême droite fascisante et européaniste, où l'intérêt national s'efface devant l'anti-socialisme à l'échelle européenne.

6.1.2 Présentation de *La Nation*, formule et rédaction

Présentons *La Nation* : hebdomadaire politique et littéraire. *La Nation* est un hebdomadaire politique et satirique paraissant à Québec, actif du 15 février 1936 au 1^{er} août 1939. Cet organe se positionne clairement à l'extrême droite en appuyant le fascisme, tant le régime italien que l'adaptation de cette idéologie politique à l'international et pour l'État québécois, et ce dès le premier numéro. Sa combinaison de politique et de littérature, de fascisme et d'indépendantisme, avec le ton de la satire et la caricature à la une le démarque au Québec. Les deux hebdomadaires adoptent un grand format (60 cm de long pour *La Nation*) où la caricature occupe une place centrale, quoique plus volumineuse chez *Gringoire* qui offre également plus de pages – à plein régime *La Nation* en fait rarement plus que huit, et encore, principalement pour des numéros spéciaux, la règle étant de

quatre, tandis que *Gringoire* en compte généralement une douzaine. Le tirage n'est pas non plus comparable.

Le tirage, difficile à préciser, n'est qu'estimé à notre connaissance dans la littérature : 5000 dans Julien Fabre⁵, comme dans l'ouvrage hagiographique consacré à Paul Bouchard et assez peu fiable. Le chiffre de 5000 exemplaires repris par C. Désy put lui sembler réaliste. Peut-être exagéré par un thuriféraire peu crédible comme Jean Côté⁶, il indique sans doute un maximum en dessous duquel se situa la réalité, du moins habituelle, en dehors de numéros spéciaux qui rencontrèrent peut-être davantage de succès – voire (rarement) ce chiffre de 5000 ? Côté ne présente pas de preuves. Côté ajoute une prétention de Paul Bouchard à avoir compté des abonnés de qualité dans tous les partis, de T.-D. Bouchard à L. Groulx, qu'il est difficile de vérifier dans son ensemble. La comparaison avec les tirages de *Clarté* et du *Jour* retenus par Désy permet tout de même de croire que le chiffre (de quelques milliers d'exemplaires) n'est pas entièrement farfelu. Même en tenant compte des différences de proportions nationales – le Québec étant *grosso modo* dix fois moins peuplé que la France – les tirages de *Gringoire* et de *La Nation* ne sont pas comparables, en fait celui de *Gringoire* est au moins dix fois plus important proportionnellement au marché. Aux extrêmes, cette période est caractérisée notamment par *Clarté* des communistes et les successives feuilles du parti nazi « de l'unité nationale » canadienne d'Adrien Arcand. Ces dernières peuvent peut-être rejoindre *La Nation* par le ton et l'agressivité, en tout cas par l'exploration des marges des extrêmes gauche et droite qui demeurent peu fréquentées. Mais *La Nation* combine à un ton irrévérencieux, la place centrale de la caricature, l'observatoire de la politique internationale autant que des lettres, en plus d'une ligne politique qui distingue ce périodique de tout autre, combinaison originale et semblable à *Gringoire*.

⁵ J. Fabre, « *La Nation* : les groulxien devant la tentation fasciste, 1936-1939 », (article issu d'un mémoire de D.E.A. à Grenoble II), *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9 no 2, print. 2001, p.40-51.

⁶ *Paul Bouchard, flamboyante figure de notre époque 1908-1997*, s.l., 1998, 240 p. L'ouvrage, hagiographique, n'est pas une source fiable, même si l'auteur eut accès aux archives personnelles de Bouchard.

Le style de *La Nation* est donc particulier sur la scène québécoise, par une combinaison de traits, le contenu et la facture qui le rapprochent nettement des trois hebdomadaires français d'extrême droite, traitant de politique internationale et de lettres en sus de politique intérieure ; la place réservée à la caricature et au ton vulgaire rapprochant plus précisément *La Nation* de *Gringoire* parmi ce trio des hebdomadaires français, catégorie bien spécifique de la presse. *La Nation* se présente comme « Hebdomadaire politique et littéraire ». *Gringoire* se présente comme « Le grand hebdomadaire parisien, politique et littéraire. » Jusqu'à la fin *La Nation* affiche aussi la devise « Pour un État libre français en Amérique ». Cette devise s'inspire de l'État libre d'Irlande (qui a vu le jour durant la Grande Guerre) plutôt que du régime de Mussolini. « Nous voulons un *French Canadian Free State* comme il y a un *Irish Free State*.⁷ ». Le dernier numéro est publié le 1^{er} août 1939, après une agonie due à un manque de financement, après des appels répétés au public. Son autre sous-titre, *Organe du mouvement séparatiste*, nous le verrons, évoluera à maintes reprises. De même, *La Nation* se présente à partir de juillet 1937 et définitivement comme un *Hebdomadaire de défense populaire et nationale*⁸, ce qui reflète une certaine diminution d'importance de la section littéraire d'abord promise à une plus grande activité.

Selon Beaulieu et Hamelin⁹, les cinq fondateurs de *La Nation* sont Paul Bouchard, Albert Pelletier, Roger Vézina, Pierre Letarte et Paul Talbot. L'équipe de rédaction de *La Nation* évolue comme le feront ses devises, mais Paul Bouchard demeure toujours le directeur. D'après L. Groulx, Bouchard et Vézina en sont les deux principaux co-fondateurs. Vézina écrivait aussi sous le pseudonyme Pierre Couillard, nom sans doute à la fois satirique et historique, qui renvoie à l'un des premiers colons de Québec. En 1939, il est avec Bouchard et Hamel le principal rédacteur, se chargeant de l'article en manchette. Paul Bouchard se dégage nettement comme le meneur de l'équipe, du mouvement, le

⁷ P. Bouchard, « Le vieux sur la colline [Taschereau] », *La Nation*, I, no 12, 30 avr. 1936, p. 1. Cf. également « L'exemple de l'Irlande », *La Nation*, II, no 13, 5 mai 1937.

⁸ *La Nation* (LN), II, no 24, 22 juillet 1937.

⁹ « La Nation » in Jean Hamelin, André Beaulieu, et al., (dir.), *La presse québécoise des origines à nos jours*, t. VII, 1935-1944.

patron. Avocat, il fut *Rhodes Scholar*, c'est-à-dire boursier d'Oxford. C'est lui qui détermine les changements d'orientation que traduisent les devises au cours de ces trois années. Au départ, tout au long de 1936, Pierre Chaloult est le rédacteur en chef, puis Marcel Hamel occupe ce poste jusqu'au terme de la parution. M. Hamel fut l'un des rédacteurs principaux dès le premier numéro. Pierre Chaloult (cousin du député et membre de la L.A.N., René Chaloult) et Jean-Louis Gagnon, présents en 1936, quittèrent à la fin de 1936, dans un épisode mouvementé de rupture, qui renouvela considérablement l'équipe. Bouchard annonce ce changement, qu'il appelle une « purge », dans le dernier numéro de 1936, et que la société d'édition de *La Nation* a été refondée avec le directeur, A. Pelletier, R. Vézina, P. Talbot comme associés¹⁰. P. Chaloult et J.-L. Gagnon auraient, selon Bouchard, tenté de s'emparer de *La Nation* et il dément les « rumeurs malveillantes » voulant que le journal ait subi une infiltration communiste. Il est difficile d'en savoir plus sur cet épisode sans avoir accès aux archives personnelles de J.-L. Gagnon ou de P. Bouchard, comme le fit la source peu fiable de J. Côté pour Bouchard, qui avance d'après une lettre de Gagnon conservée dans les archives personnelles de Bouchard, que Gagnon aurait eu des liens communistes. Bouchard ajoute dans cet article sur la « Purge » que Marcel Poulin, un montréalais étudiant à l'École libre des Sciences-politiques de Paris, sera leur correspondant en politique étrangère, leur livrant un article tous les quinze jours. Il semble que ce ne fut pas le cas. Poulin aurait participé à une organisation nommée les Faisceaux d'Action séparatiste, dont nous ne connaissons rien – visiblement dans la mouvance des groupuscules liés à Bouchard par la combinaison du fascisme et du séparatisme, mais qui ne paraît pas avoir fait grand-chose. Existèrent-ils, même ? Bouchard aurait pu avancer cela pour donner le change en relatant cette crise, car nous n'avons guère trouvé de chroniques de Poulin, qui semble par contre avoir discoursé lors d'assemblées tenues par *La Nation* - il participait de la section locale montréalaise du mouvement¹¹.

¹⁰ P. Bouchard, « Purge et sang nouveau à *La Nation* », *LN*, I, no 47, 31 déc. 1936, p.1.

¹¹ « Grand rassemblement du Parti nationaliste au Palais Montcalm », *LN*, IV, no 2, 16 févr. 1939, p.1.

J.-L. Gagnon connaissait la famille de R. Chaloult de longue date. Ces rédacteurs cultivaient un laïcisme qui s'était exprimé dans *Vivre* et admiraient apparemment l'AF et O. Asselin, monarchistes et laïcistes, soit des influences diverses. La recherche non-conformiste de *Vivre* offre des parallèles avec le syncrétisme du jeune Barrès – lorsqu'il était publiciste à l'anticlérical *Voltaire* – mais surtout avec les non-conformistes français, mâtinant maurrassisme et intérêt pour les révolutions d'extrême gauche, proche de la Jeune-Droite agnostique plutôt que des personnalistes¹². Gagnon aurait, selon Bouchard, Groulx et Michel Lacroix¹³, connu une période d'attraction pour le communisme qui aurait provoqué cette rupture de la fin de 1936. Gagnon est surtout, durant la première années, l'analyste des questions socio-économiques, celui qui se préoccupe du « front ouvrier » et du « front paysan ». Avec son départ, le traitement des questions industrielles et l'exposé du fascisme comme solution corporatiste déclinerait selon Bélanger, ce que nous vérifierons. Autre rédacteur permanent, Roger Vézina est avocat, collègue de Bouchard à Laval. Il faut distinguer Albert Pelletier de son homonyme qui dirige *Les Idées* (et participe de la rédaction du *Canada*), qui n'est pas une revue fasciste, qui publie des critiques littéraires dans diverses tribunes, et est quant à lui considéré par Groulx comme hostile à sa personne¹⁴. Le membre de la rédaction de *La Nation* signe parfois Albert T. Pelletier. Pierre Letarte enfin est également avocat. Il s'agit bien d'une moyenne bourgeoisie professionnelle, profil social semblable à celui des jeunes équipes de *La Relève* ou de *L'Action nationale*. De plus, *La Nation* est fière d'annoncer qu'elle a son dessinateur attitré, Maurice Gaudreau. Elle fait la publicité de son atelier de gravures pour les amateurs ; elle ne lui commande pas que des caricatures mais aussi des portraits¹⁵. Elle publie moult caricatures sous d'autres signatures sans que nous ayons toujours été capable de bien les identifier ni de

¹² Ex. : P. Chaloult, entretien avec René Dommange de la *Revue hebdomadaire*, « Et ainsi va la politique française », *Vivre !*, I, 3, oct. 1934, p.30 sq. ; René Dommange, « Lettre de France », *Vivre*, I, 4, nov. 1934, p.26-27 ; J.-L. Gagnon, « Folies françaises » et « Sensations », *Vivre*, I, 5, déc. 1934.

¹³ L. Groulx, *Mes Mémoires*, III, p.295-296 ; M. Lacroix, cf. note.

¹⁴ L. Groulx, *Mes Mémoires*, III, p.214 et p.358.

¹⁵ Cf. *La Nation*, 1^{re} année, no 15, 21 mai 1936, page titre.

distinguer les caricatures du cru de celles tirées de feuilles françaises ou italiennes. Les caricatures du cru sont généralement signées « Huron », mais d'autres signatures sont courantes qui sont pour nous plus difficiles à identifier à une source, soit européenne soit du cru.

Voici comment *La Nation* présente sa formule dans son premier numéro : cet hebdomadaire aura deux sections entièrement indépendantes, la politique et la littéraire. La section politique s'intéressera aux questions économiques et sociales dans une optique canadienne-française, en exposant leur doctrine et leur programme, nationaliste et séparatiste. La section littéraire, d'abord intitulée « Arts, Sciences, Lettres », présentera des articles d'intérêt général sur les arts (y compris du spectacle, en fait), les lettres, l'histoire, mais aussi les sciences (en définitive présentes mais à un degré moindre). Cette indépendance de la section littéraire se reflète par une plus grande variété de collaborateurs occasionnels dans les premiers mois – où se détache notamment Valdombre¹⁶. Malgré l'admiration pour l'écrivain, son engagement politique, contestataire mais davantage libéral, entraîne des frictions avec l'équipe de *La Nation*¹⁷ et sa collaboration est de courte durée. Cette chronique ne survit pas sans dommages à la scission de décembre 1936. Une chronique de critique littéraire, moins régulière, perdure néanmoins jusqu'aux derniers numéros, souvent rédigée par Michel Gauvin¹⁸. La page dédiée à cette section demeure vivante, avec notamment une « revue des livres¹⁹ », une « revue des revues » et des chroniques musicales²⁰, voire des critiques de cinéma ou de radio-romans. S'y ajoute et s'y substitue parfois, durant la dernière année, la chronique du « Sport libre »²¹. L'équipe d'origine comprend les cinq fondateurs, P. Chaloult, J.-L. Gagnon, Hélène Jobidon pour la chronique féminine, Marcel Hamel pour un reportage littéraire régulier, Lucien Lortie pour

¹⁶ Valdombre, « Kipling vivra », *LN*, I, 1, 15 févr. 1936, p.3 ; « Un pamphlet de Valdombre [extrait] », I, 2, 22 févr. 1936, p.3.

¹⁷ M. Hamel, « Valdombre : grand écrivain, piètre politicien », *LN*, II, 2, 18 févr. 1937, p.1.

¹⁸ Ex. : Michel Gauvin, « Critique littéraire – Le roman de l'inquiétude », *La Nation*, IV, 7, 23 mars 1939, p.4.

¹⁹ Ex. : Michel Gauvin, « La revue des livres », *LN*, III, 2, 17 févr. 1938, p.2.

²⁰ Ex. « La musique et les compositeurs nés au pays », *LN*, III, 3, 24 févr. 1938, p.3.

²¹ Ex. A. Letarte et A. St-Amant, « Le Sport libre – Chronique sportive indépendante », *LN*, IV, 7, 28 mars 1939, p.2.

la chronique musicale, le « Dr Antonio Martel » pour les articles concernant sa profession. Elle conclut sa présentation par une invitation, un appel aux articles, aux nouvelles et aux contes que *La Nation* publiera après approbation par la direction²². Avec M. Hamel, l'esthétique promue par *La Nation* s'éloigne tant du régionalisme que du néo-classicisme maurassien : au contraire, Hamel prend parti pour les esthétiques nouvelles, surréalisme y compris, stigmatisant une platitude classique²³. Cela concorde avec l'intérêt pour les formes nouvelles d'expression culturelle liées aux nouveaux médias.

En 1939, *La Nation* annonce ses difficultés financières à ses lecteurs et fait appel à leur aide financière pour garder leur journal à flot durant l'année tourmentée qui s'annonce²⁴. Cet appel ne semble pas rencontrer de succès : au milieu de l'été, *La Nation* annonce soudain qu'elle paraîtra deux fois par mois en juillet-août, puis publie trois semaines plus tard son dernier numéro²⁵. L'équipe est bientôt dispersée. Gagnon, qui avait été le directeur laïciste, voltairien et révolutionnaire de *Vivre!* et avait exprimé son adhésion au fascisme durant la première année de *La Nation*, évolua rapidement vers d'autres idéologies révolutionnaires - le communisme - puis vers le journalisme pour des journaux à grand tirage reliés au Parti libéral. P. Bouchard deviendra rédacteur en chef du *Temps*, périodique de l'Union nationale, recruté par Duplessis qui a fondé cette gazette en 1940²⁶, mais aussi professeur de géographie d'Amérique latine et d'Afrique. P. Chaloult devint secrétaire d'un ministère libéral sous le gouvernement d'Adélard Godbout (1939-1944). M. Hamel se fit bénédictin pendant la guerre. J.-L. Gagnon se fit journaliste pour un quotidien de Québec, *L'Événement*, assez éloigné de *La Nation*. Relevons qu'il devient collègue des Robert Charbonneau et Claude Hurtubise de *La Relève* dans des journaux libéraux comme *La Presse* et *Le Canada*, dans les années 1940. Albert Pelletier « est

²² « Notre formule », *La Nation*, I, no 1, 15 févr. 1936, p.2.

²³ M. Hamel, « Ombres et lumières – Apologie des révolutionnaires », *LN*, I, 44, 10 déc. 1936, p.3.

²⁴ P. Bouchard, « L'année décisive commence », *LN*, III, 52, 2 févr. 1939, p.1.

²⁵ *LN*, « À nos lecteurs », *LN*, IV, 20, 8 juil. 1939, p.1 – dernier no, IV, 21, 1^{er} août 1939.

²⁶ Beaulieu et Hamelin, « Le Temps » ; Cf. Léon Dion, *Québec 1945-2000. Les intellectuels*, t. II, p.24 et p.51-52.

mort », selon une lettre de Marcel Hamel, sans précision supplémentaire. R. Vézina rejoint le Bloc populaire, puis la chambre de commerce de Québec et des périodiques régionaux²⁷.

Ces jeunes intellectuels, tous issus de la bourgeoisie de la région de Québec, sont fortement liés depuis leurs études de droit à Laval, sinon depuis l'adolescence. Paul Bouchard et Jean-Louis Gagnon paraissent être, au départ, les deux têtes de la rédaction, collaborent depuis *Vivre - Les Cahiers noirs*. Autres revuistes de *Vivre* qui participent à la naissance de *La Nation*, Pierre Chaloult et Hélène Jobidon quitteront avec Gagnon. Dans ces cahiers, l'exploration idéologique de ces jeunes diplômés se voulait ouverte aux idéologies contrastantes, non conformistes. Citons parmi les collaborateurs occasionnels, J.-C. Harvey et Grignon. Les tâtonnements menaient le directeur Gagnon vers la révolution de droite ou de gauche, optant pour le fascisme dès avant le lancement de *La Nation* mais surtout en y collaborant puis étant ensuite séduit par le communisme. Plusieurs membres importants de la rédaction de *La Nation* sont donc collègues depuis *Vivre* : outre Bouchard et Gagnon, il faut noter Pierre Chaloult et Hélène Jobidon. Gabriel Langlois participa aussi au deux²⁸, comme Fernand Lacroix, « Notre correspondant à Montréal »²⁹. Rex Desmarchais était collaborateur à *Vivre* et contribue (peu) aux pages littéraires de *La Nation*³⁰. Berthelot Brunet en revanche, contribue aux pages littéraires de *La Nation* et des *Idées*. La plupart de ces ex-membres de *Vivre* quittent avec Gagnon.

²⁷ Corr. de Groulx, CRLG, P1/A, 1713, Lettre de Marcel Hamel à L. Groulx, Saint-Benoît-du-Lac, 19 nov. 1941; Cf. Groulx, *Mes Mémoires*, III, p. 289-295.

²⁸ Cf. Beaulieu et Hamelin, « Vivre » et « Nous ne voulons pas la guerre », *La Nation*, I, no 19, juin 1936, p.4.

²⁹ « La Semaine prochaine [annonce] », *La Nation*, I, 3, 29 févr. 1936, p.1.

³⁰ Cf. « L'actualité sans images – À nos collaborateurs » *La Nation*, I, no 25, 30 juil. 1936, p.4.

6.1.3 Formes comparées de *Gringoire* et *La Nation*

Cherchons à cerner la particularité de ce périodique de Québec parmi les mouvements intellectuels de son temps et à définir son rapport avec *Gringoire*. Quand une partie de l'équipe de *Vivre* a choisi de lancer un hebdomadaire, elle adopte une formule spécifique d'hebdomadaire satirique. Se peut-il que, un peu comme la formule de *Candide* a inspiré les fondateurs de *Gringoire*, la formule plus populaire et irrévérencieuse de *Gringoire* ait inspiré les fondateurs de *La Nation* ? Citons Bélanger :

Le style hardi d'un bon nombre des articles pastiche la presse française de droite : *Gringoire* – dont en particulier Henri Béraud qui fait l'objet d'admiration –, *Candide*, [...] *l'Action française*. Ce mimétisme ne s'en tiendra pas, à la longue, au seul contenant. Progressivement, la forme affectera le fond et conduira *La Nation* à vivre la politique canadienne et surtout québécoise selon un axe étranger de rivalité entre une droite et une gauche extrêmes, c'est-à-dire à l'heure des grands choix continentaux [européens] entre le marxisme (ou le communisme) et le fascisme. Et, à l'instar du modèle français auquel le journal fait emprunt, il revient à l'adversaire ou, plus précisément, aux adversaires, d'occuper l'avant-scène.³¹

Pourquoi la comparer spécifiquement à *Gringoire* ? Parmi les hebdomadaires proches en affinité politique, il serait peut-être fondé de comparer *La Nation* à *Candide* également ? Un rédacteur anonyme, caché sous le pseudonyme « Lermac », annonçait dans le premier numéro de *La Nation* que *Gringoire*, parmi un florilège de publications françaises dont il recommandait la fréquentation, était sa préférée. L'article s'intitule « *Gringoire*, un beau journal de Paris »³². Il donne largement raison à l'idée de comparer les deux, puisqu'il se termine par l'injonction « Lisez *Gringoire* ! » et que *Gringoire* apparaît comme un modèle, un modèle de feuille d'opposition. Étrangement, on dit à la fois que *Gringoire* est « réactionnaire », et « fidèle défenseur de la République », propos incongru pour un journal qui se proclame dans ce même premier numéro, favorable au fascisme. C'est bien ce que permet de croire le premier numéro lorsque, outre cette recommandation de lecture, on compare la transformation de

³¹ A.-J. Bélanger, *L'Apolitisme*, p.336.

³² Lermac, « *Gringoire*, un beau journal de Paris », *La Nation*, vol.1 no 1, 15 févr. 1936, p.3.

Vivre! à *La Nation* : le périodique s'est métamorphosé en organe ressemblant plus à *Gringoire* qu'à *Vivre!* du point de vue de la forme et du fond ; c'est un hebdomadaire qui semble vouloir développer une formule semblable à celle de *Gringoire* en plus petit, et avec une ligne originale bien évidemment. Le ton se veut aussi populaire que *Gringoire*. D'emblée, notons que son sous-titre renvoie aux mêmes catégories que *Gringoire* : politique et littérature, ce qui n'est sans doute pas un hasard, étant donné l'admiration et l'appréciation de *Gringoire* exprimées dans le premier numéro. Lorsqu'on se présente en référant ainsi à un exemple bien établi de publication, cela peut servir à annoncer le style du nouveau canard et à indiquer une forme d'émulation. Cependant, cette seule citation ne suffirait pas si la facture, le ton et le contenu ne se rapprochaient pas visiblement du modèle éventuel ou du moins une partie de ces facteurs. Car si *Vendredi* reprend la formule de *Candide*, c'est pour l'appliquer à une autre couleur politique.

Étant donné le ton et le style semblables, en plus de l'estime pour *Gringoire* exprimée dès le premier numéro, l'historiographie depuis Bélanger a logiquement déduit que *Gringoire* avait servi de modèle à l'équipe de *La Nation*. À cause de la similarité de ton satirique, de facture, de présentation, de sujets d'intérêt et de rubrique, comme de ligne politique d'extrême droite, combinés à cette expression d'admiration, nous souscrivons à cette hypothèse. Établissons en quoi *La Nation* est comparable à *Gringoire*. Dans un premier temps, cernons les caractéristiques originales de *La Nation* à sa naissance, qui permettent de la rapprocher de *Gringoire* plutôt que d'autres hebdomadaires, et de croire que l'exemple de *Gringoire* aurait fourni des éléments d'emprunts à l'équipe fondatrice pour établir leur propre hebdomadaire satirique, politique et littéraire. Certes, le sous-titre de *La Nation* la rapproche bien de *Gringoire* et non des deux autres hebdomadaires français de droite : *Je suis partout* : le grand hebdomadaire de la vie mondiale et *Candide* : grand hebdomadaire parisien et littéraire. Toutefois, il faut mentionner que son sous-titre avait, il y a peu, été employé par l'éphémère (1935) hebdomadaire d'O. Asselin, *La Renaissance* : hebdomadaire politique et

littéraire. Les rédacteurs de *Vivre-La Nation* auraient été, comme ceux de *La Relève*, des lecteurs de son quotidien *L'Ordre*, selon leur propre présentation d'Asselin dans les pages de *La Nation* et d'après René Chaloult dans une lettre présentant la jeune équipe de *Vivre* à L. Groulx. R. Chaloult décèle chez eux l'influence néfaste sur le plan religieux de Maurras comme d'Asselin. « Vaguement partisans d'une laïcisation générale, ils sont de *L'Ordre* sans réserves³³ », écrit-il à Groulx. Groulx considère même être parvenu à atténuer considérablement leur anticléricalisme, particulièrement à avoir converti Marcel Hamel, qu'il considère plus souple que Bouchard, à qui manquait, à son avis, une foi plus développée – il le soupçonne d'être catholique à la façon de Maurras³⁴. *L'Ordre : quotidien de culture française et de renaissance nationale*, n'était pas très comparable, cependant, à *Gringoire* qui passe de la critique du parlementarisme à l'approbation des régimes autoritaires et fascistes. L'hebdomadaire *La Renaissance* n'était pas non plus de même facture que *Gringoire* ni d'un ton aussi vulgaire et n'aurait pas focalisé son traitement de l'actualité québécoise sur un prétendu Front populaire, mais sur les partis en place.

La réflexion politique de la rédaction avait exprimé sa recherche en 1934-35 dans les cahiers de *Vivre!* (brièvement les *Cahiers noirs*). Partie de prémisses apparentées aux refus des non-conformistes français, cette recherche d'un système capable de renverser le capitalisme libéral semblait s'être conclue par l'adoption du corporatisme et du fascisme comme réponse au capitalisme jugé incapable de se réformer et au communisme, option menaçant de s'imposer en Occident. La nouvelle mouture semblait donc s'inspirer non seulement par la forme, mais par le fond, directement des hebdomadaires français d'extrême droite à grand tirage, au premier rang desquels *Gringoire*. *Gringoire* est devenu à ce moment non seulement anticomuniste, mais opposé à la République, et, depuis la guerre d'Éthiopie, a pris le parti de l'Italie contre l'Angleterre. En somme, la conjoncture

³³ Lettre de R. Chaloult à L. Groulx du 12 oct. 1934, citée dans Groulx, *MM*, III, p.290.

³⁴ L. Groulx, « *Vivre – La Nation* », *Mes Mémoires*, III, p.292-295.

politique étrangère comme la conjoncture politique intérieure, avec le Front populaire, lui font déceler en l'Angleterre et la Russie deux ennemis que seuls les dictatures fascistes pourront contrer. La pente vers la désertion du patriotisme est engagée mais n'apparaît pas encore nettement. En prenant d'emblée parti pour l'Italie fasciste, *La Nation* paraît suivre le raisonnement de *Gringoire*, qui se ressent encore du mélange entre origines de droite conservatrice et séduction du fascisme. Cela expliquerait que le texte de « Lermac » reflète ce métissage de politique réactionnaire, républicaine et fasciste, comme d'ailleurs la rédaction de *La Nation* demeure marquée par le laïcisme qu'elle exprimait dans *Vivre*. Un ensemble d'éléments fait ainsi ressortir une proximité qui semble voulue avec la formule d'hebdomadaire développée par *Gringoire* et explicitement admirée, à la fois sur le plan de la forme et du contenu.

Pourtant, dès le premier numéro, la rédaction de *la Nation* veut exprimer l'originalité de sa réflexion politique et se démarquer de toute influence étrangère. Remarquons que cette posture d'indépendance est adoptée par les fascistes français, qui déclarent ne subir aucune influence étrangère, que le fascisme français est le véritable fascisme et que ses racines précèdent Mussolini, *dixit* notamment *JSP* avant la guerre. Paul Bouchard quant à lui déclare : « Que l'on se garde d'imaginer notre programme comme un pâle décalque de mouvement européen similaire. Il a pour base une étude objective de notre situation nationale et de la psychologie particulière au milieu canadien. » Et Pierre Chaloult de renchérir :

Il n'est pas non plus inutile, je crois, de prévenir le lecteur que notre journal n'est de type ni anglais, ni américain, ni français ou autre : c'est un hebdomadaire canadien. Nous vivons dans les limites naturelles de la province de Québec et notre esprit ne table pas sur un étalon-raisonnement étranger à chez nous. Certes, la politique étrangère nous intéresse grandement, mais en tant que politique étrangère située dans son cadre à elle.³⁵

³⁵ P. Bouchard, « Les forces nouvelles » et P. Chaloult, « Ne lisez pas *La Nation* ! » *La Nation*, I, no 1, 15 févr. 1936, p.1.

Cette volonté d'indépendance est un facteur significatif à prendre en compte. Dès le début, malgré toute la proximité volontaire avec le fascisme mussolinien et les positions italiennes, *La Nation* se réserve l'entière liberté de tout juger en fonction de son propre nationalisme. C'est même fondamental à son point de vue. Nous verrons que cela portera à conséquence dans ses prises de position. Au fond cette logique, qui n'est que conséquente pour un organe nationaliste, ne permet pourtant pas d'exclure la prise de modèle pour la facture d'un hebdomadaire. Cette prétention à l'originalité nationale de divers mouvements fascisants de cette époque n'empêchait pas l'émulation bien réelle de Mussolini. Elle n'a pas empêché divers modèles fascistes, fascisants et autoritaires de se répandre en Europe et dans les Amériques durant l'entre-deux-guerres. La réflexion de *La Nation* peut bien être tout axée sur les problématiques du Québec et de sa nationalité, sans empêcher que *Gringoire* serve d'exemple d'hebdomadaire nationaliste et satirique. De plus, en matière de doctrine, le simple fait de puiser à la propagande officielle de l'Italie et de revendiquer l'adaptation locale d'un système inspiré du modèle du corporatisme mussolinien, indique bien que l'indépendance totale de réflexion est relative.

Précisons. *La Nation* s'ouvre aux influences de son choix tout en les intégrant en fonction de ses priorités nationalistes. Donc, tout en étant ouverte aux influences ou aux inspirations de modèles étrangers, cela signifie que *La Nation* ne loge pas à l'enseigne de certains mouvements d'extrême droite, hors d'Allemagne et d'Italie, qui ont choisi à cette époque le nazisme ou le fascisme d'abord, avant l'intérêt national, comme d'autres le communisme. *A contrario*, *La Nation* place hiérarchiquement sa conception de l'intérêt national et de sa propre autonomie au-dessus du triomphe de ces régimes. Ne doutons pas que *La Nation* veuille réfléchir en fonction du Québec, mais de même, avec son parti pris fasciste, contre le Front populaire, il est impossible d'occulter l'importance des influences étrangères dans sa réflexion : ce qui est vrai c'est que, au-delà de ces inspirations et de ces influences, l'équipe *La Nation* se promet de réfléchir en Canadiens (français) sur la situation du Québec. C'est-à-dire, par exemple

s'inspirer de Mussolini, de son système, sans jamais asservir les intérêts québécois à ceux de l'Italie : c'est ainsi que s'exprime l'indépendance d'esprit. Cela la distingue par exemple d'un journal bolchevique, qui applique non seulement la solution communiste, mais accepte la tutelle de Moscou.

Si *Gringoire* sert de modèle, on peut le penser en comparant les numéros de chacun des hebdomadaires durant les années 1935-1936, au moment où naît mais aussi juste auparavant, lorsque prend forme le projet *La Nation*. Comme *Gringoire*, *La Nation* adopte un ton cinglant et satirique, souvent brutal, et orne sa une d'une caricature tout aussi cinglante. Au moins à une occasion, *La Nation* a reproduit une caricature de *Gringoire* sur le Front populaire³⁶. Comme *Gringoire*, *La Nation* organise ses pages en rubriques de politique nationale, politique internationale, pages littéraires, toutes remplies d'une foule de rubriques plus permanentes ou plus *ad hoc*, dont une « Au[^]parloir... » qui donne dans le ton des satires antiparlementaires typiques de *Gringoire*. La formule, telle que présentée dans le premier numéro, implique une section politique et une section littéraire. La section littéraire, comme dans *Gringoire* (et *JSP*), est ouverte à des collaborateurs n'adhérant pas forcément à la ligne politique du journal. « Valdombre », Claude-Henri Grignon, participe à la section littéraire du premier numéro. Il participera peu après, avec J.-L. Gagnon, à la rédaction d'*En avant*³⁷. Bien sûr le contenu politique de la section politique ou littéraire n'a pas besoin d'être identique à celle de *Gringoire* pour voir que c'est ce modèle formel qui inspire, qui sert d'exemple, modèle que *Gringoire* a lui-même adapté de *Candide* en l'extirpant de tout élitisme pour verser dans un ton populaire, farceur et parfois vulgaire. C'est cette adaptation, cette nouvelle mouture où la caricature donne le ton, qui séduit *La Nation*, puisque c'est la formule qu'elle adopte. *La Nation* aussi se permet la

³⁶ R. Roy, « Le nouveau joujou bolchevik », *LN*, I, 21, 2 juil. 1936, p.4.

³⁷ R. Rumilly, *Maurice Duplessis*, I, p.341 ; Cf. Beaulieu et Hamelin, « En avant ».

vulgarité sur le même ton, dans des titres du type « Maudit qu'on s'fait... fourrer ! » et « Arcand la fausse-couche »³⁸.

Quelques nuances s'imposent. *Gringoire* est plus volumineux : une dizaine de pages au lieu de quatre, ce qui est naturel (proportionnellement à son marché). *La Nation* systématise une pratique qui n'est qu'intermittente chez *Gringoire* : celle de placer l'éditorial en une, en regard de la caricature et à côté du grand titre. Un article en vedette orne la page titre en plus de l'éditorial. Ce n'est pas toujours le cas chez *Gringoire*, dont les pages plus fournies permettent de plus longs feuillets littéraires, mais aussi des caricatures supplémentaires ou des pages féminines plus étoffées. *La Nation* ne conserve pas ces rubriques féminines jusqu'au bout, ce qui reflète peut-être ses difficultés, mais elles sont partie intégrante en 1936. Autre remarque : *La Nation* ne suit pas l'exemple de *Gringoire* en ajoutant à chaque numéro, en surtitre, une citation en exergue. Cela rappelle *L'Action française* de Maurras, mais c'est systématique et représente une caractéristique originale, propre à la présentation de *La Nation*. Mais dans l'ensemble l'inspiration semble probante à l'examen des premiers numéros de *la Nation* et leur comparaison avec *Gringoire* de 1935 et 1936. En plus de la présentation et du ton, certains grands titres de *Gringoire* sont carrément repris, comme « Faut-il réduire l'Angleterre en esclavage ? » ou « Faut-il défendre l'Île-aux-Chiens³⁹ ? ». La rédaction de *La Nation* recourt aux textes de Béraud pour déclarer Maurras dépassé. Dans le premier numéro, la promesse de faire connaître l'Amérique latine est remplie par un article sur « le journal français de Mexico », signé par nul autre qu'Horace de Carbuccia, propriétaire de *Gringoire*⁴⁰. Cette reproduction a une source transparente, qui confirme bien à quel point *Gringoire* était une référence pour ce mouvement lorsqu'il passa de la revue à

³⁸ « Maudit qu'on s'fait... fourrer ! » est même une chronique, durant la I^{re} année : *La Nation*, I, 37, 22 oct. 1936, p.4 ; « Arcand la fausse couche se fait démolir à Québec », *La Nation*, IV, 20, 23 juin 1939, p.1.

³⁹ *La Nation*, I, 5, 14 mars 1936, p.1 signé « La Nation » : « Faut-il défendre l'île-aux-chiens ? » ; II, 25, 25 juil. 1937, p.3 : « Les deux Maurras » par Marcel Hamel.

⁴⁰ Horace de Carbuccia, *La Nation*, I, no 1, 15 févr. 1936, p.3.

l'hebdomadaire, et combien non seulement sa facture mais ses idées enthousiasmaient le mouvement *La Nation*.

Un autre élément d'influence pertinent à examiner, outre la présentation, l'organisation, le ton et le texte de l'hebdomadaire est, nous l'avons dit, la place qu'occupe la caricature dans *Gringoire* et *La Nation*. Faut-il dresser un parallèle entre les propos tenus par le biais de la caricature, dans les deux hebdomadaires ou est-ce que les œuvres de *La Nation* se dégagent de toute influence et expriment une voix autonome, centrée sur la politique québécoise et un point de vue québécois sur le monde ? Dans son espace caricature, il semble que *La Nation* reproduise à l'occasion des caricatures européennes. Pas nécessairement celles de *Gringoire*. D'après notre dépouillement de *Gringoire*, le caricaturiste habituel s'y dénommait Roy, et ce n'est pas sa signature qu'on retrouve sur ces caricatures reproduites à l'occasion par *La Nation*⁴¹. Or, dans ces numéros de *La Nation*, hormis les signatures des dessinateurs maison, les autres sont (pour nous) quasi impossibles à déchiffrer. Il est évident qu'à certaines occasions ce sont carrément des caricatures italiennes qui sont reprises, soit celles que l'Italie mussolinienne fournit aux organes, français notamment, qui appuient sa politique éthiopienne et directement à *La Nation* via le consulat de Montréal, faut-il croire, puisque la rédaction est en relation avec lui. Il faudrait savoir si *La Nation* s'alimente parfois auprès de *JSP*, *Gringoire*, du *Front latin* pour ces caricatures ou simplement auprès du consulat italien : certains articles permettent de croire que les deux cas se produisent⁴². C'est notable dans le traitement de la crise éthiopienne. Il s'agit toujours de critiquer l'Angleterre colonialiste qui empêche l'Italie de suivre son exemple. Pierre Chaloult donne la liste de pays que le Royaume-Uni a soumis à sa tutelle *rien que* depuis 1918 pour faire ressortir l'hypocrisie des leçons qu'elle donne à l'Italie. Or on peut déceler qu'il recopie cette liste d'une source italienne par le fait qu'il écrive : « Type A : la Palestine, la Transjordanie [*sic*], soit un territoire habité par 1,038,331 habitants. » Cette information précise est sans doute

⁴¹ La caricature du Front Populaire de *La Nation*, I, 21, 2 juil. 1936, par ex., pourrait être une reproduction tirée de *Gringoire*, d'un organe européen ou une création de *La Nation*.

⁴² P. Chaloult, « Albion la sainte », *La Nation*, I, 5, 14 mars 1936.

fournie par un service de propagande italien, puisqu'en italien la graphie « gi » traduit le « j » français, « giordano » pour « jourdain ». Généralement, *La Nation* reproduit de la sorte une minorité de caricatures qui pourraient provenir de feuilles de propagande italienne. Cependant, comme nous l'avons vu avec Bélanger, il est vrai que plusieurs de ses caricatures font un lien entre la politique du Dominion et le Front populaire en Espagne et en France d'une manière très proche des caricatures de *Gringoire* portant sur la SDN, la franc-maçonnerie, les juifs, amalgamés dans un complot FP et communiste. Les cibles, dans cette présentation de la politique internationale, sont souvent les mêmes que pour *Gringoire*, dans cette combinaison « juifs », communistes, SDN et Angleterre.

Dans l'ensemble, la présentation de *La Nation* comparée à *Gringoire*, combinée à l'admiration clairement affirmée dans le premier volume, accompagnée même de reproductions, permet de croire que *Gringoire* servit d'exemple en la matière. Au moment de préparer le lancement, la future rédaction de *La Nation* s'est inspirée d'un modèle d'un genre particulier, celui de l'hebdomadaire politique satirique, *Gringoire*, et le proclame dans son premier numéro tout en affirmant une indépendance idéologique totale. Reste à la comparer à l'évolution de *Gringoire* pour apprécier la proximité ou la distance entre les deux. La proximité est nette en 1936. Ce que nous allons vérifier est plus exactement la correspondance ou non des prises de position au-delà de 1936, alors qu'une grande proximité s'exprime dans les premiers mois de *La Nation* et que, rappelons-le, Bélanger estime que cette proximité est allée croissant. Bélanger lui attribuait un certain mimétisme de *Gringoire*, notamment parce que *La Nation* se complaît à prendre un fantomatique Front populaire du Québec pour adversaire. Mimétisme qui n'a pas été examiné de près, de façon exhaustive. Nous allons dresser un nouveau bilan de cette question après l'analyse des positions développées par *La Nation* du début à la fin de sa parution.

6.1.4 Autres relations intellectuelles françaises

Notre dépouillement confirme l'importance, dans les pages de *La Nation*, outre *Gringoire*, des références à deux périodiques français d'extrême droite en particulier, *Je suis partout* (JSP) et *Front latin*. Or Michel Lacroix, dans un récent article sur les réseaux des écrivains québécois à Paris durant l'entre-deux-guerres, fait ressortir un réseau lié à la *Revue de l'Amérique latine* et, de façon moindre, à *Front latin*. Il confirme un constat de notre dépouillement : l'affinité de *La Nation* pour *Gringoire* n'a rien d'exclusif. Lacroix repère, à l'intérieur d'un plus large « réseau latin » conservateur de Paris, mondain, un sous-réseau idéologique à tendance fasciste, reliant *Je suis partout* et *Front latin* à *La Nation*⁴³. Le réseau plus large, mondain, est lié à la *Revue de l'Amérique latine* sur la base d'un intérêt culturel pour l'Amérique latine, Québec y compris, plutôt que pour des raisons d'idéologie maurrassienne. Seul le sous-groupe reliant JSP, *Front latin* et *La Nation* est à base idéologique. Un élément intéressant dont nous instruit cet article, est la domination à Paris du réseau mondain conservateur, proche des milieux académiciens, parmi les réseaux littéraires que tissent alors les gens de lettres québécois en France. L'idéologie maurrassienne y occupe une place de choix, sans que la logique mondaine du réseau permette de déduire une adhésion idéologique générale, loin s'en faut. Certains des gens de lettres de ces milieux, contribuant à la *Revue de l'Amérique latine*, se retrouvent après son interruption dans un *Front latin* plus idéologique, d'autres préfèrent se distancer explicitement du fascisme. Lacroix démontre que Charles Lesca fait le pont entre la *Revue de l'Amérique latine* et *Front latin* ainsi qu'avec la colonie québécoise de Paris⁴⁴. Or Lesca joua également un rôle important dans la rédaction de JSP⁴⁵. Madelin en revanche tissait des liens entre la première revue et des périodiques québécois

⁴³ D. Saint-Jacques (dir.), *Réseaux littéraires France-Québec 1900-1940*, thématique d'*Études littéraires*, vol. 36 no 2, aut. 2004.

⁴⁴ M. Lacroix, « Lien social, idéologie et cercles d'appartenance : le réseau « latin » des Québécois », *Études littéraires*, vol. 36, no 2, p.66.

⁴⁵ Cf. *Dictionnaire des intellectuels français*, « Je suis partout » ; Taguieff (dir.), *L'Antisémitisme de plume*, p.64.

aussi divers que *Les Idées* du libéral Pelletier et *La Renaissance* du franc-tireur Asselin : c'était effectivement idéologiquement diversifié.

Lorsque prend fin la publication de la *Revue de l'Amérique latine* et que Lesca et ses comparses s'investissent dans *Front latin*, la théorie idéologique de Maurras de la civilisation latine qui serait opposée au parlementarisme et au libéralisme, prend alors le pas sur le volet culturaliste qui mettait en valeur les affinités entre pays de langues latines. *Front latin* se rapproche ainsi des jeunes maurrassiens de *Je suis partout* et de leur dérive fasciste, dérive qui éloigne plusieurs écrivains québécois de renom du réseau en question. Lacroix fait le parallèle entre les « dissidents » du nationalisme d'A.f. que seraient les jeunes que regroupe Bouchard à *La Nation* et les dissidents de l'AF que mène Brasillach à *Je suis partout*. Les Québécois du réseau de la *Revue de l'Amérique latine* tel Louvigny de Montigny (collaborateur à L'A.f.) ne publient plus autant dans ce nouveau périodique, *Front latin* : c'est Albert Pelletier de la revue *Les Idées* (où publie aussi René Chaloult) qui les remplace⁴⁶. Il établira un lien entre *Front latin* et *La Nation* qui elle aussi s'enthousiasme pour l'idée de tisser des amitiés entre pays de langue latine, comme de défendre une civilisation latine contre le matérialisme anglo-saxon à l'intérieur d'un cadre idéologique autoritaire⁴⁷. Remarquons qu'étant donné les liens avec tant *La Nation* et *Les Idées* mis en relief par Lacroix, nous ignorons à quel point la distinction entre les deux homonymes Albert Pelletier est faite dans sa présentation. Bouchard, Dostaler O'Leary et Paul Dumas produisent quelques textes pour *Front latin* et des textes de *La Nation* rédigés par Bouchard et Chaloult sont alors relayés dans *Front latin* ; Bouchard et Chaloult font à leur tour (comme O'Leary) la promotion des

⁴⁶ Ces deux périodiques, la *RAL* et *Front latin*, mentionnés par E. Weber dans *L'Action française*, ne sont guère traités dans le *Dictionnaire des intellectuels français* ni dans Pierre Milza, *Fascisme français* ni Nicolas Kessler, *Histoire politique de la Jeune-Droite*. Loubet del Bayle traite de *Latinité*, une revue apparentée à la *RAL* et au *FL*, in *Les non-conformistes*, 2001, p.78.

⁴⁷ M. Lacroix, « Lien social, idéologie et appartenance, le réseau latin des Québécois à Paris », *Études littéraires*, vol.36, no 2, aut. 2004, p.60.

idées de Ph. de Zara⁴⁸, directeur du *Front latin*. Rome est le nouveau phare latin, ce qui signifie que le fascisme devient l'expression, à leurs yeux, d'une culture. *JSP* se trouve à son tour répercutée dans *La Nation* en 1938. Lacroix précise que Paul Dumas prit bientôt une distance explicite avec les admirateurs de dictateurs, d'après la correspondance de Dumas avec R. Duhamel en 1938. Le réseau qui se tisse entre des intellectuels québécois et *JSP* est à ses débuts, dans la foulée de ceux de la *Revue d'Amérique latine*, encore idéologiquement flou et évolue donc vers la distanciation de ceux qui n'adhèrent pas au fascisme et l'enthousiasme de ceux que cette idéologie séduit, les Dostaler O'Leary et Paul Bouchard. Ajoutons à Lacroix qu'Albert Pelletier collabore régulièrement à *La Nation*⁴⁹. Se fondant sur le fonds O'Leary⁵⁰, Lacroix établit que Dostaler O'Leary s'occupe officieusement de la page canadienne de *Je suis partout*. *Je suis partout*, comme son nom l'indique, était encore plus international que *Gringoire* dans sa couverture journalistique, tant politique que littéraire.

Selon Lacroix, le lien social, mondain, initialement autour de la *Revue de l'Amérique latine*, était donc international et d'abord intéressé aux questions culturelles. Les questions idéologiques prirent peu à peu le pas sur les affinités culturelles. Surtout pour les contacts franco-québécois autour du *Front latin*. Cependant, le réseau mondain toujours actif explique que Roquebrune et Gabrielle Roy publient des textes d'introduction au Canada français dans *JSP*. Roquebrune s'en éloigne tout de suite après sa première collaboration, parce qu'il n'y adhère pas idéologiquement. Il publie alors des articles dans le journal libéral *Le Canada* condamnant le fascisme et le racisme. Gabrielle Roy publiera elle aussi au Québec des textes rejetant cette idéologie. Ils sont donc remplacés par de jeunes intellectuels gravitant autour de *La Nation*, plus loin des liens mondains,

⁴⁸ Philippe de Zara (1893-19..), collaborait à la *Revue de l'Amérique latine*, puis au *Mercure de France* dans les années 1930 (cf. no 978, 15 mars 1939). En 1954 il fait paraître *Marie et l'islam*, Nicolet, Centre marial canadien, Tracts marials mensuels, 5^e série no 45, janv. 1954, 31 p.

⁴⁹ Ex. : Albert Pelletier, « C'est la déroute », *La Nation*, 1^{re} année no 10, 18 avr. 1936, p.1 ; « Parlementarisme et démocratie », *La Nation*, 1^{re} année no 34, 1^{er} oct. 1936, p.3 ; 1^{re} année no 50, 21 janv. 1937, p.4 : « La pieuvre fédérale » ; 1^{re} année no 30, 2 sept. 1937 – spécial Lionel Groulx, p.5 : « Ce qu'il pense de '37 ».

⁵⁰ Fonds O'Leary du CRLG, P/40, A2, cité par Michel Lacroix, *loc.cit.*, note 58, p.62.

parfois même à distance (ne traversant pas l'Atlantique), mais qui correspondent sur la base d'un enthousiasme idéologique commun. Des textes de Brasillach publiés dans *JSP* comme autant d'exposés sur l'esprit fasciste, sont reproduits dans *La Nation*, à l'intérieur d'un court délai.

Notons au passage que Lacroix avance que *JSP* prend en 1936 un tournant ouvertement nationaliste, fasciste et antisémite⁵¹. Or, proche du nationalisme maurrassien à ses débuts, et par conséquent de tendance antisémite, en 1936 *JSP* amorce plutôt un virage qui l'éloigne graduellement du nationalisme, vers le fascisme puis un fascisme paneuropéen qui accepte l'hégémonie de l'Axe, comme nous l'avons mentionné, ce qui le démarque de *Candide* par exemple qui conserve une méfiance envers le rôle de l'État dans le modèle politique fasciste. Ajoutons que l'antisémitisme est davantage lié à la tradition de l'extrême droite française depuis le tournant du siècle, qu'issu du fascisme italien, et qu'en les combinant *JSP* établit des bases, pour l'instant potentielles, à la ligne de Collaboration qu'elle défendra. Les émeutes du 6 février 1934, puis l'élection du Front Populaire, font rompre *JSP* avec son nationalisme germanophobe d'héritage maurrassien, comme *Gringoire* avec la droite républicaine, avec un radicalisme plus prononcé. *Je suis partout* devient « un des principaux creusets intellectuels du fascisme français. »⁵² *JSP* s'enthousiasme carrément pour l'antisémitisme nazi, y compris son discours pseudo-biologique. Favorable à Munich, comme *Candide* et *Gringoire*, *JSP* poursuit lui aussi sa radicalisation, dans son cas au-delà même du fascisme, jusqu'au nazisme. *JSP* est suspendu durant la drôle de guerre parce qu'il n'interrompt pas sa polémique anti-belliciste, attaquant Paul Reynaud. Vichy lui permet de reparaître, il le fait en zone occupée et rejette Vichy, « trop mou » : il n'appuie pas la Révolution nationale qu'il avait souhaitée beaucoup plus tôt dans les années 1930, parce que désormais il appuie un nazisme européen.

Faudrait-il parler d'influence de *JSP* davantage que de *Gringoire* ? Pour la durée de vie de *La Nation*, nous tenterons d'y répondre dans la prochaine section.

⁵¹ M. Lacroix, *loc.cit.*, p.62.

⁵² *Dictionnaire des intellectuels français*, « Je suis partout », p.755.

Ces positions et ces évolutions, qui sont des radicalisations à des degrés tout de même divers, des trois hebdomadaires politiques de droite en France, sont à garder en mémoire lors de l'analyse du parcours de *La Nation*. En ce qui concerne l'inspiration initiale de l'équipe qui prépare et fonde *La Nation*, la question des dates est de première importance. Car, si la rédaction de *La Nation* établit ainsi des liens directs avec *Front latin* et avec *JSP* (quoique surtout à travers le directeur des JP), ces liens sont tissés après le lancement de *La Nation* : au moment de concevoir *La Nation*, il semble que ce soit bien *Gringoire* que la rédaction ait pris en exemple, davantage encore que les autres hebdomadaires de droite. Cela démontre en tout cas que la proximité croissante avec *Gringoire* que Bélanger crut déceler n'est pas une certitude. Nous tiendrons donc compte de *JSP* quand nous comparerons l'évolution politique de *La Nation* à celle de *Gringoire* pour la mesurer aux deux. Nous devons bien entendu tenir compte des correspondances avec ces périodiques, repérer les références ou les textes qui se retrouvent dans *La Nation* : le *Front latin* en ressort comme un correspondant plus fréquent et durable, vantant le fascisme d'Europe et d'Amérique du Sud⁵³. Lacroix nous instruit du lien très étroit entre *Front latin* et *JSP* et leur premier canal de connexion avec des intellectuels québécois, c'est-à-dire à partir d'un réseau mondain et académicien qui gravitait autour de la *Revue de l'Amérique latine*, réseau au départ bien différent de celui, vraiment idéologique, des affinités fascistes de *JSP*.

6.1.5 Objectifs du mouvement *La Nation*

Lisez et faites lire *La Nation*. C'est l'organe du mouvement politique de l'avenir. C'est le journal qui va de l'avant et n'a pas peur de dire carrément ce qu'il pense.⁵⁴

⁵³ « Dynamisme latin : petite histoire de l'Italie, par Jean Nemo du *Front latin* », *La Nation*, I, 27, 13 août 1936, p. 2 ; « Un témoignage – Verrons-nous un État libre français en Amérique – ce qu'en pense Philippe de Zara, du *Front latin* », I, 29, 27 août 1936, p. 2 ; « Perfide Albion », l'origine du dicton expliquée par Urbain Gohier, du *Front latin* », I, 37, 22 oct. 1936, p. 1 ; « L'intégralisme – fascisme au Brésil », reproduit du *Front latin*, I, 44, 10 déc. 1936, p. 2 ; 2^e année no 4, 4 mars 1936 : citation en exergue de la page titre, sur le corporatisme, tirée du *Front latin* ; « La paix espagnole – choses vues en Espagne nationale, extrait du *Front latin* », III, 37, 20 oct. 1938, p. 3.

⁵⁴ « Avis à tous nos lecteurs », *La Nation*, II, 50, 20 janv. 1938, p. 1.

L'Action française se donnait pour but d'élaborer une doctrine de nationalisme intégral et de la propager pour favoriser un redressement national québécois à la faveur d'un traditionalisme renouvelé. *La Relève* recherche les bases d'une révolution spirituelle, y compris sur le plan de la mystique individuelle et de la créativité, et une ouverture au monde à travers le catholicisme personnaliste qui reliera celui-ci à l'expression de la personnalité individuelle et nationale. Quel est l'objectif du mouvement *La Nation* ? Si *Vivre* cherchait, un peu comme *La Relève* explore, *La Nation* a trouvé une formule de changement et veut la défendre et même préparer un mouvement politique. Cette action choisit comme réponse à la question nationale, l'indépendance, à la question socio-économique, le corporatisme, et aux critiques du régime politique parlementaire, le fascisme, du moins c'est ce que précisent les premiers textes éditoriaux des P. Bouchard, J.-L. Gagnon. P. Chaloult et M. Hamel. Tous ces éléments sont représentés comme des solutions de libération et le fascisme comme la solution révolutionnaire d'avenir. *La Nation* se veut donc l'organe de promotion d'une idéologie politique, « un organe de combat », un mouvement intellectuel agissant directement sur le terrain de la politique par son journal et par son activisme. En ce sens il se distingue de *La Relève* et de l'A.f. / L'Action nationale qui agissent sur le terrain idéologique, plutôt que de la politique.

Nous avons établi les éléments fondant une étude de comparaison entre *Gringoire* et *La Nation* : une déclaration d'approbation inaugurale, des citations originelles de *Gringoire* et de Carbuccia, une proximité de facture et de ton, alimentant l'hypothèse d'une influence de l'exemple de *Gringoire* à la fois sur les plans de la forme et du fond quand vint le temps de préparer la fondation de *La Nation*. Cette inspiration ou ces emprunts se traduisent-ils concrètement par des éléments que l'on pourrait retrouver dans l'organisation générale du mouvement *La Nation* ? Car l'organisation du mouvement dépasse dans ce cas-ci l'hebdomadaire pour parfois appuyer les candidatures de Paul Bouchard dans une circonscription ou tenter, avec les Jeunesses patriotes, l'établissement de nouveaux tiers partis. Pour ce qui est de l'organisation du mouvement, la question

ne devrait pas se poser pour *Gringoire*, puisqu'il s'en tient à être un journal d'opinion, sans structure militante. On ne peut pas tout à fait en dire autant de *La Nation*, qui cherche à s'arrimer à soutenir des candidatures d'indépendants ou de petits partis, à susciter la création de nouveaux partis. Malgré les échecs de ses tentatives politiques, son mouvement cherche à s'engager électoralement. *Gringoire* sert de modèle d'hebdomadaire, exerce une influence en tant que sympathisant du fascisme mussolinien. Voilà ce que nous allons décortiquer dans la prochaine section : les valeurs défendues dans les pages de *La Nation*. Auparavant, mentionnons les autres organes français dont elle put être proche. C'est donc, contrairement aux deux autres mouvements que nous avons étudiés, un mouvement qui saute à pieds joints dans la politique, et non pas seulement dans le politique. Il le fait davantage même que les hebdomadaires qu'il admire, qu'il s'agisse de *Gringoire*, de *JSP*, ou de *La Renaissance*. *Candida* cependant, en étant relié à l'AF, est proche d'un mouvement qui se préoccupe directement de la politique, et *JSP* n'est pas très éloigné de la politique. Pourtant *La Nation* se rapproche de *Gringoire* en étant le reflet d'une macédoine d'influences et par son goût du syncrétisme. Si la facture de l'hebdomadaire est semblable, le but du mouvement fondé par P. Bouchard est plus directement politique que la plupart de ceux que nous avons abordés – les JC, *L'Action nationale*, *La Relève*. Abordons à présent le contenu de l'idéologie qu'il défend et l'évolution de sa ligne politique.

6.2 « LA NATION » : POSITIONS POLITIQUES

6.2.1 Fascisme ? Idéologies et régimes politiques promus

6.2.1.1 Corporatisme fasciste

D'emblée, nous l'avons mentionné, *La Nation* se déclare partisane du régime fasciste, qu'elle propose pour l'État libre du Québec. Pour être plus précis, le premier éditorial proclame en fait que *La Nation* est séparatiste, corporatiste et

antiparlementaire⁵⁵. Ce corporatisme est rattaché au fascisme dans les articles et éditoriaux de 1936, car c'est le corporatisme implanté par Mussolini qui sert de référence⁵⁶, secondairement l'*Estado novo* de Salazar ou du Brésil, très apprécié⁵⁷. Salazar est même « le moins brillant, mais le plus sage de tous⁵⁸ » les dictateurs. Vézina le présente comme un « libérateur » et qualifie son régime de « socialisme chrétien »⁵⁹. Elle récuse le « corporatisme d'association⁶⁰ ». Ajoutons comme nuance qu'à une occasion, il arrive au rédacteur en chef Marcel Hamel, distinguant trois modèles de fascisme à étudier (italien, portugais, autrichien) d'écrire : le modèle autrichien « Le modèle idéal me paraît être au Canada français le corporatisme autrichien. » Néanmoins, c'est avant tout le corporatisme italien que *La Nation* prétend vouloir imiter, qu'elle cite en exemple le plus fréquemment : contrairement à l'Italie présente de façon régulière, ou à quelques études de Salazar, le modèle de Dolfuss ne fait pas l'objet d'un article d'analyse spécifique et, comparativement, sa présence est très marginale. Ainsi, dès ses troisième et quatrième numéros, *La Nation* publie-t-elle un « discours sur les corporations » de Mussolini, présenté clairement comme le modèle en la matière⁶¹. Et le rédacteur en chef de *La Nation* propose de suivre les traces de « la plus belle jeunesse du monde, la jeunesse d'Italie⁶² ». L'adhésion repose sur la croyance que Mussolini a résolu les problèmes socio-économiques de l'Italie, le chômage et l'agitation révolutionnaire, par sa politique économique étatiste et corporatiste. Le corporatisme fasciste est libérateur parce qu'il résout la crise économique, le chômage et l'abus des trusts et de la finance. *La Nation* dissocie

⁵⁵ P. Bouchard, « Les forces nouvelles », *La Nation*, I, 1, 15 févr. 1936, p.1.

⁵⁶ P. Bouchard, « Séparatisme. l'idée neuve de *La Nation* », *LN*, I, 7, 28 mars 1936, (p.1), p.4.

⁵⁷ P. Chaloult, « L'Idée - C'est entendu, nous sommes séparatistes [Italie, Portugal, Brésil et Argentine] », *LN*, I, 2, 22 févr. 1936 p.1 ; présentation de la citation de Salazar en exergue, I, 24, 23 juil. 1936, p.1 ; R. Vézina, « Dictateur moderne », I, 31, 10 sept. 1936, p.1 ; M. Hamel, « Lettre ouverte à Esdras Minville », II, 11, 22 avr. 1937, p.3 ; exergues des nos II, 28 et 42 et III, 7 et 27 ; « L'intégralisme : fascisme au Brésil [*Front latin*] », I, 44, 10 déc. 1936, p.2.

⁵⁸ P. Chaloult, « L'Idée - C'est entendu, nous sommes séparatistes », *LN*, I, 2, 22 févr. 1936 p.1.

⁵⁹ R. Vézina, « Un dictateur moderne – Salazar », *LN*, I, 31, 10 sept. 1936, p.4.

⁶⁰ M. Hamel, « Un qui comprend », *La Nation*, I, 38, 29 oct. 1936, p.4.

⁶¹ B. Mussolini, « Discours sur les corporations », *LN*, I, 3, 29 févr. 1936, p.2 et I, 4, 7 mars 1936, p.2.

⁶² P. Chaloult, « Un loup s'affuble d'une peau de mouton [Turcotte] », *LN*, I, 3, 29 févr. 1936, p.1.

parfois régime de liberté et démocraties en insistant sur le besoin d'autorité⁶³. Citons le premier éditorial de Bouchard : « Nous assistons à la faillite de l'état [sic] parlementaire et de l'économie libérale. Le reste du siècle sera le champ clos de cette bataille. Rome ou Moscou ? Communisme ou corporatisme ? Telle est l'option. » Au problème de l'infériorité économique des Canadiens français qui intéresse les nationalistes de l'Action nationale et des HEC, *La Nation* prétend avoir trouvé une solution plus complète, le corporatisme politique, plus efficace que leurs propositions de coopératisme et de corporatisme social qui se réaliserait dans une province de Québec⁶⁴. Pour changer radicalement la situation économique, il faut faire la séparation tout de suite et instaurer le corporatisme politique proche des exemples fascistes, avance *La Nation* en 1936 du moins.

Cette adhésion et cet enthousiasme pour le fascisme s'expriment selon deux axes principaux : le corporatisme est la réponse à la crise du libéralisme capitaliste et parlementaire, et l'Italie tient tête à l'Angleterre, à tel point que par son régime moderne, elle devient le phare des pays latins – le « dynamisme latin⁶⁵ » – et même de la civilisation occidentale puisqu'en fait, son régime sera la réponse (européenne) à Moscou. Nous précisons européenne car il nous faudra examiner la perspective de *La Nation* sur les États-Unis, qui n'est pas réactive et antagoniste comme vis-à-vis l'Empire anglais. Nous traiterons ce second volet, relevant de la géopolitique, en abordant la question de l'indépendance. Le premier volet de l'adhésion au modèle fasciste comporte donc deux éléments importants qui ressortent proprement du type de régime politique développé par Mussolini. D'abord le corporatisme donne-t-il à *La Nation* une réponse à la question sociale, qu'elle trouve plus satisfaisante que le capitalisme – même réformé ? Cette question est complexe puisqu'il ne lui apparaît pas que le gouvernement

⁶³ R. Vézina, « Pas de liberté sans autorité », *LN*, III, 25, 28 juil. 1938, p.1.

⁶⁴ P. Bouchard, « Les Forces nouvelles », *LN*, I, 1, 15/02/36, p.1 et « Séparatisme, l'idée neuve de *La Nation* », I, 7, 28/03/36, p.4 ; P. Chaloult, « L'Idée – c'est entendu, nous sommes séparatistes », I, 2, 22/02/36 p.1 ; M. Hamel, « Lettre ouverte à Esdras Minville », II, 11, 22/04/37, p.3.

⁶⁵ Jean Nemo [*Front latin*], « *Dynamisme latin* – Petite histoire de l'Italie », *LN*, I, 23, 16 juil. 1936, p.3 ; *idem*, I, 24, 23 juil. 1936, p.3 ; *idem*, I, 25, 30 juil. 1936, p.2 : *id.*, I, 26, 6 août 1936, p.2 et I, 28, 21 août 1936, p.2.

québécois ait changé grand-chose au laisser-faire du libéralisme traditionnel. Nous verrons, en concluant cette division, à quels autres systèmes socio-économiques de réforme elle s'intéresse. Notons pour l'instant qu'elle considère que l'expérience de Roosevelt, qui s'annonçait prometteuse au point qu'elle en salue les prémisses, offrait de résoudre ces questions économiques, sociales, trustardes et financières par la réforme démocratique plutôt que la dictature fasciste, mais s'avèrerait un échec après quatre ans⁶⁶. On l'oppose souvent à Mussolini, dit *La Nation*, mais quatre ans de *New Deal* démontreraient que la solution fasciste est plus efficace – ce qui n'empêche pas *La Nation* de préférer le réformisme des démocrates aux républicains, « hommes liges du gangstérisme financier de Wall Street⁶⁷ ». Une tendance aux solutions dictatoriales pour libérer le peuple des trusts et de la finance se dessinerait même dans plusieurs États du pays⁶⁸. Reste que le corporatisme mussolinien apporte la doctrine économique qui permet de résoudre les problèmes du capitalisme : « En plus d'une réadaptation du nationalisme de l'abbé Groulx aux nécessités du présent et aux circonstances actuelles, nous faisons face à la question sociale et à la crise économique, par le corporatisme », constituant le « projet de reconstruction nationale le plus constructif et le plus entier que l'on ait jamais présenté aux Canadiens français [...] Car l'implacable logique mussolinienne nous a démontré » que, une fois atteinte la dégénérescence d'un peuple, « seul un programme d'action totalitaire peut le relever et le sauver. »⁶⁹ Or le programme de Roosevelt, plus modéré, ne ferait que donner raison à la logique mussolinienne.

Commençons par résumer son premier constat, qui est que le libéralisme traditionnel, tant sur le plan du parlementarisme que du régime socio-économique d'individualisme et de laisser-faire, est désormais « périmé » et déchu en « ploutocratie⁷⁰ », après avoir été une idéologie de progrès au XIXe siècle. Le

⁶⁶ R. Vézina, « Un grand démocrate : Roosevelt [éditorial] », *LN*, II, no 43, 2 déc. 1937, p.1. Cf. « Les Deux Roosevelt », *LN*, II, 29, 26 août 1937, p.4.

⁶⁷ P. Bouchard, « *Des glaces polaires...* - L'isolationnisme yanqui », *LN*, I, 8, 4 avr. 1936, p.3.

⁶⁸ P. Bouchard, « *Des glaces polaires...* - Le séparatisme yanqui », *LN*, I, 9, 11 avr. 1936, p.3.

⁶⁹ *La Nation*, 1^{re} année no 7, 28 mars 1936, p.4 : « Séparatisme : l'idée neuve de *La Nation* ».

⁷⁰ P. Bouchard, « La liberté démocratique : une farce [éditorial] », II, no 41, 18 nov. 1937, p.1.

libéralisme est à l'agonie⁷¹. Maintenant, les idéologies modernes, les idéologies seyant au XXe siècle, sont le communisme et le fascisme et bien entendu le fascisme est le rempart contre le communisme destructeur. Au départ, un numéro spécial décortiquant *Das Kapital* était prévu, « Marx et le socialisme » précédant le spécial « Mussolini et le fascisme » - l'étude du marxisme ne parut point mais *La Nation* affichait son intérêt pour les extrêmes et les révolutions tout en se démarquant parmi les journaux⁷².

La Nation se présente comme l'organe des « forces nouvelles⁷³ » et de libération. Elle appuie même dans ses premières livraisons, l'idée fasciste (qui est aussi communiste) de « l'homme nouveau »⁷⁴, voulant substituer au libéralisme des valeurs cardinales qui rappellent davantage la devise brésilienne que celle de Pétain, par exemple. Ainsi, l'hebdomadaire est partisan d'une rénovation du peuple par la politique, corollaire de l'idéal des régimes de corporatisme politique : « Nous ne voulons pas d'une mocheté de peuple comme aujourd'hui. Il faut qu'un nouvel esprit d'ordre, de progrès et de discipline nous anime.⁷⁵ » *La Nation* se moque par conséquent du parlement – le « parloir⁷⁶ » - de la corruption électorale, tant au Québec qu'en France, de la faiblesse du régime de la République⁷⁷, qu'elle déplore – s'éloignant encore une fois de l'analyse maurassienne, le directeur présente même la France comme affaiblie depuis le trépas de Richelieu⁷⁸. Elle réprouve l'individualisme du XIXe siècle et prétend lui opposer un nouveau collectivisme, moderne, celui du fascisme⁷⁹. Le régime dictatorial apparaît donc comme la solution de l'heure. Pourquoi ? Surtout parce que le parlementarisme est associé à la faiblesse, à travers la corruption électorale : *La Nation* estime donc qu'il est incapable de dompter les trusts et les

⁷¹ P. Bouchard, « L'agonie du libéralisme », *LN*, II, 42, 25 nov. 1937, p.1.

⁷² Annoncés in P. Bouchard, « Séparatisme (3) », *LN*, I, 17, 4 juin 1936, p.1.

⁷³ P. Bouchard, « Forces nouvelles », *LN*, I, 1, 15 févr. 1936, p.1. [L'article de Bouchard en une est généralement un éditorial].

⁷⁴ P. Bouchard, « Séparatisme – L'Idée neuve de *La Nation* », *LN*, I, 7, 28 mars 1936, p.1.

⁷⁵ P. Bouchard, « Forces nouvelles », *LN*, I, 1, 15 févr. 1936, p.1.

⁷⁶ P. Chaloult, « Ces messieurs au parloir [chronique récurrente] », *LN*, I, 9, 11 avr. 1936, p.2.

⁷⁷ P. Bouchard, « Grandeur de l'Italie et pitié du royaume de France », *LN*, I, 11, 23 avr. 1936, p.1.

⁷⁸ P. Bouchard, « Hitler et l'Autriche », *LN*, III, 8, 31 mars 1938, p.2.

⁷⁹ P. Bouchard, « Notre faillite commerciale [éd.] », *LN*, I, 4, 7 mars 1936, p.1.

abus de la haute finance. C'est ce qui fonde sa prétention que le fascisme est une idéologie libératrice – elle se présente comme nouvelle incarnation des « Fils de la liberté⁸⁰ » contre deux tyrans internationaux, la haute finance et le Komintern. Si le communisme est l'ennemi public no 1, la haute finance, le grand capital, représente l'ennemi public no 2⁸¹. C'est en particulier le grand capital de l'Empire anglais qu'elle cible, son emprise sur l'économie québécoise, qu'elle symbolise par la rue Saint-Jacques⁸² – « St. James Street » – parfois associée dans ses caricatures à Downing Street⁸³. La haute finance est aussi une des tentacules de la pieuvre impériale⁸⁴. Le progrès de la démocratie est caricaturé comme passant par les étapes suivantes : franc-maçonnerie, communisme, anarchisme, néant⁸⁵.

J.-L. Gagnon relie constamment la formule corporatiste aux besoins de la crise, à la question socio-économique, dans des rubriques courantes comme « Le Front ouvrier » et « Le Front paysan ». Ainsi Gagnon s'occupe, le premier, des pages socio-économiques, en accord avec le programme présenté dans le premier numéro : « Seules, les corporations peuvent rétablir la paix économique dans un monde qui chavire.⁸⁶ » Il y fait la promotion de la solution corporatiste fasciste – plutôt que du corporatisme proposé par des penseurs catholiques, que celui de Salazar ou qui émanerait de l'AF. Ce n'est pas tant un corporatisme traditionaliste qu'il recherche que révolutionnaire, qui ira au-delà du libéralisme et du communisme pour inaugurer un monde nouveau. Tellement que l'on a l'impression que le principe de la révolution prend – ou presque – le pas sur le régime. À ses yeux, Mussolini a dompté la classe bourgeoise spéculatrice et assuré la qualité de vie des classes exploitées et c'est là la priorité. « Ordre nouveau ou anarchie, choisissez, mais de grâce, délivrez-nous du statu quo !⁸⁷ »,

⁸⁰ J.-L. Gagnon, « Le Tovaritch Edmond Turcotte – les Intellectuels de gauche », *LN*, I, 13, 7 mai 1936, p.1.

⁸¹ Caricature de *LN*, I, 43, 3 déc. 1936, p.1.

⁸² Quartier financier de Montréal ; jadis siège social d'une grande partie des principales banques canadiennes-anglaises.

⁸³ Ex. : Huron, caricature *Armement et festin impérial*, *LN*, I, 46, 24 déc. 1936, p.1.

⁸⁴ Ex. : caricature du I, 49, 14 janv. 1937, p.1.

⁸⁵ I, 42, 26 nov.1936, p.1.

⁸⁶ « *Le Front Ouvrier* – Au-delà du libéralisme et du marxisme », *LN*, I, 6, 21 mars 1936, p.3.

⁸⁷ J.-L. Gagnon, « L'affaire Hamel et la menace communiste », *LN*, I, 31, 10 sept. 1936, p.4.

déclare-t-il, mettant quasiment sur le même pied les solutions de rechange fasciste et communiste au libéralisme traditionnel (comprenant le capitalisme du laisser-faire). Car c'est ce que signifient « ordre nouveau » et « anarchie » sous sa plume.

Il en va de même pour *La Nation*, où l'« Ordre nouveau », expression fréquente, signifie plus précisément le corporatisme fasciste, tandis que « l'anarchie » renvoie au bolchevisme⁸⁸. Remarquons que le rexisme belge parle de même d'« ordre nouveau » – et le fera durant l'occupation. J.-L. Gagnon en arrive à faire passer le *statu quo* capitaliste pour pire que le communisme. C'est parfois la voix de la rédaction qui semble émettre le commentaire suivant : qu'un intellectuel soit marxiste, on pourrait le comprendre, mais démocrate ! C'est vraiment dépassé, *dixit* une chronique anonyme⁸⁹. En général c'est le discours qu'y tient Gagnon, qui oppose constamment communisme et fascisme comme les deux seules solutions du XX^e siècle aux défis socio-économiques contemporains. Gagnon a flirté avec l'idée d'embrasser les révolutions de Lénine⁹⁰ et de Mussolini à l'instar de Georges Sorel. C'était explicite dans un texte des *Cahiers noirs*, seconde mouture de *Vivre!* où Paul Bouchard avait rejoint le mouvement : « Le Québec, écrivait Gagnon, crève d'un manque de violence »⁹¹. S'inspirant de G. Sorel, il peut du même souffle se réclamer du fascisme et d'un laïcisme proche de celui de son ex-collègue libéral radical, J.-C. Harvey. Gagnon critiquait alors le système d'éducation clérical qui échoue à aiguïser le sens critique des étudiants, dans un style se ressentant de la tradition radicale de figures telles qu'Arthur Buies et Olivar Asselin dont il se revendique : ils étaient en recherche intellectuelle semblable aux non-conformistes français. L'adhésion de l'équipe qui lance *La Nation* au corporatisme fasciste comme solution révolutionnaire établit une proximité significative avec les non-conformistes de la Jeune-Droite agnostique, séduits par les textes révolutionnaires de gauche. On pourrait

⁸⁸ P. Bouchard, « L'Agonie du libéralisme », *LN*, II, 42, 25 nov. 1937, p.1 ; « L'union des nationalistes sous Paul Gouin », III, 17, 2 juin 1938, p.1 ; « La véritable autonomie », III, 23, 14 juil. 1938, p.1 ; « La vertu de persévérance », III, 25, 28 juil. 1938, p.1.

⁸⁹ S.s. « Sans blague », *LN*, I, 10, 18 avr. 1936, p.2

⁹⁰ J.-L. Gagnon, « Politique », dans *Vivre!*, I, 4, nov. 1934, p.2.

⁹¹ J.-L. Gagnon, « Révolution », *Les Cahiers noirs*, no unique, sept. 1935, p.7.

remarquer que pour adopter une posture fasciste, celle qui colore et démarque *La Nation* dans son année inaugurale, l'adversaire extrême est nécessaire. Comme le rappelle Robert Soucy à propos du fascisme français, plus de partisans de la droite française s'ouvrent aux mouvements autoritaires et délaissent la droite parlementaire lorsque le Front Populaire est au pouvoir : le fascisme en a besoin⁹². Voilà qui expliquerait l'obsession de Gagnon pour *Clarté* et de *La Nation* pour le « Front populaire » qu'elle échaferait.

Ce que Gagnon admire, ce sont les mesures révolutionnaires qu'a prises Mussolini en regard du capitalisme traditionnel : prix maxima et minima, fin de la spéculation, socialisation des services publics, toute une révolution quasi socialiste sans priver la société du moteur d'activité qu'est la propriété privée⁹³. Non seulement a-t-il doté l'Italie d'une Charte du travail, mais avec la Chambre des corporations, il a procuré aux ouvriers une représentation proportionnelle, représentation de classe qui ne se produit jamais, en pratique, dans les démocraties représentatives bourgeoises où les députés sont quasiment tous issus de la bourgeoisie. À ses yeux, le fascisme dompte la haute bourgeoisie : « les bourgeois sentent que la dégringolade est proche », car un « État libre et totalitaire [...] » mettra fin aux abus⁹⁴. Sa fiancée Hélène Jobidon exprime, elle aussi, son adhésion au programme de *La Nation* en mettant de l'avant le séparatisme et le corporatisme⁹⁵. Elle se consacre, outre les chroniques féminines, à chanter l'indépendance dans des poèmes, à décrire des situations sociales honteuses comme celle des villes fermées où une compagnie contrôle à la fois l'emploi et le commerce et exerce un contrôle oppressant des habitants en dehors du travail. Mais dans ses chroniques féminines, elle n'hésite pas à prendre le parti du féminisme⁹⁶, ce qui n'est pas habituellement associé aux partisans du fascisme.

⁹² R. Soucy, *Fascismes français ? 1933-1939*, p.23-25 notamment. Cf. R.O. Paxton, *Le fascisme en action*, P., Seuil, 2004.

⁹³ « *Le Front Ouvrier* – Au-delà du libéralisme et du marxisme », *LN*, 1, 9, 11 avr. 1936, p.2.

⁹⁴ J.-L. Gagnon, « Le Tovaritch Edmond Turcotte », *LN*, 1, 13, 7 mai 1936, p.1. Cf. *Idem*, « Machinisme et travail », 1, 23, 16 juil. 1936, p.2 et « Le Front ouvrier et les partis politiques », 1, 30, 3 sept. 1936, p.4.

⁹⁵ « Ignorance et cinisme [sic] », *LN*, 1, 17, 4 juin 1936, p.4.

⁹⁶ « Ève d'après-guerre », *LN*, 1, 9, 11 avr. 1936, p.3.

Elle y va même d'une déclaration assez incongrue qui relativise considérablement l'appui au fascisme, qui devient sous sa plume l'expression d'une estime, l'admiration pour un régime qui n'est guère transposable, plutôt que l'adoption de sa formule politique pour programme. Sans approuver toutes les revendications féministes, comme l'engagement des femmes en politique, elle demande malgré tout qu'on laisse les femmes choisir, dans l'égalité et la liberté; cela signifie que sans appuyer elle-même l'idée de l'engagement des femmes en politique, elle plaide pour qu'on laisse les femmes décider individuellement) :

Mais ici au Canada, nous qui ne pouvons nous réclamer d'un Mussolini pour rétablir l'axe de la société en désarroi, ni ne sommes mûrs pour une dictature rationnelle qui rétablirait chaque être à sa place dans l'ordre de la création, contentons-nous de reconnaître à chacun le droit de vivre, sans distinction de sexe.⁹⁷

Propos qui, venant d'un journal fasciste, pourraient en étonner certains, surtout par son acceptation, en réalité, et malgré quelques réserves d'ordre rhétorique, d'un libéralisme progressiste en ce qui concerne la définition du rôle des femmes en société. Or, ces deux rédacteurs quittent *La Nation* au dernier numéro de 1936 et ont été associés à un gauchisme marxiste puis à un libéralisme radical peu après. Leur parti pris révolutionnaire doit semble-t-il expliquer autant une séduction pour le fascisme qu'un gauchisme latent. Aspect qui reflète le non-conformisme de *Vivre* où Gagnon accueillait le libéral radical Harvey. Paradoxalement, c'est Gagnon qui prenait le plus *Clarté* à partie, tandis que les autres rédacteurs préférèrent ferrailler avec *Le Canada* d'Ed. Turcotte ou *Le Jour* de Harvey (ou encore fouailler Adrien Arcand), comme nous le verrons lorsque nous aborderons les relations entre *La Nation* et ses collègues québécois (6.2.2.5). L'obsession de Gagnon reflétait sans doute une forte curiosité. Ce n'est pas le cas des autres rédacteurs qui s'opposent tant au libéralisme qu'au communisme. Le ton révolutionnaire appartient néanmoins à l'ensemble de la rédaction, même si elle ne présente pas comme Gagnon les révolutions communiste et fasciste, préférant réserver pour le communisme un opprobre complet. Une exception : Albert Pelletier préfère opposer en deux camps, l'ordre des dictatures et le chaos

⁹⁷ Hélène Jobidon, « Le travail féminin », *LN*, I, 1, 15 févr. 1936, p.4.

des démocraties, inclinant à accorder le bénéfice du doute à toutes les dictatures, du moment qu'elles ne déclenchent pas une nouvelle guerre mondiale⁹⁸. Il n'est pas exact cependant de présenter le départ de Gagnon comme la fin des chroniques ouvrières présentant le corporatisme comme une révolution pour le prolétariat, « Front ouvrier » y compris⁹⁹. Ce n'est plus une chronique accordée à *l'union nationale ouvrière* mais celle du *Corporatisme, réalisation prolétaire* : la démarche se perpétue en 1937 et 1938. La solution de *La Nation* est au contraire présentée comme allant à l'encontre des « conformistes », une révolution qui rejette autant le capitalisme des démocraties libérales et du laisser-faire que le communisme, deux frères siamois¹⁰⁰.

Lorsqu'on analyse les éditoriaux de Paul Bouchard et les articles des principaux rédacteurs, à commencer par Pierre Chaloult et Marcel Hamel, successivement rédacteurs en chef, on constate une constance dans la défense du corporatisme fasciste durant les deux premières années de publication. Ils partagent l'analyse de Bainville publiée dans *Candide*, selon qui « le fascisme a réussi par son élément futuriste ». Ils reproduisent ce texte et le dédient à Taschereau pour lui signifier sa faiblesse : il n'a plus l'attachement de la jeunesse et, contrairement au fascisme, son régime est désuet¹⁰¹. Cette défense du fascisme, comme solution politique d'avenir, est déployée de différentes façons. Bouchard relie le corporatisme italien aux questions d'ensemble, de l'indépendance à la politique sociale où il met surtout de l'avant¹⁰², en passant par la géopolitique, dans ses éditoriaux. Davantage que les termes fascisme ou dictature, il met surtout de l'avant le corporatisme, or celui-ci est pour lui à la fois la solution économique et la formule du pouvoir politique moderne qui remédiera aux défauts du parlementarisme par la représentation des corps de métier – car le parlementarisme, avec la corruption électorale, sera toujours asservi aux trusts et à

⁹⁸ A. T. Pelletier, « Parlementarisme et démocratie », *LN*, I, 34, 1^{er} oct. 1936, p.3 et

⁹⁹ *La Nation*, II, 23, 15 juil. 1937, p.3, « Front ouvrier – Organe de l'Union nationale ouvrière » ; « Le corporatisme, réalisation prolétaire », *LN*, II, 44, 9 déc. 1937, p.2.

¹⁰⁰ R. Lemoyne, « La fausse démocratie et les temps nouveaux », *LN*, III, 4, 3 mars 38, p.2.

¹⁰¹ « Testament politique de Jacques Bainville », dédié par la réd., *LN*, I, 3, 29 févr. 1936, p.3.

¹⁰² P. Bouchard, « Séparatisme 3 », *LN*, I, 17, 444 juin 1936, p.1.

la haute finance¹⁰³. Il préfère associer Robespierre et Lénine et les rejeter tous deux en faveur du corporatisme de Mussolini, « Italien de génie », qui a accouché de la formule de l'ordre nouveau que recherchaient La Tour du Pin, Maurras, même le catholicisme social des encycliques¹⁰⁴.

M. Hamel ou P. Chaloult le martèlent dans leurs critiques des politiciens en place et de l'opposition officielle : le fascisme est la véritable alternative. Hamel proclame qu'il faut libérer les corporations du jeu des partis, c'est-à-dire la représentation des métiers de la politique des partis¹⁰⁵. Ainsi, réflexion d'ensemble de Bouchard, réflexion économique de Gagnon, reportages politiques des rédacteurs principaux, tout concorde pour promouvoir la solution politique adoptée par *La Nation*, le corporatisme fasciste. De plus, *La Nation* reproduit des textes de la propagande italienne officielle¹⁰⁶. Elle ajoute les textes de périodiques français d'extrême droite, critiques de la démocratie¹⁰⁷ et qui appuient les régimes et les partis (tels le rexisme belge¹⁰⁸) fascistes et fascisants à travers le monde et présente la diffusion du « fascisme universel » dans toutes ses formules nationales, intérêt récurrent¹⁰⁹.

Le libéralisme est si dépassé que le communisme menace de profiter du chômage pour se répandre et le fascisme apparaîtra alors à tous comme la véritable solution, y compris pour assurer le développement économique de l'État libre du Québec. Le libéralisme n'est plus la seule option pour défendre la liberté : il n'est plus qu'une « farce », corrompue, impuissante, tandis que le fascisme offre une solution dynamique de régime de « liberté » à opposer au communisme. *La Nation* identifie l'Italie comme la nouvelle grande puissance latine qui exerce un leadership sur le plan du modèle politique. Mais elle s'intéresse également au

¹⁰³ P. Bouchard, « Pour un État libre français en Amérique —... », *LN*, I, 25, 30 juil. 1936, p.1.

¹⁰⁴ P. Bouchard, « L'Agonie du libéralisme », *LN*, II, 42, 25 nov. 1937, p.1.

¹⁰⁵ M. Hamel, « Un qui comprend [H. Grenon] », *LN*, I, 38, 29 oct. 1936, p.4.

¹⁰⁶ Ex. « Le Lyautey italien, le Général Graziani, [reproduit de *L'Italia*] », I, 10, 18 avr. 1936, p.2 ; « La Nuova Italia », *LN*, II, 42, 25 nov. 1937, p.3.

¹⁰⁷ Ex. : *Gringoire* sur le cas français : « Démocratie accélérée », I, 48, 7 janv. 1937, p.1.

¹⁰⁸ Ex. : J.-L. Gagnon, « Un homme, Léon Degrelle », Gagnon cite Brasillach de *JSP*, in *LN*, I, 40, 12 nov. 1936, p.2.

¹⁰⁹ Ex. : « Le fascisme universel — C.A.U.R. », *LN*, I, 40, 12 nov. 1936, p.2.

fascisme dans les autres pays occidentaux : Norvège, Hongrie, etc.¹¹⁰. Elle décèle même dans certaines élections états-uniennes la preuve que la mode des dictateurs est universelle et que la dictature est vraiment la réponse de l'heure aux problèmes économiques modernes¹¹¹.

6.2.1.2 Non-conformisme

On le voit, les considérations sur le progrès présentées par le directeur et la rédaction – le libéralisme, progrès du XIXe s. puis le fascisme, idéologie de progrès du XXe s. – divergent considérablement de l'interprétation maurrassienne de l'histoire politique qui les a pourtant profondément marqués¹¹². À l'occasion d'une succession britannique, Jean-Louis Gagnon marque sa distance d'avec les « théories maurrassiennes des néo-royalistes », déclarant « la monarchie inutile », saluant chez le roi Georges d'Angleterre un démocrate davantage qu'un roi¹¹³. Cependant Gagnon lui-même reconnaît sa dette envers le Provençal : « « J'ai été suffisamment longtemps disciple de ce Maurras (...) pour avoir conservé [sic] le sens brutal du réalisme politique.¹¹⁴ » Ce sens brutal est chez lui un parti pris pour la violence en politique, à l'instar de Maurras, toujours dans une logique révolutionnaire qui se revendique de Sorel :

Nous aussi, nous avons lu Sorel. Les *Réflexions sur la violence* nous disent ce qu'il restera à faire, si le ministère public ne comprend pas son devoir. Maurras a conseillé aux bons Français d'expédier Blum de l'autre côté du monde en s'aidant d'un couteau de cuisine, nous nous saurons, en temps, conseiller aux Canadiens qui ont encore du sang de coureur des bois

¹¹⁰ Ex. : « Le fascisme en Norvège – C.A.U.R. », *LN*, I, 39, 5 nov. 1936 et citation de Quisling, chef du *Nasjonal Samling*, en exergue du I, 42, 26 nov. 1936 ; « Politique étrangère – Un nouveau mouvement corporatiste et fasciste en Hongrie », II, 28, 19 août 1937, p.3.

¹¹¹ P. Bouchard, « Des glaces polaires à la Terre de Feu – Les dictatures régionales étatsunisiennes [sic] », *LN*, I, 9, 11 avr. 1936, p.3.

¹¹² J.-L. Gagnon, « Aux 700,000 frères de la dispersion [se dit ancien disciple] », I, 4, 7 mars 1936, p.1. et « Alcofrības deuxième », I, 14, 14 mai 1936, p.2 ; M. Hamel, « Maurice Barrès en nous », II, 15, 20 mai 1937, p.2 et « Charles Maurras en nous », II, 18, 10 juin 1937, p.2. ; s.s., « Berthelot Brunet au tableau d'honneur », II, 25, 29 juil. 1937, p.1 ; Berthelot Brunet, « La cellule de Maurras », I, 50, 21 janv. 1937, p.2 ; C.f. R. Vézina, « Charles Maurras » [Introduction à l'éloge de Brasillach extrait de *JSP* et publié en réponse au *Jour*], IV, 20, 23 juin 1939, p.2.

¹¹³ Article de J.-L. Gagnon dans *La Voix de l'Est*, cité in Pierre Chaloult, « Revue de la presse : Vive les hebdomas ! », *La Nation*, I, 1, 15 févr. 1936, p.4.

¹¹⁴ J.-L. Gagnon, « Aux 700,000 frères de la dispersion », *La Nation*, I, 4, 7 mars 1936, p.1.

dans les veines, de vous expédier aussi, non pas de l'autre côté du monde (vous seriez trop mal reçu), mais tout simplement en bas d'une brave maison bourgeoise ayant quelques étages – ce qui, au fait, revient au même.¹¹⁵

Remarquons au passage que nous pouvons relever par ce trait une plus grande proximité politique entre *La Nation* et l'AF qu'entre l'AF et l'Action française-Action nationale, dans l'appréciation de la violence et l'usage de la violence verbale. La légende d'une caricature illustre combien Maurras est une valeur sûre pour la rédaction de *La Nation* : « Le sanctionniste Herriot, ennemi de l'Italie, attend le prochain ballottage pour devenir ennemi du peuple français. Que Maurras en débarrasse la France.¹¹⁶ » La rédaction, hormis Gagnon, revendique un « nationalisme intégral¹¹⁷ », référence maurrassienne, et revendique carrément une influence maurrassienne. Référence dont elle use librement cependant, car elle choisit la formule moderne de Mussolini plutôt que celle de Maurras : c'est une admiration qui ressemble à celle de la Jeune-Droite agnostique et fascisante, qui établit un constat semblable dans *JSP*, *Gringoire* et *Combat*. Le rédacteur en chef Hamel exprime une forte sympathie envers Maurras et son œuvre, blâmant le prétendant qui le désavoue, et déplorant que l'Église l'ait interdit. Il compare même *L'Avenir de l'intelligence* au *Capital* de Marx par l'envergure, association tout à fait dans l'esprit des non-conformistes de la Jeune-Droite¹¹⁸. De même, son prédécesseur P. Chaloult est un admirateur de l'AF. Et, tout en se disant non partisan de l'AF, il défend ses ténors Maurras et Daudet contre les accusations d'appel au meurtre que leur adresse Turcotte tout comme il réproouve sa défense corollaire du « Front Commun radical-socialiste »¹¹⁹. Les principes généraux antilibéraux de Maurras sont retenus, mais pas le « néo-royalisme¹²⁰ » : le fascisme convient à l'époque moderne. Le fascisme apparaît alors comme la formule, plus moderne, plus efficace, pour appliquer des principes dans l'ensemble très maurrassiens. La solution maurrassienne convient à la France, or

¹¹⁵

¹¹⁶ *La Nation*, I, 12, 30 avr. 1936, p.2.

¹¹⁷ « Achetons chez nous », *La Nation*, I, 10, 18 avr. 1936, p.2 ; P. Bouchard, « Nationalisme économique », I, 46, 24 déc. 1936, p.1.

¹¹⁸ M. Hamel, « Le drame intérieur de Charles Maurras », *LN*, III, 4, 3 mars 1938, p.3.

¹¹⁹ « Un loup s'affuble d'une peau de mouton [Turcotte] », *LN*, I, 3, 29 févr. 1936, p.1.

¹²⁰ P. Chaloult, « La revue de presse », *LN*, I, 1, p.4.

une dictature répondrait aussi bien aux exigences : après « cent cinquante ans de pourriture démocratique », elle a besoin d'un gouvernement fort, sa faiblesse diplomatique devant le risque de guerre en fait la démonstration¹²¹. Maurras est considéré comme le penseur à l'origine de la droite internationale et « le rénovateur indirect de l'Italie » : même s'il s'accroche à sa formule désuète, sa pensée est considérée comme ayant enfanté la solution politique de Droite du XXe siècle, le fascisme¹²².

D'avantage, les dictatures corporatistes sont considérées comme des régimes modernes qui permettent la restauration d'un ordre social monarchique, comme se présente le programme franquiste, qui remettra au final l'exécutif à l'héritier du trône. « Le dictateur ne fait que passer sur la scène.¹²³ » Les rédacteurs de *La Nation* appliquent donc des solutions modernes dans un objectif très proche parent des principes de Maurras, qu'ils admirent, s'accordant vis-à-vis sa doctrine une liberté du type de la Jeune-Droite. Ce sont notamment Gagnon et Chaloult qui sont déclarés anciens disciples de Maurras, tandis que Hamel prétend avoir dès le début été un admirateur conservant des réserves. Le fascisme peut mener à l'ordre monarchique prôné par Maurras, et Hamel reproche à Maurras d'être obtus par rapport au césarisme de Napoléon et Mussolini et aux formes plus modernes de gouvernement autoritaire fort. Il associe Maurras et Barrès en maîtres influençant sa pensée de même que celle d'un autre maître du mouvement, Groulx : « Sans Barrès, que serait Groulx ? ». De Maurras il retient après examen critique le démontage du système libéral et démocratique, contribution fondamentale malgré une intransigeance irritante¹²⁴. L'admiration est grande :

Chose curieuse, elle garde peut-être plus de prestige à l'étranger, chez les peuples de langue et de culture française – Belgique, Suisse, Amérique du Nord – qu'en France même. Et cela, au fond se comprend. Pour qui aime la France, et la voudrait toujours plus glorieuse et plus forte, quoi de plus

¹²¹ P. Bouchard, « Chamberlain lâche Eden et la France », *LN*, III, 3, 24 févr. 1938, p.1.

¹²² M. Hamel, « Les Deux Maurras », *LN*, II, 25, 29 juil. 1936, p.3. [déclare P. Chaloult « disciple forcené » et ses propres réserves].

¹²³ M. Hamel, « Lettre ouverte à Esdras Minville », *LN*, II, 11, 22 avril 1937, p.3.

¹²⁴ M. Hamel, « Notre maître l'abbé Groulx », *La Nation*, II, 13, 5 mai 1937, p.2 ; Cf. « Barrès en nous » et « Maurras en nous » cités ci-dessus.

attirant que le groupement qui a mis en tête de son programme le nationalisme intégral ?¹²⁵

Cette liberté s'affirme de diverses manières, et à l'instar de la Jeune-Droite, c'est en s'ouvrant à des idées sociales de gauche dans un cadre qui se veut de Droite. Citons l'analyse éclairante d'un collaborateur occasionnel (dans un texte déjà cité en exergue à la troisième partie), où Bonenfant retraçait l'importance des influences françaises en pensée politique québécoise :

Un mot d'abord des idées de Droite, mieux connues ici par l'entremise des livres de Daudet, de Maurras, de revues, comme la *Revue des Deux Mondes*, et de journaux, comme l'*Action Française*, *Gringoire* et *Candida*. Il s'est même formé chez nous toute une école de jeunes et de plus âgés acceptant et prêchant les idées de Droite. Ces gens sont trop intelligents pour souhaiter que le Roi de France règne sur la Laurentie, mais ils veulent cependant que notre société s'édifie d'après les théories de Maurras et de Valois. Ils ont raison s'ils sont capables de réaliser leur idéal en tenant compte de la réalité canadienne-française. [...] Depuis quelque temps, il est question chez nous des idées de Gauche, qu'on a bien tort [...] de confondre avec [...] communistes. Sous l'influence [...] de Gide, de Benda, de Malraux, des articles de *Marianne* et de *Vendredi*, certains d'entre nous ne voient le salut politique que dans un mouvement radical de Gauche.¹²⁶

Le plaidoyer de *La Nation* durant sa première année est pour l'ouverture au discours social dans un cadre d'analyse de droite : aux questions ouvrières, aux solutions corporatistes à la question sociale. Nous précisons Jeune-Droite agnostique en établissant le parallèle avec *La Nation* car, sans laisser transparaître d'anticléricalisme à la différence de *Vivre*, *La Nation* invoque le catholicisme de façon politique, pour critiquer ce que lui fait subir le communisme comme en Espagne, mais jamais la foi – si on excepte une gravure de Gauvreau intitulée « prière ». C'est ce qui fait dire à Groulx lui-même que P. Bouchard est catholique un peu à la façon de Maurras – il distingue M. Hamel de Bouchard¹²⁷, mais cette foi de Hamel ne colore pas ses chroniques. P. Chaloult quant à lui se plaît à citer les louanges de Maurras en mémoire de Bainville subitement décédé, qui le

¹²⁵ J.-M. Dufresne, « Déclin de l'Action Française, suite », *LN*, I, 4, 7 mars 1936, p.3 ; Cf. *LN*, I, 3, 29 févr. 1936, p.4. Cf. commentaire des caricatures *Les élus d'hier et de demain* de Blum et Herriot, in *LN*, I, 12, 30 avr. 1936, p.2 : « Que Maurras en débarrasse la France ».

¹²⁶ J.-C. Bonenfant, « Le coefficient canadien-français », *LN*, I, 8, 4 avr. 1936, p.3.

¹²⁷ L. Groulx, *Mes Mémoires*, III, p.290-296.

qualifie « d'impie », comme une grande qualité : « il n'hésitait pas à attaquer quiconque », ajoute Chaloult¹²⁸. En louangeant l'œuvre de Maurras, *La Nation* déplore sa condamnation par l'Église. Elle oppose le catholicisme au communisme, associant le premier à la civilisation, mais sans parler de foi : le catholicisme anime moins ses engagements qu'il ne symbolise la civilisation. *La Nation* va, par exemple, citer en exemple le nationalisme économique de la révolution mexicaine, alors que *L'A.f.* et *L'Action nationale* déploraient la répression anticléricale au Mexique sans jamais tirer un exemple positif de ce régime malfamé¹²⁹. C'est cet esprit irrévérencieux et non-conformiste que veut d'emblée afficher *La Nation*.

L'éclectisme non-conformiste de *La Nation* dépasse ainsi la seule personne de Gagnon ou de son épouse Jobidon (*La Nation* annonce leurs noces¹³⁰). *La Nation* exprime des goûts éclectiques, notamment en arts et lettres, dévoilant son appréciation de Léon Bloy, Voltaire, Hugo, G. Sorel, Kipling ou même Charlot, loin d'une exclusive maurrassienne et fasciste. Dès le premier éditorial qui déclarait *La Nation* corporatiste et antiparlementaire, Bouchard référait aux modèles des « démocraties progressistes » d'Argentine et du Brésil. Cela peut faire songer aux démocraties populaires comme jeu avec le terme démocratie : dans la présentation de Bouchard, le corporatisme n'est pas toujours une solution de remplacement à la démocratie occidentale, mais bien au libéralisme. On peut se demander quelle définition de la démocratie il applique, mais il ressort que c'est le capitalisme libéral et le parlementarisme qui sont ciblés. Autre exemple d'éclectisme non-conformiste, le premier article du rédacteur en chef P. Chaloult est un éloge de J. Bainville, qui le présente comme « un Voltaire camelot du roi ». *Gringoire* fut vanté comme un défenseur de la République et, quelques fois, peut-être à l'instar d'O. Asselin, la rédaction évoque positivement les révolutions républicaines. Parfois elle peut associer Lénine et Robespierre et, à d'autres moments, inscrire Mussolini dans la lignée de 1789, se plaisant à reprendre à son

¹²⁸ P. Chaloult, « Jacques Bainville », *LN*, I, 1, 15 févr. 1936, p.1.

¹²⁹ R. Vézina « *L'actualité* – le Mexique aux Mexicains », *LN*, III, 7, 24 mars 1938, p.1.

¹³⁰ « À nos amis », *LN*, I, 32, 17 sept. 1936, p.2.

compte des symboles de la Révolution. Car, comme nous l'avons exprimé, elle énonce clairement que le libéralisme était le progrès du XIX^e siècle comme le fascisme celui du XX^e siècle, ce qui l'inscrit symboliquement dans une continuité progressiste et non conservatrice. Malgré sa proximité de fait avec un nationalisme traditionaliste de type maurrassien, elle se distingue de cette droite traditionnelle en se permettant de récupérer des valeurs révolutionnaires de ce qui était la gauche au XIX^e siècle après 1789, *i.e.* de la symbolique des révolutions républicaines. Ainsi elle invoque le modèle des Patriotes républicains de 1837-1838 : « Un siècle après la révolte de Papineau, nous lançons ce mouvement de libération et confiants dans l'avenir », criant « Patriotes, à nous ». L'année suivante, l'anniversaire des Rébellions amène une nouvelle déclaration pseudo-républicaine dans un numéro dédié à l'abbé Groulx : « nous qui regrettons parfois que la Marseillaise n'ait pas clamé pour nous comme pour le reste des Français ses accents de délivrance, le discours prononcé mardi soir par Groulx marque désormais la fin d'une époque et le commencement d'une autre ». Ce discours de Groulx, dressant une « idéologie salvatrice », « ce sera notre Marseillaise à nous » à faire lire dans tous les foyers, « notre Chant du départ vers la Liberté et les plus hautes réalisations »¹³¹. Ce n'est pas le républicanisme comme tel qui est invoqué bien sûr mais la révolution, néanmoins il ne serait pas du genre d'un traditionaliste comme Groulx de récupérer positivement le symbole révolutionnaire de la Marseillaise. D'ailleurs Mussolini lui-même s'inscrit volontiers dans le socialisme et le sillage des révolutions démocratiques.

De même, alors que *L'Action française* réclamait une censure du cinéma, *La Nation* se désole quand la cité de Québec en applique une¹³². Éclectisme à l'image du premier article européen publié dans *La Nation*, dès le premier numéro, intitulé « Louis XIX », par Carbuccia de *Gringoire*¹³³. Carbuccia n'est pas un partisan direct de l'AF mais il prend parti pour la monarchie, dans son cas une monarchie moderne qui respecte la liberté de pensée et de presse avec même l'absence de la

¹³¹ P. Bouchard, « Apothéose à l'abbé Groulx », *La Nation*, II, 21, 1^{er} juil. 1937, p.4.

¹³² « *L'Actualité sans image* – Une ville sans cinéma », *LN*, IV, 19, 15 juin 1939, p.1.

¹³³ Horace de Carbuccia, *La Nation*, 15 févr. 1936, p.2.

censure (sauf en temps de guerre) qui existe en France. Serait-ce une monarchie constitutionnelle ? On l'ignore. On apprend en revanche qu'elle serait très sociale, libérale sur le plan de l'expression, riche en alliés internationaux et en possessions coloniales. Ce que Carbuccia met en valeur c'est la continuité de vues qui serait le privilège des gouvernements monarchiques – plutôt qu'élus faut-il comprendre, sans savoir si une forme de représentation trouverait grâce à ses yeux. *La Nation* réclame parfois la solution totalitaire, à la Franco, comme une étape nécessaire, mais se prétend attachée à la défense des libertés essentielles contre le communisme et les faiblesses du laisser-faire du libéralisme traditionnel. Elle réclame une réforme de la représentation sur base corporative. *La Nation* défend l'idée d'une assemblée représentative sur base corporative, une élection par métier et non pas générale, en se référant à l'exemple mussolinien : « notre représentation politique actuelle ne saurait nous suffire : nous voulons une représentation directe de chaque intérêt »¹³⁴. Une Chambre des corporations¹³⁵ serait plus intelligente que le Parlement actuel¹³⁶ – d'ailleurs, l'Hôtel de ville de Montréal expérimentera avec une portion de représentation corporative dès les années 1940. Pourtant, quand P. Chaloult s'escrime avec E. Turcotte du *Canada* et défend le système promu par *La Nation*, il invoque le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et présente comme un progrès le développement des droits de l'homme, ce qui paraît quelque peu contradictoire avec la défense de l'ordre fasciste italien qui l'accompagne. Toutefois, *La Nation* fonde aussi le droit d'une nation à l'indépendance sur ce que Mussolini appelle une volonté active¹³⁷.

La Nation publie un *Manifeste des jeunes gens de Montmorency* (dont ses rédacteurs ne sont pas signataires) qui réclame sept réformes, dont celle-ci : « nous souhaitons que tous les députés disparaissent et qu'ils soient remplacés par des représentants de chaque métier ou chaque profession, qui a leur tour

¹³⁴ Citation de Mussolini en exergue, *LN*, I, 18, 11 juin 1936, p.1.

¹³⁵ Gagnon, « Le Front Ouvrier – Au-delà du libéralisme et du marxisme », I, 9, 11 avr. 1936, p.2 ; Jean Lespérance, « Le corporatisme », *LN*, II, 50, 20 janvier 1938, p.2 [compare Roosevelt et Mussolini : dans le premier cas, l'État au service de l'individu, l'autre, individu au service de l'État totalitaire, mais ce sont des différences de degré.]

¹³⁶ Gagnon, « Aux 700.000 frères de la dispersion », *LN*, I, 4, 7 mars 1936, p.1.

¹³⁷ Citation de Mussolini en exergue, *LN*, I, 4, 7 mars 1936, p.1.

choisiront des ministres pour faire exécuter les lois. »¹³⁸ Cette réforme porterait atteinte à la démocratie sans pour autant équivaloir à la dictature ni mettre fin à la souveraineté des représentants du peuple. Est-ce une idéalisation du modèle mussolinien ou un autre corporatisme que prônent ces « jeunes gens » ? Cela semble être le mode de modernisation du moment pour qui cherche une réponse de fond à la Dépression. Les autres réformes réclamées sont plus traditionnelles et traduisent un horizon bouché par le chômage et le pacifisme : empêcher que le lieutenant-gouverneur soit en même temps membre du conseil d'administration de grandes compagnies, refuser que les postes de direction de la fonction publique soient attribués à des Anglais, en l'occurrence à la Police provinciale, fin des dépenses militaires aptes à mener en guerre alors qu'il faut investir pour résorber le chômage, mettre un frein à l'immigration quand il y a un million de chômeurs, franciser le sceau de la province, franciser le nom du palais du lieutenant-gouverneur. Ici, nous sommes loin de la dictature, de la violence et du bellicisme fascistes, mais proches de plusieurs récriminations de la droite traditionaliste. En ce qui concerne les déclarations de *La Nation* en revanche, la dictature est bel et bien réclamée, une censure des communistes qu'appliquera d'ailleurs Duplessis, mais évidemment elle défend surtout dès 1936 le pacifisme.

6.2.1.3 Face au racisme et au nazisme

À travers *Front latin* notamment, *La Nation* s'efforce de présenter les expériences des régimes autoritaires d'Amérique latine. Elle y ajoute des correspondants de son cru, spécialement pour Haïti. Son intérêt pour l'Amérique latine est relié à l'identité américaine et latine du Québec, il est donc culturel autant que politique – et économique. P. Bouchard traduit par exemple des œuvres d'écrivains latino-américains¹³⁹. L'intérêt pour toutes les Amériques, de l'Alaska

¹³⁸ *La Nation*, II, 5, 11 mars 1937, p.2.

¹³⁹ Ex. : Ventura Garcia Calderon, « *Il mourut selon sa loi*, conte péruvien trad. par P. Bouchard », *LN*, I, 2, 22 févr. 1936, p.4 et *La Vengeance du Condor*, trad. par P. Bouchard, III, 17, 2 juin 1938, p.3.

à l'Argentine, se manifeste dans une chronique récurrente très durable¹⁴⁰. Cet intérêt culturel prend le dessus lorsqu'il est question d'Haïti : les correspondants de *La Nation* dans la perle des Antilles font avant tout connaître leur pays et non un régime¹⁴¹. Dans la foulée de son intérêt pour Haïti, *La Nation* prend même une position critiquant le racisme envers les Noirs, notamment à l'occasion du deuxième Congrès de la langue française (Québec, 1937), où elle déplore l'attitude « stupide » des délégués blancs de la Louisiane qui ont créé un problème avec la délégation haïtienne¹⁴².

La question de la xénophobie et du racisme de *La Nation* est quelque peu complexe, car sa position xénophobe est évidente, tandis que ses propres déclarations, soutenant qu'elle réfute le racisme, demandent une explication approfondie. La xénophobie de *La Nation* transparaît à maintes occasions, malgré quelques instances où elle prétend n'être ni contre les Anglo-saxons ni contre les juifs, mais simplement pour les Canadiens français¹⁴³. Ce n'est pas seulement l'Empire britannique qui est décrié ou la domination des Canadiens anglais, mais les Anglais qui sont insultés. Ce n'est pas seulement la politique canadienne d'immigration qui est critiquée, mais à l'occasion les immigrants eux-mêmes semblent dépréciés, ce qui la distingue des autres discours nationalistes étudiés dans la présente thèse, qui s'adonnaient à une critique de cette politique. Certes, *La Nation* rejette le racisme au sens hitlérien : elle n'y croit pas, n'y voit que balivernes se gaussant tant du racisme « aryen » que de son alliance avec le « péril jaune » japonais, prenant également la peine de refuser d'adhérer à un quelconque racisme canadien-français, en niant l'existence d'une race spécifique¹⁴⁴. Cette

¹⁴⁰ *Des glaces polaires à la Terre de feu*, du I, 5, 14 mars 1936, p.3 ; II, 28, 19 août 1937, p.4 ; III, 8, 31 mars 1938, p.3.

¹⁴¹ P. Cantave, « Le vrai visage d'Haïti », *LN*, II, 28, 19 août 1937, p.3.

¹⁴² M. Hamel, « Le Congrès de la bonne-entente et d'une génération qui meurt », *LN*, II, 23, 15 juil. 1937, p.2.

¹⁴³ A. Pelletier, « Xénophilie », *LN*, I, 3, 29 févr. 1936, p.1 ; L.N., « Après 1000 youpins, 8000 mennonites », I, 9, 11 avr. 1936, p.1.

¹⁴⁴ P. Bouchard, « Les contradictions du racisme », *LN*, IV, 17, 1^{er} juin 1939, p.1 et « Séparatisme (2) : Nationalisme et racisme », *LN*, I, 14, 14 mai 1936, p.1. Cf. R. Vézina, « Le Royaume de Sion », *LN*, III, 7, 24 mars 1938, p.3 et III, 12, 5 mai 1938, « L'Hitlérisme, phénomène sémite », p.3 ; Rodolphe Laplante, « Le racisme », *LN*, III, 42, 24 nov. 1938, p.2.

position de défiance envers le racisme idéologique, qui n'empêche en rien la xénophobie, ne constitue pas un antiracisme cohérent, davantage une défiance idéologique, en particulier envers l'hitlérisme. *La Nation* peut à la fois critiquer le racisme anti-noir des Amériques et qualifier les adversaires de la conquête d'Éthiopie de « négrophiles » ou opposer les peuples « blancs » au péril jaune. Examinant le Brésil avec sympathie, elle qualifie de ridicule l'idéal de la fusion des races, distinguant des métissages positifs – noir et blanc – et d'autres qui seraient négatifs – rouge et noir¹⁴⁵. Une des meilleures illustrations de ces ambivalences est l'antisémitisme de *La Nation*. Elle n'adhère pas au racisme nazi, et pourtant, contrairement à l'Italie fasciste en 1936, elle reproduit sur le mode (ou même directement) des hebdomadaires français d'extrême droite un antisémitisme virulent¹⁴⁶. Cet antisémitisme colore ses caricatures de la haute finance, du communisme, de la SDN, de la pieuvre impériale (britannique). Lorsqu'un vieil homme écrit à *La Nation* pour dénoncer l'antisémitisme allemand, *La Nation* publie son texte, où il rappelle que les Chrétiens doivent, malgré tout l'antijudaïsme intellectuel, reconnaître le droit de vivre des Juifs et condamner les procédés de Hitler. Une N.D.L.R. précise « N'empêchons pas les Juifs de vivre, très bien, mais ne permettons plus qu'ils vivent à nos dépens » et enjoint les Canadiens français d'imiter leur solidarité. Bref, *La Nation* accepte de condamner « l'antisémitisme forcené¹⁴⁷ » et le racisme aryen d'Hitler, mais pas l'antisémitisme¹⁴⁸. Malgré quoi il lui arrive de présenter des textes qui nuancent cette position, prenant parti pour le sionisme. L'enthousiasme pour le sionisme du rédacteur en chef Hamel l'amène, dans un numéro spécial « Les Juifs au Canada français », à faire l'éloge des Juifs. Les Canadiens français sont les Juifs d'Amérique du Nord : « Il n'y a pas d'histoire plus proche de la nôtre que celle des Juifs ». Et les Juifs, avec les révoltes préparant l'indépendance d'Israël, leur montrent la voie en contestant la suprématie de Londres : « Juifs splendides, sans

¹⁴⁵ P. Bouchard, « La menace japonaise au Brésil », *LN*, II, 28, 19 août 1937, p.4.

¹⁴⁶ Ex. de *JSP*, P. Bouchard, « La menace commerciale juive », *LN*, III, 5, 10 mars 1938, p.4.

¹⁴⁷ Albert Pelletier, « Le Caporal Hitler », *LN*, I, 18, 11 juin 1936, p.1.

¹⁴⁸ Jean-Jacques et NDLR, « Quand Israël est roi », *LN*, III, 8, 31 mars 1938, p.3.

le savoir, vous nous apportez le salut avec Theodor Herzl¹⁴⁹ ». Il proclame avec régularité que les Canadiens français doivent célébrer « Le Salut par les Juifs », expression de Léon Bloy¹⁵⁰ qu'il applique au sionisme. Le sionisme inaugure la contestation de l'Empire britannique et les proclamations d'indépendances nationales¹⁵¹. Il n'avait pas attendu ce numéro spécial pour déclarer son appui : « La chrétienté est imprégnée de poésie et de mysticisme juifs. C'est ce que refuse d'admettre l'attique païen Maurras [...] Nous sommes catholiques et nous ne choisissons pas ; nous prenons parti pour les Juifs [en Palestine].¹⁵² » Notons au passage que c'est une des rares fois où le christianisme est ainsi évoqué par les rédacteurs de *La Nation* et que les collègues de Hamel ne le font guère. Ses collègues n'ont pas cette sympathie pour le judaïsme mais se font sionistes convaincus¹⁵³. Hamel développe au cours de l'histoire de *La Nation* une position originale : adhérant en principe à Maritain qui condamne entièrement l'antisémitisme, mais voulant la concilier avec la perspective de Maurras, distinguée du nazisme¹⁵⁴. Ainsi, il faudrait considérer les Juifs comme des étrangers ne pouvant diriger le pays (France ou Québec) mais respecter les lois de l'hospitalité, de charité et de respect de l'être humain en tolérant les Juifs et les protestants dans le pays, s'inspirant en cela de la condamnation théologique des haines par Maritain. Hamel considère que « la question juive est spirituelle », comme Maritain¹⁵⁵, et que par conséquent « la haine ne peut la résoudre », citation de René Schwob¹⁵⁶. « Par bonheur, il ne surviendra pas de pogroms en Laurentie¹⁵⁷ », ajoute-t-il. Il condamne la haine envers les Juifs, injustifiée, fondée

¹⁴⁹ Citations de M. Hamel, « Prologue sur le thème juif », *LN*, III, 28, 18 août 1938, (p.1), p.4. Cf. *Idem*, « Une lettre – notre numéro sur les Juifs », III, 30, 1^{er} sept. 1938, p.2.

¹⁵⁰ R. Chénier, « L'actualité sans image – Le Salut par les Juifs, dirait Léon Bloy ! », *LN*, I, 19, 18 juin 1936, p.1 ; M. Hamel, « Israël sera-t-il roi ? », III, 24, 22 juil. 1937, p.1 et Rocnoir, « Revue des revues », II, 50, 20 janv. 1938, p.2.

¹⁵¹ M. Hamel, « Le Salut par les Juifs – la question arabe », *LN*, I, 28, 20 août 1936, p.2.

¹⁵² M. Hamel, « Israël sera-t-il roi ? – L'État juif en Palestine », *LN*, II, 24, 22 juil. 1937, p.1.

¹⁵³ R. Vézina, « Le royaume de Sion », *LN*, III, 7, 24 mars 1938, p.3. Cf. M. Hamel, « À choisir : la Palestine juive ou l'univers judaïsé ? », II, 32, 16 sept. 1937, p.3.

¹⁵⁴ « De Charles Maurras à Jacques Maritain », *LN*, III, 29, 25 août 1939, p.2.

¹⁵⁵ *Ibidem*.

¹⁵⁶ « Écoute, Israël – Léon Bloy et les Juifs », *LN*, III, 28, 18 août 1938, p.1.

¹⁵⁷ « Prologue sur le thème juif », *LN*, III, 28, 18 août 1938, (p.1), suite p.4.

sur l'ignorance, entretenue par la propagande antisémite d'Adrien Arcand¹⁵⁸. Il soutient que Maritain « est sujet à caution sur plusieurs points politiques, mais pas du tout sur la question juive.¹⁵⁹ »

Le ton qu'adopte habituellement *La Nation* face au judaïsme est cependant celui de l'hostilité, souvent vulgaire, des hebdomadaires d'extrême droite français¹⁶⁰. Cette question nous amène à la position de *La Nation* vis-à-vis du régime hitlérien. *La Nation* rejette son idéologie raciste et son paganisme. Souvent, dans ses premières années, elle prend position pour que le Canada n'aille pas en guerre ; néanmoins elle souhaite que l'Allemagne soit confrontée. Elle condamne le retrait français de Rhénanie, ainsi que l'Angleterre qui l'a encouragé, y voyant la perte d'une garantie de paix. Quand elle manifeste son appui à l'Italie en 1936, c'est aussi en saluant chez Mussolini un des garants de la paix européenne et mondiale, comme il l'a démontré en empêchant la première tentative d'Anschluss¹⁶¹. En fait, *La Nation* demeure méfiante à l'égard de l'Allemagne et du nazisme, s'opposant au pangermanisme, espérant longtemps que l'Italie ne s'y allie pas ou ne demeure pas son alliée¹⁶². Quoique pendant un court laps de temps en 1937 elle ait bien accueilli la naissance de l'Axe¹⁶³, *La Nation* renoue bientôt avec sa position initiale, qui était de distinguer l'Italie de l'Allemagne : en 1936, l'Italie est un rempart contre le pangermanisme, il faut éviter de l'éloigner d'une alliance française et de la rapprocher de Berlin avec les

¹⁵⁸ Citation en exergue, « Numéro spécial : Les Juifs au Canada français », III, 28, 18 août 1938, p.1.

¹⁵⁹ « Le protocole des sages de Sion », *LN*, III, 29, 25 août 1938, p.2.

¹⁶⁰ *L.N.*, « 1000 Youpins de contrebande », *LN*, I, 6, 21 mars 1936, p.1 ; J.-L. Gagnon, « Le Tovaritch Edmond Turcotte – les intellectuels de gauche », I, 13, 7 mai 1936, p.1 ; Huron, ex. : Caricature « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », I, 24, 23 juil. 1936, p.4 et II, 18, 10 juin 1937 p.1 ; M. Hamel, « Requins et vautours – Le Pourrissoir de l'Empire britannique », I, 32, 17 sept. 1936, p.1 ; R. Vézina, « Genève, les Juifs et la guerre », III, 30, 1^{er} sept. 1938, p.1 ; P. Bouchard, « La menace commerciale juive », III, 5, 10 mars 1938, p.4 et « Ernest Lapointe et la franc-maçonnerie internationale, un cabinet de profiteurs de guerre », III, 31, 8 sept. 1938, p.1 ; s.s., « Les crimes commis par les Juifs au cours de l'histoire », III, 33, 22 sept. 1938, p.3.

¹⁶¹ « Négrophilie » et R. Chénier, « Politique étrangère – Négrophilie », *LN*, I, 13, 7 mai 1936, p.3 et p.4.

¹⁶² P. Bouchard, « Hitler a roulé l'Europe et l'Italie » et « La mort d'un pays », *LN*, III, 6, 17 mars 1938, p.1.

¹⁶³ M. Hamel, « Les deux Maurras », *LN*, II, 25, 29 juil. 1937, p. 3 ; P. Bouchard, « L'actualité [...] – Heil Hitler e Viva il Duce! », *LN*, II, 34, 14 oct. 1937, p.1.

sanctions¹⁶⁴ ; en 1938-39 elle espère que l'Italie répètera la décision de 1915¹⁶⁵. Malgré les fluctuations de 1937 devant la jonction entre l'Italie de Mussolini et l'Axe, en 1937 Bouchard continue d'identifier les menaces impérialistes allemande et japonaise et à mettre de l'avant le rôle des États-Unis qui en défendent l'Amérique. L'alliance entre l'Italie admirée et ces deux puissances qui inspirent la méfiance ne devait donc pas le combler, ce qui expliquerait pourquoi la diplomatie italienne est de moins en moins défendue de 1937 à 1939 tandis que l'Allemagne est de plus en plus identifiée comme la menace internationale dans les pages de *La Nation*, détrônant peu à peu l'URSS et l'impérialisme anglais. En 1938, l'Allemagne est clairement identifiée comme l'ennemie « numéro un de la paix », l'URSS étant la seconde. *La Nation*, son directeur au premier chef, considère la mystique nazie ridicule et lamentable et lui oppose le nationalisme mussolinien, rationnel¹⁶⁶. « Entre Hitler et Mussolini il y a la différence du jour et de la nuit », déclare même Vézina¹⁶⁷. En outre, *La Nation* ne cite jamais un nazi allemand en exergue comme elle le fait pour Mussolini, Salazar, d'Annunzio, Maurras et une foule d'auteurs conservateurs québécois ou français voire Churchill, car elle n'approuve pas le nazisme et le distingue dans l'ensemble des régimes d'ordre qu'elle promeut. Régime fort proche non seulement du modèle du corporatisme de Mussolini pour le Québec, mais du modèle de Franco qui prépare une succession monarchique, qu'elle souhaite à la France. Le gouvernement fort de Salazar, maurrassien, mussolinien, franquiste, sont ses modèles, tandis que l'Allemagne irrationnelle demeure un mauvais exemple de dictature et un danger aux yeux de *La Nation*. Nuancions ce constat avec la présentation moins catégorique qu'en font Vézina¹⁶⁸ et Pelletier (beaucoup moins régulier), chez qui cette distinction entre les bonnes dictatures corporatistes et le régime hitlérien est parfois moins nette, même s'ils sont en accord avec la condamnation du

¹⁶⁴ A. Pelletier, « En France : Laval et Sarraut, Politique étrangère », *LN*, I, 2, 22 févr. 1936, p.3.

¹⁶⁵ P. Bouchard, « L'entrée en guerre de l'Italie », *LN*, III, 15, 19 mai 1938, p.3 et « L'Axe aura besoin de faire alliance – M. Himmler aura du mal en Italie [*Match*] », *LN*, IV, 17, 1^{er} juin 1939, p.3.

¹⁶⁶ P. Bouchard, « Le Cardinal Villeneuve et Hitler », *LN*, II, 39, 4 nov. 1937, p.1 ; « Hitler ou Niemoeller ? Qui l'emportera ? », *LN*, III, 5, 10 mars 1938, p.4.

¹⁶⁷ R. Vézina, « Hitler », *LN*, III, 7, 24 mars 1938, p.2.

¹⁶⁸ R. Vézina, « Réformes agraires du III^e Reich », *LN*, II, 6, 18 mars 1937, p.1.

pangermanisme par *La Nation* et qu'ils rejoignent de plus en plus Bouchard et l'ensemble de la rédaction sur ce point en 1938. Tout en soulignant les différences entre Hitler et Mussolini, Vézina aime parfois, encore, signaler la progression des dictatures non communistes en général comme un signe de la décrépitude des démocraties, y compris en Allemagne¹⁶⁹. Quant à Pelletier il est alors encore plus absent de la rédaction en 1938. Hormis Vézina et Pelletier, cette distinction entre Mussolini et Hitler est mise en relief au profit de l'image de Mussolini dès 1936 puis pour isoler le bellicisme coupable de l'Allemagne du modèle italien en 1938.

La Nation vilipende autant le parti nazi canadien d'Adrien Arcand que les communistes de *Clarté*. Mais là aussi se dégage une évolution chronologique : alors qu'en 1936, avec Gagnon notamment, c'est surtout Ryerson et *Clarté* qui sont fustigés, en 1938-1939 Arcand est la principale cible des piques de la rédaction, relativement à *Clarté* du moins. Car sur l'ensemble de la période ce sont les « vieux partis » et surtout les libéraux au pouvoir à Ottawa qui sont au centre de la critique virulente et satirique. En 1939, au cours des dix derniers numéros, Arcand prend l'avant-scène toutes catégories confondues et *La Nation* tire dessus à boulets rouges. Elle s'oppose à Arcand pour une série de raisons : son canadianisme centralisateur, son impérialisme britannique, sa collusion avec le parti conservateur canadien¹⁷⁰. Elle réclame des enquêtes sur son compte et la répression de sa propagande nazie¹⁷¹ - comme elle l'avait fait pour *Clarté*. Ce

¹⁶⁹ R. Vézina, « À propos de la Jeune-Égypte », *LN*, IV, 6, 16 mars 1939, p.3.

¹⁷⁰ P. Bouchard, « Cloaques et sentines de la politique - Adrien Arcand, rastaquouère et cabotin », *LN*, I, 37, 22 oct. 1936, p.1 et « Arcand est impérialiste et contre l'autonomie des provinces », IV, 15, p.1 ; Ed. Bourassa [démissionnaire du PNSC], « Adrien Arcand, un nazi au pays des siffleurs », II, 6, 18 mars 1937 ; L.N., « La louche épopée d'Adrien Arcand - Goglu, Fuhrer, Pontifex maximus... » et « Le Pontifex maximus réfutera-t-il ceci ? », IV, 15, 18 mai 1939, p.1 ; « La comédie nationale et internationale d'Ernest Lapointe à Staline en passant par Hitler et le Pontifex Arcand », IV, 16, 26 mai 1939, p.1 ; « Les insultes de Londres prouvent enfin le rôle louche d'Adrien Arcand et la complicité du parti conservateur », IV, 17, 1^{er} juin 1939, p.1 ; « Arcand la fausse couche se fait démolir à Québec », IV, 20, 23 juin 1939, p.1 ; « Où il est démontré qu'Adrien Arcand n'est qu'une fripouille de la politique », IV, 21, 8 juil. 1939, p.1.

¹⁷¹ L.N. « Nous réclamons une enquête - à propos des activités du parti national-socialiste d'Adrien Arcand », IV, 14, 11 mai 1939, p.1 ; 'Par intérim', « M. Francœur et la propagande nazie », IV, 21, 8 juil. 1939, p.1.

faisant, elle distingue également le modèle fasciste mussolinien du modèle nazi, étant fière de rappeler que l'épiscopat condamne ce parti nazi canadien¹⁷².

En fait, tout en appuyant le système italien, *La Nation* se défie généralement des impérialismes et se soucie du droit des petites nations, comme l'Autriche. Sa critique de la SDN est ainsi nuancée : à côté des caricatures qui la représentent à l'identique des hebdomadaires français d'extrême droite, qui n'y voient rien de bon et qu'un internationalisme dévoyé, dans ses textes d'analyse *La Nation* peut en fait présenter ce qu'elle estimerait être une bonne SDN. Car elle approuve le principe d'une SDN mais souhaiterait qu'elle accorde véritablement une voix à tous les États-nations et ne soit pas au service des grandes puissances. Le texte où cette vision est le mieux exposée accompagne une caricature intitulée « Grand Guignol international » qui, comme son titre l'indique, se ressent d'une influence française. La caricature avance que John Bull, Staline et la franc-maçonnerie tirent les ficelles à Genève. Le texte lui-même, tout en critiquant l'envoi d'un délégué à la SDN, expose cette critique qui n'est pas radicale mais qui propose en fait la vision d'une « vraie » société des nations où les pays comme la Bolivie et le Danemark auraient voix au chapitre¹⁷³. *La Nation* salue par conséquent la renaissance des nations d'Europe centrale, à la différence du dédain des maurrassiens français, comme elle salue leur traité de la Petite Entente, « un des courants directeurs de la paix dans le monde¹⁷⁴ ». Bref, face au racisme et au nazisme, *La Nation* adopte des positions partiellement opposées ou décalées de xénophobie, de rationalisme, d'autoritarisme corporatiste, de pacifisme qui l'amènent à s'opposer ou à se distinguer de plus en plus nettement, non seulement d'Arcand, adversaire de la première heure et cible de choix des derniers mois du périodique, mais bien du nazisme. L'existence de l'Axe lui crée un malaise.

¹⁷² « Le mouvement naziste d'Adrien Arcand condamné par un jésuite [écrivain aux aumôniers d'action catholique au nom de leur directeur] », *LN*, IV, 15, 18 mai 1939, p.1.

¹⁷³ *La Nation*, 27 août 1936, p.1.

¹⁷⁴ P. Chaloult, « L'Idée – C'est entendu, nous sommes séparatistes! », *LN*, I, 2, 22 févr. 1936, p.2.

6.2.1.4 Coopératisme et Crédit social

Malgré l'enthousiasme pour le modèle mussolinien, la revendication du fascisme décline peu à peu en 1938. À la toute fin de 1937, la candidature de Bouchard à une élection partielle est présentée comme celle d'un homme nationaliste et corporatiste, mais le terme fasciste est encore omis. L'année suivante – et cela se confirme en 1939 – le corporatisme lui-même cède le pas. Ce sont d'autres solutions économiques qui retiennent davantage d'espace dans les pages de *La Nation*. La rédaction s'intéresse depuis la 1^{re} année¹⁷⁵ aux théories du Crédit social du Major Douglas¹⁷⁶... un Britannique ! et à l'expérience créditiste de l'Alberta¹⁷⁷. Une chronique officielle est consacrée au Crédit social en 1938-39 après une présence intermittente dès 1936, théorie de réforme économique monétaire qui socialiserait le crédit. Le coopératisme et le nationalisme économique occupent la page économique. Le nationalisme économique prend diverses formes : il faut encourager un nouveau plan de colonisation, véritablement prise en charge par l'État ; il faut développer la petite industrie et que l'État québécois favorise l'essor du commerce et de la petite industrie canadienne-française¹⁷⁸. Celle-ci est notamment agro-alimentaire : il faudrait favoriser la commercialisation du cidre¹⁷⁹ aussi bien que les épiciers canadiens-

¹⁷⁵ P. Bouchard, « Crédit social », *LN*, I, 39, 5 nov. 1936, p.1 ; Louis Dugal, « Crédit social Douglas (2) », I, 43, 3 déc. 1936, p.3.

¹⁷⁶ C. H. Douglas (1879-1952), Écossais émigré en Amérique dans les années 1920, republie ses théories de réforme économique par la réforme monétaire *Social Credit* (1924) en 1933 dans une édition où il est question des *Protocoles des sages de Sion*. L'antisémitisme affecta alors Douglas qui finit par associer la finance bancaire qu'il critiquait au judaïsme. Ezra Pound fut une adepte. Cf. J.W. Hughes, *Major Douglas, The Policy of a Philosophy*, Glasgow, 2002 ; J.L. Finlay, *Social Credit : the English origins*, M., McGill-Queen's, 1972 ; Bob Hesketh, *Major Douglas and Alberta Social Credit*, Toronto, U. of T. Press, 1997.

¹⁷⁷ Le Parti du Crédit social du Canada est né en 1935. Le créditisme au Canada a connu diverses fortunes : faible au niveau fédéral, les partis créditistes d'Alberta (Aberhardt est élu en 1935) et de Colombie-Britannique ont formé le gouvernement provincial pendant plusieurs décennies. Au Québec, Louis Even fonde les Pèlerins de Saint-Michel et l'Union des électeurs en 1939, mais c'est au niveau fédéral que le Ralliement des créditistes obtiendra un certain succès dans les années 1960-1970.

¹⁷⁸ P. Bouchard, « Nécessité d'une politique radicale », III, 24, 21 juil. 1938, p.1 et sq.

¹⁷⁹ M. Hamel, « Page économique - L'Industrie cidricole » et « Le problème paysan » ; s.s. « Plaidoyer pour le cidre », *LN*, IV, 3, 23 févr. 1939, p.2 et 4 ; Georges Bordeleau, « À la gloire du cidre », IV, 6, 16 mars 1939, p.2 ;

français au lieu des supermarchés étrangers¹⁸⁰. La page sociale décline au profit de la page économique et le corporatisme recule au point de s'effacer en 1939 derrière le nationalisme économique, le coopératisme et le créditisme. C'est tôt, dès la première année, que ces autres systèmes de réforme économique firent leur apparition dans les pages de *La Nation*¹⁸¹. Lorsque partisane du modèle du corporatisme fasciste d'abord, elle prenait le parti de l'Italie ; lorsque partisane du crédit social surtout, elle prend la défense de l'Alberta¹⁸². Les deux peuvent se faire simultanément mais traduisent en fait une évolution chronologique : à partir de fin de 1938, *La Nation* n'invoque presque plus le corporatisme fasciste et l'Italie, mais bien le créditisme et l'Alberta¹⁸³. Elle prend nettement parti pour ce régime contre ses critiques libéraux, politiciens ou médiatiques.

La Nation s'intéresse aussi davantage au coopératisme¹⁸⁴, qui intéressait beaucoup moins *La Nation* en 1936, notamment Gagnon, que le corporatisme fasciste¹⁸⁵, passant par une étape où elle promeut les deux à la fois en se référant à l'expérience scandinave et surtout d'Antigonish, (Nouvelle-Écosse)¹⁸⁶. Elle maintient tout au long un nationalisme économique qui passerait par une forme de solidarité ethnique des Canadiens français. Son nationalisme est bien ethnique, puisque dès le premier éditorial elle présente sa solution comme offrant des « avantages ethniques, culturels et économiques », et verse dans la xénophobie prononcée malgré un rejet du racisme, nous l'avons mentionné. La solution au sous-développement économique des Canadiens français passe par diverses formules de réforme de l'économie qui sont associées au nationalisme ethnique. *La Nation* veut favoriser une solidarité ethnique. Parfois elle met simplement en

¹⁸⁰ Ligue de l'Achat chez nous, « Achetez notre beurre et notre fromage chez nous » et J.F., « Attention ! », *LN*, IV, 6, 16 mars 1939, p.2.

¹⁸¹ « Crédit social et corporatisme », *LN*, I, 25, 30 juil. 1936, p.2.

¹⁸² P. Bouchard, « King et Lapointe veulent détruire l'autonomie albertaine », *La Nation*, II, 28, 19 août 1937, p.1.

¹⁸³ Ex. « Tribune créditiste – L'Alberta-Aberhardt », *LN*, III, 46, 22 déc. 1938, p.2 ; R. Vézina, « Les résultats de l'expérience albertaine – des chiffres et des faits », IV, 13, 4 mai 1939, p.1.

¹⁸⁴ S.S., « Les Caisses populaires », *LN*, IV, 13, 4 mai 1939, p.4.

¹⁸⁵ J.-L. Gagnon, « Le Tovaritch Edmond Turcotte... », *LN*, I, 13, 7 mai 1936, p.1.

¹⁸⁶ 'Jean Lespérance', « Corporatisme et coopératisme », *LN*, III, 6, 17 mars 1936, p.2 ; P. Bouchard, « Nécessité d'une politique radicale », III, 24, 21 juil. 1938, p.1.

lumière le fait que les compagnies bancaires et d'assurance étrangères qui dominent le marché font perdre les profits et les emplois aux Canadiens français, puisqu'elles ne les emploient guère aux postes supérieurs. Souvent elle oppose la campagne d'« Achat chez nous » à la campagne « *Buy British* »¹⁸⁷. Mais celle-ci est bel et bien ethnique, s'opposant à l'achat chez des marchands anglophones ou juifs du Québec : produits canadiens-français et marchands canadiens-français sont à retenir. « Pratiquer l'achat chez nous, c'est travailler à notre relèvement économique » : elle publie régulièrement ce slogan et d'autres similaires en bordereau sous le texte des dernières pages, l'accompagnant parfois d'indications sur « Où il faut acheter : marchands canadiens-français »¹⁸⁸. D'ailleurs plusieurs commerces annonceurs dans les pages de *La Nation* mettent en valeur leur ethnicité pour attirer sa clientèle¹⁸⁹. Au total, si le nationalisme économique défini ethniquement est une constante, la défense du corporatisme fasciste de *La Nation* connaît une évolution. En 1936-1937 il domine, tandis qu'en 1938, le coopératisme et surtout le créditisme commencent à le dépasser, ce qui s'affirme nettement à partir de la fin 1938. Sans renier l'enthousiasme pour le fascisme de ses débuts, *La Nation* paraît ainsi modérer significativement l'idéologie politique promue dans ses pages. Voyons à présent comment cela se traduit dans ses engagements politiques.

6.2.2 Séparatisme et engagement politique

6.2.2.1 La promotion de la doctrine séparatiste

Nous sommes séparatistes et la rupture du lien fédératif est à la base de notre programme.¹⁹⁰

Le premier engagement politique de *La Nation* est celui du « séparatisme ». Notons qu'il est plus exact de parler de séparatisme que d'indépendantisme ou de

¹⁸⁷ S.s. « Achetez chez nous », *LN*, I, 12, 30 avr. 1936, p.3 – « Achetez britannique ».

¹⁸⁸ Ex. *La Nation*, III, 41, 17 nov. 1938, p.3.

¹⁸⁹ Ex. « Les Chemises PLM », *LN*, I, 32, 17 sept. 1936, p.4.

¹⁹⁰ P. Bouchard, « Les Forces nouvelles », *La Nation*, I, 1, 15 févr. 1936, p.1.

souverainisme dans son cas. C'est son propre terme puisque *La Nation* se présente dès son premier numéro comme l'*Organe du mouvement séparatiste*, et les deux termes ne sont pas tout à fait identiques, car elle ne va pas jusqu'à réclamer l'indépendance complète. L'Irlande est son inspiration : la séparation ne se dissocie point d'une lutte contre l'impérialisme britannique, sa fille locale la Confédération¹⁹¹. Or, dans l'optique et le discours de *La Nation*, l'Irlande n'est pas encore absolument indépendante de l'Empire britannique, mais un État libre au sein de celui-ci. Réclamer que le Québec en devienne un à son tour, c'est réclamer un statut proche de celui des Dominions, à la différence que les Dominions sont des monarchies constitutionnelles et les États libres des Républiques. *La Nation* ne met pourtant pas de l'avant le républicanisme – contrairement aux « républicains » d'Irlande du Nord – bien sûr. Elle propose un État en rupture avec le républicanisme libéral-démocrate, un État corporatiste fasciste, en 1936. *La Nation* peut ainsi affirmer en réponse à ses critiques libéraux que sa position n'en est pas tant une de révolte belliqueuse pour quitter l'Empire mais une de changement de statut à obtenir par la prise de pouvoir à Québec. Pour autant, elle ne cache pas sa haine de la domination impériale britannique et son espoir de voir cette domination impériale s'écrouler sous les indépendances nationales. L'Italie tombe à pic dans cet espoir de renversement de l'Empire britannique, que plusieurs peuples jeunes vont dépasser : « Nous sommes nées [les « forces nouvelles »] de plus au déclin de la puissance britannique qui joue maintenant ses derniers atouts et l'engouement de nos aînés pour les Anglo-Saxons dont nous voyons s'effriter la prépondérance, n'a pour nous plus de sens.¹⁹² » L'Italie a pu tenir tête à l'Angleterre en 1935, c'est sans doute sa plus grande gloire aux yeux du directeur de *La Nation*, comme des rédacteurs, ainsi Hamel qui s'emballe pour le sionisme dans une optique semblable. Le Canada, le Québec, comme tous les États des Amériques seront dans l'orbite des États-Unis, au moins sur le plan matériel, la plus grande puissance, « l'Empêââre » n'y pourra

¹⁹¹ P. Bouchard, « L'Irlande se libère », *LN*, 1, 45, 17 déc. 1936, p.1 ; P. Chaloult, « L'Idée – C'est entendu, nous sommes séparatistes », *LN*, 1, 2, 22 févr. 1936, p.1.

¹⁹² P. Bouchard, « Les Forces nouvelles », *La Nation*, 1, 1, 15 févr. 1936, p.1.

rien¹⁹³. Il faudra s'y préparer. *La Nation* présente les avantages de l'isolationnisme américain, gardé par la puissance militaire des États-Unis, lesquels sont capables de mettre les Amériques à l'abri des impérialismes germanique et japonais, ascendants, belliqueux, et capables d'émanciper de l'impérialisme britannique déclinant. C'est une valeur première du mouvement puisque cette critique de l'impérialisme britannique et de la Confédération demeure jusqu'au bout, sous une forme ou une autre. Le séparatisme est présenté comme la clé qui permettrait au Québec d'appliquer les réformes radicales nécessaires pour redresser la situation économique des « autochtones », les Canadiens français : « il en irait tout autrement si le Québec, maître de ses frontières, pouvait diriger son économie à l'avantage des autochtones¹⁹⁴ », écrit M. Hamel, qui soutient que seule la séparation permettrait d'instaurer le « corporatisme politique » fondé sur la sociologie catholique et illustré par les régimes de Dolfuss, Salazar et Mussolini.

Durant la 1^{re} année donc, la séparation comme programme politique est présentée comme « l'idée neuve de *La Nation* », tout en étant inscrite dans une continuité historique, avec *L'Action française* de Groulx et les Patriotes de 1837¹⁹⁵. *La Nation* prétend donc avoir médité l'Enquête de 1922 et en avoir tiré sa propre conclusion politique. Elle retrace alors une histoire du Québec qui restitue l'existence des luttes indépendantistes et autonomistes du passé et explique l'histoire du Canada de façon à justifier la « sécession ». À ce titre, c'est surtout l'histoire de la Confédération qui est abordée : celle-ci a été un piège et une immense déception pour les Canadiens français, notamment à cause de l'Ouest, du refus du bilinguisme, de la déchéance de la nation dans une position de grande

¹⁹³ P. Chaloult, « Des glaces polaires... - L'Amérique aux Américains », *LN*, I, 44, 10 déc. 1936, p.3.

¹⁹⁴ M. Hamel, « Lettre ouverte à Esdras Minville », *LN*, II, 11, 22 avr. 1937, p.3.

¹⁹⁵ Groulx et les Patriotes : P. Bouchard, « Apo théose à l'abbé Groulx – la foule vibre comme aux grands jours de Papineau », *LN*, II, 21, 1^{er} juil. 1937, p.4 et Numéro Spécial « Lionel Groulx », II, 30, 2 sept. 1937 dont P. Bouchard, « L'apologiste de Papineau », p.5 ; Pour les Patriotes : P. Bouchard, « Séparatisme (6) », *LN*, I, 20, 25 juin 1936, p.1, « Pour un État libre et français en Amérique – Aux cultivateurs », I, 25, 30 juillet 1936, p.1 et Numéro spécial, « Papineau et l'insurrection de 1837-38 », II, 1, 11 févr. 1937 ; « Grande démonstration nationale-patriotique : centenaire des Patriotes de 1837-38 », I, 51, 28 janv. 1937, p.1.

faiblesse économique où les trusts anglo-saxons contrôlent le Québec, économiquement, mais aussi politiquement par l'entremise des caisses électorales. *La Nation* dénonce ainsi la coutume qui veut que le gouvernement du Québec accorde les ministères financiers à des Anglais¹⁹⁶. *La Nation* dénonce les trusts et défend le syndicalisme¹⁹⁷. L'indépendance doit donc être une solution aux problèmes socio-économiques du Québec et aux problèmes des Canadiens français dans le Dominion. L'indépendance est présentée comme l'achèvement, l'aboutissement logique d'une analyse historique et constitutionnelle¹⁹⁸. La promotion de l'État libre s'accompagne d'une dénonciation constante du gouvernement d'Ottawa et spécialement de ses ministres libéraux issus du Québec¹⁹⁹.

La Nation cherche à vulgariser la réflexion séparatiste, en faisant régulièrement l'exposé historique du Canada britannique, de la Confédération²⁰⁰, y compris sur le plan économique²⁰¹, pour rappeler tous les points sur lesquels les Canadiens français y sont désavantagés en présentant l'État libre comme la solution. D'ailleurs le peuple québécois n'a pas pu approuver la Confédération dans une consultation spécifique²⁰². À quoi elle ajoute des séries d'articles qui font connaître, soit des mouvements de libération nationale à travers l'Empire, de l'Irlande à l'Inde en passant par l'Égypte, soit en faisant connaître des exemples de peuples qui ont obtenu l'indépendance, de petit pays qui peuvent par conséquent inspirer confiance aux Québécois : c'est la série « Petits pays, peuples

¹⁹⁶ R. Chénier, « Holà ! », *LN*, I, 28, 20 août 1936, p.2.

¹⁹⁷ P. Talbot, « Ouvriers du textile, à nous ! », *LN*, II, 27, 12 août 1937, p.2.

¹⁹⁸ Ex. : P. Chaloult, « C'est entendu, nous sommes séparatistes », *La Nation*, 1^{re} année no 2, 22 févr. 1936, p.1 ; R. Vézina, « Genèse de la Confédération », I, 2 à 6 ; P. Bouchard, « La pieuvre fédérale », I, 2, 22 févr. 1936, p.3 et « Séparatisme II », I, 30, 3 sept. 1936, p.1.

¹⁹⁹ Ex. : P. Chaloult, « Lettre ouverte à M. Lapointe », *LN*, I, 5, 14 mars 1936, p.1 ; J.-L. Gagnon, « King le francophobe », I, 8, 4 avr. 1936, p.1 ; P. Bouchard, « Mackenzie King, procureur de la lanterne », I, 14, 14 mai 1936, p.1, « Les cinq trahisons d'Ernest Lapointe (2) », I, 50, 21 janv. 1937, p.1 ; *LN*, II, 30, 1^{er} sept. 1937, p. 1 : « Le parti libéral prépare la guerre » et « Lapointe et l'immigration juive ».

²⁰⁰ R. Vézina, « Genèse de la Confédération », *LN*, I, 1, 15 févr. 1936, p.1, *idem*, I, 2, 22 févr. 1936, p.2, I, 3, 29 févr. 1936, p.2, etc.

²⁰¹ Ex. : P. Letarte, « Québec ou Ottawa », *LN*, I, 9, 11 avr. 1936, p.1 ; M. Hamel, « Maudit qu'on s'fait... fourrer ! » I, 37, 22 oct. 1936, p.4. I. 39, 5 nov. 1936, p.4, I, 41, 19 nov. 1936, p.3.

²⁰² P. Chaloult, « L'Idée - C'est entendu, nous sommes séparatistes ! », *LN*, I, 2, 22 févr. 1936, p.1.

prospères²⁰³ ». D'autre part, régulièrement *La Nation* critique le lien impérial et fait la promotion d'une politique exclusivement canadienne pour le Canada et totalement indépendante de l'Empire : c'est-à-dire qui traiterait le Royaume-Uni comme un pays étranger. *La Nation* prend à partie, en 1936, deux ennemis principaux : l'impérialisme anglais et l'impérialisme bolchevique. À partir de 1938, le pangermanisme de Hitler les dépasse en tant que menace, nous l'avons vu. Cependant la haine de l'Empire anglais perdure. Le Canada devrait être aussi libre que son continent d'attaches européennes. « Que nous vaut le lien impérial ?²⁰⁴ », demande Paul Bouchard. Notons que c'est généralement de la politique canadienne, d'indépendance canadienne, qu'il s'agit et non de celles d'un éventuel État libre du Québec, même en 1936. Ainsi *La Nation* réclame dès sa première année l'instauration d'une citoyenneté canadienne qui puisse favoriser le bilinguisme et l'accès des Canadiens français à la fonction publique - l'exclusion économique n'est jamais loin des préoccupations²⁰⁵. *La Nation*, même dans sa période la plus carrément séparatiste, n'est pas à l'abri de quelques affirmations ambiguës du type de celle déclarant qu'ils ne veulent pas entièrement rompre le lien impérial, pourtant honni²⁰⁶. Répondant aux railleries du Premier ministre québécois sur leur programme séparatiste, Bouchard écrit : « nous n'avons jamais parlé d'une république française sur les bords du Saint-Laurent. C'est une de vos menteries. Nous réclamons la formation d'un État libre, sans sécession de l'Empire.²⁰⁷ » Ils parlent pourtant constamment d'un pays français mais semblent opter pour davantage de modération politique lorsqu'il s'agit de passer de la doctrine au programme politique. Bref on constate qu'émerge peu à peu un certain refus de la révolution, du risque d'affrontement, de la prise d'armes. M. Hamel l'explicite très bien dans un article où il situe la doctrine de *La Nation* vis-à-vis la doctrine groulxiste, prétendant les rapprocher par cette

²⁰³ Ex. : « Petits pays... peuples prospères » [L'Alberta], *LN*, I, 48, 7 janv. 1937, p.2 ; [Danemark] II, 17, 3 juin 1937, p.2.

²⁰⁴ Éditorial, *LN*, I, 38, 29 oct 1936, p.1.

²⁰⁵ P. Bouchard, « La citoyenneté canadienne », *La Nation*, I, 9, 11 avr. 1936, p.1.

²⁰⁶ *LN*, « Faut-il défendre l'île-aux-chiens ? », *LN*, I, 5, 14 mars 1936, p.1.

²⁰⁷ P. Bouchard, « Le vieux de la colline [Taschereau] », *LN*, I, 12, 30 avr. 1936, p.1.

évolution de modération. Déjà, dans cet article, il ne s'agit plus de séparatisme, puisque Hamel fait une « exégèse autonomiste » :

Nous sommes donc les disciples authentiques de notre grand historien national quand nous demandons une décentralisation des pouvoirs fédéraux afin que devenant les maîtres de notre souveraineté intérieure nous puissions par le fait même posséder la force de nous séparer d'Ottawa – *et cela sans effusion de sang* – quand les circonstances nous aurons poussés à l'inévitable.²⁰⁸

Nous soulignons. Il en va donc de même pour la Confédération que pour l'Empire, l'opposition peut s'exprimer avec une violence verbale, mais en récusant en fin de compte, rapidement, l'action politique violente, même durant les deux premières années. Or l'action politique violente fait bien sûr partie des traits caractéristiques du fascisme. Réclamer la citoyenneté canadienne peut paraître davantage en accord avec l'autonomisme affiché ultérieurement, mais visiblement *La Nation* ne rechignerait pas d'ores et déjà, dès sa première année, à faire progresser l'autonomie vis-à-vis Londres comme Ottawa étape par étape, quitte à commencer par une citoyenneté canadienne. Voilà pour le principe défendu par *La Nation* : elle fait la promotion de l'État libre en critiquant l'Empire et la Confédération mais en se montrant vite ouverte aux étapes intermédiaires, aux compromis. Voyons maintenant comment cela se traduit dans l'évolution de ses engagements politiques.

6.2.2.2 La politique autonomiste et son évolution

[T]out bon commerçant sait qu'il faut en demander plus pour obtenir moins
- *La Nation*²⁰⁹

Malgré une défense doctrinale du séparatisme, l'engagement de *La Nation* sur le terrain de la politique est autonomiste, et bientôt son programme rejoint son engagement par deux bonds : du séparatisme à l'autonomie et d'une Fédération d'États à l'autonomie provinciale. Pourtant, la séparation est le point de doctrine

²⁰⁸ M. Hamel, « Exégèse autonomiste », *LN*, II, 30, spécial L. Groulx, 2 sept. 1937, p.6.

²⁰⁹ P. Bouchard, « De la doctrine à l'action politique », *LN*, III, 42, 24 nov. 1938, p.1.

qui y occupe l'espace le plus éminent, la devise « Pour un État libre français en Amérique » étant maintenue jusqu'au bout. Cet État français – libre ou autonome – demeure l'objectif, tandis que le corporatisme devrait être sa formule de réponse à la crise économique : le séparatisme et le corporatisme de *La Nation* connaissent une évolution similaire vers la modération. La position séparatiste de *La Nation* évolue dès 1937, passant de l'État libre, séparé du Canada, plus ou moins indépendant de l'Empire, à l'État autonome à l'intérieur d'une Confédération indépendante. Ainsi, *La Nation* se donne les sous-titres successifs : *Organe du mouvement séparatiste* (15 fév. 1936 – mars 1937), *Organe du Parti autonomiste* (25 mars 1937 – 24 nov. 1938), *Organe du Parti nationaliste* (nov. 1938 - 1^{er} août 1939). En 1936, elle promouvait l'idée de séparation et d'un État libre et corporatif. En 1939, elle défend l'idéal de provinces autonomes dans une République du Canada indépendante et la solution économique créditiste. Restituons l'essence de cette évolution du séparatisme à l'autonomisme.

Lorsque *La Nation* adopte la position autonomiste, elle lance un « Parti Autonomiste » tout en se réclamant d'une continuité. Pourtant, à l'origine, sa conviction séparatiste semblait plus absolue : « Pour nous, la nécessité impérieuse et l'urgence de la sécession ne laissent aucun doute²¹⁰ », lisait-on dans le premier numéro, pour enchaîner peu après « Séparatisme d'abord, corporatisme ensuite. Question de vie ou de mort.²¹¹ » L'urgence s'expliquait largement par la situation économique qu'un État libre corporatiste devait solutionner. En présentant le Parti Autonomiste, Bouchard avance une nuance « étapiste²¹² » qui était moins présente au départ qu'il n'aime l'admettre : « Est-ce dire que nous avons préconisé la séparation brusque et sans transition de la province de Québec du Dominion canadien ? Jamais. Témoin mes conférences et mes écrits.²¹³ » Au contraire, en

²¹⁰ P. Bouchard, « Les forces nouvelles », *LN*, I, 1, 15 févr. 1936, p.1.

²¹¹ P. Bouchard, « Séparatisme – l'idée neuve de *La Nation* », I, 7, 28 mars 1936, p.4.

²¹² En politique québécoise, le terme « étapisme » est consacré pour décrire une démarche d'accession à l'indépendance par étapes, plutôt que directement après une élection. Nous recourons à ce terme du temps présent pour caractériser ici la nouvelle démarche de Bouchard et *La Nation*, démarche qui se place désormais sur le très long terme alors que la vision initiale était la séparation à court terme.

²¹³ P. Bouchard, « Fondation du Parti Autonomiste », *LN*, II, 7, 25 mars 1937, p.1.

1936, c'était son programme de sécession autant que celui de corporatisme fasciste qui fondait la prétention de *La Nation* à l'originalité, à se compter parmi les « forces nouvelles ». Elle s'affichait alors convaincue du besoin de fonder à court terme un État libre corporatiste à Québec, comme si son mouvement séparatiste allait enrôler la jeunesse à la faveur de la Crise et profiter du mécontentement suscité par les Libéraux et les unionistes. Cette conviction séparatiste, résultante d'une longue réflexion, était présentée comme appuyée, tout en apportant de significatives modifications, sur la réflexion de l'A.f. de Groulx dans *Notre avenir politique* en 1922, soit « l'idée d'une élite de patriotes qui voulait prouver que la sécession du Québec de la Confédération canadienne n'était pas une utopie; qu'elle pouvait survenir brutalement [...] et qu'à tout le moins il était philosophiquement permis d'y songer. » La modification que *La Nation* revendique tout de go est précisément de ne plus seulement songer à l'indépendance mais de l'exiger maintenant car elle est urgente, impérative. Signalons qu'une citation, en exergue, de *Notre avenir politique* orne la page titre du premier numéro, symbole de cet héritage revendiqué²¹⁴. Une épître de M. Hamel à Groulx, voisine de la date du lancement de *La Nation* et parmi les toutes premières de leur correspondance, nous apprend que les membres du mouvement se présentent à lui en admirateurs, peu à peu réconciliés par ses écrits avec le cléricalisme, dont une veine voltairiste les détournait à l'époque de *Vivre*²¹⁵. Dans une autre lettre, Hamel indique qu'ils ont décortiqué les numéros et les enquêtes de *L'A.f.*, dont ils veulent pousser plus loin les conclusions²¹⁶. Leur originalité était bien, en comparaison avec *L'A.f.* (et *L'A.N.*) de ne plus vouloir attendre la rupture du lien impérial et confédéral en s'y préparant, mais de préparer activement l'indépendance par un programme politique, d'exiger la sécession, de

²¹⁴ « Qu'un état [*sic*] catholique et français puisse, au cours du siècle qui s'annonce, prendre place dans la vallée du Saint-Laurent, voilà qu'[i n'est] plus, au sentiment de plusieurs, une pure utopie, mais un idéal digne d'ambition, un espoir solidement fondé. — Cardinal Villeneuve, *L'Action française*, 1922. »

²¹⁵ R. Chaloult avait écrit à L. Groulx pour lui recommander ce groupe de jeunes nationalistes afin qu'il use de son influence considérable sur eux pour les détourner de ce radicalisme anticlérical, convaincu qu'il lui serait aisé de les remettre sur le droit chemin. Cf. L. Groulx, *Mes Mémoires*, III, p.290.

²¹⁶ Corr. de L. Groulx, CRLG, P1/A 1713, lettre de Marcel Hamel à L. Groulx, Monument Giffard [Beauport], 2 mai 1936, et lettre de M. Hamel à Groulx, Québec, 12 août 1937.

faire sa propagande en montrant tous ses avantages économiques, politiques et culturels. À la différence des intentions du directeur des Jeune-Canada, comparables sur un plan (pousser plus loin que l'enquête de 1922), cet engagement politique se colore d'une idéologie politique révolutionnaire et non réformiste. Bouchard récuse le réformisme et le libéralisme de l'Action libérale nationale (ALN), ce qu'il exprime d'abord par un rejet des partis en place :

Corporatistes et antiparlementaires, ennemis de la machine confédérative parce qu'elle nous écrase et nous empêche de doter la nation des institutions modernes et nouvelles dont elle a besoin, nous resterons indépendants de tous les partis politiques existants, de tous les groupements affiliés à ces partis et susceptibles d'amocher leur idéal, car nous voulons conserver à tout prix notre liberté de parole et de pensée, exposer sans flancher notre programme qui s'oppose diamétralement aux idées politiques en cours.²¹⁷

Les historiens, notamment R. Comeau, ont présenté *La Nation* comme sympathique à l'ALN²¹⁸. C'est à nuancer : au départ, son programme de corporatisme fasciste et de séparatisme veut être une solution de rechange à l'ALN. En 1936, « organe du mouvement séparatiste », *La Nation* prend position dans l'élection québécoise, en ralliant les positions d'un regroupement, le « Comité central autonomiste », issu de divers mouvements de jeunesse, qui prenait ses distances avec le parti de Paul Gouin. L'Union nationale (U.N.) allait mettre fin à quarante années de règne libéral, mais *La Nation* n'avait ni confiance en son élément conservateur mené par Duplessis, ni n'adhérait à son programme réformiste apporté par l'ALN. *La Nation* propose alors de rejeter tous les partis en place, y compris le nouveau parti réformiste : « Répudions les défroqués des deux vieux partis ou de tout autre groupement aux couleurs bariolées [l'U.N. combinait ALN et conservateurs]²¹⁹ ». Le comité central autonomiste appuie deux candidatures indépendantes. Ce n'est qu'un peu plus tard que P. Bouchard explique en détail pourquoi il n'adhérait pas au mouvement de 1934 mené par

²¹⁷ P. Bouchard, « Les Forces nouvelles », *La Nation*, I, no 1, 15 févr. 1936, p. 1.

²¹⁸ R. Comeau, « Lionel Groulx, les indépendantistes de *La Nation* et le séparatisme », *RHAF*, vol. 26, no 1, juin 1972.

²¹⁹ A. T. Pelletier, « À nous jeunesse », *LN*, I, 26, 6 août 1936, p. 1.

l'ALN, n'y ayant jamais cru²²⁰. Bouchard explique que ce parti n'était pas assez radical, mais réformiste, alors qu'il fallait un parti révolutionnaire en rupture avec le libéralisme. Le nom même du parti renvoyait à des principes que Bouchard voudrait rejeter. Ce n'est qu'en 1938, quand Bouchard décide de modérer son programme une seconde fois, qu'il accepte de suivre Gouin, tout en lui proposant d'agréer un programme de réformes plus radicales que celles au programme de l'ALN en 1934. En 1936, ce n'est donc pas par apolitisme que *La Nation* n'appuie pas l'ALN mais parce qu'elle se donne de grandes ambitions révolutionnaires.

Malgré ce discours plus radical en faveur de la sécession, il est vrai qu'avant même que *La Nation* ne passe à l'autonomisme, sa position séparatiste était sujette à quelques ambiguïtés, nous l'avons abordé en ce qui concerne l'État libre qui ne romprait pas avec l'Empire britannique et la revendication d'une citoyenneté canadienne. Le programme du parti autonomiste n'est plus ambigu à ce sujet. Bouchard expose lorsqu'il en annonce la création, les objectifs de son mouvement intellectuel, de passer de la doctrine à l'action politique directe, en les disant en parfaite continuité avec les objectifs de départ de *La Nation* : « La transformation du mouvement en parti autonomiste a toujours fait partie de notre plan d'action, mais il fallait d'abord ramasser des adeptes : c'était le but du journal, et grouper les plus convaincus de nos militants : nous avons donc fondé les Faisceaux. » Voilà un type d'organisation qui rapprocherait le mouvement davantage des mouvements fascistes de l'époque que le parti électoral. Pourtant, les Faisceaux ne semblent pas avoir représenté grand-chose. L'action politique du Parti autonomiste se résume en fait à la candidature de Bouchard dans une élection partielle. Plutôt qu'avoir agi lui-même avec violence en déployant ses prétendus faisceaux, le Parti autonomiste a plutôt subi la violence des fiers-à-bras de partis établis, dans la circonscription de Kamouraska²²¹. Serait-ce incités par les membres des organisations lancées par *La Nation*, que des ouvriers auraient

²²⁰ P. Bouchard, « Le mouvement national de 1934 – les causes de son avortement », *LN*, II, 37, 21 oct. 1937, p.1.

²²¹ P. Bouchard, « Les assommeurs de l'hystriion [sic] Duplessis puaient le whiskey gouvernemental », *LN*, II, 25, 29 juil. 1937, p.1.

repoussé les chemises bleues du Parti de l'unité nationale d'Arcand venus parler, dans Saint-Sauveur à Québec, en 1939²²² ? On ne peut l'affirmer, seulement que des rédacteurs de *La Nation* ont suivi la chose de près, selon leur propre reportage. Bouchard ne donne jamais une estimation du nombre de membres du Parti autonomiste : au contraire, sa présentation est aussi une publicité qui enjoint le lectorat de s'inscrire. Prétendument, les hommes des Faisceaux constituent la hiérarchie du Parti. Car à « l'encontre des vieux partis démocratico-parlementaires, le Parti Autonomiste sera fortement hiérarchisé²²³ ». Seulement ce « parti » ne se manifeste guère lorsque Bouchard est candidat indépendant, il n'y a que la personne et le programme qui sont présentés, ce qui permet de croire que le nombre de membres est très faible. Dès l'année suivante Bouchard espère que les nationalistes se rallieront derrière Paul Gouin et ne présente pas son propre « parti » comme un acteur important, mais le journal *La Nation*. Au contraire, il remise le radicalisme de son programme et accepte de se rallier à Gouin, en *proposant* des modifications : l'absence de toute négociation avec le ralliement est signe d'absence de rapport de forces, qu'un nombre d'adhérents pourrait lui apporter. C'est un autre signe concluant, avec l'absence du parti lors des candidatures de Bouchard, de la quasi-inexistence de ce parti. C'était dans l'intention de Bouchard de diriger un véritable parti mais cette opération de *La Nation* fut un échec.

Voici comment Bouchard exprime cette ambition : « Quittant le terrain de la pure doctrine, nous allons faire de la politique appliquée et nous allons réclamer la reprise de possession par nous de presque tous les pouvoirs que nous avons cédés à l'État fédéral en 1867 en ne lui laissant que les prérogatives nécessaires au maintien d'une Fédération d'États. Nous allons donc nous lancer dans l'arène fédérale ». Ayant abandonné le séparatisme immédiat, il avait choisi de se lancer en politique fédérale. Le programme autonomiste était désormais pour *La Nation* une étape préalable nécessaire à la progression vers l'État libre : « j'ai toujours

²²² « Arcand la fausse couche se fait démolir à Québec », *LN*, IV, 20, 23 juin 1939, p.1.

²²³ P. Bouchard, « Fondation du Parti Autonomiste », *LN*, II, 7, 25 mars 1937, p.1.

répondu qu'il y avait des étapes à franchir et que le premier pas serait la transformation de la province de Québec en région autonome au sein de la Confédération canadienne, qu'il faudrait récupérer petit à petit, les uns après les autres, tous les pouvoirs fondamentaux que nous avons cédé à l'État fédéral, en 1867 », déclare Bouchard. La Confédération n'est qu'une étape transitoire et l'État autonome en sera une autre, vers l'État libre. Cette fois cependant Bouchard ne mise plus seulement sur l'intérêt national des Québécois mais aussi sur les aspirations des autres provinces : « Il est clair que la Constitution de 1867 est une entrave au développement de toutes les parties du Dominion. Nous ne sommes pas les seuls à nous en plaindre. » La décentralisation, qui ferait de la Confédération une Fédération d'États autonomes, permettrait à chacun de ces États de choisir le modèle d'État interventionniste qui lui convient – socialiste pour l'Ouest, corporatiste pour le Québec, pense Bouchard, en référence à la montée du parti de gauche C.C.F. dans les Prairies. L'autonomisme peut ressembler au programme de H. Bourassa, toujours défendu par *Le Devoir*. Or il n'en est rien, le parti de *La Nation* réclame une modification radicale de la Constitution, car l'État national ne peut se réaliser « dans l'espèce de grand conseil municipal que nous a légué [G.-É.] Cartier. » Pareille modification permettra aux Canadiens anglais de faire les réformes centralisatrices qu'ils voudront, c'est-à-dire faire de l'État central leur État interventionniste tandis que les Canadiens français pourront faire de même avec celui où ils sont majoritaires. Cette autonomie se définira par la récupération de l'autonomie législative complète en tous les domaines – mariage, crime, banque, industrie et commerce. Seules les douanes, la politique étrangère et la Défense nationale demeureront de nature fédérale, et encore, le Québec lèvera ses propres contingents.²²⁴

Voilà pour le programme du Parti autonomiste. Son unique épreuve est la candidature de Bouchard dans Lotbinière, en décembre 1937. Ce n'est pas l'évanescent Parti autonomiste qui est opposé au Parti libéral, mais le candidat

²²⁴ P. Bouchard, « Fondation du Parti Autonomiste », *LN*, II, 7, 25 mars 1937, p.1.

Paul Bouchard²²⁵. Si le parti est absent, Bouchard évoque bel et bien le programme de « Fédération d'États autonomes », prenant cette fois pour modèle « les États libres des États-Unis.²²⁶ » Au lieu d'un parti, *La Nation* elle-même parle de « mouvement », à encourager, en commençant par voter pour le candidat indépendant Bouchard et son programme autonomiste. Bouchard promet aussi la paix, lançant « Vous voulez la guerre, votez libéral ! ». D'ailleurs Bouchard a voulu faire porter l'élection largement sur la question des armements²²⁷. *La Nation* considère avoir remporté une victoire morale en terminant deuxième dans le comté : « une élection volée n'est pas une défaite », titre-t-elle²²⁸. Enfin, *La Nation* semble avoir épuisé ses maigres ressources dans cette aventure. Voire, au point d'en faire souffrir son tirage peut-on avancer, puisqu'elle publie un mot d'excuses trois semaines après la fin du scrutin qui explique que le journal va reprendre du mieux, après avoir été négligé pendant un mois à cause de la campagne²²⁹. Néanmoins, un certain triomphalisme demeure de rigueur pour *La Nation* quand elle « médite la leçon de Lotbinière » : elle crâne que le prochain scrutin général fédéral verra « 65 candidats du Parti national !²³⁰ » *La Nation* est encore l'organe du Parti autonomiste, mais le vocabulaire mouvant montre bien que le Parti national mené par Drouin, un homme du trio de Québec, est désormais ce qu'elle espère voir sa petite organisation rejoindre²³¹.

Puis, un an plus tard, Bouchard explique qu'une fois engagé dans la lutte électorale dans la circonscription rurale de Lotbinière, il choisit de parler de

²²⁵ M. Hamel, « Le parti libéral croule dans Lotbinière – Canadiens français, déclenchez le mouvement nationaliste à Ottawa et votez Paul Bouchard », *LN*, II, 45, 16 déc. 1937.

²²⁶ M. Hamel, « Appel aux patriotes – Le début d'un mouvement canadien-français à Ottawa – un triomphe impressionnant à Paul Bouchard », *LN*, II, 44, 9 déc. 1937, p.1 ; Cf. « Bonne entente et autonomie », « Appel aux électeurs de Lotbinière », même no ; P. Bouchard, « À nos abonnés et aux électeurs de Lotbinière » et M. Hamel, « Au lendemain de l'élection de Lotbinière », II, 47, 30 déc. 1937, p.1.

²²⁷ P. Bouchard, « L'Élection de Lotbinière, sa signification », *LN*, I, 48, 6 janv. 1938, p.1. Cf. *Idem*, « La Question des armements », II, 49, 13 janv. 1938, p.1.

²²⁸ « Lotbinière est une victoire pour nous : une élection volée... », *LN*, II, 48, 6 janv. 1938, p.1.

²²⁹ « Avis à tous nos lecteurs », *LN*, II, 50, 20 janv. 1938, p.1.

²³⁰ « David de Frontenac », « *L'actualité* – Par la bouche de ses canons », *LN*, II, 52, 3 févr. 1938, p.4.

²³¹ P. Bouchard, « Aurons-nous un Parti national au provincial ? », II, 8, 1^{er} avril 1937, p.1 et « Aurons-nous un parti national « bleu » au fédéral ? », II, 36, 14 oct. 1937, p.1.

« nationalisme », terme bien connu, plutôt que « d'autonomie », terme trop savant et méconnu²³². En délaissant l'appellation « Parti autonomiste » pour « Parti nationaliste », *La Nation* choisit explicitement de « mettre de l'eau dans son vin²³³ ». Bouchard qui atténua déjà en 1937 son séparatisme en autonomisme, poursuit sur cette voie en 1938 en se ralliant à Paul Gouin. Ses premières campagnes visaient précisément à vulgariser la connaissance de l'autonomie, mais l'appellation nationaliste est plus efficace. Il faut aussi dire que l'autonomisme est devenu le slogan de Duplessis au pouvoir. Elle prend soin de distinguer son autonomie de celle de Duplessis²³⁴. Il n'est pas encore question de se rallier à l'Union nationale. Certes, Bouchard le fera par la suite. *La Nation* salue pour l'heure ses décisions qui le méritent à ses yeux et le critique couramment, l'affublant du sobriquet Maurice Le Goblet, (et non Le Noblet Duplessis), en référence à son penchant connu pour l'alcool durant ces années. Le « Parti nationaliste » participerait en fait à la nouvelle organisation de Paul Gouin après la fin de l'ALN : un nouveau Parti national. L'élection partielle dans Kamouraska à l'Assemblée fut l'occasion pour *La Nation* de soutenir le candidat du Parti national de Drouin, René Chaloult, contre « l'union antinationale »²³⁵. Elle avait exprimé tout son dépit lorsqu'il avait été battu en Beauce au printemps, à la faveur de la division du Parti national, désespérant plutôt du peuple²³⁶. Le Parti national de Drouin utilise à l'été 1937 *La Nation* comme tribune²³⁷ avant de lancer la sienne propre : cela signale une nouvelle modération de *La Nation*. Cette modération est explicitement reconnue par *La Nation* comme caractérisant ce parti réformiste - *La Nation* elle-même faisant pour la première fois appel à une

²³² P. Bouchard, « Un nouveau 1911 », *LN*, IV, 5, 9 mars 1939, p.1.

²³³ P. Bouchard, « De la doctrine à l'action politique », *LN*, III, 42, 24 nov. 1938, p.1.

²³⁴ R. Vézina, « L'actualité - Notre autonomie et celle de Duplessis », *LN*, II, 50, 20 janv. 1938, p.1.

²³⁵ « Du chahu [*sic*] à Kamouraska ? », *LN*, II, 24, 22 juil. 1937, p.1. Cf. « Sous la tyrannie d'un cuistre - Le gouvernement organise l'émeute » et P. Bouchard, « Les assommeurs de l'hystéron [*sic*] Duplessis puaient le whiskey gouvernemental », II, 25, 29 juil. 1937, p.1.

²³⁶ P. Bouchard, « Notre peuple est-il pourri ? », *La Nation*, II, 6, 18 mars 1937, p.1 puis « Chose étrange », III, 15, 19 mai 1938, p.1.

²³⁷ « Oscar Drouin et la doctrine du Parti national », *LN*, II, 22, 8 juil. 1937, p.3-4 ; Oscar Drouin, « Notre situation économique », II, 24, 22 juil. 1937, p.4.

collaboration avec les Anglais du Québec (et non seulement de l'Ouest)²³⁸. C'est alors que *La Nation* appuie le plus explicitement l'étatisation de l'électricité que Ph. Hamel et donc le Parti national proposent, et leurs autres mesures anti-trusts²³⁹. Il ne s'agit plus de commencer par l'instauration d'un État corporatiste et libre, mais de mesures à faire adopter par le gouvernement provincial. Le rapprochement est toutefois de courte durée, comme le parti lui-même²⁴⁰.

Le Parti national de Drouin ne tient pas et se débande rapidement. Le congrès de Sorel est organisé en juillet 1938 avec l'aide de *La Nation* qui souhaite y rallier tous les nationalistes, espérant convaincre le trio de Québec²⁴¹. Cet espoir est déçu, néanmoins *La Nation* se rallie à la formation de Gouin et par conséquent à son programme réformiste. Elle s'éloigne alors de plus en plus de ses positions séparatiste et fasciste corporatiste de 1936, plus encore qu'en 1937. Bouchard parle encore – mais en même temps que de doctrines moins extrêmes – d'ordre nouveau corporatiste. Or cela se traduit de moins en moins dans ses engagements politiques : ceux-ci passent de la nécessité d'une politique révolutionnaire à celle d'une politique radicale²⁴². C'est alors qu'elle met de l'eau dans son vin et propose une réforme du programme à Gouin, plus radical que son programme original, et plus modéré que celui de *La Nation* en 1936. Son programme comporte seize points qui sont davantage compatibles avec la politique électorale et modérée que mènerait Gouin. Il propose même des réformes électorales pour mettre fin aux abus et à la corruption lors des scrutins – donc d'améliorer le

²³⁸ M. Hamel, « Les Anglais au service de l'autonomisme ? », *LN*, II, 27, 12 août 1937, p.1. Et Jean Lespérance, « Paul Gouin et la politique », III, 2, 17 févr. 1938, p.4.

²³⁹ M. Hamel, « Le Dr Philippe Hamel » ; P. Bouchard, « Pour l'étatisation de l'électricité » ; « Nos ressources hydrauliques », « Avantages de l'étatisation dans la province de Québec » et Ph. Hamel, « La question de l'électricité n'est pas la seule à résoudre », *LN*, II, 26, 5 août 1937, p.1 et p.4. Cf. P. Bouchard, « Grande manifestation ouvrière au marché Saint-Pierre », II, 27, 12 août 1937, p.1.

²⁴⁰ *L.N.*, « Oscar Drouin ne devrait pas écrire », *L.N.*, III, 15, 19 mai 1938, p.4. Cf. P. Bouchard, « Gouin ira-t-il au parti libéral ou au parti national », II, 29, 26 août 1937, p.1 ; RUMILLY, *Maurice Duplessis*, t.1, p.360.

²⁴¹ P. Bouchard, « L'union des nationalistes sous Paul Gouin », *LN*, III, 17, 2 juin 1938, p.1 ; *L.N.*, « La Convention de Sorel sera un succès », III, 23, 14 juil. 1938, p.1 ; *L.N.*, « En marge de la convention de Sorel », III, 24, 21 juil. 1938, p.1 ; « Que faut-il penser de la convention de Sorel? », III, 25, 28 juil. 1938, p.1.

²⁴² P. Bouchard, « La véritable autonomie », III, 23, 14 juil. 1938, p.1 et « Nécessité d'une politique radicale », III, 24, 21 juil. 1938, p.1.

processus démocratique ! La proposition de Chambre corporative ne disparaît pas : il s'agirait de commencer par remplacer le Conseil législatif québécois – nommé par le Premier ministre – par une Chambre corporative. Il propose l'abolition des lois 19 et 20 « qui tuent le syndicalisme et mettent les ouvriers à la merci des trusts ». L'État devrait réglementer la presse, la radio et le cinéma. Mais non, il ne s'agit pas de censure mais de s'assurer que ces médias soient au service de la culture canadienne-française en exigeant que ceux des médias qui sont de langue française appartiennent à des Canadiens français. Bouchard avance des propositions allant de l'éducation (pour le perfectionnement des professeurs) à la construction de l'État : une banque d'État, un ministère des relations extérieures, la réglementation commerciale québécoise par des chartes provinciales, l'étatisation de tous les trusts d'électricité. Car l'État est l'instrument qui permettra de sortir les Canadiens français du sous-développement économique. L'État devrait favoriser les coopératives et la colonisation, en prenant celle-ci en charge directement, comme il devrait former les Canadiens français et leur fournir le crédit pour qu'ils puissent occuper la petite industrie. Face au fédéral il faudrait réclamer davantage de subsides pour les provinces et la restitution de l'impôt sur le revenu qui leur incombe selon la Constitution. Enfin le texte français de la loi devrait être rétabli et le Québec déclaré unilingue français. Au total, un plan de mesures beaucoup plus modérées est offert à Gouin.

Cette modération se confirme lorsque *La Nation* annonce le lancement d'un nouveau parti, le parti nationaliste en remplacement de l'autonomiste qui n'a visiblement pas été un succès. Bouchard explique cette modération aux lecteurs qui ont peut-être été surpris par son nouveau programme distribué dans une assemblée au Marché Saint-Jacques de Montréal : « nous avons momentanément abandonné l'absolu de la doctrine pour passer à la relativité des revendications politiques ». Nous sommes allés plus loin que Groulx mais c'était en théorie, affirme Bouchard, est d'ailleurs cela aurait déjà porté fruit : « Cela change absolument l'atmosphère psychologique de la discussion ». Cette fois, leur position plus modérée serait davantage en accord avec Groulx : « Selon les désirs

de notre maître l'abbé Groulx, nous sommes disposés à tenter encore une fois un loyal et final essai de la Confédération canadienne ». Le programme autonomiste deuxième mouture est ainsi expliqué : défendre « des provinces autonomes dans un Canada libre ». Il s'agit donc d'un État français dans la Confédération si possible, dehors si impossible.²⁴³ Il y a donc une acceptation de l'action au niveau provincial et réformiste que *La Nation* refusait en 1936. L'autonomie provinciale doit être accrue ou à tout le moins maintenue contre les velléités fédérales d'empiètement et le Canada doit devenir un pays totalement indépendant de la couronne britannique²⁴⁴. Sa défense devrait être entièrement canadienne : *La Nation* continue de critiquer l'intégration du Canada dans les plans de défense britannique²⁴⁵. Elle contrecarre les accusations de manque de loyauté des Canadiens français en avançant que les Canadiens anglais ne sont pas loyaux – envers le Canada – lorsque patriotes britanniques avant tout²⁴⁶.

La Nation fait la promotion de son nouveau programme et de l'idée de l'autonomie provinciale – non plus de la Fédération d'États autonomes – dans plusieurs assemblées²⁴⁷. Parmi les orateurs invités, outre les associés de *La Nation*, figurent des membres du « club nationaliste » - et non plus de Faisceaux ! La défense de l'autonomie implique des thématiques d'articles différentes des séries historiques et géographiques qui faisaient la promotion de l'indépendance. Cela signifie surveiller les empiètements d'Ottawa, les plans importants que présente MacKenzie King de centralisation, comme par exemple lorsque le fédéral s'accapare des ports maritimes. Elle signifie saluer les Premiers ministres provinciaux tentant de s'y opposer : Aberhardt, Hepburn et, oui, Duplessis, qu'elle a malmené durant ses deux premières années. Or l'évolution politique ne s'arrête pas en 1938. En 1939, ce sont les textes du parti créditiste qui succèdent

²⁴³ P. Bouchard, « De la doctrine à l'action politique », *LN*, III, 42, 24 nov. 1938, p.1.

²⁴⁴ « Des provinces autonomes dans un Canada libre - Programme politique du Parti nationaliste », *LN*, III, 42, 24 nov. 1938, p.1.

²⁴⁵ P. Bouchard, « Réponse au *Canada* : le gouvernement King fait du Canada la base aérienne de l'Angleterre », *LN*, III, 26, 4 août 1938, p.1.

²⁴⁶ P. Bouchard, « Les Anglo-Canadiens ne sont pas loyaux », *LN*, III, 27, 11 août 1938, p.1.

²⁴⁷ « Grande assemblée du Parti nationaliste au Palais Montcalm », *LN*, IV, 2, 16 févr. 1939, p.1.

aux exposés du fascisme de Mussolini en 1936 puis de Robert Brasillach en 1938. L'Alberta émerge comme modèle de gouvernement (tout à fait compatible avec le système parlementaire britannique) décidé à réformer le capitalisme. *La Nation* se propose d'organiser une alliance entre créditistes de l'Ouest et nationalistes du Québec, au prochain scrutin fédéral²⁴⁸. Outre son succès dans les provinces de l'Ouest au niveau provincial, le créditisme connaîtra une certaine vigueur politique après-guerre, au niveau fédéral, y compris avec un parti créditiste québécois, mais en dehors du nationalisme québécois souverainiste. En même temps, *La Nation* propose comme programme l'indépendance du Canada et l'autonomie des provinces et du Québec dans cette Confédération. Cette mise au rancart du séparatisme est clairement une adaptation à la réalité de l'opinion : l'autonomisme provincialiste est plus porteur auprès de l'électorat et des forces politiques, plus apte à rallier des leaders politiques, tel Philippe Hamel ou Paul Gouin. L'indépendance du Canada est présentée comme un progrès. L'autonomie du Québec doit être farouchement défendue en attendant mieux. Tandis que son séparatisme de 1936 rapprochait étonnamment *La Nation* de l'annexionnisme de Papineau : « S'il n'est pas possible de devenir français dans un pays français, devenons yanquis²⁴⁹ », autre indication de leur américanophilie et de leur fascisme italien à géométrie variable, voire opportuniste, son évolution vers la modération est prononcée. Remarquons qu'ainsi, en 1939, *La Nation* s'est considérablement rapprochée de la position constitutionnaliste de H. Bourassa qu'elle aimait critiquer à l'origine.

6.2.2.3 L'action politique directe

Examinons les actions de *La Nation* sur le terrain de la politique. Il y a tout d'abord les candidatures de Bouchard. Au scrutin québécois de 1936, Bouchard est le candidat du « Comité central autonomiste » à Québec, comme Hector

²⁴⁸ P. Bouchard, éditorial, *La Nation*, IV, 22, 1^{er} août 1939, p.1.

²⁴⁹ P. Bouchard, « Séparatisme 1 », *LN*, I, 13, 7 mai 1936, p.1.

Grenon l'est à Montréal²⁵⁰. Cela semble avoir échappé tant à Bélanger qui parlait d'apolitisme de *La Nation* en 1936 qu'à ses autres historiens qui eux la rattachent à l'ALN. Même si *La Nation* s'affiche comme « Organe du mouvement séparatiste », la candidature de Bouchard est autonomiste, effet d'une première tentative de regroupement de mouvements. *La Nation* veut distinguer ce regroupement de l'ALN, par son extrémisme, à tel point qu'imitant les fascistes européens, elle souhaite radicaliser le paysage politique en présentant le communisme comme son véritable ennemi – en d'autres mots les partis modérés, vieux comme réformistes, seront déclassés dans la situation critique des années 1930. « Le communisme est à nos portes », déclare *La Nation* : « Que les ramollis s'écartent – place aux radicaux. » Elle lançait alors l'appel à un « front commun » des « hommes intégralement libres » derrière son mouvement autonomiste, en s'appropriant des vers de la Marseillaise dont « Aux armes citoyens ». Deux meetings apparemment réussis, à Québec et à Montréal, lui permettent d'afficher la confiance du succès²⁵¹. *La Nation* explicite sa position dans un éditorial : il fallait annoncer les positions autonomistes pour briser le silence de la presse hostile – y compris *Le Devoir*, écrit-elle – marquer son refus des partis en lice et interpeller la jeunesse qu'elle croit pouvoir conglomérer²⁵². Il faut comprendre qu'après quelques semaines de campagne, lesdites candidatures ne tinrent pas jusqu'au scrutin de 1936 mais elles permirent aux autonomistes-séparatistes que regroupent principalement *La Nation* et les Jeunesses patriotes de faire connaître leur idéologie et d'afficher leur position critique des partis en lice. Les Jeunesses patriotes utilisent alors *La Nation* comme tribune, durant sa première année, à l'instar de ce qu'y feront peu à peu les créditistes du Québec²⁵³. L'autre groupe associé au début 1937 était l'Union nationale ouvrière²⁵⁴.

²⁵⁰ P. Bouchard, « Pour un État libre français en Amérique : des candidats autonomistes dans la lutte », *LN*, I, 25, 30 juil. 1936, p.1.

²⁵¹ J.-L. Gagnon, « Après Saint-Sauveur, Saint-Jacques » et Caricature *Aux armes citoyens* de Huron, *LN*, I, 27, 13 août 1936, p.1.

²⁵² J.-L. Gagnon, « Nos positions », *LN*, I, 27, 13 août 1936, p.1.

²⁵³ Ex. : J.O. Martin, Sec. Général, J.P., « Avis au public et aux J.P. », *LN*, I, 46, 24 déc. 1936, p.1.

²⁵⁴ Ex. « *Front ouvrier – Organe de l'union nationale ouvrière* », *LN*, II, 23, 15 juil. 1937, p.3.

Les autres candidatures de Bouchard, quant à elles menées à terme, furent toutes au Parlement canadien. En décembre 1937, il est candidat dans Lotbinière, élection partielle. Même si *La Nation* s'affiche encore comme « Organe du Parti autonomiste », le candidat indépendant Bouchard parle de nationalisme durant la campagne plutôt que de séparatisme. En 1940, il est encore candidat indépendant, nationaliste. Ensuite, il faut résumer les alliances recherchées par *La Nation* : en 1936, c'est une constellation de groupes et d'individus relativement indépendants des partis et parfois de leurs propres mouvements, pour défendre une position autonomiste dans le scrutin québécois. Vu l'enthousiasme soulevé par le programme de l'ALN, incluse dans le rassemblement « Union nationale », et les chances de ce dernier de renverser les libéraux après quarante ans de règne libéral, on pourrait s'attendre à ce que la révolutionnaire *La Nation* appuie ce parti du changement. Elle le trouve trop peu radical et elle est vertement critique du chef de l'Union nationale, Duplessis. Sans du tout appuyer son gouvernement, au contraire²⁵⁵, *La Nation* salua tout de même la défaite des libéraux, y voyant le signe d'un ordre ancien qui croule, d'« un premier pas vers la sécession » car « envers et contre tous, nous demeurons séparatistes »²⁵⁶. Elle apprécie la dissociation du parti au pouvoir avec les partis fédéraux et promet de consacrer ses bastonnades au nouvel ennemi public no 1, « Nénesse » Lapointe, maintenant que Taschereau est tombé.

La Nation espère alors que l'Union nationale lance un parti fédéral. Elle se distingue explicitement des enthousiastes de l'Union nationale dans cet éditorial et se remet vite à vilipender son chef, tout comme Lapointe²⁵⁷. Devant les mesures du gouvernement de Duplessis, elle sert quelques compliments, mais surtout de vertes critiques. Elle se moque d'une critique que lui adresse le chef de l'opposition Godbout : « Fasciste, Maurice Duplessis et son gouvernement ?

²⁵⁵ Ex. M. Hamel, « Maudit qu'on s'est fait... fourrer – le suprême discours du chef suprême [Duplessis] », *LN*, II, 5, 11 mars 1937, p.2.

²⁵⁶ P. Bouchard, « Victoire de l'union nationale – premier pas vers la sécession », *La Nation*, I, 28, 20 août 1936. Cf. Rumilly, *Maurice Duplessis*, t.1, p.262.

²⁵⁷ P. Chaloult, « En marge du banquet Hamel : Oscar Drouin lâchera-t-il Duplessis ? », *LN*, I, 43, 3 déc. 1936, p.1 ; « Les cinq trahisons d'Ernest Lapointe », *LN*, I, 49, 14 janv. 1937, et I, 50, 21 janv. 1937, p.1.

Allons, laissez-moi rigoler. Au fond, et tout le monde l'a compris, ce que visait Godbout en dénonçant le fascisme, c'était le corporatisme et l'établissement d'un ordre nouveau à l'encontre du libéralisme trustard.²⁵⁸ » Dans ce passage, Bouchard semble montrer que le corporatisme qu'il promeut lui tient plus à cœur que le fascisme, d'une manière étonnante puisque c'est le corporatisme fasciste qu'il favorise. Mais c'est aussi un article où il constate l'impuissance du fascisme au Québec. Il se moque de ceux qui en exagèrent la menace, comme Godbout, mais du même chef admet que le fascisme n'y rencontre aucun élan, et il paraît se préparer à dissocier ordre nouveau et fascisme. Toujours est-il qu'il ne reconnaît pas dans le gouvernement de l'Union nationale une volonté de réforme, encore moins de révolution, pas plus qu'il ne reconnaît son autonomisme comme sérieux.

Puis, *La Nation* adhère au Parti national de Drouin en 1937. Elle se range une première fois derrière un autre parti, le Parti national, et se rallie une seconde fois au nouveau « parti national », l'Action libérale nationale que Gouin voudrait relancer en 1938, participant au congrès de Sorel qui réunit des militants nationalistes indépendants ou insatisfaits des deux partis de l'Assemblée de Québec. *La Nation*, espérant même présenter ce Parti national au scrutin fédéral, suscite d'autres assemblées, en particulier dans un comté agité par les conflits de travail. On retrouve ainsi à Thetford les rédacteurs P. Bouchard, A. Pelletier, R. Vézina ainsi qu'Hector Grenon, qui avait été candidat autonomiste (tous deux putatifs en fin de compte) avec Bouchard en 1936²⁵⁹. Enfin, en 1939, Bouchard propose que les nationalistes (que son fantomatique parti nationaliste prétend représenter) s'allient aux créditistes canadiens pour la prochaine élection fédérale. Il s'engage de fait dans ce scrutin : encore une fois, il fut candidat indépendant dans une élection partielle fédérale, dans Québec-Est, en 1940, contre Ernest Lapointe, le lieutenant de King²⁶⁰. Le 4 septembre 1939, P. Bouchard participa avec Paul Gouin, René Chaloult, Philippe Ferland, à une assemblée anti-

²⁵⁸ P. Bouchard, « L'Agonie du libéralisme », *LN*, II, 42, 25 nov. 1937, p.1.

²⁵⁹ « Assemblée du parti national à Thetford », *La Nation*, III, 28, 18 août 1938, p.4.

²⁶⁰ Cf. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec XXXVIII, La Guerre de 1939-1945. Ernest Lapointe*, p.113-114.

conscription au marché Maisonneuve à Montréal : P. Gouin y réclame pour le Canada la neutralité bienveillante pour les Alliés en brandissant des journaux de 1935 avec des promesses de King allant en ce sens²⁶¹. Bref, Bouchard demeure engagé, en 1939-1940, en continuité avec les positions défendues par *La Nation* en 1939, après la disparition de celle-ci.

Présentons le Parti national auquel *La Nation* s'est ralliée, parti issu des avatars de l'ALN dans l'Union nationale, en particulier de son aile dite « trio de Québec ». L'Union nationale avait endossé, dans la campagne électorale de 1936, le programme de grandes réformes de l'ALN. Une fois au pouvoir, Duplessis se garde d'appliquer les réformes de plus grande envergure. Menés par Philippe Hamel, les dissidents d'Union nationale, déçus par le gouvernement Duplessis, fondent le Parti national en juin 1937. L'Action libérale nationale avait été formée en 1934 sous l'égide du libéral Paul Gouin²⁶². P. Gouin fit connaître son programme dans *L'Action nationale* avant de lancer son journal, *La Province*. Comme le titre l'indique, il mise sur le recentrage de l'action politique et de la réflexion intellectuelle canadienne-française sur le gouvernement provincial et ses capacités réformistes pour redresser la situation économique, sociale, culturelle et en éducation du Québec. L'ALN selon Dirks réunit des libéraux frustrés par le laisser-faire de Taschereau, qui demandent un État interventionniste et des mesures plus socialistes pour répondre à la crise tout en bloquant toute emprise du communisme²⁶³. Dirks les qualifie de réformistes. Ajoutons que l'inspiration groulxiste d'Action française du chef P. Gouin y favorise l'ajout de politiques

²⁶¹ Cf. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec XXXVIII, La Guerre de 1939-1945*. Ernest Lapointe, p.13.

²⁶² P. Gouin (1898-1976), natif de Montréal, fils du Premier ministre Lomer Gouin et d'Éliza Mercier, fille du Premier ministre Honoré Mercier, membre du barreau. L'un des fondateurs de l'ALN le 6 juin 1934. Cofondateur et directeur de *La Province*, hebdomadaire, 1935-1938. Élu député de l'ALN en 1935 dans L'Assomption. Le 18 juin 1936, il retira son appui à Maurice Duplessis et ne se présenta pas à l'élection de 1936. Élu chef de l'ALN le 24 juillet 1938 ; candidat défait en 1939 dans Montréal-Mercier. Cofondateur du Bloc populaire en 1942. Candidat national indépendant, défait dans L'Assomption en 1944. Connaisseur d'artisanat québécois, conseiller en matière culturelle auprès du Conseil exécutif du Québec ; Président de la Commission des monuments historiques, 1955-1968.

²⁶³ P. Dirks, *The Failure of l'Action libérale nationale*, M., McGill-Queen's, 1991. Cf. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec, XXXIV. L'Action libérale nationale*, M., Fides, 1967.

favorables à l'industrie en milieu rural comme au petit commerce, artisanal, ce qui exige l'électrification des campagnes. Le tout doit aider le peuple et toutes les classes du peuple canadien-français particulièrement fragilisées par la crise.

Gouin fut lié à l'Action nationale, le trio de Québec également. En fait deux membres du « trio de Québec » (Philippe Hamel²⁶⁴, Ernest Grégoire²⁶⁵ maire de Québec 1934-1938, René Chaloult²⁶⁶), élément important de l'ALN en 1935, sont membres directeurs de la L.A.N. avant l'élection de 1936 : R. Chaloult dès 1933, Ph. Hamel en 1936²⁶⁷. L'appui de milieux que R. Chaloult appelle les « indépendants », formés de libéraux réformistes et de nationalistes cléricaux dans la terminologie de Dirks, est déterminant pour la campagne de l'ALN en 1935. Il s'agit d'une part de jeunes libéraux mécontents du conservatisme du gouvernement libéral Taschereau, qui ne remet pas en cause le laisser-faire et les facilités aux trusts malgré la Dépression et malgré l'exclusion économique des Canadiens français. Les meneurs de cette catégorie sont P. Gouin, O. Drouin, Fred Monk. Gouin, intellectuel, féru d'histoire, d'art et d'artisanat, veut s'inspirer de Groulx mais aussi des économistes qui participèrent à *L'Action française*, pour réformer l'économie canadienne-française par Québec. Monk et Drouin sont eux aussi ouverts à l'intervention de l'État, une intervention qui pourrait même s'inspirer de Roosevelt ou du Front populaire français (Monk) pour améliorer le sort des travailleurs et des petites entreprises. Le trio de Québec quant à lui

²⁶⁴ P. Hamel (1884-1954), natif de Québec, médecin dentiste, professeur à l'Université Laval ; candidat élu de l'ALN en 1935 dans Québec-Est, réélu sous la bannière U.N. en 1936. Puisque Duplessis délaisse la grande cause qui motive son engagement politique, la nationalisation de l'hydro-électricité, il s'éloigne de l'U.N. pour fonder le Parti national avec un groupe de dissidents, le 26 juin 1937. Il ne se représente pas en 1939. Membre directeur de la Ligue d'Action nationale.

²⁶⁵ J.-E. Grégoire (1886-1980), natif de l'Estrie, membre du barreau, professeur à l'Université Laval jusqu'en 1938 ; élu maire de Québec en 1934, réélu en 1936 ; candidat élu de l'ALN en 1935 dans Montmagny ; membre du Crédit social en 1938, sans être candidat en 1939. Décoré de la Légion d'honneur et commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique lorsque maire.

²⁶⁶ R. Chaloult (1901-1978), natif de Québec, membre du barreau, élu député de l'U.N. en 1936 dans Kamouraska. Un des fondateurs du Parti national en 1937. Élu sous la bannière du Parti libéral en 1939 dans Lotbinière, élu député indépendant dans Québec en 1944 et 1948. Candidat nationaliste défait en 1952. Participe à l'adoption officielle du drapeau québécois en 1948. Subit en 1942 un procès pour s'être opposé à la Conscription ; acquitté en 1943. Membre de la SSJB et membre directeur de la Ligue d'Action nationale.

²⁶⁷ Cf. *L'Action nationale*, janvier 1933 et janv. 1936, 2^e de couverture ; René Chaloult, *Mémoires politiques*, p. 100.

incarne un groupe nationaliste (dont les Jeune-Canada sont une autre expression), dont les libéraux parviennent à se rapprocher grâce à l'aspiration commune à une réforme économique. L'École sociale populaire semble, par son œuvre de tracts, avoir fourni un contenu inspiré de Rome (doctrine sociale de l'Église) qui permette de présenter des réformes économiques potentiellement consensuelles. Cela va jusqu'aux successeurs de Taschereau (l'équipe de Godbout et T.D. Bouchard) qui s'inspirent à leur tour des réformes proposées par l'ESP pour se donner du contenu dans l'innovation économique pour affronter la campagne de 1936²⁶⁸, puis surtout de 1939.

Le trio de Québec avait été exclu du cabinet de l'U.N. après la victoire de 1936 par Duplessis : ce faisant, Duplessis reniait les pans les plus réformistes de leur programme électoral commun. Voilà qui n'allait pas les dédire de leurs critiques de la corruption électorale du système parlementaire... Drouin accepta d'abord un ministère, démissionna début 1937 et rejoignit les élus dissidents autour du trio de Québec : ensemble, ils formèrent un Parti national fort de cinq députés et deux conseillers législatifs dans la première année du gouvernement d'Union nationale : il est officialisé en juin 1937 quand la démission du ministre Drouin (février) grossit les rangs des dissidents autour du trio de Québec, qui perd bientôt la mairie de la capitale²⁶⁹. Sa défaite découragera à nouveau *La Nation* qui, malgré un dédain affiché pour la politique municipale, avait pris parti dans l'élection de 1938²⁷⁰. *La Nation* s'interroge sur une crise du nationalisme, tout en réitérant la confiance de voir Gouin mener un nouveau « parti national », écrit-elle, à la victoire à moyen terme. L'évolution politique infirme ses espoirs²⁷¹. Gouin ne dirige que l'ALN ou ce qui en reste. *La Nation* espérait en fait que le

²⁶⁸ R. Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, t.I, Fides, 1978, p.247.

²⁶⁹ R. Rumilly, *Maurice Duplessis*, t.I, p.353.

²⁷⁰ R. Vézina, « Au lendemain de l'élection municipale », *LN*, III, 3, 24 févr. 1938, p.1. Cf. P. Bouchard, « Pit Bertrand, exploiteur des ouvriers, futur candidat battu à la mairie de Québec », II, 28, 19 août 1937, p.1 et « *L'actualité* - Le Chevalier Borne part en guerre », II, 52, 3 févr. 1938, p.1.

²⁷¹ P. Bouchard, « Y-a-t-il une crise du nationalisme ? », *LN*, III, 4, 3 mars 1938, p.1 et « L'union des nationalistes sous Paul Gouin », III, 17, 2 juin 1938, p.1.

congrès de Sorel²⁷² permettrait l'union du Parti national, mené par le trio de Québec, et de l'ALN diminuée de Gouin. Le Parti national refuse d'intégrer P. Gouin, parce qu'il a échoué en 1936 devant son allié et rival Duplessis mais voudrait demeurer chef. *La Nation* rejoint donc un parti plus solide et concret que le « Parti autonomiste » mais frêle et petit. *La Nation* participe de l'effort de ralliement en 1938 que le congrès de Sorel ne réussit pas à consacrer. Son insuccès à rallier les ex-amis de Gouin, notamment à son allié Édouard Lacroix, en particulier Ph. Hamel, signe leur échec. Car lorsqu'une élection complémentaire se présente en Beauce en 1938, le groupe lié au petit parti de Gouin et Lacroix perd de justesse contre les ministériels. Le Parti national s'étant aussi lancé, arriva bon dernier²⁷³. Hamel l'inflexible avait voulu imposer ses conditions à Lacroix, sans succès, ce qui entraîna deux candidatures. Les deux en pâtirent. Le Parti national était désormais voué à disparaître. Seul René Chaloult put en surnager, au prix d'une union libre avec les libéraux en 1939, comme indépendant ensuite. Quant à Drouin, il rejoint carrément le Parti libéral pour l'élection de 1939 et accède à nouveau au Conseil des ministres. Lacroix, capitaliste beauceron, avait été écarté de la course à la chefferie du Parti libéral du Québec au profit du futur Premier ministre Godbout ; son importance dans le financement en faisait un poids lourd. Il y avait trop de chefs. L'expérience se répétera avec le Bloc populaire, ce vers quoi aboutiront finalement ces tentatives de rassemblement des nationalistes indépendants, mais sans *La Nation* bien sûr ni ses rédacteurs.

La Nation de P. Bouchard s'est donc engagée en politique, en faveur de deux candidatures de Bouchard comme indépendant (la première n'aboutissant pas), puis s'alliant à divers partis. Les principaux étant le Parti national en 1937 et le Parti créditiste en 1939. Le Parti national rassemblait des élus mais ne dura pas ; le Parti créditiste connut un certain succès électoral, mais beaucoup plus tard.

²⁷² R. Rumilly, *Maurice Duplessis*, t.I, p.450 et p.469 : tenu les 23 et 24 juillet 1938. Tandis que le rassemblement du Parti national eut lieu à St-Pascal de Kamouraska le 25 juillet 1937. Cf. « Du Chahu à Kamouraska ? », *LN*, II, 24, 22 juil. 1937, p.1.

²⁷³ R. Rumilly, *Maurice Duplessis*, t.I, p.320.

Plusieurs membres de *La Nation* finirent par rejoindre qui le Parti libéral – Gagnon – qui l'organisation unioniste – Bouchard. Cet engagement électoral paraît l'éloigner du fascisme. Leur attachement au corporatisme fasciste ne se traduit point par un engagement politique de style fasciste, c'est-à-dire violent, mais plutôt dans un engagement électoral qui tend à accepter des alliances de plus en plus modératrices. *La Nation* ne présente pas de candidatures en faveur d'un groupe en uniformes et se rapproche de partis beaucoup plus modérés que son fascisme proclamé en 1936. *La Nation* se plaint même à dénoncer la violence des hommes de main qui souillent les affrontements électoraux : « c'est bien la preuve qu'il n'y a pas d'ordre nouveau à Québec, mais le même régime crapuleux d'antan »²⁷⁴. L'ordre nouveau serait ainsi associé à une vie politique parlementaire propre ! *La Nation* prenait sur ce point l'exact contre-pied du fascisme qui propose de quitter le parlementarisme et d'entrer dans l'action violente. Elle diffuse à ce propos les discours de Gouin sur la réforme de la politique – sans confondre les discours de Gouin et de *La Nation*, nous soulignons là une contradiction avec son fascisme.

La Nation ne prône pas l'action politique sous forme de milice, mais son activisme mène à des candidatures et plus tard au soutien apporté à des partis plus modérés. Car les Faisceaux semblent inactifs et ne sont pas mis de l'avant comme l'est la formation de partis dans les pages de *La Nation* : elle n'y fait guère la publicité des Faisceaux. En revanche, elle le fait pour les partis qu'elle essaye de lancer puis de rejoindre, soit un engagement plus classique dans la politique parlementaire. Les Faisceaux sont brièvement présentés comme le noyau d'un nouveau parti autoritaire qui demeura très théorique, vite abandonné pour l'alliance avec le Parti national. Même en parlant de ce parti, elle n'évoque qu'une stratégie électorale, et jamais d'action violente. Robert Soucy soutient que la pratique est encore plus importante que l'idéologie pour définir un mouvement fasciste²⁷⁵. Contrairement aux groupes étudiés par Robert Soucy en France et qui

²⁷⁴ *La Nation*, II, 24, 22 juil. 1937, p.1 : « Du Chahu [sic] à Kamouraska ? ».

²⁷⁵ R. Soucy, *Fascismes français ? 1933-1939, mouvements antidémocratiques*, trad. fr., P., Autrement, 2004. Cf. *Le fascisme français 1924-1933*. PUF. 1989.

se caractérisent par une organisation paramilitaire liée au discours antiparlementaire (Croix de Feu, etc.), nous voyons chez *La Nation* un engagement politique électoral qui la rapproche dès le départ de la politique parlementaire et démocratique qu'elle critique et l'éloigne du fascisme qu'elle admire. Il est important de noter que son action politique n'évolue pas dans le sens de la radicalisation, au contraire, la rhétorique finit par suivre la pratique en se tournant vers l'autonomie provinciale et le créditisme, dans une combinaison réclamant l'indépendance du Canada. De même, nous avons vu qu'au lieu d'organiser un activisme politique violent, elle critique le procédé d'intimidation par la violence utilisé contre le Parti national de Drouin, à Kamouraska en 1937, elle appuie un engagement politique tout à fait parlementaire, et bientôt elle soutient les demandes formulées par Gouin en 1938 de réforme du processus électoral pour limiter la corruption.

Il est important de rappeler que *La Nation* a appuyé le Parti national après l'élection de l'Union nationale, malgré le programme de l'ALN en 1936. Non plus que ses futurs rédacteurs ne l'avaient appuyé en 1935. Ce n'était pas par apolitisme mais parce qu'elle appuyait un programme plus radical, celui du Comité central autonomiste et espérait susciter à terme, avec un mouvement, nouveau parti, une volonté de rupture avec le libéralisme politique en faveur du corporatisme fasciste. *La Nation* a donc refusé de se rallier à l'ALN par rejet du réformisme démocratique. Elle n'a que tardivement montré de l'intérêt pour le réformisme du trio de Québec, lorsqu'elle s'éloigne elle-même des aspects les plus révolutionnaires de son programme, le fascisme et le séparatisme. Ce n'est qu'en modérant considérablement son propre programme, et chaque fois davantage, qu'elle s'est ralliée à deux ébauches de Parti national en 1937 et 1938. De façon semblable, elle critique radicalement Duplessis en 1936 pour ensuite porter des jugements moins catégoriques sur son gouvernement, louant certaines décisions et en critiquant d'autres et ce, dès décembre 1936²⁷⁶, tout en demeurant à la recherche d'une alternative à l'Union nationale. Généralement elle critique

²⁷⁶ « *L'actualité* - Duplessis a tort - Duplessis a raison », LN, 24 déc. 1936, p.1.

Duplessis durement, ainsi que les libéraux fédéraux, lui réservant une profusion d'insultes et de calembours²⁷⁷. Mais son engagement dans l'arène de la politique se concentrant sur le front fédéral, *La Nation* atténue l'élan de son opposition à Duplessis. La critique la plus absolue de *La Nation* demeure donc celle des deux plus grands partis fédéraux, le libéral et le conservateur, en particulier du gouvernement libéral fédéral et de ses caciques québécois. Tant cette évolution vers la modération que le mode d'engagement politique de *La Nation* nous obligent à tempérer la qualification de son fascisme. *La Nation* se réclame bel et bien du fascisme (moins à partir de 1938) mais elle évite en fin de compte l'activisme politique violent, la politique pratique en mode fasciste et elle se résigne bientôt à des alliances plus modérées. Cela est dû à une réalité politique intérieure sans doute, mais se reflète également dans l'évolution de ses positions en politique étrangère.

6.2.3 Les crises internationales

6.2.3.1 Éthiopie et Espagne

Nous allons résumer les positions adoptées par *La Nation* face aux crises internationales des années 1930, en commençant par celles d'Éthiopie et d'Espagne, ce qui nous permettra de la comparer à ses collègues québécois mais aussi à ses vis-à-vis d'extrême droite français. Dans le cas des prises de position de *La Nation*, ces deux crises se télescopent bien sûr, puisqu'elles se succèdent dans les premiers six mois de sa parution²⁷⁸. Sans surprise, étant donné son adhésion au modèle du corporatisme mussolinien et son aspiration à voir tomber l'Empire britannique, *La Nation* prend position contre les sanctions de Genève et pour la conquête italienne, l'Angleterre étant fauteuse de guerre dans cette crise, et purement en fonction de son égoïsme impérial, camouflé par un humanitarisme

²⁷⁷ Ex. : R. Vézina, « Le dernier ras d'Éthiopie », *LN*, II, 8, 1^{er} avr. 1937. Poisson d'avril ?

²⁷⁸ Ex. : R. Chénier, « Le confraternel salut de M. Turcotte », *LN*, I, 32, 17 sept. 1936, p.2.

des plus hypocrites²⁷⁹. L'Angleterre possédant le plus vaste empire du monde, *La Nation* en dresse le bilan dans des articles intitulés « Vols et massacres, 200 ans d'Empire » et « J'accuse l'Angleterre », pour appuyer sa critique des sanctions qui rejoint sa critique de la place du Québec et du Canada dans l'Empire – « L'Empêââre », préfère-t-elle écrire²⁸⁰. « Les Anglais en Angleterre, voilà la paix », aime-t-elle citer²⁸¹. Dans cet article notamment, *La Nation* reproche à Albion tous les peuples dominés et parfois violemment réprimés du tiers-monde comme de l'Occident, affirmant qu'Henri Béraud de *Gringoire* a raison de demander : « Faut-il réduire l'Angleterre en esclavage? », ce qui serait une inversion des rôles. Le Royaume-Uni est coupable de vouloir « zigouiller ce peuple d'Italie que nous admirons et qui est à l'origine de toute la civilisation européenne et occidentale.²⁸² » De surcroît, comme le signale un sénateur états-unien, l'Angleterre demeure neutre face au conflit de Mandchourie, comme le font les États-Unis dans la crise éthiopienne²⁸³. Il faudrait qu'un Canada indépendant puisse faire de même et se tienne éloigné des conflits européens qui ne le regardent point. Les sanctions anti-italiennes s'appliquent bien sûr à l'espace économique du Dominion canadien, ce qui enrage *La Nation*²⁸⁴. Sur cette voie, elle prétend que le Canada se prépare déjà en catimini à appuyer la guerre impériale de l'Angleterre²⁸⁵.

La Nation se réjouit par conséquent de constater que la géopolitique mondiale présente plusieurs puissances aptes à déloger l'Angleterre, à qui les États-Unis ont déjà ravi le premier rang : l'Italie, l'Allemagne, le Japon et la

²⁷⁹ R. Chénier, « Négrophilie », *LN*, I, 13, 7 mai 1936, p.3, « La Barbarie en armes, atrocités anglaises en Éthiopie », I, 14, 14 mai 1936, p.3 et « Est-ce déjà l'appel aux armes ? », I, 33, 24 sept. 1936, p.3 ; Cf. la caricature *Le Juif Blum, après avoir goûté au ragoût éthiopien, brasse ses ragots socialistes...*, I, 12, 30 avr. 1936, p.2 ; 'Flambard', « Italia ou Britannia ? », [reprod. du *Progrès du Golfe* où travaille J.-L. Gagnon], I, 2, 22 févr. 1936, p.2.

²⁸⁰ M. Hamel, *LN*, I, 21, 2 juil. 1936, p.4, « 200 ans d'Empire, J'accuse l'Angleterre ». I, 27, 13 août 1936, p.4. Cf. Urbain Gohier, « Perfide Albion [*Front latin*] », I, 38, 29 oct. 1936, p.2.

²⁸¹ Citation attribuée à Jeanne d'Arc, en exergue, *LN*, I, 27, 13 août 1936, p.1.

²⁸² *LN*, « Faut-il défendre l'Île-aux-chiens ? », *LN*, I, 5, 14 mars 1936, p.1.

²⁸³ P. Bouchard, « *Des glaces polaires...* - Discours du sénateur Borah », I, 8, 4 avr. 1936, p.3.

²⁸⁴ *LN*, « 237,000,000 piastres au diable », *LN*, I, 4, 7 mars 1936, p.1.

²⁸⁵ R. Vézina, « Irons-nous à la guerre ? À Ottawa, ça sent déjà la trahison », *LN*, I, 50, 21 janv. 1937, p.1.

Russie. *La Nation* rassemble les signes probants du déclin de la puissance britannique²⁸⁶. Elle est pourtant dans l'ensemble contre la guerre et contre les impérialismes, exprimant une volonté de voir émerger les nations de l'Empire britannique et de voir les petites nations jouer un rôle dans une nouvelle S.D.N. Mais Mussolini se réservait le droit de développer le fascisme avec peu de cohérence de principes et une primauté de l'action. Cette fois donc, *La Nation* appuie un impérialisme en reprenant un argumentaire très semblable au Manifeste pour la défense de l'Occident : l'Italie civilise l'Afrique. *La Nation* signale même les progrès rapides de l'empire italien en Afrique²⁸⁷, comme autant de signes réjouissants du succès du modèle italien, un empire bel et bien ascendant, révolution qui a permis à l'Italie de « dompte[r] le lion britannique²⁸⁸ ». Elle recourt souvent à des extraits de la propagande italienne²⁸⁹. Notons par ailleurs qu'elle exprime sa sympathie pour Édouard VIII, « le roi du peuple contre la ploutocratie », lorsque celui-ci est forcé d'abdiquer²⁹⁰.

La Nation applaudit la conquête mussolinienne qui contrit fort l'Angleterre. Presque simultanément, elle prend le parti de Franco et de Mussolini qui l'appuie, adhérant à la thèse de la croisade catholique pour la civilisation occidentale contre le communisme²⁹¹. C'est le camp corporatiste, de restauration de l'ordre, qui combat le bolchevisme sanguinaire et ses alliés les Fronts populaires²⁹², à tel point que « [l]'Europe, c'est l'Espagne²⁹³ ». Elle s'oppose explicitement à la position de

²⁸⁶ P. Letarte, « Une vieillerie ... déjà », *LN*, I, 17, 4 juin 1936, p.1.

²⁸⁷ P. Bouchard, « L'empire colonial italien en Afrique s'organise rapidement », *LN*, 3, 4, 3 mars 1938, p.3 ; s.s., « Soumission de l'Église éthiopienne », *LN*, I, 39, 5 nov. 1936, p.2.

²⁸⁸ M. Hamel, « Un qui comprend », *La Nation*, I, 38, 29 oct. 1936, p.4.

²⁸⁹ « *Le fascisme universel* - L'Éthiopie totale - C.A.U.R. », *LN*, I, 40, 12 nov. 1936, p.2.

²⁹⁰ P. Bouchard, « Les dessous de l'abdication d'Édouard », *LN*, I, 46, 24 déc. 1936, p.1.

²⁹¹ P. Letarte, « L'Espagne sous le marteau », *LN*, I, 26, 6 août 1936, p.3 ; « Moscou et la guerre d'Espagne », II, 8, 1^{er} avr. 1937, p.2 ; P. Bouchard, « Por tierras de Portugal y de España - Actualité de l'Espagne », II, 18, 10 juin 1937, p.1, s.s., « L'Affaire d'Espagne », II, 24, 22 juil. 1937, p.2.

²⁹² R. Vézina, « De Moscou à Madrid », *LN*, I, 27, 13 août 1936, p.1 et p.4., « Les dessous de la guerre d'Espagne », IV, 16, 26 mai 1939, p.1 ; Cf. « Choses d'Espagne, reprod. de *L'Action Française* », III, 3, 24 févr. 1938, p.3.

²⁹³ M. Hamel, *LN*, I, 36, 15 oct. 1936, p.1.

neutralité critique vis-à-vis Franco qu'adoptent Maritain et *Sept*²⁹⁴. Cela entraîne *La Nation* à prendre à partie, implicitement surtout, *Sept*, *Esprit* et *La Relève*, « ces vaseux », « avorteurs de l'ordre nouveau », « penseurs hurluberlus » qui prétendent défendre un idéal ni fasciste ni communiste : l'Espagne est le théâtre de la lutte entre Rome ou Moscou déterminante pour l'Europe, où l'on ne peut que choisir entre ces deux camps²⁹⁵. *La Nation* va jusqu'à prétendre que ces catholiques notables sont embrouillés par la propagande communiste²⁹⁶. Elle publie de pleines pages de photos des massacres républicains²⁹⁷, comme elle publie souvent des caricatures faisant allusion aux purges sanglantes de Staline en URSS, étendues à l'Espagne. Les crimes n'appartiennent bien sûr qu'à un seul camp dans son optique. Les avancées de Franco sont applaudies²⁹⁸.

Le Canada français doit tirer une leçon de la guerre d'Espagne : la déchéance de l'Espagne fut telle, dans le retard des élites et de l'éducation, qu'elle en fut réduite à cette extrémité sanglante pour se redresser. Le Canada français doit se réformer rapidement afin d'éviter de sombrer aussi bas avant de pouvoir se relever, et en particulier retenir la leçon de l'importance cruciale d'une modernisation du système éducatif²⁹⁹. Face à ces deux grandes crises internationales qui voient les intellectuels s'affronter en deux camps assez stables, *La Nation* ne nous surprend guère en adoptant non seulement une position compatible avec les conservateurs catholiques mais sur le ton de l'extrême droite française d'imprégnation maurrassienne et de la Jeune-Droite, concordant avec *Gringoire* notamment.

²⁹⁴ « La guerre civile en Espagne [extrait de *Sept*] », *LN*, I, 27, 13 août 1936, p.2 ; P. Bouchard, « Catholique, frère de misère, à nous, disent les communistes », I, 38, 29 oct. 1936, p.1 (Cf. caricature), [P. Bouchard ?], « Terre d'Espagne », III, 16, 26 mai 1938, p.1 ; « Pobre España », III, 5, 10 mars 1938, p.2 ; M. Hamel, « Entretien chez un libraire [sur la position de Maritain et de *Sept*], III, 7, 24 mars 1938, p.3.

²⁹⁵ P. Bouchard, « Les avorteurs de l'ordre nouveau », *LN*, I, 37, 22 oct. 1936, p.1.

²⁹⁶ P. Bouchard, « Les Bien-pensants au service du mal – Catholique, frère de misère, à nous ! disent les communistes », *LN*, I, 38, 29 oct. 1936, p.1.

²⁹⁷ S.s. « La Barbarie rouge massacre », *LN*, I, 48, 7 janv. 1937, p.3.

²⁹⁸ F. Martel, « Salut, ô Nouvelle Espagne », II, 20, 24 juin 1937, p.4 ; « La paix espagnole », III, 37, 20 oct. 1938, p.3.

²⁹⁹ P. Bouchard, « La leçon d'Espagne pour le Canada français », *LN*, IV, 16, 26 mai 1939, p.1.

6.2.3.2 Munich et la guerre

Ce n'est que dans le troisième point de notre comparaison systématique des prises de position devant les crises internationales que *La Nation* détonne, comparativement à ses parangons. *Gringoire* et *JSP* sont favorables à Munich, car opposées à la confrontation des puissances fascistes, se braquant contre une alliance du FP avec l'URSS, devenant de plus en plus favorables aux puissances de l'Axe - en particulier, parmi les lectures de *La Nation*, *JSP*, *Combat* et *Front latin*. L'admiration exprimée par *La Nation* pour le régime de Mussolini, et sa réceptivité de 1936-37 pour les idées avancées par *Gringoire* ou la Jeune-Droite, *JSP* et *Front latin*, combinés à sa volonté farouche d'extraire le Québec des guerres britanniques, permettraient de croire que *La Nation* allait être d'accord avec l'antibellicisme des hebdomadaires français d'extrême droite. Pourtant, face à Munich, *La Nation* se démarque. *Gringoire* comme *JSP* se réjouissent de cet accord, un succès puisque la guerre est évitée, la France ne s'est pas sacrifiée pour des nations d'Europe centrale et n'entre pas en guerre contre un ennemi de l'URSS. L'aversion à la guerre est si forte qu'on s'évertue à y voir une réelle occasion de pacifier Hitler face à l'Occident. *JSP* déclare que sans Munich, c'était « la guerre des Juifs », à refuser complètement. Même *L'Action Française*, qui conserve une posture antinazie et antigermanique, prend fermement le parti de Munich, titrant « A bas la guerre », puis « Honneur à Chamberlain », menaçant même le cabinet de vengeance s'il décidait la guerre : le journal est saisi.³⁰⁰ Comme l'AF, *La Nation* est confrontée aux contradictions entre son enthousiasme autoritariste pour Franco et Mussolini et son antinazisme, entre son rejet du nazisme et son ouverture au discours antisémite, entre son opposition au communisme et son opposition au nazisme³⁰¹. À la différence de *Gringoire* et de *JSP*, le discours de *La Nation* fait passer Hitler en ennemi no 1 devant le communisme, comme d'ailleurs l'AF qui ne s'oppose pourtant pas à Munich. Or l'opposition de *La Nation* aux accords de Munich semble plus conséquente avec

³⁰⁰ E. Weber, « La veillée d'armes, 1937-39 », *L'Action française*, p.468.

³⁰¹ Cf. *Dictionnaire des intellectuels*.... « Action française (L') ».

cette logique que les réjouissances de l'AF qui prétend soudain croire à une paix qu'elle a toujours dite impossible sans la force. Donc, des disciples de Maurras, dissidents comme la Jeune-Droite, poursuivent dans la foulée de leur appui commun à Munich, en prenant parti contre la guerre. Car ils ne voudraient pas d'une victoire des démocraties contre le plus puissant des régimes totalitaires de droite, seul véritable adversaire de Moscou, Reich dont la défaite serait une défaite de l'extrême droite : cette position, exposée par Thierry Maulnier dans *Combat*, est un complet abandon du nationalisme français³⁰². *La Nation* n'emprunte pas cette voie. Malgré toute son adhésion à la droite révolutionnaire et au fascisme, elle choisit en définitive de ne pas aller « au-delà du nationalisme » comme ces maurrassiens dissidents qu'elle aime lire (*Combat* y compris) et d'évoluer désormais en sens inverse, se rapprochant de positions plus conservatrices.

Au contraire, *La Nation* exprime immédiatement tout son dépit face à cet accord honteux. Sa réprobation vigoureuse des signes de capitulation dans la crise des Sudètes le 22 septembre 1938 puis des accords de Munich le 29 septembre (numéro paru le jour même de l'annonce des négociations) est en continuité avec son analyse de l'Anschluss : dans ces deux crises, elle condamne la faiblesse anglo-française, l'incapacité à détacher Rome de Berlin, faiblesse qui aura des conséquences désastreuses en encourageant le bellicisme allemand qu'il faudrait au contraire confronter³⁰³. Munich est une honte dont les conséquences seront funestes selon *La Nation*, qui souscrit au jugement de Churchill³⁰⁴. Elle n'y voit qu'une capitulation devant le germanisme agressif qui ne va pas reculer l'échéance de la guerre, seulement renforcer l'ennemi Hitler. « Je ne suis pas de ceux qui se réjouissent imbécilement d'une paix achetée au prix d'une guerre future, plus vaste et plus terrible », écrit Bouchard³⁰⁵. En cela *La Nation*

³⁰² *Combat*, nov. 1938, cité par E. Weber, *L'Action française*, p.469.

³⁰³ P. Bouchard, « La Mort d'un pays », *LN*, III, 6, 16 mars 1938, p.1 et « Hitler et l'Autriche », III, 8, 31 mars 1938, p.2.

³⁰⁴ Citation de W. Churchill en exergue, *La Nation*, III, 33, 22 sept. 1938, p.1.

³⁰⁵ P. Bouchard, « Victoire de Hitler, défaite de l'Angleterre – Unissons-nous contre la guerre! », *LN*, III, 34, 29 sept. 1938, p.1.

semblerait plus fidèle que Maurras lui-même à l'anti-germanisme inflexible et méfiant qu'il avait prêché, reproduisant même ses analyses du pangermanisme³⁰⁶. Bouchard rappelle que la France et l'Angleterre possèdent les deux plus grands empires du globe : il est inconcevable et impardonnable qu'elles fassent preuve d'autant de faiblesse et d'imprévoyance. Car cette lâcheté aura un prix. La guerre est une certitude.

La Nation blâme surtout Chamberlain, bien plus que Daladier, conséquente avec sa critique de la diplomatie anglaise qui facilite depuis trop longtemps le renforcement du bellicisme teuton : depuis 1936 l'Angleterre a dépouillé la France de sa défense rhénane, aidant la funeste remilitarisation de l'Allemagne. Au lieu d'« Honneur à Chamberlain », *La Nation* titre « Ce couillon de Chamberlain »³⁰⁷. Anthony Eden était déjà en 1936 « l'assassin de la paix »³⁰⁸. Ce qui dégage une certaine constance dans l'opposition de *La Nation* au bellicisme allemand, malgré la fluctuation de 1937 en faveur de l'Axe, que *La Nation* décrivait cette année-là comme peu enclin à la guerre, faisant confiance à Rome – d'abord louée pour sa militarisation de la frontière du Brenner. La méfiance envers le bellicisme allemand reprend vite le dessus. Londres est coupable d'apaisement de façon continue, et d'une influence funeste sur le trop faible exécutif de la III^e LN, République, qui entraîna l'impardonnable retrait des troupes franco-belges. Pis, en imposant des sanctions à l'Italie, Londres a éloigné Rome de Paris, ce que *La Nation* déplorait dès 1936. Si le véritable fauteur de guerre est Berlin, les errements de Londres n'ont pas été à la hauteur de ses responsabilités impériales, aggravant la situation à un point tel que la guerre longue et cataclysmique est certaine et, même que l'entrée en guerre du Canada est quasi inévitable³⁰⁹. Il faut se défaire de l'illusion d'une guerre courte³¹⁰. *La Nation*

³⁰⁶ C. Maurras, « Le pangermanisme [L'Action Française] », *LN*, IV, 16, 26 mai 1939, p.3.

³⁰⁷ Cf. note 234 et note 241 : *L'A.F.* le 27 sept. 1938 et *La Nation* le 29 sept. 1938.

³⁰⁸ P. Bouchard, « L'assassin de la paix », *La Nation*, I, 5, 14 mars 1936, p.1.

³⁰⁹ P. Bouchard, « Les Canadiens français iront à la guerre », III, 33, 22 sept. 1938, p.1 et « Ce couillon de Chamberlain », III, 34, 29 sept. 1938, p.1 ; R. Vézina, « Pourquoi la guerre ? à qui la faute ? », III, 33, 22 sept. 1938, p.2.

³¹⁰ R. Vézina, « L'actualité sans images – Ce que sera la guerre », *LN*, III, 34, 29 sept. 1938, p.1.

coiffe le numéro réagissant à l'annexion prévisible des Sudètes du surtitre « À quoi sert donc le lien impérial ? », puisque Chamberlain, dans un aveu de faiblesse, déclara que les Dominions devaient veiller à leur propre défense. Ce numéro accuse Chamberlain d'avoir consacré l'hégémonie allemande sur l'Europe, et déclare que « d'ici dix ans », l'Empire britannique sera déchu, les pays sous sa tutelle indépendants, à commencer par le Canada³¹¹. La fin du colonialisme est annoncée. La sympathie pour les peuples du Tiers-monde se soulevant contre l'Empire anglais est de nouveau affichée. On croirait voir Chamberlain s'évertuer à faire la preuve de la lâcheté des régimes parlementaires, s'exclame Bouchard avec dépit. *La Nation* blâme la France et l'Angleterre de n'avoir défendu leur allié tchécoslovaque dont elles avaient pourtant aidé la reconstitution. L'antinazisme de Bouchard et de *La Nation* est donc fortifié par une opposition conséquente au pangermanisme, qui ne contredit pas pour autant leur anglophobie.

En 1936 comme en 1938, *La Nation* croit que Londres et Paris devaient contrer la menace allemande en confrontant Hitler. Tout au long de 1938, *La Nation* ne se fait aucune illusion sur le pangermanisme et Hitler, insistant en 1938-39 pour rappeler la volonté allemande d'hégémonie et de guerre sans scrupules³¹². Davantage, en 1938, la sympathie non pas pour le modèle de régime fasciste, que pour la diplomatie italienne enfermée dans l'Axe, s'estompe devant le risque de guerre : la confiance en les capacités de l'Italie garante de la paix n'est plus ce qu'elle était en 1936-37³¹³. S'appuyant sur l'analyse de la menace pangermaniste par Maurras, *La Nation* veut démontrer les intentions belliqueuses de l'Allemagne tout en réfutant le discours sur une guerre idéologique des démocraties contre le totalitarisme, soulignant qu'outre le totalitarisme nazi, il faudrait contrer le totalitarisme soviétique également : plutôt que de se battre pour la démocratie, les Alliés seront obligés de se battre contre le pangermanisme de

³¹¹ *LN*, III, 33, 22 sept. 1938, p.1 surtitre et art. « L'Empire britannique est fichu ».

³¹² R. Vézina, « Ce que sera la guerre », *LN*, III, 34, 29 sept. 1938, p.1 ; s.s. « Hitler veut-il dominer le monde ? [réf. A.N.] », IV, 14, 11 mai 1939, p.4.

³¹³ R. Vézina, « L'Italie arbitre de la paix en Europe – Que faut-il penser de l'Axe ? », *LN*, IV, 17, 1^{er} juin 1939, p.3.

Berlin, véritable ennemi de la paix. Dans cet exposé des « pires régimes totalitaires de l'Europe³¹⁴ » qui se trouvent autant à Varsovie et Moscou qu'à Berlin, la défense du totalitarisme mussolinien ne paraît plus être ce qu'elle était en 1936. Au contraire, en présentant l'alliance avec les créditistes, Bouchard dément les accusations « d'acoquinement » entre le Crédit social et le communisme et toute forme de totalitarisme, s'opposant soudain à tout mouvement révolutionnaire³¹⁵. Il expose le caractère réformiste du Crédit social. Simultanément, *La Nation* demande la répression de toute propagande nazie au Canada, notamment celle d'Arcand, (tel que démontré en 6.2.2.3).

La Nation ne croit plus la paix possible pour l'Europe mais l'espère pour l'Amérique. Un panaméricanisme déjà affirmé s'exprime alors comme espoir d'abstention du Canada, de rallier l'isolationnisme des Amériques derrière la direction des puissants États-Unis. *La Nation* exprime, de façon plus discrète que pour l'Italie mussolinienne, une admiration pour la puissance américaine, qui n'est pas servie des empires européens, une appréciation de Washington³¹⁶, « la plus grande démocratie des temps modernes³¹⁷ », nonobstant quelques critiques du discours de Roosevelt qui s'éloigne de l'isolationnisme³¹⁸. L'opposition absolue à la guerre affichée par *La Nation* en 1936³¹⁹, définie par une opposition absolue à la participation canadienne aux conflits européens, se modère tardivement pour se muer en exigence d'un référendum sur la conscription en 1939. L'obligation de confronter Hitler relève donc de Londres et Paris, tandis qu'il devrait revenir au Canada de jouir de la neutralité américaine. Dans son

³¹⁴ R. Vézina, « L'Allemagne à la recherche d'un *casus belli* ? », *LN*, IV, 16, 26 mai 1939, p.3.

³¹⁵ « Peu importe la date des élections nous allons faire la lutte », *LN*, IV, 21, 1^{er} août 1939, p.1.

³¹⁶ P. Bouchard, « Des glaces polaires à la Terre de feu - l'isolationnisme yanqui », I, 8, 4 avr. 1936, p.3 et « Des glaces polaires à la Terre de feu - Le Brésil et la menace allemande », II, 27, 12 août 1937, p.4 et « Le Président Roosevelt dit à King : assez d'impérialisme au Canada » et « La menace américaine », *LN*, III, 29, 25 août 1938, p.1, *Idem*, « Réponse à Bruno Lafleur : les Canadiens français iront à la guerre », III, 32, 15 sept. 1938, p.1 ; s.s. « L'actualité... - l'attitude des États-Unis », III, 33, 22 sept. 1938, p.1.

³¹⁷ P. Bouchard, « Des glaces polaires à la Terre de feu - L'isolationnisme continental », I, 8, 4 avr. 1936, p.3.

³¹⁸ R. Vézina, « La politique américaine », *LN*, IV, 6, 21 mars 1939, p.4.

³¹⁹ A. T. Pelletier, « Nous n'irons pas à la guerre », I, 38, 29 oct., 1936, p.3 ; R. Vézina, « Irons-nous à la guerre ? À Ottawa, ça sent la trahison », I, 50, 21 janv. 1937.

jugement des positions de Londres et Paris à Munich, *La Nation* est en complet contraste avec les positions antibellicistes de la droite française que *La Nation* rejoignait jusque-là. Pourtant, sa position non-interventionniste sur ce que devrait faire le Canada se compare à celle que l'AF défend pour la France – politique de défense exclusivement défensive³²⁰ – davantage qu'à celle de mouvements fascisants tels que *Combat* et *JSP*, qui inclinent désormais à faire primer leur adhésion au régimes totalitaires de droite sur le nationalisme. Mais elle se fonde sur un argument que ne peut invoquer Maurras : l'américanité.

Immédiatement après Munich, *La Nation* propose encore d'obtenir la neutralité canadienne dans le conflit, un programme politique de paix pour Ottawa qui « déclar[e] la guerre à la guerre³²¹ ». *La Nation* propose d'abord de profiter du court intervalle que laissent les accords de Munich avant le déclenchement de la catastrophe pour renverser les libéraux fédéraux et installer un gouvernement isolationniste à Ottawa³²². L'Angleterre a refusé d'intervenir pour la Tchécoslovaquie ce qui va faire de l'Allemagne un ennemi plus formidable : pourquoi aller défendre l'Angleterre ? *La Nation* met désormais l'accent sur l'indépendance du Canada par rapport à l'engagement militaire britannique. L'organe critique le gouvernement de King, dénonçant ses intentions centralisatrices et impérialistes qui préparent l'entrée en guerre du Canada en contradiction avec le discours officiel en français³²³. En particulier, *La Nation* affirme que les rencontres entre dirigeants canadiens et ministres et envoyés

³²⁰ E. Weber, « La veillée d'armes, 1937-39 », *L'Action française*, p.451-474.

³²¹ L.N., « Unissons-nous contre la guerre ! », *LN*, III, 34, 29 sept. 1938, p.1.

³²² P. Bouchard, « Victoire de Hitler, défaite de l'Angleterre », III, 34, 29 sept. 1938, p.1 et « La neutralité est-elle impossible ? », IV, 11, 20 avr. 1939, p.1.

³²³ P. Bouchard, « Un cabinet de profiteurs de guerre », *LN*, III, 31, 8 sept. 1938, p.1, « Aucun Canadien ne peut douter que King, Lapointe et Manion nous envoyaient à la guerre - Un cabinet d'union était en gestation » et « Pas de fausse quiétude ! Il est temps plus que jamais de former un front commun contre la guerre », III, 35, 6 oct. 1938, p.1 ; R. Vézina, « Le parti libéral prépare la guerre », III, 30, 1^{er} sept. 1938, « Le Canada sur un pied de guerre », III, 31, 8 sept. 1938, p.1 et « M. Lapointe et la souveraineté canadienne », IV, 6, 21 mars 1939, p.4 ; L.N., « Manion relance l'idée d'un gouvernement d'union – une nouvelle trahison s'amorce lentement mais sûrement avec la complicité de MacKenzie King », IV, 10, 13 avr. 1939, p.1 ; « Florilège des textes qui prouvent qu'Ernest Lapointe s'ingénie à tromper la province de Québec », IV, 11, 20 avr. 1939, p.1.

britanniques décident de l'entrée en guerre du Canada³²⁴. Le gouvernement fédéral prétend que l'entrée en guerre serait décidée par le Parlement et *La Nation* veut montrer que la décision est déjà prise, qu'Ottawa ne fera que suivre Londres, et que par conséquent le Parlement ne décidera véritablement que d'une chose : la conscription³²⁵. Au départ, *La Nation* affirme que pour s'opposer à la conscription il faut s'opposer à la participation du Canada au conflit, celle-ci entraînant celle-là³²⁶. La question pour *La Nation* devient que l'engagement militaire auprès de Londres et Paris se fasse sans conscription obligatoire : pour l'éviter, il faut éviter la participation. *La Nation* réclame donc une politique américaine qui rejoigne la neutralité des États américains indépendants, mettant en valeur l'américanité séculaire du Canada : décidons « si nous allons nous faire massacrer pour des pays dont nous nous fichons [...] [n]ous autres, citoyens de la libre Amérique »³²⁷. Elle réclame un plébiscite sur la conscription³²⁸. Au cours de 1939 néanmoins, *La Nation* se résigne peu à peu à l'inévitable engagement du Canada derrière l'Empire, se demandant enfin si le déclenchement des élections en 1939 n'indique pas que les combats sont prévus pour 1940³²⁹.

La Nation se distingue des hebdomadaires d'extrême droite français, de l'AF et de la Jeune-Droite par sa désapprobation radicale des accords de Munich. Elle n'appuie plus la diplomatie italienne non plus. Or, lorsqu'on compare la position défensive retenue par l'AF pour la France à celle que *La Nation* prône pour le Canada, la similarité est plus forte; force est de constater que le discours de *La Nation* sur Munich est plus conséquent avec la doctrine du nationalisme intégral telle que développée par Maurras qu'avec l'adhésion au fascisme qui

³²⁴ R. Vézina, « King, Manion et Harris préparent la prochaine guerre impériale », *LN*, IV, 4, 2 mars 1939, p.1 ; 'Le Cerbère', « La visite de George VI », IV, 15, 19 mai 1939, p.1.

³²⁵ L.N. « Guerre et conscription immédiate – Un million d'hommes sous les armes – les plans secrets d'Ottawa », III, 32, 1115 sept. 1938, p.1 ; R. Vézina, « En cas de guerre le Parlement n'aura rien à décider si ce n'est la conscription », *LN*, IV, 5, 9 mars 1939, p.1.

³²⁶ R. Vézina, « Pour ou contre ? », *LN*, IV, 10, 13 avr. 1939, p.1 ; s.s. « Qui veut la guerre prépare la conscription », *LN*, IV, 12, 27 avr. 1939, p.2.

³²⁷ P. Bouchard, « Aurons-nous le service militaire obligatoire ? », *LN*, III, 36, 13 oct. 1938, p.1.

³²⁸ S.s. « Qui veut la guerre prépare la conscription », *LN*, IV, 12, 27 avr. 1939, p.2.

³²⁹ « Hitler à la recherche d'un *casus belli* ? », *La Nation*, IV, 16, 26 mai 1939 ; P. Bouchard, « L'Écroulement des vieux partis commence », IV, 22, 1^{er} août 1939, [dernier no].

entraîne l'extrême droite française. L'analyse lucide du bellicisme hitlérien a sans doute favorisé une opposition au nazisme que le combat contre Arcand semble avoir galvanisée, contrairement à ce que le rapprochement Rome-Berlin pouvait laisser attendre de *La Nation* à ses débuts. On peut conclure également que le souci de préserver la paix et la France prime sur la haine de l'empire anglais jusqu'à un certain point. Car *La Nation* aimerait voir Londres et Paris affronter Berlin, ce qu'elle distingue toujours de la neutralité que devraient préserver toutes les nations américaines devant cet affreux engrenage. En 1939 *La Nation*, tout en se démarquant de tous les hebdomadaires d'extrême droite français, adopte une position face à la menace de guerre, plus proche de *Gringoire* que de *JSP*. Du moins quant on compare le degré d'opposition à la mobilisation : il est total chez *JSP* qui devient objectivement partisane de l'Axe. On ne peut en dire autant de *Gringoire* ni de *La Nation*, qui souhaite que Hitler soit confronté par Londres et Paris. *Gringoire* accepte la mobilisation, et *JSP* non. *La Nation* adopte une position contre la guerre qui se déradicalise en se focalisant sur la conscription. En 1938 il est impossible selon *La Nation* de ne pas identifier l'ennemi de la paix, l'Allemagne, les intentions pangermanistes de Hitler étant depuis longtemps dévoilées malgré les prétentions diplomatiques. *La Nation* espère jusqu'au bout voir l'Italie se rallier à la France et à l'Angleterre comme en 1915 et croit d'avance que Moscou et Berlin pourraient s'allier contre Londres et Paris³³⁰. Elle s'oppose à l'effort de guerre du Canada, mais surtout à l'engagement militaire obligatoire. En cela, la position de *La Nation* se rapproche lentement d'un large consensus québécois, et s'éloigne des marges extrémistes. C'est à la fois l'exigence de l'Union nationale, de la « bonne presse » et la promesse des partis libéraux - fédéral de Lapointe comme québécois de Godbout, qu'un engagement auprès des Alliés mais sans la conscription.

Nous ne pouvons sonder les cœurs, mais la correspondance de rédacteurs de *La Nation* avec Groulx durant la guerre peut nous donner une idée de leurs sentiments plus intimes face à cette guerre. Nous ne pouvons évaluer son

³³⁰ « Moscou alliée de Berlin ? [*Je suis partout*] », *LN*, IV, 16, 26 mai 1939, p.3.

appréciation éventuelle de Pétain, appuyé par *Gringoire*, autrement que par la correspondance des rédacteurs. Marcel Hamel écrit à Groulx, depuis son refuge bénédictin, ce qui est l'occasion pour les deux d'exprimer leur dépit devant la tournure des événements, de la politique nationaliste et du tourbillon de la guerre. L'idéal de neutralité que conservent d'autres petits États semble correspondre à leur aspiration théorique pour le Canada français, aspiration hors de portée. Ni l'empire nazi, ni l'empire soviétique, ni l'empire anglo-saxon ne peuvent susciter leur adhésion, mais le sort en est jeté. Les puissances anglo-saxonnes vont gagner avec l'empire soviétique, croit Groulx dès 1942. Malgré le bien-fondé de l'anti-hitlérisme, comment se rassurer devant les développements de la Seconde Guerre mondiale, se demande Groulx ?

Certes, je ne me découvre pas pour une once d'hitlérisme ni dans l'âme ni dans le corps – mais comment voulez-vous qu'un chrétien puisse s'enflammer [...] devant la perspective d'une Russie triomphante et d'une Europe sous l'hégémonie du communisme ? Il est vrai qu'on nous promet une police du monde sous le haut bâton des pays anglo-saxons. Mais je serais curieux de savoir jusqu'à quel point cette autre perspective rassérène l'âme de l'ancien rédacteur de *La Nation*. Et il y a le sort, dans tout cela, de notre petite nation à nous, Canadiens français, qui sortira de l'épreuve, je ne sais comment. Une cinquantaine de mille jeunes gens peut-être broyés dans la guerre ; la jeunesse féminine gaspillée dans les services auxiliaires et dans les usines et dans le travail de nuit ; le déracinement des campagnes accentué ; tous les porte-monnaies vidées [*sic*] ou à peu près dans le tronc sacré de l'impérialisme ; et peut-être au bout de tout cela l'annexion aux États-Unis³³¹.

Groulx s'inquiète de l'esprit de révolte qui risque de tenter la jeunesse. Devant cette interrogation sur la résultante pour le Canada français, Hamel semble imaginer les conséquences des mobilisations exposées par Groulx, comme un choc capable de réveiller le Canada français de l'après-guerre : « C'est une loi éternelle que le sang préside à tous les changements d'importance dans la vie des peuples comme dans la vie des hommes. Faudra-t-il attendre que le sang coule pour que s'ouvrent les yeux ? Personne ne le souhaite, mais s'il faut cela, s'il nous faut ce baptême purificateur, qui a coulé sur l'Espagne et sur la France, qu'il vienne et qu'il nous lave de toutes nos lâchetés. » Même *L'Action catholique* et *Le*

³³¹ CRLG, P1/A 1713, Lettre de L. Groulx à M. Hamel, Outremont, 24 mars 1942.

Devoir ont critiqué la position neutraliste de Bouchard : c'est que « la Providence a d'autres desseins pour notre peuple », croit Hamel³³². La volonté divine est donc une participation du Canada français à la guerre, participation dont Hamel espère un effet salubre sur la conscience nationale.

Bref, *La Nation* souhaiterait voir Hitler arrêté mais le Canada rester neutre, c'est-à-dire une neutralité bienveillante pour les Alliés (à l'instar de l'Irlande ou du Portugal) comme y appelle un Manifeste de la Ligue d'Action nationale que *La Nation* publie en une, juste après Munich³³³. C'est une guerre où aucun des trois camps ne peut être un vainqueur satisfaisant, marginalisant tous trois le camp catholique et latin, car la victoire alliée passera par un accroissement de l'emprise moscovite sur l'Europe. Rome ne rallie pas les Occidentaux et ce sont d'abord Berlin et Moscou qui profitent du déclenchement de la guerre. La défaite de la France qui laisse les puissances anglo-saxonnes seules devant Berlin n'est pas plus réjouissante. Il convient de relever la position de *La Nation* face aux États-Unis : *La Nation* critique la tutelle de Londres et valorise l'indépendance des Amériques, y compris le leadership états-unien, ce qui lui définit une position originale par rapport tant à l'extrême droite française qu'à la droite traditionnelle catholique du Canada français. *La Nation* a proposé que le Canada adopte, avec l'indépendance, une diplomatie américaine qui acceptât le leadership des États-Unis comme les autres nations du continent. Or les É.-U.-A. ne demeurèrent pas neutres et la plupart des pays latino-américains, neutres en 1939, devinrent des soutiens des alliés, tel le Mexique où se réfugia Paul Bouchard. La sympathie de *La Nation* pour les États-Unis, le modèle des États américains³³⁴, va parfois jusqu'à la rapprocher des républicains radicaux dans l'histoire du Québec qui ont flirté avec l'idée d'un statut d'État américain pour le Québec.

³³² Corr. de Groulx, CRLG, P1/A, 1713, Lettre de Marcel Hamel à L. Groulx, St-Benoît du Lac, 6 avr. 1942.

³³³ « *Le Canada et la guerre* – Manifeste de la Ligue d'Action nationale », *LN*, III, 35. 6 oct. 1938.

³³⁴ M. Hamel, « Appel aux patriotes – le début d'un mouvement canadien-français à Ottawa », *LN*, II, 44, 9 déc. 1937, p.1. Cf. P. Bouchard, « Séparatisme (9) – L'opposition à la Confédération », I, 24, 23 juil. 1936, p.1.

6.3 RELATIONS AVEC LES AUTRES MOUVEMENTS INTELLECTUELS

Comment les positions idéologiques et politiques de *La Nation* se comparent-elles avec les périodiques d'extrême droite français qu'elle aime promouvoir, et comment se définissent ses relations avec les autres mouvements intellectuels québécois, en particulier ceux du groupe que nous étudions ? Nous allons examiner les relations de *La Nation* avec l'intellectuel dominant de la période, Groulx, puis avec *L'Action nationale* et *La Relève*, sans oublier de récapituler brièvement ses débats avec les autres mouvements et journaux québécois qu'elle prend à partie. Enfin, nous comparerons l'évolution de ses positions avec celles de *Gringoire*, *Je suis partout*, *Combat*, *Front latin* et l'AF, de même que ses relations directes avec eux, dressant le bilan de la place que *La Nation* leur accorda dans ses pages.

6.3.1 Relations avec Lionel Groulx

La Nation a entretenu une relation particulière avec Groulx où elle professe son adulation alors que celui-ci expose une position à la fois distante, distincte et sympathique à leur séparatisme. Commençons par les comparer devant la politique. Si on compare les positions de Groulx et de *La Nation* devant l'enjeu électoral majeur de ces années, celui de l'ALN et de l'Union nationale en 1935-36, on voit que leurs positions sont assez divergentes. Certes, Groulx se méfie de Duplessis. Seulement la différence tient à l'appréciation de l'ALN. Minville, président de la L.A.N., encourage l'entreprise de Paul Gouin en l'accueillant dans la revue en 1934. Groulx lui-même est en relation avec le groupe de P. Gouin et avec certains membres du trio de Québec qui insufflent une bonne part de l'élan réformiste du programme de l'ALN en 1935-36. De même, l'ancien collègue de Groulx à l'A.f., Archambault, est une des sources d'inspiration de ce programme à travers l'ESP. L'ALN est donc proche de plusieurs façons du milieu Action nationale. Si Groulx critique Gouin dans ses *Mémoires*, c'est pour son échec

devant Duplessis en 1935-36. Sans s'engager de façon directe en politique, il est probant, ne serait-ce qu'à travers sa correspondance, que Groulx, comme l'Action nationale, était favorable à l'ALN et à son programme de rénovation de l'État québécois. Ce but était en accord avec sa doctrine. Groulx et *L'Action nationale* se méfiaient du parti conservateur et se fieraient plus volontiers à une ALN demeurée indépendante de la nouvelle Union nationale dirigée par Duplessis, authentique politicien, chef des ex-conservateurs. Minville et Montpetit accepteront tout de même des responsabilités administratives autour de son gouvernement, voulant en tirer parti du côté du développement économique et celui des coopératives. D'après la correspondance de Groulx avec le père Archambault, après avoir été l'une des inspirations des réformistes de l'ALN, Groulx se fera encore l'entremetteur d'une partie de ces mêmes « indépendants » selon l'expression de R. Chaloult, hérauts de l'ALN puis du Bloc, qui ne s'entendent pas au sein du nouveau Bloc populaire³³⁵. Archambault souhaite que Groulx les réconcilie : leur engagement politique existait donc en coulisses. À propos du Bloc populaire naissant, le père Charlebois écrit à Groulx : « Admirez, avec raison, l'aboutissement de votre œuvre ! Je vous en félicite.³³⁶ » Les positions sur le terrain de la politique de Groulx et de *La Nation* ne convergent que lorsque *La Nation* se modère et s'aligne sur le trio de Québec puis sur Gouin avec les deux ébauches de Parti national.

Le mouvement *Vivre - La Nation* se distinguait donc de Groulx en rejetant le réformisme de l'ALN. Ce groupe s'en démarquait aussi à l'origine de par son inclinaison anticléricale. Mais il s'en distinguait surtout par son « politique d'abord » maurrassien et son corollaire, un programme politique radical, en l'occurrence de séparatisme pour un État corporatiste fasciste. Car la primauté du politique chez *La Nation* est inspirée de Maurras : « Maurras en France, l'abbé Lionel Groulx au Canada français, ne prêchent-ils pas qu'il importe avant tout de

³³⁵ Corr. de L. Groulx, CRLG, avec le père J.-P. Archambault, P1/A,77 : Lettre du père Archambault à L. Groulx, Ecole sociale populaire, 23 juil. 1943.

³³⁶ Corr. de L. Groulx, CRLG, avec le père Charles Charlebois, o.m.i., P1/A, 746 : Lettre du p. Ch. Charlebois à L. Groulx, Ste-Agathe, 13 oct. 1942.

posséder le politique ? Comment conquérir l'économique si la Province ne possède pas les leviers de commande ?³³⁷ » Bien sûr, ce n'est pas tout à fait exact en ce qui concerne Groulx, qui accorde une importance stratégique au pouvoir politique non exclusive et sous la primauté des valeurs spirituelles catholiques. D'ailleurs cette citation est tirée d'une recension critique du livre phare d'un collaborateur de *L'Action nationale* alors féru de personnalisme, François Hertel. Selon *La Nation*, le problème du peuple est national, *id est* politique, et le reste en découle – économique, social, etc.³³⁸. Cela la distingue de Groulx malgré l'importance qu'il accorde au politique et à l'État français. L'inspiration du « politique d'abord » de *La Nation* est claire : elle découle de la doctrine de l'AF de Maurras³³⁹. Groulx ne voudra donc pas endosser la politique de *La Nation*.

Néanmoins, Groulx entretint des relations suivies avec ce mouvement. Groulx désirait limiter la division des mouvements de jeunesse entre catholiques et nationalistes. Groulx salua dans *L'Action nationale* la naissance de la revue *Vivre* de même que cet autre mouvement non-conformiste *La Relève*, nous l'avons vu (5.2.2), mais *La Nation*, nenni³⁴⁰. Au vrai, sous pseudonyme il ne passe pas sous silence sa parution lorsqu'il aborde la question de la résurgence du séparatisme, occasion de mentionner *La Nation*, *L'Indépendance*, la verve des Jeune-Canada pour critiquer la Confédération et même des critiques émanant du Nouveau-Brunswick. Cela permet de persifler les réactions des « barbons » à cette irrévérence pour « le culte de la Babel de 1867 », et l'occasion d'expliquer, voire défendre le désenchantement d'une jeunesse nationaliste envers le régime confédéral : « Quoi donc ! les Canadiens français seraient-ils en train de ne plus trouver de charmes au rôle du nègre [...] ? », demande crûment Groulx alias Marois³⁴¹. C'est donc un plaisir devant la résurgence d'une critique vigoureuse de la Confédération qu'exprime l'abbé Groulx, en constatant la propagation des idées

³³⁷ M. de Champigny « Revue des livres – Leur inquiétude », *LN*, II, 5, 11 mars 1937, p.3.

³³⁸ F. Martel, « Politique d'abord ! », *LN*, II, 25, 29 juil. 1937, p.2 ; P. Bouchard, « Crédit social », I, 39, 5 nov. 1936, p.1.

³³⁹ M. Hamel, « Charles Maurras en nous », *LN*, II, 18, 10 juin 1937, p.2.

³⁴⁰ « La Relève », *L'Action nationale*, avr. 1934, p.226-228 ; « Vivre », nov. 1934, p.171-176.

³⁴¹ A. Marois [Groulx], « Pour Vivre – Le séparatisme », *L'A.N.*, avr. 1936, p.232.

séparatistes à travers divers mouvements de jeunesse. Parfois Groulx semble lui-même croire que le Canada va précipiter les choses et mettre un terme au contrat, la centralisation en signifiant la résiliation³⁴². Sans saluer de la même façon *La Nation* que *La Relève* et *Vivre*, il demeura effectivement en bons termes avec ce mouvement, voire en correspondance plus suivie avec M. Hamel qu'avec P. Beaulieu de *La Relève* alors que dans l'ensemble, *L'Action nationale* est beaucoup plus proche de *La Relève* que de *La Nation* sur le plan des relations directes ainsi que de l'ouverture au personnalisme. Relevons que c'est avec M. Hamel que correspond Groulx, rédacteur moins extrémiste (par exemple face aux relents d'antisémitisme) et qu'il apprécie davantage ce rédacteur pour cela. En particulier, Groulx considère que Hamel, « plus souple », est son converti, rescapé de l'anticléricalisme de *Vivre* tandis qu'il reproche à Bouchard d'être catholique à la manière de Maurras³⁴³. D'autres rédacteurs, tel Gagnon qui lui dévoile son évolution marxisante, laissent Groulx dubitatif, mais il garde visiblement contact avec le plus de jeunes intellectuels possible. Certes Groulx fut flatté par la vénération que lui portaient ces jeunes et le numéro spécial qu'on lui consacra³⁴⁴. Il a encouragé leur évolution vers la modération, tant par la lettre publique qu'il envoie à *Vivre* que celle qu'il mande à *La Nation*. Aux animateurs de *Vivre*, il conseillait de ne pas verser dans le pessimisme et les élans destructeurs³⁴⁵ – d'être moins révolutionnaires, en quelque sorte. Quoique celle-ci s'empresse de présenter sa lettre comme plus qu'un encouragement, une « approbation³⁴⁶ », *La Nation* reconnut ensuite que Groulx y posait en fait quelques distinctions, notamment dans son numéro spécial sur Groulx, explicitant les écarts entre leurs positions. Nous allons les examiner de plus près.

Groulx, parmi les Canadiens français vivants, est l'idole des séparatistes et de *La Nation*. *La Nation* se réclame de sa pensée, et surtout de l'A.f., déclarant

³⁴² A. Marois, « Pour qu'on vive », *L'A.N.*, mars 1935, p.168 « la Confédération s'avère pour nous un régime politique irrémédiablement condamné ».

³⁴³ L. Groulx, *Mes Mémoires*, III, p.291 et p.295.

³⁴⁴ L. Groulx, *Mes Mémoires*, III, p.292-293.

³⁴⁵ « Témoignage – l'Abbé Groulx nous écrit », *Vivre !*, I, 4. nov. 1934, p.18-19.

³⁴⁶ P. Bouchard, « Les Forces nouvelles », *LN*, I, 1, 15 févr. 1936, p.1, annonçant « L'Abbé Groulx nous écrit », I, 2, 22 févr. 1936, p.1.

tirer ses conclusions de l'enquête de 1922, affirmant que son séparatisme en est inspiré : « nous reprenons les idées de l'Action française et de l'abbé Groulx dont nous avons reçu d'ailleurs une lettre d'encouragement »³⁴⁷. *La Nation* prétend ainsi pousser plus loin la réflexion nationaliste de l'A.f., se réclamant explicitement d'une filiation avec *L'Action française*.³⁴⁸ Elle se présente à l'occasion ainsi : « *La Nation* reprend et continue une œuvre plus ancienne, celle de l'École de l'Action Française - (qui n'a rien à voir, sauf la similitude de nom, avec le mouvement de Charles Maurras).³⁴⁹ » *La Nation* célèbre la mémoire de plusieurs générations de nationalisme – Papineau, Mercier, Ligue nationaliste, L.A.f. – avec œcuménisme, faisant peu de cas de leur « démocratisme ». Elle se présente même comme successeur de l'A.f., passant sous silence sa continuation dans l'Action nationale : elle ignore quelque peu *L'Action nationale* à ses débuts. Modérée, en 1938-39, elle prête soudain attention aux articles de *L'Action nationale* dans ses pages littéraires et aux manifestes de la Ligue en politique. Elle ignorait la L.A.N. en 1936 un peu comme elle ignorait l'ALN, peut-être pour des raisons semblables : sa propre recherche originelle de rupture avec toute politique modérée. C'est aussi, sans doute, le moyen d'éviter d'étaler des divergences quand elle veut se réclamer du travail des intellectuels de la Ligue, voire se l'accaparer. *La Nation* présente Groulx comme le maître de la jeunesse (intellectuelle), le maître des nationalistes, son maître à penser³⁵⁰ et même le chef de la nation *in absentia* d'un chef politique digne de ce nom³⁵¹. Il faut noter que M. Hamel avance que Groulx fit de Maurras son maître comme Maurras le fit de Comte, ce qui est quelque peu en contradiction avec le refus du politique d'abord

³⁴⁷ P. Bouchard, « Les Forces nouvelles », *La Nation*, I, 1, 15 févr. 1936, p.1.

³⁴⁸ *LN*, II, 30, 2 sept. 1937, numéro spécial sur l'abbé Groulx, p. 6 : « Exégèse autonomiste » ; le 1^{er} éditorial de Paul Bouchard, I, 1 : « nous reprenons les idées de l'Action française », *Idem*. « Torpillage de l'Action française » qui en retrace l'histoire, I, 7, 28 mars 1936, p.1 ; Pierre Chaloult, « Mais vint Groulx » et Pierre Lctarte, « L'Appel de la Race : L'Action française – ses origines – ses œuvres – son influence » I, 7, 28 mars 1936, p.1 et p.2.

³⁴⁹ *La Nation*, I, 29, 27 août 1936, p.2 : présentation de l'article « Un témoignage – Verrons-nous un Etat libre français en Amérique – Ce qu'en pense Philippe de Zara du Front latin ».

³⁵⁰ M. Hamel, « Notre maître l'Abbé Groulx », *LN*, II, 13, 5 mai 1937, p.2, « Appel aux patriotes – le début d'un mouvement canadien-français à Ottawa », II, 44, 9 déc. 1937, p.1 ; Numéro spécial Lionel Groulx, II, 30, 2 sept. 1937, Annonces « Hommage à l'Abbé Groulx, notre maître à tous », p.6.

³⁵¹ « L'Abbé Lionel Groulx – N'y touchez pas ! », *LN*, II, 33, 23 sept. 1937, p.1.

que Groulx exprimait dans leurs propres pages, dans la lettre de réponse qu'il leur avait envoyée. Quant à l'influence de Barrès, elle ne serait pas moins sensible :

Maurice Barrès exerça une influence formidable non seulement sur la pensée de l'abbé Groulx, mais sur son vocabulaire, dans ses phrases. Et ceci est bien. De Maurras il recevait le dépôt de la logique française, de la clarté française, de la rigueur française. Mais la sensibilité ? mais l'amour mais la chaleur d'une mystique ? Mais le lyrisme du poète ? A Barrès revient le mérite d'avoir déposé sur les épaules du maître le manteau du barde.³⁵²

À propos de cette influence de Maurras, Hamel se dédit d'ailleurs quelques mois plus tard³⁵³. Groulx leur répondit en effet : « Que depuis toujours notre avenir me soit apparu sous le jour d'un Canada français indépendant, il me serait bien difficile d'en disconvenir. Dès 1904 ma *Croisade d'adolescents* en fait foi, je proposais à mes jeunes gens de Valleyfield cet idéal politique et national. J'y ai toujours vu l'aboutissant naturel de notre vie. » Malgré une convergence dans la représentation positive de l'indépendance, il exprime aussi nettement une distance sur le plan de la politique, ajoutant : « Et toutes sortes de raisons m'empêchent de croire à la pérennité de notre Canada actuel. Toutefois, pour réaliser cet idéal, ai-je jamais préconisé une rupture brusquée de la Confédération ? C'est une autre question.³⁵⁴ » Car selon Groulx, afin que les francophones s'affirment au Québec et qu'ils réclament leur dû, qu'ils agissent comme la majorité qu'ils sont au Québec en en faisant un État français assumé, c'est d'abord la mentalité des hommes qui doit changer :

Ce que j'ai surtout voulu [...] c'est un Canada français où le Canadien français se puisse pleinement réaliser. Ce Canada français peut-il exister dans le cadre de la Confédération ? J'avoue que je n'en suis pas sûr, mais la faute me paraît imputable non pas tant aux institutions qu'aux hommes. Et quand je parle d'« hommes », je parle de nous.³⁵⁵

C'est donc une action qui dépasse la politique et qui, sur le plan politique, se concentrera à redresser l'état de la nation par l'État provincial. Groulx défend le principe d'indépendance tout en disant qu'il faut d'abord réformer l'État

³⁵² M. Hamel, « Maurras et Barrès », *LN*, II, 30, 2 sept. 1937, spécial Groulx, p.3.

³⁵³ M. Hamel, « La tentation de l'Abbé Groulx », *LN*, III, 17, 2 juin 1937, p.1.

³⁵⁴ « L'Abbé Groulx nous écrit », *LN*, I, 2, 22 févr. 1936, p.1.

³⁵⁵ « L'Abbé Groulx nous écrit », *LN*, I, 2, 22 févr. 1936, p.1.

québécois afin qu'il tire véritablement avantage de l'autonomie dans la Confédération, gardant cet idéal intact pour un avenir lointain. *La Nation* diverge donc de Groulx, tirant sa propre inspiration de l'Enquête de 1922, un programme de politique séparatiste. Au lieu d'attendre passivement la rupture de la Confédération, comme l'A.f. en 1922, ces jeunes veulent la provoquer politiquement. Ils savent dorénavant hors de tout doute que Groulx se refuse, quant à lui, à en tirer une telle conclusion politique, préférant se concentrer sur une première étape, l'État français dans la Confédération, tout en défendant l'idéal de l'indépendance. « Désormais quand on me demandera à brûle-pourpoint si M. l'abbé Groulx est séparatiste je répondrai : oui et non », explique Vézina dans le numéro consacré à l'historien national³⁵⁶. Groulx salue le regain du séparatisme auprès de la jeunesse dont ils participent, sans l'appuyer ni le condamner; il explique le séparatisme par l'espoir déçu de la Confédération. S'il explique le séparatisme dans *L'Action nationale*, il explique aux publicistes de *La Nation* les raisons de sa divergence politique³⁵⁷. Il fait donc œuvre de conciliation des différents mouvements avec sa pensée, encourageant *La Relève* à maintenir une position nationaliste et encourageant *La Nation* à modérer la sienne.

La Nation elle-même admet que Groulx se garde bien d'appuyer complètement leur séparatisme qu'il refuse de réprover, mais avance que sa condition d'ecclésiastique l'empêche de prendre une position aussi politique et partisane, ce qui explique que ses orientations demeurent sur le plan du redressement moral, éducatif³⁵⁸. Groulx leur donne bel et bien un certain appui en réponse à leurs demandes. Il est prêt à animer une causerie en faveur de leur financement³⁵⁹. Marcel Hamel le tient au courant du calendrier d'édition du journal, le consulte sur l'A.f. et pour trouver plus de références au sujet de son œuvre. Groulx appuie leur nationalisme sans entrer dans la politique: lorsqu'il s'agit d'un numéro spécial sur Groulx lui-même, Groulx parle du « service de nos

³⁵⁶ R. Vézina, « L'Historien de la Confédération », *LN*, II, 30, 2 sept. 1937, p.3.

³⁵⁷ A. Marois, « Pour Vivre – Le séparatisme », *L'A.N.*, avr. 1936, p.232.

³⁵⁸ R. Vézina, « L'Historien de la Confédération », *LN*, II, 30, 2 sept. 1937, spécial Groulx p.3.

³⁵⁹ Corr. de Groulx, CRLG, P1/A, 1713 : Lettres de Marcel Hamel à L. Groulx, Québec, 10 janv. 1938 ; 12 (17 ?) janv. 1938 et 3 févr. 1938.

idées communes », sans perdre l'occasion de les aiguillonner vers davantage de modération. « Mettez l'accent sur l'autonomie, écrit-il, et soyez assurés que le temps et l'opinion jouent pour vous »³⁶⁰. On lui demande de servir de conciliateur dans les querelles internes³⁶¹ ou dans les disputes entre *La Nation* et les autres mouvements de Québec et de Montréal qu'on a dit « contestataires », nationalistes, autonomistes ou anti-trusts, qui veulent « une politique canadienne-française ». Sur le plan de la modération politique, Groulx finit par avoir gain de cause : « Selon les désirs de notre maître l'abbé Groulx, nous sommes disposés à tenter encore une fois un loyal et final essai de la Confédération canadienne.³⁶² »

Donc, la divergence de Groulx d'avec l'opinion des jeunes séparatistes de 1936-37 n'est pas une divergence sur l'idéal de l'indépendance, mais une divergence quant à l'action politique à mener. Aux yeux de Groulx, il ne faut pas brûler les étapes. Le Québec indépendant n'est pas encore viable économiquement et il faut d'abord tenter le redressement à l'intérieur du cadre constitutionnel établi. La constitution mérite qu'on tâche d'abord de redresser la situation canadienne-française en usant courageusement des pouvoirs de l'État provincial avant de s'engager dans un changement de cet ordre. Groulx reproche à la classe politique québécoise de n'avoir pas appliqué à Québec une « politique nationale » qui usât des rênes du pouvoir en faveur de la nation. C'est donc une politique concrète que celle de l'État français que préconise Groulx, une politique qui mette à profit les pouvoirs à disposition de la collectivité, celles qui échoient à l'État provincial ; une politique revendiquée par les amis de Gouin d'une part et du Dr Hamel de l'autre. C'est cette position qu'adopte finalement *La Nation* en 1938, se rangeant ainsi de l'avis de son mentor en contradiction avec son idée originelle, affirmant même qu'il n'y avait, dès l'origine, pas de véritable contradiction. *La Nation* a peut-être semble avoir tiré les leçons de son isolement. Lionel Groulx quant à lui, maintenait la mystique nationale en dehors de la politique immédiate,

³⁶⁰ Corr. de L. Groulx, CRLG, P1/A, 1713 : Lettre de L. Groulx à Marcel Hamel, 16 août 1937 en réponse à la lettre de Marcel Hamel, Québec, 12 août 1937.

³⁶¹ Corr. de L. Groulx, CRLG, P1/A, 1713 : Lettre de L. Groulx à Marcel Hamel, Montréal, 28 déc. 1937 et réponse de M. Hamel, 1^{er} janv. 1938.

³⁶² P. Bouchard, « De la doctrine à l'action politique », *LN*, III, 42, 24 nov. 1938, p.1.

de sorte que fédéralistes, autonomistes et séparatistes puissent y trouver leur compte seulement, il serait faux de ne pas reconnaître qu'il entretint l'idéal d'indépendance. Groulx entretint une relation suivie avec le rédacteur Marcel Hamel et, exerçant une influence, paraît avoir contribué à convaincre *La Nation* de certaines évolutions : abandon de l'anticléricalisme et vers une plus grande modération politique. Abordons maintenant les relations de *La Nation* avec les mouvements intellectuels.

6.3.2 Les mouvements intellectuels québécois

Abordons d'abord l'Action nationale proche de Groulx, mais avec laquelle *La Nation* n'entretenait guère de relations dans ses deux premières années. *La Nation* a beau se revendiquer de l'A.f., elle parle très peu de son héritière directe en 1936-1937, ce qui nous interpelle. *L'Action nationale* revendique un État français elle aussi et flatte l'idéal de l'indépendance, lointain, ne prônant aucune solution radicale actuelle, préférant opter pour l'autonomie provinciale avec l'élan de réforme de l'Action libérale nationale³⁶³. Elle définit donc son État français bien différemment de *La Nation* en 1936. Certes, elle brandit l'indépendance en réponse au succès redouté des intentions centralisatrices d'Ottawa, exigeant « ou décentralisation des pouvoirs, ou rupture. Toute autre attitude serait contraire à l'esprit même de la Confédération³⁶⁴ ». La modification unilatérale de l'ordre constitutionnel en faveur de la centralisation libérerait le Québec de ses engagements envers la Confédération, selon *L'Action nationale*. Mais la position défendue, même alors, est encore dans la Confédération d'abord, plutôt que l'indépendance comme programme immédiat. Voilà déjà un élément de réponse. *La Nation* critiquait alors volontiers le nationalisme du *Devoir*. Elle voulait se démarquer des autres nationalistes. Peu de périodiques québécois trouvaient grâce

³⁶³ *L'Action nationale*, janv. 1935 p.31 : « L'Action nationale se félicite des bonnes dispositions de M.Gouin » ; Esdras Minville, « L'Éducation nationale », *L'Action nationale*, janv. 1935 : p.9, « Indépendance : [...] Il nous manque donc, pour résister à la pression de l'entourage, l'inappréciable stimulant de l'indépendance totale, la puissance de redressement et de rebondissement, l'ardeur défensive et offensive que les peuples libres puisent dans la liberté elle-même. »

³⁶⁴ *L'A.N.*, « De deux choses l'une », mars 1935, p.129-130.

à ses yeux, outre *Le Progrès du Golfe*, *L'Action catholique* et ceux les journaux d'Olivar Asselin. Ainsi, s'appropriant une part de l'A.f., *La Nation* éviterait peut-être de se mettre en contradiction avec l'Action nationale. De plus, *L'Action nationale* accueille alors moult personnalistes, nous l'avons vu au chapitre précédent. André Laurendeau y écrit qu'« à côté de *L'Action nationale*, des Jeune-Canada, il y a place pour *La Relève* pour *Les Idées* – et pour une infinité d'œuvres qui manquent encore³⁶⁵ », passant sous silence *La Nation*, préférant citer une revue plus libérale (*Les Idées*). Certes, *La Nation* était peut-être trop récente, sauf que trois mois plus tard, la rédaction de *L'Action nationale* prend ses distances avec les idées de *La Nation* à la faveur de l'unique contribution de P. Bouchard à la revue, très peu politique, un article sur le régionalisme littéraire qui louange l'œuvre de Grignon³⁶⁶. Laurendeau s'est situé à l'époque du lancement de *La Nation* du côté du personnalisme et contre le fascisme, dans une lettre envoyée à *La Nation*. Laurendeau y trace un bilan de la campagne électorale du point de vue de la jeunesse non-conformiste, tout en prenant soin d'explicitement sa désapprobation de la position fasciste de *La Nation*, dont il veut se dissocier³⁶⁷. Laurendeau précise que la critique de Duplessis les rassemblait, mais que le fascisme les séparait. C'est donc une divergence quant aux solutions, malgré un accord sur le constat : la nécessité d'un changement en profondeur devant la Crise.

Nonobstant cette distance avec le chef des JC et directeur de *L'Action nationale* en 1937, y-a-t-il des collaborateurs de *La Nation* qui publient dans *L'Action nationale* ? Malgré un rapprochement dans le Comité central autonomiste, *La Nation* est proche dans son action politique de quelques JC seulement, surtout ceux qui, comme Dostaler O'Leary participent aussi aux JP. Il collabore rarement à *La Nation*³⁶⁸. Il n'est pas, contrairement aux JC que l'on retrouve dans *La Relève* et la Ligue d'Action nationale, un collaborateur de

³⁶⁵ « Explicitions », *L'A.N.*, févr. 1936, p.122.

³⁶⁶ P. Bouchard, « Régionalisme littéraire », *L'A.N.*, mai 1936, p.293-305 et N.D.L.R., p.305.

³⁶⁷ A. Laurendeau, « A propos du cabinet "National" », *LN*, I, 34, 1^{er} oct. 1936, p.3.

³⁶⁸ Dostaler O'Leary, « Le Canadianisme, voilà l'ennemi ! », *LN*, I, 27, 13 août 1936, p.4.

L'Action nationale. Tout au plus y trouve-t-on une brève réclame pour son tract des Jeune-Canada, *L'Inferiority complex*³⁶⁹. Les membres des JP ne contribuent pas à *L'Action nationale*, seulement à *La Nation* et encore, il s'agit de communiqués et non d'articles. Le frère Brouillard est un rare contributeur aux deux, *L'Action nationale* et *La Nation*³⁷⁰. Ce critique catholique, qui dirige la revue des franciscains *Nos cahiers*³⁷¹, fait même consensus pour *L'Action nationale*, *La Nation* et *La Relève*, qui le qualifie de « jeune qui croit à l'avenir »³⁷². Bref, les collaborations croisées sont rarissimes, contrairement aux rapports entre *La Relève* et *L'Action nationale*. Certes, *La Nation* étant brièvement proche du trio de Québec, elle développe une certaine attache avec deux membres de la L.A.N., Philippe Hamel et René Chaloult qui, cousin de Pierre Chaloult, avait été l'agent de liaison entre l'équipe de *Vivre* et Groulx. En tout, cela n'est pas une relation très proche. De fait, malgré plusieurs contacts entre mouvements intellectuels et politiques, les JC et jeunes de l'Action nationale se démarquent des JP et de *La Nation* qui se démarque volontairement du nationalisme réformiste prôné par la L.A.N., proche de l'ALN. C'est donc sans doute parce qu'elle veut s'ériger en héritière de l'A.f. selon une ligne plus extrémiste qu'elle préfère accorder peu d'importance à *L'Action nationale*, évitant ainsi de mettre en lumière de possibles contradictions entre son exégèse groulxiste et celle de la L.A.N., du moins à l'époque où elle récusait le réformisme de l'ALN. Ce qui expliquerait qu'une fois modérée, en 1938-39, elle s'intéresse de plus près à l'Action nationale.

Paul Gouin publie dans *L'Action nationale*³⁷³ tandis que Philippe Ferland, rédacteur en chef de *La Province* de Gouin, publie à de rares occasions dans *La*

³⁶⁹ *L'A.N.*, mars 1935 : « L'Inferiority complex – Dostaler O'Leary », publicité p.165.

³⁷⁰ Carmel Brouillard, o.m.i., « Léon Bloy l'absolu », *LN*, II, 24, 22 juil. 1937, p.4 ; « Chapais l'anglophile et Groulx le nationaliste », II, 30, spécial Lionel Groulx, 2 sept. 1937, p.1 ; « Jeunesse et vie religieuse », *L'Action nationale*, sept. 1936, p.78 sq., « Littérature enfantine », *L'A.N.*, déc. 1936, « Livres libérateurs », *L'A.N.*, janv. 1937, p.51, « Un théâtre nouveau », *L'A.N.*, mars 1937, p.184.

³⁷¹ « Nos cahiers », *LN*, III, 7, 24 mars 1938, p.4.

³⁷² « Carmel Brouillard, critique catholique », *La Relève*, I, 10, juin 1935, p.273.

³⁷³ P. Gouin, « Refrancisation de la Province », *L'Action nationale*, avr. 1933, p.195, « A la hache ! », janv. 1934, « En marge du féminisme [texte d'une conférence] », janv. 1935.

*Nation*³⁷⁴. *La Nation* exprime, sur un ton gaulois, toute son approbation de Roger Duhamel qu'elle lit dans *La Province*, négligeant ses participations à *La Relève* et à *L'Action nationale*, quand il réclame « l'avènement immédiat de l'État français³⁷⁵ ». *La Nation* reçoit quelques publicités d'hommage à Groulx dans son numéro spécial sur l'abbé, dont une de *La Province*. Ferland contribue à ce numéro et est le seul à y mentionner l'Action nationale. *La Nation* fait de la réclame en 1937 pour les causeries du rédacteur en chef de *La Province* à la radio de Québec³⁷⁶. C'est que celui-ci prêche la doctrine de l'abbé Groulx sur l'éducation nationale – par le fait même celle d'une enquête de *L'Action nationale* aussi, que *La Nation* ne mentionne pas. Un an avant que *La Nation* ne se range derrière Gouin, elle semble entretenir de bons rapports avec Ferland – brièvement associé, à Québec, avec les avocats Letarte et Talbot de *La Nation*, comme une annonce dans *La Nation* permet de le croire³⁷⁷. Rappelons qu'il était secrétaire du Comité central autonomiste en 1936. Bien sûr, Bouchard et Ferland se retrouvèrent avec tant d'autres à l'assemblée anticonscription du 4 septembre 1939 déjà mentionnée. Ferland participa à un congrès des JP au marché Saint-Jacques en septembre 1936, où Groulx, Esdras Minville et Arthur Laurendeau devaient discourir, avec, outre *La Nation* et les JP, l'Union nationale ouvrière, les Jeunes nationalistes et des JC. Arthur Laurendeau parla de la « nécessité d'une mystique pour les jeunes » et Minville de corporatisme³⁷⁸. Il apparaîtra bientôt que Minville, alors président de la L.A.N., et *La Nation* ne s'entendent pas sur le corporatisme. Minville rejette le corporatisme fasciste et la dictature, ce qui lui attire l'opprobre de *La Nation*. Minville conçoit le corporatisme comme un axe de réforme sociale, élément de réponse utile aux problèmes économiques du Canada français, en accord avec la doctrine sociale de l'Église : il s'agit de constituer des

³⁷⁴ Ph. Ferland, « Notre pensée : l'Abbé Groulx », *LN*, II, 30, spécial Groulx, 2 sept. 1937, p.5 ; « Les Crédits militaires par Philippe Ferland, résumé de l'auteur », III, 3, 24 févr. 1938, p.3.

³⁷⁵ M. Hamel, « Le Congrès de la bonne-entente et d'une génération qui meurt », *LN*, II, 23, 15 juil. 1937, p.2.

³⁷⁶ P. Bouchard, « Paul Gouin et l'Éducation nationale », *LN*, II, 23, 15 juil. 1937, p.4.

³⁷⁷ Annonce « Pierre Letarte, Paul Talbot, Philippe Ferland, Gérard Larochelle : avocats », *LN*, II, 2, 18 févr. 1937, p.2.

³⁷⁸ « Jeunesse patriote », *LN*, I, 31, 10 sept. 1936, p.3. Autre congrès avec Philippe Ferland au Marché Saint-Jacques, en févr. 1938, publicisé dans *La Nation*, II, 52, 3 févr. 1938, p.4.

associations professionnelles, pas de révolutionner le régime politique³⁷⁹. Minville présente dans *L'Ordre nouveau* le corporatisme fasciste comme une utopie médiéviste inapplicable et plaide pour le corporatisme d'association au Canada français. M. Hamel réagit dans *La Nation*, et, tout en déclarant vouloir dialoguer avec lui, procède à une remontrance. Hamel lui reproche de dissocier un corporatisme canadien français, respectueux d'une constitution démocratique, des modèles italien, autrichien et portugais, et de déclarer « utopique » l'implantation d'un corporatisme politique :

Minville dissimule sa véritable pensée qui est sa peur de la dictature. Il ne semble pas deviner que le corporatisme est un acheminement vers la monarchie où il rencontre la plénitude de son essence liée. [...] Le dictateur ne fait que passer sur la scène. [...] Momentanément sa position est tyrannique, mais il faut qu'il en soit ainsi...³⁸⁰

Voilà une explication qui rapproche le modèle politique de *La Nation* des principes du régime de Franco et qui laisse le fascisme apparaître comme une solution moderne à l'idéal maurassien, atteint par un autre biais. Le fascisme n'est plus une fin en soi, mais une étape pour atteindre la monarchie traditionnelle. Cet extrait manifeste la différence idéologique et politique entre *La Nation* et *L'Action nationale* sur un autre élément qui pourrait les rapprocher, mais en fait les divise, puisque les corporatismes qu'ils défendent sont divergents. Le Président de la L.A.N. préfère éviter le corporatisme politique et fasciste. C'est la position que *L'Action nationale* défend dans ses pages : quand elle fait la promotion du corporatisme, il s'agit du corporatisme social, d'association, qu'elle réfère à Pie XI³⁸¹. De plus, *L'Action nationale* publie alors sous la plume de Groulx et de Laurendeau des textes qui renvoient dos à dos les fléaux du totalitarisme nazi et communiste, *L'Action nationale* s'en prenant explicitement au fascisme, nous l'avons vu (5.2.3). Avec la direction d'André Laurendeau, *L'Action nationale* publie des textes visant très précisément à démonter ce que *La*

³⁷⁹ E. Minville, « Le corporatisme et le national », *L'Action nationale*, oct. 1938, p.131-140.

³⁸⁰ M. Hamel, « Lettre ouverte à Esdras Minville », *LN*, II, 11, 22 avr. 1937, p.3.

³⁸¹ L'A.N., « *Notre enquête* – Comment hâter l'établissement du corporatisme », *L'Action nationale*, déc. 1938, p.312 ; Cf. Wilfrid Lebon, ptre, « Corporatisme social et corporatisme politique », *L'A.N.*, sept. 1938, p.43-55 et Esdras Minville. « Le corporatisme et le national ». *L'A.N.*, oct. 1938, p.131-140.

Nation défendait en 1936-37, la dictature et le fascisme, et en dénonçant le racisme³⁸². Laurendeau affirme que pour lutter contre les totalitarismes communiste, nazi, fasciste et défendre « les droits personnels », il faut procéder à des réformes sociales d'envergure qui répondent aux criants besoins socio-économiques, déclarant l'échec des libéraux et de l'U.N. à ce chapitre³⁸³. « Contre la primauté du sang, nous affirmons la royauté du spirituel », proclame Laurendeau dès son accession à la direction de la revue avec son intention de combattre toute propagande fasciste ou nazie tentant de s'infiltrer au Canada³⁸⁴.

La proximité plus grande avec *La Relève* en termes de liens directs, fondée sur le catholicisme, le personnalisme et le nationalisme modéré des JC, ne semble devenir que plus nette avec André Laurendeau. L'année suivante, *La Nation* sera d'ailleurs de moins en moins ferme sur le fascisme. Elle se rapproche de *L'Action nationale* en allant à Sorel : *L'Action nationale* encourage l'ALN de Gouin et son programme de 1938³⁸⁵, signalant en particulier ses mesures éducationnelles. Nous avons vu que *La Nation* lui proposait une longue liste de modifications pour le radicaliser un peu, mais s'y ralliait quand même. Parfois le personnalisme exprimé dans les pages de *L'Action nationale* révèle encore des traits communs aux non-conformistes que nous avons trouvés dans *La Nation*, comme de vouloir dissocier liberté et démocratie parlementaire³⁸⁶, seulement *L'Action nationale* exclut la solution de corporatisme fasciste proposée par *La Nation* et se montre ouverte à la révolution spirituelle prônée par *La Relève* et *Esprit*, tout comme elle appuie en pratique le programme réformiste de l'ALN qui s'inscrit dans la démocratie. Après Munich, *La Nation* s'est, avant de disparaître, beaucoup rapprochée des positions nationalistes plus modérées, au point où elle converge

³⁸² Cf., outre les articles cités en 5.2.3, Zeuge [un réfugié allemand], « Hitler, 'l'homme qui arrêta le communisme' », présentation de And. Laurendeau qui définit le nazisme comme un communisme de droite, *L'A.N.*, nov. 1936, p.155 ; A. Laurendeau, « Jeune Droite », *L'A.N.* mars 1937, 151-164.

³⁸³ A. Laurendeau, « Croisade antifasciste ? », *L'A.N.*, janv. 1938, p.41-51.

³⁸⁴ A. Laurendeau, « Présentation - Textes documentaires : introduction à la thèse de Rosenberg », *L'Action nationale*, sept. 1937, p.14.

³⁸⁵ R. Duhamel, « *Les jeux de la politique*, chroniques dans la Cité - Le congrès de Sorel », *L'A.N.*, sept. 1938, p.61-63.

³⁸⁶ G. Frégault, « *Les livres - La France veut la liberté* », *L'A.N.*, nov. 1938, p.280-281.

pratiquement avec la neutralité bienveillante pour les Alliés prônée par la L.A.N. Elle reproduit par conséquent le Manifeste *Le Canada et la guerre* de la Ligue d'Action nationale, qui exprime cette position³⁸⁷. La position de l'A.N. implique l'opposition au parti libéral dans l'élection québécoise³⁸⁸. *La Nation* converge avec certains intérêts partagés par *L'Action nationale*, tels le coopératisme³⁸⁹, mais s'en distingue par le créditisme. *L'Action nationale* s'oppose, *La Nation* aussi quoique sur un tout autre ton, à l'immigration en temps de Crise et à l'accroissement de l'immigration juive qu'elle juge inassimilable³⁹⁰. Bien qu'une recension publiée par André Laurendeau durant ces années puisse paraître ambiguë, oscillant entre admiration et préjugés antijudaïques – « un manuel du parfait usurier, mais plus encore un sobre poème à la ténacité, à l'intelligence industrielle et agile »³⁹¹ – la déclaration de principe antiraciste ne l'est pas, et la clarté de cette position antiraciste et antifasciste est confirmée par la série d'articles que nous avons citée (note 363 et 5.2.3). Ainsi la recension d'un livre scientifique sert à rappeler que le racisme n'a aucun fondement scientifique, et en particulier que n'existent ni race germanique ni race juive³⁹². *La Nation* s'en distingue non seulement par son fascisme mais par la xénophobie qu'elle affiche agressivement.

Alors, qu'en est-il du « front commun » de la jeunesse qu'elle proposait aux intellectuels non-conformistes dans *Cahiers Noirs*, devant la dissociation qu'expriment des meneurs d'iceux, tels Laurendeau ? *L'Action nationale*, d'une part, ne s'associe point à *La Nation* dans ses propres pages, même lorsque *La Nation* s'est modérée – c'est à l'inverse, *La Nation* qui reproduit le Manifeste de la L.A.N. distribué dans les journaux. *La Nation* parle, à l'annonce de la création du Comité central autonomiste, de « front uni de la jeunesse » dans l'élection déterminante de 1936 où selon elle « l'autonomisme est lancé » grâce à « la

³⁸⁷ « Manifeste de la Ligue d'Action nationale », *LN*, III, 35, 6 oct. 1938, p.1.

³⁸⁸ L'A.N., « La guerre », *L'Action nationale*, sept. 1939, p.3-10, N.D.L.R., p.10 ;

³⁸⁹ L'A.N., dossier de nov. 1938 sur le coopératisme ; F.-A. Angers, « Solutions créditistes », janv. 1939, p.58-72.

³⁹⁰ « *En deux mots* - L'immigration juive », *L'Action nationale*, déc. 1938, notice p.372.

³⁹¹ A. Laurendeau, « Histoire d'un petit Juif », *L'A.N.*, mars 1939, p.271.

³⁹² F.-A. A[ngers], « *Revue des Questions scientifiques*. Louvain », *L'A.N.*, mars 1939, p.281.

jeunesse nationaliste [qui] passe à l'action directe »³⁹³. Les JC ne seraient certes guère d'accord avec cette monopolisation de l'épithète national, l'ALN non plus. D'autre part, nous avons vu dans les prises de position sur la Guerre d'Espagne, l'opposition entre *La Nation* et les personnalistes de *La Relève*, que Bouchard qualifie d'« avorteurs de l'ordre nouveau ». Hamel s'oppose directement à André Laurendeau et à sa défense de *Sept*, quoiqu'il prétende concilier Maritain et Maurras à sa manière³⁹⁴.

Sur une note plus positive, Hamel reconnaît en *La Relève* un des responsables de la diffusion de Léon Bloy au Québec, surtout grâce à R. Charbonneau, qualifié de « catholique intégral »³⁹⁵. Son œuvre de romancier lui attire également des compliments de *La Nation*³⁹⁶. Perdurent ainsi quelques traces de points communs entre non-conformistes malgré les débats tranchés qui les opposent depuis le lancement de *La Nation*. La révolution se trouve à Moscou ou à Rome, en revanche la prétendue révolution personnaliste n'en est pas une, lance *La Nation*. Elle est d'accord avec leur constat – commun aux non-conformistes – mais raille leur réponse. Il faut agir sur l'économie par le politique : « Politique d'abord », la devise de Maurras, est brandie par *La Nation*³⁹⁷. *La Relève* s'engage dans cette discussion, passant elle-même à l'attaque en déconstruisant les arguments de *La Nation* en faveur du changement de saint patron³⁹⁸ et dénonçant le « politique d'abord ». *La Relève* traite de fiasco le modèle du corporatisme à l'italienne revendiqué par *La Nation*³⁹⁹, comme nous l'avons vu. On est par conséquent en droit de s'étonner de ce ton tout différent que *La Nation* adopte pour aborder leur œuvre littéraire. Il n'en va pourtant pas de même pour ses vis-à-vis de *La Relève* et de *L'Action nationale* dans la critique d'ouvrages de collaborateurs de *La Nation*. Relevons par exemple les publications de la nouvelle collection *Les*

³⁹³ J.-L. Gagnon, « Nos positions », *LN*, I, 27, 13 août 1937, p.1.

³⁹⁴ M. Hamel, « La démocratie et un confident du bon Dieu », *LN*, II, 43, 2 déc. 1937, p.3 et « Réponse à un partisan de *Sept* », II, 40, 11 nov. 1937, p.3.

³⁹⁵ 'Rocnoir', « Revue des revues », *LN*, II, 50, 20 janv. 1938, p.2.

³⁹⁶ Michel Gauvin, « Robert Charbonneau, romancier de vie », *LN*, III, 7, 24 mars 1938, p.2.

³⁹⁷ P. Bouchard, « Crédit social », *La Nation*, I, 39, 5 nov. 1936, p.1.

³⁹⁸ C. Hurtubise, « Saint-Jean-Baptiste et le nationalisme », *La Relève*, IV, 3, 1938, p.69-73.

³⁹⁹ R. Duhamel, « L'ordre corporatif : sous le signe du fiasco », *LR*, I, 8 : Cf. Division 5.1.3.2, p.359.

Cahiers de la Nouvelle-France : Michel Gauvin, collaborateur de *la Nation*, participe à la direction de cette collection. Le cahier consacré à Codreanu, à saveur antisémite, s'attire les foudres tant de *La Relève* que de *L'Action nationale*, nous l'avons signalé⁴⁰⁰.

Ainsi, le front commun de la jeunesse ne tient guère, malgré une ébauche d'engagement politique rassemblant plusieurs mouvements en 1936. *La Nation* prend à partie la révolution spirituelle des personnalistes européens comme québécois, les traitant de « vaseux » lors de la crise d'Espagne et posant son écart politique avec d'autres intellectuels qui avaient davantage appuyé l'ALN. Même sur le plan politique, sa modération et son ralliement à Gouin arrivent trop tard pour favoriser réellement pareille coalition. *La Nation* s'est en revanche démenée pour prendre à partie les autres mouvements intellectuels et politiques extrémistes. *La Nation* se dit, par la plume de Gagnon, d'accord avec la volonté de révolution de *Clarté* mais en désaccord radical avec la réponse, bien sûr, ce qui en fait un ennemi rêvé. Cependant cette inimitié, qui anime une grande quantité d'articles, ne dure guère plus d'un an : lorsque Duplessis passe la loi du cadenas, *La Nation* peut crier victoire sur les communistes. Restent alors les « nazis de foire » d'Arcand, fustigés de 1936 à 1939, dont *La Nation* réclame aussi la censure, en 1939 en particulier, comme nous l'avons vu. D'autres adversaires gauchistes succèdent à *Clarté* : *La Nation* pousse l'attaque sur le front des libéraux plus radicaux. Dès son début, *La Nation* s'en prend au *Canada* d'Edmond Turcotte, comme elle aime vitupérer *Le Jour* de son ancien collègue de *Vivre*, Jean-Charles Harvey⁴⁰¹. Ces deux journaux représentent la gauche du Parti libéral, anticléricale, que *La Nation* aime accuser de collusion avec *Clarté*, insistant sur les liaisons entre Ryerson et Harvey ou sur la proximité de Turcotte, Harvey et Ryerson face à quelques questions de politique étrangère où leur position antifasciste les amène à converger en faveur de l'Espagne républicaine et contre l'Italie davantage que contre l'URSS. Turcotte s'amuse d'ailleurs à réfuter leurs affirmations et à

⁴⁰⁰ M. Gauvin, *Codreanu : l'homme de la forêt*, Cf. Chap. V, division 5.2.1.

⁴⁰¹ « Faudra-t-il cadenasser *Le Jour* ? Le parano J.-C. Harvey », *LN*, II, 41, 18 nov. 1937, p. 1.

ridiculiser leur indépendantisme. Il les traite de jeunesse « hypnotisée par Groulx ». *La Nation* monte en épingle l'existence de sympathisants communistes à Montréal. Aux yeux de *La Nation* le parti libéral serait infiltré, la preuve étant qu'il ne se manifeste pas en faveur de mesures répressives contre les activités communistes. Étrangement, *La Nation* ne polémique point avec *En avant* de T.-D. Bouchard, réservant son bois vert pour les deux autres journaux de la gauche libérale.

6.3.3 Mouvements et journaux d'extrême droite français

Nous allons dresser un bilan de l'idéologie de *La Nation* en regard de ses collègues français, examiner les rapports de *La Nation* avec les intellectuels français, dépassant les liens idéologiques avec *Gringoire* ou d'autres mouvements européens. Nous allons rappeler quels auteurs et quels journaux européens elle promeut ou utilise comme référence et base de réflexion. Nous y avons déjà fait allusion. Tout d'abord, l'influence de *Gringoire*, si nous l'avons établie comme inspiration pour le lancement de *La Nation*, ne devait pas tellement dépasser les premières années en se fiant à l'évolution des positions politiques de *La Nation*. De fait, les références directes et les reproductions de textes de *Gringoire* sont concentrées en 1936 et 1937. Elles ne sont pas si nombreuses à l'échelle 1936-1939. *Gringoire* soulève l'enthousiasme à ses débuts, dans le contexte de la crise éthiopienne, au point de s'inspirer de certains de ses titres anti-britanniques. *La Nation* en retient le principe et fait de son mieux pour se parer de titres aussi retentissants d'une semaine à l'autre. Cependant, l'influence de l'exemple des hebdomadaires d'extrême droite français ne s'estompe pas totalement, au-delà du caractère formel et du ton qui perdurent. Elle fait même place en 1938 à des reproductions d'articles de *JSP*, périodique plus franchement fasciste et radical encore que *Gringoire*. Manifestement, plus qu'avec *Gringoire*, c'est avec *JSP* et *Front latin* que *La Nation* entretient des relations personnelles, *La Nation* et les JP faut-il préciser. O'Leary publie dans les pages de *JSP* tandis que *La Nation* reproduit des analyses de *Front latin* et de *JSP*, demandant même au directeur de

Front latin, mouvement héritier d'une frange maurrassienne de la *Revue de l'Amérique latine*, une analyse du séparatisme québécois. C'est surtout la réflexion du *Front latin* qui occupe durablement la place d'honneur, de 1936 à 1938. *La Nation* se dote à l'exemple de *Gringoire* de pages internationales, et tout particulièrement d'une page sur les Amériques (« Des Glaces polaires à la Terre de Feu »). C'est le cadre idéal pour accueillir des pages du *Front latin* sur l'Amérique latine. Elles se veulent des pages de renseignement. Or l'enthousiasme pour les réformes du Brésil est celui que procure un second *Estado novo* corporatiste sur le modèle Salazar.

La panoplie des écrivains et penseurs européens recensés dans *La Nation* dépasse aisément les cercles du fascisme franco-belge et italien. *La Nation* l'avait d'ailleurs annoncé en présentant sa section littéraire comme indépendante de la section politique. Des écrivains anglo-saxons y sont même régulièrement présentés. Valdombre y présente par exemple Kipling⁴⁰². Les écrivains de la France conservatrice ou catholique s'y retrouvent largement. Il n'y a pas que les auteurs gravitant autour de l'AF. Ceux-ci, à l'instar de Bainville, sont tout de même encensés, dépassés seulement par Groulx. Mais Claudel, Péguy, Bloy, Psichari et même Maritain et Daniel-Rops font partie du lot, non sans exprimer quelques bémols dans ces derniers cas⁴⁰³. Ces auteurs sont les idoles de la jeunesse dite non-conformiste des années 1930, de France comme du Québec, fréquents dans les pages de *La Relève*. Plusieurs écrivains espagnols et latino-américains sont aussi présentés, y compris d'Haïti⁴⁰⁴, ce qui est plus original, par rapport aux classiques des non-conformistes français, surtout en comparaison avec *La Relève* ou *L'Action française* puis *L'Action nationale*. Ces auteurs ibériques ou latino-américains n'ont rien d'automatiquement fasciste. Certains d'entre eux, comme Unamuno, associés à un humanisme conservateur, se feront même de

⁴⁰² Valdombre [Grignon], « Kipling vivra », *La Nation*, I, 1, 15 févr. 1936, p.3.

⁴⁰³ *La Nation*, chronique « *A la recherche du Beau* », I, 5, 14 mars 1936, p.3 : « Il faut devenir une force intellectuelle » où Bloy, Péguy, Psichari, Claudel, Maritain et Daniel-Rops sont célébrés ensemble comme incarnant la fin de la corruption des idées françaises ; Berthelot Brunet. « *Chronique littéraire* », II, 7, 25 mars 1937, p.2.

⁴⁰⁴ *La Nation*, II, 28, 19 août 1937, p.3 : « Le vrai visage d'Haïti : Philippe Cantave, lauréat de l'Académie française, décrit son pays ».

célèbres adversaires du franquisme, très isolés malgré Bernanos et *Esprit* en France où leurs amis des milieux conservateurs acceptent mal cette critique. On retrouve par contre dans la première année où les citations de Mussolini sont populaires en surtitre, bien des références à d'Annunzio, un rival de Mussolini dans les débuts du fascisme.

Donc, *La Nation* démontre un intérêt intellectuel nourri, non seulement pour le fascisme italien, mais plus encore pour les auteurs que la Jeune-Droite admire et les organes de la Jeune-Droite (*Combat*) et des maurrassiens dissidents. Malgré la proximité affichée avec *Gringoire*, *Je suis partout* et *Front latin*, de 1936 à 1938, l'évolution des positions de *La Nation* en politique internationale s'en démarque considérablement. Ainsi, en 1936, *La Nation* était très proche de l'appui affiché tant par *Gringoire* que *JSP* à l'Italie. Depuis le début de la crise éthiopienne, *La Nation* rejoignait ces non-conformistes et nationalistes de droite dans leur radicalisation, évolution qui les rapproche de plus en plus du fascisme italien. De même, l'Espagne les maintenait en convergence. Face à l'imminence de la guerre cependant, en particulier à partir de Munich, *La Nation* connaît une évolution en sens opposé. *Gringoire* et *JSP*, comme la Jeune-Droite, découvrent soudain un pacifisme nationaliste partagé même par l'AF. L'ennemi intérieur, le Front populaire, fait passer la crainte de l'URSS et du communisme devant le péril allemand qu'on espère maintenant éviter par la conciliation après avoir prêché la ligne dure, justement pour éviter tout risque de guerre. *La Nation* diverge désormais de leurs positions, en prenant parti contre Munich.

De même, *Gringoire* comme *JSP*, chacun à sa manière, poursuit alors sur la voie de la radicalisation, toujours plus loin à l'extrême droite. *JSP* rompant même avec le nationalisme pour faire primer le totalitarisme de droite en Europe. *La Nation* connaît alors l'évolution politique inverse : elle s'éloigne du fascisme et se rapproche de politiques de droite plus modérées, plus compatibles avec le régime constitutionnel en place, ce que symbolise bien le créditisme. *La Nation* s'écarte complètement de la politique fasciste, pour faire la promotion d'une action par les élections et sans violence. Son mode d'action politique ne fut donc pas fasciste,

malgré l'idéal affiché en 1936. Elle rejette le parlementarisme, dans maints discours, pour réclamer du même chef, en pratique, des réformes pour empêcher sa perversion⁴⁰⁵. On peut y accorder une certaine foi à cause de sa pratique, avec certaines limites, mais elle semble bien, alors, se plier de plus en plus à l'orientation groulxiste et des autres nationalistes, qui l'aiguillonnent vers la modération. On se rappellera que Groulx avait découragé les JC de commettre tout éclat violent et, au lieu, d'agir en publiant un manifeste.

Devant la guerre et l'alliance de Rome et Berlin, *La Nation* choisit de rester fidèle au nationalisme, dans l'optique jadis défendue par Maurras et Barrès, davantage qu'au fascisme. Les causes peuvent être nombreuses, et on peut certes douter d'une réelle remise en question de l'enthousiasme pour le modèle du corporatisme mussolinien. Le Portugal, par exemple, doit toujours susciter leur admiration, et sans doute longtemps après 1939, peut-on penser. Seulement nous avons vu que l'enthousiasme pour la puissance de la nouvelle Italie devait aussi quelque chose au rôle que *La Nation* espérait la voir jouer en politique internationale. Son aversion, à la fois contre la guerre et le pangermanisme, demeure assez forte pour la détourner graduellement de l'enthousiasme pour la politique étrangère italienne. Les autres facteurs de modération, outre les paroles de Groulx qu'ils adulent, sont sans doute le faible écho que rencontre l'extrémisme politiquement. Toujours est-il que la position affichée par *La Nation* face à la montée en puissance de l'Allemagne nazie devient à partir de Munich divergente de celles de *Gringoire* et de *JSP*, et que cela concorde avec une évolution générale de *La Nation* vers une acceptation, *volens nolens*, d'une politique et d'une idéologie plus modérées.

CONCLUSION

⁴⁰⁵ *La Nation*, II, 5, 11 mars 1937, p.2 : « Cette plaie du patronage – Réformes urgentes » et « Manifeste des jeunes gens de Montmorency ».

Au terme de cette enquête comparative, nous avons mieux identifié la personnalité idéologique de *La Nation*. Ses relations avec des mouvements intellectuels français et québécois nous ont permis de mieux caractériser ce mouvement intellectuel, dont ne ressort plus uniquement la position fasciste, originalité de ses débuts, mais bien l'évolution en sens contraire de la plupart des mouvements d'extrême droite qu'elle fréquente. De ces relations françaises, nous pouvons dégager une inspiration limitée, formelle, celle de la formule de *Gringoire*. L'équipe de *La Nation* voulut lancer un hebdomadaire politique, littéraire et satirique en adaptant ce modèle à succès, qui lui plaisait, qui l'inspirait. Inspiration formelle assortie d'une forte influence du « politique d'abord », héritage maurrassien qui définit par conséquent sa politique, contrairement à l'A.f. par exemple, mais que *La Nation* veut assumer avec la même liberté que les jeunes rénovateurs du maurrassisme dits Jeune-Droite. *JSP* et *Front latin* paraissent être une influence fascisante déterminante pour *La Nation*. Ces influences tiennent de la plus large mouvance « à l'école de l'AF⁴⁰⁶ » et dont *Gringoire* offrit un temps la synthèse et le canal favori de *La Nation*, qui préfère s'inspirer de cette formule plus populaire et plus éclectique que *JSP* en février 1936.

L'adhésion aux idées diffusées par *Gringoire* s'exprimait pourtant avec enthousiasme en 1936, quand l'aversion pour l'impérialisme britannique des nationalistes de *La Nation* concorde avec la crise éthiopienne. Elle reprend alors directement les formules anglophobes de *Gringoire*. Le fascisme, tel que défendu par *Gringoire*, *Front latin* et *JSP*, voire *Combat*, semble, pour couronner le tout, apporter le type de solution économique anti-libérale, non socialiste qu'espère *La Nation*. La propagation des formules autoritaires et corporatistes dans les pays catholiques et plusieurs pays latins lui semble indiquer une voie de redressement de civilisation. Toutefois dès ce moment les États-Unis surgissent discrètement dans ses pages comme une puissance à suivre, le créditisme des Prairies comme une voie de réforme économique probante et la violence est bientôt écartée de sa

⁴⁰⁶ F. Huguenin, *À l'école de l'Action française*. P., Lattès, 1998.

politique. *La Nation* appuie alors l'Alberta. Le fascisme, en se rapprochant d'un nazisme rejeté avec constance, n'est plus autant une référence en termes de diplomatie internationale. Il peut paraître curieux que ce rejet ferme de Berlin, qui entraîne une prise de distance avec la politique de Rome, n'affecte pas l'antisémitisme de *La Nation*. En ce sens, elle reste jusqu'au bout fidèle à des affinités maurrassiennes, nationalisme autoritaire, germanophobie et antijudaïsme. Entre-temps, sa modération paraît arriver trop tard pour rencontrer un succès politique. Après s'être positionnée en défenderesse de Ph. Hamel contre le gouvernement Duplessis, la sempiternelle division de chefs qui mina le Parti national ne lui permet pas de survivre. Le développement créditiste vint trop tard pour lui assurer un regain, et elle sombra comme *La Province*.

Tel Maurras, *La Nation* affiche un catholicisme plus politique que croyant, comme *La Relève* le démontre sans difficulté, exception faite de Marcel Hamel, confirme Groulx. Son imprégnation maurrassienne est forte et est clairement exprimée. *La Nation* s'enthousiasme pour les dissidents de l'AF. *La Nation* incarne donc une franche imprégnation fasciste, fondée sur une base autoritaire maurrassienne. Imprégnation qui épargna *L'Action nationale* grâce, notamment, au rejet du « politique d'abord », et bien sûr *La Relève*. Ceci malgré des points communs entre non-conformismes, l'autonomie ou le corporatisme que défend *L'Action nationale*, qui s'avère bien différent. Avec André Laurendeau à la barre, *L'Action nationale* entreprit même de combattre activement la propagande fasciste et raciste. Du côté des influences québécoises, *La Nation* se présente comme un paradoxe. Elle se réclame des nationalismes qui l'ont précédée, mais avec son radicalisme à la fois fasciste et séparatiste, s'empresse de s'en dissocier politiquement. Cela donne, dans le cas de l'A.f. et de Groulx, l'incongruité de voir *La Nation* se revendiquer de l'école de l'A.f. et de ses productions, mais se tenir à l'écart de l'A.N., qui risquerait de la mettre en contradiction. L'influence est pourtant bien réelle et même, le canal que Groulx maintient avec Hamel semble contribuer à encourager l'évolution graduelle de *La Nation* vers davantage de modération plutôt qu'une radicalisation accrue. Groulx modère son radicalisme en

encourageant, au début de *La Nation*, une prise de position moins hostile au catholicisme, que Hamel décrit à l'abbé Groulx comme découlant des lectures des œuvres du maître. L'influence de Groulx n'est pas isolée, c'est aussi l'influence des nationalistes indépendants qui amène *La Nation* à se modérer, quand elle veut s'allier à eux, spécialement autour de la fondation d'un grand Parti national. Il faut aussi, et sans doute d'abord, prendre en compte la directive que *La Nation* se donne, soit de faire primer le nationalisme canadien-français sur le fascisme.

La Nation est un mouvement assez curieux, bigarré. Sur le plan de comparaison avec les deux autres mouvements non-conformistes de jeunes intellectuels à *La Relève* et à *L'Action nationale*, elle se distingue d'abord très clairement parce que moins chrétienne, moins conservatrice et plus irrévérencieuse, parce que fasciste. Or elle n'agit pas en politique de façon conforme aux fascistes : sans légion ni milice, en faveur uniquement de candidatures électorales. Elle ne s'affaire qu'à créer des coalitions électorales d'un réformisme économique conservateur ou d'un nationalisme autonomiste, où elle quitte la marge extrémiste mais demeure marginale. Nous avons mentionné l'importance de la pratique pour caractériser le fascisme. Souvent, nous avons davantage rapproché la stratégie préconisée par *La Nation* de celle de Franco, d'un maurrassisme mis au goût du jour de l'extrême droite : le dictateur. Pascal Ory distingue Franco, Pétain, Codreanu, [Salazar] du fascisme et souligne le naturisme anti-chrétien des fascismes⁴⁰⁷. Autre élément que *La Nation* finit par rejeter, dès son lancement, par rapport aux hésitations de *Vivre*, par exemple. Si le fascisme de *La Nation* est déclaré en 1936, il en va de même de son séparatisme. Or, un peu comme pour le fascisme, force est de constater qu'en pratique, *La Nation* ne s'engage jamais dans la politique en faveur du séparatisme : de l'autonomisme, oui, avant de flirter avec une alliance nationaliste-créditiste. Même en 1936 donc, la candidature (inachevée) de Paul Bouchard défend un programme autonomiste et non pas séparatiste devant l'électorat.

⁴⁰⁷ Pascal Ory, *Du fascisme*, P., Perrin, 2003, p.288. Cf. R. Soucy et R. Paxton sur le fascisme en pratique, Bibliographie.

À l'aune de notre taxinomie, est-ce que *Gringoire* et *La Nation* sont des mouvements intellectuels semblables ? Ils sont tous deux centrés sur un hebdomadaire d'intellectuels, un hebdomadaire de combat, outil qui serre l'actualité de près et espère par conséquent donner à un collectif d'intellectuels une influence à court terme sur l'opinion. Sur ce point, ils sont très comparables, étant donné la proximité de formule d'hebdomadaire retenue. Cependant, *La Nation* se distingue de *Gringoire* en cherchant constamment à élargir son mouvement à des structures militantes. Cet élargissement vers l'activisme n'exprime jamais l'ambition de devenir un mouvement de type « ligue d'intellectuels », la stratégie n'en est pas une d'hégémonie idéologique à long terme. Il s'agit plutôt d'impulser un programme fasciste dans l'arène politique. Bien qu'elle ne parvienne pas à en faire grand-chose, *La Nation* tente ainsi d'utiliser le mouvement intellectuel pour bâtir un parti. Son engagement tend à mettre en pratique le « politique d'abord ». *La Nation* se compare ainsi, dans la tentation de la politique, davantage à *Je suis partout*⁴⁰⁸, même si elle en diverge par ses choix, spécialement en 1938, et développe dans l'ensemble un modèle singulier. En termes de transferts culturels, l'inspiration qu'elle puise à *Gringoire* est donc avant tout sur le plan formel, pour son périodique-phare, qui définit sa personnalité dans le paysage intellectuel. Quant à la comparaison avec *JSP*, elle indique une forte influence idéologique et, qui plus est, une posture très comparable de maurrassisme profond mais libre et moderne, qui amène cependant *La Nation* à adopter peu à peu des choix très différents de *JSP* : elle revient sur son choix totalitaire, que *JSP* accentue au contraire. Le « politique d'abord » et le maurrassisme non-conformiste sont néanmoins des transferts culturels idéologiques déterminants, dont *La Nation* use aussi librement que les différents mouvements de la Jeune-Droite française. *La Nation* va jusqu'à expliciter qu'elle conçoit les dictatures, de Salazar à Mussolini, comme des étapes menant à la restauration du régime souhaité par Maurras.

⁴⁰⁸ Nous songeons aux appuis de *JSP* au PPF, à la Milice, etc. durant l'Occupation. Cf. Dictionnaire des intellectuels, « Je suis partout ».

Nous voyons mieux ainsi toute la distance qui la sépare de l'A.f. et de l'A.N., qui, en refusant le *politique d'abord*, ne se concentrent pas, en définitive, sur pareil changement de modèle politique ni ne s'inscrivent ainsi dans le sillage idéologique de Maurras. Ajoutons que *L'Action nationale*, Laurendeau, les Jeune-Canada, se distancient en 1935 de plus en plus de toute curiosité pour le régime de Salazar et se positionnent plus clairement contre l'extrême droite en général, nazisme, fascisme, dictature et antisémitisme compris. En 1936-1938, *La Nation* est donc en porte à faux avec *L'Action nationale* et, bien sûr, avec *La Relève*. Par contre, au-delà de son choix fasciste, *La Nation* entendait se donner une ligne entièrement indépendante, fonction de sa compréhension du nationalisme « canadien ». Son évolution générale vers la modération la distingue singulièrement, dans l'ensemble, des parcours de ses parangons *Gringoire* et *Je suis partout*.

Comment expliquer cette originalité de *La Nation* dans le paysage de l'extrême droite et par rapport à la trajectoire de la Jeune-Droite qu'elle suit de près, avec laquelle elle établit des relations fournies et significatives ? Sans doute parce qu'elle place son nationalisme « canadien » au-dessus du fascisme qui, dans la hiérarchie des valeurs établie par l'idéologie de *La Nation*, apparaît en position secondaire. Le fascisme est intéressant comme solution politique pour la nation, mais cette position secondaire fait qu'en dépit de toute l'admiration que *La Nation* exprime pour Mussolini, d'autres solutions peuvent également être envisagées. La Jeune-Droite, du moins ses pans fascisants, place peut-être la révolution autoritaire devant le nationalisme. Force est de le penser quand nous retraçons la trajectoire « euro-fasciste » de certains mouvements et intellectuels de cette affinité. L'échec politique de l'extrémisme autant que l'exemple de Groulx qu'elle admire ont certes joué un rôle favorable à cette évolution, voire diverses influences américaines. Ajoutons encore son opposition au pangermanisme et son antibellicisme, combinés à une opposition au nazisme, qui fond de l'existence de l'Axe une source de malaise pour son fascisme et son appui à la diplomatie italienne, au point de remettre ce dernier en question. On est en droit de

s'interroger sur la profondeur de son fascisme originel, étant donné la faiblesse de l'action politique de mode fasciste. Elle cherche au contraire à convaincre par une campagne électorale classique. On ne doute pourtant pas de son admiration pour Mussolini et l'Italie fasciste, ni de sa conviction de l'intérêt de la solution corporatiste fasciste à la crise. En s'intéressant au Crédit social, *La Nation* confirme que, avide de solutions de rechange au libéralisme classique et au socialisme, elle est prête à envisager d'autres modèles que le fascisme. *La Nation* semble dépourvue de l'intention sérieuse de mener un activisme de type fasciste, para-militaire, dans l'arène politique québécoise. Celui-ci aurait-il existé en intention, sans se révéler faute d'adhérents ? Les adhérents aux JP existèrent bien. Le résultat semble être, en conséquence, un fascisme de parole. Adhésion néanmoins suffisante pour empêcher *La Nation* de participer à de réels fronts communs de la jeunesse intellectuelle non-conformiste et qui l'éloigna des jeunes proches des JC, de *La Relève* et de *L'Action nationale*. Malgré l'action politique en deçà des paroles, son adhésion de principe à l'autoritarisme et à la dictature est explicite.

Par rapport à l'historiographie, notre dépouillement nous permet de confirmer et de détailler l'évolution résumée par Robert Comeau sur la question nationale, en ajoutant de nouvelles connaissances. Car Comeau, concentré sur la description du fascisme et du séparatisme, avait par conséquent délaissé tant le « Parti National » qui regroupe en fait des élus dissidents du Parlement de Québec que le poids du créditisme sur la fin, puisqu'il n'étudiait pas la dernière année de *La Nation*. Cette évolution peut tout de même surprendre, de « séparatiste » et fasciste à un fédéralisme créditiste. La politique active de *La Nation* contredit directement la thèse de Bélanger sur l'apolitisme de 1934-36, poussée jusque 1937 dans son analyse de *La Nation*, puisqu'en fait *La Nation* joue de plain-pied dans l'arène de la politique dès 1936. Par rapport aux études de M. Larose, J. Fabre et C. Désy, nous apportons un éclairage inédit sur *La Nation*, en faisant ressortir sa dimension non-conformiste, les limites de son fascisme et, par la comparaison, à la fois l'inspiration française formelle assortie d'influences

idéologiques et la singularité de son parcours pour un mouvement intellectuel d'extrême droite des années 1930. Contrairement aux maurrassiens non-conformistes dont elle s'abreuve, *La Nation* élit en définitive de ne pas poursuivre sur la voie de l'extrême droite « au-delà du nationalisme », qui les emporte pour la plupart. Elle aurait pu faire un autre choix, et camper sur son extrémisme comme les mouvements politiques d'Adrien Arcand qui vont « au-delà du nationalisme » et acceptent l'impérialisme totalitaire. Or elle choisit, peu à peu, à partir de 1937, une autre voie. Bref, analyser sa proximité avec *Gringoire*, *JSP* et les maurrassiens dissidents nous permet d'identifier non seulement les transferts culturels significatifs mais de mieux faire ressortir l'originalité de *La Nation*.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Qu'avons-nous appris, au terme de cette enquête ? En étudiant trois mouvements intellectuels québécois nous avons, grâce à l'analyse comparative, approfondi la connaissance de ces trois mouvements, identifié des transferts culturels, en particulier dans le domaine des pratiques socioculturelles. Nous avons mis en relief la singularité du comportement intellectuel typique du XXe siècle, lié au développement d'une profusion de mouvements, dont nous avons éprouvé une ébauche de taxinomie. Taxinomie qui permet de mieux saisir et mieux décrire cette évolution socioculturelle qui caractérise les pratiques des clercs du XXe siècle. Sur ce plan des comportements des intellectuels, nous avons apporté un nouvel éclairage et de nouveaux acquis à l'historiographie. Nous avons fait ressortir trois types de mouvement intellectuel du XXe siècle et la circulation internationale des modèles d'organisation dans ces trois cas : la ligue intellectuelle (dont l'ambition est un renversement des mentalités), la revue intellectuelle (exploratrice) et l'hebdomadaire de combat (lié de près à l'actualité). Car les nouveaux lieux de militantisme spécifiques aux intellectuels qui naissent alors, s'influencent les uns les autres et l'inspirent d'un mouvement à l'autre.

De telle sorte que nous avons fait davantage ressortir la singularité tant de l'A.f. que de la L.A.F. parmi leurs pairs, en tant que « ligues d'intellectuels », organisations innovatrices, taillées sur mesure pour une ambition d'hégémonie idéologique que M. Winock qualifie de « type gramscien », celle d'un nationalisme organisateur dans leurs cas. L'AF servit de modèle stratégique de nationalisme organisateur, de structure ordonnée et sophistiquée, davantage que de modèle quant au contenu idéologique du nationalisme que l'A.f. voulait élaborer, outre une curiosité intellectuelle réelle pour les productions de l'AF. Ce faisant, nous avons considérablement démêlé l'écheveau de la relation entre les

deux Actions françaises, que S. Mann qualifia de « mystère », analyse qui butait jusqu'ici sur les contradictions entre proximités et spécificités idéologiques qui encombrement le débat historiographique sur la question. Il y eut bien une inspiration en profondeur, studieuse, pensons-nous avoir démontré, mais d'abord d'ordre stratégique et organisationnel, c'est-à-dire sur le plan du modèle de mouvement intellectuel. Ce mystère, c'était notre première intention de l'éclaircir. Nous comprenons mieux maintenant l'intérêt de l'exemple de l'AF pour l'A.f., malgré divers décalages idéologiques, au-delà donc d'un mélange de convergences et de divergences.

Par la mise en relief des structures, du rôle des transferts culturels dans leur élaboration, notre analyse fournit une grille utile à l'étude des pratiques des intellectuels du siècle à travers les différents types de mouvements. Les deux autres mouvements étudiés dans cette enquête présentent, dans notre taxinomie, des cas-types plus fréquents, eux aussi caractéristiques de l'époque. Au tournant du siècle, naissaient les mouvements d'intellectuels centrés sur un hebdomadaire de combat et les mouvements centrés sur une revue intellectuelle, revue qui est à la fois l'étendard du collectif et cahier d'exploration de l'idéologie d'avant-garde que le groupe d'intellectuels entend développer. Puisque *La Nation* fréquente un modèle d'hebdomadaire d'extrême droite et *La Relève* une revue personnaliste catholique, cela pourrait laisser croire que, dans ces deux cas, l'inspiration principale, le transfert culturel majeur aurait été avant tout idéologique. Surtout que ni la revue ni l'hebdomadaire d'intellectuels ne sont aussi nouveaux dans les années 1930, y compris au Québec, qu'ils ne l'étaient au début du siècle.

Or tel ne fut pas nécessairement le cas. L'un ne se sépare pas toujours de l'autre. L'inspiration formelle, sur le plan de la facture de chacun des périodiques-phares de ces mouvements, exista bel et bien. Elle est particulièrement explicite dans le cas de *La Nation*, adaptant la formule de *Gringoire*. Certes, dans ces deux cas, l'inspiration idéologique est plus nette que dans le cas de l'A.f., sans rien ôter de l'originalité foncière de chacun des mouvements. Pour *La Relève* comme pour *La Nation*, il y a moins de décalages idéologiques relativement à leurs parangons

qu'entre l'A.f. et l'AF. *La Nation* s'inspire plus nettement du maurrassisme et *La Relève* de la pensée de Maritain. Malgré cette inspiration idéologique revendiquée, chacun se sert de cet outil idéologique pour élaborer sa propre ligne de position.

Certes, Lionel Groulx émerge de cette enquête confirmé, en tant que figure déterminante et comme un, sinon l'intellectuel dominant des années 1920 et 1930, par rapport auquel les autres intellectuels se situent. Nous avons précisé ce concept du « prince des lettres » devenu l'intellectuel dominant au XXe siècle : il constitue presque un passage obligé, y compris pour s'opposer à ses vues, comme le fait par exemple un Jean-Charles Harvey. C'est ainsi que Jean-Louis Gagnon, rédacteur en chef de l'organe libéral *La Presse*, le présentera dans les années 1950 comme figure intellectuelle hégémonique de l'entre-deux-guerres. L'abbé Groulx est effectivement un passage obligé pour les divers intellectuels non-conformistes qui ne resteront pas nécessairement en bons termes avec lui. Nous pensons avoir amélioré la compréhension de l'apparente ambivalence de Lionel Groulx entre indépendantisme et fédéralisme : il n'y avait pas vraiment de contradiction à ses yeux, quand son programme plus immédiat était autonomiste. L'indépendance demeurait un idéal à aviver, tout en se consacrant à une action plus ciblée sur l'État provincial et l'autonomie qui permettrait plus tard l'indépendance, ou au moins la souveraineté. Cependant notre connaissance idéologique dépasse une meilleure compréhension de son indépendantisme passif, mettant l'accent sur une première étape, provinciale, de l'État français, de même que sur une première étape du nationalisme sur le plan des mentalités d'abord que du strict politique. Relevons par ailleurs que le politique est investi dans sa pensée et non pas évité.

L'autonomisme semble un point commun aux trois mouvements, que chacun rattachera à un régime différent. Autre élément commun aux mouvements d'Action nationale, *La Relève* et *La Nation*, se dégage l'importance du rayonnement du non-conformisme français, lui-même fragmenté, auprès de mouvements québécois bien distincts et divergeant les uns des autres sur le plan idéologique. Nous avons ainsi révélé une dimension nouvelle de l'importance de

la Condamnation de l'AF au Québec, un impact indirect. Non seulement le groupe catholique de la *Revue universelle*, symbolisé par le couple Massis-Maritain, est-il plus proche des groulxistes de l'A.f. que le système maurassien lui-même, avons-nous révélé, mais en tant que future matrice des non-conformismes de droite et de gauche, il paraît avoir eu un rayonnement déterminant, à travers certaines nouvelles idéologies mises en circulation au Québec durant les années 1930, dont *La Relève* et *Gringoire* sont les meilleurs exemples : personnalisme et Jeune-Droite. En l'occurrence, il reviendra bien sûr au personnalisme d'exercer une influence à plus long terme, à la hauteur de l'importance du catholicisme dans la formation des lettrés du milieu du siècle.

Notre enquête débouche aussi sur une meilleure connaissance des idéologies en jeu grâce à l'étude en situation des trois mouvements. Étude en situation, fondée sur la comparaison de leurs prises de position respectives sur quelques grandes questions, en même temps que la comparaison avec leur parangon français. Ainsi, la thématique de l'État français lancée par Groulx se retrouve-t-elle défendue à l'appui d'une idéologie différente dans chacun des trois cas, mais en définitive chacun est favorable à une affirmation de l'autonomie de l'État provincial québécois et à une affirmation nationale canadienne-française, y compris dans le schéma de solidarité internationale de *La Relève*. *La Nation* adopte d'abord une position originale sur ce point en proposant un État séparé et corporatiste, mais se rallie graduellement à une position plus réformatrice. C'est avec les crises internationales que se dégagent le mieux les personnalités politiques, en particulier de *La Relève* et *La Nation*, *La Relève* révélant sa proximité privilégiée avec *Sept* à la crise d'Espagne comme *La Nation* révélant son choix du nationalisme antibelliciste devant le totalitarisme de droite à la crise de Munich.

Cette cartographie des engagements des trois mouvements sur le plan des crises internationales confirme le centrisme comparatif de l'Action nationale, par rapport à *La Nation* et *La Relève*. Par exemple, sa position nuancée devant la condamnation de *Sept*, événement qui désole *La Relève* et réjouit *La Nation*,

donne une authenticité à son ouverture au personnalisme, qui demeure après tout en continuité avec un intérêt ancien pour la pensée de Maritain. Cet intérêt remonte à l'A.f. groulxiste : on se souviendra de l'adhésion de l'A.f. à la position de Maritain en 1927, la « primauté du spirituel », qu'elle agrée comme jamais le « politique d'abord ». Certes, cette position centriste par rapport à une « gauche » et une « droite » paraît simplement confirmer notre hypothèse de départ, qui devait nous aider à identifier la position idéologique relative de l'Action nationale. Cette hypothèse voulait que *La Relève* et *La Nation*, *a priori* associés respectivement à une gauche catholique personnaliste et à une droite fascisante, soient des mouvements révélateurs pour situer *L'Action nationale*. Cependant, ce centrisme affirmé, revendiqué même par le jeune directeur André Laurendeau, ne résume pas tout. Des débats et échanges entre *La Relève*, *La Nation* et *L'Action nationale*, il ressort que *L'Action nationale* et *La Relève* ont davantage de points communs. Elles rejettent le « politique d'abord » et s'opposent au fascisme, reconnaissant une primauté du spirituel qui doit baliser leurs nationalismes respectifs. Leurs liens interpersonnels sont forts, notamment à travers l'organisation des Jeune-Canada. Un acquis de notre enquête est donc d'avoir dévoilé la plus grande proximité entre *La Relève* et *L'Action nationale*, à la fois sur le plan interpersonnel et celui des échanges idéologiques. Il faut véritablement prendre en compte les différents nationalismes en cause.

D'ailleurs, la comparaison entre la L.A.F. et l'A.f. a également mis en relief la modération comparative de l'A.f. La violence et le catholicisme, notamment, et même un certain constitutionnalisme en regard de l'autoritarisme, sont des éléments idéologiques importants qui les séparent. L'A.f. (et l'Action nationale à sa suite) se révèle donc conforme à une certaine tradition de modération des idéologies québécoises (que nous disons habituelle et non pas absolue). Maurras et Groulx ne sont pas faits de la même étoffe – tout comme Maurras et Maritain demeurent irréductibles l'un à l'autre, d'ailleurs, nonobstant la puissance de rayonnement de Maurras avant 1926. Nous avons dégagé, à travers le dépouillement de *L'Action française*, cette période du début des années 1920 où

culmine le prestige de l'AF au sein l'A.f., en partie dans la foulée de ce compagnonnage catholique que représenta Maritain.

Les trois mouvements étudiés se disent nationalistes, jusqu'à un certain point catholiques quand *La Nation* s'éloigne du laïcisme, tous trois sont gourmands de productions intellectuelles françaises, tous trois s'intéressent aux lettres et au politique, ils sont tous trois critiques de l'état de la société libérale, mais chacun bien différemment ! Par exemple, la combinaison et l'ordonnancement du nationalisme et du catholicisme ne sont pas les mêmes, en plus des teintes différentes de nationalisme et de catholicisme de chacun. Dans les trois cas, nous avons mis en lumière l'incidence d'un modèle de mouvement intellectuel, transfert culturel français, qui s'avère à chaque fois une référence explicite dont le mouvement québécois démontre une bonne connaissance dans les pages de son périodique-phare. Les transferts culturels saillants sont d'ordre formel, structurel ou idéologique, ou encore relèvent d'une combinaison de ces ordres, selon les cas. Dans le cas de l'A.f., il nous semble que c'est à la fois l'inspiration de la structure qui est la plus forte, et, corollaire logique, l'inspiration structurelle la plus élaborée des trois, qui cohabite avec l'autonomie idéologique la plus affirmée, nonobstant quelques emprunts. Dans le cas de *La Relève*, il apparaît que l'inspiration idéologique - même si c'est en restant plus maritainienne qu'*Esprit* - était la plus forte des trois et l'inspiration structurelle, plus légère, outre une influence formelle. Enfin, *La Nation* déploie, à l'inverse de *La Relève*, un mouvement plus vaste que son parangon. Et, malgré une inspiration formelle déterminante pour le caractère d'hebdomadaire choisi, et une forte et féconde proximité idéologique avec la droite révolutionnaire des maurassiens dissidents, la comparaison fait au final ressortir la singularité du parcours de *La Nation* face aux avatars de la Jeune-Droite.

Sur le plan des relations interpersonnelles, nous avons mis en relief un temps fort des rapports entre les deux Actions françaises vers 1922-1924 dont le pivot était les groupes de catholiques compagnons de l'AF. Pour *La Relève*, outre la relation officielle avec *Esprit*, il appert que leur relation directe est plus poussée

avec Maritain que Mounier. De même, *La Nation* déclare préférer *Gringoire*, mais c'est avec *Je suis partout* et *Front latin*, plus encore qu'avec *Gringoire*, qu'elle établit le plus d'échanges, d'articles notamment. Chacun des trois mouvements affirme son autonomie, et ces appropriations et de ces transferts culturels y contribuent, l'aidant à bâtir sa propre « œuvre », pour se dégager un espace d'action intellectuelle et d'influence spécifique.

Récapitulons les éléments nouveaux mis en lumière par notre étude, outre la taxinomie des mouvements intellectuels. Tout en dévoilant la portée du modèle de mouvement intellectuel, et l'importance particulière du Parti de l'intelligence dans les échanges intellectuels entre maurrassiens et groulxistes, nous avons précisé les différences idéologiques entre les deux Actions françaises. Nous avons mis en relief les écarts importants entre les deux nationalismes traditionalistes, l'un conservateur et modéré, l'autre révolutionnaire, violent, voire haineux. Ce faisant, nous avons résolu l'énigme de leurs rapports. Le « programme d'action nationale », fondé sur une doctrine de « nationalisme intégral » et rempli par une « ligue d'action française », est un élément capital pour comprendre un des mouvements intellectuels québécois les plus importants du premier XXe siècle, l'Action française. Nous complétons ainsi, en révélant l'adaptation d'un modèle d'action intellectuelle nationale, le travail de Pascale Ryan, qui avait dégagé l'apport du modèle d'action catholique dans la création d'un « nouveau lieu de militantisme » en la Ligue d'Action française puis d'Action nationale.

Nous avons, de surcroît, fait des découvertes sur le plan de l'idéologie élaborée et défendue par l'Action française. L'État français, idéal d'un État national voué à devenir un jour indépendant, ne se limite pas du tout aux audaces de l'enquête de 1922. C'est en effet une constante du discours publié dans *L'Action française* groulxiste. Nous avons corrélativement révélé les statuts des cercles d'Action française et leur indépendantisme. Un autre chercheur pourrait vérifier s'il y a un lien quelconque entre ces statuts et ceux de l'Ordre secret de Jacques-Cartier, ou s'il existe simplement une ressemblance. De plus, nous avons confirmé que le nationalisme de l'A.f. ne se place pas sur un plan culturel plutôt

que politique, mais aussi sur le plan du politique. L'État québécois est au centre de ses préoccupations. En défendant cet État français, l'Action française de Groulx a défendu l'idée d'un État (modérément) interventionniste. L'intérêt que porte l'Action nationale au programme de l'Action libérale nationale s'inscrit donc dans une certaine continuité.

Esquissons ici une hypothèse de recherche à propos de l'influence de l'Action française dans le siècle. Les élites des générations suivantes à qui *L'Action française* a espéré insuffler une hauteur de vues nationale ont peut-être hérité quelque chose de cette vision nationale de l'État québécois, tout en délaissant le volet catholique et le traditionalisme de l'Action française. Comme l'Action française elle-même, ces nouvelles générations firent leur propre tri dans l'héritage intellectuel québécois. Une autre étude pourrait examiner la question du rapport entre la vision de l'État français interventionniste de l'Action française et les réformes politiques nationalistes de la Révolution tranquille. Constatant l'échec de « l'esprit de 1930 » en 1930-1934, Loubet del Bayle souligne par ailleurs la portée des influences ultérieures de ce « non-conformisme »¹. C'est « l'influence en pointillé », qu'il nomme ainsi parce que distincte de l'application d'une doctrine par un disciple : ce concept pourrait s'appliquer au cas de l'Action française groulxiste et de l'Action nationale des années 1930.

Quant à *La Relève*, notre enquête révèle qu'elle est, dans l'engagement, beaucoup plus proche de *Sept* et de *Temps présent*, que d'*Esprit*, quoiqu'elle fasse officiellement partie des « cercles d'Amis » du mouvement *Esprit*. Notre étude montre, sur le plan des transferts culturels et des inspirations, que Maritain est l'influence idéologique déterminante tandis qu'*Esprit* servit d'inspiration de formule de revue comme de mouvement intellectuel, catholique mais laïc. Certes, *La Relève* se rapproche d'*Esprit*, sur le plan de la concentration du mouvement sur une revue d'école d'avant-garde. Même que, à la lumière de notre taxinomie, nous pouvons affirmer que *La Relève* est davantage un mouvement-revue que ne l'est

¹ Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 1930*, 2001, p. 436 sq.

Esprit dans ses premières années (brièvement il est vrai). Car *La Relève* s'intéresse encore moins à élargir son action au-delà de la revue. Elle se révèle de ce fait plus proche du modèle maritainien d'engagement et de personnalisme, que d'*Esprit*. Celui que Maritain espérait d'*Esprit*, plus purement que le mouvement de Mounier ne le restera. L'historiographie ignorait ou négligeait que la référence à Maritain domine nettement celle à *Esprit*, sans qu'on puisse confondre les deux, y compris dans les prises de position.

De plus, l'analyse des relations de *La Relève* avec les mouvements intellectuels des années 1930 a dévoilé les rapports étroits entre l'Action nationale et *La Relève*, à travers notamment les Jeune-Canada. Découverte importante, à relier avec la portée du Parti de l'intelligence, mise en lumière en étudiant les relations françaises de l'A.f. Nous avons révélé le parallèle très fort entre non-conformistes français et une constellation de mouvements intellectuels, que nous définissons comme les non-conformistes québécois. Constellation de mouvements où *La Relève* et l'Action nationale s'opposent à *La Nation*, de manière très analogue à l'opposition entre personnalistes de centre-gauche et Jeune-Droite au sein des non-conformistes en France. Ces trois mouvements sont davantage proches du centre tandis que *La Nation* s'engage à l'extrême droite. Ces non-conformistes québécois ont également tous en commun de se situer par rapport à l'abbé Groulx et de s'ouvrir à son influence, spécialement à travers une relation assez suivie, interpersonnelle et de lecture de ses œuvres, voire des enquêtes de *L'Action française*. C'est en particulier le cas des Jeune-Canada et de *L'Action nationale* d'une part, et donc les rédacteurs et collaborateurs de *La Relève* qui participent aussi de ces deux mouvements, et d'autre part de *La Nation*. Nous avons ainsi dégagé une influence significative de *L'Action française* dans le monde des intellectuels québécois des années 1930, chez les non-conformistes québécois.

Avec *La Relève* cependant, distincte des Jeune-Canada comme de *L'Action nationale* sur ce point, l'action intellectuelle nationale n'occupe pas la première place : elle n'est pas la raison d'être du mouvement, malgré un certain

nationalisme. Elle conjugue le nationalisme au fédéralisme personnaliste mais met de l'avant un engagement individuel, que nous avons comparé à l'existentialisme. Dans son cas, la dimension artistique du personnalisme est portée haut. Cet engagement, qui ébauche un « Refus total » doit être rapproché de toute la genèse de *Refus global*. Voilà un élément important de la vie intellectuelle et culturelle du Québec au XXe siècle, qu'il serait captivant d'approfondir en fouillant les rapports des intellectuels du milieu de *La Nouvelle relève* et des éditions de l'Arbre avec l'école de Borduas.

Nous avons également éclairé la question de la trajectoire intellectuelle d'André Laurendeau, effectivement animé, dans les années 1930, d'un engagement groulxiste et personnaliste. Nous avons spécialement découvert sa rencontre avec le personnalisme *avant* son séjour européen, notamment à travers *La Relève*, source de son intérêt pour ces mouvements qui, une fois sur place, élargissent davantage ses horizons intellectuels à gauche. Son séjour lui fit également prendre conscience de ses distances avec la droite française et européenne.

En ce qui a trait à l'Action nationale, en découvrant combien *La Relève* et *L'Action nationale* sont plus proches l'une de l'autre, par leurs collaborations croisées et l'implication de leurs membres dans les Jeune-Canada, que de *La Nation*, qui suscite leur opposition pour son fascisme, nous apportons un éclairage nouveau sur l'évolution intellectuelle de *L'Action nationale*. Une certaine historiographie a opposé les écoles néo-nationaliste et libérale personnaliste de l'après 1945, symbolisés par *L'Action nationale* et *Le Devoir* de Laurendeau, d'une part, et *Cité libre* de Trudeau, de l'autre. Or, le personnalisme établit un point commun entre le néo-nationalisme de Laurendeau et le personnalisme des libéraux critiques dès les années 1930.

Ajoutons que *L'Action nationale*, Laurendeau, les Jeune-Canada, se distancient en 1935 de plus en plus de toute curiosité pour des régimes comme celui de Salazar, et se positionnent plus clairement contre l'extrême droite en

général, nazisme, fascisme, dictature et antisémitisme compris. L'Action nationale se distingue d'ailleurs de *La Relève* et de *La Nation*, par son intérêt pour le réformisme de l'Action libérale nationale au moment des campagnes de 1935 et 1936 et lors des années précédentes. Les deux autres mouvements se détournent de l'ALN en 1935 et 1936. *La Relève* se garde des partis politiques, se concentrant sur la révolution spirituelle dans des dimensions individuelles et artistiques, tandis que *La Nation* espère susciter un nouveau mouvement politique pour réaliser la révolution corporatiste fasciste et séparatiste que des rédacteurs de *Vivre* et des futurs rédacteurs de *La Nation* choisissent alors. Même André Laurendeau et d'autres Jeune-Canada préfèrent un comité souverainiste à l'appui à l'Union nationale en 1936. Pourtant, l'engagement antifasciste, qui se précise, rapproche la plupart de ces non-conformistes à un appui plus direct aux partis parlementaires, réformiste et démocrate – on sait qu'au début des années 1940, les rédacteurs de *La Relève* se rapprocheront du parti libéral et Laurendeau s'investira dans le Bloc populaire. Vers 1935-1936, cet engagement antifasciste qui se précise brise les espérances de « front commun » de la jeunesse, comme le « front commun » des non-conformistes français s'était brisé en 1934.

En 1936 (et jusqu'en 1938 surtout), *La Nation* se lance donc dans l'engagement en porte à faux avec *L'Action nationale*, et bien sûr avec *La Relève*. Nous avons vu *La Nation* prendre à parti Esdras Minville lui-même, en ces années, pour son refus du corporatisme politique, celui des dictatures. Un changement important s'est donc opéré aux alentours de 1935, de plus en plus évident en 1937. C'est l'époque du *Manifeste pour la défense de l'Occident* de son contre-manifeste, qui cristallise sur la scène intellectuelle internationale, davantage que le 6 février 1934, l'irruption d'une nouvelle position catholique « de gauche » dont Maritain est l'éminence grise. Cette nouvelle position se confirme, toujours à une échelle catholique occidentale, avec la guerre d'Espagne. C'est aussi l'époque des lois raciales allemandes de 1935, puis de l'encyclique *Mit Brennender Sorge* (1937, « Avec une vive inquiétude ») de Pie XI, jalons qui contribuent à une prise de conscience pour bien des intellectuels catholiques.

Entre le ton des Jeune-Canada de 1932-1934 et l'engagement que Laurendeau en particulier impulse à partir de 1935 dans une direction davantage personaliste, une cristallisation de l'opposition aux dictatures s'est opérée. En ce sens, les années 1934-1937 sont un point tournant, que confirme le réalignement de *La Nation* en 1938, laquelle s'était retrouvée marginalisée par rapport aux nationalistes et ce, malgré l'association avec les Jeunesses patriotes qui se débandent alors. Ce réalignement de tous les non-conformistes les éloigne des diverses révolutions recherchées et les rapproche du réformisme, des réformes de la démocratie libérale : *La Nation* en dernier et sans doute moindrement, tandis que dans les autres cas c'était la suite d'une opposition de plus en plus conséquente au fascisme et aux dictatures.

La Relève a certainement joué un rôle dans les prémisses de cette évolution, dès 1934. Et derrière sa parution, il faut noter l'importance du rayonnement de Maritain, y compris à l'Action française ou auprès des pères jésuites, ce qui nous ramène à l'importance particulière du Parti de l'intelligence dans ces années d'entre-deux-guerres et de son « influence en pointillé ». Il faut aussi remarquer le rôle de passeur du père Doncoeur qui, dès la naissance de *La Relève*, enjoint les catholiques de s'opposer non seulement aux totalitarismes, mais aux dictateurs. *La Relève* paraît fortifier l'ouverture au personalisme qui se manifeste dans *L'Action nationale* et semble en particulier avoir eu une influence significative sur son directeur André Laurendeau, amplifiée par l'attrait que divers courants personalistes exercent sur la jeune garde de *L'Action nationale*. Avec lui, cette jeune génération non-conformiste personaliste accède à la direction du mouvement, dont le rayonnement est alors important. Cette génération intègre une teinte significative de personalisme et de préoccupation sociale plus ouverte aux gauches, et non plus seulement à la doctrine sociale de l'Église, à son souci du politique et du national.

Notre analyse comparative a également produit des découvertes quant à la personnalité idéologique de *La Nation*. Axée sur ses relations avec des mouvements intellectuels français et québécois il en ressort l'évolution en sens

contraire de la plupart des mouvements d'extrême droite qu'elle fréquente. De ces relations françaises, nous pouvons dégager une inspiration limitée, formelle, celle de la formule de *Gringoire* et une inspiration de l'idéologie des maurrassiens dissidents, la Jeune-Droite en particulier. L'engagement de *La Nation* tend à mettre en pratique le « politique d'abord ». *La Nation* se compare, dans la tentation de la politique, davantage à *Je suis partout*, même si à terme elle en diverge par ses choix, spécialement à partir de Munich, et développe dans l'ensemble un modèle singulier. Par contraste, cet attrait pour le « politique d'abord » illustre une distance entre l'AF et l'A.f. puis l'Action nationale. Cela confirme une hypothèse de Pierre Trépanier : que le mouvement intellectuel québécois de l'entre-deux-guerres le plus maurrassien était *La Nation*. Avec la nuance toutefois que *La Nation* s'en s'inspire avec la même liberté que la Jeune-Droite. *JSP* et *Front latin* apparaissent comme des influences fascisantes importantes pour *La Nation*. *La Nation* représente donc une nette imprégnation fasciste, fondée sur une base autoritaire maurrassienne.

Au-delà de son choix fasciste pourtant, *La Nation* entendait se donner une ligne entièrement indépendante, fonction de sa compréhension du nationalisme « canadien ». La comparaison met en relief à la fois l'inspiration française formelle et la singularité de son parcours pour un mouvement intellectuel d'extrême droite des années 1930. Contrairement à ses parangons *Je suis partout* et *Gringoire*, à la Jeune-Droite dont elle s'abreuve, *La Nation* choisit de ne pas poursuivre sur la voie de l'extrême droite « au-delà du nationalisme », qui les emporte majoritairement. Cela permet au passage de saisir une certaine américanité, constituante de cette singularité. *La Nation* se devait par nationalisme de développer une logique politique indépendante. La raison de sa modération comparative (au sein de l'extrême droite) se trouve peut-être dans la primauté de son nationalisme sur le fascisme, dans sa hiérarchie de valeurs, qu'indique bien son nom. Elle est aussi à trouver dans les associations et les influences que sa position nationaliste suscite, à la fois avec des nationalistes dissidents de l'Union nationale et avec ce qu'on peut identifier comme une influence modératrice de

Lionel Groulx, par l'entremise, au départ, de René Chaloult. Par rapport à l'historiographie, nous apportons donc un éclairage nouveau sur *La Nation*, en faisant ressortir sa dimension non-conformiste et les limites de son fascisme.

L'analyse des correspondances, couplée à l'analyse des discours et des structures, complétées par l'étude comparative des prises de position, permirent ces acquis. En résulte une meilleure connaissance des trois mouvements en question, apportant un nouvel éclairage sur l'histoire des intellectuels québécois de l'entre-deux-guerres. Car « la comparaison a pour vertu de relativiser ce qui, au sein d'un seul espace national, paraît trop aller de soi », écrivions-nous en Introduction en citant Christophe Charle. Cela pourrait donc valoir, en retour, pour les mouvements français également. Les modèles d'organisation et de mouvements intellectuels paraissent ainsi souvent aller de soi, mais ils ont une histoire indissociable de celle de « l'intellectuel » du XX^e siècle. Les transferts culturels français prirent une participation significative dans les premières années des pratiques intellectuelles façon XX^e siècle au Québec, rapidement adaptées et appropriées par des mouvements originaux. Les modes d'engagement évoluent rapidement au début du XX^e siècle et, durant les premières années, les intellectuels québécois adaptent et s'approprient plusieurs innovations françaises avec lesquelles ils sont familiers et dont ils aiment se nourrir intellectuellement. L'usage ou l'intégration de modèles de mouvements intellectuels français fut fécond et favorable à la création de mouvements québécois originaux, comme le fut l'usage des productions idéologiques françaises. Il y aurait davantage à fouiller dans l'étude des structures d'autres mouvements intellectuels qui animent la période, comme il y aurait matière à analyser l'importance de la réflexion sur l'État québécois et l'autonomie parmi un plus grand ensemble de mouvements de l'entre-deux-guerres. Il y aurait sans doute, parmi ces autres mouvements, d'autres inspirations françaises, mais aussi d'autres courants de circulation à mettre en lumière, des échanges avec d'autres nations. Pour autant, les échanges intellectuels franco-québécois sont alors d'une grande densité.

En conclusion, nous escomptons modestement que notre recherche contribuera à susciter de nouvelles questions en histoire des intellectuels. Par l'analyse des structures, l'étude des échanges intellectuels internationaux, l'examen des pratiques intellectuelles, et en apportant une connaissance améliorée de ces trois mouvements, Action française, *La Relève* et *La Nation*, nous espérons avoir fait œuvre utile au chercheur en histoire intellectuelle.

BIBLIOGRAPHIE

1. SOURCES

1.1 Sources manuscrites

Archives du CRLG : Centre de Recherches Lionel-Groulx (Montréal).

1.1.1 Fonds Lionel Groulx :

Correspondance : FLG, Série P1/A. Notamment :

Correspondance avec Archambault, J.P., S.J., P1/A, 76 et 77

Correspondance avec Henri d'Arles P1/A, 85-86

Correspondance avec Omer Héroux P1/A, 1758, 1759

Correspondance avec Charles Charlebois P1/A, 746

Correspondance avec Paul Beaulieu, de La Relève P1/A, 223

La Relève : P1/A, 223

Correspondance avec Marcel Hamel, de La Nation P1/A, 1713

La Nation : P1/A, 459 – P1/A, 1713

Correspondance avec André Laurendeau P1/A, 2143

*Correspondance avec Bernard de Vesins (AF de Paris et Publicistes chrétiens)
P1/A 3672*

Ligue d'Action française (France) : P1/A, 3672

Ligue des Droits du français : P1/A, 746 et 779, 952, 2133, 2763

- Fonds Famille Laurendeau
- Fonds Omer Héroux
- Fonds « La Relève »
- Fonds « La Nation »
- Fonds Ligue d'Action nationale
- Collection Jules-Paul Tardivel
- Collection Lionel-Groulx

1.1.2 Bibliothèque de Lionel Groulx (CRLG) :

Ouvrages annotés de Lionel Groulx :

BAINVILLE, Jacques : *Les Dictateurs*, P., Denoël, 1935.

BARRÈS, Maurice : *Colette Baudoche*.

Groulx possédait plus d'une édition.

DAUDET, Léon : *Au temps de Judas Souvenirs des milieux politiques, littéraires, artistiques et médicaux de 1880 à 1908*, P., NLN 1920

REYNOLD, Gonzague de : *Portugal*, P., Spes, 1936.

MAURRAS, Charles : *Quand les Français ne s'aimaient pas. Chronique d'une renaissance 1895-1905*, P., Nouvelle Librairie Nationale, 1916. Notules et références en fin de vol.

- *L'Avenir de l'Intelligence*, Deuxième édition revue et corrigée, P., NLN, 1917. Notules et références en fin de vol.
- *Kiel et Tanger*, nouv. Édition, P., NLN, 1921. Toutes pages coupées sauf annexes ; peu d'annotations excepté sur « Le passage d'Étienne Lamy ».

Lord Durham's Report edited with an introduction by sir C.P. Lucas, Oxford, Clarendon, 1912. 4 p. d'annotations, la « nécessité d'angliciser » pour l'Angleterre.

Ouvrages appartenant à Groulx :

BARRÈS, Philippe : *Charles de Gaulle*, M., Variétés, 1941, 316 p. Toutes pages coupées.

CORMIER, Chanoine A. : *Mes entretiens de prêtre avec Charles Maurras*, mars-nov. 1952, P., Plon, 1953.

(Volume sur les derniers jours de Maurras et sa réconciliation avec la foi de son enfance.)

MARITAIN, Jacques : *Une opinion sur Charles Maurras et le devoir des Catholiques*, P., Plon, 1926.

1.2 Périodiques dépouillés

1.2.1 Canada-Québec :

Dépouillement complet

- Juin 1916- Mars 1917 *Le Devoir*, quotidien, Montréal.

- 1917-1939

L'Action française. Organe de la Ligue des droits du français (1917-1927), puis en 1921 *de la Ligue d'Action française*, Montréal, revue mensuelle.

L'Action canadienne-française, mensuel, Montréal (1928).

L'Action nationale, mensuel, Montréal (1933 -).

- 1934-1940

La Relève, cahier irrégulier, Montréal (1934-1940).

- 1934-1935 :

Vivre !, cahier irrégulier

Les Cahiers noirs, cahier unique

- 1936-1939 :

La Nation, hebdomadaire politique et littéraire, hebdomadaire, Québec (Qc), févr. 1936 – juil. 1939, « Organe du séparatisme canadien-français », « Organe du parti autonomiste » puis « Organe de défense populaire et nationale ».

Dépouillement partiel :

Le Droit, quotidien, Ottawa : 1916-1917

Le Devoir, quotidien, Montréal : 1922, 1923, 1929, 1935

La Nouvelle Relève, mensuel, Montréal (1941-1948) : 1941-1942 principalement

Les Pamphlets de Valdombre : 1936-1943, cahiers mensuels puis irréguliers

1.2.2 France :

Dépouillement partiel :

- 1901, 1902 :

Action Française, France : revue bimensuelle

- 1922, 1936, 1937 :

Action Française. Organe du nationalisme intégral. (1908-1944) Paris, quotidien.

- 1936-1938 :

Combat, mensuel (1936-1939)

- 1932-1939

Esprit. Revue internationale, édition française, (1932-1940), revue.

1935 : dépouillement systématique pour identifier référence à *La Relève*

- 1935-1936-1937 :

Gringoire : le grand hebdomadaire parisien, politique, littéraire, Paris, Marseille, (1928-1944).

- 1937-1938 :
Je suis partout (1930-1944)
- Quelques sondages 1933-1935 :
Ordre nouveau (1933-1938)

1.3 Sources imprimées

1.3.1. Québec

Ligue nationaliste canadienne : Programme adopté à une assemblée générale tenue le 1^{er} mars 1903 [à Montréal], M., Imprimerie Léger Mercier, 1903, 8 p.

L'Action Catholique et le Fascisme, Version française officielle de l'encyclique sur l'Action Catholique, Montréal, Imprimerie populaire (Le Devoir), 1931, 25 p.

L'Almanach de la langue française, Ligue des droits du français, d'Action française, d'Action canadienne-française, d'Action nationale, annuel, 1916-1935.

L'Avenir de notre bourgeoisie, Publié sous les auspices de la J.I.C., M., ACF et Bernard Valiquette, 1939, 138 p., textes de V. BARBEAU, E. MINVILLE, L. GROULX, etc.

Secouons le joug : rapport officiel du 19^e conseil fédéral tenu par l'A.C.J.C. à Hull, P.Q., les 1^{er} et 2 juillet 1922, préface d'Alphonse de la Rochelle, Montréal, Secrétariat général de l'Action catholique de la jeunesse canadienne-française, 1922, 117 p.

Soirées d'action française, M., Albert Lévesque, 1932, 13 brochures en 1 vol. Conférences de GROULX, MONTPETIT, D'ARLES, etc.

Conditions d'un État français dans la Confédération canadienne : mémoire de la Ligue d'Action nationale à la Commission royale d'enquête sur les relations fédérales-provinciales, Montréal, 1954, 20 f.

ARLES, Henri d' : *Lacordaire*, 2^e édition corrigée, enrichie de notes, ornée d'un autographe, Manchester (New Hampshire) (imprimé à Québec), chez l'auteur, 1912, 105 p.

- *Nos historiens : cours de critique littéraire professé à Montréal sous les auspices de l'Action française*, M., Bibliothèque de l'Action française, 1921.

ASSELIN, Olivar : *L'œuvre de l'Abbé Groulx*, M., Bibliothèque de l'Action française, 1923, 96 p.

- *Liberté de pensée*, Choix de textes politiques et littéraires, préface de Robert Lahaise, M., Typo, 1997, 151 p.
- *Pensée française*, (ACF, 1937), M. Fides coll. Nénuphar, 1993, 255 p.

BASTIEN, Hermas, *L'Enseignement de la philosophie au Canada français*, Albert Lévesque, 1936, 220 p.

- « Vingt-cinq ans d'action intellectuelle », *L'Action nationale*, janv. 1937, p.18-23.

BERNARD, Harry : *L'Homme tombé... : roman canadien*, M. [s.n.], 1924, 173 p.

BOUCHETTE, Errol : *Emparons-nous de l'industrie*, Ottawa, Imprimerie générale, 1901, 41 p.

BOURASSA, Henri *et al.* : *Le 5^e anniversaire du Devoir, compte rendu de la grande manifestation du 14 janvier 1915*, M., le Devoir, 1915, 75 p.

CHARBONNEAU, Jean : *Des influences françaises au Canada*, Préface d'Éd. MONTPETIT, M., Beauchemin, [1916-1920], 3 vol.

DAIGNAULT, Elphège : *Le vrai mouvement sentinelliste en Nouvelle-Angleterre 1923-1929*, M., Zodiaque, 1936, 246 p.

DONCŒUR, père Paul : *Carême de Notre-Dame*, M., L'Œuvre des tracts – l'Action paroissiale, 1934, 7 brochures.

FOURNIER, Jules : *Mon encrier*, textes sur la politique et la littérature, Choix établi par Jean-François NADEAU, M., Bibliothèque québécoise, 1996, 125 p.

GAUVIN, Michel : *Codreanu : l'homme de la forêt*, Québec, Éditions de la Nouvelle-France, Cahier no 1, 1939, 32 p.

GAUVREAU, Joseph : *Olivar Asselin, précurseur d'Action française, le plus grand de nos journalistes*, Québec, s.n., 1937.

GOUIN, Paul : *Servir I. La Cause nationale*, M., Zodiaque-Déom frère, 1938, 250p.

GROULX, Lionel : *L'Oeuvre du chanoine Lionel Groulx. Témoignages, bio-bibliographie*, Montréal, Académie canadienne-française, 1964, 197 p.

Articles :

- « La constitution fédérative », *La revue canadienne*, XIV, nov. 1914, p.387-398.
- « La responsabilité de l'Angleterre », *La Revue canadienne*, XIX, mai 1917 : 321-335.
- « Le sabotage de la Confédération », dans *Le Passe-temps*, Montréal, vol.24, 23 févr. 1918, p.68-69.
- « Mgr de Laval », Paris, *Le monde nouveau. Revue mensuelle interalliée et internationale*, no spécial « Le Canada », août 1923, p.117-124.

Cours d'histoire du Canada à l'Université de Montréal :

- *Nos luttes constitutionnelles* : conférences de l'abbé Groulx, M., Le Devoir, 1915-1916 (5 brochures) : 1 « La Constitution de l'Angleterre ; Le Canada politique en 1791 », 2 « La Question des subsides », 3 « La Responsabilité ministérielle », 4 « La Liberté scolaire », 5 « Les Droits du français ».
- *La Confédération canadienne, ses origines*, Montréal, Le Devoir, 1918, 264 p.
- *Lendemain de conquête*, Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1920, 235 p.
- *Vers l'émancipation*, Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1921, 310 p.
- *La Naissance d'une race*, Montréal, (Action française, 1919) Action canadienne-française, 1930, 283 p.

Autres ouvrages d'histoire :

- *Le français au Canada*, Cours en Sorbonne, Paris, Delagrave, 1931.
- *L'Enseignement français au Canada*, t. 1 : *Au Québec*, t.2 : *Les Écoles des Minorités*, Montréal, Granger Frères, 1933.
- *La Découverte du Canada – Jacques Cartier*, Montréal, Granger Frères, 1934.

- *Histoire du Canada français depuis la découverte*, IV t., Montréal, Action nationale, 1950-1953.
- *Notre grande aventure*, M., Bibliothèque québécoise, (1958) 1994, 447 p.
- *Le Canada français missionnaire : une autre grande aventure*, M., Fides, 1962, 532 p.

Brochures :

- *L'Éducation de la volonté en vue du devoir social*, Montréal, s.d., 24 p.
- *Pour l'Action française* : conférence, Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1918, 23 p.
- *Si Dollard revenait*, M., Action française, 1919, 24 p.
- *La France d'Outre-mer*, texte de la conférence du 5 février 1922, avec une introduction de Bernard de VESINS, Paris, Librairie de l'Action Française, 1922, 34 p.
- *Chez nos ancêtres*, Montréal, Action française, 1920, 102 p.
- *Méditation patriotique*, M., Action française, 1920, 16 p.
- *L'Amitié française d'Amérique : conférence prononcée à Lowell, É.-U. [Mass.], au Congrès de la Fédération catholique de sociétés franco-américaines*, M., Action française, 1922, 31 p.
- *Nos responsabilités intellectuelles*, Montréal, ACJC, Tracts du Comité central, IIe série no 6, 1928, 40 p.
- *Thérèse de Lisieux. Une grande femme, une grande vie*, M., Messenger, 1929, 42 p.
- *Quelques causes de nos insuffisances : causerie au Cercle universitaire de Montréal le vingt-six avril 1930*, s.l.n.d., [1930], 15 p.
- *La déchéance incessante de notre classe moyenne*, conférence au cercle universitaire de Montréal le 5 déc. 1931, Montréal, Le Devoir, 1931, 16 p.
- *Faites-nous des Hommes. Préparation des jeunes à leurs tâches prochaines*, Québec, Action catholique, 1938, 32 p.
- *Vers l'indépendance politique : un centenaire de liberté*, conférence prononcée au Monument national (Montréal), le 16 sept. 1942, soirée en l'honneur de La Fontaine organisée par la Ligue d'Action nationale, M., Action nationale, [1942], 35 p.
- *Le Drapeau canadien français. Ce qu'il est et pourquoi ?*, s.l.n.d., Comité de propagande du drapeau, (Imprimatur : 2 juin 1944), 10 p.

- *Une réponse du chanoine Groulx. Pourquoi nous sommes divisés*, conférence prononcée au Monument National, 29 nov. 1943, (Montréal), Action nationale, (Imprimatur 1943), 46 p.
- Trad. Angl. : *Why We Are divided*, Action nationale, s.l.n.d. (Imprimatur de Philippe Perrier, 1943), 31 p.

Ouvrages de littérature et d'engagement :

- *Journal, 1895-1911*, éd. critique par Gisèle HUOT et Réjean BERGERON ; J.-P. WALLOT et al. (dir.) : PUM, 1984, II vol., 1108 p.
- *Une croisade d'adolescents*, Québec, L'Action sociale, 1912, 264 p.
- *Les Rapailages (vieilles choses, vieilles gens)*, M., Bibliothèque de l'A.f. 1917, 139 p.
- avec Pierre Homier (Père Archambault) et Antonio Perrault : *Consignes de demain : doctrine et origines de l'Action française*, Montréal, Action française, 1921, 23 p.
- *L'Appel de la Race* (1922), (roman, pseud. Alonié de Lestres), Introduction de Bruno LAFLEUR, M., Fides coll. Nénuphar, 1956, 252 p.
- *Dix ans d'Action française*, M., Bibliothèque de l'A.f., 1926, 273 p.
- *Au Cap Blomidon* (roman, pseud. Alonié de Lestres), Montréal, Granger Frères, 1932, 239 p.
- *Orientations*, M., Zodiaque, 1935, 310 p.
- *Directives*, M., Zodiaque, 1937, 270 p.
- *Notre maître le passé*, (1^{re} édition : 1 t., Bibliothèque de l'Action française, 1924). Dernière édition, M., Granger Frères, 3 tomes : 1941-1944.
- *L'indépendance du Canada*, M., Action nationale, 1949, 175 p.
- *Pour bâtir*, M., Action nationale, 1953, 216 p.
- *Correspondance*, vol. I à III, 1894-1906, 1906-1909, 1909-1915, édition critique par Gisèle HUOT, Juliette LALONDE-RÉMILLARD et Pierre TRÉPANIÉ, Montréal, Fides, 1989-2003.
- *Mes Mémoires*, IV Tomes : I, 1878-1920 ; II, 1920-1928 ; III, 1926-1939 ; IV, 1940-1967, M., Fides, 1970.

HAMEL, Philippe : *La Bourse et ses ruines. Le supercapitalisme et ses fraudes. Le corporatisme et ses bienfaits*. Conférence prononcée à la salle paroissiale de St-Alphonse d'Youville, Montréal, 1^{er} déc. 1937, sous les auspices de la SSJB, 18 p.

HERTEL, François : *Le beau risque, roman*, M., ACF, 1939, 136 p.

- *Leur inquiétude*, M., A. Lévesque, 1936, 244 p., 2^e édition, M., Fides, 1944, 226 p.

- *Pour un ordre personnaliste*, M., L'Arbre, 1942, 330 p.

- *Du séparatisme québécois*, P., Diaspora française, 1963, 26 p.

KONINCK, Charles de : *De la primauté du bien commun contre les personnalistes. Principes de l'ordre nouveau. Préface de S.E. le Cardinal Villeneuve, o.m.i.*, Québec-Montréal, PUL-Fides, 1943, 195 p.

- « De la primauté du bien commun contre les personnalistes », *Semaine religieuse de Québec*, vol. 55, 1942, p.1-42.

LAFLÈCHE, Louis-François : *Quelques considérations sur les rapports de la société civile avec la religion et la famille*, (M., Eusèbe Sénécal, 1866) reprod. : Saint-Jacques, Pot de fer, 1991, 268 p.

LAURENDEAU, André : *Alerte aux Canadiens français !*, Montréal, Action nationale, s.d., 28 p.

- *Notre nationalisme*, M., tracts des Jeune-Canada 5, M., Le Devoir, 1935, 52 p.

- *L'Abbé Lionel Groulx*, Préface d'Émile Baumann, « Un grand Canadien », M., A.C.F., coll. « Nos Maîtres de l'heure », vol. I, no I, M., janv. 1939, 66 p.

- *Alerte aux Canadiens français*, M., Action nationale, 1940, 28 p.

LAVERGNE, Armand : *Trente ans de vie nationale*, M., Zodiaque, 1934, 228 p.

Le Nigog, reproduction à l'identique des 12 numéros : janvier à décembre 1918, M., Comeau et Nadeau, 1998, 408 p.

Frère MARIE-VICTORIN : *Science, culture et nation*, texte choisis et présentés par Yves Gingras, M., Boréal, 1996, 179 p.

MERCIER, Honoré : *L'avenir du Canada. Discours prononcé au Parc Sohmer à Montréal le 4 avril 1893*, M., Gebhardt-Berthiaume, 1893, 91 p.

MINVILLE, Esdras : *Bio-bibliographie*, M., l'auteur, 1972, 15 f.

- *Instruction ou éducation ? À propos de la réforme de l'enseignement secondaire*, M., ESP, no 204-205, janv.-févr. 1931, 64 p.
- *L'œuvre de la colonisation*, M., ESP, no 238, nov. 1933, 32 p.
- *La politique qu'il nous faut, conférence prononcée à Sherbrooke au Conseil général de l'ACJC*, juil. 1932, M., ACJC, 1932, 44 p.
- *Histoire économique du Canada*, cours professé aux HEC, M., Beauchemin, [1934], 126 p.
- *Comment établir l'organisation corporative au Canada*, M., ESP, 1936, no 272, 32 p.
- *Les forces conquérantes de la coopération : les vertus du coopérateur*, Québec, Conseil supérieur de la coopération, 1943, 26 p.
- *Le Citoyen canadien-français : notes pour servir à l'enseignement du civisme*, M., Fides, 1946, 2 vol.
- *L'Aspect économique du problème canadien-français*, M. Institut social populaire, no 436, sept. 1950, 32 p.

MONTPETIT, Édouard : *La veillée des berceaux*, M., Bibliothèque de l'Action française, 1918, 34 p.

- *Au service de la tradition française*, M., Bibliothèque de l'A.f., 1920, 248 p.
- *Un programme d'action sociale*, M. ESP, 1920, 32 p.
- « Au service de la tradition française », Paris, *Le Monde nouveau*, no spécial *Le Canada*, août 1923, p. 9-11.
- *Pour une doctrine*, M., ACF, 1931, 251 p.
- *Les cordons de la bourse*, M., Albert Lévesque - ACF, 1935, 336 p.
- *D'Azur à trois lys d'or*, M., ACF, 1937, 148 p.
- *La Conquête économique*, M., Bernard Valiquette, 1938, 3 vol.
- « L'Art nécessaire », *Le Nigog*, no 2, févr. 1918, p.37-42.
- « Pour la France », *L'Aide à la France*, M., no 28, 8 juin 1918, p.8.
- « L'Américanisme », *L'Actualité économique*, no 37, mai 1940, p.101-128.
- « Le caractère dans la nation », *Revue trimestrielle canadienne*, no 53, nov. 1942, p.254-266.

NEVERS, Edmond de : *L'âme américaine : l'évolution, à travers la vie américaine, vers l'avenir*, P., Jouve & Boyer, 1900.

- *L'Avenir du peuple canadien français*, M., Boréal, (P., Jouve, 1896) 2006, 383 p.

O'LEARY, Dostaler : *Séparatisme, doctrine constructive*, M., Jeunesses Patriotes, 1937, 215 p.

ROY, Camille, abbé : *À l'ombre des érables : hommes et livres*, Québec, Action sociale, 1924, 348 p.

- *Essais sur la littérature canadienne*, M. Beauchemin, (1907) 1925, 201 p.

RUMILLY, Robert : *Chefs de file*,

- *Mgr Laflèche et son temps*, M., Zodiaque, [1938], 424 p.

RYERSON, Stanley B., [pseudon. E. ROGER], *Le réveil du Canada français*, M., Éditions du peuple, 1937, 48 p.

TARDIVEL, Jules-Paul : *Pour la patrie*, M., Bibliothèque québécoise, (1895), M., Bibliothèque québécoise, 1989, 358 p.

VIATTE, Auguste : « La France captive », *Le Canada français*, vol.28, n.6, févr. 1941, p. 557-562.

1.3.2 Témoignages

BEAULIEU, Paul : « La chaleur de l'accueil chez Jacques et Raïssa Maritain », incluant « Lettres. Paul Beaulieu – Jacques Maritain » et un « Entretien » avec Maritain (1939), *Écrits du Canada français*, Montréal, no 49, 1983, p.7-40,

- « Robert Charbonneau : esquisse d'un portrait », *Écrits du Canada français*, no 57, 1986.
- « 1930-1940 : Sortir de l'ornière », *Écrits du Canada français*, no 52, 1984, p.57-65.

BERGEVIN, André, NISH, Cameron et BOURASSA, Anne : *Henri Bourassa. Biographie, index des écrits, index de la correspondance publique 1895-1924*, M., Éditions de l'Action nationale, 1966, 150 p.

BORDUAS, Paul-Émile : *Écrits*, éd. critique par André-G. BOURASSA, Jean FISETTE et Gilles LAPOINTE, PUM, 9 vol., 1987-1997.

CHALOULT, René : *Mémoires politiques*, M., Jour, 1969, 295 p.

CHARBONNEAU, Robert : « Rencontre avec Jacques Maritain », *Écrits du Canada français*, M., no 49, 1983, p.41-46.

- *Chronique de l'âge amer*, Montréal, Sablier, 1957, 144 p.

COTÉ, Jean : *Paul Bouchard, flamboyante figure de notre époque 1908-1997*, s.l., 1998, 240 p.

ETHIER-BLAIS, Jean : *Signets IV. Le siècle de l'abbé Groulx*, M., Leméac, 1993.

FRÉGAULT, Guy : *Lionel Groulx tel qu'en lui-même*, [M.], Leméac, 1978, 237 p.

FERLAND, Philippe : *Paul Gouin*, M., Guérin, 1991, 604 p.

GAUVREAU, Joseph : *Olivar Asselin, Précurseur d'Action française, le plus grand de nos journalistes (1875-1937)*, M., à compte d'auteur, 1937, trois articles du *Progrès du Golfe* 1937, et un du *Nationaliste* 1906, 46 p.

GRENON, Hector : *Chroniques vécues : des modestes origines d'une élite urbaine, 1930-1940*, M., L'Homme, 1967, 494 p.

HERTEL, François : *Souvenirs et impressions du premier âge, du deuxième âge, du troisième âge : mémoires humoristiques et littéraires*, M., Stanké, 1976, 167 p.

LAURENDEAU, André : *Voyages au pays de l'enfance*, M., Beauchemin, 1960, 218 p.

- *La crise de la conscription 1942*, M., Jour, [1962], 157 p.

LEMOYNE, Jean : « Les Maritain – De loin, de près », *Écrits du Canada français*, no 49, 1983, p.47-71.

SYLVESTRE, Guy : « Le don d'écouter chez Maritain », incluant « Lettres. Guy Sylvestre – Jacques Maritain », *Écrits du Canada français*, no 49, 1983, p.88-114.

VOYER, R., o.p., « Maritain à Montréal », *L'Action nationale*, nov. 1934, p.193-200.

1.3.3 France

Archives du surréalisme, II [*Clarté*], sous l'égide d'ACTUAL, P., Gallimard, 1988, 166 p.

BAINVILLE, Jacques : *Histoire de France*, P. Fayard, 1924, 495 p.

BARRÈS, Maurice : *Romans et voyages, I : Le roman de l'énergie nationale*, préface d'Éric Roussel, Laffont, 1994, 1507 p.

- *Les Diverses familles spirituelles de la France*, 1917.

BAUDRILLART, Alfred : *Les Carnets du Cardinal, 13 avril 1925-25 déc. 1928*, Texte présenté, établi et annoté par Paul Christophe, P., Cerf, 2002, 1165 p.

BENDA, Julien : *La Trahison des clercs*, P. Grasset, 1927, 306 p.

BERDIAEFF (BERDIAEV), Nicolas : *Un nouveau moyen âge : réflexions sur la destinée de la Russie et de l'Europe*, trad. fr., P., Plon Roseau d'or, 1927, 295 p.

BÉRENGER, Henry : *L'Aristocratie intellectuelle*, P., A. Colin, 1895, 273 p.

BONALD, L.-G.A., vicomte de : *Théorie du pouvoir politique et religieux*, P., Union générale d'édition, 1965, 307 p.

- *Réflexions sur la révolution de Juillet 1830*, Toulouse, Presses de l'IEP de Toulouse, 155 p.

CHARASSON, Henriette : « Pour que nous restions français », *Les Lettres*, août-sept. 1923.

DAUDET, Léon : *Le Stupide XIXe siècle. Exposé des insanités meurtrières qui se sont abattues sur la France depuis cent trente ans (1789-1919)*. Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1922, 312 p.

- *Sauveteurs et incendiaires*, P., Flammarion, 1941, 212 p.

DONCŒUR, père Paul : *Correspondance (1924-1961)*, éditée par Pierre MAYOUX, P., Téqui, 1983, 234 p.

FAGUET, Émile : *Le Culte de l'incompétence et L'horreur des responsabilités : suite au « Culte de l'incompétence »* [1910], Vendôme, Coda, 2004, 172 p.

FABRÈGUES, Jean de : *Charles Maurras et son Action française, un drame spirituel*, P., Perrin, 1966, 427 p.

FUSTEL DE COULANGES : *La Cité Antique* (1864), P., Hachette, (édition Hachette de 1900) 1952, 480 p.

GARASSE, François, S.J. : *La Doctrine curieuse des beaux esprits de ce temps, ou prétendus tels*, Paris, Chappelet, 1623 ; reprod., Farnborough (Angl.), Greg International, 1971, 2 vol.

GAULLE, Charles de : *Mémoires*, Plon, 1954, 3 vol.

GIRAUD, Victor : *Les Maîtres de l'heure : essais d'histoire morale contemporaine*, Paris, Hachette, 1911-1914, 2 vol.

- *Les Maîtres de l'heure : Maurice Barrès*, P., Hachette, 1922, 160 p.

GOYAU, Georges : *Les origines religieuses du Canada. Une épopée mystique*, nouv. édition mise à jour, P., Spes, 1934, Imprimé au Canada (194?), 301 p.

LESTRA, Antoine : *Le Père Querbes et les Clercs de Saint-Viateur. Action catholique*, Lyon, E. Vitte, 1942, 207 p.

MARITAIN, Jacques : *Une opinion sur Charles Maurras et le devoir des catholiques*, P., Plon, 1926, 75 p.

- *Primauté du spirituel*, 1927.
- avec V. Bernadot, P. Doncoeur, E. Lajeunesse, D. Lallement, F.X. Maquart, *Pourquoi Rome a parlé*, P., Spes, 1928, 391 p.
- Idem, *Clairvoyance de Rome*, P., Spes, 1929, 293 p.
- *Humanisme intégral. Problèmes temporels et spirituels d'une nouvelle chrétienté*, Éditions Montaigne/Fernand Aubier, Imprimé au Canada, (1935) 1945, 334 p.
- *Le Crépuscule de la civilisation*, L'Arbre, M., 1941, 96 p.

MASSIS, Henri : *Chefs. Les dictatures et nous. Entretiens avec Mussolini, Salazar, Franco. La conquête hitlérienne, la guerre religieuse du troisième Reich, Hitler dans Rome*, P., Plon, 1939, 257 p.

- *L'honneur de servir, textes réunis pour contribuer à l'histoire d'une génération (1912-1927)*, P., 1937.
- « AGATHON », avec Alfred de TARDE : *Les jeunes gens d'aujourd'hui. Le goût de l'action. La foi patriotique. Une renaissance catholique. Le réalisme politique*, P., Plon, 1913, 291 p.

MAULNIER, Thierry : *Au-delà du nationalisme*, P., Gallimard, 1938, 253 p.

- avec R. Francis et J.-P. Maxence, *Demain la France*, P. Grasset, 1934, 455 p.

MAURRAS, Charles : *L'œuvre de Charles Maurras*, P., NLN, 1921-26, 7 vol.

- *Enquête sur la monarchie*. (1901) Suivie de *Une campagne royaliste au Figaro* et *Si le coup de force est possible*, Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1924 (1900 et 1910), 615 p.
- *L'Avenir de l'Intelligence. Le romantisme féminin ; Mademoiselle Monk ; Auguste Comte*, (1905), 2^e éd., P., NLN, 1917, 320 p.
- *Kiel et Tanger : 1895-1905 : la République française devant l'Europe*, Paris, NLN, 1913 (1905), 432 p.

- *Quand les Français ne s'aimaient pas. Chronique d'une renaissance, 1895-1905*, P., NLN, 1916, 2^e éd. revue et corrigée (même année), 399 p.
- *La démocratie religieuse*, P., (NLN, 1921), Nouv. éd. latines, 1978, 580 p.
- *Les pièces d'un procès. « L'Action française » et le Vatican. Préface de Charles MAURRAS*, P., AF, 1927.
- *Dictionnaire politique et critique*, Paris, Cité des Livres, 1932-1934, 5 vol.
- *La seule France. Chronique des jours d'épreuve*, Lyon, Lardanchet, (1941) 1943, 329 p.
- *Le Procès de Charles Maurras, compte-rendu sténographique*, P., Michel, coll. des Grands procès contemporains, 1946, 390 p.
- *Les mensonges de l'expert Verdenal au procès de Lyon, déposition adressée... au président de la 17e Chambre correctionnelle du Tribunal de la Seine par M. Charles Maurras*, P., La Seule France, 1951, 47 p.
- *Réflexions sur la Révolution de 1789*, P., Self, Les Iles d'or, 1948, 239 p.
- *Lettres des jeux olympiques*, Présentation par Axel Tisserand, P., GF Flammarion, (1896) 2004, 183 p.

MAISTRE, Joseph de : *Considérations sur la France*, P., Imprimerie Nationale, (1821) 1994, 184 p.

- *Du Pape*, Genève, Droz, (1817) 1966, 368 p.

MAXENCE, Jean-Pierre : *Histoire de dix ans*, Monaco, Rocher, (1939) 2005, 424 p.

MOUNIER, Emmanuel : *Écrits sur le personnalisme*, préface de Paul Ricoeur, P., Seuil, 2000, 393 p.

- *Refaire la Renaissance*, préf. De Guy Coq, P., Seuil, 2000, 513 p.
- *Mounier et sa génération : lettres, carnets et inédits*, P., Seuil, coll. Esprit, 1956, 428 p.

L'ORDRE NOUVEAU : rééd. [de la revue parue de 1933 à 1938] par la Fondation Émile Chanoux, introd. par Alexandre MARC et préf. de Marc HEIM, Aoste, Le Château, 1997, 5 vol.

PASQUIER, Pierre : *Pourquoi la France a été vaincue*, M. Zodiaque, 1941, 2 vol.

PÉTAINE, Philippe : *Le Procès du Maréchal Pétain, compte-rendu sténographique*, P., Albin Michel, coll. Grands procès contemporains, 1945, 1126 p.

RENOUVIER, Charles : *Le personnalisme*, suivi de *Sur la perception externe et Sur la force*, P. Alcan, 1903, 537 p.

SIMON, Yves : *La grande crise de la République française, observations sur la vie politique des Français de 1918 à 1938*, M., L'Arbre, 1941, 240 p.

SOREL, Georges : *Réflexions sur la violence*, Préface de Jacques JULLAIRD, P., Seuil, (1908) 1990, 324 p.

VALOIS, Georges : *Basile ou la politique de la calomnie. Scénographie des dépositions, débats et plaidoiries des procès en diffamation entre Georges Valois et l'Action Française*, P., Librairie Valois, 1927, 696 p.

2. ÉTUDES

2.1 Contexte québécois

« Les années 1930 au Québec : une société à la recherche de son avenir », dossier, *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9 no 2, printemps 2001, 202 p.

ANCTIL, Pierre : *Le Rendez-vous manqué : les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*, Québec, IQRC, 1988.

- *Le Devoir, les Juifs et l'immigration*, Québec, IQRC, 1988.
- « Les Juifs du Québec, 1900-1939 » et « Réponse à Esther Delisle sur l'antisémitisme », entretiens avec A. CHAMPAGNE, in André CHAMPAGNE, *Le Québec contemporain*, Québec, Le Septentrion, 1995, p.25-40 et 55-68.

ANGERS, François-Albert : « Mesure d'influence du chanoine Lionel Groulx sur son milieu », *RHAF*, vol. XXXII, no 3, déc. 1978, p.357-384.

ANGERS-FABRE, Stéphanie : « *Esprit* » au Québec : les revues comme vecteurs des échanges intellectuels franco-québécois, thèse de sociologie dirigée par Nicole Ramognino, Université Aix-Marseille I, 2000, 367 p.

- et Gérard FABRE, préf. de Marcel FOURNIER : *Échanges intellectuels entre la France et le Québec, 1930-2000 : les réseaux de la revue « Esprit » avec « La Relève », « Cité libre », « Parti pris » et « Possibles »*, P.-Montréal, L'Harmattan, 2004, 248 p.

AMYOT, Éric : *Le Québec entre Pétain et De Gaulle. Vichy, la France libre et les Canadiens français, 1940-45*, Montréal, Fides, 1999.

ARCAND, Robert : « Pétain et de Gaulle dans la presse québécoise entre juin 1940 et novembre 1942 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.44, n.3, hiver 1991, p.363-395.

ARÈS, Richard : « Le P. Joseph-Papin Archambault, S.J. », *L'Action nationale*, LXX, no 10, juin 1981, p.843-858.

BEAUDREAU, Sylvie : « Déconstruire le rêve de la nation. Lionel Groulx et la Révolution tranquille », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Institut d'Histoire de l'Amérique française, vol. 56, no 1, été 2002.

BEAULIEU, Paul : *Perception et expression de l'individualisme dans une revue montréalaise : « La Relève » (1934-1941)*. Mémoire de maîtrise en sciences religieuses, UQAM, 1989, 2 vol., 241 p., vi et 383 p., xxx.

BÉDARD, Éric et Julien GOYETTE (éd.) : *Parole d'historiens. Anthologie des réflexions sur l'histoire au Québec*, PUM, 2006, 481 p.

BEHIELS, Michael, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution*, M., McGill-Queen's U.P., 1985.

- « L'ACJC and the Quest for Moral Regeneration, 1903-1914 », *Journal of Canadian Studies / Revue d'études canadiennes*, 13, no 2, été 1978, p.27-41.

BÉLANGER, André-J. : *L'Apolitisme des idéologies québécoises. Le grand tournant 1934-1936*, PUL, 1974, 392 p.

- *Ruptures et constantes. Quatre idéologies du Québec en éclatement : La Relève, La JEC, Cité Libre, Parti Pris*, M., Hurtubise HMH, 1977, 219 p.

BÉLANGER, Damien-Claude : « L'Abbé Lionel Groulx et la crise sentinelliste », *Mens, Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, Montréal, vol. 1, no. 1, aut. 2000.

BELLAVANCE, Marcel : « La Rébellion de 1837 et les modèles théoriques d'émergence de la nation et du nationalisme », *RHAF*, vol. 53, no 3, hiv. 2000, p.367-400.

BIENVENUE, Louise : *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, M., Boréal, 2003.

- « 'L'impérieuse mission de la jeunesse' ou l'émergence d'un groupe social, la jeunesse », *Bulletin d'histoire politique*, IX, 2, print. 2001, p.14-21.

BOCK, Michel : *Quand la nation débordait les frontières. Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, M., Hurtubise HMH, 2004, 452 p.

- « 'Le Québec a charge d'âme' : *L'Action française* et les minorités françaises (1917-1928) », *RHAF*, 54, hiv. 2001, p.345-384.

BOILY, Robert (dir.) : *Un héritage controversé. Nouvelles lectures de Lionel Groulx*, M., VLB, 2005, 185 p.

BOUCHARD, Catherine : *Les nations québécoises dans L'Action nationale de la décolonisation à la mondialisation*, Québec, PUL, 2002, 146 p.

BOUCHARD, Gérard : *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde*, M., Boréal, 2001, 503 p.

- *Raison et contradiction. Le mythe au secours de la pensée*, Québec, Nota Bene, 2003, 129 p.
- *Les deux chanoines. Contradiction et ambivalence dans la pensée de Lionel Groulx*, M., Boréal, 2003, 313 p.
- *La Pensée impuissante. Échecs et mythes nationaux canadiens-français (1850-1960)*, Boréal, 2004, 319 p.

BOURASSA, André-G. et Gilles LAPOINTE : *Refus global et ses environs*, Montréal, L'Hexagone- Bibliothèque nationale du Québec, 1988, 185 p.

BOURASSA, Anne (et al.) : *Henri Bourassa : biographie, index des écrits, index de la correspondance publique, 1895-1924*, M., Action nationale, 1966, 150 p.

BOURQUE, Gilles, Jacques BEAUCHEMIN et Jules DUCHASTEL : *La société libérale duplessistes 1944-1960*, PUM, 1994, 435 p.

CALDWELL, Gary : « La controverse Delisle-Richler », *L'Agora*, juin 1994, p.17-26.

CAMBRON, Micheline (dir.) : *La Vie culturelle à Montréal vers 1900*, M., Fides – Bibliothèque nationale du Québec, 2005, 412 p.

CAHIERS DE L'HISTOIRE DU QUÉBEC AU XX^e SIÈCLE : « Lionel Groulx, actualisé et relecture », n. 8, aut. 1997, Montréal, CRLG.

- « André Laurendeau aujourd'hui », n. 10, hiv. 2000.

Frédéric BOILY, *La Pensée nationaliste de Lionel Groulx*, Québec, Septentrion, 2003, 232 p.

- (dir.) *Un héritage controversé, Nouvelles lectures de Lionel Groulx*, Montréal, VLB, 2005, p. 31-48.

CHOUINARD, Denis : « Des constestataires pragmatiques : les Jeune-Canada (1932-1938) », *RHAF*, vol. XL no 1, été 1986, p.5-28.

CIMICHELLA, André-Marie : *Le serviteur de Dieu : Mgr Ignace Bourget, deuxième évêque de Montréal*, 2^e éd. revue, M., Jésus Marie et notre temps, 1985, 32 p.

COMEAU, Robert : « Lionel Groulx, les indépendantistes de *La Nation* et le séparatisme (1936-1938) », *RHAF*, vol. 26, no 1, juin 1972, pp.83-102.

- *Les indépendantistes québécois, 1936-1938*, mémoire de maîtrise en histoire, Université de Montréal, 1971, 2 v.
- « L'Idéologie petite-bourgeoise des indépendantistes de *La Nation* et le séparatisme (1936-1938) », in Fernand DUMONT *et al.*, *Idéologies au Canada français 1930-1939*, PUL, 1978, p.201-214.
- « La tentation fasciste du nationalisme canadien-français avant la guerre, 1936-39 », *Bulletin d'histoire politique*, été 1995, vol.3, no 3-4, p.159-167.
- avec Claude MARSOLAIS et Luc DESROCHERS : *Histoire des maires de Montréal*, M., VLB, 1993, 323 p.
- Et R. Tremblay (dir.) : *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*, Hull, Vents d'Ouest, 1996, 421 p.
- Et Luc DESROCHERS (dir.) : *Le Devoir : un journal indépendant*, PUL, 1996, 368 p.

COMEAU, Paul-André : *Le Bloc Populaire 1942-1948*, M., 1982, 478 p.

COOK, Ramsay, *Le Canada : une étude moderne*, trad. fr., M., Guérin, (1981) 1988, 309 p.

CUCCIOLETTA, Donald : « L'isolationnisme ou le refus de l'Europe : les Canadiens français, les Américains et la Deuxième Guerre mondiale », *Bulletin d'histoire politique*, vol.3, n.3-4, été 1995, p.129-135.

DEMERS, Christiane : *La conception de la démocratie chez l'École sociale populaire : 1930-1960*, M.A. histoire, Université Laval, 1980, 132 p.

DÉSY, Caroline : *Si loin, si proche. La guerre civile espagnole et le Québec des années trente*, Québec, PUL, 2003, 177 p.

DION, Léon : *Québec 1945-2000*, T. II : *Les intellectuels et le temps de Duplessis*, PUL, 1993, 450 p.

DIRKS, Patricia : *The Failure of l'Action libérale nationale*, M., McGill-Queen's, 1991, 199 p.

DUMONT, Fernand *et al.* : *Idéologies au Canada français*, [spécialement vol. 2 (1900-1929) et vol. 3 (1930-1939)], PUL, 4 vol. 1971-1981.

DUPUIS, Jean-Claude : *Nationalisme et catholicisme : « L'Action française » de Montréal 1917-1928*, maîtrise d'histoire, Université de Montréal, 1992, 397 p.

- « La pensée économique de *L'Action française* », *RHAF*, 47, no 2, aut. 1993, p. 193-219.
- « La pensée politique de *L'Action française* de Montréal (1917-1928) », *Cahiers d'histoire du Québec au XXe siècle*, no 2, été 1994, p.27-43.
- « La pensée religieuse de *L'Action française* (1917-1928) », *Études d'histoire religieuse*, 1993, p.73-88.
- « Pour une éducation nationale. La pensée pédagogique de *L'Action française* (1917-1928) », *Cahiers d'histoire*, vol. 13, no 1, print. 1993, p.34-47.
- « Le problème économique », *L'Action nationale*, LXXXII, no 1, janv. 1992, p.98-102.
- « Le nationalisme de *L'Action française* », *L'Action nationale*, LXXXII, no 2, févr. 1992, p.229-234.

DUROCQ-POIRIER, Madeleine : *Robert Charbonneau*, M., Fides, 1972, 191 p.

ÉTHIER-BLAIS, Jean : *Le siècle de l'abbé Groulx : Signets IV*, M., Leméac, 1993, 261 p.

- *Autour de Borduas : essai d'histoire intellectuelle*, PUM, 1979, 199 p.

FABRE, Julien : « *La Nation* : les groulxien devant la tentation fasciste, 1936-1939 », (article issu d'un mémoire de D.E.A. à Grenoble II), *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9 no 2, print. 2001, p.40-51.

FERRETTI, Lucia : *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, M., Boréal, 1999, 203 p.

- « Lionel Groulx : une heureuse coïncidence entre un homme et son temps » *L'Incunable*, Bulletin de la Bibliothèque nationale du Québec, 19, no 2, juin 1985.
- « La Révolution tranquille », *L'Action nationale*, vol. LXXXIX, no 10, déc. 1999, p.59-91.

FLYNN, Edmund James : *L'Affaire Riel. Discours de l'hon. E.J. Flynn, solliciteur général, devant l'Assemblée législative le 29 avril 1886*, [Québec], [1886], 16 p.

FOISY-GEOFFROY, Dominique : *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, Québec, Septentrion, 2004, 174 p.

FORTIN, Andrée Fortin, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues (1778-2004)*, 2^e édition, PUL, 2006.

FOURNIER, Marcel : *Communisme et anticomunisme au Québec (1920-1950)*, M., Éd. coopératives Saint-Martin, 1979, 165 p.

GABOURY, Jean-Pierre : *Le Nationalisme de Lionel Groulx. Aspects idéologiques*, Ottawa, éditions de l'Université d'Ottawa, 1970, 226 p.

GAGNÉ, Gilles (dir.) : *Le Canada français : son temps, sa nature, son héritage*, Séminaires Fernand-Dumont, Québec, Nota bene, 2006, 322 p.

GAGNON, Alain-G. : « La pensée politique d'André Laurendeau : communauté, égalité et liberté », *Cahiers de l'histoire du Québec au XX^e siècle*, no 10, hiv. 2000, p.31-44.

GAGNON, Marcel-A. : *La vie orageuse d'Olivar Asselin*, préface de Lionel Groulx, II t., M., L'Homme, 1962.

- *Jean-Charles Harvey, précurseur de la Révolution tranquille*, M., Beauchemin, 1970, 378 p.

GAGNON, Nicole : « Michael Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution. Liberalism versus Neo-Nationalism, 1945-1960* », *Recherches sociographiques*, no spécial « Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984, I », vol. 26, no 1-2, 1985, p.276-278.

GARAND, Dominique : *La Griffes du polémique : le conflit entre les régionalistes et les exotiques : essai*, M., Hexagone, 1989, 235 p.

GARNEAU, François-Xavier : *Histoire du Canada*, 3^e éd., Montréal, Beauchemin et Valois, 1882, IV t.

GÉLINAS, Xavier : *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, PUL, 2007, 481 p.

- « La droite intellectuelle et la Révolution tranquille : le cas de la revue *Tradition et Progrès*, 1957-1962 », *Canadian Historical Review/Revue d'histoire canadienne*, 77, 3, sept. 1996, p.353-359.

GOUGEON, Gilles : *Histoire du nationalisme québécois : entrevues avec sept spécialistes*, M., VLB-SRC, 1993, 171 p.

GOULET, George R.D. : *The Trial of Louis Riel: Justice and Mercy Denied*, Calgary, Tellwell, 1999, 286 p.

GROULX, Patrice : *Pièges de la mémoire. Dollard des Ormeaux, les Amérindiens et nous*, Hull, Vent d'ouest, 1998, 436 p.

HAMEL, Réginald, John HARE et Paul WYCZINSKI (dir.) : *Dictionnaire des auteurs de langue française en Amérique du Nord*, M., Fides, 1989, 1364 p.

HAMELIN, Jean et André BEAULIEU, *et al.*, (dir.) : *La presse québécoise des origines à nos jours*, X t., PUL, 1973-1990.

HARVEY, L.-G. : *Le Printemps de l'Amérique française. Américanité, anticolonialisme et républicanisme dans le discours politique québécois, 1805-1837*, M., Boréal, 2005, 296 p.

HÉBERT, Karine : « Une organisation maternaliste au Québec : la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et la bataille pour le vote des femmes », *RHAF*, LII, 3, hiv. 1999, p.315-344.

HEBERT, Pierre : « Quand éditer, c'était agir. La bibliothèque de l'Action française (1918-1927), *RHAF*, vol.46, n.2 aut. 1992, p.219-244.

- « *Les Rapailages* ou l'influence d'un livre », *Voix et images*, vol. XIX, no 1 (55), aut. 1993, p.39-53.
- avec Marie-Pier LUNEAU : *Lionel Groulx et « L'Appel de la race »*, M., Fides, 1996, 204 p.
- avec Marie-Pier LUNEAU : « L'Église révoltée : la censure, les prêtres-dissidents et l'exemple de Lionel Groulx », in *(Un) Faithful Texts ? Religion in French and Francophone Literature from the 1780s to the 1980s*, Nouvelle-Orléans, U. Press of the South, 2000.
- « Henri d'Arles à L'Action française : le 'moi' entre l'histoire et la critique », *Voix et images*, 17, no 2, hiv. 1992, p.169-183.

HORTON, Donald J. : *André Laurendeau: French Canadian Nationalist, 1912-1968*, Oxford, Oxford U.P., 1992, 261 p.

- *André Laurendeau, la vie d'un nationaliste, 1912-1968*, trad. fr., M., Bellarmin, 1995, 357 p.

JONES, Richard : *L'idéologie de l'Action catholique (1917-1939)*, M., PUL, 1974, 359 p.

LABARRÈRE-PAULÉ, André : *Louis-François Laflèche*, M., Fides Classiques canadiens, 1970, 95 p.

LACROIX, Michel : « De Montesquiou à Montréal : *Le Nigog* et la mondanité », *Voix et images. Littérature québécoise*, vol. XXIX no 1 (no 85), aut. 2003, UQAM, p.105-114.

LAFORTUNE, Michèle : *La littérature du terroir : une littérature identitaire*, Laval (Qc), Mondia, 1994, 86 p.

LAHAISE, Robert : *Expansion canadienne et repli québécois 1860-1896*, M., Lanctôt, 2000, 240 p.

- « Droite...Gauche...Droite [exotistes et terroiristes, 1900-1920] », *Écrits du Canada français*, M., no 52, 1984, p.42-53.

LALIBERTÉ, G.-Raymond : « Dix-huit ans de corporatisme militant. L'École sociale populaire de Montréal, 1933-1950 », *Recherches sociographiques*, vol.21, n.1-2, jan-août 1980, p.178-185.

- *Une société secrète. L'Ordre de Jacques-Cartier*, M., Hurtubise HMH, 1983, 395 p.

LAMONDE, Yvan : *Histoire sociale des idées au Québec*, t.1 et t.2 Montréal, Fides, 2000-.

- « L'Histoire des idées au Québec (1760-1993). Premier supplément bibliographique et tendances de la recherche », *Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle*, n.4, été 1995, p.152-167.
- « Les revues dans la trajectoire intellectuelle du Québec », *Écrits du Canada français*, no 67, 1989, p.27-38.
- avec Gérard PELLETIER : *Cité libre, une anthologie*, M., Stanké, 1991.
- et Claude CORBO (éd.), *Le rouge et le bleu. Une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution tranquille*, PUM, 1999, 576 p.
- *Allégeances et dépendances. L'histoire d'une ambivalence identitaire*, [M.], Nota Bene, 2001, 263 p.
- Avec Claude BEAUCHAMP : *Données statistiques sur l'histoire culturelle du Québec, 1760-1900*, Chicoutimi-Québec, Institut interuniversitaire de recherches sur les populations, 1996, 146 p.

LAPLANTE, Robert : *Guyenne, village coopératif : la petite Russie*, Cachan, École normale supérieure de Cachan, 1994, 290 p.

- *L'expérience de Guyenne : colonisation et coopération en Abitibi*, Guyenne, 1995, 554 p.

LAROSE, Michelle : *Les Jeunesses Patriotes et « La Nation » : un courant politique d'extrême droite au Québec, 1934-1939*. Mémoire de maîtrise en histoire, UQAM 1984, 164 f.

LAVERTU, Yves : *Jean-Charles Harvey : le combattant*, M., Boréal, 2000, 462 p.

- « Singularité du pétainisme québécois », *Bulletin d'histoire politique*, vol.3, n.3-4, été 1995, p.178-183.

LEVESQUE, Andrée : *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec, 1929-1939*, M., Boréal, 1984, 186 p.

LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT : *Histoire du Québec contemporain*, éd. revue, M., Boréal, 1989, t.I, *De la Confédération à la Crise 1867-1930*, 758 p.

- avec RICARD, François : t.II, *Le Québec depuis 1930*, éd. revue, M., Boréal, 1989, 826 p.

LUNEAU, Marie-Pier : *Lionel Groulx : le mythe du berger*, Leméac, 2003, 232 p.

- « L'auteur en quête de sa figure : évolution de la pratique du pseudonyme au Québec, des origines à 1979 », *Voix et images*, vol. XXX, no 1 (88), automne 2004, p. 13-30.

MANN, Susan : *Lionel Groulx et l'Action française. Le nationalisme canadien-français dans les années 1920*, Montréal, VLB éditeur, 2005, 193 p.

- trad. fr. de : *Action Française : French Canadian Nationalism in the Twenties*, Toronto & Buffalo, U. of T. Press, 1975, 157 p.
- TROFIMENKOFF Susan MANN : *Abbé Groulx. Variations on a nationalist theme*. Vancouver, Copp Clark, 1973, 256 p.
- *The Dream of a Nation: A Social and Intellectual History of Quebec*, Montréal, McGill-Queen's U.P., (1983) 2002, 344 p.

MARQUIS, Dominique : *Un quotidien pour l'Église. L'Action catholique, 1910-1940*, M., Leméac, 2004, 220 p.

MEUNIER, E.-Martin et J.-Ph. WARREN, préface d'Éric BÉDARD : *Sortir de la « Grande noirceur » : l'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille*, (Sillery) Québec, Septentrion, 2002, 207 p.

MICHON, Jacques (dir.) : *Éditeurs transatlantiques : études sur les éditions de l'Arbre*, GRELQ, Sherbrooke, Ex-Libris et Montréal, Tryptique, 1991, 244 p.

- « L'effort de guerre des éditeurs, l'Arbre et Fides, entre de Gaulle et Pétain », *Bulletin d'histoire politique*, vol.3, n.3-4, été 1995, p.341-349.

MONIÈRE, Denis : *André Laurendeau et le destin d'un peuple*, Montréal, Québec-Amérique, 1983, 347 p.

- *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*, M., Québec-Amériques, 1977, 381 p.

MORIN, Rosaire : « Histoire de l'Action nationale », in « 85^e anniversaire - pour mémoire », *L'Action nationale*, XCII, no 1, janv. 2002, p.17-31.

MOSSERAY, Fabrice : « L'opinion des Canadiens français envers le général de Gaulle et le Maréchal Philippe Pétain » *Bulletin d'histoire politique*, vol.3, n.3-4, été 1995, p.168-177.

NEATBY, Blair : *William Lyon Mackenzie King*, Toronto & Buffalo, Univ. of Toronto Press, 1976, 3 vol.

PELLETIER-BAILLARGEON, Hélène : *Olivar Asselin et son temps*, Montréal, Fides, 2 vol. parus, 1996, 2001.

PERIN, Roberto : *Rome et le Canada. La bureaucratie vaticane et la question nationale 1870-1903*, trad. de l'anglais, M., Boréal, 1993, 343 p.

POMEYROLS, Catherine : « *Le Devoir* et la guerre d'Espagne », *RHAF*, vol. LVIII, no 3, hiv. 2005.

POULIOT, Léon : *Monseigneur Bourget et son temps*, M., Beauchemin et Bellarmin, 1955, 4 vol.

RENAUD, Laurier : *La Fondation de l'A.C.J.C. L'histoire d'une jeunesse nationaliste*, Presses collégiales de Jonquière, 1973, 154 p.

ROUTHIER, Gilles : *La doctrine sociale et le mouvement catholique : l'École sociale populaire (1930-1936)*, M.A. théologie, Université Laval, 1980, 214 p.

- « L'ordre du monde. Capitalisme et communisme dans la doctrine de l'École sociale populaire, 1930-1936 », *Recherches sociographiques*, vol.22, n.1, jan-avr. 1981, p.7-47.

ROY, Christian : « De *La Relève* à *Cité libre* : avatars du personnalisme au Québec », *Vice versa*, déc.1986/janv.1987, p.14-16.

- « Le personnalisme de l'*Ordre nouveau* et le Québec, 1930-1947. Son rôle dans la formation de Guy Frégault », *RHAF*, vol. XLVI no 3, hiv. 1993, p.463-484.

ROY, Fernande : *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*, Montréal, Boréal, 1993, 127 p. – 2^e éd. 2006.

- *Histoire de la librairie au Québec*, M., Leméac, 2000, 238 p.
- *Progrès, harmonie, liberté. Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, M., Boréal, 1988, 301 p.
- « L'émiettement de la pensée canadienne-française par Gérard Bouchard », *SCHEC-Études d'histoire religieuse*, vol. 71, 2005, p. 89-99.

ROY, Jean-Louis : *Maîtres chez nous. Dix années d'Action française (1917-1927)*, Montréal, Leméac, 1968, 75 p.

RUDIN, Ronald : *Faire de l'histoire au Québec*, trad. fr., Sillery, Septentrion, 1998, 271 p.

RUMILLY, Robert : *Henri Bourassa*, M., Marais, (1953) 2000, 791 p.

- *Maurice Duplessis et son temps*, II t., Montréal, Fides, 1973.
- *Mercier*, M., *Zodiaque*, 1935, 545 p.
- *Histoire de la province de Québec*, XXXIV, *L'Action libérale nationale*, M., Fides, s.d. [196?]
- *Histoire de la province de Québec XXXVIII, La Guerre de 1939-1945. Ernest Lapointe*. M., Fides, [1968].

RYAN, Pascale : *Des intellectuels dans la Cité : la Ligue d'Action nationale 1933-1960*, thèse d'histoire, UQAM, 2002, 315 f.

- *Penser la nation. La Ligue d'Action nationale, 1917-1960*, M., Leméac, 2006, 324 p.

SARRA-BOURNET, Michel (dir.), avec Jocelyn SAINT-PIERRE : *Les nationalismes au Québec, du XIXe au XXIe siècle*, PUL, 2001, 364 p.

ST-AMANT, Jean-Claude : *L'École sociale populaire et le syndicalisme catholique : 1911-1949*, M.A. histoire, Université Laval, 1976, 99 p.

SAVARD, Pierre : *Jules-Paul Tardivel*, Montréal, Fides Classiques canadiens, 1969, 94 p.

SÉGUIN, Maurice : *L'idée d'indépendance au Québec. Genèse et historique*, M., Boréal, 1977, 66 p.

SILVER, A.I. : *The French-Canadian Idea of Confederation 1864-1900*, 2e éd., Toronto, U. of Toronto Press, 1997, 283 p.

TRÉPANIÉ, Pierre : « Lionel Groulx, historien », *Cahiers des dix*, no 47, 1992, p. 247-277.

- « Notes pour une histoire des droites intellectuelles canadiennes-françaises à travers leurs principaux représentants (1770-1970) », *Cahiers des dix*, no 48, 1993, p.119-164.
- « Quel corporatisme ? 1820-1965 », *Cahiers des dix*, no 49, 1994, p.159-212.
- « Le Maurrassisme au Canada français », *Cahiers des dix*, no 53, 1999, p.167-233.
- « L'étudiant idéal vers 1913 », *Cahiers des dix*, no 55, 2001, p.117-148.
- « Ni francophile, ni gallophobe. Lionel Groulx, voyageur », *Les Cahiers des Dix*, N° 58, 2004, p. 135-169.
- « Les intellectuels québécois de l'entre-deux-guerres selon Catherine Pomeyrols : une analyse décevante », *Cahiers d'histoire du Québec au XXe siècle*, no 8, aut. 1997, p.225-231.

VERREAULT, Claude, Louis MERCIER et Thomas LAVOIE (dir.) : *1902-2002 La Société du parler français au Canada cent ans après sa fondation : mise en valeur d'un patrimoine culturel*, Actes du colloque du 25 oct. 2002, Musée de la civilisation à Québec, PUL, 2006, 237 p.

VINET, Bernard, F.-J. AUDET et Gérard MALCHELOSSE, *Pseudonymes québécois*, Québec, Garneau, 1974, 361 p.

WARREN, Jean-Philippe : *Edmond de Nevers. Portrait d'un intellectuel (1862-1906)*, M., Boréal, 2005, 322 p.

- et MEUNIER, E.-M. : « L'horizon personneliste de la Révolution tranquille », *Société*, no 20-21, été 1999, p.347-448.

WYCZYNSKI, Paul (dir., et al.) : *Le Nigog*, M., Fides, 1987, 388 p.

2.2 Contexte français

ACKERMANN, Bruno : *Denis de Rougemont, de la personne à l'Europe : essai biographique*, Lausanne, L'Âge d'homme, 2000, 202 p.

ALLARD, Jean-Louis (dir.) : *Jacques Maritain : philosophe dans la cité*, Ottawa, Éd. Université d'Ottawa, coll. Philosophica, 1985, 447 p.

AMOUROUX, Henri : *Quarante millions de pétainistes*, P., Pluriel, 1988, 574 p.

ASSOCIATION DES AMIS D'EMMANUEL MOUNIER : *Le personnelisme d'Emmanuel Mounier, hier et demain : pour un cinquantenaire*, Actes de colloque, P., Seuil, 1985, 249 p.

AUZÉPY-CHAVAGNAC, Véronique : *Jean de Fabrègues et la Jeune Droite catholique. Aux sources de la révolution nationale*, Préface de René Rémond de l'Acad.fr., Villeneuve d'Ascq (Nord), Presses universitaires du Septentrion, 2002, 464 p.

AZÉMA, Jean-Pierre : *De Munich à la Libération 1938-1944*, P., Seuil, 1979, 412 p.

- et Michel WINOCK : *La Troisième République*, P. Pluriel, (1970) 1976, 510 p.

BARS, Henry, préf. de Jacques MARITAIN : *La politique selon Jacques Maritain*, P., Éd. ouvrières, 1961, 247 p.

BERGÈS, Michel : *Vichy contre Mounier. Les non-conformistes face aux années 40*, Préface de J.-L. Loubet del Bayle, P., Economica, 1997.

BREDIN, Jean-Denis : *L’Affaire*, P., Julliard, 1983, 561 p.

BLANCHET, Charles : « Les rapports entre le Général de Gaulle et Jacques Maritain », *Espoir*, n.72, sept.1990, p.29-38.

BONAFOUX-VERRAX, Corinne : *À la droite de Dieu : la Fédération nationale catholique, 1924-1944*, P. Fayard, 2004, 658 p. Texte remanié d’une thèse de doctorat (sciences politiques), IEP-Paris 1999.

BOUTANG, Pierre : *Maurras. La destinée et l’œuvre*, P., La Différence, 1993.

CHENAUX, Philippe : *Entre Maurras et Maritain. Une génération intellectuelle catholique (1920-1930)*, Cerf, 1999.

CHIRON, Yves : *La vie de Maurras*, P., Godefroy de Bouillon, 1999, 498 p.

COLLOT-GUYER, Marie-Thérèse : *La Cité personnaliste d’Emmanuel Mounier*, Nancy, P.U. de Nancy, 1983, 390 p.

DANESE, Attilio (dir.) : *La Questione personalista : Mounier e Maritain nel dibattito per un nuovo umanesimo*, Rome, Città nuova, 1986, 241 p.

DARD, Olivier : *Le rendez-vous manqué des relèves des années trente*, PUF, 2002, 332 p.

- *Les années trente : le choix impossible*, P., Livre de poche, 1999, 274 p.

DIODONNAT, P.-M. : *Je suis partout 1930-1944. Les maurrassiens devant la tentation fasciste*, P., La Table Ronde, 1973, 471 p.

- *Les 700 rédacteurs de « Je suis partout » : 1930-1944*, P., Sedopols, 1993, 107 p.

DOBRY, Michel (dir.) : *Le mythe de l’allergie française au fascisme*, P., Albin Michel, 2003, 460 p.

DOUGHERTY, Jude P. : *Jacques Maritain: an Intellectual Profile*, Washington (D.C.), Catholic U. of America Press, 2003, 128 p.

FERRO, Marc : *Pétain*, Paris, Fayard « Pluriel », 1987.

GIOCANTI, Stéphane : *Maurras. Le chaos et l’ordre*, P., Flammarion, 2006, 575 p.

GOYET, Bruno : *Charles Maurras*, P., Presses de Sciences-Po, 2000, 307 p.

HELLMAN, John : *Emmanuel Mounier and the New Catholic Left, 1930-1950*, Toronto-Buffalo-Londres, U. of Toronto Press, 1981, 357 p.

- *The Knight-Monks of Vichy France : Uriage, 1940-1945*, M., McGill-Queen's U.P., 2e éd. 1997, 364 p.
- *The Communitarian Third Way: Alexandre Marc's Ordre Nouveau, 1930-2000*, M., McGill-Queen's U.P., 2002, 294 p.

HUGUENIN, François : *A l'école de l'Action française. Un siècle de vie intellectuelle*, P. Lattès, 1998, 673 p.

KESSLER, Nicolas : *Histoire politique de la Jeune Droite (1929-1942). Une révolution conservatrice à la française*, préf. de LOUBET DEL BAYLE, P., L'Harmattan, 2001.

- « Maurras et la tentation fédéraliste », avec « L'idée de décentralisation » de Charles MAURRAS, in *Fédéralisme et décentralisation*, P., Restauration nationale, 1993, 62 p.

LACOMBE, Olivier : *Jacques Maritain : la générosité de l'intelligence*, P., Téqui, Croire et savoir, 1991, 165 p.

LACOUTURE, Jean : *Charles de Gaulle*, P., Seuil, 1984, 3 vol.

LIVOIS, René de : *Histoire de la presse française*, II vol., P., CFA, 1965.

LOTTMAN, Herbert : *L'Épuration 1943-1953*, trad. Fr., P., Fayard, 1986, 603 p.

LOUBET DEL BAYLE, Jean-Louis : *L'esprit de 1930. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Thèse de la faculté de droit et des sciences économiques de l'université de Toulouse, 1968. Président de thèse : MONTANE DE LA ROQUE.

- *Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, édition revue et actualisée par l'auteur, P., Seuil, 2001, 562 p.

MANGARANO FAVARETTO, Gilda : *Il federalismo personalista di Alexandre Marc*, Milan, Angeli, 2006, 189 p.

MILZA, Pierre : *Fascisme français : passé et présent*, P., Flammarion, 1990, 466 p.

NGUYEN, Victor : *Aux Origines de l'Action française. Intelligence et politique à l'aube du XXe siècle*, Paris, Fayard, 1991.

NOIRIEL, Gérard : *Les Origines républicaines de Vichy*, P., Hachette, 1999, 335 p.

- ORY, Pascal : *Les collaborateurs 1940-1945*, P. Seuil, 1976, 332 p.
- PAXTON, Robert O. : *La France de Vichy 1940-1944*, trad. fr., P., Seuil, (1972), 1997, 475 p.
- PETIT, Jean-François : *Philosophie et théologie dans la formation d'Emmanuel Mounier*, P. Cerf, 257 p.
- PRÉVOTAT, Jacques : *Les catholiques et l'Action française : histoire d'une condamnation 1899-1939*, Préface de René Rémond, Paris, Fayard, 2001.
- *L'Action française*, PUF Que-sais-je?, 2004, 128 p.
- RÉMOND, René : *Les Droites en France*, Paris, Aubier Montaigne, 1982.
- avec É. POULAT (dir.) : *Cent ans d'histoire de « La Croix »*, Colloque, mars 1987, P., Centurion, 1988, 471 p.
- RENARD, Paul : *L'Action française et la vie littéraire (1931-1944)*, Villeneuve d'Ascq, P. U. du Septentrion, 2003, 216 p.
- RIOUX, Jean-Pierre : *Nationalisme et conservatisme, la Ligue de la Patrie française 1899-1904*, P., Beauchesne, 1977, 117 p.
- ROSANVALLON, Pierre : *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, P., Seuil, 2004, 446 p.
- SAGNÈS, Jean et CAUCANAS, Sylvie : *Les Français et la guerre d'Espagne*, Actes du colloque de Perpignan, CREPF, Université de Perpignan, 1990, 437 p.
- SÉRANT, Paul : *Les dissidents de l'Action française*, P., Copernic, 1978, 323 p.
- SIRINELLI, Jean-François (dir.) : *Les Droites françaises de la Révolution à nos jours*, Paris, Gallimard, 1995, 925 p.
- « L'Action française, main basse sur le Quartier latin » (déc.1982), Les Collections de *L'Histoire*, no 14 2002, p.54-59.
- SOUICY, Robert : *Le fascisme français (1924-1933)*, trad. fr. PUF, 1989, 348 p.
- *Fascismes français ? 1933-1939, mouvements antidémocratiques*, trad. fr., P., Autrement, 2004, 475 p.
- *Fascist intellectual : Drieu La Rochelle*, Berkeley, U. of California Press, 1979, 451 p.
- *Fascism in France : the case of Maurice Barrès*, Berkeley, U. of California Press, 1972, 350 p.
- STERNHELL, Zeev : *Maurice Barrès et le nationalisme français*, nouv. éd. augm. d'un essai inédit, P., Fayard, (1972) 2000, 432 p.

- *La droite révolutionnaire, 1885-1914*, Paris, Gallimard, (1978) 1997, 602 p.
- *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*. 3^e éd. revue et augmentée, Bruxelles, Complexe, (1983) 2000, 539 p.
- avec Maia Ashéri et Mario Sznajder, *Naissance de l'idéologie fasciste*, P., (Fayard, 1989) Gallimard, 1994, 556 p.
- *Les anti-Lumières : du XVIII^e siècle à la Guerre froide*, P., Fayard, 2006, 590 p.

SUTTON, Michael : *Charles Maurras et les catholiques français 1890-1914. Nationalisme et positivisme*, trad. fr., P., Beauchesne, (1982) 1994, 365 p.

TAGUIEFF, Pierre-André (dir.) : *L'Antisémitisme de plume 1940-1944. Études et documents*, P., Berg, 1999, 618 p.

TODA, Michel : *Henri Massis, un témoin de la droite intellectuelle*, P., Table ronde, 1987, 389 p.

WEBER, Eugen : *L'Action française*, trad. de l'ang. *Action Française*, nouv. édition mise à jour, P., Fayard Pluriel, 1985, 665 p.

WINOCK, Michel : (dir.) : *Histoire de l'extrême droite en France*, P., Seuil, 1994, 325 p.

- *La Fièvre hexagonale : les grandes crises politiques de 1871 à 1968*, P. Seuil, (1986) 1995, 471 p.
- *La Belle époque : la France de 1900 à 1914*, P. Perrin, 2003, 432 p.
- *La France politique XIX^e-XX^e siècle*, éd. revue et augm., P. Seuil, 2003, 571 p.
- *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, P., Seuil, (1990) 2004, 416 p.

2.3 Histoire des intellectuels

« *L'Action française et ses amis étrangers* », Actes de la Table ronde organisée à l'Université de Nantes, 27 novembre 1999. *Sources. Travaux historiques*, Revue de l'association histoire au présent, no 53-54, 2000, 112 pp.

BASTOS, E.R., M. RIDENTI et D. ROLLAND (dir.) : *Intelectuais : sociedade e politica, Brasil-França*, Bastos, Sao Paulo, Cortez Editora, 2003, 256 p.

- *L'Intellectuel, l'État et la nation. Brésil-Amérique latine-Europe*, P., L'Harmattan, 2006, 290 p.

BRUNET, Manon et Pierre LANTHIER, (dir.), *L'inscription sociale de l'intellectuel*, Québec, PUL, et P., L'Harmattan, 2000, 382 p.

CHARLE, Christophe : *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, Paris, Minuit, 1990, 272 p.

- *Les intellectuels en Europe au XIXe siècle. Essai d'histoire comparée*, Paris, Seuil, 2001, 452 p.

COLIN, Pierre (dir.) : *Intellectuels chrétiens et esprit des années vingt*, Actes du Colloque, Institut catholique de Paris, sept. 1993, P., Cerf, 1997, 245 p.

« L'Intellectuel dans la Cité », *Prétontaine*, no 2-3, déc. 1994, Montpellier, IRSA, 286 p.

FOUILLOUX, Étienne : « "Intellectuels catholiques" ? Réflexions sur une naissance différée », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 53, jan-mars 1997, p.13-24.

JULLIARD, Jacques : « Le monde des revues au début du siècle », *Les revues dans la vie intellectuelle, 1885-1914*, no spécial des *Cahiers Georges Sorel*, no 5, 1987, p.3-9.

- et Michel WINOCK : *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnes, les lieux, les moments*, nouvelle édition, P. Seuil, (1996) 2002, 1530 p.

LAMONDE, Yvan : « Les « intellectuels » francophones au Québec au XIXe siècle : questions préalables », *R.H.A.F.*, vol. 48, no 2, aut. 1994, p. 153-180.

LEBLANC, Katleen : *Les intellectuels québécois et l'Affaire Dreyfus, 1894-1910*, M.A. Études québécoises, Trois-Rivières, UQTR, 1998.

LEYMARIE, Michel : *Les intellectuels et la politique en France*, PUF, 2001, 127 p.

- avec Jacqueline PLUET-DESPATIN et Jean-Yves MOLIER (dir.) : *La Belle époque des revues (1880-1914)*, IMEC, 2002, 439 p.

ORY, Pascal (dir.) : *Dernières questions aux intellectuels*, P., Olivier Orban, 1990, 268 p.

- *L'histoire culturelle*, PUF Que-sais-je ?, (2004) 2007, 127 p.

PLAMONDON, Jacques : « Gramsci et l'étude sociologique des intellectuels », in M. Brunet et P. Lanthier (dir.) : *L'Inscription sociale de l'intellectuel*, PUL, 2000, p.149-158.

POMEYROLS, Catherine : *Les intellectuels québécois : formation et engagements, 1919-1939*, L'Harmattan, Paris, Montréal, 1996, 537 p.

- Et Claude HAUSER (dir.) : « L'Action Française et ses amis étrangers. Le rayonnement et l'influence de l'Action Française dans le monde », *Sources. Travaux historiques*, revue de l'Association « Histoire au présent », no 53-54, 2000, 112 p.
- Et Claude HAUSER (dir.) : *L'Action française et l'étranger. Usages, réseaux et représentations de la droite nationaliste française*, P., Budapest, Turin, L'Harmattan, 2001, 148 p.
- « Les Intellectuels nationalistes québécois et la condamnation de l'Action française », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, 73, Paris, janv.-mars 2002, p. 83-98.

PROCHASSON, Christophe : *Les Années électriques, 1880-1910*, P., La Découverte, 1991, 488 p.

- *Les intellectuels, le socialisme et la guerre*, P., Seuil, 1993, 354 p.
- *Les intellectuels et le socialisme*, P., Plon, 1997, 298 p.
- *Au nom de la patrie. Les intellectuels et la Première Guerre mondiale (1910-1919)*, P., La Découverte, 1996, 302 p.
- « Sobre el concepto de intelectual », *Historia contemporánea*, 27, 2003, p.799-811.

RACINE, Nicole et M. TREBITSCH (dir.) : *Sociabilités intellectuelles : lieux, milieux, réseaux*, P., CNRS, 1992, 220 p.

ROLLAND, Denis et M. RIDENTI : *Intellectuels et politique, Brésil-Europe, XIXe-XXe siècles*, P./Strasbourg, IUF-L'Harmattan/IEP, 2003, 259 p.

ROY, Paul-Émile : *Les Intellectuels dans la Cité*, Montréal-Paris, Fides, 1963, 88 p.

RYAN, Pascale : « Des intellectuels en Europe et en Amérique. Un état de la question », *Mens, Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. IV no 1, aut. 2003, p.9-38.

SAINT-JACQUES, Denis (dir.) : « Réseaux littéraires France-Québec (1900-1940) », *Études littéraires. Théories, analyses et débats*, vol. 36 no 2, Université Laval, aut. 2004, 148 p.

SIRINELLI, Jean-François : *Intellectuels et passions françaises, Manifestes et pétitions au XX e siècle*, P., Gallimard, 1996 (Fayard, 1990), 592 p.

- *Sartre et Aron, deux intellectuels dans le siècle*, P., Fayard Pluriel, 1995, 395 p.
- et Pascal ORY : *Les intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, P., (A. Colin, 1986), Perrin, 2002, 435 p.

- et Michel LEYMARIE (dir.) : *L'histoire des intellectuels aujourd'hui*, PUF, 2003, 487 p.
- « Le hasard ou la nécessité ? Une histoire en chantier : l'histoire des intellectuels », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 9, janv.-mars 1986, p.97-106.

TREBITSCH, Michel (dir., et al.) : *Pour une histoire comparée des intellectuels*, Bruxelles, Complexe, 1998, 176 p.

WINOCK, Michel : « *Esprit* », *des intellectuels dans la Cité (1930-1950)*, P., Seuil, 1996, 499 p., éd. revue de *Histoire politique de la revue « Esprit »*, Seuil, 1975, 446 p.

- *Le Siècle des Intellectuels*, Seuil, 1997, 695 p. (nouv. éd. augmentée, 1999, 885 p.)
- *Les Voix de la liberté. Les écrivains engagés au XIXe siècle*, P. Seuil, 2001, 832 p.
- (éd.) : *La droite depuis 1789 : les hommes, les idées, les réseaux*, (recueil d'articles de *L'Histoire*), Seuil, 1995, 414 p.

2.3.1 Les intellectuels avant « l'intellectuel »

ANDRÈS, Bernard : « Québec : paradigme littéraire et éclosion culturelle à la fin du XVIIIe siècle », *Tangences*, UQÀR, 51, mai 1996, p.67-80.

CHARTIER, Roger : *Les Origines culturelles de la Révolution française*, P., Seuil, (1990) 2000, 304 p.

COURTOIS, Charles-Philippe : « De Paris à la Lune en passant par Québec. Les écrits de la Nouvelle-France et le libertinage intellectuel au XVII^e siècle », *Bulletin d'histoire politique*, vol.15 no 2, printemps 2007, p.293-310.

DARNTON, Robert : *Bohème littéraire et Révolution : le monde des livres au XVIIIe siècle*, trad. fr. de *The Literary Underground*, P., Gallimard-Seuil, 1983, 208 p.

- *Gens de lettres, gens du livre*, trad.fr., P., O. Jacob, 1992, 302 p.

LE GOFF, Jacques, *Les Intellectuels du Moyen Âge*, P. Seuil, 1985, nouv. éd. des *Intellectuels au Moyen Âge*, 1957.

MASSEAU, Didier : *L'invention de l'intellectuel dans l'Europe du XVIIIe siècle*, PUF, 1994, 172 p.

ROCHE, Daniel : *Les Républicains des Lettres. Gens de lecture et Lumières au XVIIIe siècle*, P., Fayard, 1988, 392 p.

ROY, Fernande : « Les intellectuels canadiens-français du siècle dernier : les journalistes » in M. Brunet et P. Lanthier (dir.) : *L'inscription sociale de l'intellectuel*, PUL, 2000, p.341-352.

VOLTAIRE : « Gens de lettres », *L'Encyclopédie*, 1751-1772.

2.4 Idéologies et contexte international

ARENDT, Hannah : *La nature du totalitarisme*, éd., trad. et préf. de Michèle-Irène Brudny-de Launay, P., Payot, 2006, 172 p.

- *Le système totalitaire*, nouv. éd. P., Seuil, 2005, 380 p.

BERSTEIN, Serge : *Démocraties, régimes autoritaires et totalitarismes : pour une histoire politique comparée du monde développé*, nouv. éd. augmentée, P., Hachette, 1999, 256 p.

BLINKHORN, Martin, Editor : *Fascists and Conservatives*, London, Unwin Hyman, 1990.

BURKE, Edmund : *Réflexions sur la Révolution de France ; suivi d'un choix de textes de Burke sur la Révolution*, P., Hachette Pluriel, 1989, 816 p.

BURRIN, Philippe : *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, P., Seuil, 2000, 315 p.

« Étranger. Fascisme, antisémitisme, racisme », *Prétentaine*, no 9-10, avr. 1998, 398 p.

COHN, Norman : *Histoire d'un mythe. La « conspiration » juive et les protocoles des sages de Sion*, trad. fr., P., Gallimard, 1967, 302 p.

COMPAGNON, Olivier. Préf. de Jean-Marie MAYEUR : *Jacques Maritain et l'Amérique du Sud : le modèle malgré lui*, Villeneuve d'Ascq, P.U. du Septentrion, 2003, 395 p.

CRUZ, Manuel Braga da : *O Partido e o Estado no salazarismo*, Lisbonne, Presença, 1988, 294 p.

DE FELICE, Renzo : *Intervista sul fascismo*, Bari, Laterza, (1975) 1997, 142 p.

- *Breve storia del fascismo*, Milan, Mondadori, 2001, 148 p.

DOMINGO MORTALLA, Agustín : *Un humanismo del siglo XX : el personalismo*, Madrid, Cincel, Historia de la filosofía, 1986, 205 p.

FURET, François et Ernst NOLTE : *Fascisme et communisme*, Hachette, 1998.

GAUCHET, Marcel : *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, P., Gallimard, 1985, 306 p.

HERMET, Guy : *La guerre d'Espagne*, P., Seuil, 1989, 346 p.

HOBBSBAWM : *L'Âge des extrêmes. Histoire du court XXe siècle 1914-1991*, trad. fr., Bruxelles, Complexe, (1994) 2003, 807 p.

JACOB, Jean : *Le retour de l'Ordre nouveau : les métamorphoses d'un fédéralisme européen*, Genève, Droz, 2000, 315 p.

JANEIRO, Helena Pinto : *Salazar e Pétain : relações luso-francesas durante a Segunda Guerra Mundial (1940-44)*, Lisbonne, Cosmos, 1998, 272 p.

LACROIX, Jean : *Le personnalisme : sources, fondements, actualité*, Lyon, Chonique sociale, coll. Synthèse, 1981, 149 p.

LAMONDE, Yvan et HAUSER, Claude (dir.) : *Regards croisés entre le Jura, la Suisse romande et le Québec*, Québec, PUL et Porrentruy, Office de la culture de la République et Canton du Jura, 2002, 334 p.

LEÓN, Enrique et Jean-Paul SCOT : *Le nazisme des origines à 1945*, P., Armand Colin, 1997, 281 p.

LÉONARD, Yves : *Salazarisme et fascisme*, P., Chandeigne, 1996, 223 p.

MABRY, Donald J. : *Mexico's Acción Nacional : A Catholic Alternative to Revolution*, Syracuse U.P., N.Y., 1973, 269 p.

MARITAIN, Jacques : *Primauté du spiritual*, 1927

MARTIN, James : *Gramsci's Political Analysis : A Critical Introduction*, Houndmills (Angl.), Macmillan, 1998, 209 p.

MEDINA, Joao : *Salazar, Hitler e Franco: estudos sobre Salazar e a ditadura*, Lisbonne, Livros Horizonte, 2000, 308 p.

MILZA, Pierre : *Mussolini*, P., Fayard, 1999, 985 p.

- *Les fascismes*, P., Seuil, (1985) 2001, 612 p.
- et Serge BERSTEIN : *Le fascisme italien 1919-1945*, P. Seuil, 1980, 438 p.

NEMETH, Thomas : *Gramsci's Philosophy : A Critical Study*, Sussex-New Jersey, Harvester-Humanities, 1980, 206 p.

NOLTE, Ernst : *Le fascisme dans son époque. I. L'Action française. II. Le fascisme italien. III. Le national-socialisme*. Trad. fr. : Paul Stéphan. Paris, Julliard, 1970.

- *Les Mouvements fascistes. L'Europe de 1919 à 1945*, Préface d'Alain Renaut, traduit de l'allemand par R. Laureillard. Paris, Calmann-Lévy, 1991.
- *Three Faces of Fascism. Action Française – Italian Fascism – National Socialism*, translated by L. Vennewitz, NY, Holt, Rinehart and Winston, 1966.
- *La Guerre civile européenne 1917-1945*, tr. fr., P. Syrtes, (1997) 2000, 665 p.

ORY, Pascal : *Du fascisme*, [P.], Perrin, 2003, 288 p.

PAXTON, Robert O. : *Le fascisme en action*, trad. fr., P., Seuil, 2004, 436 p.

POLIAKOV, Léon : *Le mythe aryen. Essai sur les sources du racisme et des nationalismes*, P. Pocket, (1971) 1994, 436 p.

RÉMOND, René : *Le XXe siècle, de 1914 à nos jours*, éd. revue, P., Seuil, 2002, 288 p.

ROMANO, Sergio : *Histoire de l'Italie du Risorgimento à nos jours*, P., Seuil, 1977, 393 p.

ROSAS, Fernando et José M. BRANDÃO DE BRITO, *Salazar e o salazarismo*, Lisbonne, Dom Quixote, 1989, 218 p.

SOLCHANY, Jean : *Comprendre le nazisme dans l'Allemagne des années zéro (1945-1949)*, PUF, 1997, 352 p.

STERNHELL, Zeev : *Aux origines d'Israël. Entre nationalisme et socialisme*, P., Fayard, 1996.

TASCA, Angelo : *Naissance du fascisme. L'Italie de l'armistice à la marche sur Rome*, P. Gallimard, 1938, 497 p.

« O desencantamento do mundo. Todos os passos do conceito em Max Weber », *Archives de sciences sociales des religions*, 132 (2005), [En ligne], mis en ligne le 21 février 2006. URL : <http://assr.revues.org/document3215.html>. Consulté le 31 mars 2007.

2.4.1 Nationalismes

ANDERSON, Benedict : *Imagined Communities. Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, éd. revue, Londres et N.Y., Verso, (1983) 1991, 224 p.

BEAUNE, Colette : *Naissance de la nation France*, P., Gallimard, 1985, 431 p.

CHABOT, Jean-Luc : *Le nationalisme*, PUF Que-sais-je ?, (1986) 1997, 127 p.

COBBAN, Alfred : *The Nation-State and National Self-Determination*, N.Y., Crowell, (1945)1969.

GELLNER, Ernest : *Nations and Nationalism*, Ithaca, (N.Y.), Cornell U.P., 1983, 143 p.

GIRARDET, Raoul : *Le nationalisme français. Anthologie 1871-1914*, Seuil, (1983), 1992, 276 p.

- *Nationalismes et nation*, Bruxelles, Complexe, 1996.
- « Autour de l'idéologie nationaliste, perspectives de recherche », *La Revue française de sciences politiques*, vol. XV, no 3, juin 1965, p. 423 sq.

HOBBSBAWM, Eric : *Nations et nationalisme depuis 1780*, trad. fr., P. Gallimard, (1990) 1992.

KRULIC, Brigitte : *La nation, une idée moderne*, P. Ellipses, 1999, 175 p.

LACOSTE, Yves : *Vive la Nation ! Destin d'une idée géopolitique*, P., Fayard, 1997, 339 p.

MANENT, Pierre : *Les raisons des nations. Réflexions sur la démocratie en Europe*, P., Gallimard, 2006, 100 p.

MONIÈRE, Denis : *Pour comprendre le nationalisme, au Québec et ailleurs*, PUM, 2001.

RENAN, Ernest : Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, P., Mille et une nuits, (1882) 1997.

SCHNAPPER, Dominique : *La Communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*, P., Gallimard, 1994.

SEN, Amartya : *Identity and violence. The Illusion of Destiny*, N.Y. et Londres, Norton, 2006, 215 p.

WINOCK, Michel : *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, P., Seuil, 1982, 444 p.

ANNEXES

Annexe I : présentation du *Devoir*

« Les campagnes du « Devoir » », *Le Devoir*, mercredi 6 septembre 1922, annonce, p.2 :

- Quel journal appuie le plus fermement, à Montréal, la doctrine et l'enseignement catholiques ?
- Quel journal défend toujours et partout la langue et l'idéal du Canada français ?
- Quel journal dénonce plus haut le mauvais cinéma et le théâtre immoral, à Montréal ?
- Quel journal fait la lutte la plus vive à l'impérialisme, au Canada ?
- Quel journal signale avec plus de constance et un plus vif souci des faits l'immigration mal triée et mal surveillée, au Canada ?
- Quel journal a poussé de l'avant, dans la région de Montréal, la cause de l'hygiène publique et des logements sains, mené la campagne de presse la plus suivie contre la mortalité infantile et la tuberculose ?
- Quel journal a le plus courageusement travaillé, depuis sa fondation, à l'émancipation financière, commerciale, industrielle, économique des Canadiens français ?
- Quel journal a mis le plus de temps, d'espace, de persistance à la libération des Canadiens français des étroites passions politiques ?

C'EST LE « DEVOIR »

Directeur : HENRI BOURASSA

Trois sous le numéro

Annexe II : Constitution des groupes d'Action française

Lettre de Lionel Groulx au père Charles Charlebois, Action française, 1735 rue St-Denis [Montréal], 19 septembre 1925, CRLG, P1/A, 746

« Le groupe d'Action française est l'association de quelques amis de l'Action française qui s'unissent pour propager dans leur région les idées et les œuvres d'Action française. »

[Huit au plus, car] « persuadés, selon les principes mêmes qui dirigent le comité directeur, que pour agir avec suite et efficacité, il faut l'unanimité des esprits et la prompte décision des volontés : deux conditions qui ne peuvent se réaliser dans les sociétés trop nombreuses. » [Ces élus doivent être de véritables animateurs, agents de liaison] « puisque leur nombre leur impose de remuer beaucoup de bonnes volontés. »

« Le lien qui unit les groupes d'Action française au Comité directeur de Montréal, est un lien exclusivement moral. Ils sont liés par le partage de la même doctrine et de la même action, par les mots d'ordre de la revue et par les visites du directeur de la propagande, par les tournées des conférenciers d'Action française, par des congrès périodiques. »

« Mais ce lien n'a rien de juridique. Le comité directeur n'admet point, pour sauvegarder la continuité et l'indépendance de sa pensée et de son action, l'usage du choix démocratique dans le choix des membres. Les groupes d'Action française, dans l'intérêt même de l'œuvre, s'engagent donc à respecter scrupuleusement ce principe de la constitution du comité directeur. »

[Pleine autonomie de propagande régionale. Pour la doctrine ou l'intérêt national cependant, le groupe d'Action française] « se conformera strictement à la direction du comité directeur de la Ligue d'Action française. »

« Dans les limites de cette juridiction, le groupe d'Action française reprend et développe dans sa région l'œuvre du Comité directeur : la défense et le parachèvement de notre intégrité catholique et française. »

« Il obtient cette fin : »

I. En faisant la propagande de la revue et des publications de la Ligue.

II. Par la diffusion de l'histoire nationale et régionale, par conférences, pèlerinages historiques, etc.

III. Par la surveillance active des droits du français dans les services d'utilité publique, enseignes, etc.

IV. « Au besoin, il développe dans sa région les mouvements de protestation ou de pétition générale pour la défense catholique ou française; »

« V. Pour tout dire, le groupe d'Action française se constitue dans sa région, le promoteur de tous les intérêts moraux, intellectuels, économiques de la race. »

Il adopte la devise « Jusqu'au bout ».

Il porte le nom groupe d'Action française de la région de N aussi longtemps qu'il conserve l'assentiment des directeurs de la Ligue.

« Chaque membre du groupe signe une formule d'adhésion rédigée par le comité directeur de la Ligue :

« DÉCLARATION

Canadien français et catholique de raison, de cœur et de volonté, je remplirai tous les devoirs de cette double dignité.

Je m'engage à combattre toutes les formes de l'anglicisation et en particulier à faire respecter tous les droits de la langue française tels que proclamés par la charte fédérative et les lois du Québec.

« Convaincu que l'âme de la race possède, dans ses qualités ethniques et les vertus de sa foi religieuse, les éléments vitaux de son plein développement, je veux travailler à reconstituer nos institutions politiques, économiques, sociales et familiales, notre intégrité française et catholique.

Parce que je crois à la haute mission d'un peuple catholique et latin, et qu'un peuple n'accomplit bien toute sa destinée qu'en ajoutant, à la plénitude de sa personnalité nationale, les prérogatives de l'État, je m'engage, si la Providence le veut, à préparer, par tous les moyens légitimes, l'avènement d'un Canada français indépendant. »

« En conséquence, je m'associe à l'œuvre de la Ligue d'Action française.

Je promets de la servir, avec tout mon dévouement, jusqu'au bout.

Et je signe »

Annexe III : plan de doctrine des Jeune-Canada

JEUNE-CANADA : DOCTRINE

[CRLG, Fonds Jeune-Canada, P21/A]

Date à la fin du P21/A, 2 : « Montréal, le 17 mars 1934 »

I Nation :

Gilbert Manseau.

II Devoir national :

André Laurendeau.

III Nationalisme; abus possibles; légitimité du nôtre :

Dominique Beaudin.

IV L'Etat et la religion; l'Etat et la nation :

Jean-Louis Dorais.

V Formes de gouvernement :

Gilbert Manseau.

VI Idéal politique :

Thuribe Belzile.

VII Le capital :

Paul Simard.

VIII Le capital humain; primauté du spirituel :

Robert Charbonneau.

**Annexe IV : programme-manifeste de la Ligue des droits du
français**

Tract no 1, 1911 :
Reproduction, 4 p.



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada



LIGUE

DES

DROITS DU FRANÇAIS

Traité No 1

PROGRAMME — MANIFESTE

C'est la langue française que parlaient nos aïeux, ces hardis défricheurs de la terre, qui vinrent d'outre-mer fonder le Canada.

Pour jouir du même privilège, leurs descendants, devenus sujets britanniques, durent lutter sans merci. Convaincus que la langue française serait la meilleure sauvegarde de leurs traditions et de leur foi, ils réclamèrent la reconnaissance officielle de ses droits. Ni promesses, ni menaces n'eurent prise sur leurs volontés. Ils finirent par triompher. Nos libertés actuelles sont le fruit de leur inlassable énergie.

Hélas! cette victoire obtenue au prix de si durs sacrifices, notre inertie est en train de l'annuler.

Pour un bon nombre de Canadiens-français, la langue française n'est plus la langue usuelle. Dans certains domaines, le commerce et l'industrie par exemple, ils l'ont rejetée complètement. Annonces, catalogues, factures, marques ou noms des produits, tout est rédigé en anglais. Et cependant les clients de ces industriels et de ces marchands sont en grande majorité de langue française.

Une réaction s'impose. Autrement un fait inéluctable se produira bientôt. Comme aucune cloison étanche ne sépare le domaine social du

domaine commercial, de l'un la langue anglaise pénétrera dans l'autre. Et alors ce sera l'absorption tranquille et sûre de notre race, sa disparition prochaine. «Les peuples résistants, a justement observé Émile Faguet, se reconnaissent à ceci, qu'ils n'abandonnent jamais leur langue et que leur langue ne les abandonne jamais.»

Cette réaction, plusieurs de ceux-là mêmes qui ont créé ou maintiennent la situation actuelle, la désirent vivement. Ils reconnaissent maintenant leur faute, ils sentent qu'une catastrophe est imminente, mais trop faibles, ou trop esclaves des circonstances pour rompre d'eux-mêmes avec des habitudes qui leur pèsent, ils voudraient qu'un mouvement populaire vint en quelque sorte leur faire violence.

La Ligue des Droits du Français va essayer de les satisfaire.

Le mouvement que nous entreprenons — il est bon de le faire remarquer dès le commencement — n'est nullement un mouvement de provocation, une déclaration de guerre.

Notre langue a des droits: droits naturels, droits constitutionnels. Nous voudrions qu'ils ne restent pas lettre morte, nous voudrions surtout que nos compatriotes soient les premiers à les respecter.

Et comme leur abandon provient le plus souvent du laisser-aller, de l'insouciance, de l'inertie, c'est à ces plaies que la Ligue va d'abord s'attaquer.

Ses membres s'engagent premièrement à se surveiller et à se réformer eux-mêmes. Dans leurs relations d'affaires et de commerce, les plus entamées par l'anglicisation, ils se serviront, hors des cas de force majeure, de la langue française. En outre, afin d'entretenir leurs bonnes dispositions, et aussi de participer au travail général de la Ligue, ils feront du zèle, de la propagande autour d'eux. A leurs amis ils conseilleront d'imiter leur attitude, d'entrer dans le mouvement. A leurs fournisseurs dont les factures, les annonces ou les catalogues sont exclusivement ou principalement en anglais, ils présenteront de respectueuses mais énergiques observations.

800873

1911
(200)

L'expérience l'a prouvé. Dans les campagnes de ce genre, il n'y a ordinairement que la première démarche qui coûte. La deuxième se fait sans difficulté, presque avec aisance; et quand, comme ce sera vraisemblablement le cas ici, de bons résultats ne tardent guère à se manifester, chaque nouvelle intervention devient un vrai plaisir. Loin d'en éviter les occasions on les recherche avidement.

Mais, il faut bien l'avouer, à côté de la masse des insoucients, qu'un aiguillon habilement manié réveillera, il y a deux autres catégories de nos compatriotes dont nous devons nous occuper: ceux qui ne peuvent pas et ceux qui ne veulent pas parler la langue française.

«Ceux qui ne peuvent pas.» L'industrie ou le métier qu'exercent plusieurs de nos compatriotes exige l'emploi d'un grand nombre de mots techniques. Ces mots, ils voudraient bien les prononcer dans leur langue. Quelques-uns même l'essaient parfois. Leurs efforts n'aboutissent ordinairement qu'à la francisation baroque des termes anglais que seuls ils connaissent parfaitement. Force leur est d'y avoir finalement recours. Un phénomène analogue se produit dans la rédaction des annonces ou des catalogues. Nous ignorons presque tous le français commercial. C'est une autre de nos plaies.

A tous ces hommes bien disposés, mais impuissants, la Ligue entend venir en aide d'une façon spéciale. Elle commencera bientôt la publication d'une série de listes de mots techniques. Imprimées sur feuilles volantes, tirées à un grand nombre d'exemplaires, ces listes pourront être obtenues à un prix minime. Notre ambition est de les faire pénétrer non seulement dans les milieux industriels et commerciaux, mais aussi dans nos écoles, nos couvents, nos collèges.

Une autre initiative nous a paru s'imposer. C'est l'établissement d'un bureau français de publicité. Il est déjà en partie organisé. Deux écrivains de talent, possédant à fond les langues française et anglaise sont à notre disposition. Ils reviseront, traduiront, rédigeront, moyennant une rétribution raisonnable, tout travail

qu'on voudra bien leur confier: annonces, catalogues, prospectus, etc.

Et ainsi ceux qui voulaient rester fidèles à leur langue mais s'en trouvaient empêchés, le pourront à l'avenir.

Restent «ceux qui ne veulent pas». Il y en a malheureusement. Leur nombre varie suivant les circonstances. Il est suffisant pour qu'on s'occupe d'eux. Ce sera la partie la moins intéressante de notre programme. Nous la subissons comme une nécessité.

Donc, ceux qui ne veulent pas, eh bien! nous les attaquerons. D'abord indirectement, et avec une arme bien légère, plus favorable encore à nos amis que nuisible à eux-mêmes: les «listes blanches», listes d'imprimeurs, de manufacturiers de bonbons et de biscuits, de marchands d'articles de sport, etc., etc. Y seront inscrits tous ceux qui souscriront à certains engagements destinés à protéger la langue française. Ces listes bien répandues et fortement recommandées devront produire leur effet, chez les acheteurs d'abord, puis par répercussion, chez les fournisseurs. Plusieurs de ces derniers s'amenderont avant longtemps. Les résultats obtenus dans d'autres pays nous sont un garant de l'efficacité de cette action.

Viendra ensuite l'attaque directe, loyale elle aussi, discrète, quoique cependant énergique. «Monsieur, dira à son marchand un membre de la Ligue, vous m'obligeriez beaucoup si, sur votre vitrine et vos factures, à côté de «grocery» vous mettiez «épicerie». L'épicier ainsi interpellé y songera à deux fois avant de refuser cette satisfaction à un excellent client. L'osât-il, en dépit des bonnes raisons qui lui seront apportées, que la Ligue avertie interviendra: «Mon cher monsieur, vos clients vous prient de vouloir bien mettre sur votre vitrine et vos factures, à côté du mot «grocery» le mot «épicerie.» Et cette demande nous paraît raisonnable. En effet...etc., etc.» Peu, il nous semble, résisteront à cette nouvelle démarche. De moins importantes ont déjà obtenu le résultat désiré. Supposons cependant qu'il se trouve encore quelques récalcitrants. Eh bien! alors, aux grands maux les grands remèdes. La Ligue

sortira ses derniers atouts. Je ne les dévoilerai pas. Mais je puis bien dire que je les ai vus à l'œuvre. Gare à eux! Droits comme l'épée, ils ont aussi le tranchant de sa lame.

Ce mouvement, on le comprend, réussira d'autant mieux qu'une atmosphère se créera qui lui sera favorable. C'est l'œuvre des tracts, des conférences, des brochures. Nous avons pu nous convaincre que si la mentalité de notre peuple au sujet du parler français avait été lamentablement déformée, il suffisait de quelques arguments, de quelques faits, bien clairs, pour le ramener à la juste compréhension de ses devoirs. Le Canadien-français aime sa langue. Il ne voudrait pas la perdre pour tout l'or du monde. Mais bon enfant, s'endormant facilement, ébloui par les succès financiers de quelques gros industriels de l'autre race, et surtout habitué à n'entendre parler que de concessions inévitables et peu dangereuses, il s'est laissé entraîner, sans trop y prendre garde, par les flots du courant anglicisateur.

Qu'on lui montre clairement le fond de l'abîme où il se précipite, et sa folle insouciance disparaîtra. Les réserves de fierté et de force que ses pères ont déposées dans son sang ne sont pas encore taries. Elles jailliront sous la pression des faits dévoilés, et l'âme canadienne se redressera, ardente, résolue à défendre jusqu'au bout le plus précieux, après sa foi, des trésors qu'elle possède.

Voilà notre Ligue: son but, ses moyens d'action, les résultats que nous espérons. Nos âmes la porteront longtemps avant qu'elle vit le jour, méditant sa forme définitive et essayant de scruter son avenir. Quand l'heure fut venue, elle naquit. Elle était nécessaire. Elle vivra.

D'autres organisations se dévouent au service de notre langue. La plus vaillante et la plus utile, la Société du Parler français, vient de se créer un nouvel organe. Le Comité permanent, constitué à son premier Congrès, promet d'accomplir un travail fécond. Nous n'empièteront pas sur son domaine. Nous ne nuirons pas à son action. Nous l'aiderons au contraire. À côté de l'armée régulière, il est bon qu'il y ait des groupes de tirailleurs prêts à courir la

plaine, à fouiller les broussailles, à découvrir les embuscades, à recevoir, comme aussi à donner, les premiers coups.

Si ce rôle plaît à quelques cœurs bien nés, qu'ils se lèvent et ceignent nos armes. La langue française les sacre ses chevaliers. Ils seront, sur la terre canadienne, les ligueurs du fier parler qui, le premier, y fit resplendir les lumières de la civilisation et de la foi.

Pierre HOMIER

AVIS

La Ligue des Droits du Français se compose de membres adhérents, de membres coopérateurs et de membres fondateurs.

On devient membre adhérent en s'engageant à remplir les obligations que prescrit la Ligue et en versant une cotisation annuelle d'une piastre (\$1.00). (Cette cotisation donne droit aux tracts que publiera la Ligue.)

Les membres coopérateurs sont ceux qui comprennent les nécessités de la propagande générale de la Ligue et veulent y coopérer en élevant d'eux-mêmes le chiffre de leur cotisation annuelle à cinq piastres (\$5.00).

Sont déclarés membres fondateurs les adhérents qui versent une somme de vingt-cinq piastres (\$25.00) au minimum.

La Ligue recevra avec plaisir toutes les observations qu'on voudra bien lui communiquer sur la situation faite à la langue française, au Canada, particulièrement dans le domaine du commerce et de l'industrie.

Pour renseignements plus étendus, etc., on est prié de s'adresser au secrétaire de la Ligue, M. le docteur Gauvreau, chambre 26, 30 rue St-Jacques, Montréal.